

Henri du Moulin de Labarthète

(1900-1948)

Homme politique français

(1946)

LE TEMPS
DES ILLUSIONS.

SOUVENIRS

(Juillet 1940 – Avril 1942)

Collection

“Civilisations et politique”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection "Civilisations et politique",
[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)



Courriel : Michel Bergès : m.berges.bach@free.fr

à partir de :

Henri du Moulin de Labarthète

Le temps des illusions. Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Genève : Les Éditions du cheval ailé, 1946, 438 pp. Bruxelles, Paris :
La Diffusion du livre.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

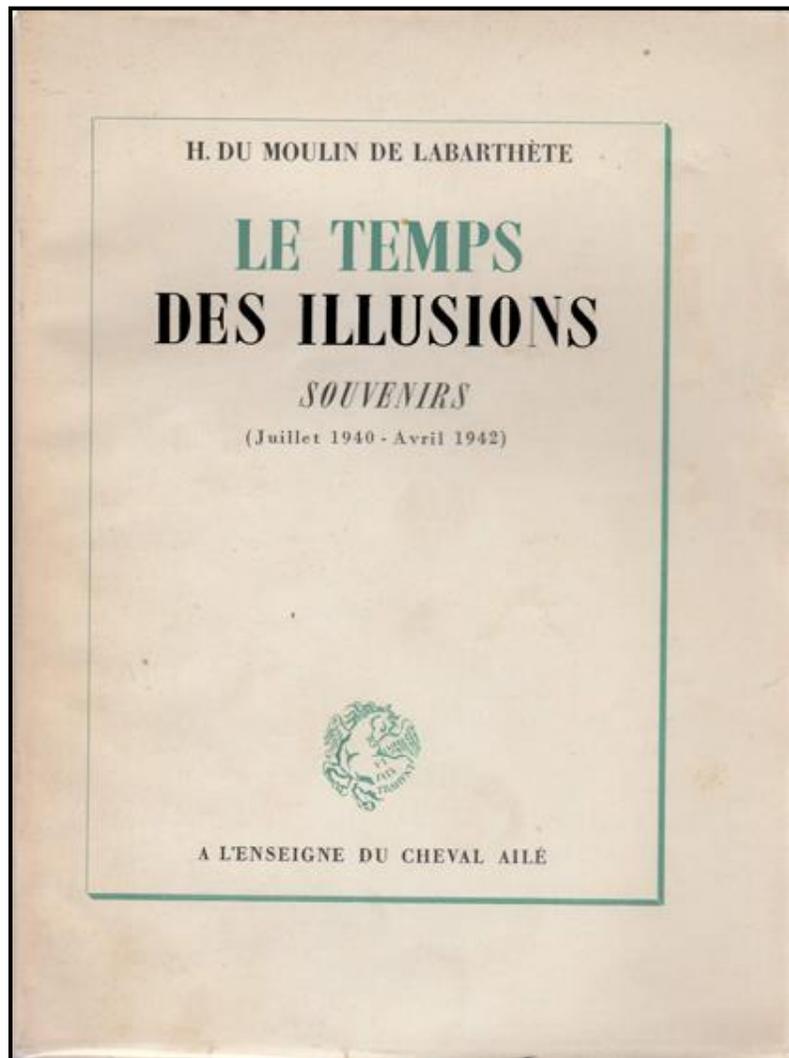
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 17 décembre 2020 à Chicoutimi, Québec.



Henri du Moulin de Labarthète
(1900-1948)
Homme politique français

Le temps des illusions. Souvenirs
(Juillet 1940-Avril 1942)



Genève : Les Éditions du cheval ailé, 1946, 438 pp. Bruxelles, Paris :
La Diffusion du livre.

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

Michel Bergès



Travail bénévole :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html

Publications de Michel Bergès :

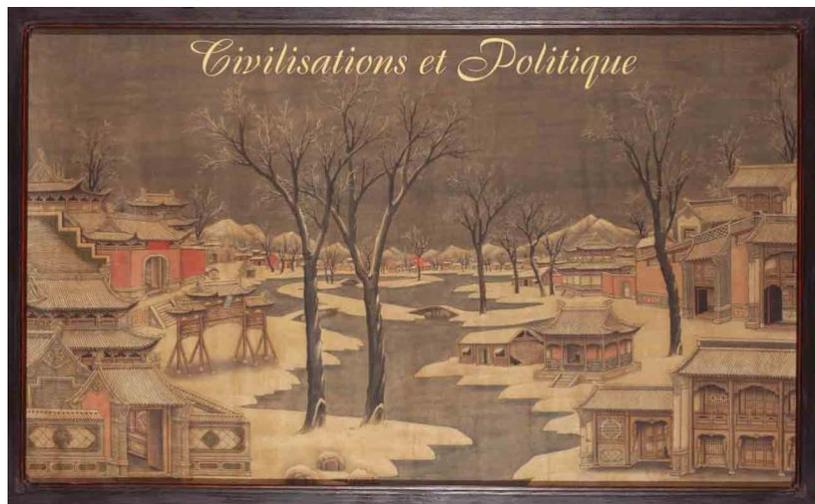
http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html

Collection "Civilisations et politiques" dirigée par Michel Bergès :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html

Un ouvrage de
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée
par
Michel Bergès
Historien, professeur retraité
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[437]

**Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)**

Table des matières

[Avant-propos](#) [11]

Chapitre I.	Premières semaines [15]
Chapitre II.	Montoire [43]
Chapitre III.	Le 13 décembre [59]
Chapitre IV.	Le Maréchal [89]
Chapitre V.	Le régime - Le pouvoir - L'État [103]
Chapitre VI.	L'avènement de Darlan [127]
Chapitre VII.	Révolution nationale [155]
Chapitre VIII.	La vie quotidienne [169]
Chapitre IX.	Politique étrangère [193]
Chapitre X.	Profils [237]
Chapitre XI.	Politique intérieure [259]
Chapitre XII.	Collaboration et collaborationnistes [307]
Chapitre XIII.	Synarchie [331]
Chapitre XIV.	Riom [369]
Chapitre XV.	La non-résistance [391]
Chapitre XVI.	Ces vingt et un mois [423]

[11]

Le temps des illusions.

Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Je ne crois pas que ce livre ait besoin d'une longue présentation. Il n'est fait, au fond, que de souvenirs. Et, comme pour beaucoup de souvenirs, son introduction pourrait tenir en quelques lignes : « J'étais à tel endroit, j'ai vu telles et telles choses, tels et tels gens. Je les ai dépeints comme je les ai vus, avec le souci de l'exactitude, avec les ressources de mon tempérament. J'ai pu commettre des erreurs, des injustices. D'autres livres viendront, qui compléteront, qui réduiront, qui rectifieront. Et la vérité, l'humaine vérité, se dégagera, dans quelques années, de la pluralité des témoignages, de la confrontation des textes. »

Une telle modestie dans l'approximation s'impose, surtout, aux observateurs des grandes crises politiques. Quelque bien placés qu'ils aient été – je crois l'avoir été pour la première période de Vichy – ils n'ont pas pu tout voir, tout entendre ; ils ont pu ne pas s'affranchir de réactions trop personnelles. Une marge assez épaisse d'incertitude leur interdit d'écrire directement pour l'histoire. Il leur reste le droit d'ébaucher des esquisses, le devoir de les présenter sous le jour le plus fidèle, l'espoir de les voir justifiées par le jugement de l'avenir...

Est-ce à dire que des souvenirs aient besoin, comme l'histoire elle-même, d'un certain recul ? Je ne le pense pas. Leur qualité tient, surtout, à leur fraîcheur. Et le travail de criblage de l'historien s'exercera, plus volontiers, sur une matière encore en fusion. À tenir trop longtemps leur mémoire en suspens, les auteurs de souvenirs s'exposeraient à de fâcheuses défaillances.

Tout autre, évidemment, est le problème de la publication. L'opportunité y tient une place, dont la simple rédaction n'a pas à se soucier. [12] L'opportunité et les convenances. J'aurais eu d'autant moins d'excuses à n'y point porter mon attention, que les événements de ce récit appartiennent à l'une des périodes les plus récentes, les plus troublées, les moins connues de l'histoire contemporaine. Les passions ne se sont pas encore éteintes. La France n'a pas retrouvé tout son équilibre. Beaucoup d'hommes et de femmes, blessés, torturés, anémiés, souffrent toujours dans leur chair. D'autres expient, souvent, dans leurs cellules, le seul crime de s'être dévoués trop tôt au redressement du pays. Fallait-il jeter ces sarments sur une cendre encore chaude ? Fallait-il risquer d'ajouter, par un crayon trop appuyé, à tant d'épuisantes querelles ?

L'objection m'eût retenu, et sans doute arrêté, s'il s'était agi d'un livre de polémique. Mais ce livre n'est pas un livre de polémique. Il ne contient, ou presque, que des descriptions. Et je crois à la vertu sédative des descriptions. Je crois qu'il est possible, sans heurter des susceptibilités trop vives, sans ranimer de trop cruelles blessures, de décrire simplement les choses telles qu'elles se sont passées, de présenter avec sérénité la relation de faits, qui n'ont souvent ému l'opinion que parce qu'elle ne les a qu'imparfaitement saisis ou qu'elle en a tiré de trop rapides conclusions.

Une telle méthode comporte, à vrai dire, des écueils. Et je ne suis pas sûr de les avoir évités. Dans l'âpre combat d'idées, où tant de Français se sont engagés depuis six ans, les lignes de fracture sont demeurées assez vives. La simple recherche de la vérité et ses premiers essais de fixation ne risquent pas seulement d'apparaître comme le passe-temps d'une époque révolue; ils peuvent prendre l'aspect d'un refus de conclure, d'une sorte d'indifférence, plus ou moins consentie, à beaucoup de « positions » passées, présentes ou futures.

Je ne doute pas qu'à ce titre ces souvenirs ne déçoivent certains lecteurs. Non seulement les adversaires passionnés de Vichy, qui n'y trouveront pas la trace de ces complots, de ces trahisons, dont leur imagination s'est si souvent nourrie. Mais, même, les défenseurs de Vichy — les défenseurs systématiques, tout au moins — peu nombreux encore, à la vérité, plus nombreux pourtant en 1946 qu'en 1944, et dont le nombre ira croissant, au fur et à mesure que les exigences du pouvoir

et ses dérèglements créeront de nouvelles vocations de nostalgiques du passé.

À ceux-là je n'offrirai pas, sans doute, le réconfort qu'ils attendent, la justification totale dont ils gardent l'espoir, ni ces allusions, un peu [13] trop faciles, aux fautes des gouvernements d'aujourd'hui. Je le regrette pour beaucoup d'entre eux, qui furent mes amis et qui, plus que d'autres, ont souffert, au cours de ces derniers mois. Mais je leur demande d'admettre que tel ne pouvait être mon propos, au moins pour une première œuvre, et pour une œuvre écrite en Suisse. Non que j'aie songé, un seul instant, à me tenir au-dessus d'une mêlée, où j'ai, jadis, choisi mes couleurs et pris mes risques. Mais parce qu'il m'est apparu que le premier devoir d'un narrateur était d'échapper aux fièvres du moment, pour s'en tenir à la présentation sincère des faits. Et puis, parce qu'il n'est peut-être pas de très bonne politique de reconstruire sur un terrain insuffisamment déblayé...

En me proposant de décrire Vichy, de le dépeindre, de l'expliquer, non d'en rehausser l'image, je n'ai donc pas cherché le refuge d'une frileuse abstention. J'ai même souhaité de me livrer, au gré de la chronologie, à cet examen de conscience, auquel tous ceux qui furent associés à quelque événement de l'histoire ont le devoir de s'astreindre. J'ai tâché d'y voir clair, de démêler ce complexe, où l'acharnement des uns, l'ingénuité des autres s'évertuent encore à découvrir un « bloc », alors que rien ne fut, en fait, plus divers, plus disparate, moins homogène que le régime de Vichy. Je ne me suis pas dérobé devant l'aveu des erreurs commises, des illusions trop longuement entretenues, mais, tout en dénonçant les vers qui se sont glissés dans le fruit, j'ai tenté de rendre hommage à la pureté des intentions, comme à l'amour de la France, qui présidèrent à cette renaissance manquée.

Mon vrai scrupule était, au fond, d'une autre nature. Et si j'éprouve quelque gêne à publier, dès aujourd'hui, ce livre, c'est que le principal personnage en est encore vivant, qu'il ne jouit plus de sa liberté, qu'il a choisi d'observer un silence, dont il aurait aimé, peut-être, que ses compagnons de route s'inspirassent. Pardonnera-t-il à mon indiscrétion ? Excusera-t-il la liberté du ton, la vivacité des traits ? Acceptera-t-il que l'un de ceux qui l'ont servi, jadis, avec le plus d'espoir, ait osé mêler sur son nom les rayons et les ombres ? Ces questions resteront, sans doute, sans réponse. Mais je ne m'interdis pas de penser que la meilleure façon de servir, encore, un homme, dont la

légende a fait d'abord son prisonnier, est de le présenter dans sa véritable lumière, avec sa beauté, avec ses faiblesses, sous ce manteau de simple humanité, que l'éloge et le blâme lui ont si souvent refusé.

[14]

J'ai rédigé ces lignes au lendemain de son procès, d'un procès où mon libre témoignage n'a pas été accueilli. Je les ai rédigées dans le silence d'une retraite, qu'une incomparable hospitalité m'a rendue douce et paisible, face à la France, face à ses horizons, sans amertume et sans passion. Je souhaite qu'elles contribuent à l'union renaissante des Français. Je souhaite, aussi, qu'elles fassent comprendre aux meilleurs d'entre eux qu'ils n'ont pas trop à rougir de leur histoire la plus récente.

« Les Croisettes ».

Nyon, le 19 mars 1946.

[15]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre I

PREMIÈRES SEMAINES

[Retour à la table des matières](#)

Je revois, encore, cette fin d'après-midi brûlante du 15 juillet 1940. Nous arrivions de Narbonne, en auto, Thibaut de Saint-Père et moi. De Narbonne, et même de plus loin. Saint-Père, officier de marine, avait quitté Londres, huit jours plus tôt. Je venais de résilier moi-même, à Barcelone, les derniers engagements de notre Mission d'achat, de cette mission d'armement, que Dautry m'avait confiée en décembre 1939, et qui ramena d'Espagne fer, pyrites, mercure, fusées et plaques de blindage, pour la guerre si courte...

Saint-Père allait retrouver sa femme à Vichy. J'y avais quelques amis et, bien qu'attendu à Paris, je décidai d'y faire une courte halte. La ville me surprit par son animation. Du monde, trop de monde, des uniformes, des femmes en toilettes claires, quelques physionomies parisiennes. Poussière et fébrilité. En Espagne, la colonie française portait, depuis un mois, le deuil du pays. Ici, le deuil semblait suspendu. Tout à la joie de se revoir, de vieux amis s'abordaient, s'étreignaient. Trop de visages souriaient, qu'on eût aimés plus graves. Deux actes décisifs de la vie nationale s'étaient joués, cependant, en moins de trois semaines : l'armistice et la révision de la Constitution. Il ne semblait pas qu'ils retinssent, encore, l'attention...

Je pénètre, au hasard, dans trois ou quatre hôtels proches de la gare. Ils sont pleins à craquer. La priorité ne joue plus qu'en faveur des

militaires et je ne possède pas le plus petit ordre de mission. Vais-je passer la nuit dehors ? Vers dix-neuf heures, à mon vingtième échec, je franchis le porche d'un hôtel élégant. Une sentinelle en barre l'entrée. J'essaie de l'attendrir et désespère d'y atteindre, lorsque [16] j'entends, à travers le hall, la voix de Gorostarzu. Le colonel de Gorostarzu, « Goro » dans l'intimité, est un vieil ami. Ancien attaché de l'air à Madrid, il fait maintenant partie de la maison militaire du Maréchal. Sa protection me vaudra-t-elle la faveur de quelque lit ? Gorostarzu sourit. Une chambre m'attend, depuis trois jours, au quatrième étage de l'hôtel. Je crois tomber des nues. J'interroge. Le Maréchal, me dit « Goros », m'a fait donner l'ordre, par télégramme, de le rejoindre au plus tôt. L'ordre a été transmis à notre ambassadeur à Madrid, M. de la Baume, qui me cherche vainement à travers les villes de la péninsule...

Je tente de m'informer des intentions réelles du Chef de l'État. Gorostarzu reste évasif. Il me parle, seulement, d'un replâtrage du Cabinet civil, rendu nécessaire par la nomination d'Alibert au ministère de la Justice. Et me voilà poussé vers le Maréchal à travers les couloirs de l'Hôtel du Parc. Il est debout, dans un petit salon précédant la salle à manger, très droit, le teint reposé, l'œil vif. Si différent de ce pauvre vieillard, que j'ai croisé, deux mois plus tôt, le 17 mai 1940, au passage à niveau de Briviescas, près de Burgos, alors qu'il se rendait à Paris, à l'appel de Paul Reynaud.

« Je suis content de vous voir, du Moulin, et j'espère que vous allez nous rester. J'ai besoin d'amis autour de moi. Que voulez-vous, je ne connais plus personne et je n'ai confiance en personne. Je n'ai pas plus confiance en vous qu'en d'autres, d'ailleurs. Mais je vous connais. Je puis mettre un nom sur votre physionomie. C'est déjà beaucoup !

– À quoi puis-je vous être utile, Monsieur le Maréchal ?

– Vous allez diriger mon cabinet civil. Brécard, lui, s'occupera des militaires. Vous le connaissez, Brécard ?

– Oui, Monsieur le Maréchal.

– Tant mieux. J'espère que vous vous entendrez. C'est que nous avons tant de choses à faire. Il faut que vous m'aidiez de tout votre cœur, de toutes vos forces.

– Mais oui, Monsieur le Maréchal.

– Et puis, vous allez dîner avec moi. »

Et me voilà, mal coiffé, mal lavé, une vieille veste de sport pleine de poussière sur le dos, assis à la droite du Chef de l'État français. Nous sommes, à table, cinq ou six : le Maréchal, le capitaine Bonhomme, son officier d'ordonnance, Goros, le docteur Ménétrel, un officier de marine dont le nom m'échappe. Atmosphère simple, cordiale, [17] l'atmosphère d'un dîner intime de l'ambassade de France à Madrid. Et, presque au début du repas :

« Vous avez suivi dans la presse ce qui vient de se passer ?

– Mal, M. le Maréchal ; les journaux espagnols ont été très sobres de détails sur la réunion de l'Assemblée nationale. Je sais, seulement, que vous allez faire une nouvelle constitution.

– Ah, s'il ne s'agissait que de cela, nous pourrions prendre notre temps. Mais nous sommes jetés en pleine mêlée, en plein inconnu, avec des drames dans tous les sens. La tâche est écrasante. On m'a bien donné des pouvoirs, et même tous les pouvoirs : beaucoup plus que Louis XIV n'en a jamais eus... »

Cette déclaration, où perce tant de naïve satisfaction, m'inquiète. Je flaire un piège tendu par la rouerie d'Alibert à la candeur du Maréchal.

« Que comptez-vous en faire, M. le Maréchal ?

– Ce que les circonstances me permettront d'en tirer, pour le bien du pays. Ce désastre est sans précédent. Mais si nous restons unis, le redressement peut être prodigieux. »

Je me suis retiré, après le dîner, dans une chambre du troisième étage, que le général Bineau, l'ancien major général de l'armée, vient de quitter. Avouerai-je qu'avant de m'endormir je me suis longuement recueilli ?...

*
* *

Ce qui me frappe, au cours de ces premières journées de Vichy, c'est un curieux mélange d'optimisme et de désordre. On sait d'où l'on vient, mais l'on s'engage bien légèrement dans l'aventure. On s'imagine, assez gratuitement, que « les choses vont s'arranger ». L'armistice est déjà loin : près de trois semaines. Il n'a pas été, jusqu'ici, trop violé. La création du nouvel État date d'il y a six jours. Elle s'est faite sans douleur. Le 14 juillet, lui-même, a été célébré dans le silence et sous les

crêpes, mais avec ferveur. Il fait bon, il fait chaud. Tout le monde est dans la rue. Les premiers messages du Maréchal ont porté. On veut voir cet homme, qui a déjà sauvé la France, et qui s'apprête à la sauver de nouveau. On sollicite, de tous côtés, l'honneur de le servir.

[18]

Mais que d'uniformes ! L'armée commence à me donner quelques agacements. Elle est là, partout, en baudriers, en bottes, en képis. Non point arrogante, mais pimpante, active, affairée. Des feuilles de chêne dans tous les coins : « As-tu vu les « glorieux » ? me dit Goros, qui garde, jusque dans le drame, le sens de l'humour. Ces glorieux ne supportent pas mal la défaite. Celui qui la supporte le mieux – il n'en est pas, d'ailleurs, responsable – est bien le général Brécard : soixante-douze ans, une vareuse au col râpé, une taille de guêpe, une légèreté de cabri. Cet ancien gouverneur militaire de Strasbourg a droit, pour ses services de l'autre guerre, à notre plus grande estime. Mais l'après-guerre a fait de cet homme de cheval un homme de cour. Et l'esprit de cour lui tourne un peu la tête. Protestant, et de la meilleure église, snob, hippiatre, il est de tous les clubs, de tous les champs de courses, de toutes les parlotes.

Je l'ai connu, en 1937, gérant de la popote d'un cercle parisien. Je l'ai vu jouer un rôle de premier plan aux « Affinités françaises », ce mess ambulant d'industriels, d'hommes de lettres, de gens du monde, où, sous la sauce tartare, le turbot demeurerait résolument conservateur. Je sais qu'il est, avec Alibert et Lémery, l'un des trois membres du brain's trust du Maréchal. Son premier geste est pour me tendre un volumineux courrier :

« Quelques lettres auxquelles je vous serais reconnaissant de répondre, du Moulin, et que je signerai demain matin. La baronne de T... dont le fils a été tué à Saint-Valéry, et qui est une de mes petites cousines par les G. La princesse de X..., qui habite à Paris, tout près de votre beau-père et qui s'est réfugiée dans la Creuse. Elle est juive. N'en dites rien. Il faut lui redonner courage. »

J'arrête ce babal.

« Je ne doute pas, mon général, que votre courrier soit l'un des plus importants du moment. Mais un bon secrétaire et deux maréchaux des

logis en viendront facilement à bout. N'avez-vous pas le sentiment que le Maréchal m'ait fait appeler pour autre chose ?

– Cher ami, ne recommençons pas la lutte entre les civils et les militaires. Cette lutte n'a plus, d'ailleurs, aucun sens. Le Maréchal commande. Je commande après lui. Nous ne sommes plus au temps de Lebrun. Pas de Cabinet civil, pas de Cabinet militaire. Un seul Secrétariat général, dont je prends la direction, et dont vous serez le "membre civil". Au fait, puisque nous parlons de Lebrun, voulez-vous courir à l'Élysée.

– À l'Élysée ?

[19]

– Oui, à l'Hôtel Sévigné. C'est là que Lebrun se trouvait jusqu'à son départ. Vous prierez Alart, son secrétaire, de vous remettre les Honneurs.

– Les Honneurs ?

– C'est un petit livre blanc, relié en parchemin, qui donnait la liste des préséances sous la Troisième. Nous allons modifier tout cela. Quand je pense qu'un général de division passait après un préfet... »

Les bras m'en tombent. Voilà ce qui préoccupe aujourd'hui, moins d'un mois après l'armistice, ces généraux de l'autre guerre, qui se mêlent, de bonne foi, de refaire la France. La révision d'un protocole. C'est effarant...

Et, dans l'ombre, fidèle aux instructions du Maréchal, je me mets à constituer son Cabinet civil, un cabinet qui restera, d'ailleurs, jusqu'à mon départ, sous la surveillance nominale d'un général d'armée. Mais qu'importe ! Il ne s'agit pas de recomposer la vitrine de l'Élysée. Il s'agit de réunir, autour de soi des hommes purs, désintéressés, travailleurs. Très vite, je les trouve. Un jeune diplomate, qui s'est bien battu. Un ingénieur du génie maritime, qui a mis au point, pendant la guerre, un procédé de détection des mines sous-marines et qui nous quittera, quelques semaines plus tard, pour diriger les services de la Famille. Un fonctionnaire de l'intérieur, plein de charme et de finesse. En septembre, Roger de Saivre, l'ancien secrétaire général des *Jeunesses patriotes*. Puis, Paul Estèbe, qui nous vient du socialisme à travers les Compagnons de France et qui ne reniera jamais ses origines. Je regrette de ne pouvoir leur adjoindre tant d'hommes jeunes, neufs,

sincères, que je croise au hasard de la rue. Mais j'écarte Gascuel, un journaliste, qui pousse, au-delà des limites raisonnables, le goût de la recommandation...

Cette maison civile prend forme, s'installe, se saisit des dossiers, noue des contacts avec les ministères, mais cède le pas, dans les cérémonies officielles, à la maison militaire. L'une et l'autre se voient, d'ailleurs, renforcées d'anciens survivants de l'équipe Lebrun. Un marin, joueur de belote et diseur de bons mots, un gendarme à cinq ficelles incroyablement moustachu, un lieutenant-colonel de cavalerie, excellent homme aux yeux ronds, un préfet hors cadres, un peu frileux, protégé de Berthoin, l'ancien secrétaire général de l'intérieur, à qui j'accorde, en le laissant chef adjoint du Cabinet, l'hospitalité momentanée de notre, toit. Braves gens, au demeurant, ces survivants [20] ou ces transfuges, qui ne demandent qu'une petite place au soleil, et qu'il nous faut bien accueillir, puisqu'ils représentent une tradition, puisqu'ils détiennent quelques secrets, puisque tout régime se doit de conserver, fût-ce sous la forme d'hommes de quart, de tampons, de dactylos ou de boutons de guêtre, quelque chose des régimes précédents...

Nos décors sont incertains. C'est, surtout, parce que le Maréchal, d'humeur fantasque, hésite à se fixer. Il travaille dans un petit bureau jaune de l'Hôtel Sévigné, charmante résidence, entourée d'un beau jardin. Mais il prend ses repas à l'Hôtel du Parc : une volière, d'où ses regards peuvent se poser, à l'heure du café, sur la foule des quémandeurs, des ruffians, des escrocs, des femmes de tout âge et de toute beauté, qui sont comme le borbier mouvant de ces époques de transition. Il faudra plus de deux mois, pour qu'un léger paravent protège, contre son gré, le Chef de l'État de tant de regards indiscrets ; six mois encore pour qu'une cloison de carton sépare les appartements privés du Maréchal de ces tables de poker ou de whisky ; un an pour que l'Hôtel soit vidé de sa clientèle interlope, et transformé, sinon en une résidence princière, au moins en un asile décent et simple.

Quant au monde officiel, il campe où il peut, comme il peut. Des stratifications, toutefois, se dessinent. Les Affaires étrangères occupent le premier étage du Parc ; Laval et les services de l'Information le deuxième ; le Maréchal le troisième. Marion, un peu plus tard, s'emparera du quatrième. Le Corps diplomatique est aux « Ambassadeurs », Weygand et la Défense nationale au « Thermal »,

les Finances et la Justice au « Carlton ». Les autres ministères se répartissent les hôtels de second plan. Mais le service d'ordre se fait, assez vite, rigoureux et les liaisons commencent à fonctionner.

*
* *

Une légion de solliciteurs se présente. La première vague s'attaque aux fonctions éminentes, aux postes de Secrétaires généraux. Il y a d'abord, le Secrétariat général de la présidence du Conseil, vacant depuis le départ de Villars, qui a rejoint le Crédit Foncier. Bouthillier [21] met en avant ma candidature. Je la décline. Alibert y pousse l'un de ses amis, l'amiral Fernet, marin de petite taille, osseux, anguleux, aux superbes cheveux châtain ; un caractère de chien, mais une belle intelligence, un sens précis de l'organisation, de l'autorité, du mordant, une dextérité de vocabulaire, qui nous laisse proprement pantois.

Pour les autres postes, la ruée est encore plus forte. Cayrel, député de la Gironde, frère putatif de Marquet, rate de justesse l'Intérieur, mais se voit confier le Secrétariat des réfugiés. Deroy et Moreau-Néret – ce dernier, d'une magnifique culture et d'un grand courage – triomphent, aux Finances, d'après compétitions. Dayras s'impose vite à la Justice. Paul Morane, député des Côtes-du-Nord et brillant officier d'alpins, fait mon siège, pendant huit jours, pour décrocher les Beaux-Arts, à quoi rien ne le destine. Ils finiront par être attribués à Hauteceur. René Gillouin n'obtient l'instruction publique qu'au prix d'une longue lutte et s'en verra frustré, quelques semaines plus tard, par Ripert, le nouveau ministre. Fatou, juriste sérieux, mais sans éclat, s'incruste aux Colonies. Bichelonne s'octroie la Production industrielle et Lafond l'Énergie, tandis que Borotra est porté, par acclamations, au Commissariat général des Sports. Des hommes de grande valeur technique, M. Schwartz et di Pace, sont nommés aux Communications et aux PTT.

Quant aux candidats aux fonctions préfectorales, ils semblent aussi nombreux que les étoiles du ciel. Plus d'un millier d'offres de service, pour une quarantaine de places vacantes. Que de gens il nous faudra repousser, décourager, décevoir ! Un charmant homme de lettres s'étonne de ne pas recevoir Quimper, où il tiendrait si facilement boutique de folklore breton. J'ai des amis de vingt ans, qui ne me pardonneront leur échec qu'en janvier ou février 1943. Et pourtant, quel service ne leur avons-nous pas rendu ? De quels cierges ne mériterions-

nous pas que des hommes, puissants aujourd'hui, fassent, en notre honneur, brûler la flamme ? Y consumerai-je ces lettres délirantes, où tant de talents, tant de dévouements s'engageaient, avec austérité, autour du mot « servir » ?

Une course aux places, assez serrée, assez âpre, moins âpre, pourtant, que celle dont l'histoire nous a, depuis, livré l'image. Mais [22]

une « épuration » modeste, libérale, clairsemée. Une épuration facilitée, d'ailleurs, par de nombreux départs pour l'Angleterre ou les États-Unis. Quelques erreurs, cependant. Bollaert, l'ancien préfet des Vosges et du Rhône, l'ami d'Herriot, mis à pied sans retraite. Morize, l'ancien Haut commissaire des mines de la Sarre, relevé, je ne sais pourquoi de ses fonctions de Délégué général au Maroc. Agulan, licencié brutalement. Fournier, transféré, sans raison valable, de la Banque de France à la présidence de la SNCF. Quelques chutes de prestige : Hervé Alphand, porteur d'un beau nom, mais d'amitiés trop lourdes, que ses entechats dans les salons les plus faisandés de la Troisième République désignaient mal, aux yeux du Maréchal, pour un poste à Vichy, muté de la direction des accords commerciaux à l'Agence financière de France de New York ; demi-disgrâce doublée d'une chance insigne. Berthoin, l'ami des Sarraut, nommé simple trésorier général dans l'Isère. De justes sanctions aussi. Amé-Leroy, personnage d'opéra-bouffe, ancien cireur de bottes de Briand à Genève, chassé de Lisbonne, où son insuffisance s'étalait, avec volubilité, parmi les *azulejos* de notre charmante légation. Quelques attachés commerciaux poussés, un peu prématurément, à la retraite. Des préfets nommés « à la suite ». Mais, au total, peu de choses, des rappels à l'ordre, quelques révocations, de petites blessures d'amour-propre : des drames mineurs.

C'est que nul sectarisme ne nous inspirait. Un libéralisme étonnant, invincible, dont je n'ai trouvé l'équivalent que chez les fondateurs du Centre Droit, dans l'Assemblée nationale de 1871, animait les moindres de nos gestes. La plupart d'entre nous n'avaient, d'ailleurs, aucune vengeance à assouvir. Ils avaient vécu relativement heureux, dans le cadre d'un État, dont le processus de décomposition les inquiétait, mais dont la mansuétude ne leur fit jamais défaut. Ils avaient franchi, sans difficulté, les échelons de la hiérarchie administrative, recueilli leur

contingent d'estime, d'influence, de rosettes. La République leur avait été douce. On les eût bien étonnés, si on les avait traités de « fascistes ».

Révélerai-je que m'étant plaint, moi-même, et brutalement, au lendemain du 6 Février, du mauvais fonctionnement du régime parlementaire, ayant même prédit, six ans à l'avance, que ce régime, [23] dont les cartes étaient truquées, s'effondrerait dans le sang et dans la boue, j'avais été frappé d'une mise en disponibilité par le ministre des Finances ? Je ne m'étais point cru, pour autant, autorisé à « militer » dans les rangs des organisations factieuses du PPF, du CSAR, de la Cagoule. J'avais pris place, tout simplement, dans les sages travées de la Fédération républicaine, organisation de droite, certes, mais parlementaire en diable, parlementaire comme on ne l'était plus, courbée sous la paternelle fêrule de Louis Marin, toute occupée d'élections pacifiques, de recensements sédatifs, de candidatures rassurantes. Au Cabinet du Maréchal, la plupart de mes camarades partageaient mes sentiments. Nos houles n'étaient que de courte durée. Nous n'avions souci que de reconstruire.

Cette même douceur de réflexes se retrouvait dans nos positions en politique extérieure. Nous n'avions pas été munichois. Nous n'avions pas su, non plus, nous rallier à quelque croisade ouverte contre l'esprit de Munich. Faiblesse sans doute, manque d'énergie lucide, timidité d'hommes étrangers à la politique active, absorbés par leurs affaires, divisés en eux-mêmes par la lecture des journaux, troublés – comme beaucoup de Français – par le spectacle des passions adverses. Indiquerai-je que j'avais senti dans l'entourage de Paul Reynaud, mon ancien chef, de Mandel, dont l'accueil m'avait été toujours si bienveillant, parmi mes quelques amis du parti démocrate populaire, une frénésie belliqueuse, qui m'inquiétait d'autant plus qu'elle prolongeait, sur deux ou trois affaires internationales, des prises de position, souvent arbitraires, qu'elle préjugait, aussi, de la part de la France, une force matérielle, très supérieure à celle que nous révélait notre intuition ?

Mais les adversaires des « bellicistes », les pacifistes invétérés, les « néo-pacifistes », prenaient très vite, à nos yeux, l'aspect de complices irrécusables de l'ennemi. J'avais cessé, depuis juillet 1938, de lire *Je suis partout* où l'exaltation de Degrelle et de Codreanu, l'admiration du fascisme et de l'hitlérisme tenaient lieu de toute pensée politique. J'avais applaudi, en août 1939, à la rupture de Gaxotte, avec les

« ultras » de son groupe : Brasillach, Rebattet, Laubreaux, d'autres encore, en qui rien n'interdisait de découvrir des Alliés de la « cinquième colonne ». J'avais donné, dès 1937, ma démission d'un [24] jeune cercle parisien, le *Grand Pavois*, lorsque j'appris qu'un certain nombre de membres du Comité France-Allemagne y étaient traités à table ouverte. Nous avons multiplié, depuis trois ans, nos périodes volontaires d'officiers de réserve. Nous sentions venir la guerre. Nous ne l'aimions pas. Nous la jugions inévitable. Nous la croyions nécessaire. Nous l'espérions courte et victorieuse...

*
* *

Nous nous défendions surtout de retenir, en ces journées d'août et de septembre 1940, autre chose que la leçon des faits. Nous nous placions devant l'événement, sans passion, avec simplicité. L'armistice ? Il ne pouvait être évité. Il fondait sur nous avec la rigueur de l'orage, une rigueur qui n'admettait, en France, ni la résignation du cœur ni la révolte des lèvres. Il ne méritait, ni d'être célébré comme un « geste sauveur », ni d'être présenté comme une trahison sordide. Il était dur. Il contenait des clauses affreuses. Il ménageait, en certains points, l'avenir...

Nous nous doutions bien qu'il ne serait pas respecté, par ceux-là mêmes qui nous l'avaient imposé. Nous sentions que les Allemands lui appliqueraient, tôt ou tard, leur conception évolutive du « devenir », qu'ils en feraient un instrument d'asservissement extérieur et de division intérieure. Notre dessein n'en était pas moins de nous en tenir, provisoirement, à ses termes, puis de l'éluder, de le « tourner » au maximum, de gagner du temps. Nous n'acceptons pas la défaite – et le Maréchal moins que quiconque ! – mais nous savions que l'Allemagne était forte et pour de longues années. Nous pensions que, si Paul Reynaud n'avait pas démissionné le 16 juin, la *Wehrmacht* aurait dans les huit jours, traversé l'Espagne, pris pied sur la côte du Maroc espagnol, détruit en un tournemain nos divisions d'Afrique du Nord, donné en six semaines la razzia à nos troupes sénégalaises. Autant de « réduits » qui se fussent, l'un après l'autre, volatilisés sous la tornade. Ainsi le dilemme nous semblait-il se poser, non pas entre l'armistice et la capitulation à la « hollandaise », non plus qu'entre la cessation du feu et l'impossible résistance armée, mais entre la solution que le Maréchal avait choisie, et l'installation [25] dans une quelconque avenue de

Londres ou de New York, d'un « gouvernement d'exil », façon Belgique, Hollande, Luxembourg ou Norvège.

Or, un tel gouvernement nous eût semblé, le 17 juin, incapable de s'affirmer. Les seuls cadres légaux qui l'eussent constitué à l'étranger, ou dans nos colonies, les Présidents de la République, de la Chambre et du Sénat, d'anciens ministres, quelques parlementaires usés, ne représentaient, à l'époque, que des « résidus du pouvoir », et se trouvaient, dans l'ensemble, repoussés par le pays. Quant à la France métropolitaine, elle s'étendait sur un trop grand territoire, pour que l'occupant pût tenter de l'administrer de façon directe. Il y aurait eu, chez nous, non pas une administration de Secrétaires généraux comme en Belgique, mais un gouvernement du type classique, avec ministres et Président du Conseil. Ce gouvernement n'aurait été qu'un gouvernement Quisling, un gouvernement Hacha, un gouvernement dont l'autorité, soutenue par l'occupant, se fût, cependant, imposée au pays, au moins matériellement et y eût entretenu les germes d'une affreuse désunion.

Le Gouvernement du Maréchal nous offrait ce que nous appelions alors la « bissectrice » : une ligne tracée entre le gouvernement d'émigration et le gouvernement de subordination, une ligne un peu théorique, dont on ne pouvait méconnaître la pureté, dont on ne pouvait, non plus, ne pas redouter les brisures éventuelles. Au total, une solution que le bon sens appelait, que la légitimité couronnait, mais qui ne pouvait se maintenir qu'au prix d'une intelligence et d'un courage surhumains. C'est ce que, dans l'avion du général Spears, Charles de Gaulle avait, sans doute, compris...

Que représentait, alors, pour nous, le général de Gaulle ? Une voix fière, courageuse, mais unique, isolée, sans résonance immédiate. La voix d'un officier, que les accents de l'indignation rendirent, trop vite, blessante, cruelle, injuste ; une voix qu'un cortège d'ondes suspectes entraînait plus aisément dans l'invective que dans la persuasion. Nous aimions les officiers qui entouraient le Général ; nous les admirions. Nos familles s'enorgueillissaient, en secret, de ces jeunes guerriers, qui s'étaient évadés, vers la mi-juin, en chaloupe, de la côte basque ou de la côte bretonne, pour rejoindre, à Londres, les premiers bataillons de la Croix de Lorraine. Nous avons compris [26] le sens profond de la réponse du Général aux Anglais, au lendemain de Mers-el-Kébir. Mais nous distinguons, volontiers, les gaullistes de « l'épée » des gaullistes

de « la plume » ; les soldats sans peur et sans reproche, des verbeux, des éclopés de la radio, des barbues de la Ligue des Droits de l'Homme, de tout ce que les marées de la Manche, les ressacs de la peur et de la fièvre avaient accumulé de troubles sédiments, autour d'une silhouette mince et droite. Nous nous réjouissions que la Résistance française de Londres eût pris, dès le début, beaucoup plus l'aspect d'une organisation militaire que d'un gouvernement effectif...

Avec ces hommes, en dépit du fossé que creusaient, chaque jour, les coups de pioche des propagandes adverses (Capitulards ! Émigrés à la solde !) en dépit des sentences absurdes, mais toujours contumaces, du Tribunal militaire de Gannat, l'accord ne nous paraissait pas impossible. Ne nous retrouverions-nous pas, un jour ou l'autre, côte à côte, reprenant le bon combat, sous les plis du même drapeau ? Le peuple français, dans son instinct, dans son bon sens, dans sa foi, croyait à une entente « Pétain-de Gaulle ». Nous savions trop que cette entente n'existait pas. Mais notre premier devoir n'était-il pas de la préparer, de tout faire pour que les journées de la libération fussent d'abord des journées d'union. La mission du colonel Groussard à Londres, au printemps 1941, le choix fait de Charles Rist, gaulliste notoire, comme ambassadeur de France aux États-Unis, en octobre de la même année, répondirent aux exigences diffuses de cette politique.

L'intransigeance du Général a, sans doute, servi, de plus éclatante façon, la courbe de son destin. Elle a donné plus de netteté, plus de tranchant à sa rupture avec un gouvernement, qui s'enfonça, par la suite, dans la boue. Elle l'a légitimé très vite aux yeux de l'opinion. Peut-être, même, a-t-elle permis, au lendemain de la libération, ces « remembrements intérieurs », ces soudures délicates, qu'une attitude moins hostile, dès le principe, à Vichy, eût rendus impossibles. Du point de vue de ce que l'on pourrait appeler l'esthétique de l'histoire, le « Non » du 18 juin conserve une valeur sans égale. Mais du point de vue de l'unité réelle des esprits, de la convergence nécessaire des efforts, cette guerre inexpiable, dont l'initiative [27] fut prise à Londres, dès les premiers jours de juillet, s'est-elle, vraiment, révélée comme l'entreprise la plus opportune, la plus conforme à l'intérêt national ? Le doute reste permis. Henri IV qui changea quatre fois de religion, mais qui ne transigeait jamais sur l'honneur français, s'y fût pris, sans doute, de toute autre façon. Il était, il est vrai, béarnais.

Nous ne pouvions, en août 1940, pressentir les développements de l'histoire. À dire vrai, nous sous-estimions le prestige du Général. La journée parisienne du 11 novembre 1940 nous le rendit bientôt sensible. Mais d'autres sentiments nous guidaient. Éloignés de tout esprit d'abdication, réfractaires à toute pensée d'asservissement nous ne pensions, nous aussi, qu'à la libération. Mais nous ne l'apercevions qu'à long terme ; nous ne l'entrevoiyions que sous l'étendard du Maréchal.

Ce fut là notre erreur. Ce fut là notre illusion. Mais, tissé d'erreurs ou d'illusions, un tel espoir nous soutenait dans la lutte que, d'un cœur égal à « ceux de Londres », nous entendions mener contre l'envahisseur.

J'ai dit « nous ». Il me faut réunir, ici, certains noms. Cette manière de voir était celle du Maréchal et du général Weygand. Elle fut celle de Bouthillier, de Baudouin, de Lémery, de Peyrouton, de Charles-Roux, de Jacques Chevalier, de Caziot, de RoCHAT, de l'amiral Fernet, du général Laure, de Jean Borotra. Elle était celle de tous les membres du Cabinet, de la plupart des hauts fonctionnaires de l'État, de ces hommes courageux, qui, de Paris, venaient nous rendre visite et nous encourager dans notre effort, de quatre-vingt-dix-neuf pour cent des Français.

Un assentiment aussi large autorise-t-il à faire justice de certaines fables ? De celle du complot, tout d'abord ? Beaucoup de Français se sont, au cours de la retraite de mai 1940, imaginé qu'ils avaient été trahis. La catastrophe ne leur paraissait explicable, ni par la faiblesse de nos effectifs, ni par l'insuffisance de notre armement, ni par la médiocrité de nos chefs. Il leur fallait un complot, un complot en bonne et due forme. Cette légende n'a pas tardé à s'imposer et certains journalistes étrangers, le suédois [Victor] Vinde, notamment – un mauvais observateur des choses françaises – se sont fait un devoir [28] de couronner l'édifice. La guerre devait être perdue pour permettre au général Weygand de rappeler les Congrégations, pour donner au vainqueur de Verdun l'occasion de bâillonner la République.

J'ai trop connu le général Weygand, j'ai trop bénéficié, avant comme après la guerre, de ses confidences, pour ne pas sourire de ces propos. Sans doute sa tension nerveuse l'avait-elle trahi, le jour où il crut pouvoir, en plein Conseil des ministres, faire allusion à l'imminence d'une émeute communiste, à Paris. Mieux informé,

Georges Mandel se fit un jeu de la démentir. Mais le plan de bataille du 5 juin se trouva-t-il sérieusement affecté, par la mise en réserve de quelques régiments, destinés à maintenir l'ordre dans le pays : l'ordre effectif et non l'ordre politique, l'ordre matériel face au désordre effroyable de l'exode ? Et la préoccupation du Général n'était-elle pas de celles qu'un Commandant en chef se devait de ne pas négliger ?...

Quant au Maréchal, l'hypothèse d'un complot, dont il eût été l'âme, laissera bien incrédules tous ceux qui l'ont connu. Un complot comporte des préparatifs, la mise en place de quelques pions, l'octroi de certains gages, l'articulation serrée de moyens d'attaque et de défense. Un complot laisse des traces, surtout lorsqu'il réussit. Et l'apparition, au grand air, d'équipes clandestines mesure, en général, l'ampleur comme la profondeur du mouvement.

Or, qu'ai-je vu, lors de mon arrivée à Vichy ? Exactement rien. Le néant ; le vide barométrique. Le Maréchal n'avait personne auprès de lui. Deux ou trois amis, à peine, qui l'entretenaient, depuis quelques mois, de l'éventualité d'une accession au pouvoir et qu'il n'avait pas découragés. Toujours les mêmes, d'ailleurs : Alibert, Lémery, Brécard, des hommes d'âge, sur qui Laval exerça, peut-être, sa puissance de séduction et dont j'admets, pour le premier, tout au moins, que le rôle fut décisif, lors de la réunion de l'Assemblée nationale. Mais il suffit de connaître ces trois hommes, pour comprendre que le « complot » reposait sur des bases bien fragiles. Avec qui le Maréchal fit-il son ministère du 17 juin ? En majorité avec les hommes de Paul Reynaud : Baudouin, Bouthillier, Pomaret, Rivière, Ybamegaray : ses « collègues » de la veille. Avec qui fit-il son ministère du 11 juillet ? Avec des hommes nouveaux, que pour la plupart il ne [29] connaissait pas : avec Caziot, avec Belin, avec d'anciens parlementaires, comme Piétri et Mireaux. [Et Laval et Marquet ????]*

En vérité, la plupart des ministres qui entouraient le Maréchal, en juillet 1940, n'avaient été associés à son action que par le fait des circonstances, par le hasard. Beaucoup d'entre eux étaient, au sens réel du mot, des hommes neufs, sans éducation politique, sans préjugés non plus, sans esprit de vengeance, sans appétit de puissance. Cette pureté fit, peut-être, leur faiblesse. Elle les laissa sans défense, non pas contre Pierre Laval qu'ils éloignèrent en décembre 1940, mais contre de

* Ajout de Michel Bergès.

nouvelles équipes, qu'animaient de longs espoirs et de vastes pensées, et qui s'emparèrent adroitement du pouvoir, au printemps de 1941.

*
* *

Une telle virginité d'esprit ne nous laissait pas, cependant, insensibles aux premières manifestations, comme aux premières menaces de l'humeur totalitaire. Manifestations et menaces se précisèrent dès mon arrivée. Je n'en indiquerai que deux : la tentative de percée des journalistes collaborationnistes ; l'essai de constitution d'un Parti unique.

Un quarteron de polémistes, inféodés à l'Allemagne, et que dirigeait, de Paris, M. Jean Luchaire, tenta de s'emparer, vers le 25 juillet 1940, des commandes de l'information. Plusieurs de ces hommes vinrent me voir : Claude Jeantet du *Petit Parisien*, Alfred Mallet, Dominique Sordet, directeur de l'agence *Inter-France*, Pradel son secrétaire, Jean R..., André D... Tous montraient patte blanche et protestaient de leur dévouement au Maréchal. Ils investissaient, dans le même moment, par le truchement de Georges Suarez, directeur d'*Aujourd'hui*, le cabinet de Pierre Laval.

Tous ces jeunes squales voulaient des places, de grosses places. Ils faisaient état de leurs dons de prévision, de leurs campagnes « pacifistes » d'avant-guerre. Ils se réclamaient de Brasillach, alors prisonnier, et de trois de ses disciples : Laubreaux, Thierry de Ludre et Serpeille de Gobineau, que la police de Mandel avait prestement internés à Gurs, au mois de juin. L'un des leurs, Lucien Rebattet, [30] que je refusai, d'ailleurs, de recevoir, a, dans un livre immonde, mais puissant, *Les Décombres*, décrit, avec de bien curieux détails, leur longue et vaine attente, l'arme au pied, devant les grilles de l'Hôtel du Parc. Je lui suis reconnaissant de m'avoir, chemin faisant, présenté comme un ennemi de l'Allemagne hitlérienne...

Or, cette tourbe, qui nous dénonçait déjà à Pierre Laval comme des « gaullistes forcenés », comme des hommes à la solde de l'Angleterre, s'installait avec désinvolture dans les chambres les plus luxueuses de l'Hôtel du Parc. Elle y pérerait, ripaillait, bambochait et sommait le malheureux Montigny de caser les « copains » à la Presse, à la Radio, à la Propagande, au Cinéma. Je fis venir Tixier-Vignancourt, secrétaire général adjoint de l'Information, garçon brillant, un peu hâbleur, que

ses succès électoraux dans les Basses-Pyrénées et l'amitié de Doriot avaient prématurément grisé. Je lui donnai l'ordre, au nom du Maréchal, d'éliminer tous ces importuns. Tixier-Vignancourt s'exécuta. Le colonel Barré, commandant du Palais, l'homme qui disposait souverainement des chambres de l'Hôtel, joignit à ces admonitions la vigueur du bras séculier. Les assaillants furent repoussés.

Je trouvai, je dois le dire, un grand appui dans la rectitude d'esprit de Jean Montigny, Secrétaire général à l'Information, que ses sympathies pour Laval rendirent, parfois, étranger à nos soucis, mais que nul ne prit jamais, en défaut, sur une question d'honneur national. Je fis venir, enfin, MM. Georges Roque, de Lyon, et du Perron de Revel, des Raffineries de Saint-Louis, commanditaires l'un et l'autre de l'agence *Inter-France*, et les priai de cesser toute subvention à cette officine de trahison. Seul M. Roque m'écoula...

L'offensive dite du Parti unique fit plus de bruit. Elle était dirigée par Déat et par les signataires d'un manifeste, dû à la plume de Bergery et qui fut lu, le 9 juillet, à l'Assemblée nationale. Ce manifeste n'était pas sans allure, ni même, au lendemain du désastre, sans fierté. Ses auteurs – parmi lesquels figuraient des représentants de tous les partis politiques (Chasseigne, Valette-Viallard, Boucher, Clermont-Tonnerre, Bounin, Brunet, Saint-Venant, Brandon, et même trois démocrates populaires éminents, MM. Reille Soult, duc de Dalmatie, Goussus et Saudubray) – se prévalaient de la justesse [31] de leurs prévisions d'avant-guerre, d'un « antibellicisme » feutré, d'un haut souci de régénération intérieure. Ils dénonçaient le mauvais fonctionnement du régime, les faiblesses de notre armement et réclamaient, avec un peu de hâte – c'était là leur véritable faute – l'établissement d'un « nouvel ordre continental ».

Mais, parmi les soixante-neuf signataires du manifeste, cinq ou six : Brille, Château, Deschizeaux, Temple, Cayrel, menaient le jeu, Marcel Déat prit, très vite, leur tête. Il les conduisit chez le Maréchal et tenta de convaincre le Chef de l'État que le seul moyen de maintenir un utile contact entre le gouvernement et le pays serait de laisser s'instituer un Parti unique, composé de parlementaires opposés à la guerre. Un parti qui donnerait couleur et doctrine au mouvement de « redressement national » et s'assurerait, par la vertu d'un mimétisme adroit, la bienveillance du vainqueur. La croisade des rescapés de Dantzig...

Le Maréchal distinguait mal, dans un *Parti unique* l'instrument naturel d'une politique totalitaire. La Phalange espagnole, elle-même, pour laquelle il ne nourrissait aucune sympathie, avait moins pris, à ses yeux, figure de parti que de mouvement populaire. Elle s'était, en outre, révélée violemment antiparlementaire. Aussi bien le Maréchal éprouvait-il quelque peine à découvrir dans ce noyau, pulvérulent et bigarré, la matrice d'un fascisme français. Et si d'aventure ces parlementaires l'inquiétaient, c'était beaucoup plus parce qu'ils avaient été parlementaires que parce qu'ils tentaient de parler un nouveau langage. Et puis, la solution qu'on lui proposait lui paraissait absurde. « Un parti, ce n'est qu'une fraction, répondait-il à Déat. Comment voulez-vous faire de cette fraction une unité ? Changez le mot, ou changez la chose. Mais ne m'obligez pas à prendre un morceau de tarte pour la tarte tout entière. Je ne suis pas si bête. »

En fait, il bêtifiait. Il cherchait à s'évader dans l'ombre, à tâtonner, sans découvrir la véritable issue. Je le surpris un soir, au milieu de ses pensées moroses : « On me propose la quadrature du cercle », me dit-il. Je n'eus pas de peine à lui démontrer, que ce qu'on lui proposait était plus grave encore et qu'il risquait, en cédant, de laisser s'installer en France la réplique d'un véritable national-socialisme. [32] « Mais, alors, ce sont des gens très dangereux ? – Eh oui ! M. le Maréchal. Et d'abord des gens gênants, compromettants, qu'il vous faudra décourager très vite. – Vous avez un moyen ? – Un moyen d'enfant et dont nous pourrons, toujours, faire l'essai, quitte à lui en substituer un autre, s'il échoue... Dites-leur qu'ils sont les sauveurs de la Patrie, et, dispersez-les dans l'atmosphère. – Vous dites ? – Chargez-les d'une enquête sur le moral français. Donnez-leur une mission d'inspection : un ou deux départements. Limitez la mission à un mois. Et réclamez, au retour, les rapports, de bons rapports. La plupart de vos interlocuteurs n'ont pas parlé en public depuis trois mois. Ils en sont positivement malades. Soulagez-les. Ils feront, sans doute, quelques bêtises, peut-être même quelques dégâts. Mais la mission, que vous allez leur confier, apaisera leur fringale. Vous les renverrez ensuite, doux comme des agneaux, dans leurs foyers. »

Agréée par le Maréchal, ma proposition fut accueillie, dans l'enthousiasme, par les parlementaires présents, sauf par Déat, qui, tout de suite, comprit. « Vous avez voulu nous rouler, me dit-il. C'est votre droit. Mais je ne veux pas être dupe, une minute de plus. Vous

entendrez parler de moi. Quant à ces polichinelles – il désignait ses collègues : je ne peux vraiment pas les empêcher de jouer au guignol. Ils se feront vite rosser par le commissaire. » La sécession de Déat n'impressionna pas le Maréchal et la liste des *Missi dominici* fut rapidement établie. Aux côtés de Bergery, qu'animait un zèle de néophyte, et que le Maréchal sut gagner à son jeu avec beaucoup d'adresse, Château, député de la Charente, normalien mal équilibré, Deschizeaux, maire de Châteauroux, Choufiet, député socialiste de la Drôme, Temple, député de l'Aveyron, constituèrent les piliers de l'équipe. Nous leur donnâmes comme collègues un certain nombre de parlementaires du centre et de la droite, qui n'étaient point des « pacifistes », mais qui comprirent notre pensée et se prêtèrent, obligeamment au scénario : François Martin, le Dr de Framond, député de Mende, et Saurin, député d'Oran.

Les *Missi* partirent. Les uns plurent, d'autres choquèrent. Dans l'ensemble, les populations du sud de la France s'étonnèrent du crédit accordé par le gouvernement du Maréchal à d'anciens [33] militants du Front populaire. Mais le « scandale » dura peu. Les rapporteurs s'ébrouèrent avec délices et les rapports continrent un grand nombre d'observations justes, de suggestions intéressantes. Leur lecture offrirait encore, aujourd'hui – au moins pour l'ancienne zone libre –, un aperçu très vivant de l'état d'esprit des populations au lendemain de l'armistice...

Dois-je dire que cette lecture, par plus d'un côté, m'affligeait ? L'hommage, unanimement rendu au Maréchal, s'inspirait de réflexes, d'où la lassitude n'était point absente. Si la jeunesse laissait percer, en maints endroits, un beau souci de rédemption morale, les hommes d'âge mûr témoignaient de préoccupations plus médiocres. Leur reconnaissance allait, surtout, au Chef de l'État, pour le service qu'il leur avait rendu, en arrêtant l'effusion de sang, en tournant la page. « Cette guerre n'était pas populaire. Nous n'en voulions pas. Elle nous a pris nos enfants. Elle nous a dispersés dans toutes les directions. Tirons un trait et parlons d'autre chose... Oui, parlons d'autre chose, même de Révolution nationale, si cela vous amuse. Un narcotique, un somnifère, autre chose ! autre chose ! »

L'histoire devra noter, qu'à côté du prestige personnel du Maréchal, de l'affection que lui vouaient les « anciens de Verdun », du drapeau qu'il sut brandir au-dessus de leurs têtes, c'est surtout de cette

suggestion d'oubli, de diversion, de cet opium démocratique, que fut faite sa popularité première. Ainsi vont les foules...

« Le peuple français n'a pas couvert l'armistice » dira, plus tard, Louis Marin. Mais ce peuple était celui que nous a décrit Léon Blum : « atterré, immobile, figé dans sa stupeur et dans son désespoir, incapable de réagir sous le coup de la défaite, de ce qu'elle avait de brutal, de démesuré, d'incompréhensible ».

Il n'eût pas, peut-être, « couvert » l'armistice. Mais il aurait plébiscité le Maréchal...

*
* *

En politique extérieure, les premières semaines de Vichy se résumèrent dans les réunions, presque quotidiennes, du Comité d'armistice. Le Maréchal les présidait. Weygand, en fait, les dirigeait. Ces réunions furent tenues secrètes et l'amiral Fernet prit un soin [34] jaloux de leurs procès-verbaux. À plusieurs reprises, le général Huntziger, qui s'était vu confier notre délégation de Wiesbaden, accourut à Vichy et mit le Maréchal au courant des nouvelles exigences allemandes. Elles furent repoussées...

Un seul discours, à cette époque, un discours inopportun d'ailleurs, de Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères, l'un des esprits les plus brillants, pourtant, de sa génération. Baudouin cédait à la fureur du jour, à l'anglophobie, à cette révolte du sentiment public contre Mers-el-Kébir, contre la saisie de nos navires à Portsmouth et à Plymouth, contre l'ultimatum anglais d'Alexandrie, contre le bombardement du Richelieu. Événements plus que regrettables, dont Laval bénéficiait, dont l'Allemagne sut tirer habilement parti, mais qu'il eût fallu réduire à leur véritable mesure. Baudouin fut d'ailleurs, très vite, absorbé par les événements d'Indochine et la riposte de Boisson à l'attaque de Dakar mit un terme, pour quelques mois, aux controverses radiophoniques entre la France et l'Angleterre.

En politique intérieure, deux faits saillants : l'épilogue de l'affaire du *Massilia* et le remaniement ministériel du 7 septembre.

Sur l'affaire du *Massilia*, le gouvernement prit, dès l'abord, une mauvaise position. Certes, la plupart des passagers n'avaient cédé, le

20 juin, qu'au réflexe de la peur, et de l'évasion. Mais, à côté d'israélites notoires, qui cherchaient à se mettre à l'abri, à côté de certains parlementaires, dont la conscience était lourde et qui souhaitaient s'éloigner du lieu de leurs anciens sévices, à côté d'hommes, aussi, comme Mandel et Mendès-France, qui jouaient le jeu et voulaient reprendre la lutte en Afrique du Nord, il y avait eu, sur le bateau, de braves gens qui, sur la foi des indications de la questure de la Chambre, ou des services de l'Intérieur, s'étaient laissé convaincre que le gouvernement et le Parlement partaient, vraiment, pour l'Algérie. Ils ne s'aperçurent qu'au Verdon que MM. Lebrun, Herriot et Jeanneney n'étaient pas de la partie. Ils s'aperçurent, surtout, qu'on les avait trompés...

Le gouvernement sut faire, sans doute, un sort distinct aux diverses catégories de passagers. Mais il eut le tort d'ériger en délit, parfois, même, en crime, le fait d'avoir quitté le sol de la France en « période [35] suspecte ». Les délinquants mineurs furent, eux-mêmes, frappés de peines de suspension et je vis, un jour, arriver, dans mon bureau, deux députés de la Fédération républicaine, MM. Joseph Denais et de la Groudière, qui, protestant, non sans raison, de leur bonne foi, s'indignaient d'avoir été privés de leurs mandats municipaux. J'essayai de leur faire comprendre que, s'ils avaient été moins rapides, moins pressés, s'ils s'étaient rendus, comme tout le monde, le 20 juin vers cinq heures, dans les cafés de Bordeaux, au lieu de boucler silencieusement leurs valises, en quelque honnête chambre d'hôtel, ils auraient appris que l'on ne partait plus. Ils en convinrent, de bonne grâce, mais surent me faire saisir que leur ingénuité n'était pas sans excuses. Je ne pus, cependant, malgré tous mes efforts, les réintégrer dans leurs droits. Leur nomination à l'Assemblée consultative apparaîtra, quatre ans plus tard, comme la double récompense de leurs vertus civiques et de leur austérité privée...

J'obtins, pourtant, de la justice militaire une atténuation du sort d'André Wiltzer, député de Mulhouse, poursuivi comme déserteur, et dont les frères – deux frères admirables – s'évertuèrent, au prix de vingt visites dans mon bureau, à faire éclater l'innocence.

Les adversaires les plus déterminés des « fuyards du Massilia » me parurent être, à l'époque, Alibert, Laval et Marquet. Le Maréchal se rangea d'autant plus facilement à leur avis, que ces fuyards lui étaient représentés comme des détracteurs systématiques de son œuvre et des

« torpilleurs » de l'armistice. Marquet ne connut pas, toutefois, une longue fortune auprès du Chef de l'État. Son allure désinvolte, son élégance de faux aloi, la médiocre qualité de certains de ses choix, du préfet de la Gironde, notamment, indisposèrent le Maréchal, qui s'était félicité, deux mois plus tôt, de retrouver, en lui, un ancien « collègue » du cabinet Doumergue. Le désir, qu'afficha le Maréchal de se séparer de Marquet – un parlementaire – fut, peut-être, même, la cause occasionnelle du remaniement ministériel du 7 septembre 1940, opération dont nous ne comprîmes, jamais, le véritable sens, à laquelle l'opinion n'attacha, d'ailleurs, que peu d'importance, mais qui se révéla, par la suite, lourde de conséquences.

Un beau jour, le 6 septembre, je crois, le Maréchal m'annonça qu'il allait refaire son ministère. « Les parlementaires m'agacent, me [36] dit-il. Ils me font perdre un temps précieux. Et puis, ils sont impopulaires. C'est un poids lourd dont je dois me débarrasser. – Laval, aussi ? M. le Maréchal. – Non, Laval, c'est autre chose. Je le garde au moins pour le moment. Il ne vaut pas mieux que les autres. Mais il m'a rendu trop de services. – Et Lémery ? – Lémery, lui, c'est un ami. Mais les Allemands lui reprochent d'être né à la Martinique et je me demande s'il n'a pas un peu trempé dans la franc-maçonnerie. »

Mais le joyau de la charrette fut le général Weygand. Le Maréchal admirait l'intelligence de Weygand, sa finesse, son courage. Il n'avait, avec lui, que peu d'affinités. Weygand, c'était l'élève de Foch, l'homme vif, offensif, incisif, l'antithèse directe de Pétain. Le Maréchal ne prenait nullement ombrage du prestige de Weygand il n'avait pas de ces bassesses – mais, il ne fermait pas toujours sa porte à ceux qui lui représentaient le général comme un obstacle à sa politique d'atermoiements. Weygand fut-il vraiment desservi auprès de lui ? On l'a dit. On a même murmuré les noms de plusieurs généraux. C'est possible. Mais je ne puis porter, ici, que des témoignages précis.

En fait, Weygand fut « remercié », et de la façon la plus incivile par un billet que le Maréchal fit porter à la clinique, où l'ancien généralissime, victime, quelques jours plus tôt, d'un accident d'avion, soignait une fracture de la jambe. Weygand accueillit la nouvelle avec calme. Mais Mme Weygand ne se fit pas faute de dire au général Brécard et au Dr Ménétrel ce qu'elle pensait de ce procédé. Elle l'écrivit, même, au Maréchal en termes dépourvus d'aménité.

En même temps que Weygand – et que le général Pujo, ministre de l’Air – disparaissaient Ybarnegaray, ministre de la Famille et de la Jeunesse, dont la fougue naturelle s’accommodait mal de la lente mise au point d’une administration nouvelle, Marquet, ministre de l’Intérieur, Lémery des Colonies, Piétri des Communications et Mireaux de l’instruction publique, quatre députés et un sénateur embauchés, le premier le 17 juin, le second le 25, les trois autres le 11 juillet.

Ces hommes n’avaient, en aucune manière, démérité. Lémery avait même rendu de grands services dans l’affaire d’Indochine [37] Leur renvoi ne se justifiait pas. Fût-il, comme on le crut à l’époque, proposé au Maréchal par Bouthillier, qui souhaitait accroître son influence, au sein d’un cabinet de simples fonctionnaires ? Ce n’est pas impossible. Mais je n’en ai jamais eu la preuve.

Lémery et Mireaux accueillirent leur licenciement avec tristesse, mais sans éclats : Ybarnegaray et Marquet se résignèrent moins bien et j’assistai, même, entre Marquet et Laval, à une scène de cochers de fiacre, le premier accusant le second, à tort d’ailleurs, mais dans la langue la plus verte, de l’avoir calomnié auprès du Maréchal.

Quant à Piétri, il apprit la nouvelle, à Paris, au cours d’un déjeuner d’amis, dans un restaurant du centre. Elle ne lui fit, comme on le pense, qu’assez peu de plaisir. Mais Piétri joint à la plus précieuse ductilité les gentillesse d’un troubadour. « Je viens vous remercier, dit-il au Maréchal, de m’avoir mis dans la charrette. Je sais que vous ne vous seriez jamais séparé de moi d’un cœur léger. Mais je sais, aussi, que vous ne m’auriez jamais placé, vis-à-vis de mes collègues, en posture délicate. Or, rien ne m’eût été plus difficile que de demeurer seul, à vos côtés. Merci de l’avoir compris. Merci de m’avoir facilité les choses. » Le Maréchal fut tellement stupéfait de cette réaction qu’il prêta, d’emblée, à François Piétri les plus beaux talents de diplomate. L’ancien ministre des Communications se doute-t-il que c’est à cette élégante parade qu’il doit d’avoir été nommé ambassadeur à Madrid ?

Le remplacement des différents ministres se fit sur-le-champ. Ybarnegaray n’eut pas de successeur. Son ministère fut supprimé, la « Famille » passant à l’Intérieur. Mireaux fut remplacé par Ripert, doyen de la Faculté de droit ; Piétri par Berthelot, directeur adjoint de la SNCF, et Marquet par Peyrouton, depuis peu secrétaire général du

ministère de l'Intérieur. Le général Huntziger prit la place du général Weygand et le général Bergeret celle du général Pujol.

Quant à Lémery, le Maréchal ne savait comment pourvoir à sa succession. Il hésitait entre deux ou trois noms. J'avançai, timidement, celui de l'amiral Fernet, dont le caractère ne laissait pas de nous indisposer, mais dont le beau talent méritait quelque promotion nouvelle. La porte, à ce moment, s'ouvrit. L'amiral Darlan parut : [38] « Vous tombez bien, Darlan, lui dit le Maréchal. Nous étions en train de chercher un successeur à Lémery. Nous pensions à Fernet. –Fernet ? non ! répond aussitôt l'Amiral. Il est bien, là où il est. Et puis, il n'a pas la tripe coloniale. Mais un amiral ? Excellente idée. Les Colonies, autrefois, dépendaient de la Marine. Nous allons renouer cette tradition. Voyons, quels sont les "héros", que je n'ai pas encore casés ? Abrial est à Alger, Estéva à Tunis, Decoux en Indochine. Je ne veux pas me séparer de Laborde, dont j'ai besoin pour les Forces de Haute Mer, ni d'Auphan le meilleur cerveau de la Marine. Mais Platon ? Platon ! Il a commandé en second à Dunkerque. Il y a fait merveille. Il vient d'inspecter nos ports coloniaux, de lutter contre la dissidence. Et puis, il déteste les Anglais. Les *Fritz* ne le discuteront pas. Prenez Platon ! »

Et voilà, comment l'amiral Platon, dont j'ignorais jusqu'au nom, pénétré dans les conseils du gouvernement. Il n'y fit pas, d'ailleurs, une heureuse carrière.

*
* *

L'impidité de l'air, gravité de l'âme, pureté de l'élan, les images me manquent pour rendre sensible, à cinq ans de distance, l'atmosphère de ces premiers mois de Vichy. Comme nous étions loin du « sabbat sacrilège », de la danse au cœur des ruines, du lâche agenouillement devant l'envahisseur, de cet insolent triomphe de la « réaction », où trop de Français de Londres et de Paris s'imaginaient que nous nous délections. Au vrai, nous souffrions. Nous souffrions d'une sorte de stupeur accablée, d'une déception sans fond, du poids d'une épreuve, qui dépassait les fautes commises, d'une injustice portée à l'échelle de la cruauté. Les pessimistes dénombraient les grandes failles de notre histoire : la guerre de Cent Ans, les guerres de religion. Ils inséraient l'année 1940 au creux des plus sombres moraines. Les optimistes attendaient Henri IV et Jeanne d'Arc. Et de cette quête du passé, de

cette recherche avide du thaumaturge, la légende du Maréchal s'enrichissait jusqu'au miracle.

Miracle du Maréchal, cette projection sur l'écran brisé de la nation d'une France meilleure ; miracle du Maréchal, ces incessants [39] appels au renouvellement, au rafraîchissement, au jaillissement des forces ataviques ; miracle du Maréchal, cette résurrection cristalline des consciences. Henry Moysset, qui avait des lettres et de l'esprit, m'assurait que dans l'enthousiasme des foules pour Philippe Pétain survivait un peu de cette ferveur, qui accueillit Louis XVI au Champ-de-Mars, le 14 juillet 1790, lorsqu'en présence d'un peuple immense, Talleyrand, évêque d'Autun, célébra la messe sur l'autel de la Nation. J'écartai le funeste présage. Mais l'évocation n'était pas sans justesse. Un peu de folie, de folie pieuse, flottait dans l'air. L'on allait vers des jours meilleurs. L'on pouvait, au nom d'un avenir hésitant, condamner un passé trop lourd. Sur des plaies encore vives, le Maréchal répandait un baume merveilleux. Plût aux dieux qu'il se fût contenté de ce baume, qu'il n'eût jamais imaginé l'anesthésiant et le cilice !

La France offrait, alors, l'image d'un hôpital de grands blessés. De grands blessés qui n'attendaient leur guérison que des brises ensoleillées de l'espoir. De grands blessés, dont les frères avaient disparu dans la tourmente, parmi les cadets de Saumur et les défenseurs de la Ligne Maginot, écrasés sous leur béton, brûlés vifs dans leurs chars, ou qui, prisonniers sur la terre française allaient être chassés, demain, vers les barbelés d'Allemagne. Des hommes meurtris que caressait le rêve de tous les convalescents : une maison claire, du linge frais, un regard de femme, des pâturages à perte de vue...

Les premiers actes du gouvernement s'inspiraient de ce rêve. Santé physique : répression de l'alcoolisme, organisation des camps de jeunesse, restauration des sports, compagnonnage. Santé morale : « promotion » du père de famille, législation restrictive du divorce. Il n'était pas jusqu'à l'élimination des corps étrangers, qui n'apparût, grâce au retrait des naturalisations hâtives, comme l'une des plus sûres recettes de cette prophylaxie nationale. Le malheur fut que l'on alla trop loin et que, « Raphaël peignant à la fresque » – ainsi désignait-on le goût d'Alibert pour les trop larges ensembles – le gouvernement se crût invité à prendre certaines nausées de l'opinion, pour un encouragement à l'antisémitisme. Le premier Statut des Juifs fut bâclé. Mais nul, sauf peut-être le Maréchal ne s'avisait d'en pressentir déjà les lointaines

conséquences. Et l'on se familiarisait trop vite avec [40] l'idée que la loi du 3 octobre 1940 offrirait aux 140 000 « juifs repliés » le droit de s'organiser en zone libre et d'y monopoliser le marché noir. Mais cette loi s'appuyait sur des discriminations contestables. Elle semblait prendre ses consignes de l'étranger, de l'ennemi. Elle amorçait, d'écémages en *numeri clausi*, une stérilisation de certaines professions, que les juristes de l'ancienne France n'auraient jamais admise.

Cette atteinte à l'esprit de fraternité française fut la seule fausse note des premières journées de l'automne. Nulle haine, même contre les gaullistes. À peine, de-ci, de-là, de légers agacements. Le souci d'union marquait, au contraire, de nouveaux points. J'en découvrais, presque chaque jour, d'étonnants témoignages. Les adversaires de la veille se réconciliaient. Troehu, dans mon bureau, serrait, après quelques secondes d'hésitation, la main de Gaston Bergery, dont il avait jadis provoqué les troupes à Mantes. Roger de Saivre évoquait devant Chasseigne, ancien militant communiste, les heures sanglantes de la rue Damrémont. « Poussez dans cette direction, me disait le Maréchal. Vous n'irez jamais trop loin ! »

Il aimait à rappeler qu'au moment de la formation du Cabinet Bouisson, en 1935, Mandel et Caillaux, membres, l'un et l'autre, d'un gouvernement, qui, d'ailleurs, ne vécut point, avaient, ostensiblement, enterré devant leurs collègues leurs anciennes querelles.

Étrangers à toute faction, nous avons vraiment le sentiment de servir la France entière. « Je pense souvent à vous, du Moulin », m'écrivait le août, de Barcelonnette, Paul Reynaud. Et sa lettre m'avait fait plaisir. Pourquoi fallut-il qu'à l'instigation d'Alibert, le gouvernement fît arrêter, le lendemain même, l'ancien président du Conseil, à qui l'on ne pouvait, décemment, reprocher d'avoir été l'un des responsables du désastre ?

Ce goût de l'union prenait ses racines, non seulement dans un puissant instinct de survie française, non seulement dans le souci de préserver l'individualité nationale, mais dans une sorte de « psychologie du rachat », exigeante et nuancée, où chacun d'entre nous, mesurant sa part de responsabilité dans le drame de la veille, s'efforçait d'accroître, au coude à coude, sa propre part dans le redressement.

[41]

À côté de la santé, de l'union, les diversions. Il faut des distractions aux malades. Ces distractions n'étaient point des hochets. C'étaient de larges plans, que nous tirions, non pas sur la comète, mais sur la carte physique de la France. Les premières statistiques du rapatriement et de la démobilisation, les graphiques des routes réparées, des ponts reconstruits, des réseaux restaurés nous comblaient d'aise. Et, chaque jour, les prodiges de nos ingénieurs, les miracles de la SNCF ajoutaient à notre émerveillement. Ce pays, exsangue encore, pouvait décidément accomplir de grandes choses. Pourquoi ne point assigner à son industrie de plus vastes objets : l'assèchement de la Sologne, la fertilisation de la Crau, le canal des Deux-Mers, la Loire navigable ? Il y avait, dans ces épures, dressées à l'échelle de la plus grande France, à l'heure même où les Allemands occupaient les trois cinquièmes de notre territoire, un peu de puérité. Nous n'en prîmes pas conscience, au début, tout au moins, non plus que nous n'aperçûmes dans la ligne de démarcation – cette chenille machiavélique – un obstacle décisif à la création de ces Provinces, dont nous dessinions les contours avec tant de zèle. Non plus que nous ne sentîmes, aux approches de la pénurie, la vanité de l'héritage corporatif d'Olivier de Serre ou de Sully, engrangeurs d'abondance...

On peut sourire, aujourd'hui, de ces vaines arabesques, de cette fluide écriture sur sol mouvant. Elles répondaient à un mot d'ordre, que nous nous passions de bouche en bouche : « Le gouvernement du Maréchal n'évitera de devenir le gouvernement de la défaite, que s'il a le courage de devenir le gouvernement de la renaissance. »

Maxime un peu trop bien frappée et dont Londres devait sourire. Maxime à l'usage de la seule zone libre. De la zone occupée nous parvenait l'écho d'un sombre drame, sans cesse aggravé : occupation, correcte encore, mais pesante, réquisitions arbitraires, et ces fifres qui faisaient, chaque matin, se cabrer les chevaux de Marly. Nos fanfares, à nous, s'élançaient, alertes et bruyantes, du tertre de Gergovie. Mais à soixante kilomètres de Vichy, l'on pouvait encore se demander si, telle, face aux Romains, la vieille Narbonnaise, l'Île-de-France saurait, en cinquante ou cent ans, assimiler les Germains. On ne se le demanda pas et ce fut l'honneur de la France. Mais, entre les deux zones, la rupture de ton, déjà très nette, s'accusait...

[42]

Ce déséquilibre s'accroissait chaque jour. Il prenait, en Alsace-Lorraine, des formes aiguës et tragiques. Je me souviens de l'émotion du Maréchal, lorsqu'on vint lui apprendre que le Haut-Rhin et le Bas-Rhin avaient été rattachés au Pays de Bade, dans la nouvelle circonscription de l'Oberrhein, et que la Moselle ne constituerait plus, au sein de la *Westmark*, qu'une modeste annexe de la Sarre ou du Palatinat. Le 7 août, Bürckel était nommé *gauleiter* de Lorraine ; le lendemain, Wagner *gauleiter* d'Alsace. Dans chaque cercle, un commissaire administratif et un chef du parti se chargeraient d'assurer l'adaptation progressive des deux provinces aux institutions du *Reich*. « Jamais je n'y consentirai, s'écria le Maréchal. C'est une annexion déguisée. Convoquez-moi, d'urgence, le Conseil des ministres ! »

Et le 3 septembre, le général Huntziger remettait à Wiesbaden, au général von Stulpnagel, une note énergique, où, protestant contre la nomination des deux *gauleiters*, contre l'expulsion de Mgr Heinz, évêque de Metz, contre l'interdiction faite à Mgr Ruch de réparaître à Strasbourg, contre l'élimination de la langue française, contre la germanisation des noms de villes et l'introduction des lois raciales, le gouvernement du Maréchal affirmait son intention de défendre en Alsace et en Lorraine l'intégrité et la souveraineté de la France.

Cette protestation nous soulagea. Mais elle nous rendit plus attentifs encore aux entreprises de l'ennemi. La France avait-elle le droit de se replier sur elle-même, d'organiser sa défense spirituelle, de préserver son âme, alors que son pauvre corps subissait tant de tortures ? L'essentiel n'était-il pas de hâter la création d'un noyau d'armée, la reconstitution d'un fichier de mobilisation, l'amorce d'un Deuxième Bureau ?

Je compris que notre premier souci, quelque jugement que nous pussions porter sur l'armée, devait être de l'aider dans sa tâche. Nous décidâmes de nous tenir en étroit contact avec la maison militaire du Maréchal, un peu délaissée jusque-là, de nous informer des progrès de notre « camouflage », de la quantité de matériel et de dépôts d'essence soustraits aux investigations des Commissions d'armistice, de ne considérer notre riposte à l'attaque anglo-gaulliste de Dakar, que comme un douloureux, mais passager épisode...

[43]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre II

MONTOIRE

[Retour à la table des matières](#)

Mardi, 23 octobre, 1 h. 10. Un coup de téléphone de Pierre Laval m'appelle à son bureau. Je descends. Laval a le sourire. Il vient de voir le Maréchal et lui a fait part de la grande nouvelle. Hitler recevra, demain, le Chef de l'État, dans une petite ville de l'Ouest de la France, la ville même où lui Laval a vu, hier, le Führer. « Hitler, poursuit le Président, a compris le dernier message du Maréchal. Il entend dominer sa victoire et veut fournir à la France une chance de sortir de sa défaite. »

Éberlué, je demande quelques explications : « L'affaire est-elle montée depuis longtemps ? Le Maréchal s'attendait-il à cette entrevue ? — Mais non, répond Laval, puisque je viens de la lui annoncer à l'instant. Je n'en savais rien, moi-même, hier matin. Abetz m'a fait venir rue de Lille, avec ma valise, et m'a conduit, les yeux bandés dans une gare, où je croyais rencontrer Ribbentrop. C'est sur le *Führer* que je suis tombé. J'ai eu avec lui un long entretien. Nous avons passé beaucoup de choses en revue. Il comprend fort bien la situation de la France. Si nous pouvons lui donner des apaisements et des garanties, nous nous relèverons plus vite que nous ne le pensions. Vous me comprenez : les prisonniers, la ligne de démarcation, l'armistice... »

J'aurais pu lui demander de quels apaisements et de quelles garanties il s'agissait. Je n'y pense pas. Je me borne à lui dire : « Est-ce

que l'invitation vient d'Hitler, ou la lui a-t-on suggérée ? — Pour qui me prenez-vous ? Et croyez-vous qu'Hitler ait besoin d'une nourrice ? Il a ses idées, cet homme. Il veut voir [44] le Maréchal. Il a, d'ailleurs, le plus grand respect pour lui. Cette entrevue des deux chefs d'État, ce sera un événement, un événement historique. Autre chose, tout de même, qu'un déjeuner aux Chequers ! »

Je reste muet, avec le sentiment du *fatum*, du coup de poing sur la nuque. Qu'attend cet homme, là, debout, devant moi, allumant sa cinquantième cigarette ? Pourquoi m'a-t-il fait descendre ? Veut-il, une fois de plus, se concilier l'« entourage » ?

Mais la porte s'ouvre. Précédé d'un huissier, un grand gaillard, en uniforme vert, la tête presque chauve, quelques frisons blond-gris dans le cou, s'avance. C'est le premier Allemand que je vois à Vichy depuis trois mois. Présentation rapide. « M. Achenbach, conseiller de légation, qui vient de faire le voyage avec moi. » M. Achenbach, de toute évidence, est un des collaborateurs d'Abetz : 35 à 40 ans, l'air moins allemand que scandinave, assez d'allure, beaucoup de courtoisie. Et Pierre Laval : « J'ai quelques coups de téléphone à donner. Mettez-vous là, tous les deux, dans la petite pièce du fond. Achenbach vous racontera comment cela s'est passé. »

D'une voix douce, presque obséquieuse, Achenbach me dit la joie que l'Ambassade éprouve du premier contact : celui de la veille. Le Président a été magnifique de simplicité, d'esprit d'à-propos. Il a fait la conquête du *Führer*. La France a de la chance d'avoir à sa tête ces deux hommes (le Maréchal et Pierre Laval). Il n'y a, de la part de l'Allemagne, aucune haine vis-à-vis de la France, un peu de gêne, seulement, à la pensée d'occuper, les armes à la main, un si beau pays. « Ah, si vos Alliés ne vous avaient pas trahis ! Mais tout peut, encore, s'arranger. »

Je fixe l'œil gris de mon interlocuteur. Un œil caressant, à certains moments, froid à d'autres, mais toujours fascinant. Et, pour rompre les chiens, je lui demande s'il est depuis longtemps à l'Ambassade, ce qu'ont été ses postes antérieurs. Il me répond qu'il n'appartient à la carrière que depuis peu. Il a, jadis, tiré le diable par la queue, faisant ses premières armes sur un chantier naval des États-Unis, puis s'essayant au journalisme. Le type du « nazi d'exportation », du « *self made man* », que l'hitlérisme a révélé à son propre destin. Un moniteur, sans

doute, de la « cinquième colonne ». Il aime l'Amérique [45] comme il aime la France. Il adore, surtout, nos littérateurs : Romain Rolland, Dorgelès, Lacretelle. Curieux mélange !

Mais il craint qu'à l'« intérieur » nous ne fassions fausse route. « Trop de militaires, trop de curés !... Pourquoi vous montrez-vous si réactionnaires ? » Et un éloge à fond de train de Marcel Déat, « cet homme du peuple qui a si bien compris notre peuple. Avec lui, avec Paul Faure, avec Spinasse, vous pourriez donner au Maréchal un gouvernement populaire ». Je reste abasourdi de ce toupet, de ces conseils glissés sur un ton de déférente insinuation. Pour qui nous prend-il ? Je lui demande si c'est Liebknecht qui a soufflé à Bismarck l'idée du *Kulturkampf*. Il me répond par une profession d'athéisme. Allons-nous nous perdre dans les sables ?... L'entretien rebondit. « Le Maréchal doit être bien content de rencontrer notre *Führer*. – Je n'ai pas vu le Maréchal depuis le déjeuner. – L'accompagnez-vous ? – Je n'en sais rien. »

La porte s'ouvre, à nouveau. C'est Benoist-Méchin qui paraît. Il essuie une rapide rebuffade de Laval, qui manifestement n'a que peu de goût pour lui, et se dirige vers notre groupe. Je profite de l'arrivée de Benoist-Méchin pour m'excuser auprès d'Achenbach, faire un signe de tête à Laval et disparaître.

Le Maréchal, que j'aurais bien voulu joindre, est en conversation avec le général Huntziger. Je n'ose interrompre l'entretien : un entretien qui durera jusqu'à 19 heures. J'appelle dans mon bureau Claude de Boisanger, chef de cabinet de Baudouin. Je lui annonce la nouvelle. Boisanger est consterné. Baudouin n'en sait rien. C'est un coup de Laval. On mène le Maréchal à l'abattoir. Je n'arrive que difficilement à secouer ma stupeur.

Très vite la nouvelle se répand. Dîner assez terne à la table du Maréchal. Il n'ouvre pas la bouche. Je scrute longuement son regard. Il n'a l'air ni triste, ni satisfait, un peu pensif seulement. Au dessert, l'amiral Fernet me prend à part. Il est, comme à l'ordinaire, fébrile, sarcastique, mais avec une pointe d'émotion : « Je n'aime pas ce mélodrame. On enlève le Maréchal comme une jeune fille au couvent. Qu'est-ce qui se cache là-dessous ? »

Après le dîner, dans le petit salon, l'animation s'accroît. Benoist-Méchin et Baudouin, qui viennent de nous rejoindre, ont un dialogue

[46] assez vif. J'apprends que Laval s'oppose à ce que Baudouin accompagne le Maréchal. Font-Réaulx, chef de cabinet d'Alibert, parle de « coup tordu ». Le général Brécard se démène furieusement. Mais je comprends, au ton de ses protestations, qu'il est, surtout, furieux de ne pas être du voyage. « Voyez-vous le Maréchal sans son secrétaire général ? me lance-t-il, en quête d'approbation. De quoi cela aura-t-il l'air ? »

Vers 22 heures, au moment de se retirer, le Maréchal me prie de le rejoindre, dans le petit vestibule, qui fait suite à la salle à manger. Il a, près de lui, le Dr Ménétrel. « Vous savez que nous allons avoir, demain, une journée assez chargée. Je ne veux pas de suite nombreuse. Pas de militaires surtout. Vous m'accompagnerez, seuls, tous les deux Bernard et vous. Rendez-vous, à sept heures, devant la cage de l'ascenseur. »

Je remonte dans ma chambre, assez perplexe. Boisanger m'y rejoint. Il est démonté. « Tu n'as pas le droit de laisser faire cela. Il faut empêcher ce voyage. C'est une honte ! Rien n'est préparé. Le Maréchal racontera des bêtises. Tu ne vois donc pas que le scénario est monté par Laval ? » J'hésite. J'ai le sentiment que les choses sont déjà trop engagées, pour que nous puissions interrompre le cours du destin. Je me berce d'un faux espoir : l'entretien ne sera, peut-être, que protocolaire. Ne vaut-il pas mieux, d'ailleurs, qu'il ne soit pas préparé ? On s'en tiendra à des généralités. « Des généralités avec des types comme cela ! » me lance Boisanger. Je n'ose lui dire que j'ai, surtout, le sentiment de ma faiblesse. Je manque encore de « bouteille », en face de tous ces militaires. Et puis Laval, Benoist-Méchin, Huntziger, le Maréchal, ne sont-ils pas, déjà, d'accord ? Nous n'en sortirons que par un mouvement d'opinion. « Oui, quand tout sera fichu, me jette Boisanger. — Mais qu'attends-tu pour secouer Baudouin ? — C'est impossible. Il n'a plus la moindre influence sur le Maréchal. Je lui ai d'ailleurs conseillé de démissionner dès ce soir. » Et Boisanger se fait plus pressant « Allons, fais l'impossible. Vas-y ! »

Je descends l'escalier. Le Maréchal est en robe de chambre dans le bureau de Ménétrel. Il me contemple d'un œil étonné. « Vous n'avez pas envie de vous coucher ? — Il est un peu tôt, Monsieur le [47] Maréchal. Je ne sais pas, d'ailleurs, si je dormirais facilement. Toute cette histoire est effarante. — Je la trouve, surtout, bien compliquée. — Avez-vous réfléchi à tout ce qui peut se passer ? — Beaucoup plus que vous, mon ami, et j'ai déjà mon plan en poche. — Vous ne croyez

pas que l'on aurait pu... — Retarder l'entrevue ? J'y ai bien pensé. Mais Laval m'a dit que ce serait faire offense à Hitler et que nous le paierions cher. À quoi bon s'énerver d'ailleurs ? Ce serait la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Nous ne sommes pas libres. Si le rendez-vous avait été fixé en Allemagne, je ne dis pas que je n'aurais pas pu freiner un peu. Mais en France... en France, chez nous !... » Je le regarde longuement. Une lueur furtive éclaire son regard. « Il y a d'ailleurs des précédents ! On ne vous a jamais parlé de Tilsitt ? »

*
* *

Le temps est gris, maussade. J'attends le Maréchal à la porte de l'ascenseur. Il sort de son bureau, la démarche assurée, l'œil vif, vêtu d'une gabardine crasseuse, qui arrache au commandant Bonhomme des cris de protestation : « Quand vous ferez-vous faire un manteau, Monsieur le Maréchal ? » Le Maréchal sourit. « Quand j'aurai beaucoup d'argent ! »

Laval nous attend au bas de l'escalier. Il monte en voiture avec le Maréchal et Ménétré. Dans la seconde voiture, Achenbach et un secrétaire. J'occupe la troisième, dont les vitres ferment mal et vais faire, seul, tout le trajet.

La Madeleine, près de Moulins, première halte. C'est la ligne de démarcation. À l'entrée du pont de l'Allier, une compagnie de la *Wehrmacht* présente les armes. Le Maréchal défile lentement devant ces hommes de vingt ans, rigides sous le casque. Les occupants. Drôle de revue ! À la sortie du pont, nouvel arrêt. Un général allemand, aux vastes revers rouges, vient saluer le Chef de l'État. Achenbach me dit à mi-voix : « Le général Schmidt qui a commandé pendant la guerre une *Panzerdivision*. » Celui-là ne nous lâchera pas. Il fera le voyage avec nous, de bout en bout.

[48]

Tous les cinquante ou soixante kilomètres, un nouveau commandant de secteur allemand se présente, salue le Maréchal — qui ne descend pas — et prend place, avec sa voiture, dans notre convoi, jusqu'à la limite du secteur suivant. Je me sens de plus en plus seul, de plus en plus transi. Une petite pluie froide tombe le long des vitres. Je n'ai même pas la ressource de parler au chauffeur, de qui me sépare une

glace épaisse. Ce voyage est interminable. Par où passons-nous ? Pas très loin de Nevers, sans doute, et dans la banlieue de Bourges. Mais je n'ai pas de carte et j'imagine que nous faisons des détours.

Il est près de treize heures, quand nous arrivons à Tours. La ville semble morte. Devant la Préfecture, les voitures s'arrêtent. Achenbach et Laval prennent congé du Maréchal. Le préfet de l'Indre-et-Loire, M. Vemay, je crois, se présente, entraîne le Maréchal, Ménétrel et moi dans les salons de la Préfecture, puis dans la salle à manger. Une belle salle à manger. Mais un préfet du type ancien, qui ne trouve rien de mieux à nous dire que sa déception d'avoir été si mal récompensé de son attitude, lors du bombardement de la ville : « On m'avait promis la cravate, à la radio. Je n'ai rien vu venir. D'ailleurs, je ne suis que chevalier et je n'ai pas droit à la cravate. Mais la rosette, une simple rosette, Monsieur le Maréchal. Qu'en pensez-vous ? » Cet homme m'agace. Sa femme aussi, malgré la peine qu'elle se donne pour nous traiter décevant. Et ma colère crève, à la fin du repas, sur le malheureux secrétaire général : un gnome blanchâtre, de vingt-huit à trente ans, le cou serré dans un foulard, et qui se plaint, lui aussi, de je ne sais quel passe-droit. Je le ramène, assez vigoureusement, au sens des réalités...

Après le café, courte sieste du Maréchal et vers 15 h. 30, réunion dans le salon de la Préfecture. Très vite nous y sommes rejoints par Laval, suivi d'Abetz, d'Achenbach, de Brinon, du général Schmidt et d'un journaliste allemand, brun, l'œil vif, qui s'exprime en un français impeccable: M. Clauss, de la *Gazette de Francfort*. Je me demande ce que va donner ce cocktail. Le Maréchal serre les mains distraitement. Il a l'air absent. Tout à coup, Abetz se plante au milieu du salon et lui adresse une sorte de compliment. Il parle de jours historiques, d'amitié franco-allemande, de compréhension des deux peuples. Laval y ajoute quelques anecdotes. Brinon se tait.

[49]

Clauss évoque d'anciens souvenirs de la guerre d'Espagne. Toujours empressé, Achenbach va de l'un à l'autre et fait la roue. Il n'y a de supportable, ou presque, que le général Schmidt, ce commandant de *Panzerdivision*, un paysan mâtiné de soldat, qui a l'air gêné de se trouver là et qui nous dit à Ménétrel et à moi, en cherchant ses mots : « Vous avez dû bien souffrir, ce matin, en voyant pour la première fois

la zone occupée. » Mais deux photographes s'avancent. Un éclair de magnésium. Nous serons clichés, pour l'avenir, en bien mauvaise compagnie...

La conversation se prolonge inutilement, sans vie. Abetz regarde sa montre, de temps à autre. Le Maréchal, toujours impassible, donne l'impression d'un maître de maison qui reçoit, à contrecœur, et qui attend que ses invités lui fassent signe de quitter le salon. Le signal est, enfin, donné. Il est 16 h. 40.

Nous descendons. Les voitures sont dans la cour. La pluie a cessé. Mais le froid est toujours vif. Nouvelle présentation d'armes, et légère confusion dans le choix des véhicules. Je monte dans la troisième voiture. Il m'a semblé que le Maréchal, Ménétreel et le général Schmidt étaient dans la première, Laval et Abetz dans la seconde. Nous traversons la ville, ses quartiers démolis et déjà nettoyés, le pont de la Loire, et nous engageons sur la route de Vendôme. Je la connais bien. C'est par là, que nous revenions des Landes chaque année, ma femme et moi. Je donne un souvenir à La Béchellerie, toute proche, à Bergson qui fut l'un des premiers voisins d'Anatole France. Est-il là aujourd'hui ?

Le convoi défile, sur la route, à allure réduite, les voitures assez espacées : Ghâteaurenault, Vendôme. Puis, un coude vers l'Ouest ; une route un peu moins large. Il y a plus d'une heure que nous roulons. Nous dirigeons-nous sur la Sarthe ? Le jour est presque tombé. Les voitures ralentissent. Nous approchons d'une petite ville et je lis sur une pancarte : « Montoire 1 km. » Un nouveau tournant, sur la droite, cette fois. Les voitures s'engagent dans un chemin très étroit, le long duquel, accotées au talus, deux ou trois compagnies de la *Wehrmacht*, dans une immobilité rigide, présentent les armes. Sous les premiers feux du crépuscule, le tableau est impressionnant...

[50]

Mais nous voici devant la gare. Les voitures s'arrêtent. Nous descendons et « collons », Ménétreel et moi, d'aussi près que possible au Maréchal. Il est abordé par un géant : le comte von Doemberg, Chef du protocole du *Reich*, qui lui fait traverser le bâtiment de la gare, puis la première voie. Sur le quai du milieu, entre les deux voies, un spectacle hallucinant : un long train, d'apparence blindée, sans marchepied, dont les aciers et les cuivres rutilent; quelques canons de

D.C.A. sur les derniers wagons. Devant le train, entouré d'un nombreux état-major, un groupe de trois hommes : Hitler, Ribbentrop, Keitel...

Le Maréchal franchit allègrement la première voie. Hitler se détache du groupe et fait deux pas au-devant de lui. Comme il ressemble à ses photos: l'œil fixe et sévère, la casquette trop haute, trop large, une gabardine sans élégance, mais plus propre que celle de son hôte.

Et le Maréchal, d'un geste libre, dégagé, d'un geste de souverain, tend la main à Hitler. Il a l'air de le recevoir, de lui demander des nouvelles de son voyage. Hitler s'immobilise et prononce une courte phrase en allemand. Nous saurons plus tard qu'il a voulu dire : « Je suis heureux de serrer la main d'un Français, qui n'est pas responsable de cette guerre. » La phrase n'est pas traduite, et le Maréchal se borne à répondre, de l'air le plus simple : « Bien, bien, je vous remercie. » Il serre les mains de Keitel et de Ribbentrop, qui lui sont aussitôt présentés. Laval, resté sur le premier quai, franchit alors la voie et se mêle aux officiels.

Le quai regorge de monde. Combien sommes-nous de Français dans cette cohue ? Dix ou douze, tout au plus, en y comprenant le chef de gare, cinq hommes d'équipe, le service de sécurité du Maréchal et trois gendarmes. Au milieu de la foule, un cortège se forme. Hitler et le Maréchal en prennent la tête. Nous essayons de nous y mêler. Mais le géant du Protocole nous happe au passage. Il connaît nos noms, de toute évidence : « Monsieur du Moulin, monsieur le Docteur, voulez-vous monter dans cette voiture ? » Ce n'est pas la bonne ; c'est la voiture d'à côté : un wagon restaurant, où nous attendent le médecin d'Hitler et un diplomate de carrière, M. de Rintelen, ancien conseiller d'ambassade à Paris. Nos interlocuteurs désignés. [51] Nous nous asseyons, tous les quatre, à la même table, une table chargée de petits pains, de beurre, de thé, de bouteilles d'eau minérale et d'une invraisemblable pile d'assiettes de charcuterie. Ménétreel et le médecin d'Hitler confrontent leurs impressions sur la santé de leurs grands patrons. Je tends l'oreille et j'ai le sentiment que ces patrons appartiennent, tous les deux, au type des « hypotendus ». Curieux ! Mais M. de Rintelen m'entreprend. C'est un homme bien élevé, le dos un peu voûté, qui fait défiler, d'une voix blanche, les souvenirs de ses postes diplomatiques. Conversation courtoise, à bâtons rompus, tissée d'anecdotes, sans allusion à l'événement du jour. Conversation longue, par exemple. On a beau

repasser le *roast-beef* et le saucisson, la séance paraît interminable. L'entretien doit se prolonger, outre mesure, dans le wagon d'à côté...

Brinon vient s'asseoir, avec un officier allemand, à une table proche de la nôtre. Il n'est donc pas de la partie. Par où est-il passé ? Son air funèbre, son vêtement triste lui donnent l'apparence d'un employé de chez Borniol. Dans les couloirs, des officiers, des attachés s'affairent, s'empressent, courent. Tout à coup, une sonnerie retentit. Ce doit être le signal de la fin. Nous sommes littéralement précipités en bas de notre wagon. À peine le temps de sauter sur nos manteaux. L'entretien historique est terminé. Nous nous retrouvons sur le quai, en pleine nuit, au milieu d'une foule d'uniformes.

En traversant la gare, je frôle Hitler, qui vient de raccompagner le Maréchal, jusqu'à sa voiture. Il est à peine gardé. Comme cet homme a l'air sombre !

*
* *

Et nous reprenons le chemin de Tours. Le Maréchal, le général Schmidt, Ménétrel et Brinon dans la première voiture. Laval et Abetz dans la seconde, moi dans la troisième — toujours — mais, cette fois, avec un officier allemand. L'officier parle mal le français. Je parle plus mal, encore, l'allemand. Nous nous entretenons, dans un affreux langage, de la pluie qui tombe, de la route qui s'allonge. Il me dit qu'Hitler revient d'Espagne ou plutôt d'Hendaye, qu'il a [52] trouvé Franco en mauvais état physique. Qu'ont-ils pu se dire ? Ont-ils parlé de Gibraltar ? Hitler a-t-il promis à l'Espagne l'appui de la flotte italienne ? Et pourquoi ce détour par Montoire ? Pourquoi cet arrêt sur une petite ligne ? « Mais parce que la gare est tout près d'un tunnel, me répond l'officier. Le train s'y serait replié en cas d'alerte. — D'alerte ? — Oui, les avions anglais. » C'est vrai, nous les avions oubliés...

Retour à la Préfecture. J'aborde le Maréchal dans l'antichambre, au moment où il se rend aux lavabos. « Êtes-vous content, Monsieur le Maréchal ? L'entrevue s'est-elle bien passée ? — Pas mal ; j'avais peur de deux choses. De manquer d'assurance, d'abord. Je n'en ai pas manqué. Lui non plus d'ailleurs. Et puis, d'en dire trop. Mais je suis resté en deçà de la ligne, que je m'étais tracée avec le général Huntziger... — Vous n'avez pas pris d'engagements immédiats ? — Non, aucun. Eux non plus. C'était une simple conversation de

principe, un tour d'horizon politique, comme dit l'Auvergnat. — Avez-vous parlé de l'Alsace ? — Pourquoi vouliez-vous que j'en parle ? Elle doit rester hors de cause, hors de discussion. Comme le nord de la France. Comme la zone interdite. Si l'on s'embarque dans ces histoires-là, on finit, toujours, par y laisser quelques plumes ! »

Mais le dîner est servi. Laval, cette fois, nous tient compagnie. Le Préfet veut bien ne plus nous parler de sa rosette, et je tâche d'arracher aux convives quelques tuyaux. Peine perdue. Laval se borne à répéter que c'est un grand jour, un très grand jour. « Vous croyez ? » lui répond le Maréchal. Je m'informe de la répartition des places, au cours de l'entrevue. Laval me fait un petit croquis : « J'étais là, le Maréchal à ma gauche, Ribbentrop à ma droite, Hitler au fond. » Sans grand intérêt. Je demande au Maréchal : « Est-ce qu'il avait une belle voix ? — Qui ? — Hitler ! — Eh bien, mon cher, je vais vous faire une confidence. Je ne l'ai pas entendu. — Vous ne l'avez pas entendu ? C'est grave pour l'histoire, Monsieur le Maréchal. — Non, je ne l'ai pas entendu. Cet homme, qui hurle à la radio, parlait presque à voix basse et comme je suis un peu dur d'oreille... Mais l'interprète, le Dr Schmidt, un autre Schmidt — ils s'appellent tous Schmidt — avait une voix très nette, très distincte. Il s'exprime en un français excellent, beaucoup plus pur que le vôtre. — Est-ce [53] que vous vous reverrez ? — Pas nécessairement. En tout cas pas avant longtemps. Nous n'avons fixé aucune date. N'est-ce pas Laval ? » Laval ne répond pas. La préfète parle de la pluie et du beau temps. Ménétrel déclare qu'il nous faudrait un chef du Protocole aussi costaud que Doemberg et des tenues plus élégantes, pour affronter le « grand monde ». Le dîner s'achève sans entrain.

Après le dîner, nous passons au billard. Le Maréchal contemple les boules d'un œil distrait. Il refuse la tasse de verveine, que lui tend le préfet. Je l'interroge sur les combats de 1871, entre Vendôme et Le Mans : la région de Montoire. Il s'anime légèrement. Au bout de quelques minutes, Laval nous interrompt. « Tout cela c'est très bien, M. le Maréchal, mais il faudrait tout de même que nous disions quelques mots à la presse. — Est-ce bien nécessaire ? Tout s'est fait si discrètement. — Discrètement, discrètement !... Il y a déjà dix mille Français qui le savent. Et l'Allemagne l'annoncera demain. Si nous nous taisons, nous aurons l'air de vouloir cacher quelque chose. J'ai

d'ailleurs une vingtaine de journalistes sur le dos. Il faut bien que je leur donne leur pâture. — Eh bien, allez-y ! »

« Vous venez avec moi, du Moulin ? » me jette Pierre Laval. Des yeux, j'interroge le Maréchal. « Allez-y si vous le voulez. Mais dites-leur-en le moins possible. » Je souris. Avec ce que je sais, je ne cours pas le risque d'être indiscret.

Une voiture nous dépose, en trois minutes, devant la porte d'un hôtel. Comment s'appelle cet hôtel ? Je ne le saurai, sans doute, jamais. Il fait nuit noire. Le « black-out » est de rigueur. Peu importe, d'ailleurs. Ce doit être l'un des premiers hôtels de la ville. Une entrée cossue, une cage d'ascenseur rutilante. Comme ces journalistes ont eu de l'esprit de manifester leurs exigences ! Je vais enfin connaître la vérité.

L'ascenseur s'arrête au quatrième étage, ou au cinquième, en haut de la cage, en tout cas. Nous traversons un étroit corridor et débouchons dans un petit salon, brillamment éclairé. Pas de journalistes, mais une dizaine d'uniformes allemands : Abetz, Achenbach, Doemberg, le général Schmidt, un colonel qui commande à Tours. Tous, des hommes jeunes, minces, élégants. Au milieu d'eux, un seul [54] veston noir, celui de Brinon. Quelques bouteilles de Champagne dans les seaux...

Les convives se lèvent à l'arrivée du Président. Laval serre les mains et s'assoit au centre de la table. De ma vie je n'oublierai cette scène. Laval, sa cigarette aux lèvres, devant cette nappe blanche, devant ces verres, au milieu de tous ces Allemands. Il n'est nullement gêné, d'ailleurs. Se croit-il à la mairie de Chateldon, à la Commission des affaires étrangères du Sénat ? Il repousse le Champagne, mais se met à parler. Avec simplicité, avec bonhomie. Une bonhomie cruelle, car la familiarité, très vite, se fait complice. « Oui, mes amis, c'est un grand jour, un jour dont on parlera, longtemps, dans l'histoire. Si j'avais pu me douter, il y a quelques heures, samedi dernier, tenez, que nous en serions là aujourd'hui, je n'en aurais pas cru mes oreilles. Vous voyez ce que c'est que d'être franc, d'être net, de dire ce que l'on pense, de ne pas chercher de faux-fuyants. On finit, toujours, par trouver sa récompense. »

Brinon, qui n'assistait pas à l'entrevue, mais qui a pu serrer la main d'Hitler, renchérit sur les déclarations de son chef. Le plus bizarre est que tous ces Allemands ont l'air sincères. Ils semblent se réjouir, du fond du cœur, de ce qui vient de se passer. Ils remplissent les verres, et,

comme ils connaissent le faible de Laval, ils l'interrogent sur son passé politique, sur ses campagnes électorales : « Parlez-nous d'Aubervilliers, de Clermont-Ferrand, Monsieur le Président. » Le Président s'exécute.

Mais je n'entendrai pas ces confidences jusqu'au bout. Un malaise, soudain, m'envahit. Une image, douloureuse, l'image d'un jeune officier français tué, cinq mois plus tôt, en Belgique, et dont ma mère n'a appris la mort qu'il y a huit jours, se dresse au-dessus de cette table, au-dessus de ces libations. J'ai peine à fixer les convives. J'ai peine, surtout, à regarder Laval, cet homme de chez nous, qui pense peut-être à son pays, mais qui l'humilie si gratuitement, en souriant de toutes ses dents, à ses voisins, à ces Allemands. Tout danse autour de moi, comme dans une brume de sang. La porte s'ouvre, devant un sommelier. Je la saisis comme une bouée. Du bout de la table où j'ai pris place, mon départ ne sera pas remarqué... Je m'échappe. Je descends l'escalier. Je m'enfonce [55] dans la nuit. Un passant m'indique la Préfecture, toute proche. Je ne saurai jamais si Laval a vu ses journalistes. « Vous n'êtes pas curieux », me dira-t-il, le lendemain...

Réveil à huit heures. Le Maréchal s'est mis en tête d'aller à l'Hôtel de Ville et de rendre visite à l'Évêque.

Peu de monde devant la mairie. M. Fernand Morin, maire socialiste de Tours, un quarante-huitard barbu, l'œil doux et noyé, nous reçoit dans son bureau et nous fait faire le tour des salons. L'évêque, Mgr Gaillard, a plus d'allure. C'est un beau prélat, de haute taille, dont la modeste demeure s'ouvre sur un charmant jardin. Il nous raconte le bombardement de sa ville. Il nous dit le courage de ses diocésains, la dureté de l'occupation. Le Maréchal paraît impressionné.

Devant la Préfecture, des voitures allemandes nous attendent. Où vont-elles nous conduire ? Au camp de prisonniers d'Amboise, me dit Ménétrel. C'est une demande que le Maréchal a adressée, la veille au soir, au général Keitel, et que Keitel a, tout de suite, acceptée. En même temps d'ailleurs que la libération du général Laure, le plus ancien, le plus fidèle des collaborateurs du Maréchal, prisonnier, avec cent cinq autres généraux français, au camp de Koenigstein.

Le temps s'améliore. Mais la boue déferle à travers ce « camp de circonstance », dressé sur un mamelon, au nord-est d'Amboise. Des barbelés, des baraquements, l'odeur du suint, du grailon. La visite

pourrait être émouvante. Mais ces prisonniers sont de braves Annamites, qui ne parlent pas le français, qui n'ont pas vu le feu, que les Allemands ont cueillis comme des mouches, en Eure-et-Loir, au milieu des compagnies de travailleurs ou des formations de pionniers. Comment pourraient-ils comprendre quelque chose au spectacle qui s'offre à leurs yeux ? Un maréchal de France, précédé de deux ou trois généraux allemands, qui vient inspecter les cuisines, s'informer du moral, prêcher la patience. Pas d'officiers, quelques sous-officiers seulement : ceux-là des Français. « Est-ce qu'ils vont nous laisser ici, ou nous conduire en Allemagne ? demande, plus audacieux, un sergent de tirailleurs, le calot retroussé aux pointes, l'accent de Belleville aux lèvres. Le Maréchal hésite : « Mon ami, j'espère que ce ne sera pas long. Vous avez déjà tenu le coup trois mois. Vous [56] le tiendrez bien quelques semaines encore. Avez-vous des enfants ? — Non, Monsieur le Maréchal. — C'est dommage, j'espère que vous rattraperez le temps perdu. » Le malheureux, un célibataire sans doute, se fige, sidéré. La visite se prolonge, inutilement. On patauge de plus en plus dans la boue. Que dire à tous ces hommes qui sont là, sur leur sol, mais qui vont le quitter dans quelques jours et qui n'en tendront parler de Montoire que trois mois plus tard, dans leurs stalags ? Ah ! si Montoire pouvait, au moins, nous laisser ces prisonniers...

La visite est terminée. Les autos ronflent. Un claquement de talons. Ce sont les généraux allemands qui prennent congé du Chef de l'État. Nous profitons de leur départ, Ménétrel et moi, pour monter dans la voiture du Maréchal. Amboise. Nous longeons, un moment, la terrasse qui domine la Loire. « Quel magnifique endroit, nous dit le Maréchal. Si l'on s'y arrêta. » Un banc s'offre à sa vue. Il s'y assied. Et tout à coup, comme à l'appel d'une flûte magique, quelques pauvres gens, des femmes, des gosses, s'approchent de lui, le reconnaissent. « Comment, c'est vous, Monsieur le Maréchal ? — Mais oui, mes amis. — Qu'est-ce que vous venez faire ici, en zone occupée ? — Vous dire bonjour. — Vous ne voulez pas rester avec nous ? On vous ferait à déjeuner. — Mais non. On m'attend de l'autre côté de la ligne. — Quel dommage. Ah ! si vous saviez comme on est malheureux. On n'a pas de nouvelles. On est privé de tout. Ils nous en font voir de toutes les couleurs. On aurait voulu vous dire tout cela ! » Le Maréchal s'éloigne, à regret...

J'ai connu bien des « triomphes » du Maréchal. Je l'ai suivi parmi les acclamations de la foule. Je n'ai jamais rien vu de plus beau, de plus émouvant, que ce colloque improvisé, entre huit ou dix femmes, deux vieillards, trois enfants et le Chef de l'État français, autour d'un banc de pierre de la promenade publique d'Amboise.

Nous remontons en voiture, franchissons la « ligne » à Montrichard, traversons Loches et nous arrêtons au château d'Azay-le-Ferron, chez les Georges Hersent. Un déjeuner solide nous y attend. Le Maréchal est en forme. Il évoque longuement, avec Mme Hersent, des souvenirs du passé. Puis, vers trois heures, il donne le signal du retour.

[57]

Nous nous arrêtons devant un autre château, plus modeste, dont j'ai oublié le nom, mais qui contient les collections du musée de Chantilly, de ce musée, maintenant replié, dont le Maréchal était, avant la guerre, l'un des administrateurs. Visite rapide de quelques salles : présentation du fameux « diamant rose », courte conversation avec les châtelains, accolade au garde-chasse, un vétéran de Verdun.

Mais d'Azay-le-Ferron, j'ai téléphoné au préfet de l'Indre, M. Jacquemart, pour le prier d'« improviser » une réception du Maréchal, à Châteauroux. L'excellent préfet a mis les bouchées doubles. Et c'est dans une ville décorée, pavoisée, devant une jeunesse enthousiaste, au son des cuivres et des cymbales, que nous faisons, vers seize heures, notre entrée dans la ville. Le Maréchal est heureux de cet accueil. Il serre les mains du premier adjoint, des conseillers municipaux, des officiers de chasseurs à pied, embrasse deux petites filles et remonte dans sa voiture qui, par Montluçon, nous ramène à Vichy, à l'heure du dîner.

Je remarque, à l'entrée de l'Hôtel du Parc — côté du Majestic — les visages soucieux de ceux qui nous attendent : les ministres, l'amiral Femet, Rochat. « Qu'ai-je le droit de savoir ? » me demande, assez vivement, Paul Baudouin. — Peu de choses, mon pauvre ami. Le secret me paraît terriblement gardé. J'ai demandé au Maréchal de rédiger un « memorandum » de l'entrevue. Mais je doute qu'il s'y décide. Venez le voir ce soir. — À quoi bon ? Les jeux sont faits. Je n'ai plus qu'à lui offrir ma démission. »

*
* *

Laval, quelques semaines plus tard, me confiera qu'Hitler a dit au Maréchal : « La France a repoussé toutes mes offres de paix. La France m'a déclaré la guerre. J'ai battu la France. Je battrai bientôt l'Angleterre. J'aurai deux victimes sur les bras. Si vous voulez comprendre la situation, si vous voulez m'aider — non point à vaincre l'Angleterre, je m'en charge — mais à hâter la création d'un « nouvel ordre européen », si vous acceptez le principe d'une collaboration sur les détails de laquelle je m'entendrai plus tard avec vous, j'accorderai à la France quelques satisfactions : retour des prisonniers, [58] assouplissement de la ligne de démarcation, diminution des frais d'occupation. Mais, donnant donnant ! Dans le cas contraire, je me souviendrai que l'opinion allemande a toujours été plus favorable à l'Angleterre qu'à la France et je vous abandonnerai à votre sort de nation vaincue. » Et comme le Maréchal se récriait, comme il soulignait l'échec devant l'histoire, de toutes les paix de vengeance. « Mais qui vous parle de paix de vengeance ? Je veux une paix durable, une paix de cent ans. Une paix intelligente et forte. Si vous m'aidez à la faire, vous ne vous en tirerez pas trop mal. Si vous ne m'aidez pas, vous paierez la note et vous la paierez cher, parce que vous avez été les premiers battus. »

Ainsi se serait exprimé Hitler. Ainsi, tout au moins, Laval le fit-il parler, devant moi, le lundi 12 novembre vers midi. J'ai transcrit ses phrases, presque sur l'heure. Et je réponds, à quelques virgules près, du mot à mot.

Mais Laval nous transmettait-il la véritable pensée d'Hitler ? Que signifiait, au surplus, ce nouvel « ordre européen » ? Et qu'allait-il exiger de nous ? « Ni collaboration politique, ni collaboration militaire » affirmera le Maréchal, trois jours après l'entrevue. Et, sans doute, voulait-il parler de simple détente psychologique. Collaboration économique ? Peut-être. Le Maréchal m'y fit une très vague allusion dans sa voiture, au retour de Châteauroux et j'en glissai quelques mots, le soir même, à Charles Roux. Mais Laval devait voir plus loin encore. La vapeur allait être, en tout cas, renversée et le vocabulaire politique de la France s'alourdir d'un mot nouveau, qui couvrirait bientôt toutes les compromissions, toutes les trahisons...

Qui nous donnera le secret de Montoire ?

[59]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre III

LE 13 DÉCEMBRE

[Retour à la table des matières](#)

Le mois de novembre a été désastreux. Le Maréchal, dans son message du 26 octobre, a commis la seule faute qu'il ne fallait pas commettre. Il a parlé de collaboration. Le mot fait balle. Paris s'inquiète. Nos meilleurs amis se montrent nerveux. Des lettres anonymes pleuvent sur le cabinet. Un sentiment d'inquiétude se répand dans tout le pays.

« La main dans la main d'Hitler, quelle honte ! » nous répète-t-on, à tout bout de champ. Peut-être... Mais la honte ne sera-t-elle pas, surtout, pour demain, pour les « développements » possibles de Montoire ? Jusqu'ici le Maréchal n'a rien lâché. Il n'a pas pris d'engagements. Mais le moyen de le dire, de le laisser entendre ?...

Et puis, la première réponse à Montoire a été l'expulsion en masse des Lorrains. Le gauleiter Burckel n'y a pas été de main morte. Ces pauvres gens arrivent, maintenant, en zone libre. Soixante-trois trains bondés les ont débarqués, à Lyon, du 11 au 21 novembre. Ils ont tout perdu. Est-ce, là, le premier fruit de la politique de collaboration ?

Laval ne se déconcerte pas pour autant. Il est tout à son rêve, tout à son démon. Il a donné au *Journal d'Essen* (Essen, quel souvenir !) une interview, que le Maréchal n'a pas hésité à qualifier de scandaleuse. Il est d'ailleurs insaisissable, passe ses journées à Paris, rend compte, une

fois sur trois, au Chef de l'État de ses entretiens avec les Allemands. « Pour qui me prend-il ? » nous dit, un jour, le Maréchal. « Est-ce lui, ou moi, que la France a appelé ? » Les ministres se sentent tenus à l'écart. On a l'impression que quelque chose [60] se trame à Paris, que l'Ambassade de la rue de Lille, de plus en plus puissante, va mettre les Français en face du fait accompli. De quel fait ? D'une déclaration de guerre à l'Angleterre ? C'est douteux. Mais sait-on jamais ?

Et, pourtant, « ils » ont raté l'opération. Ils n'ont pas osé envahir l'Angleterre. L'attaque aérienne s'est révélée inefficace. Quant à l'attaque navale, il n'est bruit, de tous côtés que de l'échec des préparatifs d'embarquement. La mauvaise saison est venue : les bateaux à fond plat sont rentrés dans leurs criques. À l'hôpital, des Allemands râlent, brûlés par l'huile bouillante, qu'au cours des manœuvres leurs experts ont jetée sur les flots. L'imagination populaire s'empare de ces nouvelles, les amplifie, les multiplie. Pour elle, Hitler marque, déjà, le pas...

Et puis, ces Anglais, tout de même ! Wavel est à la tête d'une forte armée. Il va prendre l'offensive. Mers-el-Kébir s'efface dans le souvenir de beaucoup de Français. Churchill a fait savoir, discrètement au Maréchal — par l'intermédiaire du professeur Rougier — qu'il n'attaquerait pas nos possessions coloniales, à la condition que nous ne cherchions pas à reprendre à la « dissidence » ses territoires. Mais Laval ne médite-t-il pas une attaque sur le Tchad, à l'heure même où les siamois s'attaquent à notre Indochine ? Le monde bouge. Les Italiens viennent d'être battus par les Grecs. N'est-ce pas le moment d'effacer Montoire, de secouer les chaînes, de se débarrasser du mauvais génie ?

J'ai deux ou trois entretiens avec Laval, entre le 15 et le 25 novembre. Il est nerveux, méfiant, prétend qu'on le dessert au cabinet du Maréchal. Il nous traite d'apprentis, d'enfants de chœur. « Est-ce que vous vous représentez ce qu'il faut que je fasse, pour redonner confiance à l'Allemagne ? » Nous nous le représentons. Mais nous n'avons, aucune envie de redonner confiance à l'Allemagne. Plus je l'observe et plus Laval me frappe par sa ressemblance — talent et charme en moins — avec Briand, Briand vieillissant. Tous deux enfants de la balle, tous deux socialistes de la première heure, tous deux monstres de souplesse, qui ont su s'appivoiser, rentrer leurs griffes, se frayer un chemin à travers la jungle, conquérir en douceur. Mais l'âge vient, la sclérose s'affirme. Et ces hommes, qui ont [61] étonné le

monde par leur ductilité, se durcissent, se cabrent, se braquent sur une date, sur un nom : Thoiry, Montoire ; leur évangile, leur doctrine. On ne les fera plus sortir de là. Thoiry, Montoire doivent « développer » leurs conséquences. En dehors de Thoiry, de Montoire, du déjeuner sous la tonnelle avec Stresemann, ou de l'entretien dans le wagon d'Hitler, il n'y a plus de salut. Ces hommes, ces démiurges, ces prophètes en savates ou en espadrilles, se pétrifient sur leur socle...

N'est-ce pas le moment de larguer Laval, de l'abandonner à son vertige, à ses phantasmes ? Nous y pensons, tous, et le projet, petit à petit, se dessine. Il a l'appui du Maréchal. « Cet homme-là me trahit, nous dit-il, je n'en veux plus ! »

*
* * *

À Marseille, au retour du déjeuner que la Marine française vient d'offrir, sur le « Strasbourg », au Chef de l'État, nous nous trouvons, trois ou quatre, le 30 novembre, dans la chambre du Maréchal à la Préfecture : le général Laure, Bouthillier, Ménétré et moi.

Bouthillier attaque, le premier. Il se fait fort de l'accord et de la discrétion de ses collègues. Et le complot s'ourdit. Mais il faut un prétexte. On ne le voit pas très bien. On attendra quelques semaines encore. Qui pourrait, d'ailleurs, remplacer Laval ? Le général Laure parle de Flandin. Je ne manifeste qu'un faible empressement. Pour nous, Flandin c'est le grand bourgeois des années faciles, le ministre des Affaires étrangères du Cabinet Sarraut, un virtuose de la seule stratégie parlementaire. Je fais, même, remarquer que Flandin vient d'écrire, dans la presse de Paris, un article, où le Maréchal est traité sans déférence. Le général Laure insiste et Bouthillier nous dit : « On peut ne pas aimer Flandin. Mais il a le sens de l'État. Et puis, nous n'avons pas le choix. Il n'y a plus d'anciens Présidents du Conseil disponibles, à moins que vous ne vouliez rappeler Sarraut ou Paul Boncour. Cherchez dans la politique, cherchez en dehors de la politique, un personnage assez représentatif, pour inspirer confiance à l'opinion, tout en n'alarmant pas immédiatement les boches. Vous n'en trouverez pas. » Nous en restons là.

Mais en s'arrêtant en Avignon, quelques heures plus tard, le Maréchal avise, dans la gare, parmi les autorités du Vaucluse, un jeune homme, assez frêle. « Et vous, mon ami, que représentez-vous ? L'Information, Monsieur le Maréchal. — Quel est votre chef ? Le Président Laval. — Je ne vous en fais pas mon compliment. » L'anecdote est rapportée à Laval, qui me demande, le 5 décembre, les raisons de l'hostilité du Maréchal. Je lui réponds, évasivement : « Vos amitiés parisiennes... »

Le 6, Flandin, appelé à Vichy, vient faire une visite d'une heure au Maréchal. Elle ne donne aucun résultat. L'abcès visiblement n'est pas mûr. Mais le 11 au soir, un mercredi, le bruit se répand à l'Hôtel du Parc que Laval reviendra de Paris, le lendemain, et qu'il ramènera le Maréchal dans la capitale, sans ses ministres. Il aurait l'intention, nous dit-on, d'organiser une grande cérémonie à l'Hôtel de Ville. Agitation. Nuit peuplée de songes...

Le 12, le général Laure m'apprend que le général Doyen lui a téléphoné de Wiesbaden, pour lui révéler l'imminence du transfert, à Paris, des cendres du duc de Reichstadt. Le Maréchal serait invité à la cérémonie... Nous croyons rêver. Que vient faire, ici, le pauvre fils de l'Empereur ? « Cela ne m'étonne qu'à moitié, nous dit le Maréchal. La Laurencie m'a, déjà, fait transmettre la même information par un émissaire secret. Il m'assure que c'est le grand tuyau du jour et me demande de ne pas bouger. — Les Allemands ont de ces idées ! module le général Laure. — Ils peuvent avoir toutes les idées qu'ils voudront. Mais s'ils s'imaginent que je vais m'afficher à Paris, en prisonnier, auprès d'Hitler, ils me connaissent bien mal !... »

Vers cinq heures, coup de téléphone de Laval. Il m'appelle de Paris. « Allô, c'est vous ? — Oui, Monsieur le Président. — Eh bien, l'idée du voyage du Maréchal à Paris fait du progrès. Les Allemands ne s'opposent plus à son installation à Versailles. — Ils sont bien honnêtes. — Vous dites ? — Je dis qu'ils sont bien honnêtes. — Je ne comprends pas... Ah, oui... Mais je me demande si nous n'avons pas intérêt à brûler les étapes. Je rentre demain à Vichy. Et j'ai bien envie de ramener le Maréchal avec moi. Qu'est-ce que vous en dites ? — Je ne crois pas que le Maréchal ait besoin de vous pour rentrer à Paris. — Comment ? — Il y rentrera bien tout seul. — Oh ! [63] dites donc, qu'est-ce qui vous prend ? — Il me prend d'assez solides envies de vous parler en tête à tête, Monsieur le Président. Ça ne tourne plus rond.

L'atmosphère s'alourdit et je crois bien que vous y êtes pour quelque chose. — Moi ? — Oui. Vos petits amis commencent à nous casser les pieds ». Laval raccroche.

J'ai cédé, bien imprudemment, à un mouvement d'impatience. Laval déclarera plus tard que nos entretiens manquaient de courtoisie.

Au déjeuner, le lendemain, le 13, tout le monde est de plus en plus nerveux. On sent la crise. Alibert, entre deux cigares, exige l'arrestation de Laval. « Il nous faut, aussi, Déat, nous dit-il, l'ignoble Déat, qui veut m'assassiner. » Et, s'adressant à moi : « Je sais que vous disposez d'un code, pour le faire arrêter. J'ai besoin de ce code. » J'hésite. Alibert est le Garde des Sceaux, mais il maîtrise mal ses réflexes et le compte qu'il veut régler avec Déat est un vieux compte personnel. Est-ce bien le moment de lui révéler le dispositif, auquel j'ai songé depuis quatre ou cinq jours, pour la mise au secret du directeur de l'*Œuvre* ? J'en dis deux mots à Peyrouton, qui reste évasif. Et, comme Alibert insiste, je me résigne, peut-être à tort, à brûler la consigne. Oui, j'ai bien envisagé l'arrestation de Déat, dans une conversation avec le général de La Laurencie, le 9 décembre. Il a été convenu, entre le général et moi, que je lui téléphonerai : « La Maréchale a passé la ligne, à telle heure ». Ce sera l'heure à laquelle La Laurencie priera le préfet de police, M. Langeron, de faire arrêter Déat. Alibert empoche le tuyau et continue de rouler des yeux frénétiques, dans toutes les directions...

*
* *

Vers seize heures, Laval monte l'escalier de l'Hôtel du Parc. Le Maréchal me fait, aussitôt, appeler. Laval et Brinon sont, déjà, dans son bureau. Laval rayonne : « *Le Führer*, Monsieur le Maréchal, a décidé de faire une grande surprise à la France. Une grande surprise et un grand cadeau. Il veut lui rendre, pour le centième anniversaire du retour de Sainte-Hélène, les cendres du duc de Reichstadt, qui reposent à l'Église des Capucins, à Vienne. Vous savez qu'il est [64] Autrichien de naissance. — Mais non ! dit le Maréchal, qui pense à l'Aiglon. — Mais si, il est autrichien, il est même catholique. Il n'a jamais aimé la Vienne d'avant l'*Anschluss*, vous savez la Vienne des archiducs, des danseuses, des juifs. Mais il est obsédé par la légende de l'Empereur. Il croit que rien ne flattera davantage les Français que le retour des cendres de l'Aiglon. — C'est une idée, dit simplement le Maréchal. — Seulement,

Monsieur le Maréchal, il faut que vous soyez là. Si vous n'êtes pas là, l'effet sera raté. — Mais je n'ai rien à y faire. Vous me voyez, à Paris, par ce froid, au milieu des Allemands, présidant une cérémonie à laquelle les Français ne comprendront rien ? — Mais si, je vous y vois très bien, Monsieur le Maréchal. Et puis, vous ne pouvez plus vous dérober. Ce serait faire une injure personnelle à Hitler. — Alors quoi ? toujours la carte forcée, comme à Montoire ! — Ne vous fâchez pas, Monsieur le Maréchal. Ce que je vous en dis, c'est dans votre intérêt. D'ailleurs, si la chose ne vous convient pas, je ne me battrai pas pour une cérémonie. Je ne me bats que pour les grandes choses. Mais ce serait dommage ! Tout est prêt. Le corps arrivera, samedi soir, à la gare de l'Est. Une prolonge d'artillerie, l'esplanade des Invalides, le caveau de l'Empereur, en pleine nuit, à la lueur des torches. Ils aiment cela les Allemands. Ça leur rappelle Wagner, les nuits romantiques. Vous, ça ne peut pas vous choquer, Monsieur le Maréchal. Moi, je trouve cela très beau. — Surtout si Hitler n'est pas là. — Mais il n'y sera pas. Il sent très bien que sa présence serait mal interprétée. Il ne veut froisser aucune susceptibilité. Et, d'ailleurs, les Allemands ne descendront pas dans la crypte. Ils s'arrêteront sur les marches de l'église. Vous serez seul, en bas, seul avec des Français. — Eh bien, soit ! Préparez-moi cela. Quand partons-nous ? — Demain matin, par un train spécial : trois ou quatre wagons. — Quels sont les ministres qui m'accompagnent ? — Les ministres ? Aucun. Ils n'ont pas bonne presse à Paris. Et puis les Allemands s'en méfient. — Mais je vais être bien seul. — Seul ? Non. Je serai là, Monsieur le Maréchal. Et votre entourage vous accompagnera. Emmenez le général Laure, du Moulin, Ménétreel, des militaires surtout, tous les militaires que vous voudrez, parce qu'enfin c'est une cérémonie. — Et que ferai-je [65] après ? — Après, vous coucherez à l'Hôtel Matignon, le seul qui soit chauffé. Je vous laisserai ma chambre. Vous irez vous promener le lendemain dans Paris, tenez, boulevard des Invalides, en civil, avec votre canne. Tout le monde vous reconnaîtra, tout le monde vous saluera. Vous irez revoir votre appartement du square Latour-Maubourg. Vous pourrez même, faire un petit tour en zone occupée. — Rouen ? — Oui, Rouen, si vous le voulez. J'avais pensé à Chartres, au Mans, à Orléans. »

Le Maréchal, visiblement, prend intérêt au voyage. Laval le sent conquis. Le nez de Brinon se retrousse d'aise. Le Maréchal me demande une carte. Il la déplie sur sa table, esquisse un projet

d'itinéraire. « Oui, un voyage en triangle. Rouen, Alençon, Bourges... Nevers, peut-être. Mon train pourrait passer la nuit au Mans : Qu'en dites-vous ? » Et la conversation, pendant quelques minutes, se perd dans ces détails.

Brinon et Laval finissent par se lever. Je sors, sur leurs traces, gagne ma chambre, à pas feutrés, et donne l'alerte. Trois quarts d'heure plus tard, les ministres sont dans mon bureau. Ils viennent de quitter le Conseil de cabinet. Ils sont sept ou huit : l'amiral Darlan, Baudouin, Peyrouton, le général Huntziger, Bouthillier, Caziot, l'amiral Platon. Alibert les rejoint, au bout de quelques minutes. Je les mets, rapidement, au courant de ce qui s'est dit dans le bureau du Maréchal et fais semblant de vouloir me retirer. Courtoisement, ils insistent pour que je demeure auprès d'eux. J'assiste donc, debout, à toute la conversation, à l'élaboration du complot. Ce complot, dans leur pensée, n'est d'ailleurs qu'un contre-complot. Car le but de Laval leur paraît clair : isoler le Maréchal, se débarrasser de ses ministres, constituer à Paris un nouveau gouvernement avec Brinon, Luchaire, Déat, Doriot, et s'élancer, bride abattue, dans les sentiers de la collaboration. Laval nourrissait-il tous ces projets ? Je n'en ai jamais eu la preuve. Il était, même à l'époque, en assez mauvais termes avec Doriot. Mais l'on ne prête qu'aux riches...

Alibert est, de tous, le plus énervé. La congestion l'étouffe. Baudouin et Bouthillier s'expriment avec animation. Pour Baudouin, l'éloignement de Laval n'est pas seulement une revanche sur son [66] successeur au « Quai d'Orsay ». Ce doit être, avant tout, l'effacement de Montoire. Grosse partie, qui n'est pas sans risques, mais qu'il faut jouer hardiment. Bouthillier parle de la Révolution nationale et déclare que Laval en sera le fossoyeur. Peyrouton, très calme, refait indéfiniment le nœud de sa cravate. L'amiral Darlan fume silencieusement sa pipe. Bouthillier résume, avec précision, les griefs du gouvernement contre le Vice-président du Conseil. Et soudain, le général Huntziger entre en lice. C'est pour déconseiller l'opération. Il le fait courageusement, à sa manière. Laval ne lui inspire aucune confiance. Mais il a, lui, Huntziger, la responsabilité de l'armée de l'armistice. Il pense, aussi, à notre Commission de Wiesbaden, qu'il a jadis présidée et que la colère allemande va bâillonner. Il croit Laval plus populaire, en zone libre, que nous ne l'imaginons, nous-mêmes...

Il y a, dans l'air, un peu de flottement. Mais Bouthillier revient à la charge, et Peyrouton, sortant de son mutisme, déclare que l'arrestation de Laval — c'est la première fois que j'en entends parler ; il ne s'agissait, jusque-là, que de son renvoi — ne pose aucun problème technique. Il en prend la responsabilité. Tout se passera dans l'ordre. Les Allemands ne réagiront qu'avec retard. Le Maréchal en sortira grandi devant l'opinion. Peyrouton demande aux ministres présents un vote d'unanimité.

Le général Huntziger, après bien des hésitations, se rallie à la thèse de la majorité. L'amiral Darlan lève la main, sans ouvrir la bouche. Platon paraît plongé dans un rêve. L'on décide qu'une délégation de trois membres : Baudouin, Peyrouton, Bouthillier, — les militaires semblent se réserver — demandera, sur l'heure, audience au Maréchal et lui exposera la double nécessité de renoncer au voyage à Paris et de se saisir de Laval. Les ministres s'en vont, sauf Caziot, qui demeure quelques minutes avec moi. Quel honnête homme, et quel bon Français, ce Caziot ! Il me remercie de lui avoir fait signe, me serre les mains avec effusion, m'assure que toute la paysannerie est derrière le Maréchal.

Un quart d'heure plus tard, le Maréchal me fait appeler. Il a, encore, auprès de lui, Baudouin et Peyrouton. Son attitude, ferme et décidée, me surprend. Cet homme, qui semblait fléchir il y a [67] une heure, — à moins qu'il ne jouât superbement la comédie — paraît avoir mangé du lion. Ses ministres l'ont dopé. « M. Laval nous trahit, me dit-il, et je vais le lui dire face à face. Convoquez le Conseil des ministres pour huit heures. » Le général Laure entre à ce moment. « Vous, Laure, vous allez me faire une lettre pour Hitler. Vous lui direz que je suis très touché de son idée du retour des cendres, mais que je regrette de ne pouvoir me rendre à Paris et que, d'ailleurs, je suis obligé de me passer des services de M. Laval. Quant à vous, Bouthillier, préparez toutes les pièces nécessaires. — Ce sera simple, Monsieur le Maréchal. Un nouvel acte constitutionnel, pour retirer à Laval ses pouvoirs de dauphin, et deux ou trois décrets pour mettre au point le remaniement ministériel. Je vous apporterai tout cela dans une demi-heure. »

Le général Laure, qui sentait l'atmosphère, mais qui n'avait pas suivi tous les détails du complot, m'entraîne dans un coin. Il me demande quelques précisions et me prie de préparer le projet de lettre à

Hitler. « Vous connaissez bien les dessous. Vous ferez cette lettre mieux que moi. » J'obéis, sans enthousiasme...

*
* *

Je téléphone, tout d'abord, dans la manière habituelle, aux chefs de cabinet des différents ministres, pour les informer de la réunion d'un Conseil à vingt heures. Puis je saute sur mon *pensum*. Je revois, par la pensée, le petit tombeau de l'Aiglon dans la Kaisergruft de Vienne. Je cherche les images, qui sauront dépeindre l'émotion des Français, devant le retour du Roi de Rome. 1811 Victor Hugo, le Dôme des Invalides, l'ombre de Metternich, le sarcophage de porphyre, la voix de Sarah Bemhardt. Tout cela s'agite et se croise dans mon esprit. Mais il y a cette terrible transition. Comment passer de l'Aiglon à Laval ? Comment dire, dans la même lettre, que l'on se confond en remerciements et que l'on ne s'excuse même pas de sa désinvolture ? La rhétorique officielle se plie mal à ce jeu de trapèze volant. J'accumule les brouillons.

L'heure s'avance. Tout à coup, la porte s'ouvre. C'est Laval qui pénètre dans mon bureau. Il a l'œil inquiet : « Qu'est-ce que c'est [68] que ce Conseil des ministres ? On n'en a pas parlé tout à l'heure. » Je fais l'imbécile, correctement. « Ce doit être pour le voyage, Monsieur le Président. — Quel voyage ? — Mais, le voyage à Paris ! Vous connaissez le Maréchal. Il sent que les ministres souffriront de le voir partir seul. Il veut leur annoncer la chose, gentiment, à sa manière. — Qui est-ce qui a eu cette idée ? — Je n'en sais rien. Lui seul, sans doute. — Tout cela ne me paraît pas très net. Il y a de l'Alibert là-dessous. » Et Laval tourne comme un ours dans sa cage. « Qu'est-ce que vous faites là ? » Je blêmis. C'est le projet de lettre à Hitler, dont ma secrétaire vient de me remettre la première frappe. Je me sens pris au piège, comme un écolier. Fort heureusement, la première page ne contient que des remerciements. Je glisse la seconde et la troisième sous un buvard. Et je tends le brouillon au, Président. « Pas mal ! Mais comment comptez-vous finir ? — Par une formule de politesse... Mes sentiments les meilleurs ! — Vous allez tout de même un peu fort. Avec Hitler, vous pourriez mettre au moins : ma considération la plus haute. — Si vous le voulez ! » Mais ce dialogue ne détend pas l'humeur du Président. Il continue de s'agiter, de bougonner : « Quels crétins, tout de même, et dire que c'est avec des types comme cela qu'on veut refaire

la France. » Je suppose qu'il parle de ses collègues. Fort heureusement, des bruits de voix retentissent dans le couloir. Ce sont les ministres, qui arrivent dans la salle du Conseil, à deux pas de mon bureau. Laval les rejoint.

Je n'ai pas assisté à la séance du Conseil des ministres. Je ne puis, donc, en parler utilement. Je sais, seulement, qu'elle n'a pas duré plus de vingt minutes. Bouthillier me l'a résumée sommairement. Le Maréchal, en ouvrant la séance, a prié tous ses ministres de signer une lettre de démission, dont il venait d'arrêter le texte. Laval l'a signée, comme les autres. Puis le Maréchal s'est retiré, quelques minutes dans son bureau. À son retour, il a simplement annoncé que seules les démissions de MM. Laval et Ripert seraient acceptées. Laval, tout de suite, a réagi : « Je pense qu'il doit y avoir une erreur, Monsieur le Maréchal. — Mais non, Monsieur Laval. Il y a même si peu d'erreur, que c'est, surtout, pour vous que je parle. Et, tenez, je vais vous le dire tout de suite : c'est pour vous [69] seul ! Je n'ai plus confiance en vous. Vous entraînez la France beaucoup trop loin. Vous m'avez fait aller à Montoire par surprise. Vous acceptez presque tout ce que les Allemands vous demandent. Vous allez même, souvent, au-delà de leurs désirs. Vous ne me tenez plus au courant de rien. — Mais, Monsieur le Maréchal, je vous dis tout. — Tout ce qui vous paraît superflu, sans intérêt. Des miettes ! D'ailleurs nous n'avons jamais été d'accord sur rien. Et vos amis font à Paris la plus détestable besogne. Ils m'attaquent, en attaquant mes ministres. J'en ai assez. J'exige votre départ. » Laval, à ce moment, s'est redressé. D'une voix ferme, il met le Maréchal en présence de ses responsabilités. « Vous allez effacer, d'un seul geste, tout ce que j'ai préparé, depuis trois mois, dans l'intérêt de la France. Les Allemands sauront très bien qu'en vous séparant de moi, c'est à la collaboration que vous avez voulu tourner le dos. Ils comprendront que vous êtes leur ennemi, que vous ne respectez même plus l'armistice. Vous vous lancez, à la légère, dans l'aventure la plus folle. Du sang peut couler. Je souhaite que ce sang ne retombe pas sur vous, Monsieur le Maréchal. »

Laval se retire. Les ministres se lèvent. Le Maréchal leur rend leur lettre de démission. Il en est un, cependant, qui ne la recevra pas. C'est le pauvre M. Ripert, secrétaire d'État à l'Instruction publique, un excellent homme que l'on trouve un peu mou, un peu lent, mais auquel il n'y a vraiment rien à reprocher. M. Ripert n'aura, sans doute, jamais

compris les raisons de son départ, ni pourquoi son destin fut associé à celui de Laval. Il y a, toujours, un innocent dans les charrettes les mieux préparées...

Laval descend et dîne avec Brinon à « Chanteclerc ». Nous nous hâtons vers la salle à manger de l'Hôtel du Parc où M. et Mme Montigny, invités à dîner par le Maréchal, — ils quittent Vichy le lendemain — attendent le Chef de l'État, depuis près de trois quarts d'heure. Il est vingt heures trente-cinq. Le Maréchal s'excuse, très courtoisement, de son retard et engage la conversation avec ses hôtes. Il ne fait pas la moindre allusion à la soirée et plaisante, même, agréablement avec Mme Montigny. Montigny m'avouera, plus tard, que cette puissance de dissimulation l'a confondu...

[70]

Vers dix heures, le Maréchal se lève et se retire dans sa chambre. Dans le hall du Parc, l'agitation est à son comble : la nouvelle du renvoi de Laval vole de bouche en bouche. Je dois m'arracher aux sollicitations des journalistes, aux questions de mes collaborateurs. Que va-t-il se passer ? De quoi demain sera-t-il fait ? Mille réflexions s'échangent, s'entrecroisent.

Je remonte dans ma chambre. Le général Laure m'y rejoint et me dit : « La Laurencie n'a certainement rien compris à ce que vous lui avez dit, au sujet de Déat. Il hésite à le faire arrêter. Vous devriez lui téléphoner. — Mais je croyais que toute l'affaire était entre les mains d'Alibert... »

À ce moment, le téléphone retentit. C'est le général de La Laurencie, qui me prie de lui confirmer nos accords antérieurs. Je lui réponds, sans aménité. « Mon général, avez-vous compris que la Maréchale passait la ligne de démarcation à neuf heures ? — Oui. — Eh bien, qu'attendez-vous ? Le contre-ordre n'est pas dans nos habitudes ! — Bien, bien ! » répond La Laurencie, qui raccroche, assez vivement. Mais il s'exécutera. Et Déat sera cueilli par les hommes de Langeron.

Vers 10 h. 40, un peu nerveux moi-même, je me décide à prendre l'air. Je traverse le Parc du Casino. Solitude et froid noir. Où vais-je m'arrêter ? À l'Intérieur, chez Peyrouton. Son immense bureau n'est pas chauffé. Il se promène de long en large, en manteau, sans donner le moindre signe d'impatience. « Vous allez assister, me dit-il, au

développement d'un beau scénario. Nous n'avons pas perdu notre temps, depuis le Conseil. J'ai mobilisé, bien entendu, toute la police. Huntziger a consigné la troupe. Berthelot a donné l'ordre à la SNCF de ne laisser stopper aucun train en gare de Vichy, entre onze heures et trois heures du matin. Nous sommes parés, comme dirait l'Amiral ! – Vous craignez une évasion ? – Non, mais on ne sait jamais. – Où l'emmenez-vous ? — À Châteldon, tout simplement, sous la surveillance des gardes mobiles.

Je révèle à Peyrouton que Ménétreel, spécialiste des couplets de bravoure, avait caressé le projet d'une disparition dans la nuit. « Des enfantillages, me répond Peyrouton. Il faut que l'arrestation se fasse proprement, que le transfert s'effectue sans ennuis. Nous [71] ne devons pas avoir une goutte de sang sur les mains. Ce n'est déjà pas si mal de faire, en deux heures, d'un Vice-président du Conseil un interné administratif ». Et il sourit largement.

Je rentre à l'Hôtel du Parc. Je monte dans ma chambre. Un coup de téléphone m'y appelle. C'est Laval qui me prie de le rejoindre. Il est seul, dans son bureau. « Qu'est-ce qui se passe ? On vient d'arrêter mon chauffeur. Heinzen l'a vu partir entre deux flics. On a conduit ma voiture à la police, avec tous mes documents. On vient d'enfermer l'un de mes secrétaires dans sa chambre. Tout cela sent la provocation. Est-ce qu'ils vont me f... en tôle ? » Je souris. « Vous pensez bien, Monsieur le Président, que le Maréchal... — Mais qu'est-ce qu'il f..., celui-là ? — Il dort. — Ah, il dort ! Eh bien, allez le réveiller. Vous lui direz qu'on veut m'arrêter, qu'on passe par-dessus sa tête, qu'on piétine ses ordres. Allez ! ». Je remonte un étage. Je sais bien que le Maréchal ne dort pas. Mais je n'aurais jamais pu croire qu'il fût aussi calme. Un coup discret à sa porte. Il m'ouvre, lui-même. Il est en robe de chambre. Il a ce mot magnifique : « Alors, il est mécontent ? — On le serait à moins, Monsieur le Maréchal. — Tant pis, il n'a que ce qu'il mérite. Dites-lui que je dors, et tâchez de gagner du temps. Tout devait être terminé à onze heures. » Je redescends. Ménétreel est, lui aussi, dans le bureau de Laval que l'émotion gagne de minute en minute. « Je vous dis qu'ils vont me faire la peau. Et je n'ai rien pour me défendre (il sort un canif de sa poche). Quels salauds ! » Cet homme est agité, mais il n'est pas lâche. Il n'a pas les cris d'une bête traquée. Il tient tête à l'orage. Mais il reste superstitieux. « Un vendredi 13, tout de même !... »

Nous essayons, Ménétrel et moi, de lui raconter des histoires. Mais la porte s'ouvre. C'est le commissaire Mondanel. « Monsieur le Président, j'ai reçu l'ordre de vous conduire à Châteldon. » Laval se lève. « Vous l'avez, cet ordre ? — Oui, Monsieur le Président. — C'est bien, je vous crois. Je n'ai pas besoin de lire votre papier. Mais laissez-moi cinq minutes. » Nous sortons. Que va-t-il faire ? Brûler quelques documents, s'isoler, laisser un dernier mot à ses amis ? Nous ne le saurons jamais. Mais, cinq minutes plus tard, nous le voyons descendre l'escalier de l'Hôtel, derrière Mondanel. [72] Nous le suivons, un moment. Un bruit d'auto qui démarre. La fin d'un rêve ? Le début d'un drame ?

*
* *

Nous remontons. Et voici que l'escalier, tout à coup, s'emplit d'une étrange rumeur. Une vingtaine de motocyclistes, casqués de cuir, jambières, brassards, montent les marches, à toute allure. Ils se lancent, en trombe, dans le couloir du deuxième étage : le couloir de la Vice-Présidence, et pénètrent dans toutes les chambres. Je suis arrêté, l'un des premiers. Un grand gaillard roux me met la main au collet. Je n'y comprends rien. « Vous faites erreur, mon garçon, je suis de l'étage du dessus. — Ça n'est pas écrit sur ta g... Allons, suis-moi ». Nous descendons trois marches, quand Méténier paraît. Méténier, l'ancien cagoulard, l'un des chefs des groupes de protection (GP). Deux yeux d'archange dans un masque d'adjudant. Méténier, que je ne connaissais pas, encore, il y a huit jours, et qui est venu me trouver, le 5 décembre, pour se mettre aux ordres du Maréchal. Il voulait assurer la sécurité du transfert du Chef de l'État à Versailles. Je l'ai, bien entendu, éconduit. Mais Méténier a sangloté, lorsque je lui ai parlé de Pétain. Un brave type, un peu fou. Des mains d'étrangleur: un cœur de grisette. Un « drôle de dur »...

Il m'aperçoit, se rue sur le gaillard roux, me libère. J'en profite pour faire libérer immédiatement le jeune Landron, maître des requêtes au Conseil d'État et chef du cabinet administratif de Laval, auquel il n'y a, vraiment, rien à reprocher. M^{me} Landron, qui attend un enfant dans quelques jours, a vu pénétrer dans sa chambre un spadassin, revolver

au poing. Elle est terrorisée. Ma femme la recueille, immédiatement, à l'étage du dessus.

Brinon sort, lui-même, de sa chambre, la figure décomposée. On lui fera grâce. Il n'aura pas d'occupant pour la nuit. Mais toutes les chambres sont maintenant munies d'un « motocycliste » et l'on ne songe pas sans stupeur, une stupeur parfois amusée, à l'ahurissement de ces couples, dont la nuit se passera sous l'œil d'un veilleur armé...

[73]

Le silence se fait, bientôt, à l'étage occupé. Je remonte dans mon bureau, et téléphone au préfet Chevalier, l'ancien chef de cabinet de Flandin, pour le prier d'alerter dans l'Yonne son patron et de le faire venir immédiatement à Vichy.

*
* *

Samedi 14 décembre. Nous nous attendions, au réveil, à quelque réaction des Allemands. Rien ne vint. La nouvelle ne filtra à Paris que dans les premières heures de l'après-midi. Et c'est au général Laure, l'homme de tous les dévouements, qu'il appartient de la confirmer, le soir même, à Abetz, un peu avant la cérémonie des Invalides. Curieuse cérémonie, m'assura-t-il, au style étrange, presque sacrilège. Elle se déroula selon le rite convenu, en présence de quelques officiels, de deux ou trois membres de la Famille impériale, mais sans le Maréchal, sans Pierre Laval, dans un « froid » que les premières chutes de neige ne suffisaient pas à expliquer...

Mais la journée même du samedi fut, à Vichy, fertile en incidents. Dès dix heures du matin, Brinon, mi-figue, mi-raisin, frappe à la porte de mon bureau. « Je vous remercie de m'avoir fait passer une nuit tranquille, me dit-il. Mais je n'ai pas la conscience en repos. J'ai peur que l'on n'attente aux jours du Président. — N'ayez aucune crainte. Il jouit d'une entière sécurité. — Les Allemands ne le croiront jamais. Cette histoire d'hier est déjà tellement invraisemblable. Le revirement du Maréchal a été si subit... — Alors ? — Alors, je crois que j'ai le devoir de tout leur expliquer. Si je n'interviens pas en « amortisseur », leur réaction peut être terrible. — Qui voulez-vous voir ? — Abetz, le général von Stulpnagel... — Je n'ai pas le pouvoir de vous laisser sortir de la zone libre. — Mais, le Maréchal ?... — Le Maréchal ne vous

recevra pas. — Suis-je donc interné ? — Nullement. Vous dépendez de M. le ministre de l'Intérieur. — Je voudrais bien le voir. — Téléphonnez-lui. » Brinon saisit mon appareil et se met en rapport avec Peyrouton, qui le convoque, aussitôt, au Casino.

Vers onze heures, premier appel de Paris. Un coup de téléphone du général de La Laurencie. Le général est visiblement nerveux. [74] « Vous me laissez dans la nuit. Vous ne me dites rien. Que s'est-il passé hier au soir ? Je viens d'essayer une violente rebuffade de M. Achenbach. Il m'a parlé de Déat, de la politique de Montoire. Je lui ai dit que la politique de Montoire ne pouvait être mise en cause par l'arrestation de Déat, qu'il ne s'agissait que d'un incident de politique intérieure, que Déat était un franc-maçon notoire. Il m'a regardé avec un sourire indéfinissable. » Je n'ai guère envie de sourire à l'excellent général. Sa réponse à Achenbach — un admirateur frénétique de Déat et plus franc-maçon, peut-être, que Déat — témoigne, déjà d'une rare candeur. Le général n'est pas un politique. Mais, l'indéfinissable sourire d'Achenbach doit avoir d'autres causes. La « rue de Lille » est certainement au courant de l'arrestation de Laval. Et elle sait que La Laurencie ne sait rien. Nous avons eu tort, sans doute, de ne pas le renseigner. Mais, le moyen de le faire — au téléphone surtout — sans donner l'alarme ? Vais-je m'y résoudre, maintenant ? Ce serait, à la fois, trop tard et trop tôt. Et puis, faut-il jeter, en vrac, tous nos secrets à la table d'écoute ?

Mais le général reprend : « Tout me donne à penser que l'Ambassade insistera pour obtenir la libération de Déat et que, si nous n'obtempérons pas, elle s'en chargera elle-même. Quelle est la position du gouvernement ? — Le gouvernement n'a pas changé de position. Mais il vous prie de le tenir averti du moindre incident. »

Nouveau coup de téléphone, vingt-cinq minutes plus tard. Toujours La Laurencie. Sa voix se fait plus grave. « J'ai à vous communiquer les nouvelles exigences de l'Ambassade. Elles sont au nombre de quatre. Les Allemands demandent la libération immédiate de Déat, l'établissement d'une liaison téléphonique entre M. de Brinon et la rue de Lille, l'engagement de ne procéder à l'arrestation d'aucun autre homme politique, sans l'assentiment des autorités d'occupation et l'indication des droits que le gouvernement français entend se reconnaître, en matière de révocation d'actes constitutionnels. Ils seraient, même, heureux de savoir, si, dans l'esprit du Maréchal la

révocation de l'Acte constitutionnel n° 4 peut intervenir sans l'agrément des autorités allemandes.

« Je ne vous cache pas, ajoute La Laurencie, que j'aimerais, en même temps que la réponse officielle du gouvernement, recevoir, au [75] moins pour ma gouverne, quelques mots d'éclaircissement. Car je comprends de moins en moins... »

Je promets une réponse rapide.

Plus de doute. Les Allemands sont maintenant au courant. L'allusion à l'acte constitutionnel n° 4 est assez claire. Leur « dauphin » vient de recevoir un coup de harpon. Ils s'étonnent que le nouveau règlement de pêche n'ait pas été soumis à leur *approbatur*.

*
* *

Je me fais annoncer chez le Maréchal, qui convoque, immédiatement, Peyrouton, Bouthillier et le général Laure. Nous relisons, tous les cinq, le texte de l'ultimatum.

« Je ne vois aucun inconvénient, nous dit le Maréchal de sa voix la plus calme, à ce qu'on libère M. Déat. — Oh ! Monsieur le Maréchal, interrompt le général Laure, c'est votre pire ennemi ! — Après tout, nous nous en fichons, déclare Peyrouton. Il n'est pas en zone libre. Les Allemands le libéreront quand ils voudront. Ne nous embarrassons pas de l'accessoire. Seul le cas Laval doit compter à nos yeux. Quant à Brinon, nous pouvons toujours le coffrer. Mais son arrestation mettra le comble à la fureur des boches. Laissons-le téléphoner, tranquillement, à Abetz. »

Sur l'« exigence » n° 3 — engagement de ne procéder à aucune arrestation nouvelle — un court débat s'engage. Bouthillier intervient avec fougue. « Ce serait la négation même de votre souveraineté, Monsieur le Maréchal ! — Bien entendu, réplique le Maréchal. Mais je puis toujours dire que je n'ai pas l'intention de procéder à de nouvelles arrestations. Après tout, Laval nous suffit ! » Nous donnons, notre accord à cette formule normande, qui ne trompera personne.

Quant à la dernière condition, elle est, de l'avis unanime, jugée inacceptable. Le gouvernement français n'a point à faire connaître aux autorités allemandes son opinion sur le jeu des modifications constitutionnelles, puisque ces modifications sont du seul ressort du

Chef de l'État. Le Maréchal n'intervient d'ailleurs, dans l'ordre constitutionnel, qu'en vertu d'un mandat des Chambres, c'est-à-dire au nom de la souveraineté nationale. Cette souveraineté est entière, [76] inaliénable. Sans doute peut-elle souffrir, dans son exercice, de telle ou telle servitude. Et Dieu sait si l'on nous en a fait peu grâce jusqu'ici ! Mais ces servitudes ne sauraient être tolérées que sur le plan administratif, dans un domaine où le droit de regard des occupants peut se trouver justifié par certaines considérations d'ordre technique. Elles ne sauraient affleurer le plan constitutionnel ou gouvernemental. Le Maréchal a le droit de nommer et de renvoyer librement ses ministres. Il dispose de la même liberté pour désigner ou pour révoquer un « dauphin ».

Je suis chargé de résumer ces quelques observations dans une petite note, que je rédige, en cinq minutes, sur le bureau du général Laure. Le Maréchal y ajoute une adroite référence au texte des conventions d'armistice et je téléphone, vers midi et demi, notre réponse au général de La Laurencie. Je la déclare même, « pour faire plus riche », issue des délibérations d'un Comité de juristes...

« Pouvez-vous me donner d'autres indications ? » me demande le général. — Non, pas pour le moment. Mais que pense-t-on de l'oncle Pierre à Paris ? — De l'oncle Pierre ? Rien ! » Le général est toujours dans la nuit. J'essaie de lui tendre une perche. « Relisez l'acte constitutionnel n° 4, mon général, et voyez si vous ne découvrez pas un lien entre le texte de ce document et les demandes de vos interlocuteurs. — Bien ! » me répond le général, qui raccroche.

Brinon, dans l'intervalle, est entré dans mon bureau. Il me demande l'autorisation de téléphoner à l'Ambassade. Je la lui accorde libéralement. Mais le Maréchal entr'ouvre ma porte. Il aperçoit le nez de Brinon et s'esquive, non sans me faire appeler, dans le couloir, par le Dr Ménétrel. « Je crains que nous n'allions au-devant de certaines difficultés. Votre note est un peu sèche. Il faudrait l'atténuer, l'adoucir. — Trop tard ! Monsieur le Maréchal, je l'ai déjà dictée au général de La Laurencie. — Comme c'est ennuyeux ! » Mais, tandis que nous échangeons ces propos dans le couloir, Brinon téléphonait librement à Abetz. L'appareil est déjà raccroché, lorsque je rentre dans mon bureau. « Vous avez eu l'ambassadeur sans difficulté ? — Tout de suite. J'ai pu lui dire que vous m'aviez rassuré sur le sort du Président. Il vous en est

très reconnaissant. Mais il m'a chargé d'un message un peu délicat pour le Maréchal. — De quoi s'agit-il ?

[77]

— Le gouvernement du Reich tient à faire savoir au Chef del'État que la dépouille du duc de Reichstadt ne sera pas remise au général de La Laurencie. — Et puis après ? — ... et qu'il compte que le Maréchal et le Président assisteront à la cérémonie. — Je crois que tout cela est un peu dépassé... » Peyrouton pénètre, à ce moment-là, dans mon bureau. Il chapitre Brinon et l'emmène chez le général Laure, puis chez le Maréchal. Brinon partira pour Paris au début de l'après-midi...

Vers 16 heures, le général de La Laurencie me téléphone à nouveau. Je redoute une explication orageuse. Mais non. Sa voix est toute ragaillardie. « Je viens d'avoir un entretien avec le colonel Otson, l'adjoint du général von Stulpnagel. Il s'est montré fort aimable, presque prévenant. J'ai le sentiment que l'idée de l'installation du Maréchal à Versailles fait de rapides progrès dans l'esprit de l'état-major allemand. » J'étouffe une furieuse envie de rire. Visiblement, les militaires — les leurs comme les nôtres — sont en retard d'une bonne journée sur les événements. Le général ajoute : « Mais M. Langeron est assez mécontent du rôle qu'on lui a fait jouer. Toute cette affaire a été conduite avec beaucoup de légèreté. — Je le crois, en effet, mon général. » (bonne réaction pour la table d'écoute.) Mais je n'ai toujours pas le courage de lui parler de Laval.

Je ne lui en parlerai pas davantage, en fin d'après-midi — il va d'ailleurs recevoir, très vite, la visite de l'amiral Darlan et du général Laure, qui l'en entretiendront tout à loisir — lorsque je lui dicte le texte d'un message, que le Maréchal souhaiterait voir insérer, le lendemain, dans les journaux de la zone occupée. Un message consacré au retour des cendres de l'Aiglon. L'idée me paraît folle. Mais le Maréchal y tient et me charge de dresser la maquette du discours.

J'associe quelques grands souvenirs : Vauban, Turenne, le prince de Joinville, Foch. Je glisse, même, un parallèle entre « le mélancolique destin du duc de Reichstadt, prisonnier dans sa propre famille, et le destin cruel de la France, exilée chez elle par le sort des armes » et j'ai la faiblesse de m'en tenir au premier jet. Le Maréchal, contrairement à son habitude, ne rature pas mon texte. Mais il y introduit un mot de remerciement pour Hitler, qui gâche tout le morceau. À [78] quoi bon

d'ailleurs ? S'imagine-t-il qu'Hitler, que l'arrestation de Laval va faire sortir de ses gonds, lui saura le moindre gré de son attention ? Quant aux Parisiens, admettront-ils cette cheville ? Mais liront-ils, seulement, le message ? Nous nageons en pleine confusion.

Je n'en transmets pas moins le texte intégral du discours au général de La Laurencie, qui m'en remercie vivement. Toujours pas un mot de Laval. La comédie continue !

Nous nous proposons de faire paraître, en bonne page, le lundi matin, dans les journaux de la zone libre, les détails de l'arrestation de Laval. Mais, dans la nuit du dimanche au lundi, un coup de téléphone du Secrétariat général du Gouvernement à Paris me réveille, vers deux heures du matin. C'est un officier français, le commandant S..., qui me supplie de faire différer de vingt-quatre heures le récit des événements, dans la presse de Vichy. « Les Allemands méditent un coup d'une grande violence me dit-il. Il ne faut leur donner aucun prétexte de forme. Le silence doit se faire, pendant quelques heures encore, sur les incidents de la nuit du 13. » Est-ce un chantage ? J'essaie d'atteindre au téléphone Peyrouton, l'amiral Darlan. Personne ne répond. Je prends alors, sur moi de donner à la censure les instructions nécessaires. Mais, au fait, qu'est devenu le censeur, René Vallet ? Je finis par l'avoir au téléphone, vers trois heures. Il me répond, d'une voix blanche, qu'il est à mes ordres, mais qu'il ne jouit plus de son entière liberté. « Qu'est-ce qui vous arrive ? — Je suis consignés dans ma chambre, depuis quarante-huit heures et j'ai deux gardes mobiles à mes côtés. » Drôle d'hôtel. Je songe à Vicki Baum. « Eh bien, montez tous les trois. J'ai besoin de vous ! » Quelques minutes plus tard, apparaît dans ma chambre, un manteau jeté sur son pyjama, une sorte de spectre : le malheureux Vallet entouré de deux sbires à forte moustache. « Vous voyez dans quel état je suis. — Oui, je vois. Mais donnez, d'abord, d'ici, les instructions nécessaires à vos services. J'arrangerai le reste ensuite. — Ils ne me croiront pas. — Mais si, puisque je confirmerai moi-même. » Et le pauvre homme de s'exécuter. Il jouissait, le lendemain matin, d'une liberté moins surveillée...

*

* *

Mais le lundi 16, les premières réactions s'annoncent. Abetz et plusieurs membres de l'Ambassade franchiront la ligne de démarcation, le soir même, vers vingt heures, avec une suite imposante. Ils auront un entretien avec le Maréchal. Tel est le bref message qui nous parvient de Paris. Les pessimistes s'épongent le front. Les optimistes marquent un point. Si ce n'est qu'Abetz, ce ne sera pas terrible. Mais que signifie, donc, cette suite imposante ? Nous allons bientôt le savoir.

Le Maréchal nous prie, le général Laure et moi, d'aller saluer, en son nom, à la « ligne » (La Madeleine, faubourg de Moulins), les représentants du *Reich* et de leur faire escorter jusqu'à Vichy.

L'attente est longue, à la Madeleine. Il fait un froid noir, une nuit noire. Je roule dans un fossé, en contrebas de la route, et me relève, crotté et contus. Au bout d'une heure et demie, six voitures, tous phares allumés, font leur apparition.

Abetz descend. Ce n'est plus l'Abetz de Montoire. Il nous salue froidement, sans nous tendre la main, tandis qu'Achenbach se fige au garde-à-vous et que deux Allemands, plus jeunes, portent la main à leur casquette. Le général Laure jette un coup d'œil d'expert sur deux ou trois voitures, dont les bâches laissent émerger des mitraillettes. « Nous aurions pu nous charger de votre sécurité, Monsieur l'Ambassadeur », dit le général. — « Avec les mœurs qui règnent à Vichy, mon général, il a bien fallu que nous nous en chargions nous-mêmes. » Cela promet. Les voitures allemandes se remettent en route. Nous suivons à distance respectueuse...

Il n'y eut pas d'entretien, ce soir-là, et le Maréchal en fut pour les frais du dîner, qu'il comptait offrir — toujours sa première réaction — à Abetz et à sa suite. Ces messieurs se rendirent, directement, à l'Hôtel Majestic, y prirent force bains, s'y restaurèrent à coup de bouteilles de Champagne et d'ails de poulet. Ils consentirent, seulement, à nous faire savoir qu'ils verraient, aux premières heures de la matinée, M. Flandin, grippé dans sa chambre, et qu'ils souhaitaient rencontrer le Maréchal et l'amiral Darlan, vers dix heures.

Flandin n'eut pas de peine à les convaincre qu'il n'était pour rien dans le coup d'État — ce qui n'était d'ailleurs que la stricte vérité — [80] et protestant, à la fois, de son innocence et de sa bonne volonté, les égara sur des pistes latérales.

Le premier entretien d'Abetz avec le Maréchal et l'amiral Darlan eut lieu dans le grand salon de l'Hôtel Sévigné. Nous en ignorâmes les détails. Mais le Maréchal me fit appeler, au bout de vingt-cinq minutes, et me donna l'ordre d'aller chercher Pierre Laval à Châteldon.

Je trouve le Président dans sa bibliothèque, au milieu d'un amoncellement de livres et de brochures, jetés en vrac sur le parquet. Il m'accueille d'un regard mauvais. « Qu'est-ce que vous venez faire ici, du Moulin ? — Le Maréchal m'a prié, Monsieur le Président, de vous demander de bien vouloir m'accompagner à l'Hôtel Sévigné. — Vous avez bien appris votre leçon. Mais je suis fixé. Abetz est arrivé. — Abetz est là, en effet. — Avez-vous une voiture ? — Oui. — Je vous suis. » Nous descendons les pentes du château et risquons d'écraser au passage deux ou trois gardes mobiles. Ils semblent peu se soucier de voir s'éloigner l'objet de leur vigilance. Ont-ils reçu quelque consigne ? La cocarde du Maréchal suffit-elle à les rassurer ? Je ne sais. Mais je fais, en moi-même, cette réflexion qu'il est facile de soustraire une proie aussi précieuse à la surveillance de ses gardiens.

Dans la voiture, Laval éclate : « Vous en avez fait du joli ! M'arrêter, me f... en boîte, m'interner chez moi, dans mon village. Avouez-le. C'est Alibert qui a fait le coup ? — Non. Alibert s'est simplement un peu monté. Il a cru que vous vouliez faire séquestrer le Maréchal. — Alors, c'est Flandin, ce grand « dépendeur d'andouilles ». La voulait-il assez ma place, la guignait-il assez, depuis huit jours, depuis son dernier voyage ? Il avait préparé le truc avec le Maréchal. Et tout cela, face à l'Allemagne, devant des gens qui peuvent nous tordre le cou, si cela leur fait plaisir, qui peuvent réduire en cendres tous nos villages. Comme c'est malin ! Un geste d'enfants, de gosses vicieux. Et le Maréchal qui conduit le bal ! Quelle misère ! Je lui ai pourtant sauvé la mise, à l'Assemblée nationale. Sans moi, il se couvrirait de ridicule. Quant à Peyrouton, je lui casserai les reins, vous m'entendez. Je ne le raterai pas. Quelle vache ! Il venait me rendre visite la veille encore. J'ai vu bien des choses dans ma vie, mais je n'ai jamais rencontré d'ordure pareille. Tous les socialistes [81] d'Aubervilliers, tous les communistes, les métallos, les gars de la banlieue, tous ces types-là sont de grands seigneurs à côté de vos fumiers. »

Je me tais. C'est sans doute ce que j'ai de mieux à faire. Le monologue continue. Un virage devant Sévigné. Le Président descend, traverse le hall, les pièces du rez-de-chaussée et pénètre dans le petit salon. Nous sommes quatre ou cinq, dans le grand salon qui sert de vestibule au bureau du Maréchal. Et « Goros », le colonel de Gorostarzu, me glisse à l'oreille : « Son Excellence m'a demandé, ce matin, de ne pas nous éloigner. Nous pouvons lui rendre quelques services. Les portes sont minces. On entend tout ce qui se dit de l'autre côté. Avec un peu d'attention, nous en saurons, bientôt, autant que ces Messieurs. — Nous n'allons, tout de même, pas écouter aux portes ! — Non, me dit Goros, que ces mœurs du Bas-Empire n'ont pas l'air d'émouvoir. Nous tendrons l'oreille, tout simplement. »

Des bruits, d'abord confus, nous parviennent. Nous ne reconnaissons ni la voix du Maréchal, ni celle d'Abetz. C'est Darlan, qui a l'air de parler. Puis, tout à coup, la voix de Laval s'élève, rageuse : « Vous m'avez jeté à la porte comme un valet. Vous avez fait arrêter les membres de mon entourage. Que me reproche-t-on ? Des divergences de politique intérieure, comme vous l'avez dit dans votre message ? Vous savez bien que c'est faux. Nous n'avons jamais été en désaccord, même pas sur le choix d'un seul préfet. Vous me reprochez ma politique étrangère. La politique de Montoire. Pourtant vous vous y êtes rendu, librement, à Montoire. Vous étiez libre de ne point y aller. Vous m'avez dit, vous-même, que c'était l'intérêt de la France. L'intérêt de la France c'est de s'entendre avec son vainqueur, dans l'honneur et dans la dignité... Mais vous vous en moquez bien de l'honneur et de la dignité. Vous n'êtes qu'un fantoche, une baudruche, une girouette, qui tourne à tous les vents ! » Le Maréchal veut placer quelques mots, mais nous ne l'entendons pas. Les voix, d'ailleurs, s'adoucissent. Abetz parle du Führer à plusieurs reprises, de son étonnement, de sa stupeur. « Nous agissons, dit-il, sur des instructions précises, Monsieur le Maréchal. M. Laval doit reprendre sa place au pouvoir, ou la France subira les conséquences d'un geste que vous n'avez sans doute pas voulu, que vous n'avez pas [82] prévu, qui vous a été imposé par une clique de militaires et d'anglophiles. »

La discussion s'éternise. Nous croyons comprendre que le Maréchal accepterait le retour de Laval au gouvernement, mais à un poste subalterne: le ministère du Travail. « Le Travail, jamais ! Monsieur le Maréchal, J'ai été au Travail. Je sais ce que c'est. J'y ai même formé

un ministère. Mais de quoi aurais-je l'air, demain, quand la France tout entière saura que j'ai été arrêté par vous, que je reviens les fers aux pieds, que j'accepte un poste effacé, sans intérêt politique ? » Et le Maréchal a ce mot admirable : « Je ne peux, tout de même pas, retirer les Affaires étrangères à M. Flandin. — Donnez-lui les Finances, l'Économie nationale. C'est le poste qu'il avait, en 31, dans mon Cabinet. » Darlan prononce, de nouveau, quelques mots d'une voix sourde et la conversation s'éteint. La porte s'ouvre. Laval et Abetz traversent le grand salon et montent l'escalier. Le Maréchal, toujours très calme, nous fait signe à Goros et à moi. « Vous avez bien suivi ce qui s'est dit ? — À peu près, Monsieur le Maréchal. — Eh bien, mes amis continuez ! Ils sont montés à l'étage du dessus. Je tiens, absolument, à savoir ce qu'ils vont se dire. » La consigne devient scabreuse.

Nous montons, à notre tour, l'escalier et, dans le couloir du premier étage, un huissier nous indique, d'un geste furtif, presque prudent, le petit « salon des confidences ». Faudra-t-il nous glisser dans une chambre voisine, et tâcher de surprendre, encore, quelques bribes de conversation ? J'hésite à franchir le seuil de la pièce. « Du courage ! me dit Goros. C'est pour la France ! » Mais, la chambre voisine est, par malheur, celle du général Brécard. Il n'a pas attendu la consigne du Maréchal. Il s'est mis, de lui-même, au travail. Il s'y est, même, mis en famille. Sa femme et lui ont déjà l'oreille collée à la porte. Nous les dérangeons, manifestement. « Qu'est-ce que vous venez faire ici, nous dit Mme Brécard ? » D'un geste, Goros lui indique son intention de la suppléer. « Eh bien, et nous ? lui jette M^{me} Brécard, d'une voix de stentor. On n'entend rien, d'ailleurs ! » C'est rigoureusement exact. La porte de derrière doit être capitonnée. Résignons-nous. Nous ne saurons pas ce qui se sera dit entre Laval, Abetz et Achenbach...

[83]

Déjeuner morose. Abetz ouvre à peine la bouche. Le Maréchal tapote la table de ses doigts. Nous parlons de choses et d'autres. Au café, Baudouin se rapproche d'Abetz et lui demande, à brûle-pourpoint, si le gouvernement allemand verrait d'un mauvais œil la nomination de François-Poncet au Secrétariat général de l'Information. De la part de Baudouin, ancien ministre des Affaires étrangères, et qui a dû lire le *Livre jaune*, la question m'étonne. « Jamais ! » répond sèchement Abetz.

*
* *

Ces messieurs se retirent dans leurs chambres du Majestic. Mais, à quatre heures, le Maréchal me fait appeler. Il paraît, pour la première fois de la journée, un peu nerveux. « Vous allez faire une promenade en voiture, Monsieur le Maréchal ? — Il s'agit bien de cela ! Figurez-vous que ces types-là veulent y aller et que je ne peux pas les en empêcher. — Qui et où, Monsieur le Maréchal ? — Abetz et ses amis, à Châteldon. — Je crois que c'est en effet bien difficile. Nous ne pouvons, guère, leur opposer la force. — Oui, mais je tiens à savoir ce qu'ils vont se dire. » Toujours l'éternelle, l'obsédante préoccupation. Je dissimule mal un sourire. « Nous ne pourrons pas, cette fois, écouter aux portes, Monsieur le Maréchal. — Non, mais vous pouvez faire autre chose, quelque chose d'aussi précieux. Vous allez vous rendre, vous-même, à Châteldon et vous me direz ce qu'ils se sont raconté. » Je fais la grimace. « Pour une corvée, Monsieur le Maréchal... — Il n'y a pas de corvée qui tienne, mon ami. Débrouillez-vous ! »

Je me rends au Majestic et me fais annoncer à Abetz : « Le Maréchal, monsieur l'Ambassadeur, désire qu'un membre de son cabinet vous accompagne jusqu'à Châteldon. J'ai l'honneur d'exécuter ses ordres. » Le visage d'Abetz se rassérène. Et c'est presque aimablement qu'il me dit : « Mais, avec le plus grand plaisir. » Il m'entraîne vers sa voiture : « Voulez-vous monter à ma droite ? »

Jamais je n'oublierai ce trajet de Vichy à Châteldon, dans l'« équipage allemand », par cette fin d'après-midi d'hiver, sur une route glacée, la lourde voiture filant devant un rideau d'arbres

dépouillés. [84] Rendre visite, au milieu des Allemands, à un homme, hier encore, tout-puissant, et que les Français retiennent dans leurs rôts, parce qu'il s'est montré trop docile envers l'Allemagne, il y a, vraiment là, matière à de singulières réflexions. Nous parlons peu. Je risque quelques propos sur la température, sur la rue de Lille, sur « Coco » le petit chien de Marie-Antoinette, enterré dans le parc des Moustier, contigu à l'Ambassade et que la chancellerie du *Reich* a récemment acheté. Abetz me répond courtoisement, l'air légèrement absent. Le soir tombe. Nous pénétrons dans le village. Les casques des gardes mobiles luisent dans la pénombre. La population s'assemble sur la petite place. Nous montons la rampe du château. Devant le perron, en tenue de « *gentleman-farmer* », lourds souliers, bas de sport, deux chiens de race à sa droite et à sa gauche, Laval nous attend. Il serre avec affabilité la main d'Abetz, celle d'Achenbach, se fait présenter Sonnenhol et Gontard, les deux Allemands de la suite. Je m'écarte discrètement. Mais j'entends le début de la conversation. « Vous êtes des amis, de vrais amis ! Vous venez voir un ami dans la peine. Jamais je n'oublierai votre geste. Cette visite chez moi, aujourd'hui, c'est très chic. » Il leur serre de nouveau la main. Je m'avance légèrement. « Qu'est-ce que vous faites ici, du Moulin ? — Le Maréchal m'a prié d'accompagner l'ambassadeur du *Reich* jusqu'à Châteldon, monsieur le Président, et je vous connais assez, pour savoir que vous ne me refuserez pas la tasse de thé, qui attend ces messieurs. » Un grognement. « Suivez ! ». Il aurait pu dire « Suivez le guide ! » Car c'est la visite du château, ou du musée, qui commence. Le maître de maison est en verve. Il conduit ses invités dans deux ou trois pièces, leur fait admirer la vue, ou ce qu'il en reste, s'arrête devant une plaque de cheminée, où se trouve exaltée la fière résistance d'un sire de Châteldon aux Anglais. « Déjà !... » souligne-t-il simplement.

Allons-nous monter jusqu'à la terrasse ? Non. Nous entrons dans la salle à manger. Mme Laval et sa fille s'y tiennent. Je dois à la vérité de dire qu'elles accueillent les Allemands avec une certaine réserve. On s'assied autour de la table, une table recouverte, encore, de sa toile cirée. Je compte les convives. Nous sommes huit : Laval et sa femme, Mme de Chambrun, les quatre Allemands et moi. Les [85] théières se remplissent. Je me trouve à côté de Mme de Chambrun, que je ne connais pas, mais qui veut bien me parler d'une de nos communes amies, malade dans une clinique de Lausanne. Laval fait passer les

cigares : de beaux cigares, avec leur petit étui de bois léger. Cigares et thé ; drôle de mélange. La conversation n'en est pas moins savoureuse. Elle me paraît, d'abord, un peu décousue. Aucune allusion au « coup de force », aux entretiens du matin. Mais Achenbach, qui a des lettres et du bagout, se charge de la ramener sur le plan philosophique. Il attaque le thème de la « fidélité », vertu à laquelle, si je comprends bien, le Maréchal aurait, surtout, manqué. Je jette mon grain de sel dans le débat, en soulignant que la fidélité mériterait d'être, ici, remplacée par la confiance. On sourit. On s'attendrit, même, sur le désespoir des vrais amis : ceux de Paris qui sont sans nouvelles, qui ont craint le pire ; ceux d'Allemagne, qui n'auront que dans quelques jours l'écho de l'arrestation. Abetz me frappe par son silence. Quel dessein nourrit-il ? C'est, décidément, Achenbach qui est chargé de faire les frais de la conversation.

Mais, tout à coup, Abetz jette un coup d'œil à Laval. Tous deux se lèvent et gagnent une petite porte. Vais-je les suivre ? Mon mandat m'en fait presque un devoir. Mais il y a, tout de même, des bornes à l'indécence. Je me rabats sur quelques gâteaux. Les deux compères rentrent, au bout d'un quart d'heure, l'œil luisant et Abetz demande à M^{me} Laval la permission de prendre congé d'elle. Nous repartons. Même équipage, mêmes salamalecs au départ, et, dans la voiture, mêmes banalités courtoises.

Une heure plus tard, Laval est au restaurant Chanteclerc et dîne avec les quatre Allemands. Les suivra-t-il ? Les paris s'engagent. Mais nous n'aurons que plus tard la clé de l'énigme. Nous l'aurons, en pleine nuit, le général Laure et moi, en saluant aux barrières de La Madeleine — toujours cet affreux protocole — l'équipage allemand qui rejoint Paris. Les automobiles ne sont plus six, mais sept. Au milieu du convoi, une petite voiture, sans phares, plus sombre que les autres. M. Laval s'éloigne...

[86]

Telle fut l'aventure du 13 décembre. Telles furent ses premières suites. Je me suis, souvent, demandé si nous avions agi avec circonspection, si nous n'aurions pas mieux fait d'attendre quelques jours, de prendre de plus grandes précautions, d'éviter une mise en scène un peu ridicule. Un crime, affirmera la presse de Paris. Un coup d'épée dans l'eau, murmureront les gaullistes. Dans de nombreux

milieux, l'intervention des GP fut vivement critiquée. Elle le fut à juste titre. Outre qu'elle n'aboutissait qu'à la mise en cage de quelques comparses — le jeune Sokolowski, notamment — elle donnait à cette fin de soirée l'allure d'un « raid cagoulard », d'une expédition punitive, de quelque chose d'assez contraire aux traditions françaises. Qui l'avait ordonnée ? « C'est vous ! » me dira, le 21 décembre, Marcel Peyrouton, dans un vif mouvement d'humeur. — Moi ? — Oui, j'en ai la preuve. Voici deux rapports de police qui précisent votre rôle. — Je sais, mon cher ministre, ce qu'il faut penser des rapports de police et j'imagine que vous le savez mieux que moi. Faites venir simplement le colonel Groussard, le chef des GP. Il vous dira de qui il tient ses ordres. »

Le colonel Groussard ne fit aucune difficulté à reconnaître que je n'étais pour rien dans l'affaire et que les ordres venaient d'ailleurs. Il se refusa, en ma présence, à préciser davantage. Mais j'appris, quelques jours plus tard, que le vrai responsable était Alibert. Le Garde des Sceaux s'était mis, vers six heures du soir, en rapport avec le chef de la police supplétive et l'avait prié de « corser le scénario ».

Mais cet épisode des GP mis à part, l'arrestation de Laval doit-elle être regrettée ? Je ne le pense pas. Elle répondait, à l'époque, à un profond besoin d'assainissement. Elle témoignait d'une volonté réelle d'indépendance. Elle eut un long écho dans le pays. C'était un coup d'éponge sur le tableau noir de Montoire, le premier désaveu de la collaboration...

C'était aussi l'aventure, la porte ouverte à des pressions allemandes de plus en plus rudes, le début d'une épreuve de force, où le Maréchal succomberait, la certitude de ne plus trouver un homme, qui pût être à la fois le Chef du Gouvernement et l'agréé provisoire de l'occupant.

[87]

L'amiral Darlan fera perdre du temps à la France. Il en fera perdre aussi à l'Allemagne. Il se roulera, à son tour, dans la fange de la collaboration, moins par l'effet d'une conviction profonde ou d'un long calcul, comme Laval, que par simple opportunisme. Mais « attentisme », en réponse, déploiera ses premiers efforts. On pouvait, sans doute, faire mieux. On pouvait faire pire, aussi. Il eût mieux valu, pourtant, que Laval disparût avant Montoire. Il eût mieux valu, surtout, qu'il ne reparût pas, seize mois plus tard...

[88]

[89]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre IV

LE MARÉCHAL

[Retour à la table des matières](#)

On a fait son portrait, physique et moral, vingt fois, cent fois. Sur le physique, on s'est à peu près mis d'accord : jeunesse, alacrité, sveltesse de la taille, vivacité du regard, halo de lumière autour du fin profil de médaille. Mais sur le moral ? Que de fables, que de légendes, que de pieuse ou de perfide littérature ! On l'a traité de tous les noms : de sauveur de la Patrie, de Père du peuple, de messenger de la Providence, de valet d'Hitler, de fourbe, d'assassin...

Ceux-là mêmes qui l'accusaient de gâtisme en 1942, ou de somnambulisme en 1943, n'ont pas hésité à lui attribuer, en 1944, l'ambition froide, les calculs pervers, la soif du pouvoir, l'appétit des richesses, un goût morbide de la trahison. Peu d'hommes auront éprouvé l'amour et la haine, au même degré. Peu d'hommes en auront connu les ondes et les fièvres, en un temps aussi bref.

Je plains les historiens de l'avenir, s'il leur faut accumuler les fiches, dépouiller les notes, recourir aux sources empoisonnées de l'aveuglement ou du fanatisme. Comment parviendront-ils, sans l'aide du contact direct, à recomposer le personnage ? Sans doute, les jugements des contemporains se sont-ils modifiés, révisés avec le temps, avec les déceptions, les rancœurs, les fureurs. Sur le filigrane d'origine, beaucoup de traits sont venus s'ajouter, en surimpression, en désordre. Mais, dans cette peinture en relief, les empâtements de la fin

ont aveuglé l'huile légère des débuts. Pourquoi s'en tenir à la dernière touche ?

J'ai vu ce « vieillard morose, cynique et cruel » pleurer comme un enfant, à l'annonce du martyre des fusillés de Châteaubriant. J'ai [90] senti cet « homme indifférent » s'émouvoir, au récit des souffrances de l'Alsace, de la détresse des réfugiés. J'ai surpris, chez ce Chef d'État, solitaire parmi les foules, pénétré de la grandeur de sa tâche, imbu, parfois, jusqu'à l'inhibition de la légitimité de son pouvoir, une insurmontable angoisse à la pensée de ses limites et de sa misère. Vais-je, à mon tour, tenter de restituer les véritables traits d'un homme que j'ai beaucoup connu ? J'hésite devant l'esquisse. Mais la psychologie du Maréchal offre, encore, une part trop large au mystère, pour que le témoignage des familiers n'en soit pas requis avec une plus grande exigence...

*
* *

À quatre-vingt-quatre ans, Philippe Pétain a conservé la force de ses soixante ans. Il peut faire, sans fatigue, cinq ou six kilomètres à pied. Il étonne les scouts de la Haute-Vienne, par la longueur de ses foulées. Il soulève de sa canne, à l'horizontale, une petite fille de six ans. L'appétit est robuste, presque excessif : de la viande aux deux repas, peu de vin, pas d'alcool, et, depuis l'Espagne, plus de cigarettes. Un sommeil excellent, des nuits régulières de huit ou neuf heures.

Un système sanguin en parfait équilibre, 9-13 de tension, un cœur de trente ans. Pas de piqûres, en dépit de la légende. Mais tous les deux jours, un léger massage électrique, qui redonne de la tonicité aux muscles. Et c'est tout.

En vingt et un mois de Vichy, je n'ai vu le Maréchal alité qu'un matin : une légère congestion du foie. Quelques heures de sommeil supplémentaires, une tasse de lait à midi, et, le soir, la « machine » l'implacable machine repartait.

Cette santé prodigieuse, presque monstrueuse, ne l'étonne pas. Elle est de famille : plusieurs de ses grands-parents ont dépassé l'âge de quatre-vingt-dix ans. Le Maréchal sait qu'il lui reste, encore, de nombreuses années à vivre. C'est sans émotion, presque en souriant, qu'il désigne un « dauphin ». Ses deux dauphins mourront avant lui. Ni

Vichy, ni Sigmaringen, ni le fort de Montrouge, ni les outrages du procès n'ébranleront cette santé. Quelques infirmités, cependant: l'oreille gauche un peu plus faible ; l'hiver, une légère tendance au [91] catarrhe. Mais l'œil, l'œil bleu, d'un bleu si vif, si pur, « l'œil bleu des d'Orléans », a gardé toute sa jeunesse. Des lunettes, sans doute, pour les journaux, pour les dossiers. Mais, s'il lui arrive de les oublier — comme à Royat devant le Conseil d'État — il poursuit, à l'œil nu, la lecture d'un long discours.

Une grande sensibilité tactile, une étonnante finesse d'odorat, une certaine éducation du palais, encore qu'il soit, au fond, moins fin gourmet qu'il le prétende et, qu'à part les langoustes ou les huîtres, il sache faire ses délices d'une cuisine riche, mais banale.

De la mémoire, musicale, surtout. Une extraordinaire aptitude à retrouver des airs d'opérettes, à les restituer d'une voix juste. De ces airs, qu'il fredonne en s'habillant, en se rasant, en taillant, lui-même, un par un, les poils de sa moustache. Une très grande netteté physique : la vue d'une tache sur un vêtement l'incommode. Mais, au fond, peu de goût artistique : un beau paysage, de vastes horizons — la chaîne des Puys, les monts du Livradois — l'attirent moins qu'une touffe de bruyère, le tronc d'un vieil arbre, le plumage d'un oiseau. Que de fois ne l'ai-je pas vu tomber en pâmoison, à la vitrine de quelque antiquaire, devant d'épouvantables chromos !

*
* *

Au moral, ce qui frappe d'emblée chez le Maréchal, c'est ce que nous appelions les trois « S » : simplicité, sérénité, souveraineté. Cet homme du peuple est simple. Il a l'abord direct, facile. Il aime la vie, la vie des autres, le regard d'une jolie femme, les jeux des enfants. La laideur physique l'exaspère, le pousse à l'injustice. Tel membre de l'Académie française, tel jeune juriste, que je ne nommerai pas, en ont fait parfois la cruelle expérience.

Aucune fatuité, aucune recherche de l'effet. Même langage avec des ouvriers, des paysans, des cousinettes, des ducs. Un don de répartie extraordinaire, où la gaîté, la drôlerie, le sens de l'humour, le goût du calembour — si surprenant chez cet homme grave — s'affirment davantage que l'esprit véritable. La passion des anecdotes, d'anecdotes souvent plates, parfois scabreuses, trop fréquemment répétées. Cette

habitude de la répétition nuit, même, au rayonnement de l'auteur, [92] de l'homme de lettres. Le Maréchal qui sait écrire et qui l'a prouvé conserve, avec une sorte de fétichisme, le recueil de ses discours, de ses discours d'avant-guerre, surtout : réception à l'Académie, éloge des Maréchaux membres de l'institut, panégyrique des généraux défunts. Il les relit et les redit. J'entends, encore, cette oraison funèbre du général de Boissoudy, dont il nous accablait, dans les grandes circonstances. Et cet hommage rendu à Lyautey, place Stanislas, à Nancy, par le ministre de la Guerre de 1934, qui ne rougissait pas de marquer, jusque devant la tombe, un point à son vieil adversaire...

Une sérénité sans égale. La sérénité qui lui a permis de « tenir » si souvent, de vaincre l'adversaire. Mais une sérénité qui s'incorpore à son personnage, dont il entretient l'ivoire, et qui finira par accréditer la légende de la frigidité, de la paresse de l'âme...

Une « souveraineté » prodigieuse. Cet homme du peuple qui a les goûts d'un bourgeois et les manières d'un grand seigneur aurait pu naître sur les marches d'un trône. Dix siècles d'histoire ont l'air de faire escorte à sa noble démarche, à sa droite stature, à ses grâces retenues et bienveillantes. Des femmes, à sa vue, esquissent une révérence : il les relève en leur baisant la main. Et dans la petite ville d'Ussel, que je traverse un soir d'octobre (1940), des gens simples, de petits employés, des voyageurs de commerce lèvent leur verre, à la fin du repas, « Au Maréchal ! »

Un caractère difficile à saisir. Une grande droiture naturelle, une parfaite égalité d'âme. Mais de singuliers revêtements : un flegme souvent déconcertant, le goût de la taquinerie, et cette tendance au sarcasme, qui sont comme les défenses avancées d'une âme inquiète, ombrageuse. Beaucoup de méfiance : à l'endroit de soi-même ; à l'endroit des autres. Une méfiance qui ferait croire à de la dissimulation, tant elle se renouvelle, tant elle paraît annuler les premiers abandons. Le Maréchal doute de son propre instinct. Il entend en confronter les monitions avec l'expérience d'autrui. Mais il poursuit obscurément son idée et s'il accueille avec empressement les avis qui lui paraissent la fortifier, il s'inquiète trop vite de la sincérité du conseiller. Il se renferme alors, en lui-même. Mais il s'y découvre seul, sollicite un nouveau conseil, paraît le suivre en [93] attendant d'en épouser un troisième et se donne, ainsi, l'apparence de n'écouter que le « dernier qui parle ». Cette adhésion rétractile étonne l'interlocuteur de la veille,

trop vite approuvé, trop vite abandonné. Elle le ronge lui-même. Elle fait éclater, au-dehors, ses velléités, ses indécisions, ses contradictions. Elle n'est, à tout prendre, que la ligne de fracture d'un double et décevant complexe. Un complexe d'infériorité, car le Maréchal connaît trop bien les limites de son entendement : un complexe de supériorité, car s'il mesure les difficultés de sa tâche, il se croit, malgré tout, le plus apte à la remplir.

Au total, un écartèlement qui accroît sa naturelle amertume, qui l'enfoncé davantage dans la solitude, qui l'empêchera de devancer le destin, parfois même de le happer. Il est, à la fois, trop faible et trop « couronné » pour lutter de vitesse avec la chance. Un cœur angoissé, sous la lourde armure espagnole... Mais Charles-Quint démissionna. Le Maréchal n'y pense pas. Ou s'il y pense, c'est pour repousser ce qu'il croit être une lâcheté. Il ne lui restera comme itinéraire de fuite, comme route d'évasion, que les froides avenues du « sacrifice solitaire » : une frénésie d'abnégation, sous ce hallier, que n'éclaire plus la haute lumière du jour; un goût de l'immolation par l'immolation. L'Hôtel du Parc, ne sera plus bientôt qu'un Escorial, où se croiseront les ombres gandhisantes de la non-résistance et les sabres d'honneur des samourais...

Mais, cela, c'est l'intime pensée du Maréchal. Il ne la communique qu'assez peu. Il cherche à faire illusion. Il répand, au-devant de lui, par son mutisme, comme par ses variations, un léger nuage de fumée « Cet homme-là fabrique de la neige carbonique » nous dit l'amiral Darlan, qui n'arrive pas à le comprendre. C'est un peu cela. Mais s'il protège ainsi sa carapace, le Maréchal n'éclaire plus sa marche. Il donne le change sur la pureté de ses intentions, sur la continuité de son dessein, sur sa volonté. Il fait douter de sa grandeur d'âme.

Il en fera douter, davantage, par son entêtement à souligner d'un trait cruel le drame de certaines situations. Le désastre... la défaite... Que de fois ne l'ai-je pas supplié de substituer à ces mots terribles des expressions plus atténuées: nos déboires, l'infortune de nos armes... Il refusait. « J'appelle un chat un chat. Pourquoi biaiser, pourquoi tricher ? Nous avons été battus. Nous battons plus tard. L'histoire [94] de France est plus riche de victoires que de défaites. Sachons encaisser. Le pire dérèglement de l'esprit est de camoufler la vérité. » Il caressait, en attendant, l'échine de ses auditeurs, d'une inflexible trique. Et ces auditeurs se révolteront. Ils le traiteront de masochiste, de défaitiste, de

« moraliste capitulard ». Ils ne relèveront chez ce graveur d'eaux-fortes que la luxure de l'asservissement. Ils se tromperont. Il ne les avait pas assez trompés...

On a dit de lui qu'il manquait de bonté. C'est aller un peu vite en besogne. Le Maréchal, certes n'est pas « bon ». Il n'est pas bon, au sens où l'on entend d'ordinaire la bonté, même chez les vieillards : affabilité du cœur, souci fraternel de l'être humain, disponibilité constante de pitié, de miséricorde. Non que l'égoïsme soit, chez lui, dominant — il existe, à la surface — ni le cœur désespérément sec. Mais la bonté lui paraît une faiblesse, une perte de temps, une effusion sans objet. Il n'est pas méchant, cependant, n'a que rarement la dent dure, le propos à l'emporte-pièce. À peine les piqûres légères de la causticité. Il ignore les violences du langage, les vengeances crépitantes. On ne lui devine aucun ressentiment profond. Il ne demandera la prison pour personne. C'est un homme qui regarde les choses de haut...

On lui a, parfois, reproché de l'ingratitude. Le reproche n'est pas sans fondement. J'en puis parler d'autant plus librement, que je suis, peut-être, le seul à n'en avoir jamais souffert. Mais que d'anciens amis, que de collaborateurs fidèles, que de partisans dévoués, il a déçus jusqu'au tréfonds, par ses distractions, par ses oublis, par l'absence d'un mot, d'un geste, d'une attention, au moment d'un départ, qu'il n'eût tenu, bien souvent, qu'à lui de différer, d'éviter.

« Je n'imvole personne, avait-il coutume de dire, mais personne ne m'est indispensable. Les meilleurs me reviendront, améliorés par l'absence. » Ce sont bien là les mots d'un chef d'état-major, qui voit se succéder, auprès de lui, des « équipes de brevetés ». De ces équipes interchangeable, dont le stage prend fin sur une période de commandement. C'est le réflexe d'un Chef de l'autre guerre, qui se souciait moins de guérir des blessures d'amour-propre que d'assurer la sélection des meilleurs. « Ils me reviendront !... » La sécession de Charles de Gaulle ne l'avait pas, au fond, beaucoup troublé. « C'est [95] le meilleur, nous disait-il, souvent. Nous nous retrouverons ! Dommage que l'orgueil ait gâté une aussi belle intelligence. » En attendant, il le laissait condamner à mort. Mais il ne croyait pas à cette mort. Il s'était, même, interdit de faire exécuter le jugement. « Une condamnation de principe, répétait-il. Et ce sera tout ! »

Des compagnons de la première heure, de Bordeaux, de Vichy, bien peu demeureront auprès de lui. Alibert et Lémery ont été abandonnés, sans un mot de regret. Au général Laure, l'historiographe, l'ami fidèle, l'homme de cœur qui, le 13 avril 1942, lui disait : « Monsieur le Maréchal, je sens que je n'ai plus votre confiance. Il vaut mieux que je m'en aille », le Maréchal répondait simplement : « Vous avez, peut-être, raison. » Laure est parti, les larmes aux yeux. Les Allemands l'ont arrêté dix-huit mois plus tard dans sa propriété du Var, et l'ont ramené en Allemagne. Ingratitude de souverain...

L'âme du Maréchal n'aurait-elle pas connu les labours profonds de la douleur, les brusques détresses de la solitude, l'angoisse pascalienne ? Je me le suis parfois demandé. Il ne manifestait, en tout cas, que peu de goût pour la philosophie, n'admettait, en sa compagnie, qu'un petit nombre d'auteurs spiritualistes. Ses sentiments religieux, hérités d'une vieille lignée de croyants, semblaient, dans l'ensemble, peu nuancés. Cet homme, en qui l'on a cru découvrir un parangon du « cléricisme », ne révélait de lui-même que les réactions d'un chrétien trop vite satisfait. Il n'allait à la messe qu'aux jours de grandes fêtes, et quand son entourage l'y poussait. Les dimanches ordinaires, un concert d'orgue à la radio lui suffisait. « Ce sont là des réflexes de protestant », lui disais-je, un jour. « Mais c'est que je suis très loin de mépriser les protestants. Leur religion est pleine de dignité. Elle m'agace, un peu, par son goût de la discussion. Mais elle fait appel aux plus hautes qualités de pureté et de désintéressement. Taine a demandé le secours d'un ministre, à son lit de mort. Et je n'ai pas de meilleur ami que le Pasteur Boegner. »

Il lui préférait, à vrai dire, certains évêques, Mgr Rémond, surtout, dont la verve endiablée l'amusait. Il s'enquêrait auprès des Cardinaux de la personnalité véritable du Pape et ne manquait jamais une occasion de témoigner de son admiration pour le Souverain Pontife. De sa reconnaissance aussi. Car Pie XII, chose curieuse, [96] avait collaboré à la rédaction des *Principes de la Communauté*. Le Maréchal lui avait demandé, par l'intermédiaire du Nonce, son sentiment sur deux ou trois formules de ce catéchisme civique, auquel il attachait une grande importance. « Ce sentiment, il me l'a donné, nous disait-il, un jour, et de la façon la plus stupéfiante. J'avais mis l'accent sur les devoirs de l'homme. Le Pape n'a pas hésité à rétablir la notion des droits. »

Intelligence au-dessus de la moyenne, déductive, pétrie de bon sens, d'un bon sens paysan, qui vivifiait la trame du raisonnement. Intelligence fraîche. Plus de logique que d'imagination créatrice. Plus d'aptitude à l'analyse, à l'analyse de l'être humain, surtout — qu'il devinait merveilleusement, jusque dans ses recoins les plus secrets — qu'à la synthèse. De bonnes humanités (à Arcueil chez les Dominicains), beaucoup de latin, d'un latin qui demeurerait présent en ses racines, en ses nombres, peu de grec ; une connaissance superficielle de l'anglais, plus superficielle, encore, de l'allemand. Quelques rudiments de mathématiques : ceux que l'on enseignait à Saint-Cyr. Mais, plus encore que de véritable culture, une belle conscience intellectuelle : rectitude du jugement ; probité de l'esprit, sens du rapport entre les idées, horreur du vague, de l'impropriété des termes. Il faut avoir vu le Maréchal analyser ou composer un texte, peser la valeur d'un mot, d'un adjectif, déplacer indéfiniment une virgule, pour comprendre le souci qu'il portait à l'expression juste et dense de la pensée.

Au fond, un vrai type de Français : un sage, un homme équilibré, trop équilibré, pour cet âge d'héroïsme et de folie. Un porteur de nos plus lointains sédiments : une nuance d'hédonisme, une teinte de scepticisme, l'horreur des gestes démesurés, des entreprises coûteuses ; un goût de l'ordre, de l'économie, beaucoup de bonne volonté, peu d'illusions, le sens du travail, de l'application. Mais un « homme seul », à qui manquait l'accent, à qui parfois manqua l'âme. Un Français qu'auraient aimé Montaigne, Sully, Boileau, La Bruyère, Sainte-Beuve, M. Thiers. Un Français que n'auraient point compris Racine, Vauvenargues, Joubert, Chateaubriand, La Mennais. Un prédestiné, sans la grâce...

*
* *

[97]

Tel était l'homme, l'homme privé, au moment où je le rencontrai, pour la première fois, dans sa petite villa de Saint-Sébastien, au printemps de 1939.

Mais l'homme public ? l'homme du pouvoir ? Disons, tout de suite, qu'il n'avait aucune formation politique. Où l'aurait-il puisée ? En garnison, où il ne lisait guère ? À l'École de guerre, où il s'évertuait à

faire prévaloir une doctrine ? Politiquement, le Maréchal était nu, nu comme un enfant. Il avait le sens de l'homme, l'intuition du cœur humain, de ses beautés, de ses faiblesses. Il n'avait pas le sens des masses, sinon des masses commandées, des masses militaires. Pas davantage, le sens du peuple, dont il était cependant issu, mais qu'il ne saisissait qu'abstraitement.

La République fut sa grande contemporaine. Il ne la précédait que de quinze ans. Elle l'avait, dans l'ensemble, trouvé fidèle. Le Boulangisme, Panama, laissèrent indifférent l'homme d'études. De simples accidents. L'affaire Dreyfus suscita, par contre, chez ce quadragénaire, des réactions diverses. « Nous ne pouvions, comme officiers, donner tort aux tribunaux militaires. Mais nous sentions que le problème était mal posé. J'ai toujours cru, pour ma part, à l'innocence de Dreyfus. Mais pourquoi cet animal-là s'est-il aussi mal défendu ? »

À l'opposé de Foch, de Castelnau, de Lyautey, de Franchet d'Esperey, hommes de foi, de foucade ou de mâchoire, Philippe Pétain faisait, encore, en 1930, presque figure d'homme de gauche, de Maréchal républicain. Son mariage l'éloigna quelques années du cercle des « bien-pensants ». Ses contacts avec les « civils » les plus brillants de sa génération s'étaient noués au *Déjeuner Paul Hetvieu*, une table du Centre gauche. Mais le Maréchal était au fond un « modéré », un bourgeois, que le dérèglement des mœurs publiques, les progrès de la démagogie ne pouvaient laisser insensible. Plus encore que les murmures frondeurs des salons, plus que l'atmosphère feutrée de l'Institut, son expérience du ministère de la Guerre, l'avait fait, en 1934, sérieusement évoluer.

À la Chambre, en séance plénière comme en commission, d'embarrassantes questions lui étaient posées. Il n'y trouvait pas d'immédiates réponses. Il en souffrait. Lyautey, qui frappait du poing sur la table, [98] aurait, alors, comme en 1916, jeté sa démission à la tête de ses contradicteurs. Pétain remâchait en silence ses déceptions. Il avait fait partie, après la chute de Flandin, d'un cabinet Bouisson, que la Chambre avait renversé le jour même de sa présentation. C'était une incorrection, et pour tout dire une irrévérence. Il ne l'avait pas oubliée. Il demeurait républicain, au moins des lèvres. Il s'était réveillé antiparlementaire.

Mais ses conceptions nouvelles manquaient d'ampleur, d'étoffe de racines. Maurrassien ? Voire. Le Maréchal aimait Maurras. Il l'admirait. Mais de confiance. Il n'en avait, sans doute, pas lu plus de vingt pages. Il n'avait pas davantage « l'esprit factieux ». Le 6 février, l'apparition des Ligues l'avait frappé d'étonnement. Il s'était séparé du commandant Loustaunau-Lacau, l'un de ses officiers d'ordonnance, parce que Loustaunau lui semblait mener une action trop parallèle à celle des groupes d'autodéfense. Il s'était brouillé avec La Rocque. Il n'avait que du mépris pour Doriot, son adversaire du Rif en 1925. Sa « clientèle » politique restait mince : Alibert Lémery, Reibel, Bardoux, Lillaz, (un député de casino). Parmi les jeunes, Bertrand de Maud'huy, fils du général, ancien membre des Croix de Feu, Bernard de Plas, officier d'infanterie coloniale industriel et bergerysant. Tous deux hommes de valeur. Mais au total, peu d'orienteurs.

Quant aux réformes constitutionnelles, le Maréchal n'y avait qu'assez peu réfléchi. D'instinct, il transposait, sur le plan politique les méthodes militaires. « Il faudrait que je puisse commander à trois hommes, qui commanderaient à quinze, lesquels commanderaient à cent. Et ainsi de suite... La pyramide ! » Cette vocation polyédrique ne pouvait que l'incliner vers les vertus d'une Révolution par en haut. « L'autorité vient d'en haut, me disait-il souvent, vous l'oubliez ! — Sans doute, Monsieur le Maréchal. Elle vient même de Dieu. C'est, au moins, Saint Paul qui l'affirme. Et l'onction du sacre accroissait, chez les princes, le prestige du sang. Mais si l'autorité vient d'en haut, l'adhésion vient d'en bas. Le problème politique ne consiste-t-il pas à réaliser l'équilibre entre ces deux notions ? — Si vous le voulez. Mais, à la condition de ne pas les met [99] les forces d'inertie, les colloques inutiles. — Croyez-vous qu'à mobiliser l'adhésion, vous en ferez l'économie ? »

Nos discussions n'allaient pas plus loin. Et je dois reconnaître qu'elles témoignaient d'un assez faible esprit philosophique. Mais il serait exagéré de prétendre que le Maréchal se fût jamais pris pour un envoyé de Dieu. Il avait trop de finesse, trop de sagesse, il avait trop les pieds sur terre, pour se croire l'interprète d'un message inspiré.

*

* *

Mais de ce pouvoir, qu'il se représentait assez mal, qu'il abordait sans éducation préalable, qu'il n'exerça qu'avec intermittences et sans génie, le Maréchal avait-il, vraiment, ce goût morbide, cette soif inextinguible, qu'on lui a si souvent prêtés ? S'y attachait-il, comme un « enfant à son hochet », comme un « intoxiqué à sa drogue » ? Nullement ! Il n'y eût jamais, chez lui, l'ambition démesurée du pouvoir. L'avait-il seulement souhaité ? Peut-être dans les derniers mois de 1939, et sur des suggestions venues de quelques amis. N'entendait-il le recueillir qu'au prix d'une défaite de la France ? Son procès a fait, au moins, justice de cette ignominie. La vérité paraît plus simple. Le Maréchal a vraiment souffert de l'infortune de nos armes. Il aurait donné beaucoup, au début de la guerre, pour avoir trente ans de moins, pour reprendre le commandement d'une armée. Mais, lorsque le pouvoir s'est offert à lui, il lui a fait bonne figure. Il s'y est installé avec simplicité, en grand seigneur. Il a cru, sincèrement, que son nom, son prestige pourraient aider la France à se relever. Il a fait à son pays non pas le « don de sa personne », mot qui n'était pas de lui, et dont il regrettait l'allure prétentieuse, mais le don de son destin. Il lui a fait aussi le sacrifice de ses aises, de ses habitudes, de ses promenades, la canne à la main, dans les vignes de Villeneuve-Loubet. Et, les épreuves venant, le sacrifice de sa popularité, de sa gloire, de son nom...

Le pouvoir, pour lui, c'était une distinction nouvelle et si l'on peut dire, une nouvelle rangée de feuilles de chêne. Il l'acceptait, aussi naturellement que le bâton de Maréchal, l'Académie française, [100] le ministère de la Guerre, l'ambassade à Madrid. Rien ne l'étonnait, dans ce renouvellement, dans cet enrichissement du *cursus honorum*. Il se savait l'un des personnages les plus en vue de la France, le premier invité de l'Élysée. Il avait conscience de sa valeur. Il comprenait que l'on fit appel à sa sagesse, à sa sérénité. Une seconde existence commençait, pour lui, au lendemain du mauvais armistice ; une existence lourde, difficile, mais éclairée et comme transfigurée par la hauteur de sa mission. Et de même que les larmes lui venaient aux yeux, à la vue de celles qu'il provoquait, de même « l'aura » de sa souveraineté, ce magnétisme lumineux qui se dégageait de sa personne et de ses gestes, développait en lui le sens de l'*imperium*. Il se prenait, ainsi, à son propre éclat. Narcissisme de ricochet ? Non. Chaude et vivante imprégnation de la personnalité par le prestige.

Il se prenait, aussi, insensiblement, au jeu de ses courtisans. Et Dieu sait s'il en eut ! Dieu sait si l'encensoir se balançait lourdement sur sa tête ! « Vous lui rendez un bien mauvais service, disais-je, un jour, à René Benjamin. Vous lui dissimulez ses erreurs et ses faiblesses. » Mais Benjamin, tout à son cantique, tout à sa ferveur, n'entendait pas de si pauvres accents. Et la foule, une foule unanime, orchestrait la louange, avec un saisissant ensemble. L'admiration des hommes, l'adulation des femmes, le triomphe exaltant des premiers voyages, le ton des lettres qu'il recevait, tout cela eût grisé une tête moins solide. Le Maréchal ne se grisait pas, mais il s'accoutumait. De nouvelles habitudes naissaient, pour lui, de ces premiers mois, de cette première année d'une popularité, dont l'histoire ne connut, sans doute, qu'assez peu de semblables.

À ces agréments d'atmosphère s'ajoutait le confort d'une maison, qui, jusqu'en ses cuivrures provisoires, rappelait le train d'un commandant d'armée. Une table, des serviteurs stylés, des invités nombreux, l'argent facile. Cet homme qui n'avait jamais été riche, qui habitait à Paris un appartement très simple, dont le beau-fils avait dissipé les premières économies, se voyait, tout à coup, maître de dépenser à son gré, de dispenser à sa guise. Une liste civile appréciable, un budget de charité bien garni, de larges fonds secrets, lui donnaient l'illusion d'une aisance, à laquelle les vieillards sont [101] trop souvent sensibles. Non qu'il dépensât pour lui-même — que de largesses il accordait, sur sa liste civile, et que de faibles sommes il consacrait, chaque année, à l'embellissement de l'inesthétique Villeneuve-Loubet — mais il avait, désormais, le moyen d'obliger. Il pouvait aider tous ceux qui lui paraissaient dignes de ses faveurs : la veuve d'un officier, d'un ministre, un ancien Président de la République tombé dans la gêne, un chanoine du Nord, dont les œuvres périllaient. Cet argent ne s'arrêtait pas chez lui, mais il passait par ses mains. Et je n'assistais jamais, sans un sourire, sans un peu d'émotion non plus, au maniement de ces trois séries de carnets de chèques, où les « transferts » — des transferts de charité — se trouvaient notés d'une main précise, scrupuleuse.

À côté de l'argent, les cadeaux. Des cadeaux en nature, offrandes renouvelées du cérémonial monarchique. Le Maréchal aimait les cadeaux. Il aimait, surtout, à les recevoir et sa façon de remercier les donateurs : paysans du Puy-de-Dôme ou du Gers, petits ouvriers de

Thiers ou d'Aubusson, ferronniers d'art, dentellières, avait quelque chose d'inimitable. Mais la « cérémonie des cadeaux » prenait, à chaque voyage, une place plus importante. Elle se prolongeait, outre mesure. Je protestais, souvent, vainement. « Cela leur fait tant de plaisir ! » répondait le Maréchal. C'était possible. Mais des préfets trop stylés s'ingéniaient à susciter de longues théories de « bienfaiteurs », qui se fussent, sans doute, résignés à garder, par-devers eux, leurs fromages, leurs galettes ou leurs oies. Il y avait, surtout, un petit agneau frisé, pomponné, enrubanné de rose, qui se « reproduisait », si j'ose dire, au départ de chaque grande ville. On l'envoyait grossir le cheptel de Charmeil, une propriété que le Maréchal avait louée aux environs de Vichy. Cet agneau rituel m'exaspérait. Du moins, restait-il acquis au Maréchal, alors que les objets d'art, ou prétendus tels, se trouvaient répartis entre les familiers. « Nous n'avons plus besoin de théières ! », m'écriai-je un jour, tandis que le jeune prince de Robech — un spécialiste des offrandes courtisanes — conduisait, chez le Maréchal, je ne sais quelle délégation de l'orfèvrerie ou de la bijouterie. Un luxueux surtout d'argent n'en fut pas moins offert... Au total, manifestations inutiles, et, de la part du Maréchal, légères marques de sénilité.

[102]

Voilà ce qu'était, surtout, chez lui, le goût du pouvoir. Il s'y ajoutait, peut-être, un peu de vanité à la pensée de se sentir à la première place, de résoudre des problèmes importants, de trancher des différends. Il y avait, même, un petit côté « chêne de Vincennes » qui constituait le réduit juridictionnel de cette imagerie d'Épinal. Mais que de lassitude de la part du Maréchal devant l'excès de cette imagerie, devant ces traits reproduits à des millions d'exemplaires, agrandis au pochoir sur des murs lézardés, miniatures en broches, en médailles, en clips, devant ces timbres, où son profil rappelait invinciblement le profil du Maréchal Foch, devant tout ce matériel de propagande et d'affiches, dont son médecin lui vantait, insidieusement, l'efficacité. « Ai-je vraiment besoin d'être diffusé comme Franco ? » nous répétait-il, avec une nuance de mélancolie. « Les Français ne sont pas si bêtes ! On va trop loin. On abuse ! »

*
* *

Les années, en se suivant, en se « traînant », dans cette capitale dérisoire, rendront, de jour en jour, plus manifestes les faiblesses de l'homme, les irrésolutions du Chef, son impuissance à se séparer, non point de ses meilleurs amis, mais de ses plus mauvais ministres. Que d'erreurs de calcul lui fit commettre une trop large appréciation de ses dons, de sa séduction, de son prestige, de cette « infailibilité » surtout, manteau trop vite jeté, par la déférence des uns, par la convoitise des autres, sur une vieille charpente, ouverte à claire-voie ! Et de quels maux la France n'aura-t-elle pas payé cette obstination du Maréchal à se considérer, jusqu'au fond de l'impasse, comme l'incarnation vivante de la Nation !

Mais de cet homme, qu'abusa sa confiance en son étoile, en sa survie, de cet homme sage et réfléchi, où « l'harmonie des proportions moyennes » faisait sourdre, au physique comme au moral, la vraie beauté, je n'ai, jamais, vu jaillir nulle bassesse, nulle mesquinerie. Il aimait son pays. Il l'aimait beaucoup. Ce fut, peut-être, la seule chose qu'il aimât. Il mit, à son service, toute la passion dont il était capable. Il ne l'a pas servi comme il l'aurait souhaité. Mais ses lèvres n'auront jamais murmuré que des paroles de noblesse.

[103]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre V

LE RÉGIME, LE POUVOIR, L'ÉTAT

[Retour à la table des matières](#)

D'une expérience qui « fleura la monarchie », Léon Blum et ses amis ont cru pouvoir définir le sens et préciser les limites, en parlant d'« interrègne ». Le mot, sur leurs lèvres, prend un curieux accent. Interrègne : espace entre deux règnes. Au fond, il s'explique. La République cessait de régner ; le souverain, le souverain populaire, s'était tu.

Cette déshérence, cette viduité, ce silence, imposés par la défaite et par ses suites, ont-ils été mis à profit pour créer un nouveau régime, un régime qui fût la négation du précédent ? Et le « coup de force » du 10 juillet 1940 n'a-t-il vraiment servi qu'à déblayer le terrain, qu'à préparer sur le linceul de la République, en dehors de l'hérédité et des saintes huiles, mais dans une atmosphère de respect dynastique, l'avènement d'un succédané de la monarchie ?

Les initiés répondront, sans doute, que de cette monarchie, l'« archie » était absente, et qu'il n'en demeurait qu'un « monisme » assez fluide. Ils diront qu'en effeuillant la Constitution de 1875, sans trouver le temps d'en édifier une nouvelle, le Maréchal ne substitua à la « monarchie sans roi » de Mac-Mahon qu'une absence de République. Et l'histoire n'enregistrera pas, sans surprise, les positions

inverses et symétriques de ces deux Maréchaux de France portés, l'un et l'autre, à la pointe d'une équivoque, dont le premier posa contre la Monarchie qu'il aimait, la première pierre d'une République qu'il redoutait, dont le second crut pouvoir s'évader d'un régime, qu'il avait cessé de révéler, en dessinant l'esquisse [104] d'un régime qu'il ne réussit point à fixer... Mais ne nous laissons pas abuser par ces comparaisons historiques.

Succédané ou préface ? L'expérience du Maréchal préludait-elle, dans sa pensée, au retour de la monarchie ? Annonçait-elle quelque lieutenance générale du royaume, destinée à s'effacer, tôt ou tard, au bénéfice de la Maison de France ? La question a été posée bien souvent à Paris, comme à Vichy et l'on n'a point manqué de faire état des dispositions présumées du Maréchal, de son entourage, de ses ministres.

L'un de ces ministres, et non des moindres, Raphaël Alibert, ne s'interdisait pas de nourrir, à ce sujet, quelques arrière-pensées. Il se flattait, même, d'y avoir associé Baudouin et Bouthillier. Mais bien qu'il se fût porté fort de leur adhésion, et qu'il l'affirmât, au cours de ces audiences foraines, qu'entre deux cigares et trois portos, il multipliait sur le parvis de l'Hôtel du Parc, je n'en ai jamais rien cru. Baudouin et Bouthillier l'avaient, sans doute, payé de bonnes paroles, mais ils n'avaient pas pris d'engagement. Quant au Maréchal, il se bornait à faire l'éloge des Capétiens, à parler avec sympathie d'Alphonse XIII, à reconnaître les bienfaits de la stabilité et de la continuité monarchiques. Il n'a jamais été plus loin. Il n'a jamais songé, au moins jusqu'en 1942, à rédiger un testament politique, qui eût fait du Comte de Paris son successeur ou son obligé.

Rien ne pouvait mieux nous confirmer cette opinion que la lecture des « billets », échangés entre la Villa de Larache et l'Hôtel du Parc. À plusieurs reprises, trois au moins, le Comte de Paris écrivit au Maréchal — comme il aurait écrit à M. Poincaré — pour lui dire qu'il partageait la douleur et l'émotion de tous les Français, qu'il souffrait de sa propre inaction, et que, sans renoncer à ses droits, il croyait plus opportun d'en différer l'expression jusqu'à des temps meilleurs. Les lettres du Prince étaient portées au général Laure, par M. de B... qui effectuait la navette entre Casablanca et Vichy. Le Maréchal faisait, en général, répondre qu'il était sensible aux vœux du Comte de Paris, qu'il souhaitait, qu'à l'instar du Maroc, l'Algérie s'ouvrit à l'ancien volontaire de la Légion

étrangère. Mais il lui déconseillait toute activité politique. Échange de politesses, sans grandes conséquences. Le Prince ne manifestait pas [105] plus d'engouement pour la Révolution nationale que le Maréchal n'en montrait pour une restauration. Ni l'un ni l'autre ne semblaient se comprendre très exactement, et leur rencontre, à Vichy, en août 1942, dans des conditions stupéfiantes d'improvisation — je n'y assistai pas, ayant été chassé de mon poste, cinq mois plus tôt, par les Allemands — rendit plus sensible, encore, m'a-t-on dit, l'absence de préoccupations communes entre les deux hommes.

Il ne fut, d'ailleurs, vraiment question du Prétendant, au cours de mon séjour à Vichy, qu'à l'occasion de l'« incident Charbonnière ». M. de Charbonnière, jeune diplomate, assez snob, pétri d'anglomanie, œillet à la boutonnière et bulles de mépris aux lèvres, écrivit au Comte de Paris, pour l'engager à rompre toute attache avec le Maréchal, dont « l'histoire parlerait, plus tard, comme d'un traître ». La lettre fut interceptée par les services du contrôle postal et M. de Charbonnière frappé de deux ans de suspension. Je n'ai jamais admis les indiscretions de la censure et je ne conçois pas que l'on puisse punir un fonctionnaire, pour l'expression de sa pensée, dans une lettre privée. Mais le scandale était public et M. de Charbonnière ne laissait pas de prendre la mine satisfaite d'un héros d'opérette. Je me refusai, donc, en dépit des sollicitations de Rochat et de plusieurs de ses collègues, à proposer au Maréchal une atténuation de cette peine, au demeurant fort bénigne, et qu'un régime moins débonnaire eût transformée en révocation. M. de Charbonnière, que cette inconvenance ne desservit point, fit, par la suite, un assez beau parcours dans sa propre carrière. Il est, aujourd'hui, ministre dans quelque Cour du Nord et mon vieux camarade Georges Bidault, républicain sans fissures, n'a pas dédaigné d'utiliser ses services à la tête de son Cabinet. *Habent sua fata libelli...*

Mais nous n'entendîmes plus parler du Comte de Paris.

En fait, le Maréchal, subitement investi du pouvoir absolu, et qui se sentait plus comblé que ne le fut jamais roi de France, n'éprouvait aucune envie de partage. Il ne se souciait ni de morceler ses attributs, ni de tirer, pour d'autres, les marrons du feu. Le personnage de Monk ne le tentait pas. Il pratiquait, à sa manière, une sorte d'« harpagonisme politique », d'harpagonisme discret, mais résolu. Il s'étonnait, même, qu'en certains pays une dualité pût [106] subsister, au sein du pouvoir. « Le mariage de Victor-Emmanuel et de Mussolini, nous disait-il un

jour, est un mariage contre nature. L'un finira par chasser l'autre. » Et encore... « Voyez Hindenburg, il n'a pas résisté plus de deux ans au concubinage avec Hitler. » Il ajoutait : « Je ne conçois, d'ailleurs, en dehors des monarchies constitutionnelles : l'anglaise, les flamandes, les scandinaves, qui conviennent à des pays évolués, mais froids, que trois formules sérieuses : celle de Kémal, celle d'Horthy, celle de Franco. Trois militaires... Et puisque j'ai les idées de Salazar et la tunique de Carmona, je ne vois pas pourquoi je me dédoublerais. » M. Laval ne bénéficia jamais de cette confiance...

Mais, quelles que fussent ses préférences intimes, le Maréchal devait, d'abord, tenir compte des exigences du moment. C'était moins pour lui permettre d'élaborer un nouveau régime, que pour l'inciter à régénérer les institutions françaises, que l'Assemblée nationale l'avait revêtu de pouvoirs aussi étendus. Le Maréchal le sentait. Il sentait que c'était sur le fond même de la future Constitution, et non sur la forme du régime, qu'il devait mettre l'accent. Résolument antiparlementaire, il n'était demeuré qu'un républicain assez tiède. Mais il s'interdisait de prendre, ouvertement, parti contre la République. Au fond, c'était d'un « régime présidentiel » qu'il rêvait, mais d'un régime dont il ne parvenait à se préciser à lui-même ni la substance, ni les limites. D'un régime, qui, sans désavouer la République, l'eût laissé tomber en sommeil, puis en quenouille. D'un régime sans phalange ni bourse des valeurs. D'une Salente militaire et paysanne, où, seuls, quelques sénateurs « isolationnistes », quelques ingénieurs du sol et de la pensée auraient pu faire entendre leur voix.

*
* *

L'histoire des journées constitutionnelles de juillet 1940 — auxquelles je n'assistai d'ailleurs pas — a été trop souvent décrite, pour qu'il me paraisse nécessaire d'en souligner, longuement, certains aspects. Faute de souvenirs personnels, je n'en dirai que ce que de fréquentes confidences du Maréchal m'ont permis d'en penser.

[107]

« Au fond, lui demandai-je, un jour, au cours d'une promenade en voiture, près de Ferrière-sur-Sichon, quels sont les hommes qui vous ont fait passer le Rubicon ? — De quel Rubicon voulez-vous parler ? Je ne m'appelle ni Jules César, ni Joseph Caillaux. Le premier m'a toujours intéressé et j'ai ses *Commentaires* sur ma table. Quant au second, il n'a pas hésité, malgré mon amitié pour Clemenceau, à me faire voter de larges crédits par la commission des finances du Sénat, au moment de la guerre du Rif. Mais c'étaient, tous deux des aventuriers. Je ne suis pas un aventurier. L'aventure, c'eût été de prolonger la guerre, sans espoir, sans moyens. C'est à cette aventure-là que j'ai voulu couper les ailes. Voilà tout ! — Je me suis sans doute, mal exprimé, Monsieur le Maréchal. Je voulais seulement vous demander quels étaient les hommes qui vous avaient poussé non pas à vous substituer à M. Lebrun, dont le second septennat ne pouvait résister à la débâcle, mais à vous tailler une part aussi large ? — Vous le savez bien. C'est Alibert et c'est Laval. Alibert, un ami de vieille date, un homme de haute valeur morale, mais un violent, un impulsif. Il n'avait pas réussi dans la politique et ses échecs électoraux étaient notoires. Il n'a pas réussi, davantage, dans les affaires, des affaires d'électricité, je crois... Mais il connaissait fort bien le droit constitutionnel. Il m'a donné des idées précieuses. Je n'aurais pu, cependant, rien faire sans Laval. Laval a été inouï. Il a d'abord retenu, sur place, tous les gens qui voulaient filer non pas pour reprendre la lutte, mais pour conserver le pouvoir ! Il les a dirigés sur Vichy, bien sagement, bien gentiment. Et puis quand il a eu tous les parlementaires sous la main, il les a fait entrer dans son jeu, adroitement, sans rien brusquer, de la façon la plus légale. »

Le Maréchal ne se trompait pas. Jusqu'au 10 juillet au soir tout s'était passé de la façon la plus correcte. J'ai pu m'en convaincre en reprenant, dès mon arrivée, un par un, les divers éléments de la procédure. Il n'y eut, dans cette première phase, aucun coup d'État, aucune rupture avec les institutions précédentes, aucune improvisation de rue ou d'estrade.

C'est à l'appareil constitutionnel existant, en l'espèce aux deux Chambres, que, guidé par Laval, le Maréchal-Président du Conseil [108] s'adressa, pour accomplir sa révolution dans la légalité. C'est en vertu de la législation républicaine la plus stricte et — si l'on tient

compte de la saison — la plus traditionnelle que fut prononcée, par décret, le 6 juillet 1940, la clôture de la session ordinaire des Chambres. C'est en vertu de cette même législation que les Chambres furent convoquées, le 7 juillet, en session extraordinaire, et que, siégeant séparément, elles se prononcèrent l'une et l'autre, le 9, sur le texte d'un projet de résolution, qui, dans l'esprit même de la loi du 25 février 1875 (article 8) ouvrait la « procédure de révision constitutionnelle ».

Ce projet de résolution n'était affecté d'aucun vice. Il eût été déposé, dans les mêmes conditions, en temps de paix, pour permettre la révision de l'un quelconque des articles de la Constitution. Il demeurait dans la ligne la plus pure de la constitutionnalité française.

Quant à l'initiative de la demande de révision, elle appartenait, dans notre droit public, soit à l'une ou l'autre des deux Chambres, soit au Président de la République. C'est le Président de la République qui, de bon ou de mauvais gré, poussé peut-être, mais non contraint, la prit, ce jour-là. Les Chambres étaient, donc, valablement, saisies du projet. Elles l'adoptèrent, le 9 juillet (par 395 voix sur 398 votants, à la Chambre, par 229 voix contre 1 au Sénat). Elles se trouvaient dès lors, tenues de se réunir, comme l'exigeait la Constitution, en Assemblée nationale, afin de procéder à la révision.

Elles se réunirent le lendemain, 10 juillet, pour prendre connaissance du texte d'un Projet de loi constitutionnelle, aux termes duquel l'Assemblée nationale « donnait tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et sous la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, une nouvelle constitution de l'État français ».

Le projet fut adopté par l'Assemblée — 569 voix contre 80 et 17 abstentions — dans le respect le plus absolu de la tradition. Aucune pression, ni des tanks du général von Stulpnagel, ni des baïonnettes du général de Lattre, qui commandait à Clermont-Ferrand. Pas de prises à partie, pas de roulements de tambour, pas de poursuite de parlementaires dans le jardin du Casino. Un cérémonial [109] trop dépouillé, sans doute : ni discussion générale, ni explications de vote ; une délégation trop étendue. Mais une prise de pouvoir régulière, légale, traditionnelle.

Ce respect de la tradition enchantait le Maréchal. Il l'enchantait au point, que nous nous permettions, parfois, d'innocentes plaisanteries pour rompre le charme de cette « continuité bourgeoise ».

« Le choix de Vichy m'inquiète un peu, lui confiait, un jour, le colonel de Gorostarzu. On vous reprochera de n'avoir pas convoqué l'Assemblée nationale à Versailles, comme la loi constitutionnelle l'exige. » Le Maréchal, agacé, haussait les épaules. « C'est vous qui auriez assuré le service d'ordre, au milieu des Allemands ?... »

Il semblait plus attentif, lorsque je lui faisais observer, chiffres en main, que le calcul de la majorité avait été arbitrairement établi, le 10 juillet, en tenant compte du seul nombre des parlementaires présents (666), au lieu de l'être, comme le suggérait M. Jeanneney, soit d'après le nombre légal des sièges (932), soit d'après le nombre des membres en exercice (852). Ces trois chiffres lui donnaient, visiblement, la migraine. Il s'en tirait, en accusant M. Jeanneney de perfidie. Il s'en fût mieux tiré, encore, en soulignant que, même calculée de la façon la plus rigoureusement constitutionnelle, la majorité absolue (467 voix) se trouvait dépassée, de près de 100 voix, et qu'une telle marge le dispensait du moindre scrupule.

Quant à Font-Réaulx, un jeune maître des requêtes au Conseil d'État, dont le Maréchal écoutait volontiers les avis, il émettait, insidieusement, certains doutes sur la légitimité d'une révision Générale. « M. Hauriou, notre bon maître, a toujours manifesté ses préférences pour le principe d'une révision partielle. Et l'opinion de la doctrine est ici d'un grand poids... J'en viens, donc, à me demander, Monsieur le Maréchal, si les pouvoirs illimités, dont vous bénéficiez, ont une source aussi pure, aussi traditionnelle que vous paraissez le croire. » Le Maréchal sursautait : « Vous dites !... révision partielle, révision générale ?... », Mais la plaisanterie ne durait que quelques secondes et le même Font-Réaulx, de sa voix de casse-noisette, finissait par admettre qu'en l'absence de résolutions précises et concordantes des deux Chambres — résolutions qui en eussent limité le champ, mais qui ne furent jamais prises — la révision pouvait porter [110] sur tous les articles des Lois constitutionnelles de 1875. L'humeur du Maréchal se rassérénait...

*

* *

Mais, quelque régulier que fût le mandat confié au Maréchal, quelque traditionnelle qu'en eût été la transmission, ce mandat contenait, en germe, une source d'innovations dangereuse, par le droit, laissé au Chef du Gouvernement, de procéder par étapes — en un ou plusieurs actes — à la promulgation de la Constitution nouvelle.

C'est de ce droit que le Maréchal s'est immédiatement servi.

Le 10 juillet au soir, il met, un peu prestement, sa signature au bas d'un premier Acte constitutionnel, préparé par Alibert et dont la signification ne saurait être assez soulignée. En déclarant assumer les fonctions de Chef de l'État français, en reprenant, avec un pluriel majestueux et presque suranné, la formule des souverains de France, Philippe Pétain place sur sa tête une sorte de couronne.

C'est là, si l'on veut, son vrai coup d'État. Le Maréchal cesse d'être le « Président du Conseil constituant », pour devenir, à la fois, le Chef de l'État, le chef du gouvernement, le « prince constituant ». La République demeure, mais, par l'abrogation de l'article 2 de la Loi constitutionnelle du 25 février 1875, le Président de la République disparaît. Ses conditions d'éligibilité et de rééligibilité, la durée de son mandat, sont rayées du droit public français.

M. Lebrun s'est-il résigné de bonne grâce à son suicide, ou l'événement l'a-t-il surpris ? Les historiens en discuteront. Lui-même ne s'est d'ailleurs qu'assez mal expliqué sur ce point. Une chose, en tout cas, demeure. En promulguant, le 10 juillet, une Loi constitutionnelle qui délègue au gouvernement de la République le pouvoir constituant (et donc le législatif) sous l'autorité d'un seul homme — et d'un homme à qui personne n'a jamais songé à confier la présidence de la République — le Président sortant s'expose à voir sauter la charge, qu'il vient d'abandonner. Il s'éloigne, en laissant, derrière lui, une mèche et un baril. L'explosion se produit, quelques minutes après son départ. Le vieil atome mac-mahonien se désintègre. Il reste une République. Il n'y a plus de président.

[111]

Une République sans président n'offre, aux yeux des Français, épris de logique et férus de tradition, qu'une image inconsistante. La plupart des ministres le sentiront très vite et, faute de pouvoir s'expliquer sur un régime, dont la « lettre » ancienne demeure, mais dont l'esprit s'est

évadé, ils mettront, désormais, l'accent, non plus sur le régime, mais sur l'État, « l'État français », qui préexistait, d'ailleurs, à l'acte du 10 juillet, et qui ne saurait, à lui seul, tenir lieu de régime.

L'équivoque et la faiblesse de cette dénomination, le caractère manifestement incolore et neutre de ce vocable furent, souvent, critiqués devant le Maréchal. Il ne paraissait pas s'en émouvoir. Il rappelait à ses interlocuteurs l'exemple de l'Espagne, qui ne possédait pas, à proprement parler, de régime, — le général Franco n'étant *qu'El Jefe del Estado* — et confiait à ses intimes que « l'on était en République, sans y être, tout en y étant », son intention n'étant point d'ailleurs, d'effacer le « symbole de Jemmapes et de la Marne », mais d'accroître la puissance de l'exécutif. Il lui advint, pourtant, d'évoquer le titre de Communauté française, beau titre, assurait-il, pour un régime, ou, faisant allusion à la brièveté de son expérience, d'indiquer qu'elle serait celle du « transitoire », peut-être, même, du « crématore ».

Mais, créateur volontaire ou non d'un nouveau régime, le Maréchal s'engageait dans une voie toute nouvelle. Il ne pouvait plus, comme avant le 10 juillet, se réclamer expressément de la tradition. La continuité, dont il rêvait, se trouvait interrompue. D'autant plus interrompue qu'entraîné par l'élan, hors de la première brèche, le Maréchal se voyait, dès le lendemain, contraint de prolonger et de compléter son œuvre...

L'« Acte constitutionnel n° 2 », du 11 juillet fixait, en effet, les pouvoirs du Chef de l'État français. Le Maréchal s'adjudgeait les anciennes attributions du Président de la République, et réunissait en outre, sur sa personne — sans d'ailleurs les confondre — le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir constituant, cumul de souveraineté, dont l'histoire n'offrait pas de précédents.

Par l'« Acte constitutionnel n° 3 », du même jour, les deux Chambres, dont la survie théorique demeurait garantie, se voyaient ajournées, jusqu'à nouvel ordre. L'article premier de la Loi constitutionnelle [112] du 16 juillet 1875, qui fixait les dates de leur convocation et la durée de leur session, devenait lettre morte.

*
* *

Ainsi s'est accomplie une petite révolution. Ainsi, sans doute, vient de naître un nouveau régime.

Avant, même, de procéder à l'élaboration d'une Constitution écrite — dont les circonstances ajourneront, d'ailleurs, la rédaction — le Maréchal s'est installé dans une nouvelle « cellule » constitutionnelle. Il s'est donné de l'air, de l'aise, du temps. Les grandes avenues de la future Constitution ne seront dessinées qu'ultérieurement. Mais le poste du pilote méritait d'être bâti sur l'heure. Ce poste sera construit à la mesure de l'autorité qui s'impose, de la stabilité qui se doit, en une matière solide, en un ciment antisismique, capable de défier les premières secousses des hommes, les réactions possibles des assemblées.

Le Maréchal avait-il le droit d'empiéter ainsi sur son œuvre future, de détacher, à l'avance, du texte de la future Constitution, terme et couronnement de sa mission, deux ou trois articles liminaires, qui aménageaient son sort ? Disposait-il de la faculté d'organiser des pouvoirs, d'en créer même à son profit, avant de préciser la nature de ceux, dont il comptait doter ultérieurement la France ?

La question reste posée. Il est douteux qu'elle puisse être objectivement tranchée. Trop d'inconnues, trop de passions, trop de points de vue différents continueront d'en brouiller les termes. Les intérêts de la France, la gravité de ses blessures, les exigences de l'ordre y seront mis en balance avec les tentations du pouvoir, le goût de la démesure, les offenses à la rectitude constitutionnelle. Le débat risque d'être longtemps sans issue...

Pourquoi ne pas indiquer, tout de suite, qu'autorisé par l'Assemblée nationale à promulguer une Constitution en « un ou plusieurs actes », le Maréchal a pu croire, de bonne foi, qu'il s'agissait moins d'une présentation successive, dans le temps et dans l'espace, de l'œuvre constitutionnelle future, que de l'aménagement immédiat d'un premier secteur fortifié ? Le mot « acte » possède, en français, [113] plusieurs sens. Pouvait-on faire grief au Chef de l'État de s'être montré, d'emblée, plus sensible au sens dynamique et militaire du terme qu'à son sens scriptural, et, si l'on peut dire, notarial ? N'avait-il pas, au demeurant, le sentiment que, de ses deux tâches : gouverner et préparer une Constitution, la première était de beaucoup la plus urgente, la plus rude ?

C'est, un peu, l'explication que semble donner le Président Lebrun, lorsqu'il reconnaît qu'entre la suspension des lois constitutionnelles et la promulgation de la Constitution future un long espace de temps devait, nécessairement, s'écouler et que cet espace ne pouvait être meublé qu'à l'aide de « créations intermédiaires ». De ces créations — de ces actes constitutionnels — M. Lebrun n'approuve pas la substance. Mais il en admet, en quelque sorte, l'inéluctabilité. Et l'on se permettra de croire qu'il a vu juste. C'est aussi le sentiment que m'a laissé le souvenir d'une conversation que j'eus avec le Maréchal, au printemps de 1941, sur un petit banc de pierre, près de Busset.

Je lui posai simplement cette question : « Pourquoi votre premier acte a-t-il été de vous proclamer Chef de l'État français ? » Il me regarda longuement. « Mais comment vouliez-vous que je fisse autrement. Le mandat dont je jouissais avait bien été donné au Gouvernement de la République. Mais il lui avait été donné sous mon autorité et sous ma signature. Cela signifiait l'élimination de Lebrun. Le malheureux ne pouvait disposer d'une autorité inférieure à la mienne. Pouvais-je, d'ailleurs, moi-même, avec les simples droits d'un Président du Conseil, promulguer une Constitution, en laissant somnoler, à l'étage du dessus, le promulgateur né, le Président de la République, dépouillé désormais de sa seule et véritable prérogative ? — Mais pourquoi n'avez-vous pas profité de la circonstance, pour vous faire élire Président de la République ? L'Assemblée nationale pouvait faire d'une pierre deux coups. Un vote de plus, et tout était dit ! — C'est bien possible. Mais nul n'y a songé. Et l'Assemblée moins que quiconque. Elle eût d'ailleurs, en s'y résolvant, affaibli sa position. Car, enfin, que voulait-elle ? Marquer, en se sacrifiant, une rupture éclatante avec le passé. Elle m'investissait des pouvoirs les plus étendus, mais elle n'entendait pas les attribuer à un homme, qu'un titre symbolique et décrié, un titre mou, eût immédiatement discrédité.

[114]

Je m'y serais d'ailleurs opposé... Ce n'eût été qu'une comédie. Et qui eût servi à quoi ? À donner le sentiment que rien n'était changé, que nous retombions dans les mêmes ornières. Or, tout le monde réclamait du neuf. J'en voulais aussi. Ce n'était pas la République qui était en cause. On l'aimait ou on ne l'aimait pas. Affaire de goût. Mais on avait besoin d'ordre, d'autorité. La République ne se concevait qu'avec quelque chose de plus fort, de plus robuste. Je l'ai souvent dit à

Chautemps, qui en doutait. Et puis, entre nous, Chef de l'État français, cela vous avait, tout de même, une autre g... que Président de la République ! — Mais le Président de la République portait déjà le titre de Chef de l'État. — Oui, si l'on veut, pour les huissiers, pour les voyages officiels, pour le protocole, pour la presse. Mais il était si peu chef. Rappelez-vous... Poincaré, Doumergue. Moi, j'étais le Chef, le vrai chef. Je n'étais plus le président. — En somme, le Parlement faisait surgir de la République une sorte de « Principat » destiné à régénérer le régime ? — Je n'aime pas beaucoup ce mot de Principat, qui ne veut rien dire. Quant à la régénération, c'était celle du pays qui s'imposait, non celle du régime. Mais je veux bien admettre qu'il y ait, dans ce que vous dites, une légère part de vérité. Oui, l'on faisait sortir de la « boîte à musique », et pour peu de temps, un homme nouveau. Un homme auquel l'on confiait les pouvoirs de la dictature romaine. Des pleins pouvoirs, la suspension des libertés traditionnelles, le salut du pays. Et puis la charrue, Cincinnatus, Villeneuve-Loubet... Voilà ce que représentaient mes actes constitutionnels. — Mais la forme républicaine du gouvernement ne pouvait être mise en cause ? — Ce n'est même pas certain. Et je partageais, là-dessus, le sentiment d'Alibert. L'Assemblée nationale s'était bien interdit, en 1884, de soumettre à la révision la forme républicaine du régime. Elle avait, ainsi, limité, par avance, le pouvoir constituant des assemblées du même ordre, qui siègeraient après elle. Héritier moi-même de ce pouvoir, devais-je en respecter les servitudes ? La chose pouvait se discuter, tant le mandat qui m'avait été confié, à moi, personne physique et généralement respectée, présentait d'ampleur, d'universalité, de nouveauté. Je crois qu'en principe j'avais le droit de soumettre toute espèce de régime, ancien ou nouveau, à l'assentiment du peuple français. Ma Constitution pouvait annoncer [115] la Monarchie, le Directoire, le Consulat. Mais j'avais, en tête, d'autres soucis que de me rapprocher de telle ou telle forme classique de régime. Je voulais faire autre chose et j'espère que j'y réussirai. Pourquoi blesser, dès le départ, l'attachement traditionnel de beaucoup de français à la République ? D'autant plus que Lebrun, le 8 juillet, avait, au nom du gouvernement que je dirigeais, fait la promesse de demeurer dans l'ordre et dans la légalité républicaine. Il y avait là, même de ma part, une sorte d'engagement, que j'étais bien décidé à respecter. »

*
* *

Le Maréchal a, dans l'ensemble, respecté cet engagement. Jamais il n'a mis en cause la forme républicaine du gouvernement. Jamais la République n'a fait, de sa part, l'objet d'un désaveu, d'une proposition de déchéance, d'une demande d'abrogation.

Elle n'a pas été, il est vrai, mentionnée. Et c'est bien de cette prétention, de ce « péché par omission » que les défenseurs du régime se sont, surtout, alarmés. Pouvait-on leur objecter l'apparente défaveur dont souffrait alors la « Troisième » ? Ce n'eût pas été de très bonne guerre. Et l'on aurait, même à l'époque, sollicité la vérité, en assurant que le silence, fait autour de la République, provenait d'un consentement général des esprits. Une mystique, tout endommagée qu'elle soit, conserve ses défenseurs, ses fidèles. Et la Censure du Maréchal, dont les cadres furent, au début, ceux-là mêmes, qui avaient dirigé la censure de M. Daladier ou de M. Paul Reynaud, aurait eu mauvaise grâce à prétendre, qu'en « oubliant » la République, elle laissait s'exprimer librement le sentiment français...

Mais il serait aussi excessif d'affirmer que ce silence fut interprété, en 1940, comme un « abominable attentat », que la France « indignée, mais bâillonnée » prit, tout entière, le deuil d'un régime furtivement arraché à son affection et à ses vœux. La vérité fut beaucoup plus simple. Absorbée par le drame national, l'opinion demeura, pour sa plus large part, indifférente à ce changement d'accent, d'intonation. Elle avait à panser ses plaies. Elle ne se souciait plus de renverser des Bastilles.

[116]

C'est à l'apparition de gestes symboliques, et le plus souvent maladroits que les susceptibilités se réveillèrent, que le vieux souffle républicain se mit à souffler de ses cavernes ; l'inutile changement d'en-tête du *Journal Officiel*, où, le 4 février 1941, et sans que le Maréchal en eût jamais donné l'ordre, l'État français prenait la place de la République, la substitution, sur les instances du sculpteur François Cogné, franc-maçon notoire et affairiste éprouvé, du buste du Maréchal au buste de Marianne dans de nombreuses mairies, la suppression du vieux cri de « Vive la République ! » sur les bâtiments de la Marine de guerre, la dérisoire appellation de Procureur d'État (« Imaginez-vous

une Place d'État à Paris ? » dira plus tard le Maréchal), autant de gestes puérils, mesquins, dont l'auteur ne fut pas toujours connu, mais dont les conséquences se révélèrent incalculables. Autour de nous on ne les prenait pas, sans doute, assez au sérieux. On en riait. On en faisait des épigrammes. On assurait que la République n'avait disparu, en France, que par la docilité d'un typographe, la cupidité d'un statuaire ou la courtoisie d'un amiral. Mais on la laissait disparaître...

Disparition partielle d'ailleurs. Sceaux, cachets officiels, panonceaux d'ambassades ou de légations, monnaies de bronze, formule exécutoire des actes de justice, portaient encore, en exergue, à la veille de la libération, la mention de la Troisième République. La formule Travail, Famille, Patrie n'avait remplacé que sur un quart, à peine, des monuments publics la vieille trilogie Liberté, Égalité, Fraternité. Mais le coup restait porté...

Tout cela témoignait, sans doute, de beaucoup de confusion, d'hésitation, d'enfantillages. Aussi bien, n'est-ce pas à l'expression, plus ou moins dirigée, du sentiment public — fût-elle gravée sur la pierre — qu'il convient de s'attacher, pour juger du degré d'abandon volontaire d'idéaux éprouvés, pas plus qu'il ne suffit, pour prendre une exacte mesure de « l'antirépublicanisme » de Vichy, de s'attarder aux extensions croissantes de la notion du pouvoir personnel, telles que les rendirent sensibles les expériences successives de Pierre Laval. C'est aux textes qu'il s'agit, toujours, de demander le secret des réelles modifications constitutionnelles. Or, les textes ici répondent.

[117]

Par les trois Actes constitutionnels des 10 et 11 juillet — et par l'Acte n° 4 du 12 juillet, relatif à la suppléance et à la succession du Chef de l'État, à l'institution du « dauphin » —, le Maréchal a créé l'embryon d'un nouveau Régime, d'un « régime sans nom », d'un régime qui n'est pas exclusif de la République, mais qui s'en éloigne de plus en plus.

Il s'est lancé dans l'aventure et, fouetté par les vents contraires, n'a pas su jeter à temps l'ancre d'une Constitution nouvelle. Le mandat, que lui avait donné l'Assemblée nationale, n'a pas été rempli, ou n'a été rempli, qu'*in extremis*, dans les ténèbres. Le Maréchal n'a dessiné que sa guérite. Il n'a pas su construire la maison de ses rêves. Il n'a pas bâti l'édifice de la France.

Est-ce à dire qu'il se soit conduit comme un simple usurpateur, et qu'en doctrine les pouvoirs, qui lui avaient été confiés le 10 juillet, dans l'après-midi, aient cessé d'exister le 10 juillet au soir, dès la promulgation du premier acte constitutionnel ? Est-ce à dire qu'à la nullité prétendue du gouvernement de l'armistice, nullité fondée sur la pseudo capitulation de Bordeaux, ait correspondu, sur le plan intérieur, la nullité du régime « dictatorial » du Maréchal ? Ce serait aller bien vite en besogne et couvrir d'une marqueterie de circonstance les arguments de la simple passion.

L'histoire, où s'inscrivent les succès et les échecs, se rit de ces guillotines sèches, qui refusent, après coup, le droit à la vie. Elle retiendra que, dans l'esprit des neuf dixièmes des Français, le Maréchal disposait, aux premiers jours de son pouvoir, non seulement d'une éclatante popularité, mais de la plus haute légitimité. La légalité, sans doute, avait subi quelques éraflures. Mais la légitimité s'imposait, avec la force écrasante de l'assentiment populaire. Cette légitimité n'est plus, aujourd'hui, qu'un souvenir. Elle s'est déchirée aux ronces de la route. Elle s'est vidée de sa substance, non point par des abus de droit, mais par l'échec d'une mission rédemptrice. A-t-elle duré jusqu'au 11 novembre 1942, jusqu'au 20 août 1944 ? Peu importe. Mais il serait aussi vain d'en contester l'existence que d'en nier la disparition.

Le Maréchal, à vrai dire, ne se faisait pas de toutes ces choses une idée très distincte. Il était là. On l'avait appelé. Il tâcherait de [118] relever le pays. Il le relevait, déjà, par la confiance qu'il inspirait, par l'accueil fait à ses premiers messages. Il voulait d'abord gouverner. Quant aux lois organiques, elles viendraient bien d'elles-mêmes, par la suite, comme sous Mac-Mahon, après l'institution de ce « septennat » de 1873 qui, de sa propre vertu, et tous problèmes constitutionnels réservés, attestait, déjà, la première stabilité de l'exécutif.

Au reste, et sans se confondre théoriquement, les trois pouvoirs : constituant, législatif, exécutif, se concentraient en sa personne. C'était beaucoup demander à un homme de quatre-vingt-quatre ans que de les distinguer à chaque instant. Il y réussissait parfois, au moins pour le constituant. Pour les deux autres, il hésitait. Il en croyait même la délégation possible. Chautemps avait bien failli, sur son ordre, emporter les « sceaux », à Alger et Laval héritera, vingt-neuf mois plus tard, du singulier pouvoir de « fabriquer les lois ». Dans la vie quotidienne, leurs limites lui semblaient imprécises. « Vous devriez m'offrir un

crayon de couleur différente, toutes les fois que je travaille dans un nouveau secteur » me disait-il, le matin, à la signature. « Comment voulez-vous que je distingue un décret d'une loi, que je sache si je signe au titre de l'exécutif ou du législatif ? »

Je l'y aidais de mon mieux, en lui présentant, d'abord, la pile des lois, puis celle des décrets. Mais il s'irritait de ne pas toujours saisir la différence entre ces deux catégories de textes. « En faisant une loi, Monsieur le Maréchal, lui disais-je, en légiférant sur un objet de grande généralité, vous vous substituez aux Chambres. — Bien. — Mais la loi constitutionnelle a prévu que votre pouvoir législatif ne pouvait s'exercer qu'en Conseil des ministres et c'est pourquoi la mention « le Conseil des ministres entendu » doit figurer en tête de tous les projets de loi. La voyez-vous sur ce projet ? — Oui. — Une autre mention est d'ailleurs nécessaire, et cette mention doit se trouver à la fin du texte : « Le présent décret sera exécuté comme une loi de l'État ». Le Maréchal sursaute. « Vous dites : décret ? — Oui, Monsieur le Maréchal, le mot décret, par une bizarrerie de vocabulaire, que je renonce à vous expliquer, s'applique à tous les actes émanant du Chef de l'État, aussi bien aux lois promulguées [119] par lui qu'aux simples décrets. — C'est à n'y rien comprendre ! On devrait dire décrets législatifs et décrets gouvernementaux. — Si vous le voulez. — Et pourquoi, puisque je fais les lois, suis-je obligé de les promulguer ? N'est-ce pas remettre deux fois la main sur le même métier ? — Vous n'avez pas tort, au moins en principe, et je conçois qu'il vous paraisse superflu de donner de l'autorité à l'œuvre d'une autorité, qui n'est autre que vous-même. Pour M. Lebrun, la chose s'expliquait. Les lois votées par le Parlement pouvaient être considérées comme l'expression de la volonté générale. Il suffisait au Chef de l'État de les promulguer, pour leur donner la force exécutoire. Pour vous... — N'allez pas plus loin, je comprends fort bien. C'est comme si j'écrivais une lettre à l'un de mes amis, et qu'au bas de la lettre je croyais nécessaire de lui dire : « C'est avec mon stylo que j'ai écrit cette lettre ». — C'est un peu cela. — Mais alors, c'est le monde à l'envers ! On me fait signer des lois, qu'on appelle des décrets. On me les fait promulguer sans raison véritable. Alibert s'est fichu de moi. — Non, Monsieur le Maréchal, il était impossible, au risque de tout bousculer, d'agir autrement. Cette promulgation, qui vous semble inutile, est cependant nécessaire, obligatoire, formelle. — Des mots, des mots ! Et mes actes, peuvent-ils

être attaqués devant les tribunaux ? — Vos actes réglementaires, vos décrets simples, sans aucun doute. Ils n'échappent pas plus aux recours juridictionnels que ceux du Président de la République. — Et c'est ce que vous appelez un régime d'autorité ? Vous verrez que mes lois, elles-mêmes, finiront par être attaquées. »

J'ai conservé, très fidèlement, le scénario de cet impromptu de droit public. Il donnera la mesure des difficultés auxquelles nous nous heurtions, de la bonne volonté, de l'esprit d'application, des impatiences aussi, parfois fébriles, mais le plus souvent logiques, du Chef de l'État.

Ajouterai-je que beaucoup de lois, les lois fondamentales, — les lois sur les juifs et sur les francs-maçons, par exemple — se trouvaient signées, en fin de séance du Conseil, au milieu du bruit des chaises, dans la fumée des cigarettes, et que le Maréchal, impressionné par l'attitude de ses ministres, les contresignait, souvent sans les lire ? Il ne nous restait, à la signature du matin, que des brouilles, des lois, [120] sans doute, mais d'un intérêt bien modeste : le statut de la batellerie, le régime des féculents, la réglementation de la profession d'architecte, la périodicité des coupes de bois, l'organisation de l'enseignement en Indochine, etc., etc. Si bien que l'esprit critique du Maréchal se déployait, à nos côtés, parfois à mes dépens, sur des objets assez minces, tandis que les textes essentiels lui étaient « administrés » dans la plus grande confusion, et qu'il s'étonnait, quelques jours plus tard, d'avoir absorbé, sans sourciller, d'aussi redoutables médecines...

*
* *

Que le Maréchal éprouvât quelque peine à distinguer les régions-frontières du législatif et de l'exécutif, on le concevra aisément. Mais, sur l'exécutif même, ses notions manquaient de précision. Il aimait cette responsabilité des ministres devant le Chef, qui caractérise le régime présidentiel. Il n'hésitait pas à la faire jouer et parfois, lors du renvoi d'Achard notamment, avec un peu d'arbitraire.

Mais il se représentait beaucoup plus les ministres, comme les chefs d'un Département, d'une administration, que comme les associés indivisibles de l'exécutif. Il attendait d'eux qu'ils galvanisassent leurs fonctionnaires, non qu'ils participassent aux responsabilités véritables du pouvoir. À vrai dire, il les tenait assez éloignés de lui-même, ne les

convoquait — hormis le cas de sympathies personnelles, comme pour Romier, Caziot, ou Jacques Chevalier — qu'à l'occasion d'un arbitrage, ou pour leur manifester sa méfiance.

Je m'en étonnais, à l'occasion : « Vous n'avez pas de contacts assez étroits, assez collectifs, avec vos ministres, Monsieur le Maréchal. Le Conseil des ministres n'est, trop souvent, qu'un leurre, une plaisanterie. C'est M. Laval ou l'amiral Darlan, qui tirent les ficelles dans la coulisse. — C'est possible. Mais, d'abord, mes ministres sont trop nombreux. Et de quoi voulez-vous que je leur parle ? De politique générale ? C'est du temps perdu. Ce sont des commis, de grands commis, qui doivent exécuter mes ordres, mais qui n'ont pas à connaître le fond de mes pensées. Ce n'est pas avec eux que je puis vraiment travailler. J'ai besoin de Conseils, de petites réunions de cinq ou six hommes, très experts dans leur art, qui puissent, pour chaque [121] catégorie d'affaires, m'éclairer de leurs avis. Quant à mes ministres, ils n'auront qu'à mettre au point ce que je déciderai avec ces hommes-là. — C'est grave, Monsieur le Maréchal, car vous faites descendre vos ministres de deux échelons. En ne les traitant pas d'abord en membres du gouvernement, en les privant, ensuite, de leur substance. Or, si vous les tenez pour responsables, il faut bien leur laisser de l'initiative. Il faut les considérer, eux aussi, comme des chefs dans leur secteur. — Mais je ne veux pas me lier par leur seul avis. — Croyez-vous qu'ils ne prennent pas d'eux-mêmes, et fort souvent, l'avis d'hommes expérimentés, qu'ils ne recourent pas aux conseils de comités ministériels ? — J'en doute. En tout cas, ces conseils, je les veux, pour moi. J'en ai besoin. — Comme Louis XIV ? — Mais oui, comme Louis XIV. Un Conseil des dépêches, un Conseil des parties... Vous devriez me fabriquer cinq ou six de ces Conseils : un Conseil de la terre, tenez, pour l'agriculture et le ravitaillement, un Conseil d'outre-mer pour les colonies, un Conseil de l'enfance, de la santé, que sais-je encore. — Ce n'était pas la méthode de Louis XIV, Monsieur le Maréchal, c'était la méthode du Régent ; ce que l'histoire appelle la Polysynodie, c'est-à-dire la multiplicité et l'abus des conseils, le morcellement et l'émiettement de l'autorité gouvernementale : le triomphe des idées de Fénelon et de Saint-Simon, deux républicains, et de la pire espèce, des républicains aristocratiques. — Vous me racontez des histoires. Vous voulez m'empêcher de travailler, de m'appuyer sur des hommes compétents. — Mais non, Monsieur le Maréchal. Seulement, il vous

faudra choisir. Ou des Conseils, ou vos ministres. Et comme vos Conseils ne peuvent pas gouverner la France et que vos ministres n'accepteront pas la tutelle des Conseils, je me permets de vous prier d'opter en faveur de vos ministres. Quitte à les changer lorsqu'ils n'auront plus votre confiance. » Le Maréchal s'enfermait, alors, dans un mutisme assez sombre et je quittais son bureau...

Une telle disposition d'esprit, chez le Chef de l'État, favorisa, plus tard, la dislocation, en petits groupes, du Conseil national. Au lieu de se servir de cette assemblée, pour lui faire jouer à Lyon, capitale réelle de l'esprit public en zone libre, le rôle consultatif, que nous souhaitions lui voir attribuer, le Maréchal — qui se méfiait [122] des assemblées, mais qui raffolait toujours des petits conseils — s'ingénia à répartir ses membres en un certain nombre de commissions, siégeant successivement, et dont il aimait ouvrir les séances et suivre les travaux. C'était tourner le dos aux grands contrôles, comme à la vraie politique. C'était faire du « puzzle », à l'heure où le pays réclamait de larges perspectives...

Mais de telles erreurs d'optique n'étaient pas les seules à fausser le fonctionnement du régime. Sa vie normale se trouvait, dans le même temps, compliquée, et presque menacée, par l'apparition de nouvelles entités de droit public, la Légion et la Corporation paysanne, notamment, qui prétendant s'inspirer directement de l'esprit de la Révolution nationale, réclamaient avec âpreté leur place au soleil.

Or, cette intégration de nébuleuses encore en fusion dans les cadres rigides de l'État républicain — de l'État centralisé de l'an VIII — n'était pas des plus faciles à réaliser. Une sorte de conflit latent mettait aux prises le dynamisme des nouvelles équipes et l'ossature hiérarchisée de l'administration consulaire. La Légion, notamment, qui s'arrogeait le droit de représenter l'opinion, de remplacer les anciens partis, entra, brusquement, en opposition avec des fonctionnaires, dont le statut n'avait guère changé, dont les méthodes demeuraient les mêmes, dont les tâches s'étaient décuplées. « Comment faire entrer ce lapin vivant, dans ce boa agonisant ? » me disait, un jour, le Maréchal. Le lapin, c'était pour lui la Légion. Le boa : l'administration. « Mais le boa n'est pas à l'agonie, répliquai-je, et vous ne devriez pas céder à la poussée démagogique de la Légion. Vous ne devriez pas décourager, par de constantes critiques, des fonctionnaires, qui ne demandent qu'à

vous suivre. — Ils torpillent mon œuvre ! — Ce n'est nullement prouvé. — Si. Vous êtes mal renseigné. »

En fait, le problème de l'intégration ne fut jamais résolu. Il était, d'ailleurs, presque insoluble. On chargea, seulement, l'excellent Moysset de la « coordination des institutions nouvelles », ce qui équivalait, très exactement, à cracher en l'air. Je m'efforçai, pour ma part, et sur un plan strictement protocolaire, de déterminer, avec l'aide du général Campet, le rang et les prérogatives du Président de la Légion, dans les cérémonies officielles.

[123]

Je fus même prié par le Maréchal de jeter les bases d'un arbitrage entre M. de Guébriant, président de la Corporation paysanne et M. Caziot, ministre de l'Agriculture, au sujet des positions respectives de la Corporation et de la « rue de Varenne ». Je crus pouvoir y parvenir, en m'inspirant des rapports de la Banque de France et de la Cour des comptes avec le ministère des Finances. Et ces deux hommes, libéraux et distingués, voulurent bien m'assurer de leur approbation. Mais de telles réussites étaient rares. Elles demeuraient fort improbables pour la Légion. Fonctionnaires et légionnaires s'aigrissaient, dans le même temps, et le « régime » se révélait incapable d'assurer la synthèse de leurs aspirations contraires.

On s'en tira par le plus mauvais biais, en créant des fonctionnaires nouveaux, de petits fonctionnaires à trois mille francs par mois. Ces fonctionnaires et assimilés, porteurs de la francisque ou de l'insigne de la Légion, s'attribuaient, d'emblée, une autorité considérable. Ils impressionnaient les Préfets, molestaient les fonctionnaires de second ordre, répandaient l'inquiétude dans les chefs-lieux de canton. Le Maréchal n'en sut, d'ailleurs, presque jamais rien. Son entourage non plus, tant l'Hôtel du Parc se trouvait éloigné de la véritable province. À peine nous signalait-on, de temps à autre, les excès de ces jeunes trouble-fête, membres, pour la plupart de l'Information ou de la Propagande. Et notre répression se faisait, toujours, trop tardive...

« Régime de haute conscience et de petits maîtres » a-t-on pu dire. C'était un peu cela. Au sommet, un vieil homme, couvert de gloire, nimbé de prestige, doté de pouvoirs excessifs, dont il ne connaissait pas toujours les limites, mal préparé, d'ailleurs, à gouverner par lui-même. À ses côtés, des ministres sérieux, intègres, et pour la plupart

d'excellents Français, mais plus orientés vers l'Académie des Sciences morales — trois d'entre eux faisaient, déjà, partie de l'institut — que vers les tâches quotidiennes du gouvernement. Chez certains de ces ministres, Bouthillier notamment, une tendance trop nette à croire que la France ne se sauverait que par la vertu de l'administration. Chez d'autres, chez Chevalier surtout, un manque d'initiation pratique, qui tenait presque de l'angélisme.

[124]

Trop de fonctionnaires, auxquels le Parlement, jadis, faisait contrepoids, et, qui n'ayant plus à craindre ni les interpellations, ni les questions écrites, ni les visites dans les couloirs des ministères, se détendaient, à cœur joie, dans cette boîte de carton, dans ce labyrinthe privé d'air, que l'on appelle l'administration. Trop de fonctionnaires qui multipliaient les lois, ébauchaient des sanctions, noyaient le pays dans un déluge réglementaire. On a, d'ailleurs, vu mieux depuis...

Des cadres supérieurs intacts, courageux, bientôt résistants et dont on ne dira jamais assez à quel point ils ont sauvé la France. Des cadres inférieurs mal payés, mal nourris, jadis plus ou moins syndiqués, proie désormais offerte au découragement comme à la révolte. Des cadres de complément improvisés, braillards, agités : un curieux mélange d'hommes de main, de ratés du PPF ou de la Cagoule, de jeunes gens du monde, d'« évadés de château » dont les pères avaient été battus, il y a quinze ans, aux élections cantonales et qui, désertant leurs garages ou leurs portefeuilles d'assurances, se répandaient dans les campagnes, en invoquant, à la fois, l'ordre nouveau et la tradition. Et, de ce fait, rupture, chaque jour plus accentuée, avec l'opinion. Une opinion qui n'entendait parler, à Paris et dans la zone occupée, que de M. de Brinon ou de préfets trop dociles et qui souffrait de la présence des Allemands. Une opinion qui, en zone libre, avait acclamé de bon cœur le Maréchal, mais qui ne se sentait plus de chefs, de guides, d'intercesseurs, qui s'irritait de la presse, de la radio et qui, sans protester encore, commençait à s'interroger. Un fossé, chaque jour plus profond, entre le gouvernement et la nation.

Le Maréchal sentait la terre s'entr'ouvrir sous ses pas. « Maurras me parlait jadis du “trou par en haut”, me disait-il. J'ai bouché ce trou-là. Mais il en reste un autre, au-dessous de nous... » Et, quelques jours plus tard : « Nous sommes en montgolfière. Je ne sais où le vent nous

poussera, mais nous manquons d'amarres. » Le régime flottait à la dérive. Un beau jour l'on s'en avisera et le Conseil national se verra confier « l'étude des moyens les plus propres à rétablir un circuit de confiance entre le gouvernement et l'opinion ». L'étrange aveu. L'aveu glaçant. Fallait-il que la pompe fût assez [125] enrayée, pour que l'on proclamât la nécessité de ce réamorçage hydraulique ? En fait, la rupture était presque consommée.

Je me suis, souvent, demandé le sort que l'histoire ferait à ce régime, où les principes s'usèrent aussi rapidement que les hommes. Je me demande, encore, quel qualificatif elle lui réservera.

Régime d'usurpation ? Non. Jamais régime ne bénéficia d'une légitimité plus éclatante, au moins à ses débuts. Régime de basse réaction ? Non plus, au moins dans sa première partie, au moins dans ses centres vitaux. Régime totalitaire ? Pas davantage, au moins jusqu'à l'apparition de la Milice, jusqu'au triomphe de Darnand, de Bonnard, de Marion. Mais régime de rêverie métaphysique, de surréalisme constitutionnel. Régime faible et, sans doute, comme tous les régimes faibles, régime pesant. Mais régime qui, comme beaucoup de parents faibles, laissera, peut-être, des regrets...

[126]

[127]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre VI

L'AVÈNEMENT DE DARLAN

[Retour à la table des matières](#)

Je garde, encore, un lumineux souvenir des journées, que nous passâmes à Vichy, après le départ de Pierre Laval. Journées glacées, mais pures. Fleurs de givre suspendues au bord de nos fenêtres. Atmosphère assainie, dégagée. Joie de vivre, d'espérer...

Orchestrée par l'ambassade d'Allemagne, la campagne des journaux collaborationnistes de Paris heurtait, de front, notre « réduit ». Plus ces attaques se faisaient violentes, plus elles nous mettaient en cause, et plus nous nous sentions heureux. Vichy se réhabilitait aux yeux de l'opinion.

Le Maréchal voyait sa popularité monter au zénith. De tous côtés, les témoignages d'encouragement, de félicitations, affluaient. Non seulement de la France, mais de l'étranger. De Suisse, Neuchâtel et Fribourg, de Budapest, où tout un cercle d'amis de notre pays gravitait autour de Mgr Seredi et de la Revue de Hongrie, de l'Université de Coïmbre, au Portugal, de Stockholm, de Montréal. Le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, faisait, publiquement, l'éloge du Maréchal, au moment même où le RP d'Argenlieu, bon ambassadeur, cependant, de la France combattante, éprouvait les plus grandes difficultés à rallier les élites du Canada français.

Nous reçûmes, à cette époque, de fort belles lettres de pères de famille, de mères de prisonniers, d'Américains et d'Anglais de la zone libre. Je n'en ai pas conservé le texte, mais l'accent nous toucha vivement. Nous nous en répétions, volontiers, les termes. Et le soir, en nous couchant, nous murmurions, comme un motet, les belles Paroles de Claudel au Maréchal (datées de Brangues, [128] le 27 décembre) : « France, écoute ce vieil homme, sur toi, qui se penche, et qui te parle comme un père. Lève la tête et vois, sous le ciel, quelque chose d'immense et de tricolore. »

Le 1^{er} janvier, le président Lebrun adressait ses vœux au Maréchal. Des vœux fervents. « Santé, courage, moral et chance, pour l'accomplissement de votre haute mission ! »

C'est à la même époque que Langevin fut libéré sur l'honneur. Sa libération nous apparaissait, à nous, qui n'étions pas de ses amis, comme une date de l'honneur français. Quelques semaines plus tôt, je l'avais fait espérer, au cours d'un long entretien, à M. Hadamard, l'une des gloires de l'école mathématique française, que ni sa race — il était, je crois, cousin d'Alfred Dreyfus — ni ses opinions politiques, ne nous auraient empêchés de recevoir.

Sans doute, les Allemands nous serraient-ils la vis. Fermeture presque totale de la ligne de démarcation. Communications brèves et souvent comminatoires, transmises par la Commission de Wiesbaden où le général Doyen déployait un beau courage verbal. Interdiction faite aux ministres de regagner Paris. Petites vengeances individuelles. Mais nous « tenions le coup ». L'un de mes frères, vicaire de Saint-Étienne d'Issy, fut arrêté, chez lui, un soir de janvier, par la Gestapo, conduit au Bois de Boulogne, avec deux de ses jeunes élèves de la JOC, menacé d'être abattu sur la neige, puis incarcéré au Cherche-Midi, où il resta six semaines en cellule. Il en sortit tout guilleret. Sa première lettre fut pour me recommander de persévérer dans la ligne, où nous nous étions engagés.

*
* *

Flandin, pendant ce temps, s'installait aux Affaires étrangères. J'ai dit assez le faible empressement avec lequel sa venue avait été

accueillie, pour ne pas reconnaître qu'il manifesta, au cours de ces huit semaines de séjour à Vichy, de hautes qualités d'administrateur et d'homme de gouvernement. Flandin professait, sur le respect de la personne humaine, les opinions de tous les Français dignes de ce nom. Il aimait la liberté. Il souhaitait une réforme profonde de l'administration, une décongestion du pouvoir, une franche promotion [129] des communautés. Son cabinet (Binoche, Baraduc et Calvy) offrait un heureux contraste avec l'entourage de Laval, avec toute cette lie de collaborationnistes, de courtisans faméliques, de journalistes adipeux, l'« affreux Luquet », en tête, dont nous n'avions jamais pu supporter le contact.

Flandin me fit venir à plusieurs reprises. Il m'interrogea, de façon précise, sur l'articulation des rouages d'un État, dont, parlementaire de tradition, il ignorait jusqu'au premier mot. Il se montra stupéfait de certaines lacunes d'organisation (Information et Police entre autres) qu'il ne pouvait, logiquement, attribuer qu'à l'extraordinaire négligence de Laval. Il reprit en mains, aidé de Rochat, la réorganisation du ministère des Affaires étrangères, et s'assura l'effective direction des négociations menées avec l'Allemagne, par l'intermédiaire de notre délégation à la Commission d'armistice. Il s'orientait, manifestement, dans la double voie d'une restauration de l'État et d'un « amollissement » de la collaboration.

Je vois, encore, Flandin dans le grand salon de l'Hôtel Sévigné, le 1er janvier, au cours de la réception du Corps diplomatique. À ses côtés, un charmant homme, mais de taille exiguë, le baron Denaint, chef adjoint du Protocole, présentait au Chef de l'État les ambassadeurs et ministres. Avec ses deux mètres de haut, Flandin aurait mis, facilement, dans sa poche, le bon Denaint, que nous appelions, un peu méchamment « Quart Vichy ». Il se contentait de se pencher sur lui et de l'interroger sur telle ou telle personnalité. La scène était irrésistible...

Flandin se trouvait, aussi, aux côtés du Maréchal, lorsque le Chef de l'État reçut, le 7 janvier, l'amiral Leahy, nouvel ambassadeur des États-Unis. Un bataillon de fusiliers marins rendait les honneurs, sur les allées couvertes de neige du Parc Sévigné. L'amiral fit une entrée très digne, en jaquette, avec un haut-de-forme d'une taille démesurée, qui me rappelait, je ne sais pourquoi, certaines images de la guerre de Sécession. Il était suivi de Matthews, de MacArthur, du commandant

Schow et du capitaine de corvette Hillenkoetter, ces deux derniers en brillant uniforme.

La remise des lettres de créance se déroula dans une atmosphère de grande cordialité. L'amiral Leahy eut un mot aimable pour chacun [130] d'entre nous. Le Maréchal le retint ensuite, avec Flandin, dans son bureau, pour un petit entretien d'une dizaine de minutes. Flandin sortit de l'entretien, le visage épanoui. Il me parla d'une lettre charmante du Président Roosevelt, que l'amiral Leahy venait de remettre au Chef de l'État et dont nous pouvions augurer de solides espoirs. Nous étions tous, alors, convaincus que le départ de Pierre Laval avait ouvert de fortes chances à la France, dans la voie de l'amitié et du soutien américains.

Il n'y eut pas, à cette époque, de Vice-président du Conseil, mais un triumvirat assuré par Flandin, l'amiral Darlan et le général Huntziger. Pour peu que les hommes s'entendissent, la formule n'était pas mauvaise. Elle rejoignait les conceptions polyédriques du Maréchal et nous parut, à l'épreuve, assez efficace. Je ne rencontrai, jamais, pour ma part, meilleure occasion d'assurer entre le Chef de l'État et ses ministres une utile liaison.

Les trois chefs de file se réunissaient, en de fréquents comités, presque quotidiens, dans le bureau de l'amiral Darlan. Ils m'y convoquaient très souvent. Alibert, Peyrouton, Bouthillier complétaient la brochette. C'est au cours de ces comités interministériels que furent prises un grand nombre de décisions intéressant la politique extérieure (poursuite de la guerre contre le Siam), la politique intérieure (Conseil national, libération de militants syndicalistes) et surtout le ravitaillement.

Les présidents Herriot et Jeanneney furent reçus, à la fin de janvier, par le Maréchal. L'entretien, qui portait, cependant, sur l'exclusion des parlementaires juifs, fut l'un des moins agités de ceux que le Chef de l'État eut avec ces redoutables partenaires. Le Maréchal en sortit assez satisfait « Je leur ai donné raison, me dit-il. Notre brouille va cesser. »

Flandin agissait avec tact, évitant de manifester trop d'autorité sur ses collègues. Mais il ne résista pas au désir de s'emparer de l'Information, cellule complémentaire, à son sens, des Affaires étrangères, et d'y installer l'un de ses amis, le professeur Portmann, sénateur de la Gironde, lequel s'y conduisit avec honnêteté, mais sans

éclat. Ce fut, là, l'origine d'un assez vif refroidissement entre Flandin et Baudouin, qui, depuis son départ du « Quai d'Orsay », s'était vu confier [131] dans un ministère de la Présidence du Conseil, les problèmes de l'information, de la Jeunesse et de la Légion, et ne se sentant plus soutenu donna sa démission.

*
* *

Laval, cependant, tentait une nouvelle offensive pour se raccrocher à Vichy. Il fit faire au Maréchal, par l'intermédiaire de Benoist-Méchin, de discrètes ouvertures en vue d'un entretien, qui se déroulerait dans le voisinage immédiat de la ligne de démarcation. La petite gare de la Ferté-Hauterive, sur la ligne de Vichy à Moulins fut choisie pour le lieu de la rencontre. Le Maréchal me pria de l'accompagner, et décida, pour ne pas donner l'éveil, de s'y rendre dans le plus grand secret.

Nous partîmes, en voiture, de Vichy, le 18 janvier, au début de l'après-midi, comme si nous n'avions dû faire qu'une courte promenade aux environs, et rejoignîmes, à cinq ou six kilomètres de la ville, un peu au-delà de l'aérodrome, le train spécial du Chef de l'État, qui stationnait sur la voie ferrée, près d'un passage à niveau. Berthelot bon factionnaire, battait la semelle. Il nous fallut grimper un talus assez raide et le Maréchal dut s'accrocher aux fortes épaules de deux gardes mobiles, pour atteindre le marchepied de son wagon. Berthelot l'interrogea d'un œil inquiet : « J'espère que vous n'allez pas nous ramener Laval, Monsieur le Maréchal. — Non, m on ami. Soyez sans crainte ! » Nous ne mîmes que vingt minutes pour atteindre La Ferté, où Pierre Laval, sa canne à la main, nous attendait sur le quai. Je lui fis signe de monter et le convoi se rangea sur une voie de garage.

Le Maréchal s'excusa auprès de Pierre Laval de m'avoir emmené avec lui et me pria de demeurer à ses côtés. Je m'assis discrètement, au fond du salon, tandis que le Maréchal et Laval se carraient dans deux pullmans voisins. Curieuse entrevue. Laval prit le premier la parole, pour regretter les écarts de langage auxquels il s'était livré le 17 décembre, en présence d'Abetz. Mais il s'empessa de souligner qu'il avait été victime d'un abominable complot et qu'il désirait en obtenir sinon la réparation, au moins l'explication. Hypothèse d'une « séquestration » du chef de l'État, cession des mines de Bor, contrat [132] d'Hachette ou d'Havas, Laval cherchait, en évoquant les

prétendus griefs, qui pouvaient lui être adressés, à provoquer une réaction du Maréchal. Mais celui-ci se taisait, ou n'esquissait que de sobres gestes de dénégation. « Mais enfin, pourquoi m'avez-vous fait arrêter, Monsieur le Maréchal ? — Parce que vous ne me renseigniez pas. Je n'ai fait que cela, pendant cinq mois. — Oh, oh ! vous me renseigniez en passant, à la va-vite, une fois sur dix. Vous me disiez ce que vous vouliez, et la preuve... — La preuve ? — C'est que vous ne m'avez jamais laissé de rapports... — De rapports ? — Oui, de rapports écrits. »

Je fronce les sourcils et tente de faire comprendre au Maréchal qu'il est en train de s'enfermer. Mais Laval interrompt : « Ce n'est pas ma faute, Monsieur le Maréchal. Je suis un homme politique. Je ne suis pas un militaire. Des rapports, je n'en ai jamais fait. Et puis, ceux que je vous aurais remis auraient été saisis sur votre table, dans les quarante-huit heures et communiqués au général de Gaulle... Alors, vous comprenez ! » Et Laval se lance dans un long monologue. Il n'insiste pas, d'ailleurs, sur la nécessité de son retour immédiat au pouvoir. Mais il met le Maréchal en garde contre Flandin, « l'homme du marquis de Londonderry, un politicien sans grandeur, avec lequel les Allemands se refuseront toujours à traiter. » Il prie, aussi, le Chef de l'État de liquider, au plus vite, un « entourage » dont les convictions anglophiles ou gaullistes ne sont plus à démontrer et qui ne cessera de lui valoir les pires difficultés.

Le Maréchal répondit avec beaucoup de fermeté, et même avec brio. Il reprocha à Laval d'être intervenu, trop souvent, auprès des Allemands, sans le consulter, de l'avoir « embarqué », contre son gré, dans l'aventure de Montoire, de s'être lancé, dès le début, dans une politique personnelle. Il prit la défense de Flandin et de son propre entourage — le général Laure et l'amiral Femet, notamment — avec beaucoup d'énergie. J'étais stupéfait de l'allure d'une telle riposte. Laval tentait d'interrompre. « Laissez-moi terminer. Je suis, ici, pour vous dire ce que j'ai sur le cœur. Je vous le dirai ! »

Laval, tout à coup, se montra plus accommodant. « Je ne dis pas, Monsieur le Maréchal, que je n'aie pas eu des torts envers vous. Je ne dis même pas que je n'aie pas, parfois, manqué de psychologie. [133] Que voulez-vous ! L'atmosphère était, pour moi, toute nouvelle. Je ne suis pas habitué aux militaires. Mais vous n'oublierez, tout de même pas, qu'à l'Assemblée nationale... — Oui, je sais, vous m'avez rendu

de grands services. Mais cela n'empêche pas... — Pourquoi nous disputer, Monsieur le Maréchal, puisque nous partageons les mêmes points de vue, sur beaucoup d'hommes et beaucoup de choses ? — Vous croyez ? — Mais oui, Monsieur le Maréchal. Et puisque, au fond, rien de grave ne nous oppose, je ne vois pas pourquoi nous ne profiterions pas de la circonstance, pour nous mettre d'accord sur des choses concrètes, tenez, sur les termes d'une petite déclaration, d'un communiqué à la presse, par exemple. — Tiens, c'est une idée ! »

Sous la pointe adroite de l'« auvergnat », le Maréchal faiblissait. Je crus devoir intervenir. « Vous m'avez dit tout à l'heure, Monsieur le Maréchal, que cette entrevue devait rester officieuse, que vous ne donneriez rien aux journaux. » Laval me fixe, l'œil dur. « De quoi vous mêlez-vous, du Moulin ? Vous êtes, ici, pour prendre des notes, non pour nous interrompre. » J'allais répondre, lorsque le Maréchal, contre toute attente, se met à faire chorus avec Laval. « M. Laval a raison. Nous sommes majeurs tous les deux. Vous n'avez pas à nous dicter notre conduite. Aidez-moi, plutôt, à rédiger le communiqué. — Ne vous donnez pas cette peine, Monsieur le Maréchal, interrompt Laval, je l'ai en poche. » Il sort de son veston un papier crasseux, zébré de quelques coups de crayon, et nous le lit : « Le Maréchal Pétain et le Président Laval se sont rencontrés en gare de La Ferté- Hauterive. Ils ont constaté qu'aucun dissentiment sérieux ne les opposait. Ils se sont quittés... »

J'essaie, de biais, cette fois, et prudemment, de suggérer quelques retouches. Cette rencontre spontanée de deux « puissances de même rang », a quelque chose de si bizarre, de si truqué, que les lecteurs découvriront, trop facilement, la ficelle, l'artifice. « On ne vous croira pas, dis-je à Laval. Allongez le papier de quelques lignes. Mettez-y des nuances. » Le Maréchal approuve. Laval ne répond pas, mais se montre conciliant sur le choix des termes que le Maréchal lui propose. Il n'est plus question de « dissentiments », mais de malentendus dissipés. Cela ne vaut guère mieux. C'est même pire. Le communiqué reste filandreux. Mais il fait éclater une moindre [134] fanfare, en l'honneur du Président. C'est une sorte de pot-pourri, de motion « nègre-blanc », dont nous aurions, vraiment, pu faire l'économie. Au fond, le Maréchal s'est laissé rouler. Cet homme, qui avait mangé du tigre, s'est pris aux ressorts d'un piège à rats. Laval nous quitte. Il est convenu que nous nous enverrons, l'un à l'autre, un procès-verbal de l'entrevue. Le train

repart. Plongé dans un silence boudeur, je laisse le Maréchal en proie à ses méditations...

Flandin nous attend à l'Hôtel du Parc. Je lui raconte la scène. Il réfléchit un moment et rédige, sur un coin de table, une note pour la radio. Cette note, d'une olympienne sérénité, annule, en trois phrases, l'effet du communiqué de Laval. C'est du bon vaudeville.

Le surlendemain, Laval me téléphone de Paris : « Votre procès-verbal est un tissu de mensonges. Je ne vous enverrai pas le mien ! — Nous n'en mourrons pas, Monsieur le Président. — C'est possible. Mais vous aurez de mes nouvelles ! » Je n'en eus pas de longtemps, mais ni les Allemands, ni la presse parisienne, la presse de Déat et de Luchaire, ne pardonnèrent à Flandin cet escamotage trop habile. Son sort était déjà réglé...

Le coup de grâce lui fut donné, au début de février, lorsque Abetz et ses amis apprirent qu'un officier de son cabinet, le commandant de l'air Stæhlin, était entré en rapport avec certains chefs de la Wehrmacht, sans passer par l'Ambassade. Fable ou réalité ? Je n'ai jamais su le démêler. En tout cas, Flandin partit. Il avait été précédé de huit jours, dans son limogeage, par le malheureux Alibert, à qui les Allemands faisaient porter le poids de la mise en scène « cagoularde » du 13 décembre.

*

* *

Le départ d'Alibert, auquel le Maréchal sembla consentir sans grand regret, fut, pour l'intéressé, un véritable drame. L'infortuné Garde des Sceaux se considérait comme le premier personnage du régime, comme le Sieyès de la Révolution nationale, comme l'ami le plus intime et le confident le plus sûr du Maréchal. Il avait été, à Paris, le chef de son cabinet dans le ministère Paul Reynaud. Il avait été, à Bordeaux, sous-secrétaire d'État à la présidence du [135] Conseil. Son nom demeurait inséparable des débuts du gouvernement du Maréchal, des pressions faites sur Lebrun, pour l'empêcher de gagner l'Algérie, de la préparation des articles constitutionnels des 10 et 11 juillet, de la convocation de la Cour de Riom, des premiers décrets d'épuration, des lois sur le retrait de la nationalité, sur le divorce, sur les Juifs. Familier de la première heure, il était le seul des ministres, qui, par un privilège insigne, fût encore invité, tous les matins, à la table du Maréchal. Son renvoi lui paraissait quelque chose d'insensé, de monstrueux ;

l'indifférence du Maréchal, une véritable apostasie. Comment et par qui, d'ailleurs, le remplacerait-on ? Il épiait toutes les entrées...

Un beau matin, le 24 janvier, le Maréchal pénétra dans mon bureau, à l'heure du déjeuner. Je m'y trouvais, en compagnie d'un de mes anciens camarades du Quartier latin, M^e X..., pauvre bougre, assez besogneux, radical et franc-maçon, avocat marron, de surcroît, et qui mourut en 1942, à la suite d'une assez fâcheuse histoire de marché noir. M^e X... venait me demander de prendre sa fille comme dactylo au cabinet. Le Maréchal, apercevant mon visiteur, se le fit présenter et lui dit : « Je suis heureux, mon cher maître, de rencontrer une personnalité du barreau parisien. Venez donc déjeuner avec moi. » Maître X... ne se le fit pas dire deux fois et je descendis avec lui jusqu'à la salle à manger. J'étais, au fond, assez gêné. Comment empêcher cet excellent garçon, au langage trivial et gras, de se livrer à quelque incongruité ? Je le plaçai à la droite de la Maréchale et me mis, moi-même, à sa droite, pour parer au moindre impair. Alibert assistait au déjeuner. Le Maréchal n'eut pas de mots assez flatteurs, pour son nouveau convive, qui fort heureusement n'ouvrit qu'à peine la bouche. Mais Alibert écumait. Il m'aborda, au café, d'un air rageur : « C'est par un type comme cela que vous voudriez me remplacer ? Vous auriez pu choisir, au moins, un bâtonnier ! » Je ne pus réprimer une forte envie de rire.

Le pauvre Alibert fut, en fait, remplacé, cinq ou six jours plus tard, par Joseph Barthélémy, à qui, d'ordre du Maréchal, je téléphonai rue de Bellechasse, pour le prier de passer au plus tôt la ligne de démarcation. Mais Alibert ne décolérait pas. Il ne décollait pas, non plus. Nous l'aperçûmes, bien souvent, longeant la façade de l'Hôtel [136] du Parc, la tête enfoncée dans les épaules, les yeux révulsés, mâchonnant son cigare et son amertume. Le malheureux faisait peine à voir. Une opportune nomination de Conseiller d'État, à Royat, lui permit bientôt de changer d'air, sinon de chanson.

*

* *

Flandin partit, quelques jours plus tard, avec dignité, un peu surpris, toutefois, de l'indifférence du Maréchal. Je n'osai lui avouer que le Chef de l'État, qui l'avait accueilli avec beaucoup d'empressement et célébrait ses mérites en toutes circonstances, lui tenait secrètement rigueur, depuis trois semaines, d'avoir introduit trop de parlementaires

au sein du Conseil national. « M. Flandin m'a roulé, nous disait-il, et roulé sciemment. Ces députés sont tous les mêmes. On veut me replonger dans la mélasse ! »

Nous n'en rédigeâmes pas moins, le général Laure et moi, à l'adresse de l'ancien Président du Conseil, un projet de lettre de remerciement, que le Maréchal signa sur-le-champ, d'assez bonne grâce.

Il fut plus cordial avec Peyrouton, que les Allemands avaient compris dans la même liste de proscription. C'est que le Maréchal avait un faible pour Peyrouton. Il aimait ce masque de Vitellius, ces épaules carrées, cette allure de « costaud rayonnant », ce sourire de proconsul. Nous partagions — sauf le général Laure, qui ne pardonnait pas à Peyrouton de négliger l'organisation des services de la Famille — cette sympathie du Maréchal pour l'ancien Résident général en Tunisie. Un vent salubre d'optimisme entraînait, avec lui, dans nos bureaux. Il s'arrêtait, parfois, devant l'armoire à glace, rectifiait le nœud de sa cravate ou le pli de son pantalon, et laissait tomber une série d'apophtegmes politiques, qui n'étaient ni sans force, ni sans saveur. Dévoué au Maréchal, pétri de bon sens et de beaucoup plus de finesse que n'en laissaient apparaître ses jugements souvent sommaires, travailleur, courageux, Marcel Peyrouton donnait, à ceux qui l'approchaient, l'apparence d'un homme heureux, solide, équilibré. Il avait du cœur, de la patte, et manifestait à l'égard des combinaisons politiques autant de curiosité que de scepticisme.

[137]

Notre intimité s'était développée à Marseille, au cours du voyage qu'y fit le Maréchal, en novembre 1940. Appelé à inaugurer un nouveau môle, le Chef de l'État se frayait, avec peine, un passage au travers d'un terrain vague, où toute la lie du port semblait s'être donné rendez-vous : marlous, proxénètes, escarpes, bicots épileptiques, débardeurs rongés de petite vérole, un vrai décor à la Carco. La police d'escorte semblait débordée et j'interrogeais, d'un regard inquiet, l'excellent M. Würzlin, chef de la sécurité du Maréchal. Tout à coup, une fort belle fille, courte de jupe, mais haute en couleur se mit à pousser un cri, en apercevant le Maréchal « Dieu, qu'il est beau ! » Peyrouton, croyant que l'interjection le visait, se retourna et répondit par le plus gracieux sourire. « Mais c'est pas toi, eh c..., c'est l'autre ! » s'écria la fille. Je

surpris le regard déconfit de Peyrouton et ne sus point me mordre les lèvres. Il me tendit la main, sans rancune. « Ce que c'est que de nous, tout de même, mon pauvre du Moulin ! Et dire que c'est un octogénaire qui nous coiffe ! »

Peyrouton ne regrettait pas, au fond, la décision qui mettait fin à sa carrière ministérielle. Bon vivant, gros mangeur, ami de l'aventure, heureux de quitter Vichy, sous la plus honorable des étiquettes, il reprenait sans tristesse, sinon avec enthousiasme, le chemin de Buenos Aires : « Je remonterai à cheval. J'observerai les événements. Ne me laissez pas tomber. Écrivez-moi souvent. Et pas de pitié pour la charogne ! » Le Maréchal lui fit porter une lettre élogieuse. Il y répondit par l'envoi d'une luxueuse plaquette sur l'Œuvre de la France en Argentine et nous quitta, pour ranger dans de confortables valises ses plaids, ses cravates, ses clubs de golf. Vichy perdait beaucoup en le perdant...

*
* *

Mais, qui décidait de tous ces départs ? D'où venaient ces ordres de limogeage ? Des Allemands sans doute, des Allemands de l'Ambassade, mais transmis, accrus, agrémentés par Brinon, dont le 13 décembre, avait fait, par une contradiction ahurissante, le représentant du Maréchal en zone occupée, par Benoist-Méchin, aussi, qui se répandait dans les couloirs, à Paris comme à Vichy, prenait des airs inspirés et laissait entendre que les Allemands se résigneraient [138] à l'élimination provisoire de Laval, si le gouvernement consentait à s'émonder de ses branches les plus suspectes.

Ces travaux d'approche rencontraient, il faut l'avouer, des oreilles trop attentives de la part de certains ministres, de ministres « techniciens », qui n'avaient pas encore reçu l'autorisation de rejoindre Paris, et que cette résidence forcée, dans la capitale provisoire, commençait à rendre assez nerveux. Bouthillier et Berthelot, notamment, trop penchés sur leurs administrations, exagéraient les dangers de cette coupure. Ils se montraient enclins à toute transaction qui, dans l'intérêt de leurs services, leur offrirait l'occasion de reprendre l'heureuse navette « Paris-Vichy ».

Antilavalistes et fort réservés à l'égard de la collaboration, ils n'en estimaient pas moins que leur maintien au pouvoir permettrait

d'arranger bien des choses, qu'allégée de Flandin — avec qui les Allemands se refusaient, décidément, à traiter — d'Alibert et de Peyrouton, qui avaient pris une part trop marquante au complot du 13 décembre, l'« équipe d'origine » continuerait de rendre au Maréchal de grands services. Erreur d'optique, erreur lourde, qu'ils payèrent, l'un et l'autre, un an plus tard...

Mais leur rôle n'eût été que secondaire, s'ils n'avaient reçu le puissant appui de l'amiral Darlan. L'Amiral guettait son heure. Il savait que, Laval disparu, le problème du « dauphin » se poserait à nouveau. Seul un chef militaire, au prestige incontesté, pourrait, au lendemain de la mort du Maréchal, prendre en main les rênes de la France. Au regard des Français, tout d'abord, qui ne pouvaient plus compter, ni sur un grand homme de guerre, ni sur un ancien Président du Conseil. Au regard, aussi, des Allemands, dont l'Amiral commençait à sentir que cette hypothèse, loin de les effrayer, les séduirait peut-être...

Darlan manœuvra. Il avait eu, le 17 décembre, deux entretiens avec Abetz, à Vichy. Il en eut d'autres, à Paris, les 3 et 7 février. Il fit offrir, par l'intermédiaire d'Achenbach, le poste de ministre d'État à Pierre Laval, poste que ce dernier se hâta de refuser. Le 10 février, paraissait l'Acte constitutionnel n° 4 *quater*, qui donnait à l'Amiral les prérogatives de « dauphin ». Le même jour, la Vice-présidence du Conseil se trouvait rétablie à son profit.

[139]

Darlan avait joué supérieurement sa partie. Il la jouait, d'ailleurs, dans le dos du Maréchal, puisqu'il obtenait des Allemands le droit de constituer son ministère — son propre ministère — sans que le Chef de l'État pût se permettre d'en discuter les moindres éléments. Un ministère assez rapidement fait, où l'Amiral s'adjudgeait, outre la Vice-présidence et la Marine, les Affaires étrangères et l'Intérieur, laissés disponibles par le départ de Flandin et de Peyrouton. Il se réservait, de surcroît, un droit de regard sur le Secrétariat d'État à l'Air, toujours géré par le général Bergeret.

À ses côtés venait le général Huntziger, dont le domaine propre se limitait à la Guerre, mais qui obtint un contrôle indirect sur l'Éducation nationale, confiée à Jérôme Carcopino (après récusation d'Abel Bonnard par le Maréchal) et sur la « Famille et la santé », où se trouvait relégué Jacques Chevalier. Caziot demeurait à l'Agriculture et

supervisait le Ravitaillement, attribué, depuis quelques semaines, à Jean Achard. Joseph Barthélémy, fraîchement débarqué de Paris, conservait les Sceaux, tandis qu'Yves Bouthillier groupait, sous l'égide de l'Économie nationale et des Finances, le Travail avec Belin, la Production industrielle avec Pucheu, l'Équipement national avec Lehideux. Trois secrétaires généraux : Moysset, Benoist-Méchin et Marion, étaient adjoints à la vice-présidence du Conseil. Marion recevait, de façon plus précise, le Secrétariat général à l'Information, qui acquit, très rapidement, l'importance d'un véritable Secrétariat d'État.

*
* *

Je voudrais, pour parler de l'amiral Darlan, n'interroger que mes souvenirs. La chose n'est guère facile, car les jugements portés, depuis quatre ans, sur la personne et sur le rôle de l'Amiral se sont superposés à mes premières impressions. Son attitude énigmatique, au cours des premières journées de juin 1940, ses prétendues « défaillances », dans la voiture du Maréchal, entre Paris et Briare le 11 juin, à l'évocation d'un possible Consulat, sa longue espérance d'un Amiralat européen en 1941, font, aujourd'hui, partie d'une légende persistante. Je ne les ai connues, simplifiées, ou déformées, qu'après [140] coup. Et j'aimerais pouvoir m'affranchir des suggestions, dont elles encombrant encore ma pensée. Mais j'ai vu l'Amiral de très près. J'ai servi, pendant plus d'un an, d'agent de liaison entre le Maréchal et lui. Nous avons eu, souvent, de longues conversations, seul à seul. Nous sommes entrés, fréquemment, en conflit. Je puis, donc, tenter de réunir certains des traits les plus marquants de sa psychologie.

Ambitieux, timide, personnel, opportuniste, manœuvrier, bon chef militaire et mauvais chef civil, aussi prompt à l'action qu'apte, en cas d'échec, à faire la part du feu ; tel m'apparaît, encore, à distance, François Darlan.

Ce Méridional est un homme froid, concentré sur lui-même, méfiant, d'une étonnante vulgarité d'attitude et de ton, à qui l'auréole de noblesse, si propre au Maréchal, fait entièrement défaut. On a dit qu'il était un grand marin. Je le crois volontiers. Il aimait, en tout cas, la marine. Il aimait ses marins. Il ne jugeait les hommes et les choses qu'à travers ses jumelles. On a dit, aussi, qu'il était un politicien. Je ne

le crois pas. J'ai rarement vu d'homme aussi peu doué pour la vie politique, aussi peu rompu à la connaissance du personnel et des méthodes parlementaires. La remarque surprendra, puisque Darlan est le fils d'un garde des Sceaux qu'il a traversé les cabinets ministériels, qu'il y a même fait le plus clair de sa carrière, qu'il a traîné, longtemps, dans toutes les commissions de la Chambre et du Sénat. Il paraît n'en avoir gardé qu'un certain goût de la roublardise et de la transaction. Mais il ignore le « bâtiment », l'histoire constitutionnelle, la géographie électorale. Il ne connaît pas cinquante parlementaires sur neuf cents. Il n'a reçu des ministres de la Marine ou des Présidents du Conseil successifs — Léon Blum compris — que des galons ou des étoiles. Il n'a pas été saisi, pénétré, par l'atmosphère politique. S'il aime le pouvoir, c'est qu'il y voit une occasion nouvelle de commander, de naviguer par gros temps, non de présider. C'est un chef militaire, qui éprouve, lui aussi, un curieux complexe d'infériorité, à la pensée de s'engager dans un chenal semé de mines inconnues. Mais il entend dominer ce complexe. Il croit pouvoir briser, par le bluff, par la flatterie, par la brusquerie, la résistance des hommes politiques. Pas plus que le Maréchal, il ne possède vraiment son nouveau métier.

[141]

À terre, c'est un bourgeois, ami de ses aises, ami de l'argent, qui aime à se taper les cuisses, à bourrer sa pipe, à blaguer les curés, à décorer son fils sur le front des troupes, à vivre dans de confortables villas, à rouler dans de puissantes voitures, à briguer l'Ordre de Malte et, qui, pour ses dîners d'apparat, mobilisera la musique des Équipages de la Flotte, autour d'un grand mât, dressé sur sa pelouse...

De curieux réflexes intellectuels. De l'intelligence certes, mais déductive, comme celle du Maréchal. Il n'a pas son pareil, en présence d'une situation déterminée — fût-elle de politique intérieure — pour tracer, d'une écriture nette, un court schéma, où les paragraphes s'enchaînent et se commandent rigoureusement. Lui fait-on remarquer que la situation a évolué depuis la veille, que les prémisses ne sont plus exactes ? « Qu'à cela ne tienne, répond l'Amiral, je vais refaire mon papier. » Il le refait, en cinq minutes, de la même écriture nette, sans une hésitation, sans une rature. Un beau travail d'état-major. Un bel « ordre à la mer ». Mais point de ces silences, de ces méditations, où tout esprit politique laisse s'accomplir un lent travail de maturation, où les impondérables s'ordonnent dans l'intuition. L'Amiral saute sur une

situation, la dépouille en un thème, la rhabille en un ordre du jour, mais n'épouse, jamais, qu'une partie de la réalité.

Il a pour le Maréchal la plus grande déférence. Il sait, d'ailleurs, qu'il ne pourrait rien faire sans lui. Il ne l'attaque jamais de front. Mais il prendra ses bénéfiques sur les marges. Sa popularité sera toujours très faible. Il l'étaiera de discrètes photos dans les vitrines, de thuriféraires à gages, dans la presse — Georges Suarez, Maurice Martin du Gard —, d'une claque à peine assourdie dans les cortèges ou dans les voyages, au point que le Maréchal finira, bien inutilement, par en prendre ombrage.

En face de lui, l'Amiral ne supporte personne. Il a, d'un geste prompt, éliminé Laval. Il « descendra » Weygand. Il coiffera, plus tard, Giraud. C'est que, se sachant faible et vulnérable, mais gardant le goût des sommets, il redoute, par-dessus tout, la concurrence. Au gouvernement, Huntziger et Caziot le rassurent par leur loyauté, Bouthillier et Berthelot par leur technicité, Platon, par sa médiocrité. Mais il prendra très vite Barthélémy en grippe, s'irritera de l'ascendant [142] que le Garde des Sceaux croit pouvoir tirer de son passé parlementaire et le traitera, assez lourdement, de « 35 000 tonnes ». Il lui faudra de longs mois pour comprendre que Benoist-Méchin et Pucheu ne jouent plus le franc jeu, vis-à-vis de lui. Il cherchera alors à les briser. Trop tard...

*
* *

Détestait-il l'Angleterre ? Ce n'est même pas très sûr. Il accablait de ses brocards sir Dudley Pound, mais réservait une place dans son cœur à l'amiral Gunningham. Ses discours seront d'un « antibritannisme » incendiaire, mais il ne les prononcera que parce qu'il croit les Français anglophobes et qu'il s'imagine, bien naïvement, que les Allemands lui en sauront gré. Appréciait-il les Allemands ? C'est encore moins sûr. Il s'est courageusement battu contre eux, en 1917, comme commandant de fusiliers marins. Il ne manque aucune occasion de rappeler qu'il a, par son « Ordre secret » du 20 juin 1940, enjoint à ses officiers généraux de combattre farouchement, jusqu'au bout ; qu'il a fait partir, le même jour, le *Jean-Bart*, pour Casablanca, le *Richelieu* pour Dakar : qu'il a prescrit, le 24 juin, le sabordage de la flotte, à la « barbe » de tout étranger, quel qu'il fût, ancien allié ou ennemi. Il déclare, même,

que l'ordre de sabordage ne s'exécutera que si les bâtiments ne peuvent rallier les États-Unis. Il parle, en toutes circonstances, du *Bison*, du *Sirocco*, du *Foudroyant*, de *L'Adroit*, exalte Lapébie et n'arrive pas à se consoler de la dissidence d'Auboyneau. Mers-el-Kébir, sans doute, l'a blessé. Mais Dakar a été une bien belle revanche...

En fait, il tient à sa marine. Il ne la laissera à personne. Il jouera d'elle. Mais il ne l'exposera pas. Il n'en livrera aucun secret, ni la technique du système « Azdic » de détection sous-marine, ni le moindre prototype d'appareil. Il agace l'opinion, en parlant, à satiété, de la « marine invaincue ». Mais il sait que cette marine est son grand, son seul atout. Il tient aussi à ses marins. C'est qu'il les connaît, qu'il peut les juger. Mais il en met partout. Il en met trop. Il en remet. Platon aux Colonies. Abrial et Fénard à Alger, Estéva à Tunis, Decoux en Indochine, Robert à La Martinique, Duplat, à la Commission [143] d'armistice de Turin, Penfentenyo à la Famille, Femet et Docteur au Conseil national, Le Luc au Conseil d'État, Gouton à la tête des commissaires du Pouvoir, Bard, à la Préfecture de police. Il fera de Dupré un chef du SR, de Duvivier un animateur de la Radio, de Rodeilec un intendant de police, de Labat un policier, d'Hamon (beau-père de son fils), de Tracou, de Belot, de Loïc Petit, des préfets. Il garde, auprès de lui, ceux qu'il estime les meilleurs : Auphan et Bourragué. Il laissera la Haute Mer à l'amiral de Laborde, marin superbe et caractère de chien, qui se fait catapulter, à l'aube, sur son hydravion, distribue les jours d'arrêt à la cantonade, battraît aux points un professionnel de la boxe ou du catch, mais saurait, l'heure venue, entraîner au combat les plus belles unités...

Un jour, Marion lui donne des « inquiétudes ». Darlan me les confie. « Ce type-là m'embête ! — Remplacez-le, Amiral. — Non, c'est impossible, les *Fritz* gueuleront. — Alors, que voulez-vous en faire ? — Je vais lui coller un contrôleur. — Un contrôleur ? — Oui, sous la forme d'un Secrétaire général adjoint à l'information. — Mauvaise architecture, Amiral. Vous allez démolir le service et vous n'éliminerez pas Marion. — Mais j'ai un type épatant. — Qui cela ? — Renon ! » Je ne fais pas d'objection. Le commandant Renon est, en effet, un magnifique marin, grand amputé de guerre, fin, spirituel, cultivé. Il ferait un excellent Chef de l'Information au ministère de la Marine ; mais à l'échelle de la France entière, il manque un peu de « format ». De défense, aussi. Marion l'éliminera, six semaines plus tard...

L'entourage direct est, bien entendu, composé de marins : Guichard, un « chartiste » de la flotte, le type même de l'attaché naval de bonne maison, que ses manières courtoises et ses grâces pleines d'onction désigneront pour la direction du cabinet des Affaires étrangères, et qui s'en acquittera, d'ailleurs, fort bien ; La Monneraye, contrôleur général de la Marine, bon spécialiste du droit administratif, mais qui s'ébroue dans la politique avec l'aisance d'un noyé ; Fatou, qui s'incrute à Paris ; Jouannin et Rollin, que l'on casera, plus tard, à l'intérieur et à la Police. Mais surtout Paul Fontaine, capitaine de vaisseau, aide de camp de l'Amiral...

[144]

Fontaine, « Pépin » dans l'intimité, est un de mes vieux camarades de collègue. C'est un chef superbe, qui, face aux Allemands, s'est enfoncé dans les flots, droit sur son bâtiment. C'est une force de la nature. Mais c'est aussi un « tout-fou » qui bourre sur l'obstacle et méprise les nuances. Un coffre, des pectoraux, une volonté de fer. Mais une psychologie souvent rudimentaire. Dès que Fontaine entre en rapport avec l'état-major de la *Kriegsmarine*, Darlan perd des points. La camaraderie de la mer, le langage des pairs, les mirages de la haute politique abusent l'impulsif aide de camp. Fontaine n'abdique pas, ne s'agenouille jamais, mais se croit tout permis. Et, si, d'aventure, des problèmes de « collaboration technique » sont évoqués, Fontaine, qui tuerait aussi bien son boche à bout portant, s'exprime sur les possibilités de l'avenir, avec trop d'assurance, trop de liberté. La « collaboration », pour lui, c'est le moyen de mettre les Allemands dans son jeu, c'est-à-dire dans le jeu de l'Amiral. Car il ne fait qu'un avec Darlan. Il le défend envers et contre tous : « Père, gardez-vous à droite. Père, gardez-vous à gauche ! » Cette diplomatie d'estrambord m'énerve un peu. Nous avons, Fontaine et moi, de violentes altercations, chacun prenant, avec vigueur, le parti de son patron. Fontaine traite le Maréchal sans respect. Mais il souffre, comme une bête blessée, de toute atteinte portée aux droits de l'Amiral.

Ainsi, les problèmes les plus graves se trouvent-ils traités, entre deux portes, par une équipe de conseillers ardents, brutaux, mal dégrossis, qui déposséderont les Affaires étrangères, et notamment Rochat, de tout droit de regard sur les problèmes franco-allemands, qui se rendront trop souvent à Paris, qui n'hésiteront même pas à pénétrer dans l'Ambassade, sans s'apercevoir qu'à leurs côtés se dresse,

concurrente et bientôt triomphante, la silhouette glacée de Jacques Benoist-Méchin.

*
* *

Des grandes affaires, les autres ministres ne connaissent rien, ou presque rien. C'est la « dictature Darlan ». Il est interdit de pénétrer les secrets de la Guerre, de la Marine, de l'Air, de la politique étrangère, [145] de la Police, de l'Information. « Techniciens à vos postes, et pas ailleurs ! » dirait volontiers l'Amiral à ses ministres. Et, de fait, les malheureux se replient sur leurs départements respectifs. La responsabilité ministérielle devra-t-elle jouer, un jour, à leur détriment, alors qu'aucune solidarité politique ne les a jamais liés à leur chef ? C'est une question, que je me posais bien souvent, en assistant, témoin muet, aux débats du Conseil des ministres.

Curieux Conseil, et qu'on eût volontiers appelé, sous la Troisième République, Conseil de cabinet, puisque à côté des ministres, les secrétaires d'État — sorte de sous-secrétaires d'État d'un rang légèrement plus élevé — y prenaient part. Mais le Chef de l'État présidait ces séances plénières, ce que n'eût jamais accepté de faire aucun Président de la République. La formule était doublement mauvaise, puisqu'elle dépassait le cadre d'une réunion restreinte, seule efficace, et qu'elle obligeait le Maréchal à présider une table beaucoup trop vaste pour lui.

Il la présidait, sans fatigue apparente, mais sans activité réelle, se bornant à suivre les débats, à prendre quelques notes, à se divertir, aussi, des conflits, qui opposaient parfois ses ministres. À sa droite, à la place d'honneur, Huntziger ; à sa gauche, Barthélémy, que cet effacement protocolaire — la Justice bénéficiait jadis d'une prééminence incontestée — dressait en bouderies de tabouret, contre la prépondérance des militaires. En face, Darlan.

Darlan n'ajoutait, à vrai dire, que peu de liant à la sauce. Si le Maréchal ne présidait les débats qu'en théorie, l'Amiral ne les dirigeait qu'en principe. Il ouvrait le feu, par une courte déclaration, écrite à l'avance, et dans laquelle il se plaignait souvent des indiscretions de ses collègues, parfois, même, d'inopportunes confidences de l'entourage du Chef de l'État. Un coup d'œil de mon côté. Je fixais calmement les

yeux bleus de l'Amiral, et rejoignais, très vite, d'autres yeux bleus, qui souriaient de malice.

L'ordre du jour abordait, ensuite, les affaires sérieuses et sans éclat : ravitaillement, répartition des stocks industriels, juridictions diverses. J'avais le loisir d'observer chacun des ministres et d'épier leurs réactions. Étrange assemblée, bizarre conglomerat, que modifièrent petit à petit, le départ de Chevalier, [146] puis d'Achard, l'arrivée de Romier, de Moysset, de Charbin, du docteur Huard.

Il y avait, là, des hommes, comme Romier et Carcopino, dont la place était, déjà, marquée à l'Académie française, et que peu d'anciens ministres de l'« entre-deux-guerres » — sauf, peut-être, Poincaré, Barthou, Bérard, Herriot, Tardieu, Léon Blum, Jouvenel et Monzie — auraient pu se flatter d'égaliser, sous le rapport de la culture et de l'esprit.

Il y avait, aussi, à côté d'eux, des sages : Barthélémy, Caziot, Moysset, Charbin, qui n'auraient pas déparé les travées du Sénat. Deux fonctionnaires de grande classe : Berthelot et Bouthillier. Deux marins : Darlan et Platon. Deux généraux : Huntziger et Bergeret. Un des espoirs de l'ancienne CGT, Belin. Un chirurgien de haute distinction, le docteur Huard. Des industriels ou des financiers déjà connus, Pucheu, Bamaud, Lehideux. Un être, moins facilement définissable, mais dont le talent n'était pas contesté : Benoist-Méchin.

Au total, un ministère de personnalités et de compétences, mais sans véritable expérience politique, sans cohésion spirituelle. Le moindre vétérinaire radical des équipes Sarrien ou Brisson se fût montré, à l'égard de son chef, plus utilement exigeant que cet aréopage d'hommes bien élevés, quasi muets.

Et, pourtant, ces mauvais politiques furent de grands commis. Ils ne possédaient, sans doute, aucune des « ficelles » de leur métier, ils ne se souciaient ni de leur popularité, ni de leurs arrières, ni d'un retour plus ou moins bref à meilleure fortune. Mais ils surent se montrer indépendants, courageux, travailleurs, désintéressés. L'opprobre qui rejallit, encore, sur Vichy a laissé dans l'ombre leurs mérites. Eux-mêmes sont demeurés longtemps en prison. Beaucoup y sont morts, et d'une mort affreuse. D'autres y attendent l'heure d'un jugement, où l'on souhaiterait qu'à l'aumône d'une réhabilitation se joignît la généreuse offrande d'un remerciement. Aucun d'eux, sauf Benoist-Méchin, n'a vraiment mérité pareille disgrâce...

Ces « complices de la trahison » furent, en fait, les auteurs d'un redressement magnifique, accompli dans des conditions souvent atroces, au milieu de difficultés sans nombre, sous le contrôle, les menaces et les réquisitions de l'occupant. Et j'aimerais qu'une plume [147] indépendante rendît, un jour, hommage à l'excellence des méthodes, qui, dans tous les domaines, administratif et technique notamment (ravitaillement, chemins de fer, travaux publics, finances) leur permit d'assurer la première renaissance du pays. La plupart d'entre eux n'admettraient pas, d'ailleurs, même aujourd'hui, que l'on ne mêlât point à l'éloge de leur œuvre l'éloge de tous ces fonctionnaires, grands, moyens et modestes, qui s'y dévouèrent d'un cœur si prompt, dont beaucoup ne pouvaient avoir, pour le Maréchal, l'admiration ou l'affection que nourrissaient leurs chefs, mais qui apportèrent à la Résistance ce qu'ils avaient apporté d'abord à Vichy : leur expérience et leurs vertus.

Avant de reprendre la description, anecdotique et parfois familière, des faits et gestes de leurs « patrons », je tenais à donner aux uns comme aux autres ce simple coup de chapeau.

*
* *

Au Conseil, le général Huntziger n'ouvrait la bouche que lorsqu'il s'agissait de l'armée. Il s'exprimait sans facilité, mais avec une grande sincérité. Il possédait un don de sympathie peu commun. J'y cédaï d'autant plus, que mon frère, ancien officier d'ordonnance du général, en Syrie, avait, jusqu'à sa mort, conservé pour son chef une véritable affection. Mais, à son ministère, comme au Conseil, le général Huntziger me décevait par une certaine lenteur, par son apparente indétermination en face des exigences allemandes, par son souci de « couvrir » l'armée envers et contre tout. Maintien de généraux incapables, décorations répandues à profusion, essence trop libéralement distribuée et jusqu'au moindre adjudant d'écritures, toutes ces faiblesses, tous ces abus trouvaient chez le ministre de la Guerre de généreuses complicités. « Cerveille de noisette », disait de lui, Darlan, dans l'intimité. Le mot était injuste, mais il porta. En fait, Huntziger n'avait jamais réussi à remplacer Weygand. Son élégance, sa prestance, son air jeune et martial en faisaient le premier officier de la nouvelle armée. Mais ils ne réussissaient point à lui valoir la classe d'un grand ministre. Huntziger mourut, dans l'Aigoual, d'un affreux accident

d'avion, et certains détails, qui me furent révélés plus tard sur son attitude à Rethondes, [148] courageuse et digne, sur son activité secrète, sur la part qu'il prit, notamment, à la mission du colonel Groussard, à Londres, me permirent de penser que cet homme, peu résistant d'allure, avait, tout de même, vis-à-vis des Allemands, joué, consciencieusement le « double-jeu »...

Caziot donnait, volontiers, son avis, même sur des problèmes qui n'étaient pas du ressort de l'agriculture. Il le donnait, toujours, avec sagesse. Statue de l'honnêteté paysanne, Caziot fut l'un des piliers les plus solides de l'équipe du Maréchal. Je n'oublierai, jamais, ni la qualité de son jugement, ni la chaleur de son amitié. En appelant, auprès de lui, Achard, pour l'aider dans la gestion du Ravitaillement, le ministre de l'Agriculture n'avait pas fait un mauvais choix. Achard, dont le passé soulevait toujours quelque orage — et qui se prévalait trop, à mon gré, du parrainage politique de Gabriel Leroy-Ladurie était, peut-être, l'homme qu'il eût fallu maintenir au Ravitaillement. Rapide, adroit, prompt à tirer parti des moindres possibilités, faisant feu des quatre pieds, il avait toutes les chances de nous « dépanner » assez vite. Le rude hiver 1940/41 lui fut fatal et, aussi, certaine désinvolture, qui, s'ajoutant aux avatars supposés de sa carrière, le faisait apparaître comme dénué de scrupules. Très vite, le Maréchal en prit ombrage. Achard se trouvait, d'ailleurs, desservi, auprès de lui, par un intendant général, vaniteux et rampant, qui répondait, je crois, au nom de Monnantheuil. Ce Monnantheuil voulait être, bien entendu — c'était le rêve de tous les intendants — ministre du Ravitaillement. Il montait en brochette les critiques portées contre Achard par la presse parisienne. Il y ajoutait son grain de sel ou de saumure et saupoudrait le tout du récit d'un « réveillon crapuleux », dont Achard aurait été l'animateur, dans une auberge du Mont-Dore. Scandale d'ailleurs véniel, et qui ne dépassait pas les frasques tolérables d'un célibataire. Achard fut chassé, dans des conditions d'une assez noire injustice. Mes protestations, mes demandes de réparation, se brisèrent sur le roc de l'hostilité du Maréchal.

M. Charbin, qui lui succéda, semblait descendu d'une galerie de portraits de la Chambre de Commerce de Lyon. Il apporta, dans l'exercice de sa tâche difficile, beaucoup de conscience et de dévouement. [149] Mais on ne l'entendit presque jamais au Conseil. L'Amiral, Platon, Benoist-Méchin, Moysset, Barnaud, le docteur

Huard, imitaient son silence. Pucheu, Berthelot et Bouthillier se donnaient plus de mouvement.

Pucheu mériterait, à lui seul, les plus longs développements. J'essaierai de fixer sa physionomie, dans un prochain chapitre. Berthelot pétillait d'intelligence et d'esprit. Les moindres exposés, les plus lourds, aussi, prenaient sur ses lèvres un accent de malice et de persuasion. Je lui ai connu de rudes ennemis. J'ai souvent entendu faire le procès de ses tendances, de son opportunisme, de ses imprudences de langage. Mais je ne me défendrai, jamais, d'un sentiment de sympathie et même d'admiration, à l'égard d'un homme jeune, direct, actif, qui fut, de l'avis général, un excellent Secrétaire d'État aux Communications, qui tenait bien en main ses différentes équipes, les cheminots surtout, et qui se montra, à Vichy comme à Paris, un Français courageux, aussi prompt à rompre en visière avec les Allemands, qu'à défendre, adroitement, les intérêts du pays.

D'Yves Bouthillier, une trop lointaine camaraderie m'empêche de parler avec l'objectivité désirable. Il avait débuté, en 1927, dans l'inspection des Finances, comme jeune adjoint de ma tournée. Sa rapidité d'assimilation, sa puissance de travail, son sérieux m'avaient beaucoup frappé. Je le fis entrer, en 1930, au Contrôle des Régies, auprès d'Érik Haguenin. Il accomplit au ministère des Finances une fort belle carrière, qu'un ombrageux décret de Vincent Auriol n'interrompit que pendant deux ans et qui se couronna, grâce à Paul Reynaud, par le Secrétariat général de la rue de Rivoli, puis par le Ministère lui-même, au printemps de 1940. J'ignorais tout, en arrivant à Vichy, du rôle de Bouthillier à Tours et à Bordeaux, de la part qu'il prit, aux côtés de Baudouin, dans la préparation de l'armistice. Je le retrouvai, en juillet 1940, plein de fougue, d'enthousiasme, prêt à se dévouer à la Révolution nationale. Le Maréchal l'aimait beaucoup, et cette affection ne connut qu'une légère éclipse, le jour où les services du cabinet des Finances commirent, au détriment de Jacques Rueff, arbitrairement destitué de ses fonctions de Sous-gouverneur de la Banque de France, mais maintenu dans les cadres de l'inspection, un véritable faux en écriture publique.

[150]

Bouthillier ne laissait pas d'avoir quelques défauts. Il s'entourait mal, encore que des esprits, aussi différents, mais aussi séduisants

qu'Alfred Sauvy et Jean Jardin aient figuré dans son cabinet, encore que le spirituel Leroy-Beaulieu fût son confident le plus intime. Il transposait, trop facilement, sur le plan gouvernemental ce goût des « mouvements », qui avait été, de 1925 à 1938, l'une des plaies du ministère des Finances. Il n'irradiait qu'une faible sympathie. On le trouvait sec, étriqué, maladroitement autoritaire. Et l'hostilité, que lui témoignèrent beaucoup de ses anciens camarades, donna, dès 1941, le ton d'une sorte de « pré-résistance » à l'esprit de la rue de Rivoli.

Yves Bouthillier poussait le goût du bien public jusqu'à l'intolérance, parfois même jusqu'au fanatisme. Il s'encapuchonnait dans de bizarres préventions, à l'égard de certains hommes, dont il avait été, cependant, l'obligé — Paul Reynaud, notamment — à l'égard aussi, de certaines idées, qu'il réduisait, tel le « bellicisme », à d'abstraites épures. Préventions, que son existence un peu privée d'air, un peu recluse, sa méconnaissance du monde extérieur, son ascétisme administratif, ses dons de « stratège sous cloche », pouvaient, à la rigueur, expliquer, mais ne réussissaient point à justifier. Je le voyais souvent, Nous étions souvent d'accord. Nous ne l'étions pas toujours. Mais je ne puis lui refuser, à distance, un grand don de travail, d'activité, du courage, une passion, parfois mal éclairée, mais toujours brûlante des intérêts français. Il fut déporté en Allemagne, parce qu'il demeurait l'adversaire de Laval et de Déat. Quant aux devoirs de sa charge, il les remplissait avec correction. Et je ne pense pas que sa gestion, alourdie par les exigences de l'occupant, mais d'un dessin si net et si pur, puisse faire, plus tard, l'objet de critiques aussi vives que celles dont son caractère demeurera, longtemps, la cible.

L'intérêt se portait, surtout, au cours des séances du Conseil, sur les exposés, sobres, mais lumineux, de Carcopino. Le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale résumait de sa voix grave et bien timbrée l'économie de quelque projet scolaire, ou protestait, avec indignation, contre les sévices infligés par les Allemands aux plus hautes illustrations de la Sorbonne et du Collège de France. Il était, [151] toujours, religieusement écouté. L'admirable homme ! Quelle autorité, quelle flamme, quelle culture ! Jérôme Carcopino m'a certainement donné, au cours de ces deux années, de nouvelles raisons de m'enorgueillir d'être Français.

*
* *

Mais, quelque austère qu'en fût le ton, quelque protocolaires qu'en fussent les propos, ces Conseils ne laissaient pas d'offrir, de temps à autre, le spectacle de luttes amusantes. Les lutteurs étaient au nombre de trois: Joseph Barthélémy, le général Bergeret et René Belin.

Joseph Barthélémy, dont l'humour et la verve érudite ont tenu sous le charme des générations entières d'étudiants de la Faculté de Droit ou de l'École des Sciences politiques, s'attribuait, sur la plupart de ses collègues, une supériorité, que l'on aurait eu mauvaise grâce à lui contester. Son passage à la Chambre, de 1919 à 1924, ses fréquents séjours à Genève, dans les rangs de la délégation française à l'Assemblée de la SDN, lui laissaient une expérience des problèmes et des hommes politiques, à quoi ne pouvaient prétendre ses infortunés voisins de table. Le Garde des Sceaux n'abusait pas, en général, de cette supériorité. Mais lorsque l'on venait à chasser sur ses terres, il accablait le malheureux braconnier d'accents véhéments, d'apostrophes historiques, de lazzis fulgurants. C'était un affreux massacre, auquel succédait, le plus souvent, un rire extraordinaire, un rire en cascade, en séquelle, où s'ébrouait un gascon de poids et d'esprit, un mastodonte satisfait d'avoir fait reculer l'adversaire.

La victime la plus fréquente de ces sortes de tournois était le malheureux général Bergeret. Bergeret, Jean-Marie dans l'intimité, cœur noble et fier, intraitable sur les questions d'honneur il fit arrêter huit sous-officiers, pour débauchage de nos escadrilles en faveur de la LVF et mit, en cinq sec, à la retraite le général Jauneaud, propagandiste du RNP — s'indignait de la lenteur apportée par les tribunaux à la poursuite d'industriels de l'aéronautique. Il piquait, au vif, l'épiderme du Garde des Sceaux, qui lui décochait, en retour, ses traits les plus rudes. Pourfendu, chaque samedi, le Secrétaire [152] d'État à l'Air recommençait, le samedi suivant, avec un beau courage. Le général Bergeret ne s'en prenait pas, d'ailleurs, au seul Barthélémy. Il fonçait, avec vigueur, sur René Belin, reprochant au ministre du Travail l'influence exercée par les syndicats sur les travailleurs des usines militaires. Belin se redressait sous l'outrage. Il se redressait avec dignité et martelait ses propos de l'accent gourmé d'un Royer-Collard de la Grange-aux-Belles : « Je m'autorise à penser, mon général !... » « Pourquoi passe-t-il toute sa journée à s'autoriser ? me disait le Maréchal, à la sortie du Conseil. Qu'il prenne donc, une fois pour toutes, de bonnes libertés avec lui-même... »

Je n'ai qu'assez peu connu René Belin. Mais je ne lui ai jamais marchandé mon estime. Transporté dans un milieu très différent du sien, souffrant de l'hostilité de beaucoup de ses anciens camarades de la CGT — de la rogne animosité des uns, des platitudes « collaborantes » des autres — souffrant, aussi, de l'incompréhension de certains de ses collègues du Conseil, de l'antipathie souvent affirmée du Maréchal, René Belin s'est consacré, dès le premier jour, à sa tâche, avec un dévouement et une ténacité admirables. J'ai fait tout mon possible pour l'aider dans la libération de nombreux militants syndicalistes et j'y suis parvenu. Il m'est arrivé, parfois, de me sentir en conflit d'idées avec lui, notamment lors d'une tentative d'unification des caisses d'assurances sociales. Mais je l'ai, toujours, trouvé franc, juste et droit. Il n'est pas jusqu'à l'élaboration de la Charte du Travail — à l'architecture si différente, pourtant, de toutes les constructions qu'avaient animées, pendant vingt ans, sa dialectique et sa foi — où la rectitude intellectuelle de René Belin ne se soit manifestée. Il sera loisible de faire passer l'ancien ministre du Travail pour un « renégat ». Il sera moins facile de le faire apparaître comme un « collaborateur ». Laval le détestait, car il le savait fermement opposé à tout projet de mobilisation de la main-d'œuvre en faveur de l'Allemagne. Étranger aux intrigues, aux mesquineries, aux bassesses, René Belin m'est, toujours, apparu comme un honnête homme, et, même, comme un gentilhomme.

*
* *

[153]

C'est Lucien Romier qui se chargeait, en fin de séance, de dresser le procès-verbal des débats. Il le faisait mal. Il le lisait plus mal encore et devait consentir de fréquentes retouches à son texte. C'est que Romier n'était plus que l'ombre de lui-même. Malade, guetté par l'apoplexie, le cou flottant dans un col trop vaste, il ne rappelait que de très loin le Romier brillant des années 1925 à 1935, de la *Journée industrielle* et de *Figaro*, Dans l'intimité, ses jugements sur les hommes et sur les choses gardaient, encore, toute leur saveur. On y retrouvait les raccourcis heureux et profonds de la grande époque, l'arôme du Beaujolais natal. Mais son affection pour le Maréchal — qui la lui rendait bien — une affection béate, une affection d'enfant, jointe au mauvais état de ses artères, lui dictait, trop souvent, des conseils

d'excessive prudence. Historien du XVI^e siècle, mais bourgeois d'un Paris calme, Romier n'entendait point tâter de la rapière. La médiocrité du décor, la mobilité d'esprit de ses contemporains, la lâcheté de certains de ses amis, l'affectaient au plus haut point. Il se repliait, alors, sur lui-même et son triste sourire, un sourire de la commissure des lèvres — les yeux ne luisaient plus — semblait n'être que le sourire d'un bonze blessé. Comment aurait-il pu s'adapter à ces nouveaux problèmes, à la Jeunesse, à la Légion, dont la confiance du Maréchal déléguait les données mouvantes à ses facultés d'arbitrage ? C'était le faire sortir, inmanquablement, de son cadre, de sa vocation. Il y avait, chez ce moraliste, chez cet Européen, du Montaigne, du La Bruyère, du Siegfried. Un profond scepticisme. Un sens de l'esquisse psychologique. Une intuition très sûre des grands courants du monde. Mais, les caractères d'autrefois s'étaient trop altérés pour qu'il eût le désir d'en retrouver l'image. Et les grands courants du monde s'étaient rompus. Romier se penchait, en souffrant, sur une mosaïque disjointe...

Les Conseils s'achèvent, sans que le Maréchal ait, souvent, prononcé une parole. Il contresigne à la hâte, deux ou trois projets de loi et me prie de monter, à ses côtés, dans sa voiture. De Sévigné à l'Hôtel du Parc, le trajet est court. Nous nous remémorons quelques incidents de séance. Le Maréchal sourit.

[154]

Darlan, dans l'intervalle, a rejoint ses mousquetaires. Il s'imagine qu'il va gouverner. Il ne gouvernera pas plus que n'a gouverné Laval. Il « godille » entre deux eaux, à travers les remous de la politique étrangère et de la politique intérieure. À l'estime, sans l'estime...

[155]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre VII

RÉVOLUTION NATIONALE

[Retour à la table des matières](#)

Il y a des mots pourris : tels ces fruits conservés, trop longtemps, sous la paille. Il y a des mots flétris, qui reculent sur les lèvres, tant le souvenir qu'ils évoquent hante, encore, la mémoire. Pour beaucoup de Français, les deux mots de Révolution nationale participent déjà de cette consommation. Le méritaient-ils ? Non, sans doute. Mais l'usage et l'abus les ont défigurés. Leur signification réelle s'est adultérée. Et pourtant, ils ont joué un rôle historique. Est-il, déjà, trop tard, pour leur restituer leur véritable sens ?

D'où vient l'expression ? D'un livre de Valois. Mais surtout du vocabulaire politique des Jeunesses patriotes. Taittinger, Jacquinet, René Richard, l'employaient, communément, vers 1933. On la retrouverait dans les colonnes de leur hebdomadaire, *Le National*. Je l'entendis, pour la première fois, au printemps de 1934, au cours d'un meeting, Salle Wagram. Elle me surprit par son ampleur, par sa résonance, par ce je ne sais quoi de vague, de bien timbré, qui plaît aux âmes simples et passionnées. Maurras s'en servit-il avant la guerre ? J'en doute. Le premier terme s'adaptait mal à sa pensée. L'alliance des deux mots évoquait une sorte de subversion claironnante, dont cet homme des accroissements lents, cet ami de Pallas et de Louis XI se serait mal accommodé. N'y avait-il pas, d'ailleurs, dans la Révolution nationale, comme un parfum plébiscitaire, comme le bruit d'une

avalanche, dévalant le long des pentes de la pyramide consulaire ? La Révolution nationale n'était-ce pas, au fond, la « Révolution par en haut », dirigée par un révolutionnaire nanti, pénétrant dans les cerveaux à la façon d'un levain mystique, [156] ordonnée, contrôlée, jusque dans les sourdes impulsions, qu'elle ferait naître dans la masse. Rien de tel, dans l'œuvre de nos rois...

Comment la formule prit-elle naissance à Vichy ? Je n'en sais rien. Je ne crois pas l'avoir entendu prononcer, avant la fin de juillet. Elle acquit droit de cité, au cours des mois d'août et de septembre, et le Maréchal se l'appropriâ, pour la première, fois, dans son message doctrinal du 11 octobre 1940, dû, presque tout entier, à la plume de Gaston Bergery. Il parla, même, le 31 décembre, de « Gouvernement de la Révolution nationale ».

*
* *

La première « colle » sérieuse nous fut posée, à son sujet, en janvier 1941, par un Américain, M. Allen, représentant du *New York Times*. M. Allen interviewa le Maréchal, dans les termes suivants : « Aucune révolution française n'a été, dans le passé, sans de profondes répercussions sur le système politique des autres États. Y a-t-il, dans la « Révolution nationale » de 1940, certains traits, qui la fassent différer, profondément, de ce que l'on est convenu d'appeler une révolution française ? Certains des idéaux de la Révolution de 1789 se retrouvent-ils, dans le cadre des nouvelles conceptions d'ordre, de famille, de travail ? »

Le Maréchal me chargea de préparer sa réponse. Réponse difficile. Il fallait, d'abord, définir la Révolution nationale, ce que nous n'avions jamais fait, jusque-là. Il fallait, ensuite, la rendre accessible à des millions d'Américains, dont nous recherchions l'amitié, et qui s'imaginaient, peut-être, que nous brodions, déjà, la croix gammée sur l'étendard de La Fayette. Je m'en tirai, comme je le pus, mal sans doute...

Je rappelai que la Révolution de 1789 s'était faite, surtout, contre certains privilèges de juridiction et d'exemption, contre la désorganisation administrative et l'arbitraire fiscal ; que la Révolution de 1830 s'était dressée contre les Ordonnances de Juillet, la Révolution de 1848 contre l'aveuglement social de la haute bourgeoisie ; qu'un

même désir de liberté animait ces diverses révolutions, [157] mais que le despotisme, contre lequel elles s'insurgeaient, n'était qu'une Arcadie au regard de certaines expériences contemporaines...

Un virage sur l'aile me permit de glisser, par le biais des Cahiers de doléances du Tiers État, de l'abstraite liberté aux libertés concrètes, du langage des « lumières » aux besoins réels du peuple. Non sans reconnaître, toutefois, qu'au cours, même, de la Révolution et grâce à l'intimité d'esprit, qui unissait les Constituants de 1791 et les Insurgents de 1778, la liberté philosophique s'était inscrite dans la lettre de nos lois, dans les plis de nos drapeaux, dans les fastes de nos conquêtes.

Quant à la « Révolution nationale » de 1940, j'indiquai qu'elle se proposait des buts à la fois plus précis et moins larges ; que le bel arbre de 1789, replanté en 1848, avait donné ses fruits, que ces fruits étaient tombés, qu'il s'agissait de planter un nouveau verger, dans un espace plus restreint, sur un terrain plus solide. Nous n'avions plus, désormais, à nous dresser, au moins chez nous, contre l'oppression politique, mais contre un « ordre périmé ». Il nous fallait, au cœur d'une nation touchée par la foudre, susciter des idéaux nouveaux, restaurer des disciplines oubliées, tout en nous gardant, comme de la peste, de l'imitation du fascisme et du nazisme... L'œuvre ne s'accomplirait qu'avec le temps. Mais elle avait besoin, elle aussi, de liberté, d'égalité, de fraternité. Elle accueillerait — en les adaptant aux exigences nouvelles — les idéaux traditionnels de la Révolution française.

*
* *

Ce n'était pas fameux. Ce n'était même pas très plausible. Et M. de Rochemont, le futur fondateur de *France for ever*, l'un des rares journalistes américains, de passage en Europe, que j'eus l'occasion de recevoir à Vichy, se défendit d'accepter nos distinctions. Il nous administra même, à son retour aux États-Unis, une volée de bois vert, aussi cruelle qu'imméritée, dont je n'ai pas perdu le souvenir. Mais M. Allen se montra enchanté et le Chef de l'État satisfait.

« Tout cela n'empêche pas, me dit un jour le Maréchal, que nous nous servons d'un mot que nous ne connaissons pas, d'un mot [158] “fourre-tout”, d'un mot explosif. Il finira par nous entraîner beaucoup plus loin que nous ne le voulons. Laissons-le tomber. J'aimerais

beaucoup mieux, pour ma part, les mots de “Redressement national” ou de “Rénovation française”. »

Mais le branle était donné. La Légion française des combattants avait accueilli le terme, d’enthousiasme. Les vieilles « moustaches grises » des vainqueurs de 1918 se ragaillardissaient, à la pensée de jouer, sous un chef au nom respecté, le rôle des « volontaires de 1940 » (on parlera, même, plus tard, des volontaires de la Révolution nationale). Le mot de révolution leur plaisait, à la fois par sa consonance traditionnelle et par l’espoir de substitution qu’il laissait entrevoir. Mais les légionnaires de l’autre guerre n’étaient plus des hommes de vingt ans. Ils chantaient, encore, la Marseillaise, ils avaient oublié la Carmagnole. La révolution, pour eux, c’était, d’abord, la lutte contre les abus — les menus abus — dont ils venaient de souffrir. C’était une protestation contre les hontes d’un régime, qui s’effondrait dans la honte et dans le sang. C’était, aussi, l’illusion d’une récupération : récupération du crédit dont ils avaient été frustrés, des places qui leur avaient été prises. Ils étaient, au fond, beaucoup plus conservateurs que révolutionnaires. Nous eussions pu nous en aviser plus tôt et réduire la dimension de nos fusées. Car, rien n’est dangereux, en vérité, comme de déchaîner des masses conservatrices, autour d’un vocable incertain. Elles jouent à la petite guerre, font des prisonniers au petit bonheur et finissent par s’enliser dans la tranchée.

Mais l’on ne pensait pas à tout cela, au début de 1941. Et les historiens de l’esprit public noteront, suris doute, que le mot de Révolution nationale bénéficia, dès la fin de 1940, et jusque dans les villages les plus reculés de la zone libre, d’une extraordinaire faveur. Faveur immédiate: faveur puissante.

Faveur d’autant plus grande que les premiers messages du Maréchal, en réveillant, par la simplicité de leur accent, les sources profondes de la sensibilité populaire, donnaient, en quelque sorte, droit de cité aux thèmes, autour desquels s’ordonnait la pensée du Chef de l’État. Entre le besoin de changement d’une grande partie de l’opinion et la réforme tout intellectuelle et morale, que le Maréchal [159] dessinait à larges traits, le mariage se fit. Il se fit spontanément. La Révolution nationale, ce fut, au fond, l’ensemble des idées exprimées dans les discours du Maréchal, doublées de l’enthousiaste adhésion d’un grand peuple blessé.

Le Maréchal pouvait-il, dès lors, repousser plus longtemps, pour le corps de doctrine qu'il élaborait, un nom de baptême hâtivement donné, qui ne lui plaisait qu'à moitié, mais qui revenait à ses oreilles avec l'ampleur d'un aussi large écho ? Il l'adopta. Il l'adopta, même, si bien qu'il s'irrita par la suite de ne pas voir la Révolution nationale pénétrer plus profondément dans les mœurs. On lui offrait un drapeau neuf. Il avait hésité à s'en servir. Il le brandira, plus tard, contre ses adversaires...

*
* *

Mais que représentait, au juste, la pensée du Maréchal ? Il n'est, pour s'en faire une idée, que de secouer la poussière, où dorment aujourd'hui ses messages. Messages impersonnels, dira-t-on. Oui et non. Sans doute, le Maréchal faisait-il appel, pour la rédaction de ses discours, à des collaborateurs nombreux et variés : Bouthillier au début, René Gillouin le 13 août 1940 et le 18 juillet 1941, Bergery le 11 octobre 1940, Robert Loustau dans le fameux message de Saint-Étienne, Henri Massis lorsqu'il s'agissait de la jeunesse ; le général Laure, l'amiral Fernet, M. Caziot, en maintes circonstances, moi-même, pour cinq ou six messages (Noël 1940, fête de Jeanne d'Arc 1941, message du 1er janvier 1942).

Mais le Maréchal conservait la haute main sur la présentation de son texte. Et s'il en mettait le thème au concours, suscitant, au sein d'une émulation générale, des ébauches de discours, entre lesquels il choisissait à son gré (au risque de faire, parfois, mourir de jalousie les auteurs évincés), il taillait, à grands coups de ciseaux, pièces et morceaux. Il les réappareillait, ensuite, à la façon d'un habit d'Arlequin et les recousait de sa propre plume, communiquant à l'ensemble ce style sobre et direct, qui lui était propre, rompant le rythme, cassant la phrase. Il arrivait, même, que nous ne retrouvions qu'assez peu de choses de nos esquisses primitives et que nous [160] nous en montrions surpris, parfois peines. À tort, le plus souvent, car le dernier jet était le meilleur.

À ces messages, le Maréchal consacrait trop de temps. Il les limait, les corrigeait, les polissait indéfiniment, s'assurant, dans un « Larousse », du sens précis d'un mot, essayant, sur des interlocuteurs de circonstance, l'effet d'un passage, méditant, au cours de ses

promenades, de l'intérêt d'un raccord ou de la valeur d'une transition, mais ne sacrifiant que rarement la pensée à l'expression.

Cette pensée nous est donc connue. Représente-t-elle quelque chose de très original ? Je ne le crois pas. La primauté, la préférence donnée aux exigences du groupe social sur les droits de l'individu, à l'intérêt général sur les intérêts particuliers, au bien commun sur les caprices de l'opinion, aux convenances des communautés (famille, profession, nation) sur les impératifs de l'État, aux responsabilités du Chef sur l'irresponsabilité des élus, à la sélection des élites sur la promotion des médiocres, relevaient de notions presque classiques. De notions qui tournaient le dos à toute la philosophie du XVIII^e siècle, à l'Hugolisme, au Lamennisme, à l'esprit radical, aux théories d'Alain, aux émulsions de Benda, mais qui s'inscrivaient dans la ligne de certains penseurs politiques du XIX^e et du XX^e siècles.

Il y a dans les idées du Maréchal — qui n'hésite pas, d'ailleurs, à se réclamer de Renan et même de La Fontaine — du Joseph de Maistre, du Le Play, du Taine, du Tourville, du Bourget, du La Tour-du-Pin, du Maurras, du Salazar. Peut-être, même, du Barrès. On y retrouve, à travers un constant appel au redressement intellectuel et moral, une conception organiciste de la société, les colonnes et les hauts-reliefs d'une architecture politique, fondée sur « l'harmonie de l'autorité et des libertés », un sens, aussi, de l'État, de l'État fort, dont notre jeunesse avait eu le pressentiment et même la révélation.

En cette mesure, le Maréchal apparaît moins comme un inventeur que comme un vulgarisateur : un vulgarisateur de talent, d'ailleurs un propagateur puissant d'idées. Un ingénieur, aussi, un ingénieur adroit, qui connaît les fils, qui s'intéresse à leurs connexions, qui devine les réactions mutuelles des organes, qui s'efforce d'en assurer la meilleure articulation...

[161]

Ainsi se dessine, chez ce vieillard apolitique, une conception du « Corps politique », qui remplace le peuple souverain (souverain de qui ? souverain sur quoi ?) par une hiérarchie transcendante des familles, des communes et des professions, hiérarchie qu'il substitue à l'agrégat, souvent larvaire, d'unités abstraites, irresponsables, désuètes. Ce goût, presque biologique, du concret portera le Maréchal à repenser la famille. Il lui permettra de découvrir (sous l'impulsion de René

Gillouin et de François Perroux), dans l'« entreprise », la cellule initiale, riche de substance et de vie, de toute organisation professionnelle. Il l'orientera vers certaines ébauches constitutionnelles.

Mais, cette conception comporte des lacunes. Le fondement de l'autorité n'y est pas clairement indiqué. Le « bien commun » s'y trouve insuffisamment défini. Elle manque, aussi, de souplesse, dans la mesure où, s'en remettant à la discipline instinctive des groupes du soin d'assurer le jeu des cellules sociales, les unes par rapport aux autres, elle se flatte d'éliminer ces réactions de l'instinct, qui s'appellent la division des partis et la lutte des classes. Elle pêche, en fait, par un excès de déterminisme. Déterminisme optimiste : déterminisme quand même.

À l'anarchie de l'individualisme, aux postulats du libéralisme, aux contraintes du socialisme, le Maréchal croit pouvoir substituer un nouveau système, d'allure newtonienne, aux organes bien réglés, bien rodés, bien équilibrés. Mais l'air, l'eau et l'huile font visiblement défaut. Il y a comme une dureté du lavis, comme une sécheresse du dessin, dont nous ne manquons pas de nous inquiéter. « La Corporation est au bout de votre système », lui disais-je un jour. — Mais je l'espère bien ! — Est-elle vraiment réalisable ? — Pourquoi pas ? Elle a rendu, jadis, de si grands services. »

Or, la Corporation réapparaissait — peut-être à tort — en l'an de grâce 1940, comme un anachronisme assez lourd, comme l'expression la plus parfaite d'un « dirigisme communautaire », aussi choquant, à bien des égards, que le dirigisme d'État, aussi propre, en tout cas, à ruiner les efforts et l'initiative personnels.

Mais la Corporation conservait ses défenseurs. Habitude de langage, goût des reviviscences historiques, tentative de rupture avec un [162] passé trop facile. En quelques semaines, les corporatistes pullulèrent. Le « gars », Jules Verger, un excellent homme d'ailleurs, et le colonel Cèbe s'en faisaient, auprès du Maréchal, les porte-parole quotidiens. Ils seraient, sans doute, demeurés dans l'oubli, s'ils n'avaient reçu le renfort, assez inattendu, d'éléments « synarchistes ». Les synarques ne semblaient porter à la corporation qu'un intérêt assez mince, mais ils s'attachaient, avec âpreté, à maintenir en place les Comités d'organisation de la loi du 16 août 1940. Utilisant la parenté vocabulaire des Comités d'organisation économiques et des futurs

Comités sociaux de la Charte du travail (à laquelle le Maréchal portait tant d'intérêt), ils en vinrent à faire croire au Chef de l'État que la Corporation serait réalisée, le jour où ces deux noyaux, voisins et symétriques, se rejoindraient. Ainsi la clé de voûte proposée — la Corporation — garantirait-elle, aux yeux du Maréchal, l'heureux achèvement de l'un des deux piliers : le pilier social. Mais elle laissait subsister, jusque dans ses malfaçons, l'autre pilier : le pilier économique.

On prenait ainsi le Maréchal par son faible — la Charte du travail — on donnait à cette Charte un couronnement spectaculaire : la Corporation, et l'on gardait les mains libres pour disposer, souverainement, des secteurs les plus importants de l'économie dirigée. Mais le Maréchal, tout à son rêve organiciste, ne s'en rendit jamais compte. J'eus beau lui démontrer que les comités d'organisation, expression du capitalisme le plus sec, le plus étriqué, risqueraient de compromettre par leur inévitable discrédit ses plus généreuses initiatives, il ne démordit jamais de sa fidélité à la Corporation, gage et terme, à ses yeux, de l'heureux accomplissement de la Charte du travail.

À vrai dire, c'était, surtout, contre l'excès de contrainte communautaire, que je cherchais à le mettre en garde. « Mais la communauté est un phénomène naturel, presque spontané, me répondait-il. C'est la société qui nous impose des contraintes, non la communauté. — Sans doute, Monsieur le Maréchal. Mais, nous ne disposons pas d'une machine à remonter le temps, et, moins encore, d'une faucheuse à le supprimer. L'histoire des peuplades primitives peut nous fournir d'assez jolis thèmes de méditation. Mais nous sommes en 1941. Et s'il vous appartient de ressusciter certaines communautés, trop [163] imprudemment étouffées par l'individualisme des deux derniers siècles, vous ne pouvez, tout de même pas, négliger la masse énorme de rapports juridiques rationnels, politiques, qui ont lentement constitué notre société, et pour tout dire, notre civilisation. J'admets, fort bien, que la famille vive à l'état plus pur en Laponie qu'en France et que l'huile y soit moins rationnée. Mais nous vivons avec des gens de notre siècle, de notre latitude. Et je me demande si ce n'est pas d'un équilibre entre les deux notions de société et de communauté que devraient, avant tout, s'inspirer vos réformes... — Possible !... — D'autant plus que la réaction communautaire, lorsqu'elle se produit avec force, comme en Allemagne, au lendemain

des révélations de Tönnies, favorise le réveil des plus sombres instincts ataviques. — De l'hitlérisme ? — Eh, mon Dieu, oui !... — Vous poussez les choses beaucoup trop loin. Jamais la France ne courra de tels dangers. Avant que ce pays, vérole par l'individualisme, ne retrouve la fécondité de son sang, l'autorité de ses élites, la dignité de ses professions, il coulera beaucoup d'eau sous les ponts. — Je le crois aussi... Mais, puisque ce pays vous paraît si malade, parlez-lui le langage des convalescents, ne le traitez pas à rebrousse-poil. Famille, Travail, Patrie ; ce sont là trois mots magiques. Mais, aussi, trois contraintes. Trois contraintes qui s'opposent aux trois détentés traditionnelles: Liberté, Égalité, Fraternité, et si... — N'allez pas plus loin. Vous m'apparaîtriez comme un assez vil opportuniste. — Mais, non, Monsieur le Maréchal et c'est précisément, parce que je souhaite, de tout mon cœur, votre réussite, que je voudrais vous voir introduire un peu plus d'air dans vos conceptions. — Me croyez-vous, donc, ennemi de la vie, de la liberté ? Il y a, dans ces communautés : famille, profession, nation, des virtualités, des richesses que vous ne soupçonnez même pas. Laissez s'établir entre elles, des courants ascendants et descendants et vous m'en direz des nouvelles. »

Je souriais, en moi-même, de ce vol à voile intercellulaire. Mais je me gardais de contredire le Maréchal, d'autant plus que, sur certains points, je partageais ses conceptions. « C'est entendu, Monsieur le Maréchal, mais il vous faudra trouver une soupape. — Une soupape ? Pourquoi ? — Pour remédier à l'engorgement de vos organes. Pour permettre au lubrifiant de s'écouler librement. — Des mots, des [164] mots ! La soupape, ce sont les constituants qui me la donneront. La soupape, c'est une seconde Chambre, c'est un pouvoir judiciaire, indépendant et fort, c'est une réserve constante d'arbitrage. C'est pour dessiner cette soupape que j'ai réuni les membres du Conseil national, que je les ai priés de me bâtir une Constitution. Ils sauront y faire tenir à l'aise la famille, la profession, la nation. — Selon quel mode ? Désignation d'office ou élection ? — Élection ? Le moins possible. À la rigueur sur le plan communal, peut-être sur le plan professionnel, en partant de l'entreprise, où les gens savent ce qu'ils veulent, ce dont ils ont besoin. Mais jamais dans le cadre des institutions d'autrefois. J'ai le goût de la liberté. J'ai le plus profond respect de la personne humaine. Mais je ne veux plus de l'abstraite liberté. — Celle que l'on préfère ! — Peut-être, mais cela m'est égal. Je veux des libertés concrètes, des

libertés qui s'acquièrent. Car la liberté, comme la justice, n'est, au fond, qu'une conquête, une conquête à l'intérieur du groupe social. »

Il s'agissait, vraiment, d'une révolution...

Révolution bien éloignée des révolutions fasciste ou nazie. Aucune recherche de la dictature. Aucune volonté du subordonner les activités privées à l'État. Cet État lui-même, le Maréchal le souhaitait réduit à sa plus simple expression (Affaires étrangères, Guerre, Justice, Police, Finances). Non qu'il envisageât, pour la France, sur la base des futures provinces, un fédéralisme analogue au fédéralisme suisse — il le sentait étranger à nos traditions — mais parce qu'il souhaitait un État dépouillé de ces attributions pléthoriques, de ces pouvoirs sans limites, qui en ont fait un Minotaure écrasant et aveugle. « L'État ne sera fort que s'il est libre, répétait-il souvent. Il ne sera libre que s'il est sobre, s'il se tient au-dessus de la mêlée, s'il administre, arbitre et juge au-dessus des passions humaines, au-delà des intérêts humains. »

Nul totalitarisme. « Pas de jeunesse unique ; pas d'école unique non plus. La liberté, la liberté puissante des familles, dans le double domaine de l'éducation et de l'enseignement. » Entre Baldur von Schirach et Albert Bayet, entre les « balillas » et les « faucons rouges », Philippe Pétain rouvrait la grande voie de la liberté française ; la liberté de Montalembert.

[165]

À la tête de l'État, un homme qui fut nommé pour dix ans, non point par le suffrage de 900 parlementaires, ni par le plébiscite de 30 millions d'électeurs, mais par la réunion de groupes organiques : Convention nationale des familles, Assises de la jeunesse, Grand Conseil des communes de France, Chambres professionnelles, Corporation paysanne, Fédération des groupes nationaux tripartites de la Charte du travail. Élités indigènes de l'Empire, Conservatoire des Arts et des Lettres. Un homme qui disposerait des pouvoirs du Président des États-Unis, vis-à-vis duquel selon la logique du régime présidentiel, les ministres demeureraient responsables, et qui s'adresserait chaque année, par message, à un Congrès de six cents membres (élu pour un tiers, désignés pour un second tiers, cooptés pour un troisième), chargé du seul contrôle budgétaire et diplomatique.

Telles étaient les idées du Maréchal en matière d'organisation politique. On doit lui rendre cette justice qu'il y tenait, qu'il ne s'en laissait pas écarter, qu'il en croyait l'avènement possible et prochain.

*
* *

Ce sont ces idées qui constituaient le thème initial de la Révolution nationale. Elles seront reprises, traduites, interprétées, amplifiées dénaturées, dans toute une série de brochures plus ou moins contrôlées dont l'abus sera pour beaucoup dans l'exaspération de certains esprits, à partir de l'automne 1941.

Mais sur la Révolution nationale elle-même, sur le grand courant dynamique chargé de porter sa doctrine, sur le véhicule humain, mouvant, de ses messages, le Maréchal ne répandait que des clartés confuses, des clartés passagères. « La Révolution nationale, a-t-il écrit signifie la volonté de renaître, affirmée, soudain, du fond de notre être, un jour d'épouvante et de remords. Elle marque l'ardente résolution de rassembler les éléments du passé et du présent, sains et de bonne volonté, pour en faire un État fort, pour recomposer l'âme nationale, dissoute par la discorde des partis, pour lui rendre la conscience aiguë et lucide des grandes générations privilégiées de notre histoire. »

[166]

Le morceau est lourd. L'inspiration reste honorable, mais banale. Renaître, rassembler, recomposer, restituer, ce ne sont pas là, d'ailleurs, les expressions d'un révolutionnaire. Ce sera le langage de la Légion. Un langage chaleureux, sincère, ardent, où les vieilles notions chrétiennes de contrition et de ferme propos s'allieront, au sein de la « régénération », aux suggestions de la croisade, à l'esprit d'offensive des purs. Nous entendrons dire et redire, à tout propos, que l'individu n'existe que par la famille, par l'autorité, pour la patrie, que « l'ordre nouveau » — un ordre qui ne se confondait nullement avec la Nouvelle Europe — ne doit être ni une revanche des événements de 1936, ni l'imitation servile des expériences étrangères, que le droit de citoyenneté ne saurait se fonder sur les qualités de l'individu, mais sur les mérites acquis dans le groupe familial, communal, professionnel... Toutes choses bonnes, souvent justes, mais claironnées à l'excès par des haut-parleurs de circonstance, avec accompagnement de psaumes. Refrains qui vont assourdir les tympanes de populations fatiguées, mal

dégagées encore de leurs habitudes, inquiètes des perspectives de collaboration, déjà sensibles au prestige renaissant du Parlement, des Conseils généraux, de la CGT...

Assez vite d'ailleurs, les fourriers de la Révolution nationale se verront mettre le mors de bride. Le Maréchal rappelle à la Légion qu'elle n'est qu'une communauté d'exception, qu'elle ne figure pas sur la liste de ses « groupes sociaux », que n'ayant pas conquis le pouvoir, elle doit s'asseoir, bien sagement, sur ses marches. Préfiguration d'un drame contemporain. Annonce des conflits qui éclateront au lendemain de la libération, entre le Gouvernement et la Résistance. Le scénario ne change pas. Une brèche est ouverte : galonnés de neuf ou de vieux, les centurions s'y précipitent. Mais, derrière eux, s'insinue la faune des abstrauteurs, des resquilleurs. Et, face aux exégètes, comme face aux profiteurs, le Chef de l'État doit reprendre le langage classique de l'État. Mais il décourage ses troupes ; il affaiblit la portée de son message.

Quant au reste de la population, ses souffrances, ses déceptions, ses rancunes viendront frapper, de plein fouet, le nouvel Évangile. Manque-t-on de sulfate pour les vignes, de pneus pour les vélos, de galoches pour les gosses, ce n'est pas, encore, la faute du Maréchal ; [167] mais c'est, déjà, la faute de la Révolution nationale. D'autant plus que la Révolution nationale était porteuse de promesses, et, que chaque jour — *nolens, volens* — le gouvernement trahit ces promesses. Un étatsisme tyrannique, des fortunes scandaleusement acquises, le dénuement ouvrier bourgeonnent sur le terreau de la cité future, de cet Éden de rêve dont la séduisante architecture sert, encore, de frontispice à tant d'insupportables décrets. La France, communauté vivante, la plus claire, la plus présente à l'esprit de toutes les communautés, souffre dans sa chair et dans son cœur. Que va-t-on lui parler des autres communautés ? Les queues s'allongent devant les boulangeries : Révolution nationale. Les tickets ne sont plus honorés : Révolution nationale. Les comités d'organisation dressent, sur la misère du peuple, les boulevards d'une réaction maladroite : Révolution nationale...

Comme il eût été plus prudent — le Maréchal y avait songé — de rayer cette Révolution nationale du vocabulaire quotidien, de la séparer de la politique du jour, de la tenir en réserve pour des printemps indéterminés. Mais le mot est parti trop vite. Il a fait flèche. Il a fait long feu. Il s'associera, plus tard, aux complaisances de Laval, au drame de

la relève, au martyr des otages. Et, la Légion refoulée, le peuple déçu, il ne restera plus, pour parler de la Révolution nationale, qu'un vieil homme qui s'entête, qui s'irrite, qui met avec passion l'accent sur l'État hiérarchique, sur l'État autoritaire (alors que l'État devient, de jour en jour, plus anarchique et plus faible), qui exige le serment, qui anathématise et qui fulmine. Il ne restera plus, à ses côtés, que les rats du navire, doriotistes, déatistes, futurs miliciens, futurs sigmaringiens qui poursuivront, jusque dans les Maisons de la Révolution nationale — fortins d'une collaboration à laquelle la Révolution nationale était d'origine, comme d'instinct, si puissamment étrangère — l'exploitation systématique, masochiste, d'un vieux terme fatigué.

Un jour, le Maréchal lira, sous mon regard, dans je ne sais quel rapport de police, cette définition cruelle de la Révolution nationale : « Terreur blanche, marché noir, bibliothèque rose ». Il pâlera. Le slogan atteignait en lui l'homme juste. Il égratignait l'homme de lettres. « Ces gens-là sont des misérables. Que leur ai-je donc fait ? » [168] murmurait-il. Il ne leur avait pas fait grand'chose. Mais il ne les comprenait plus qu'à moitié. Entre les journées pleines d'espérance de juillet 1940 et les heures grises d'avril 1942, vingt et un mois s'étaient écoulés. Vingt et un mois de précaire gouvernement. Vingt et un mois de résistance déclinante. Vingt et un mois de propagande irritante. Pour la plupart des Français, la Révolution nationale n'était plus que le panneau réclame de l'asservissement et de la réaction. Le beau manteau, trop tôt noué autour de principes noblement formulés, ne laissait plus apparaître que ses taches et ses brûlures. Sa trame de brocart s'était fripée, avant d'avoir servi...

[169]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre VIII

LA VIE QUOTIDIENNE

[Retour à la table des matières](#)

Un phalanstère dans une cuvette. Telle m'apparaît, à distance, cette ruche de l'Hôtel du Parc, bourdonnant de ses mille essaims, au fond d'une vaste dépression creusée par la nature. Trou géographique, centre d'accumulation des buées froides et chaudes, lourde aux tempes, lourde au cœur, Vichy ne dispense qu'aux foies malades ses vertus telluriques. Les foies sains s'y désespèrent et l'œil s'attriste à découvrir, fichées de guinguois, ces coupoles balnéaires, ces mosaïques de ham'inam, ces promenades couvertes d'une tôle suspecte, ces rues mornes, éclairées de pauvres lampadaires.

Deux hommes : Laval, que tentait la proximité de Châteldon, et Raphaël Alibert, qu'une cure de désintoxication ramenait, chaque année, sur les bords de l'Allier, ont choisi, volontairement, ce lieu. Ils en ont guigné les hôtels. Ils les ont vidés de leurs « estivants », Elvire Popesco, en tête, qui fit un esclandre en partant. Ils ont réduit Vichy à la mesure de ce cadre impersonnel, de ce « central administratif » où les nouvelles, les tristes nouvelles, se propageaient à la vitesse de la lumière. Haine de Vichy ; c'est bien, là, le cri de tous ceux qui ont vécu, peiné, souffert dans cette mauvaise cité, qui s'y sont sentis cloîtrés de longs mois, pour qui la route de Gannat représenta, longtemps, les seules chances d'évasion...

Et dans Vichy, l'Hôtel du Parc. Le plus luxueux, sans doute, le plus confortable aussi, mais d'une irritante monotonie, avec ses toiles de Jouy, roses ou bleues, ses tables de bois blanc laqué, ses placards communicants, où l'adultère, jadis, s'insinuait entre une pile de mouchoirs et une rangée de caleçons...

[170]

Ce building de Gythère et d'ictères s'est transformé en une forteresse. La Garde, gantée à crispin, établit à ses portes un filtrage sévère. Les escaliers, les couloirs, les ascenseurs, que hante un peuple de fonctionnaires et de quémandeurs, sont surveillés à toute heure. Et notre vie s'y déroule, pressée, mais immobile, en vase clos. Ma chambre, mon bureau, la salle à manger du Maréchal, ne sont qu'à quelques mètres les uns des autres. Les travaux s'y accomplissent et s'y succèdent « à la chaîne ». Il n'est pas de sédentarité plus recluse. Et, le surmenage aidant, peu de régime plus propice à l'asthme, à la suffocation, à la tension artérielle.

Aux premières brumes, le Maréchal a voulu quitter Vichy. Il avait jeté son dévolu sur Versailles. Un petit pavillon, appartenant à un hollandais, tout près du « Trianon Palace ». Deux officiers de sa maison franchirent la ligne, en novembre 1940, pour préparer le cantonnement. On avait, déjà, blanchi les murs, posé quelques tapis, accroché cinq ou six tableaux, obtenu le départ des « piquets » de la *Wehrmacht*, lorsque le coup du 13 décembre balaya ce château de rêves. Et l'hiver, un rude hiver, bloqua de ses neiges la résidence vichyssoise du Chef de l'État.

Le retour des beaux jours, les voyages du Maréchal en zone libre, le poids plus lourd de l'occupation parisienne, ajournèrent tout projet de départ. Dès la fin de mai 1941, le Maréchal faisait choix d'une petite gentilhommière, au nord de Bellerive, pour y passer l'été. L'accoutumance commençait à jouer. Un nouvel hiver survint, plus rude encore, et l'on ne parla plus de retour, à peine d'un voyage à Paris, lorsque les avions anglais lâchèrent, le 3 mars 1942, leurs premières bombes sur Billancourt. Fallait-il regagner la Seine ? Le Conseil des ministres se sentit partagé. Moysset demandait que l'on ne gaspillât pas trop tôt — et pour une cause équivoque — le « capital d'émotivité », que représenterait la présence du Maréchal à Paris.

Nous étions un peu de son avis. Paris, dans nos âmes d'attentistes, ne devait être rejoint qu'au soir de la libération. Beaucoup de Parisiens

ne le comprirent pas. Ils accusèrent le Maréchal d'indifférence, d'ingratitude. D'autres, qui venaient à Vichy, entre deux trains, nous donnaient l'impression de s'y détendre à pleins poumons. [171] D'autres, aussi, s'irritaient de nous voir sourire aux apparences de la liberté. « Vous jouez aux petits soldats ! Vous abusez de la cérémonie des couleurs. Trop de musiques militaires ! Trop de drapeaux ! Soyez plus discrets. Songez que nous n'avons, là-bas, que la croix gammée, et que devant la guérite noire et rouge du ministère de la Marine, un grand diable de marin boche monte la garde, les jambes écartées... »

Ainsi s'accusait le divorce des deux zones. Ainsi s'accroissait ce caractère de mauvais lieu, de capitale provisoire et dérisoire, de clinquant et d'étriqué, qui pesa si lourdement sur Vichy. « Le royaume de Bourges » disait-on, en 1940. Heureux Charles VII ! Je songeais, surtout, à la partie de whist de Mitau, aux promenades de Louis XVIII, dans les couloirs glacés de ce château de Courlande, en compagnie de Blacas et de d'Avaray. Il y avait, jusque dans le cérémonial, pourtant modeste, de l'Hôtel de Parc, tout un côté « émigration à l'intérieur », toute une friperie de souveraineté défraîchie, qui serrait le cœur. Découvrirait-on sur l'estomac de ces serviteurs de l'exil la vieille croix de Saint-Louis, la croix, au ruban couleur de feu, qu'avaient portée leurs arrière-grands-pères ? Reconnaitrait-on ce double témoignage de la fidélité dans l'épreuve, de l'illusion dans le malheur ? On n'y distinguait, trop souvent, que la trop éclatante francisque...

Nos vêtements étaient râpés. Nous n'avions ni bons de chaussures, ni bons de textile. Je me souviens d'avoir dérobé deux chemises de toile bise, dans les cartons du chemisier du Maréchal. Un petit tailleur levantin nous bâtissait, de ses doigts maigres, d'assez mauvais complets. Il disparut un jour, sans laisser d'adresse. Nous apprîmes qu'il était juif. Nous ne regrettâmes que son infortune...

Car nous étions austères. Nous prenions au sérieux la misère du pays. « Vous n'êtes pas drôles » me disait, un soir, Bloch-Lainé. Non, nous n'étions pas drôles. Une sorte de pudeur farouche, presque spartiate, nous animait. Toute recherche du confort, de l'élégance, nous fût apparue déplacée. Erreur d'optique, d'ailleurs. Mieux nourris, mieux installés, mieux habillés, nous eussions, peut-être, conçu de plus vivifiants desseins. C'est Mauriac, je crois, qui, le lendemain du suicide de Salengro — trouvé mort devant son poêle — notait, [172] avec justesse, que les avenues du pouvoir ne doivent pas s'ouvrir sur de

mélancoliques tanières. Il nous eût fallu plus de luxe. Nous n'avions pas pris soin d'en réunir. Pas de voiture individuelle. Une seule « Vivaquatre » pour tout le Cabinet civil et militaire. Nos femmes faisaient cuire leurs pommes de terre, dans leur chambre, sur un modeste réchaud électrique. Elles risquaient, d'un cœur tranquille, les amendes de l'hôtel...

Un mélange de timidité, de réserve, d'esprit de sacrifice. Le Maréchal, prêchant d'exemple, encourageait cette sobriété. Rien qui ressemblât moins à une véritable Cour que l'antichambre de cette pseudo-monarchie. C'était, au fond, la « Maison de l'Elysée », mais sans tubes, sans gants, sans jaquettes ; la flanelle un peu triste d'une colonie de vacances... Un jour, par boutade, je proposai que l'on désignât un grand-aumônier. Le Maréchal se fâcha tout rouge. La Maréchale, qui n'aimait pas le clergé, fit chorus.

*
* *

Matinées claires, cependant, et qu'éclairait encore la présence du Maréchal. Nous l'abordions, vers neuf heures, avec les demandes d'audiences, dix ou douze par jour en moyenne. Il en retenait sept ou huit et faisait, souvent, un sort aux « recalés » — des raseurs pour la plupart — en les invitant à sa table.

La « signature » n'absorbait pas plus d'une demi-heure. Le général Laure ouvrait le feu, avec des décrets d'ordre militaire, la lecture de notes d'état-major, ou le commentaire des opérations en cours. Je prenais la suite. Courte explication sur chaque loi, sur chaque décret. Sans grande importance d'ailleurs, puisque les textes essentiels, les lois organiques, les mouvements préfectoraux ou diplomatiques étaient présentés au Chef de l'État à la fin du Conseil des ministres. Il ne nous restait plus que les fonds de tiroir. De pauvres fonds sans poésie : l'organisation de bureaux d'affrètement pour le trafic fluvial, la création d'un comité de gestion de wagons-citernes, ou la dissolution de la Chambre syndicale de la motoculture...

Le Maréchal signait assez volontiers. Il ne marquait d'impatience que lorsqu'une croix, tracée au crayon, lui rappelait, trop ostensiblement, [173] l'endroit où il devait apposer sa signature. « Me prend-on pour un myope ou pour un imbécile ? » Et, d'une main rageuse, il gommait la croix. Il attachait beaucoup d'importance aux

textes agricoles, se les faisait lire et relire à plusieurs reprises, me priait, souvent, de demander à M. Caziot un complément d'information. Le « portefeuille de la Chancellerie » ne laissait pas de l'amuser, surtout lorsqu'il contenait des demandes de ratification, par mariage subséquent, d'unions jugées trop précoces par le Code civil — des filles de 13 ans, des garçons de 14 — « Ces gosses vont tout de même un peu fort ! Et j'ai beau prêcher la repopulation... » Mais il faisait comme les rois de France : il bénissait.

Puis venaient les « grâces », cet autre privilège du souverain : le droit de commuer en travaux forcés la peine de mort, ce droit dont tant d'anciens Présidents de la République avaient, jadis, abusé et dont le Maréchal n'usait, que sur l'expresse recommandation des juges ou des jurés. Un vieil usage voulait qu'après les premiers mots fatidiques — la peine de mort prononcée contre X... — un « blanc » permit au chef de l'État de prendre, par écrit, ses responsabilités. Il les prenait, toujours, ajoutant, de sa propre main, ces quatre autres mots, plus fatidiques encore : « ... est ramenée à exécution ».

C'était, de ce bureau si calme, si paisible, le déclic donné, en quelque prison de France ou des colonies, à la guillotine du droit commun. « Vous ne tremblez, jamais, lorsque vous signez l'arrêt de mort d'un homme ? » lui demandai-je un jour. — « Non. D'abord parce que ce n'est pas moi qui le condamne. C'est la société. Je me borne à refuser une clémence, qui ne serait, trop souvent, que criminelle. Souvenez-vous de 1917. J'ai fait fusiller des hommes, qui avaient de très beaux états de service, qui portaient la croix de guerre, parfois la médaille militaire, dont l'égarement n'avait été que passager, mais dont la rébellion risquait de ruiner le moral de l'armée, de nous arracher la victoire. Les condamnés, dont on me soumet aujourd'hui, les dossiers, sont des bandits de grand chemin, de vulgaires assassins, des noirs alcooliques qui ont mis le feu aux paillotes de leur village, ou des Annamites, qui, de leur coupe-coupe ont martyrisé nos soldats. Toute pitié vis-à-vis d'eux serait une lâcheté. » Il n'en manifesta même pas pour les femmes. Et, pour la [174] première fois depuis soixante ans, le couperet s'abattit sur la nuque d'une fille, coupable de deux meurtres.

Mais, devant les condamnations politiques, son implacabilité s'affaissait. « Pas de sang, je ne veux pas de sang ! J'ai déjà dit au Procureur général de la Cour de Riom que je n'accepterai, jamais, la peine de mort, pour les trois ou quatre ministres incriminés. Je lais se

dans mon testament un codicille en faveur de Charles de Gaulle. Jamais je ne ferai couler le sang français. »

Un beau jour, pourtant, deux communistes, Marchadier et Lemoine, sont condamnés à mort par le Tribunal militaire de la 13^e Région, un tribunal sans entrailles. Leur grâce est aussitôt demandée par une jeune avocate. Elle se présente en tremblant à mon bureau. « Jamais je n'oserai parler au Maréchal. Et puis, je pense que son opinion est déjà faite. — Vous vous trompez, Maître. Tout dépendra de la façon dont vous présenterez la défense de vos clients. » Je n'oublierai pas de longtemps ce regard de biche aux abois. Nous pénétrons dans le bureau du Maréchal. Il accueille aimablement la pauvre femme, la fait asseoir, lui demande d'articuler lentement sa plaidoirie. Les mots sortent à peine des lèvres de M^e X... Mais, très vite, les larmes jaillissent de ses yeux « Sauvez-les, Monsieur le Maréchal. Ils n'ont rien fait de mal. Ils sont si jeunes. » Le Maréchal paraît ému, mais il réserve sa réponse. « J'étudierai l'affaire très attentivement, lui dit-il, en la reconduisant à la porte. Je tiendrai le plus grand compte de ce que vous m'avez dit. » L'avocate se retire désespérée. « Vous allez voir qu'il va les faire fusiller. » Dix minutes plus tard, je rapporte le décret sauveur. Le Maréchal n'avait point voulu paraître faiblir, sur le moment, surtout en présence d'une femme. Mais il entendait laisser à M^e X... le sentiment que, seule, son ultime défense avait arraché la grâce.

*
* *

La signature terminée, le Maréchal reçoit quelques ministres. J'en profite pour rejoindre Romier, Moysset et Marion à la Conférence d'information. Et, vers dix heures et demie, je regagne mon bureau. Les premières visites, de nombreux coups de téléphone, quelques instructions à mes adjoints. Le Maréchal quitte l'Hôtel vers midi et [175] quart pour une promenade à pied dans les allées du parc. Ménétrel et le commandant Bonhomme l'accompagnent, en général. Je suis, parfois, de la partie. Le Maréchal parle peu. Il s'intéresse aux arbres, aux enfants, rend leur salut à de nombreux passants, serre la main de quelques amis.

Le déjeuner. Douze à quinze couverts. Parfois treize ce qui nous amuse, mais ce qui exaspère la Maréchale, assez superstitieuse. De l'« entourage », le général Laure, le général Campet, le docteur

Ménétreel, le commandant Bonhomme et moi, sommes les seuls à prendre part, régulièrement, à ce repas. Il s'y ajoute, par roulement, un membre de chacun des deux Cabinets, civil et militaire. En dehors de la « maison », cinq ou six invités, dont beaucoup reviennent assez souvent : les généraux Serrigny, Hering, Zeller, Duffieux, MM. Perrin, Alban de Canisy, Jean Châtain, Jules Verger, Lamirand, le colonel Pétavy. Mais, jamais, Laval et très rarement Darlan. Après le déjeuner, café, sans liqueurs. Les fumeurs se rassemblent à une table voisine, pour éviter d'incommoder le Maréchal. Les autres l'écoutent...

C'est le bon moment de la journée. Le Maréchal est gai, parfois brillant. Il accueille plus facilement nos remarques, nos suggestions, nos mises en garde. Il blague ses invités, leur glisse de vieilles histoires de garnison. Puis il se retire, fait sa sieste et réclame sa voiture, pour un petit tour de trois quarts d'heure, dans les environs de Vichy.

Il reprend, à quatre heures, le cours de ses audiences : un quart d'heure en général par personne, une demi-heure au plus. Au total, trop de visites, car le « film » de ces audiences laisse dans l'esprit du Chef de l'État un pli de fatigue, des traces de confusion. Il en sort légèrement étourdi, d'autant plus qu'il ne devine pas, toujours, les arrière-pensées de ses interlocuteurs, qu'il s'étonne de leurs différences d'attitude, de réactions. « Bardoux me fatigue. Il revient trop souvent. Comment l'éloigner ? Vais-je en faire un gouverneur d'Auvergne ou un ambassadeur en Argentine ? Sur les affaires anglaises, Reibel est beaucoup plus clair, beaucoup plus précis. Voilà un homme ! » Au lendemain d'une conversation avec Bernard de Plas : « Je sens que nous avons été très injustes avec de Gaulle. Mais pourquoi, diable, s'est-il montré aussi blessant ? »

[176]

Taittinger, lui aussi, revenait trop souvent. « Figurez-vous qu'il me demande une rosette pour le directeur du « Bon Marché », un M. Sabre, je crois. Drôle de nom et drôle d'idée. Nous avons tout de même, d'autres chats à fouetter... Quant à Fernand Laurent, il a failli me sortir de mon bureau. Quel type ! Une force de la nature ! Et d'une impertinence avec cela ! Mais c'est tout de même, un gaulliste intelligent... » Trochu, par sa robuste assurance, l'amusait. « Il m'affirme que les Américains seront en guerre avant six mois. C'est bien possible. Mais si vous saviez le mépris qu'il a pour nos ministres.

Il les a tous pulvérisés. Une fricassée ! Et Bard, qui a voulu se jeter dans la mêlée. Il n'en est rien resté... Quant à Massigli, il m'a déclaré, froidement, qu'il n'approuvait pas ma politique. Je voudrais bien savoir ce qu'il ferait à ma place... Bouisson me dit que la Légion des Bouches-du-Rhône veut le « torpiller ». Ces gens de Cassis, tout de même... Vous recevrez demain la visite de Lemaigre-Dubreuil, une autre force de la nature. Il m'a parlé d'une affaire de journal à Alger, à laquelle je ne comprends pas grand'chose. Débrouillez-moi cela ! » Lemaigre-Dubreuil préparait, déjà, le débarquement américain du 8 novembre...

Sur la Corporation paysanne, Caziot, Dorgères, Guébriant, Chantérac, Goussault, Salleron lui faisaient entendre six sons de cloche différents. « Où est la vérité ? » Mais s'il ne s'était agi que de la corporation paysanne... Dans l'ombre, Brinon et Benoist-Méchin opéraient. Ils introduisaient tel collaborateur notoire, tel « européen » suspect, tel dirigeant de la LVF. Et, le matin, nous lisions, dans les journaux de la zone occupée, un affreux message, rédigé de toutes pièces à l'Hôtel Matignon, mais, auquel, inconsciemment, entre deux portes, le Maréchal avait donné sa signature...

*
* * *

Il m'arrivait, souvent, de recevoir les visiteurs du Maréchal. À l'issue de leur audience, en général. Des préfets, des diplomates étrangers, des personnalités politiques appartenant aux milieux les plus divers. La Ferronnays, ce gentilhomme du bocage, porteur du message fidèle de la Bretagne. Ou Paul Faure, l'œil luisant sous d'épais [177] sourcils noirs, Paul Faure, que je croyais, encore, un pacifiste, un munichois, et qui repoussant, déjà, les avances de l'Ambassade, ne se souciait que d'arracher à la police ses propres adversaires du Parti. Bénazet, sanglé comme un sous-lieutenant et parfumé comme une fille, intarissable sur le chapitre de ses « campagnes » à la Commission de l'air du Sénat. Henry Pâté, toujours prêt à recueillir quelque présidence. Alexandre Varenne, un résistant de la première heure, dont la critique se faisait âpre et pénétrante. Marc Sangnier, vieilli, blanchi, mais qu'animait toujours la même flamme généreuse. Georges Valois, maurrassien de 19, fasciste de 25, libertaire de 36, gaulliste de 40, qui mourut pour la France dans un camp d'extermination. Jean Hennessy, déjà malade, et dont le cou flottait dans un col trop large. Jean Chiappe, sautillant, persuasif, embrasseur. Petsche, écœuré de la surveillance,

dont il était l'objet dans les Hautes-Alpes. Chichery, qui vendait des bicyclettes, mais distribuait plus libéralement, encore, les secrets de sa vieille expérience radicale. Marchandeaup, navré d'avoir dû quitter la mairie de Reims. Justin Godart, dont la cordialité me surprit et qui me dédicça, tout de go, la longue série de ses ouvrages. Barthe, attentif à l'insuffisance des sulfates, au degré des moûts, aux exigences de la viticulture, Dommange, partagé entre les soucis de l'édition musicale, la politique du 7^e arrondissement et la réforme constitutionnelle. Charles Baron, le chimiste du groupe socialiste, l'inventeur de la « baronite », brave homme, au cœur ardent, « ennemi des boches », mais qui voulait, à toute force, remettre au Maréchal, une épée que son arrière-grand-père avait reçue de Napoléon. Hubert Rouger, barbiche et lavallière, agacé par les cris de triomphe des réactionnaires dans le Gard. François de Champeaux, dont le bar du Majestic étanchait les loisirs de rédacteur en chef du Journal. Creyssel, livide d'amertume à la pensée de n'avoir pas encore décroché un portefeuille. Louis Rollin, que tourmentaient d'obscurs rapports de police. Le bon père Escartefigue avec sa barbe en éventail. Achille Fould, si cruellement atteint par la mort de sa femme. Le Cour-Grandmaison, honneur de la pensée catholique. Lestapis, l'animateur des corporations agricoles du Bassin de l'Adour. Mallarmé, sage comme un jurisconsulte. L'admirable François Martin, plus tard préfet de Montauban. Sérot, que nous interrogions, chaque [178] jour, sur le sort de la Lorraine. Temple, toujours trop excité, Tinguy du Pouët, Gaston Gérard, qui se voyait déjà « gouverneur de la Bourgogne ». Jean Fabry, dont l'un des fils fut arrêté par les Allemands Manceau, Paul Laffont, promis à un si tragique destin. François Latour, sentencieux et circonspect, Edouard Néron, Marcel Régnier, Pernot, Peyronnet, Saint-Just, Émile Roussel...

Et puis, parmi les jeunes : Barrachin, qui nous rendit plus sensible le charme d'une grande vedette. Calzant, Romazotti, Bertrand de Jouvenel, engagé déjà dans une vaste méditation sur les problèmes du pouvoir, Enfière, Denys Cochin, futur parachutiste, Ottavi, assassiné plus tard par les Allemands, Louis Dumat, longtemps chômeur et que le Maroc sauva de l'ennui, Bertrand de Maud'huy, fluide et circonspect, attentif et nonchalant, un œil sur le Mexique, un autre sur la Moselle, et qu'un miracle d'équilibre ramenait toujours, au lendemain d'aventures éprouvantes, sur la pointe de son destin...

Parmi les journalistes, Pierre Dupuy, tout empêtré dans ses affaires de séquestre et de famille, le colonel Guillaume, intelligent et vif, Chastenet, l'œil triste, la lippe boudeuse, Pierre Brisson, à qui nous offrîmes, tant de fois, le réconfort de nos certitudes, Saint-Brice, tenu maladroitement à l'écart de tout poste, Ribardière qui tentait de m'intéresser au retour de l'*Intransigeant*, et que je n'interrogeais que sur Port-Royal, Pierre Lyautey, inspecteur de la Légion en Espagne et en Afrique du Nord, cordial, virevoltant et renseigné, Antoine de Courson, qui tenait, à lui seul, la rubrique du Maréchal dans *Candide*, le charmant et peu méfiant Léon Boussard, l'inquiétant et subtil Canavaggio, Jean Nocher, de la *Tribune de Saint-Etienne*, plus tard, l'un des chefs de la résistance, qui me fit don, en signe d'amitié, d'un magnifique exemplaire de ses œuvres, José Germain, conférencier en série, dont on célébra, près des sources, le dix-millième verre d'eau, François Legueu, spirituel, sourd, inattendu, Lucien Bourguès, Picot de Plédran, Georges Manue, Charles Pichon de l'*Écho de Paris* et des *Pèlerinages apostoliques*, Pressac, Arbellot de Vacqueur, de retour de captivité, mais déjà, trop sensible aux appels des sirènes collaborantes, Géo Charles-Véran qui n'oubliera pas de sitôt, le demi-tour que je lui fis faire, lorsqu'il pénétra dans mon bureau...

[179]

Des fonctionnaires, par centaines, par milliers. Des diplomates que préoccupait, déjà, leur avancement et dont le « double jeu » ne s'inspira, trop souvent, que du souci de ne pas perdre un rang sur l'annuaire. J'éviterai de nommer les plus médiocres. Tous n'étaient point, d'ailleurs, du gabarit d'Armand Gazel, ce dyspeptique à figure de fouine, qui s'invitait régulièrement à la table du Maréchal, ramassait la francisque parmi les miettes du festin, et s'en vint cracher, un jour, sur la figure de son Chef. Certains manifestaient, même, de l'indépendance et du courage. Saint-Hardouin, Chauvel, du Chayla, Ostrorog, Lagarde, Seydoux, Croy, Mlle Borel, Hauteclocque, Bousquet, Marolles, Georges-Picot, de Rose, Burin des Rozières, Varin, Vaucelles, Fouque-Duparc, Wapler, La Tour-du-Pin, Chalvron, Lacoste, Tiné, Le Roy, Sauvagnargues — je les cite au hasard de la plume — m'ont laissé le souvenir de beaux caractères. Je ne formule qu'un vœu : c'est qu'ils puissent prendre la tête d'une administration, jusqu'ici trop routinière, trop paresseuse, trop amie de ses aises, de sa quiétude, de ses émoluments. D'une administration qu'il ne suffira pas

de démocratiser ou d'épurer, pour en faire l'un des grands corps de l'État, mais qu'il faudra remettre, tout simplement, au travail...

Au Conseil d'État, de grands fonctionnaires : Toutée, Valensi, Lagrange, Lefas, Devémy, Lichtenberger, Roujou, Renaudin, Chardon. Des fonctionnaires intègres, courageux, modestes. Ils suffiront, sans doute, à faire oublier les entrechats ou les tours de valse de deux ou trois de leurs collègues, trop attachés à la continuité de leurs prébendes. J'ai conservé le souvenir du remarquable effort auquel ils se livrèrent pour définir les règles d'un Statut de la fonction publique, dont la largeur de vues le disputait à l'élégance.

Quant aux Préfets, dont la plupart me parurent d'excellents Français, je m'en voudrais de ne pas nommer ceux qui me firent la plus forte impression : Angeli, Viguié, Cabouat, Jacques Morane, Dupard, Donati, Voizard, Rivière, Didkowski, Ducommun, Berger, Surleau, Rivalland, Bussière, Renouard. Je n'aimais pas Pierre Alype, trop remuant et trop courtisan. Je me méfiais de Dauliac, créature de Malvy, affairiste et bambocheur, dont la Haute-Savoie a gardé un si mauvais souvenir. Je tenais en particulière suspicion [180] Lemoine, que révoquèrent, successivement, Pomaret et Peyrouton, et dont Laval fit plus tard une sorte de demi-ministre. Les autres étaient, en général, de très braves gens.

Mes anciens camarades des Finances m'autoriseront à passer leurs mérites sous silence. Ils furent, tous, ou presque tous des résistants avant la lettre. Couve de Murville, Brunet, Watteau, Guindey m'encourageaient, affectueusement, à persévérer dans la voie que j'avais choisie. Monick, alors Secrétaire général du Maroc, me pria de le présenter au Chef de l'État, auquel il souhaitait remettre une courte note sur la coopération franco-américaine en Afrique du Nord. Le Maréchal se montra très satisfait de l'entretien, encore que Monick ne mâchât point ses mots sur la politique de Darlan.

Parlerai-je des plus hautes autorités de l'industrie, du commerce ou de la banque ? Je les reçus toutes, ou presque toutes, au cours de ces vingt et un mois. Daniel Serruys, Champin, Painvin, Boissieu, James Leclerc, Max Hermant, Laroche-Joubert, Le Besnerais, Gaston Gradis, Charles Rist, Pierre David-Weil, Tassin de Montaigu, Jean Schneider, Roger Auboin, François Balsan, Tirard, Daum, Dartiguenave, Fraissinet, Guillaume de Tarde, Hecquet, Larrivière, Lefebvre-Dibon,

Morel-Joumel, Nicoud, Vieljeux, Auguste Detoef, Edme Sommier, le baron Petiet, Massenet, Aymé Bernard, du Castel, du Buit, tant d'autres, encore, dont le nom ne revient pas, à l'instant, sous ma plume.

Entre tous ces hommes, bien des différences, sans doute, et bien des nuances. Mais, chez presque tous, un même désir de lutter, de toutes leurs forces, contre l'occupant. Et, chez beaucoup, les manifestations d'un « gaullisme » naissant.

*
* * *

Je n'ai cité ces différents noms — dont la plupart appartinrent, par la suite, à la Résistance — que pour montrer à quel point le Cabinet du Maréchal demeurait ouvert. Toute la France passait par Vichy. Tous les Français, quelles que fussent leurs opinions, étaient sûrs d'être accueillis par nous, et bien accueillis. Les trois mille cinq cents dossiers d'audiences que j'ai conservés, ne font état, pour la [181] plupart, que d'entretiens de portée générale et restent, le plus souvent, à l'honneur de mes interlocuteurs. Mais ils ne contiennent pas que des noms illustres. Que d'hommes inquiets, que de juifs traqués en zone nord, que d'adversaires du régime, que de petites gens, parfois, dans cette foule de visiteurs, qui n'étaient pas, tous, des solliciteurs, mais qui venaient, le plus souvent, nous remettre une information discrète ou goûter l'ombre d'un espoir.

Nous les recevions avec joie... L'huissier de service me tendit, un jour, un petit bulletin rose, où se trouvaient ces simples mots : « de Gaulle ». J'étais, alors, en conférence, avec deux de mes adjoints. Ils crurent à une mystification. Je pressentis qu'il n'en était rien et donnai l'ordre d'introduire Pierre de Gaulle, de passage à Vichy. Nous nous entretînmes de beaucoup de sujets. Mais j'hésitais à prononcer le nom du Général, que la Cour martiale de Gannat venait de condamner à mort. Pierre de Gaulle comprit mon trouble. Il ne me parla pas de son frère. Il ne me parla que de la France.

Le général de Lattre de Tassigny vint me voir, lui aussi, avant son départ pour Tunis. L'Afrique du Nord fit les frais de notre conversation. Le général se montrait inquiet des dispositions de l'Amiral au sujet de Bizerte. Je le rassurai sur celles du Maréchal. Nous nous comprîmes

rapidement. Frot, l'ancien ministre du 6 février, avait précédé, de quelques heures, le général dans mon bureau. Et Diethelm le suivit, qui, muni d'un passeport régulier pour l'Espagne devait, quelques jours plus tard, gagner Londres par sleeping.

Gaston Tessier, l'actif secrétaire général de la CFTC et Charles Laurent, le chef véritable de la Fédération des fonctionnaires, gaullistes tous deux de la première heure, et qui ne s'en cachaient pas, vinrent me confier leurs angoisses. Raymond Brugère, aussi, le seul de nos diplomates, qui démissionna de son poste à l'heure de l'armistice. Ils s'étonnaient, les uns et les autres, de la cordialité de notre accueil. C'est qu'aucun ostracisme n'aurait pu jouer, de notre part, à l'encontre de véritables patriotes. On le savait et nous en fûmes, parfois, félicités. Édouard Herriot entra, le 28 janvier, dans mon bureau, alors que je m'y trouvais avec Paul Estèbe. Friol l'accompagnait. « Je sors de chez le Maréchal, nous confia le Président. Je n'ai pas besoin de vous dire que je ne suis pas d'accord, avec lui, sur [182] bien des points. Mais je sais que vous êtes de bons Français, que vous vous donnez beaucoup de mal, que vous avez les mêmes espoirs que nous. Le pays vous rendra justice ! » Il nous ouvrit son cœur et ses bras. C'était, tout de même, assez touchant...

Jules Jeanneney me prodigua de moins solides réconforts. Le Maréchal, qui ne l'aimait pas, et qui déclinait régulièrement ses demandes d'audience, m'avait, un jour, prié de passer chez lui. Je devais entendre les griefs, d'ailleurs justifiés, que formulait le Président du Sénat, contre le traitement réservé à Georges Mandel, membre, comme le Maréchal et comme Jeanneney, du groupe des Amis de Georges Clemenceau. Je crois n'avoir jamais reçu, de ma vie, de douche aussi glacée. Tel Caïphe déchirant sa robe, le second personnage de la République entreprit, avec solennité, le procès du nouveau régime : hitlérisme, fascisme, violation des libertés humaines, tout y passa. Un peu contracté, je me permis de faire observer au Président qu'il était bien logé, bien nourri, que sa sécurité me semblait hors de cause, et qu'un régime aussi « totalitaire » que celui dont il se plaignait, l'aurait déjà rendu à ses chères études. Un regard de vinaigre me cloua sur place. « Vous avez été un peu fort ! » me confia, le soir même, en souriant, l'aimable Secrétaire général du Sénat, M. de La Pommeraye.



Vers dix-neuf heures, nous nous rendions, le général Laure et moi, chez le Maréchal pour lui transmettre les dernières informations de la journée et pour lui présenter la « signature » du soir. Il nous congédiait, au bout d'une vingtaine de minutes, afin de s'offrir une demi-heure de distraction, en compagnie de tout jeunes enfants : les deux filles du docteur Ménétrel et les deux fils de M. de Seguin, dont il partageait littéralement les jeux. Nous le surprîmes, parfois, en train d'empiler des cubes les uns sur les autres, de raccorder deux tronçons de voie ferrée miniature, ou de remonter l'hélice d'une avionnette. Que de fois ne l'ai-je pas vu, penché sur un puzzle ou juchant, sur le coin de son bureau, un petit ours en peluche ? C'était, là, son vrai moment de détente, sa véritable joie.

[183]

Vers huit heures, le dîner. Je n'y assistais que deux fois par semaine, le mercredi en général, et le dimanche, avec ma femme. Table plus restreinte qu'au déjeuner : huit à dix couverts. Des amis de passage : les Lillaz, les Kerouartz ; des hôtes de marque : Weygand, Estéva, Noguès, Boisson ; des familiers de la maison : le général Brécard et sa femme, M. et Mme Lucien Romier. Après le dîner, cercle intime d'une demi-heure, autour de la camomille. Et le Maréchal remontait dans ses appartements, suivi de sa femme et du docteur Ménétrel.

Les autres soirs, nous prenions nos repas dans un restaurant quelconque de Vichy : le *Régina*, surtout, parfois le *Gallia*, l'*Albert I^{er}* ; plus souvent, la modeste crémérie du *Poussin bleu*, pour un prix qui ne dépassait guère, vin compris, une trentaine de francs. Soirées lugubres, que le *black-out* rendait plus sombres encore et que n'égayait aucune fantaisie culinaire.

Après le dîner, nous nous rendions dans le grand salon du *Majestic*, où s'épanouissaient les plus redoutables volutes du style 1900. Nous y absorbions, à la lueur de mauvais lustres, une tasse de tilleul ou de verveine, en compagnie de quelques amis. C'était, là, notre seule vie mondaine. J'en ai conservé, cependant, de bons souvenirs, car les « Parisiens » y venaient nombreux et nous donnaient la primeur de leurs impressions et de leurs remarques.

Nous appelions, dans l'intimité, ce salon Ankara. Trois ambassadrices de France en Turquie, plus élégantes les unes que les autres et douées d'un exceptionnel rayonnement : Odette Massigli, Hélène Jules-Henry — qui mourut d'épuisement, au Danemark, au retour de Ravensbrück — et Bettina Bergery, nous y offrirent, en anecdotes, en pointes ou en trilles, toute la gamme de leur fantaisie.

*
* *

Vers 22 h. 30 je retournais à mon bureau. Heureuses soirées de solitude, sans téléphone, sans visites, toutes consacrées à la lecture des nombreux rapports, qui s'accumulaient, sur ma table, au cours de la journée. J'y puisais les éléments de cette information directe, dont mon véritable métier était de faire bénéficier le Maréchal : [184] télégrammes de nos agents de l'étranger, dépêches de nos ambassadeurs — celles de Léon Bérard et de Piétri avaient un cachet tout particulier — résumés de la presse étrangère, des émissions de la radio de Londres ou de Brazzaville, rapports des préfets, des gouverneurs des colonies, notes de police, écoutes téléphoniques (que j'abandonnai très vite, en raison de leur faible intérêt et de leur caractère souvent répugnant), indications confidentielles de la Banque de France, bulletins de la Statistique générale de France, bulletins, aussi, de ce remarquable service d'études économiques, qui fonctionnait au ministère de la Marine, notes d'agents secrets, lettres les plus importantes de la journée. J'aurais pu me considérer, au cours de ces vingt et un mois, comme l'un des cinq ou six hommes les mieux informés des affaires de France, si la véritable information ne s'alimentait, en fait, à d'autres sources, plus psychologiques, plus souterraines, plus populaires, si surtout, les pressions politiques, dont nous allions être l'objet de la part des Allemands, n'avaient été précédées d'une véritable zone de silence, que les Alliés français du Troisième *Reich* épaississaient, encore, autour de nous.

Faut-il dire que, dès le mois de juillet 1941 — mes documents me l'apprenaient — les plaintes se faisaient de plus en plus nombreuses, en matière de ravitaillement surtout ? La lune de miel était finie. Le prestige du Maréchal ne suffisait plus à faire passer les rutabagas, à servir d'excuses à d'impardonnables erreurs policières, à jeter une passerelle sur ce vide, que, telle une excavatrice puissante, l'inexpérience politique du Chef de l'État creusait sous les ruines de

nos anciennes institutions. De bons moments, cependant... Des télégrammes d'encouragement de Londres, de mon ami David Eccles notamment, de Washington d'où Donald Harper m'exhortait à ne point douter de la massive et prochaine intervention des États-Unis. Des perles, aussi, capables de meubler tout un sottisier. Et par-dessus tout, ce grand silence ce recueillement, que l'on ne trouve que rarement dans la gestion des affaires publiques. Vichy fut, peut-être, un « panier de crabes ». Mais j'y goûtais, le soir, une paix non pareille...

*

* *

[185]

Le dimanche, après la messe, quelques promenades en bicyclette, sur la route de Randan ou sur celle de Ferrières. Les soixante-huit ans du général Lafond, le grand chef des Scouts de France, se riaient allègrement, à la montée des côtes, de nos muscles ankylosés. Déjeuner dans les guinguettes des bords de l'Allier. Longues marches à pied, l'hiver, en compagnie de Pierre et d'Odile de Leusse, des Calmels, d'autres amis de choix, Quelques rares spectacles. Un tournoi de tennis, où Borotra bondissait en l'honneur du Maréchal. Une course de chevaux à l'hippodrome. Une exhibition du collège des moniteurs d'Antibes, avec l'apparition, sur les agrès, du fils de Pierre Brisson, l'un des meilleurs athlètes de sa génération. La première de « Pinocchio », sur l'écran privé du Maréchal. Une représentation de folklore régional. Un opéra-comique, au Théâtre, sous la direction du maître Chauvet...

Vie calme, vie de travail, vie de famille. Les vraies, les grandes distractions, c'étaient, pour nous, les voyages du Maréchal. Ils ont été si longuement décrits, si bruyamment célébrés par la presse officielle, si frénétiquement exaltés par René Benjamin, que j'éprouverais quelque gêne à en parler encore, si je ne me sentais redevable, à leur égard, des plus fortes émotions de ma vie d'homme mûr. J'en ai souvent, suivi les étapes, les yeux rougis, tant le spectacle de cette France, qui dominait sa détresse pour offrir au Maréchal ce qu'elle avait de plus beau, de plus vrai, de plus pur, pour renouveler à la fois son visage et son humeur, pour crier son espoir, avait de quoi forcer les larmes. Les voyages les plus chauds furent ceux de Lyon, en octobre 1940, et de Limoges en juin 1941; le plus froid, celui de Pau. La lecture du discours de St-Etienne, le serment des Légionnaires devant le

fronton du théâtre de Vienne, la revue navale de Toulon, le pèlerinage à la cathédrale du Puy, le défilé de la jeunesse gasconne, dans les rues d'Agen, ne s'effaceront pas, de longtemps, de ma mémoire...

Telles étaient nos journées. La politique était loin de les absorber. À vrai dire, nous n'en faisons, peut-être, pas assez. Cet état de « chasteté civique », où nous nous complaisions, demandait à d'autres sources le soin de se survivre. Et ces sources, rafraîchissantes et pures, étaient celles qu'ouvraient, pour notre bonheur, les grandes [186] vannes de la charité française. Jamais le sens de la solidarité nationale ne m'apparut plus vif, plus présent, qu'au cours de ces premiers mois de Vichy.

Secours National, bonne maison, un peu grise, un peu trop teintée, parfois, des reflets équivoques de l'Entr'aide d'hiver, mais où s'accomplissait un si bon travail. Ma grande joie était de recevoir, tous les quinze jours, Robert Garric, le fondateur des « Équipes sociales », l'ami de Lyautey, l'homme qui donnait au soin des corps et des âmes toute sa force généreuse. À côté de Garric, Toutée, l'un des experts les plus sûrs, les plus modestes, de toute réorganisation administrative. Garric et Toutée m'apportaient leurs graphiques, leurs statistiques, leurs projets, le nom des écoles parisiennes, où se consumaient les premiers biscuits caséines. Nous dressions, ensemble, la liste des futurs Comités départementaux du Secours national. Je les aidais de mon mieux à triompher de l'hostilité de certains milieux, des tracasseries ministérielles, de l'emprise sournoise des « collaborateurs », à éliminer de leur sein des parasites trop suspects.

Les jeunes aussi, dont Lamirand, — cet œil tendre et marron, surgi d'une canadienne bien sanglée — Toumemire, le chef des Compagnons de France, et Dunoyer de Segonzac, l'admirable fondateur de l'École des Cadres d'Uriage, m'apportaient les promesses et les déceptions.

*

* *

Mais, surtout, les prisonniers. Un tiers de l'activité du Maréchal, un bon quart de la nôtre allaient à eux. Nous ne pensions qu'à leur libération prochaine (ce fut l'une des seules excuses de Montoire). Nous en pressions les étapes — pères de quatre enfants, cadres du service de santé, anciens combattants de 1914-1918, fonctionnaires des PTT, ouvriers mineurs, premiers pupilles de la Nation — avec une hâte fiévreuse. Il nous les aurait fallu tous et tout de suite Scapini

refroidissait, hélas, notre zèle, en soulignant que le problème des prisonniers n'était que l'un des aspects d'un vaste problème de politique générale. Politique générale ! Nous ne comprenions que trop. Faudrait-il nous soumettre ou nous résigner ?

[187]

Mais, que de soins donnés, en attendant, aux paquets, aux colis, à Pacheminement du pain de guerre, des conserves de viande, des confitures, des dattes, du fromage, du tabac, des vêtements chauds. La cadence des envois bondissait, chaque mois, allègrement : 240 000 collections de vêtements, en février 1941, 450 000 en avril, avec une moyenne de 35 000, puis de 50 000, à partir du mois d'août. La suspension des colis, en décembre, à la veille de Noël, nous semblait une catastrophe. Et cette panne de chocolat, qui dura près de trois semaines en septembre 1941...

De Lyon, où le *Service central des prisonniers de guerre* améliorait, chaque semaine, sa technique et son rendement, le général Besson nous adressait de rassurants bulletins. À Vichy, même, toute une équipe de jeunes femmes travaillait dans les stalles de l'Hôtel Thermal, sous les ordres du général Verdier. De Paris, M. Pasteur Vallery-Radot, le docteur Bazy, le comte Clauzel, M. Peretti délia Rocca, le conseiller d'État Rousselier, membres du nouveau Conseil de la Croix-Rouge française, nous informaient des progrès réalisés, à Genève, par le CICR. Un certain nombre d'oeuvres privées : le Cercle Jean Mermoz, avec ses vingt-cinq centres, aux records imbattus, les « Amitiés africaines » de Lyon, l'Aide municipale lyonnaise aux prisonniers de guerre, le Tronc tricolore, l'Union nationale des étudiants, complétaient, avec intelligence, l'activité des services du général Besson.

De l'étranger nous parvenaient les nouvelles les plus réconfortantes. Non seulement de l'admirable Suisse, dont la charité est comme une seconde nature, du Vatican, qui faisait remettre à l'abbé Rodhain des sommes considérables, de la Suède, d'où la princesse Sybil et l'archevêque d'Upsal nous adressaient 20 000 volumes, pour les cent dix bibliothèques de camps, du Portugal qui s'associait à l'envoi de ballons, de raquettes, de balles de ping-pong ou de basket, mais aussi des États-Unis où le « Coordinating Council of French Relief Societies » d'Ann Morgan recueillait 30 000 dollars, pour la Noël 1941, nous livrant, ainsi, la promesse de 10 000 colis à 3 dollars chacun.

Ces souvenirs dansent, encore, dans ma mémoire, comme y dansent les chèques fréquents du Maréchal, les cigarettes timbrées à son [188] sceau, ces incessantes demandes de congé de captivité, qui s'entassaient sur nos bureaux et qui ne purent être satisfaites qu'en si petit nombre, les interventions constantes de notre Cabinet auprès des différents ministères, en vue d'obtenir une législation protectrice des prisonniers de guerre (possibilité de contracter mariage pendant la captivité, avancement des officiers d'activé, secours aux familles d'assistés sociaux, résiliation légale des baux, réduction du montant des loyers, moratoires, etc.). D'autres images, tristes ou gaies... Le malheureux bombardement du camp de Souges, l'horaire des cours dans les Universités captives, l'envoi au Maréchal de « Douze sonnets de France », avec dessins, gravés sur bois, par les relieurs de l'Oflag 17 A. Ou cet émouvant message sur parchemin, glissé par les prisonniers du Stalag 12 A, dans un bâton aux sept étoiles...

Les problèmes du rapatriement et de la réadaptation des premiers prisonniers libérés ne nous sollicitaient pas moins. Tout avait été prévu, avec le plus grand soin, pour leur retour : équipes mobiles d'accompagnement dans les trains, centres de triage à Roanne et à Sathonay, hôpitaux, fiches de démobilisation, bureaux d'accueil...

Je n'étais, cependant, qu'à moitié satisfait de l'activité de certains de nos « responsables », de M. de Galan, notamment, conseiller maître à la Cour des comptes, président de la Commission du Retour des prisonniers, homme distingué, mais lent, dont je dus secouer l'apathie, à plusieurs reprises. J'applaudis, de tout cœur, à la nomination de Maurice Pinot, prisonnier libéré, que l'amiral Darlan désigna, quelques semaines plus tard, comme Commissaire au reclassement des prisonniers. Avec lui tout changea. Pinot mit l'accent sur la phase sociale du rapatriement. Il s'entendit, très vite, avec Maux, mon vieux camarade Maux, l'actif Commissaire à la lutte contre le chômage, pour obtenir des priorités d'emploi en faveur des rapatriés, s'assura, grâce à René Belin, l'appui des présidents des Fédérations industrielles, créa, en plein accord avec le Secours national et la Légion, de nombreuses Maisons du prisonnier, provoqua l'élaboration de la loi sur la reprise obligatoire et sur le reclassement professionnel.

Avec quelle joie ne travaillions-nous pas dans ce domaine, sûrs de ne pas nous tromper, de répondre à ce magnifique élan de [189] générosité, qui, de l'autre côté des barbelés, multipliait les collectes, en

faveur des prisonniers plus pauvres, assurait, sur de modestes pécules, d'importants transferts au bénéfice des familles déshéritées des deux zones...

Certaines choses, hélas ! nous attristaient, et ce langage amphigourique, où Scapini mêlait à de justes soucis le destin de la nouvelle Europe, les exigences de la Révolution nationale et la munificence du *Führer*. Curieux Scapini ! Je le reçus, à plusieurs reprises, en compagnie de son secrétaire Ahmed, qui guidait sa marche d'aveugle, à travers les couloirs de l'Hôtel du Parc. Intelligence brillante, dialectique persuasive, vanité souvent puérile (il se faisait donner de l'« Excellence », par ses adjoints), qualités réelles d'homme de gouvernement, Scapini attirait et décevait, tout à la fois. Jamais, je n'entendis faire, plus brutalement, la critique des dispositions allemandes en matière de rapatriement, que par cet homme, que par ce mutilé de l'autre guerre, qui prêchait ouvertement la collaboration et se plaignait, à tout instant, de ses fissures. Il donnait l'impression d'avoir livré son cœur et gardé son esprit.

Un incident grave le mit, un jour, aux prises avec le général Weygand. Tous deux avaient été invités, séparément, et fortuitement, à la table du Maréchal. C'était un dimanche matin. Scapini arriva, le premier, et s'entretenait avec le Chef de l'État de l'organisation de ses services parisiens, lorsque Weygand parut. « Vous connaissez Scapini, Weygand ? — Oui, Monsieur le Maréchal, et je suis heureux de lui dire que j'ai goûté, ce matin, l'une des plus grandes joies de ma vie. — Vraiment, mon général ? Oui, monsieur Scapini, en apprenant que vos amis boches ont reçu des Russes l'une des plus mémorables « frottées », de leur histoire. » Un silence un peu lourd. « Les boches ne sont pas mes amis, mon général, et je leur dois, même, d'assez cuisants souvenirs. Mais je crois que vous exagérez la « frottée » qu'ils ont subie. — Je sais ce que je dis, monsieur Scapini. Les Russes vaincront les Boches, vous m'entendez. » Je cherchai, du regard, un guéridon à renverser, une porcelaine à mettre en miettes, pour créer une diversion. Je n'avais, sous la main, que de trop lourds fauteuils... « Eh bien, allons déjeuner ! » conclut le Maréchal. « Je prends cette fois-ci les jeunes à mes côtés. » Le général Weygand et [190] Scapini se firent face aux deux extrémités de la table. Le déjeuner ne fut pas de la plus grande gaîté...

*
* *

De cette existence quotidienne, traversée de grands espoirs et de rudes déceptions, de cette vie de cabinet à laquelle tous mes adjoints : Lavagne, Estèbe, Roger de Saivre, Sébilleau, Chalvron, Chaussade, Demay, Baudry, Béarn, donnèrent par leur travail, leur esprit d'équipe et de désintéressement, tant de charme et tant de fraîcheur, je dois, cependant, souligner les erreurs et les lacunes.

Nous travaillions trop. Nous recevions trop. Notre activité s'éparpillait sur trop d'objets à la fois. Nous ne disposions pas du temps nécessaire pour mûrir certaines questions: les plus graves, pour nous assurer de la solidité de nos remparts. D'anciennes habitudes d'esprit, de formation, nous rendaient insensibles à certains dangers. Comment ne m'accuserais-je pas, en particulier, d'avoir conçu ma tâche, comme on la concevait sous la Troisième République ? L'État français me semblait digne d'être servi avec la même correction, la même discrétion, le même respect de l'indépendance des ministres, qu'il l'eût été par un Secrétaire général de la présidence du Conseil, sous un ministère Poincaré ou sous un ministère Tardieu, par exemple. Tout empiétement sur l'activité de l'exécutif me paraissait condamnable. Je m'essoufflai, trop vite, dans la lutte contre l'action néfaste des Comités d'organisation, par crainte de marcher sur les brisées de François Lehideux. Je négligeai de jeter, dans la structure du ministère de l'information — où Paul Marion hébergeait les plus mauvais débris du PPF et de la Cagoule — ces coups de sonde fructueux, qui nous eussent permis de mettre en cause telle ou telle orientation, de briser le réseau serré d'une propagande pronazie : « Vous n'avez pas assez le sens révolutionnaire ! » me lançait Roger de Saivre. — Vous n'avez pas assez le sens de l'État », lui répliquai-je. Tout le conflit était là. Élevé dans la hiérarchie d'une administration solide, je n'imaginais pas que l'on pût créer sur ses flancs, dans un secteur nouveau du pouvoir, une caricature d'administration, [191] une pépinière de gangs où se recruteraient, un jour, les cadres d'une véritable « maffia ». Je l'ai, depuis, beaucoup regretté.

Il était, par ailleurs, deux activités, au moins — la police et la presse — qui ne correspondaient pas au réseau de mes « longueurs d'onde ». L'une parce qu'elle dissimulait, à l'excès, son action. L'autre

parce qu'elle clamait, à l'excès, ses exigences. Les infrarouges et les ultra-violets...

La police m'apparaissait comme l'un des secteurs réservés du ministère de l'Intérieur. Interdiction d'y toucher. Et danger de mort, pour qui ramasserait les fils. Mais au diptyque traditionnel de la police française : Sûreté nationale et Préfecture de police, s'ajoutaient des polices supplétives, les GP dissous au lendemain du 13 décembre, les « polices économiques », et surtout cette affreuse Police politique dont les dégâts se multipliaient, lorsqu'on la confiait à des militaires. Le docteur Ménétrel, que le sens de l'État n'étouffait pas, donnait à ces divers claviers sa meilleure attention. Il en recoupait les lignes de niveau, à l'aide de ses limiers personnels. Il créait, même, l'embryon d'une « Police du Maréchal », comme il souhaita lancer, plus tard, grâce à la francisque, un parti du Maréchal. Interférences croissantes, initiatives puériles et dangereuses, où chacun se prenait à son propre piège, où les adversaires s'affrontaient dans la nuit, où des « collaborationnistes » en herbe, coudoyaient des « gaullistes virtuels ». Faute de repères solides, faute de vocation surtout, je préférerais ne pas me mêler de ces conflits. J'eus tort...

Quant à la presse, on me permettra de dire que celle qui tentait de nous atteindre n'était point composée de journalistes, mais de simples « téléphonistes ». De pauvres types, qui gagnaient leur beefsteack à vingt sous la ligne, et dont la physionomie s'assombrissait, lorsque, d'un coup de crayon rouge, je supprimais quelque passage inutile de la journée du Maréchal.

La presse étrangère n'était elle-même — sauf pour la Hongrie, la Suisse, la Suède et l'Espagne — composée que d'éléments de seconde main. Et je perdais, souvent, de précieuses minutes à recueillir les doléances de Charles Benoist d'Azy ou de Masson-Forestier, sur les conflits qui s'affrontaient en son sein. L'excellent Archambault, le « manager » de la presse américaine de Vichy, homme d'expérience [192] et de cœur, ne m'en voudra même pas, si je relate qu'à part cinq ou six reporters, Archinard et Elliott, notamment, l'équipe confiée à ses soins ne comprenait, surtout, que de joyeux garçons, analphabètes et drus, incapables de juger la situation française, et dont les confidences, trop souvent borborygmées entre deux cocktails, n'étaient pas toujours ignorées des journalistes allemands...

Mais ces lacunes mises à part, j'ai le droit de déclarer que les services du Cabinet du Maréchal fonctionnèrent, dans l'ensemble, correctement, qu'ils constituèrent, bien souvent, l'échelon d'appel ou de sauvegarde de beaucoup d'infortunes imméritées, de séquestrations arbitraires, de situations délicates. Je considère comme une grande chance et comme un grand honneur d'avoir pu les diriger, pendant près de deux ans.

[193]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre IX

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

[Retour à la table des matières](#)

Pouvait-il y avoir une politique étrangère, au sens réel du mot, dans un pays occupé aux trois cinquièmes par l'Allemagne, coupé de l'Angleterre, contraint à l'observation de clauses d'armistice rigoureuses et dont la zone libre, elle-même, se trouvait soumise au contrôle indirect et diffus de l'ennemi ? Pouvait-il y avoir une politique étrangère, digne de ce nom, dans un pays où, faute d'un régime représentatif, faute d'une presse indépendante, l'esprit public ne pouvait faire entendre librement sa voix ? Les gaullistes, dès le début, le contestèrent. Et le bon sens semblait leur donner raison. « L'étrange politique extérieure, murmuraient-ils, que celle d'un État asservi, marqué des stigmates de la capitulation, porteur des taches de la collaboration, d'un État qui prend le chant du cygne pour le chant du coq, et n'assiste, impuissant, qu'au démantèlement des positions qu'il croit pouvoir défendre ! Une politique à sens unique, tout au plus, qui renchérisant, dans une course à la servitude, sur les exigences de l'adversaire ne pourra, malgré les équivoques, malgré les faux semblants, qu'engager, plus profondément, le pays dans l'orbite du « nouvel ordre européen ».

Beaucoup de Français — en zone libre, tout au moins — ne partageaient pas ce sentiment. La France, en dépit de ses malheurs, bénéficiait d'un gouvernement régulier, légitime, apparemment

souverain, auprès duquel se trouvaient accrédités les représentants de trente-deux puissances, et non des moindres : le Vatican, l'URSS, les États-Unis... La France communiquait librement avec la Suisse, avec l'Espagne et, par le Portugal, avec les deux Amériques. [194] Elle disposait, encore, d'un immense Empire, d'un empire africain, dont la « dissidence » n'avait fait sauter qu'un sixième, d'une Indochine, contrôlée sur sa frange nord par le Japon, mutilée sur sa frange ouest par le Siam, mais où les ordres du gouvernement parvenaient librement. Montoire n'avait été qu'une réplique furtive de Tilsitt, une prise de contact, sans autre lendemain que le recours au plus irritant des vocables. Mais le mot de collaboration, lui-même, n'était tenu que pour un emplâtre symbolique, appliqué sur une plaie trop vive. Il n'évoquait nullement une participation directe, volontaire, aux entreprises de l'Axe. Le « 13 décembre » avait rendu l'espoir à bien des cœurs. Sans doute, le Maréchal ne jouissait-il que d'une liberté relative. Sa politique étrangère Fne pouvait être que statique. Mais le Chef de l'État « faisait la planche ». Il flottait. Il finassait. Il pouvait observer bien des courants : les capter, le jour venu. Ne disposait-il pas, d'ailleurs, de certains contacts, peut-être, même, d'une liaison directe avec le général de Gaulle ? Ainsi se développait un climat sédatif, au sein duquel s'émoussaient, trop souvent, les pointes de l'inquiétude.

Dois-je dire que ceux qui vivaient à Vichy, dans les secrets — les bien faibles secrets — du gouvernement, ne partageaient ni ce pessimisme, ni cet optimisme ? À vrai dire, et malgré de réconfortantes apparences, c'était un pessimisme d'une autre sorte, qui s'emparait de leurs esprits. Nulle politique étrangère ne leur parut plus décousue, plus soumise à l'empirisme à la petite semaine, plus marquée d'une succession de résistances et d'abandons. « Une politique en dents de scie », avouait, un jour, le Maréchal. C'était un peu cela. Une politique déconcertante, à tout le moins. Non que l'intuition ou le discernement aient fait toujours défaut. Il y eut, même, parfois, de bons éclairs. Mais parce que l'on devinait chez les chefs de la politique française une sorte d'impuissance, presque organique, à se servir avec adresse, des quelques chances, qui s'offraient à eux.

*

* *

Il y eut, d'ailleurs, à Vichy, plusieurs politiques étrangères. Une politique étrangère de Laval, orientée vers la liquidation du désastre,

[195] mais dominée par un esprit de maquignonnage révérenciel vis-à-vis de l'Allemagne. Une politique étrangère de Darlan, hésitante et brutale, opportuniste, courte de souffle, sans principes et sans nuances. Il y eut quelques suggestions timides et voilées de Romier. Il y eut, aussi, les coups de frein de l'« entourage » du Chef de l'État. Il y eut, surtout, le coup d'accélérateur des « ultras », des ministres collaborationnistes (Benoist-Méchin, Marion). Au total, un assez grand désordre...

Mais le Maréchal ? Assistait-il à cette polyphonie en personnage indifférent ? Acceptait-il d'être tiré à hue et à dia ? Ou souhaita-t-il, lui aussi, marquer de son empreinte la politique étrangère du pays ? Il le souhaita, sans nul doute. Et, chose curieuse, c'est de précédents « présidentiels » — Félix Faure, Poincaré, Deschanel — qu'il semblait vouloir s'inspirer, pour revendiquer sa part d'influence dans la gestion des affaires extérieures. Une influence qui, libérée de toute gangue constitutionnelle, eût pu s'affirmer librement, fortement, mais que, par un décevant mélange d'incertitude et de timidité, il ne tenta jamais d'imposer...

Chez cet homme de bon sens, mais de faible talent politique, chez cet homme scrupuleux et méfiant, ce souci d'orienter, au moins dans ses grandes lignes, la politique extérieure du pays ne venait ni d'une expérience personnelle, qu'il ne possédait pas, ni d'une surestimation gratuite de ses dons, qu'il laissait percer, plus volontiers, en d'autres domaines. Moins encore du sentiment que son rayonnement ou son prestige lui donnaient, en cette matière, le droit de tout oser. Mais d'une sorte de tendance naturelle à l'équilibre, à l'arbitrage, de cette conviction que les plus grands problèmes ne pouvaient être réglés avec sagesse qu'à la condition de l'être, d'abord, avec lenteur. De quelques notions, aussi, fortement enracinées dans le cœur et dans l'esprit, d'idées véritablement chères. Ces idées nous sont connues.

Un désir, tout d'abord, d'éviter avec l'Allemagne toute paix, quelle qu'elle fût. Le Maréchal ne donnait pas cher, au début, de la résistance de l'Angleterre. Mais lorsque la bataille aérienne de Londres eut été perdue pour les Allemands, il comprit que la guerre durerait longtemps. Son souci d'éviter la paix s'en trouva renforcé. [196] « L'armistice, répétait-il souvent, l'armistice, à la sauce que vous voudrez, liante ou piquante, mais pas d'arrangement définitif, pas de traité. Je n'accepterai, jamais, un nouveau Francfort. »

L'armistice lui suffisait. L'expression peut faire sourire. Aujourd'hui surtout, où l'on remonte plus volontiers les Champs-Élysées, derrière une fanfare, que le cours attristant de l'histoire. À l'époque elle était vraie, tragiquement vraie. Et c'est, même, sur ce point qu'en novembre 1940 le Chef de l'État se séparait de Laval. « M. Laval me parle d'une normalisation des rapports entre les deux nations. Je n'aime ni le mot ni la chose. Et puis, je ne suis pas pressé. » Le Maréchal sentait que l'armistice, ce provisoire indéfini, serait dommageable à la nation. Il savait que les Allemands l'interpréteraient restrictivement, en cas de manquements français, et qu'en tout état de cause ils l'affecteraient à leur profit, d'un caractère extensif, évolutif. Mais s'il souffrait des atteintes portées, de jour en jour, à la souveraineté française, de l'imprécision du « contour apparent » de la France, il préférait s'en tenir à la notion même de l'armistice. « Votre pays est sans frontières », lui disait, un soir, un diplomate sud-américain. « Je ne le sais que trop, répondait le Maréchal, et croyez bien qu'il ne m'est pas agréable de voir le Nord et le Pas-de-Calais réunis à la Belgique, dans une même zone d'administration militaire. Mais que me donnerait de plus un traité, surtout en pleine guerre ? Et vous imaginez-vous que je convoquerais l'Assemblée nationale, pour lui faire accepter la perte de l'Alsace ? »

On a dit et répété que le Maréchal jouait perdant. Il se refusait, en tout cas, à « prendre ses pertes ». Il ne les faisait pas prendre à la France...

Mais, de cet armistice le Maréchal se formait une idée singulière, une idée plus militaire que politique. « L'armistice, me disait-il, souvent, nous a neutralisés. Nous sommes neutres. Mettez-vous bien cela dans la tête ! — Comme la Suède, Monsieur le Maréchal ? — Mais oui, comme la Suède. Pourquoi pas ? C'est une nation forte et saine. Profitons des événements pour nous refaire un « tissu », à la suédoise, pour nous doter de bonnes institutions politiques et sociales. Le reste nous sera donné par surcroît ! » Et, un autre jour : « Démographiquement, la France n'est plus une grande puissance. [197] Elle n'est plus que la première des moyennes puissances. Les gens qui proclament le contraire sont des idéologues, des phraseurs, d'anciens clients de la SDN, des hommes qui n'ont pas vu la misère de nos berceaux, le vieillissement de nos foyers, la haine, l'effroyable haine qui régit les rapports sociaux. Nous sommes neutres, et, pour le

moment, neutres désarmés. Faisons une politique de neutres désarmés. — Mais ce n'est même plus la Suède, Monsieur le Maréchal, c'est le Danemark. Le Danemark, battu par les Allemands en 1854, et privé, depuis vingt ans, de toute défense, de toute armée, par la politique d'effacement de ses ministres socialistes. — Après tout !... Le roi Christian est le monarque auquel je ressemble le plus. Il n'est pas prisonnier des Allemands, dans son château, comme Léopold. Il reste entouré des égards de l'occupant, de l'affection de son peuple. Et ce peuple, qui se serre la ceinture, qui n'exporte plus son lard, est au fond, le moins malheureux des peuples occupés. — Tout de même, Monsieur le Maréchal, la France, une Suède, un Danemark ! »

C'était bien, là, ce qui nous déconcertait le plus, chez le Maréchal. Lorsqu'il suivait une idée, qui lui paraissait juste, il n'hésitait pas, avec son imperturbable logique, à la pousser jusqu'à ses dernières limites à heurter les réflexes, les fibres de ses interlocuteurs. Quelques minutes plus tard, soustrait à l'empire du raisonnement, rendu à la contemplation sereine d'un paysage, il n'hésitait pas à rejeter ses premières conclusions. « Je ne vous ai dit cela que pour vous faire marcher ! » En attendant, il avait scandalisé plus d'une bonne âme. Et je me demande si ce ne sont pas ces boutades, ces effrayantes boutades qui l'on fait, si souvent, traiter de défaitiste...

*
* *

Refus de tout traité de paix, acceptation d'un statut — implicite — de neutralité. Mais, aussi, maintien de l'intégrité de l'Empire. Cette intégrité demeurait, pour le Maréchal, la vraie pierre de touche de la neutralité. « Nous possédons des territoires libres. Ni l'Angleterre, ni l'Allemagne n'ont le droit d'y pénétrer. Ces territoires sont, en outre, indispensables à notre ravitaillement. Ils sont, surtout [198] la clef de voûte de notre grand œuvre. Sans eux, sans leur adhésion, franche et spontanée, à notre effort de redressement, nous ne pourrions plus parler d'unité française. »

Cet Empire français, qui joua, dans l'évolution de la guerre, un rôle prépondérant, tenait, vraiment, la première place dans la pensée du Maréchal. Il en parlait chaque jour. C'est qu'il aimait l'Afrique. Il l'avait longuement parcourue, en 1925, d'Alger à Abidjan. Il l'aurait, même, traversée en automobile, par le Sahara, si la crainte des rezzous

du Tafilalet n'avait décidé le gouvernement de l'époque à différer une expédition, à laquelle devait se joindre le roi des Belges. Le Maréchal avait, alors, contourné l'Afrique en bateau, et son voyage au Sénégal, en Guinée, en Côte d'Ivoire, fut, de tous ses voyages, le seul au cours duquel il prit des notes. Il en gardait le plus vivant souvenir. À son retour en France, en cette même année 1925, d'autres devoirs africains l'attendaient. Il dût partir pour le Rif, afin de relayer Lyautey et de hâter la soumission d'Abdel-Krim...

Aussi, tout ce qui se passait en Afrique atteignait-il le Maréchal en plein cœur. Les premiers succès de la « dissidence » au Gabon, au Cameroun, la perte du *Bougainville* et du sous-marin l'*Ailée*, dans le golfe de Guinée, lui avaient été très sensibles. À la nouvelle de l'échec anglais, devant Dakar, il s'écria : « Que ne puis-je embrasser Boisson ! Il nous a gardé l'Empire ! » L'amiral Platon et le général Bergeret comptaient parmi ses ministres préférés, parce qu'ils prenaient souvent l'avion, parce qu'ils payaient de leur personne, parce qu'au retour de leurs voyages, ils venaient lui parler de l'Afrique. Les missions pacificatrices, que le général Weygand et Boisson envoyèrent vers le Tchad, et qui tentèrent — sans succès — de ramener les « gaullistes » par la douceur, recueillirent sa pleine approbation. La petite fille de l'explorateur Gentil, qui avait réussi à ramener son mari de Fort-Lamy, fut reçue en grande pompe à l'Hôtel du Parc, et décorée sur-le-champ.

Les notabilités musulmanes, de passage à Vichy, s'y voyaient traitées avec beaucoup d'égards. « Deux ans de démagogie, et nous perdons l'Afrique du Nord ! répétait souvent le Maréchal. Dix ans de noblesse, dix ans de discipline, et nous en faisons la plus grande [199] France. Laissez-moi rire avec le décret Crémieux ! Je ne pense qu'aux élites indigènes !... » Le Maréchal caressa, longtemps, le projet d'un voyage en Algérie, auquel nous donnions tous nos soins, et qui devait s'accomplir, à la fin d'avril 1942, par l'avion.

Sur une petite carte d'Afrique, qui ne le quittait guère, Philippe Pétain crayonnait les limites de la « dissidence ». « Ce qui me fait le plus de plaisir, me dit-il le 5 octobre 1940, c'est de penser que le Togo n'a pas cédé... le Togo, une ancienne colonie allemande. Et dire que les Anglais sont là, tout près ! — Plus près que vous ne le pensez, Monsieur le Maréchal, lui répondis-je. Il n'y a pas plus de trois cents

mètres entre le palais du Commissaire de la République à Lomé et la frontière anglaise de la Gold Coast. J’y suis allé en 1938, et cette proximité m’a beaucoup frappé. — Ce qui prouve, ajoutait-il, que sans les “gaullistes”, les Anglais nous ficheraient bien la paix... »

*
* *

Mais le Maréchal songeait, parfois, à l’avenir. « Tenir c’est bien, nous disait-il, mais il faut encore prévoir ce qui se passera dans cinq ans. Or, ce qui se passera, je vais vous le dire : les adversaires se verront contraints de faire une paix de compromis, une sorte de paix blanche, une paix à laquelle nous nous trouverons tout naturellement associés. »

Cette conception latente, mais encore informulée, au cours des quinze premiers mois, s’épanouit, très vite, à partir de décembre 1941. « Les Russes ont reculé. La prochaine offensive allemande les achèvera. Mais les Américains se vengeront de Pearl-Harbour. Ils mettront, progressivement, au point un immense appareil de guerre. Un appareil qui, sur la terre battue, se révélerait invincible, mais qui butera contre les défenses côtières de l’Allemagne et du Japon. L’hypothèse d’un débarquement n’a que peu de chances de se réaliser, sauf, peut-être, au Portugal, et encore !... Allemands et Alliés resteront en face les uns des autres. Ils finiront par comprendre que leur véritable intérêt est de transiger. L’Italie se rapprochera de nous, l’Espagne aussi ; le Pape nous aidera. Et nous finirons par faire agréer notre médiation. Qu’en pensez-vous ?... Une ligue des neutres ! »

[200]

Le Maréchal nous trouvait sceptiques. Il s’impatiait. « Ignorez-vous que nous avons été battus et que nous ne pouvons tenir, pour le moment, la balance égale entre les deux groupes de belligérants ? Mais il faut nous rapprocher du moment où nous pourrons le faire. Pour le quart d’heure, notre politique doit être de résister vis-à-vis de l’Allemagne sur l’essentiel, tout en lâchant sur l’accessoire, et de multiplier nos avances aux Américains. Ce sera le meilleur moyen d’affirmer notre vitalité et de retenir d’une main ce que nous devons lâcher de l’autre. Par les Américains, nous arriverons peut-être à faire pression sur les Anglais... »

Cette thèse, cette marqueterie trop savamment agencée, où le « double jeu » n'apparaissait, lui-même, que comme un instrument de circonstance, nous étonnait chez un homme de guerre, habitué, par profession, à faire la part de l'accidentel, de l'imprévisible, de l'impondérable. Elle s'éloignait, au fond, des « idées acquises » du Maréchal, pour rejoindre ses réflexes naturels, ses réflexes instinctifs, ce que nous appelions, entre nous, ses « préjugés internationaux ». Préjugés nombreux et variés.

À l'égard des Anglais, plus d'antipathie — traversée, parfois, de vagues d'irritation — que d'hostilité profonde. Le Maréchal n'avait, certes, oublié ni Fachoda, ni cette entrevue, de Doullens où Foch lui fut préféré comme Commandant en chef des armées alliées. Mais s'il n'aimait pas les Anglais, il ne les détestait pas non plus. À plus forte raison, ne les haïssait-il pas. Il était, d'ailleurs, incapable de haïr...

Pas de haine, non plus, vis-à-vis des Allemands. Et c'est bien là ce qui opposera, plus tard, le Chef de l'État au peuple de France. Une aversion naturelle, simplement. Toute la carrière militaire de Philippe Pétain avait été orientée vers la revanche. Tout son prestige s'était noué autour de Verdun. Mais ses études, ses travaux, ses réflexions lui avaient laissé le sentiment de la puissance allemande. Moltke, Clausewitz, Bemhardi, Ludendorff, le maréchal von Brauschitsch, lui-même, lui semblaient de grands noms de la science des armes. « La force allemande n'est pas invincible, répétait-il, mais elle est durable. » Au sentiment de cette force s'ajoutait un curieux mélange d'admiration pour les qualités techniques du vainqueur et d'exaspération croissante à l'égard de ses prétentions, de ses [201] fautes de psychologie. On dira du Maréchal ce qu'on voudra, on rappellera ses entretiens trop cordiaux avec Gœring à Gracovie, en 1937 (lors des obsèques du maréchal Pildsuski), ses poignées de main imprudentes à l'ambassadeur allemand von Stohrer, en pleine guerre, à Madrid, on ne saura, sérieusement, le convaincre du double reproche d'anglophobie et de germanophilie, qui lui fut si souvent adressé.

Au vrai, les positions du Maréchal se résumaient, admirablement, en cette petite phrase, qu'il fit circuler, comme une consigne, dès le mois de septembre 1940 : « Vis-à-vis des Anglais, silence, vis-à-vis des Allemands, dignité. »

À l'égard des Italiens, il ne cachait pas, au contraire, ses antipathies. C'était, même, l'un des rares domaines où son énergie réprobatrice — si pâle, en général — s'affirmât le plus volontiers : « Je n'en veux pas aux foules fanatisées de la place de Venise d'avoir crié leur haine de la France le 10 juin, sous le balcon de Mussolini. Un peuple peut se tromper, surtout lorsqu'il est mal guidé. Et ce peuple est instable. Mais la bourgeoisie italienne, celle où se recrutaient jadis les ministres de la monarchie, nous a toujours haïs. Crispi, Depretis, di Rudini, Giolitti, étaient, au fond, beaucoup plus hostiles à la France que ne le fut le *Duce*, au moins à ses débuts. Leur inimitié froide, amère, remâchée, n'a jamais désarmé. Le jour où l'Italie répudiera le fascisme, ses démocrates les plus authentiques reprendront, contre nous, la petite guerre de coups d'épingle, le jeu méprisable des volte-face. Je n'ai rencontré qu'un seul Italien qui fut un ami sincère de la France, le général Gadoma. »

Il regrettait que le maréchal Badoglio ne lui eût pas fait parvenir un billet de regrets personnels, au lendemain de la signature de l'armistice franco-italien, à la Villa Incisa. Il refusa, même pendant de longues semaines, de recevoir MM. Purricelli et Naldi. Lorsque M. Zoppi, Consul général d'Italie à Vichy — l'homologue italien de Krug von Nidda — nous fit savoir qu'il désirait être présenté au Maréchal, je l'engageai, alléguant « la grande fatigue du Chef de l'État », à ne formuler sa demande d'audience que quinze jours plus tard. « Vous avez été bien généreux, me dit le Maréchal, je le recevrai dans un mois ! »

[202]

Au sujet des Russes, le Maréchal se refusait à distinguer les exigences traditionnelles de la politique du Kremlin des buts de guerre mouvants du communisme. Il souhaitait, au fond, l'échec des Soviets, tout en déclarant, dès le mois de juin 1941, qu'Hitler, avant de les vaincre, aurait beaucoup de fil à retordre. « Je ne sais ce que valent leurs académies militaires et j'imagine que les leçons de Souvarof se sont un peu perdues. La dernière guerre nous a montré les faiblesses de l'armée du Tsar. *Rennenkampf* était loin d'être un "as". Et la manœuvre des armées *Tcherbachev*, *Lécha* et *Kaledine*, fut, en novembre 1916, au-dessous du médiocre. C'était, au moins, l'avis de *Castelnau*. Mais quels artilleurs ! *Eylau* et *Sébastopol* ont fait, dans nos rangs, les trouées les plus sanglantes de l'histoire. »

À l'égard des États-Unis, le Maréchal manifestait, au contraire, plus que de l'amitié, une véritable passion. « Un peuple libre dans un pays libre. Une véritable démocratie. Pershing, l'homme le plus modeste du monde, l'un de nos plus brillants chefs de guerre. Mon vieil ami Pershing... Si vous aviez vu les troupes américaines à l'assaut de Montfaucon, vous en auriez eu les larmes aux yeux. »

Le Maréchal avait gardé le meilleur souvenir de son voyage aux États-Unis, en octobre 1931. Il s'y était rendu, à bord d'un navire de guerre, en compagnie du duc de Noailles et d'une délégation de la Société française des Cincinnati's. Il y assista aux fêtes du cent cinquantième anniversaire de la victoire de Yorktown. L'accueil qu'il y reçut l'avait vivement touché. Il se plaisait à rappeler les libéralités de beaucoup d'Américains pour la France, les prouesses acrobatiques de Théodore Roosevelt, les exploits de l'escadrille La Fayette, au cours de l'autre guerre. Bref, c'était un délire, et dont l'amiral Leahy, MM. Matthews et Tuck perçurent, à plusieurs reprises, les vibrantes manifestations.

Un souvenir amical pour l'Espagne (sinon pour le général Franco, dont la suffisance et les prétentions l'exaspéraient), une forte admiration pour Salazar, une grande vénération donnée à la mémoire d'Albert I^{er} — et qu'il rappela à son fils, le jour, où, par l'intermédiaire de la Duchesse de Vendôme, il fit rendre au roi Léopold les insignes de Grand-Croix de la Légion d'honneur — une vive reconnaissance pour la Suisse, dont il aimait les horizons, dont il vantait l'inépuisable [203] charité, dont il avait suivi, naguère, aux manœuvres le chef militaire, le général Guisan : voilà ce dont étaient faits les réflexes internationaux du Maréchal.

À ces réflexes, comme à ces espoirs, un peu théoriques, d'une paix de compromis, d'une « médiation française », s'opposèrent très vite deux courants. Le courant de la « collaboration pure et simple », dont Laval fut à la fois l'initiateur et le chef — un initiateur peut-être sincère qui eût aimé jouer les Talleyrand, mais qui prenait Ribbentrop pour Castlereagh et s'exagérait la vertu des régimes totalitaires — et le courant de l'« attentisme », dont je crois avoir été l'un des inspireurs.

Mauvais mot, que celui d'attentisme, néologisme boiteux — on a fait mieux, depuis, avec l'existentialisme — mais qui disait bien ce qu'il voulait dire. Attendre les premières défaillances des Allemands, ruser,

feindre de jouer le jeu, se servir de deux langages à la fois, guetter le tournant, le bon tournant, et le prendre, l'heure venue, toutes voiles déployées. C'était l'attitude de Stein, en Prusse, après Iéna. Ce fut l'attitude de nombreux Roumains, au lendemain de leurs échecs de 1916. Mais nous n'avions ni la reine Louise, ni son arrière-petite-nièce, la reine Marie. Nous n'avions même pas congédié nos généraux battus...

L'attentisme se fit attendre quelques semaines. Le « 13 décembre », réaction instinctive du sentiment national contre l'humiliation de Montoire, en fut la première manifestation. Mais c'est, surtout, au printemps de 1941, au spectacle de la lente offensive allemande dans les Balkans que l'attentisme sortit de ses langes. La guerre éclair sur Londres avait fait long feu. L'Allemagne guettait la route des Indes ; elle la prenait mal. Les Italiens s'étaient fait battre par les grecs et le parachutage en Crète des meilleures unités de la Wehrmacht rencontrait de rudes obstacles. Nous avions comme le sentiment d'une systole, d'un étouffement dans l'effort allemand. La guerre n'allait-elle pas durer de longs mois, se prolonger à travers les sables de l'Afrique, dans des conditions qui donneraient, peut-être, à nos anciens Alliés l'occasion de se retourner ?

C'était l'avis du général Weygand. C'était, aussi, l'avis de Boisson, l'un des plus grands Français de notre génération. « Ah ! si les Américains [204] pouvaient se décider, nous confiait le Haut Commissaire de la France en Afrique Noire, s'ils entraient à leur tour dans la danse, si l'effort de guerre des Alliés pouvait se décupler, comme tout irait bien ! Mais ces quatre cents avions par mois, quelle misère ! Quand l'Amérique se décidera-t-elle à comprendre qu'elle doit renoncer à la production en série de ses frigidaires et de ses appareils de radio ? » N'importe. L'heure H finirait bien par sonner (elle sonna le 8 novembre 1942). Et, ce jour-là, le devoir serait clair. C'est aux côtés des Alliés que la France reprendrait sa place. C'est à la libération de son sol, par les armes, qu'elle pourrait consacrer le meilleur de ses forces.

Aux imprécations véhémentes des gaullistes, comme aux trahisons, à peine voilées, des collaborationnistes, que l'on veuille bien opposer, par la pensée, le rêve médiateur, un peu flou, du Maréchal, et l'attentisme discret, mais soutenu de ses collaborateurs, et l'on aura

quelque idée des courants, qui se partagèrent les esprits, à Vichy, au cours de l'année 1941...

*
* *

L'histoire de la diplomatie française, au cours de ces années sombres, trouvera, sans doute, dans les archives du ministère des Affaires étrangères ses documents les plus décisifs. Elle ne les trouvera pas tous. Car bien des affaires furent traitées par l'intermédiaire de M. Benoist-Méchin, à l'insu du Maréchal, à l'insu même de l'amiral Darlan, presque toujours sans le concours de nos chancelleries. Et le « dossier de Wiesbaden » demeura, trop longtemps, l'apanage exclusif du ministère de la Guerre.

Les rapports et dépêches du « Quai d'Orsay » n'en constitueront pas moins la clé des études les plus sérieuses. J'ai eu, grâce à l'obligeance de M. Rochat, qui sut, toujours, tirer le meilleur parti des situations les plus délicates, et dont le devoir était d'ailleurs de transmettre au Maréchal les documents importants, communication de ces dépêches. Je les ai lues, relues et méditées en leur temps. Mais je n'en possède aucun double. Je ne puis, donc, me hasarder à retracer une histoire, qui comporterait des lacunes ou des chevauchements. [205] À tout le moins, ma mémoire m'offre-t-elle le souvenir de faits, de dates, de coupures, qui furent parmi les plus importants de l'époque. Elle me permettra de recomposer certains « moments », de distinguer certaines « périodes » (sept, à mon sens), qui partagèrent en intervalles inégaux, les vingt et un mois de mon séjour à Vichy

*
* *

– [La première période](#) s'ouvre (pour moi) le 15 juillet 1940. Elle se termine le 24 octobre de la même année, avec l'entrevue de Montoire.

C'est Paul Baudouin qui est ministre des Affaires étrangères. C'est M. Charles Roux, notre ancien ambassadeur au Vatican, qui remplit, encore, les fonctions de secrétaire général. Toute cette période est dominée par le souci du gouvernement français de s'en tenir à l'exécution des clauses de l'armistice, d'assurer le regroupement de nos amitiés traditionnelles, de tendre, de façon plus ou moins heureuse, une passerelle vers l'Angleterre, de résoudre le problème indochinois. Il y

a, là, sur un plan très différent de la politique personnelle de Pierre Laval — qui négocie, dans l'ombre, les conditions d'un rapprochement avec l'Allemagne — l'essai timide encore, mais déjà perceptible, d'une restauration des méthodes de notre diplomatie classique, un souci de « colmatage » dans l'ordre, une volonté de réinsertion de la France blessée sur l'échiquier international.

Il ne faudra, jamais, oublier cette dualité de méthodes et de courants. Elle persistera, atténuée et presque foudroyée par la collaboration, mais sensible encore, au moins par moments, jusqu'au retour de Pierre Laval, en avril 1942.

Sur l'exécution des premières clauses de l'armistice, je ne puis faire, utilement, appel à mes souvenirs. Les « comités d'armistice » se succédaient, chaque matin, dans le bureau du Maréchal, et groupaient, autour de lui, le général Weygand, le général Colson, l'amiral Darlan et Paul Baudouin. Ces comités étaient très secrets. Je n'y fus jamais convié. Seul, peut-être, l'amiral Fernet en a pu conserver [206] les procès-verbaux. Mais je me souviens, fort bien, de l'émotion que provoqua, le lendemain de mon arrivée à Vichy (16 juillet 1940), le brusque retour de Wiesbaden du général Huntziger. Le Maréchal m'en dit quelques mots, le soir même, après le dîner. Le général Huntziger avait apporté au Chef de l'État une lettre d'Hitler : un véritable ultimatum. Le Chancelier du *Reich* réclamait à la France six bases aériennes pour la *Luftwaffe*, au Maroc, l'utilisation, sur toute sa longueur, du chemin de fer de Casablanca à Tunis, des postes de garde, des stations radio et météo, enfin le droit, pour la *Wehrmacht*, de se servir de l'ensemble de nos ports méditerranéens (métropole comprise). Le Maréchal me parut très impressionné par ces nouvelles exigences, mais aussi très résolu à résister. « Les Allemands regrettent déjà, me dit-il, d'avoir laissé l'Afrique du Nord en dehors de l'armistice. Ils sentent qu'ils se sont trompés. Mais nous ne céderons pas. — Qu'en dit le général Weygand ? — Oh, pour le général Weygand, la chose est bien simple: l'armistice, et pas une virgule de plus ! »

J'ignore ce que fut la réponse officielle du gouvernement français. M. Charles Roux nous a révélé, depuis, que le Conseil des ministres adopta le projet préparé par Jacques Guérard, directeur du cabinet de Baudouin, et ne retint pas celui que le Secrétaire général des Affaires étrangères avait mis, lui-même, au point, avec l'aide de François Poncet. Mais il ajoute que le projet de Guérard, tout en ouvrant la porte

à des négociations, constituait cependant, un refus. On ne parla plus, en tout cas, de l'Afrique du Nord pendant de longues semaines. Et Laval, qui ne cherchait qu'à « s'ouvrir un large crédit moral », en suggérant de donner aux Allemands plus qu'ils ne réclamaient, dût s'en mordre sérieusement les doigts.

Paul Baudouin, qui, dans ses premières déclarations de juillet, avait eu, à l'égard des principales nations de l'Europe et du monde, des paroles fort adroites se montra moins heureux, dans un discours qu'il prononça, le 22 août, et où il prit, publiquement à partie Winston Churchill. Le Premier britannique avait, à vrai dire, cruellement blessé la France par son refus d'admettre, en dépit des suggestions américaines, la moindre détente dans la rigueur de notre blocus. Mais l'encre dont se servit Paul Baudouin était trop noire. Elle [207] sortait, il est vrai, de la plume de Jacques Guérard, « collaborationniste » avant la lettre, et dont Laval, qui l'utilisera plus tard directement, flattait en sous-main le fanatisme antibritannique.

Mais Paul Baudouin disposait, par bonheur, à côté de Guérard, d'un conseiller d'une grande indépendance d'esprit et d'un beau courage, Claude de Boisanger, dont l'amitié, jointe à la sympathie, que voulut bien me marquer M. Charles Roux, me permit de suivre, d'assez près, l'évolution de la crise indochinoise.

*
* *

Je n'ignorais pas, à mon arrivée à Vichy, que le général Catroux, gouverneur général de l'Indochine, avait, peu de jours après l'armistice, donné son agrément à l'envoi, à Hanoï, d'une mission de contrôle japonaise, dirigée par le général Nishihara. Cette mission se proposait de mettre un terme à l'important trafic d'armes, de munitions et d'essence qui se développait entre l'Indochine et la Chine, par la voie ferrée du Yunnan. Je savais, aussi, que les États-Unis s'étaient déclarés hors d'état de protéger l'Indochine, dans l'éventualité d'un conflit armé entre le Japon et la France, et que la démarche faite, à notre instigation, par M. Cordell Hull auprès du Prince Konoye, n'avait été qu'une démarche de principe.

Le 16 juillet, lendemain de mon arrivée, j'aperçus vers dix-neuf heures, devant l'Hôtel Radio, M. Lémery, ministre des Colonies. Lémery, que je connaissais depuis de longues années, me déclara que

les choses se gâtaient en Extrême-Orient, que le général Catroux refusait de remettre ses pouvoirs à son successeur, l'amiral Decoux, et que tout laissait craindre une opération de « transit » assez vive des troupes japonaises, à travers l'Indochine, en direction du Yunnan. Lémery paraissait indigné.

J'interrogeai, le lendemain, Boisanger, qui me confirma les faits. Mais il m'assura que Baudouin avait vu, la veille, l'ambassadeur du Japon, homme calme et courtois, dont les efforts semblaient s'orienter dans la voie de la conciliation. M. Sawada avait dit à Baudouin que les négociations seraient reprises à Vichy et non à Hanoï et qu'elles ne porteraient que sur des sujets d'ordre économique. [208] Boisanger ajouta : « Nous aurons tout de même la vie dure. Il y a, à Tokio, comme ailleurs, des militaires et des civils. Les premiers seront intransigeants. Le Yunnan leur fait, à peu près, l'effet d'un mouchoir rouge sur un taureau. »

Quelques jours plus tard, le 27 ou le 28 juillet, notre ambassadeur à Tokio, M. Arsène Henry — chez qui j'avais déjeuné quelques années plus tôt, à Copenhague, en compagnie de Wladimir d'Ormesson et dont l'attitude fut, au cours de la crise, pleine d'énergie — transmettait au gouvernement français un ultimatum de M. Matsuoka, ministre des Affaires étrangères du prince Konoye. Cet ultimatum nous enjoignait d'admettre l'occupation des aérodromes du nord de l'Indochine par des spécialistes nippons, l'installation d'un poste de TSF à Haïphong et le passage des armées japonaises à travers le Tonkin. Nous ne disposions, alors, en Indochine, que de deux ou trois divisions, faiblement entraînées, démunies de moyens d'action modernes, de chars en particulier. Peu d'avions — une quarantaine au maximum — pas d'industrie de guerre, pas de protection antiaérienne. Il était difficile, en pareil équipage, de faire longuement les « farauds »...

L'*ultimatum* japonais n'en fut pas moins repoussé. Mais tout en tentant, et sans beaucoup d'espoir, d'amener les États-Unis dans notre jeu (pour le cas où la résistance se révélerait nécessaire), Baudouin se montrait disposé à engager une négociation avec M. Matsuoka, sur la base du respect de nos droits en Indochine. Il s'y montra plus disposé, encore, le 11 août, à la suite d'une nouvelle pression des Japonais, et malgré l'opposition violente du général Bührer, qui, dans le cabinet du ministre des Colonies, ne cessait, assez gratuitement, de prêcher la résistance.

Mais qu'allait-on accorder au Japon ? Le passage des armes, des munitions, quelques tonnes de ravitaillement pour l'armée japonaise ? Le *Gaimusho* ne s'en contenterait pas. Il réclamerait, avec force, le transit des troupes. Robert Murphy, conseiller de l'Ambassade américaine, se rendit-il à nos raisons ? Je l'ignore. Mais Boisanger me montra, le 28 août, un télégramme de M. de Saint-Quentin, notre ambassadeur à Washington, qui semblait faire état de la reconnaissance par les États-Unis des « difficultés exceptionnelles que rencontrait [209] la France en Indochine » et de l'impossibilité où nous nous trouvions de refuser au Japon les facilités militaires qu'il exigeait.

Était-ce un blanc-seing ? Je ne le crois pas. La négociation s'engagea, pourtant, avec le Japon. Elle aboutit, assez vite, à un accord politique, signé à Tokio le 30 août. La souveraineté de la France sur l'Indochine s'y voyait confirmée, mais nous acceptions de reconnaître « l'importance particulière et privilégiée des intérêts japonais en Extrême-Orient ».

Cet accord politique, porte ouverte à toutes les pressions — mais pouvait-on les éviter ? — n'était, au reste, que le préambule d'un accord militaire, dont la négociation se révéla difficile. C'est que nous avions, en face de nous, une hydre à trois têtes... M. Sawada, l'ambassadeur à Vichy, homme sage et conciliant, le ministre japonais des Affaires étrangères, pressé d'aboutir, et le général Nishihara, qui, d'Hanoï, où il s'était installé, donnait, déjà, les signes de la plus vive irritation. L'amiral Decoux se montra, même, tellement indigné de l'attitude de son partenaire, qu'il réclama des armes pour la résistance. Le Maréchal tenta d'apaiser le gouverneur général de l'Indochine par l'envoi d'un message plein de sollicitude — j'en ai gardé la maquette — dans lequel il expliquait à l'amiral Decoux les raisons qui l'avaient amené à ratifier l'accord du 30 août. Mais l'amiral, atteint par un nouvel ultimatum de l'armée japonaise, décidait de brûler ses vaisseaux et de mobiliser ses forces le 2 septembre. Tokio parut alors se calmer, tandis que les Américains, en retard de quelques minutes sur notre horaire, commençaient à s'émouvoir et ne parlaient de rien moins que d'adresser des « représentations verbales » à la France.

Mais l'armée japonaise de Canton, assez rétive aux instructions du *Gaimusho* et qui excitait d'ailleurs, en sous-main, la Thaïlande, (avide de s'emparer du Cambodge et du Laos), multipliait ses provocations. Quant à la Chine, déçue par notre attitude, elle faisait sauter, tout près

de notre frontière, le pont du chemin de fer du Yunnan. La situation se compliquait...

Un nouvel ultimatum nous fut adressé le 17 septembre. Il annonçait l'entrée, dans les cinq jours, des forces japonaises en Indochine, l'occupation de six aérodromes et le prochain mouillage de trois [210] bâtiments de guerre à Haïphong. Nous touchions au moment le plus dramatique de la crise. Le général Martin, commandant de notre petite armée d'Indochine, repoussa cet ultimatum (le troisième). Mais il accepta de nouvelles propositions, plus modestes, du général Nishihara : l'occupation, par 6000 hommes, de quatre aérodromes et le retrait, à travers l'Indochine, des troupes japonaises en difficulté dans le Kouang-Si.

L'accord militaire fut, enfin, signé le 22 septembre. Le Japon n'occuperait plus que trois aérodromes au lieu de quatre et les bâtiments, dont l'arrivée était annoncée à Haïphong pour le 23, ne serviraient qu'à ramener au Japon les 10 000 ou 12 000 hommes de l'armée du Kouang-Si.

Il était temps qu'un terme fût mis aux ardeurs belliqueuses de l'armée de Canton. Car, dans la nuit même, qui précéda la signature du traité, les hostilités commençaient. Attaque de notre position de Dong-Dang, investissement plus sérieux encore, de la ville de Langson, où nos troupes luttèrent avec courage ; pertes sévères de notre côté, supériorité manifeste de l'adversaire, dispersion de nos unités indigènes... Allait-on se battre, et dans les plus mauvaises conditions, alors que l'on s'était serré la main, quelques heures plus tôt ? Un envoyé spécial du Mikado, le prince Kanin, dut se rendre, sur place, pour obliger l'état-major japonais à relâcher les prisonniers et le matériel français. Il obtint gain de cause. Et l'accord militaire s'exécuta, par la suite, sans trop de difficultés, en dépit de l'inutile bombardement d'Haïphong. Les Japonais prirent pied dans le nord du pays, mais de façon moins massive qu'ils ne l'eussent fait, au lendemain d'un échec de nos armes.

Il sera, toujours, facile de critiquer la politique indochinoise de Vichy. Elle eût gagné, sans doute, à se montrer plus ferme, au moins au début. Mais je reste persuadé qu'en faisant la part du feu, le Maréchal, Baudouin et Lémery sauvèrent bien des choses. C'était, au moins, l'avis de Boisanger, qui devait, à la fin de 1941, se rendre à Hanoï pour y

diriger la résistance diplomatique de notre grande colonie d'Extrême-Orient.

*
* *

[211]

Pendant toute la crise indochinoise, les Anglais n'avaient pas bougé. Appréciaient-ils le geste de courtoisie du gouvernement français, qui, dans l'une de ses communications au Département d'État, avait insisté pour que les États-Unis prévinsent l'Angleterre du danger qui menacerait Singapour, au cas d'un effondrement de l'Indochine, sous les coups du Japon ? C'est possible, encore que mesurant, mieux que d'autres, un tel danger, les Anglais pussent considérer l'avertissement de la France comme assez gratuit. Pietri, dans ses entretiens madrilènes de la fin d'août et du début de septembre avec sir Samuel Hoare, trouva, m'assura-t-il, l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid assez réservé sur les possibilités de manœuvre du gouvernement français. Mais sir Samuel ne s'en montrait pas moins disposé, quelques jours plus tard, à maintenir le fil, même ténu, d'une conversation franco-anglaise et d'une conversation portant, au besoin, sur d'autres sujets que l'Indochine. Armand du Chayla, conseiller de notre ambassade à Madrid et qui jouait au tennis avec l'ambassadeur d'Angleterre me parut moins optimiste que son chef. Sir Samuel lui semblait un homme d'une autre trempe que l'ombrageux et rogue Ronald Campbell, l'ambassadeur de Churchill à Bordeaux, et l'Angleterre halifaxienne, amie de la France, ne formulait plus, par sa bouche, de condamnation ou d'exclusive. Mais du Chayla ne se faisait que peu d'illusions. « Londres nous jugera sur nos actes, non sur nos déclarations ! »

Les conversations, pourtant, continuèrent. Elles ne furent interrompues que pendant une dizaine de jours, au lendemain de l'affaire de Dakar (25 septembre). Pietri sut, d'ailleurs, représenter à son collègue de Madrid qu'un succès des Anglais à Dakar aurait été le signal d'une invasion massive de l'Afrique du Nord par les Allemands. En rompant le combat, devant la résistance imprévue de Boisson, le commandant de l'escadre britannique s'était montré clairvoyant et réaliste. Les Anglais en convinrent et leur amertume fut de moindre durée que celle des contingents « gaullistes », qui s'étaient imprudemment engagés dans l'aventure.

J'eus, même, un jour, la surprise d'apprendre, de la bouche du Maréchal, qu'un émissaire secret du Chef de l'État, le professeur Rougier, de l'Université de Besançon, s'était présenté à Londres, [212] dans les derniers jours d'octobre — après Dakar, après Montoire — et qu'il y avait reçu, de la part de certaines personnalités anglaises (lord Halifax et sir Alexander Cadogan, notamment) un accueil des plus sympathiques. On aurait, même, été jusqu'à ménager à notre envoyé une entrevue avec M. Churchill. M. Rougier revint à Vichy le 8 novembre (après un crochet par Alger), y vit René Gillouin, qui l'avait introduit, six semaines plus tôt, auprès du Chef de l'État, s'entretint de nouveau avec le Maréchal (en présence de l'amiral Fernet) et lui remit, en même temps qu'un rapport de mission, un petit mémoire dactylographié, à l'élaboration duquel M. William Strang, du *Foreign Office*, aurait pris une part prépondérante. Le Maréchal me montra le document et, clignant de l'œil, me dit : « Il y a, là, de quoi faire passer de mauvaises nuits au général de Gaulle ! »

Je n'ai pas lu le texte de ce mémoire et n'en ai connu que beaucoup plus tard la teneur. Mais je me souviens, fort bien, qu'avisant deux ou trois annotations manuscrites, tracées en marge du papier, le Maréchal me dit : « Vous ne reconnaissez pas cette écriture ? — Non ! — Eh bien, vous manquez d'intuition ! — Venez à mon aide, Monsieur le Maréchal. — Non ! c'est un secret. Je ne vous le révélerai que plus tard... » La calligraphie de Winston Churchill m'échappait encore...

C'est tout ce que j'ai su du fameux « *gentleman agreement* » du 28 octobre. Y avait-il dans ce protocole, dans ce mémorandum, où se trouvaient formulées des propositions réciproques de non-intervention en Afrique — et de la part de l'Angleterre, des promesses de sauvegarde de notre flotte, d'atténuation de notre blocus — l'ébauche et comme l'annonce d'un véritable traité ? Pietri, qui m'y fit, un jour une rapide allusion, ne m'en parla, jamais, comme de l'un des documents-massue de ses négociations. Mais j'ai gardé le souvenir de la satisfaction du Maréchal, au lendemain de la deuxième visite du professeur Rougier. Et je vois encore la tête de Pierre Laval, lorsqu'il apprit que M. Rougier avait obtenu, sur une intervention du docteur Ménétrel auprès de M. Rochat, de nouveaux passeports pour se rendre à Londres. « C'est du beau travail ! Continuez dans cette direction nous dit-il, si vous voulez connaître, un jour, le sort de la Pologne ! »

En fait, cette politique de rapprochement avec l'Angleterre fut l'œuvre directe, personnelle, du Maréchal. Préparée de longue date par les interventions de M. Charles Roux auprès du Chef de l'État, elle trouva son point culminant, quelques semaines plus tard, dans les négociations épistolaires Halifax-Chevalier et dans la signature, par le Maréchal, le 6 décembre, d'un nouveau mémorandum, présenté, cette fois, par M. Pierre Dupuis, « observateur » du Canada à Vichy.

— Mais, dès Montoire, s'ouvrait, le 24 octobre, [une « seconde période »](#) qui se terminera le 13 décembre 1940.

La politique extérieure française tombe officiellement en sommeil. Baudouin a quitté les Affaires étrangères pour un modeste ministère de la Présidence du Conseil. Et, dès l'arrivée de Laval au « Quai d'Orsay », M. Charles Roux a donné sa démission de Secrétaire général. Laval ne le remplace pas immédiatement. Il traite les problèmes extérieurs, comme les problèmes intérieurs, entre deux cigarettes, à bâtons rompus, avec Rochat, quelques familiers, deux ou trois journalistes. Les réactions mondiales l'impressionnent peu. Il est tout à sa chanson, tout à son rêve de collaboration. Il cherche à « réaliser » Montoire, à en développer la formule, un peu vague, en créations concrètes. Absorbé par ses navettes entre Paris et Vichy, envoûté par ses dialogues avec Abetz, il ne s'aperçoit pas que les perspectives de débarquement en Angleterre reculent, déjà, dans le passé, que la bataille aérienne de Londres vient d'être perdue par Goering, que l'Italie va connaître en Grèce des jours pénibles, qu'elle subit, au début de décembre, aux lisières de la Cyrénaïque, le choc violent des colonnes de Wawell. Il rêve d'une « reconquête » des colonies gaullistes, provoque, à cet effet, une réunion des généraux allemands et français à Paris, le 9 décembre, et pose des jalons, pour une entrevue, qu'il doit avoir avec Ribbentrop, le 22 décembre.

L'entrevue n'aura pas lieu...

— [Troisième période](#) : du 13 décembre 1940 au 15 avril 1941.

Le coup du 13 décembre, en dépit des trompeuses assurances prodiguées à l'Allemagne, est un acte de grande portée diplomatique. Dirigé contre Laval, l'initiateur de Montoire, il est en fait dirigé [214]

contre la collaboration. Flandin s'esquive devant Abetz, mais tente de dégager, pour l'amiral Leahy, le véritable sens de la journée. Aussi bien le crédit de la France remonte-t-il à l'étranger. Mais il ne remonte pas immédiatement. En politique comme en mécanique, les « moments d'inertie » sont fréquents. Et la politique étrangère française, qui était tombée depuis six semaines en sommeil, ne dépassera que lentement le stade de la veilleuse. Si les Allemands, surpris et furieux, réagissent avec vigueur, les Anglais n'estiment pas encore — en dépit de leurs incessants coups de sonde — que le moment de la pleine détente soit arrivé. Ils voient, sans plaisir, le général Dentz partir pour Beyrouth et réussir à franchir un ciel, qui fut fatal à Jean Chiappe. Aussi bien sont-ils désormais plus soucieux de stratégie que de diplomatie...

L'attention de la France va d'ailleurs se porter, pendant ces quelques semaines, sur un nouveau problème asiatique : le problème thaïlandais.

La Thaïlande avait réclamé, en septembre 1940, les territoires de la rive gauche du Mékong. La France fit la sourde oreille. Et, bien que les Japonais se fussent refusé d'intervenir à Bangkok, pour apaiser les siamois, le calme se maintint, encore, pendant près de deux mois. Mais, dès la fin de novembre, les Thaïlandais se livrent à de véritables agressions contre l'Indochine. Ils bombardent cinq ou six villes laotiennes. Garreau, notre ministre à Bangkok, tente d'entrer en négociations avec les autorités thaïlandaises. Il échoue. La Thaïlande rompt, le 14 janvier, ses relations commerciales avec la France.

Elle ouvre même, le 15, les hostilités. D'importantes forces d'infanterie siamoise passent à l'attaque du Cambodge, de la région de Pailin, en particulier. Elles infligent à nos troupes des pertes sévères. L'un des fils du général Laure, capitaine d'infanterie coloniale, se bat à la frontière du Siam. Son père déploie, dans nos bureaux du Parc, de grandes cartes d'état-major, sur lesquelles nous suivons, avec fièvre, la marche des opérations. Ces opérations ne sont brillantes que sur mer. Le commandant Béranger, par une action d'une grande audace, surprend la flotte thaïlandaise à Kotchang et coule la plupart de ses navires. La victoire de Kotchang arrache au Maréchal [215] des cris de joie. Il nous rappelle que c'est la flotte française qui, franchissant, en 1893, les passes de la Ménam, a rendu possibles les premières opérations contre Bangkok. J'en profite pour lui révéler que l'instructeur des troupes siamoises n'était autre, à l'époque, que le commodore Du Plessis de Richelieu, un officier de marine danois, petit-

fil d'émigrés de l'Édit de Nantes, et membre de la famille du Cardinal... « Oui, mais de la branche cadette ! » interrompt, immédiatement, le Maréchal, qui tient à préserver l'héritage spirituel du grand ministre.

Sur terre, le recul est général. Les Thaïlandais progressent chaque jour. Brusquement, le Japon propose sa médiation. Il fait valoir ces « intérêts privilégiés », qu'il possède en Extrême-Orient, et que nous avons reconnus par notre accord politique du 30 août. Flandin ne semble pas disposé à accepter la médiation. Mais le général Huntziger déclare que nous ne sommes plus en mesure de résister longtemps et que la médiation japonaise pourrait être le prélude d'un « armistice honorable ». Cet armistice est signé le 29 janvier par les plénipotentiaires des deux pays, réunis en rade de Saïgon, sous la présidence du général Sumita, à bord du croiseur japonais Natori. Les forces ennemies se retireront à dix kilomètres des positions atteintes le 28 janvier. « On croirait entendre Viviani... » fait observer le Maréchal, le 7 février.

Des négociations plus étendues s'ouvriront à Tokio, vers le 20 février. Les délégués des deux pays (M. Georges Gautier pour la France) épuiseront, jusqu'à la satiété, les rites préliminaires de la médiation nipponne. Ils se rendront au Palais impérial, au palais de l'impératrice douairière, au palais des princes Takamatsu et Chichibu et consacreront un bon mois à confronter leurs positions. Tandis que, par moments, le bruit de la canonnade retentira à la frontière...

Le traité est, enfin, signé le 11 mars. La France cède à la Thaïlande le district de Packlay, une région s'étendant, au nord de la ligne frontière, entre les provinces de Battambang et de Pursat, et la rive droite du Mékong. C'est beaucoup ! Les territoires ainsi cédés seront démilitarisés par les Thaïlandais, qui s'engagent à respecter le mausolée de la maison royale de Luang-Prabang. À la fin de mars, l'amiral Darlan me priera de remettre au Maréchal le message attristé, [216] que le roi du Laos a fait parvenir à l'amiral Decoux, au lendemain de l'annexion par le Siam d'une partie de ses possessions...

L'affaire thaïlandaise est terminée. Elle n'a pas été brillante. Du moins, l'Indochine conserve-t-elle, encore, les apparences de la souveraineté...



Une heureuse détente se manifeste, enfin, dans les relations de la France et de l'Angleterre. Une détente qu'ont préparée les patientes entreprises de MM. Rougier et Chevalier. En février, le Maréchal reçoit, par l'intermédiaire de l'amiral Leahy, une lettre du gouvernement de Sa Majesté Britannique, destinée « à encourager le gouvernement français dans sa résistance ». Au début de mars, à la demande des États-Unis, signataires, huit jours plus tôt, de l'accord Murphy-Weygand, les Anglais se résolvent à accorder des « navicerts » aux navires américains, qui se dirigent vers nos ports méditerranéens, pour ravitailler, non seulement l'Algérie, mais même la zone libre. Nous allons recevoir des arachides et de l'essence. M. Dingle Foot, secrétaire parlementaire anglais du Commerce, se déclare disposé le 13 mars, à rechercher la formule d'un règlement d'ensemble. Le 21, M. Sumner Welles avise Henry Haye, notre ambassadeur à Washington, du consentement donné par le gouvernement britannique au libre passage de deux navires. De New York, le *Cold Harbor*, puis l'*Exmouth* partent pour Marseille, les flancs gonflés de vitamines concentrées, de lait condensé, de gaze pharmaceutique, d'insuline. Et l'amiral Leahy procède, le 7 avril, à Marseille, dans l'enthousiasme général, à la réception symbolique de la cargaison de l'*Exmouth*.

Les bons offices des États-Unis, l'intervention du Pape aussi auront, en dépit des cris de hyène d'Ève Curie, ouvert une brèche sensible dans le dispositif d'un blocus, qui nous avait, depuis six mois, si cruellement atteints. Le Maréchal saura trouver d'heureuses paroles de gratitude pour l'amiral Leahy, ainsi que pour M. Howard Kershner, directeur de ce Conseil des « *Quakers* » américains, dont la générosité pour nos enfants ne se sera pas démentie un seul instant.

Mais ces beaux jours n'auront pas de lendemain. Car Darlan déjà, s'agite et, chaussant les bottes de Laval, va lancer la France [217] dans de redoutables complications. Il sait, depuis deux mois — Franco l'a révélé au Maréchal — qu'Hitler médite d'attaquer Tanger, que l'Allemagne, battue sur Londres par la *RAF*, s'apprête à chercher sa revanche en Méditerranée. Le conflit, par son nouvel aspect, par ses dimensions de carte marine, l'intéresse. Il en imagine les péripéties. Il voudrait, à la fois, l'éloigner de nos côtes, de nos côtes africaines surtout, et le voir tourner à la confusion de sir Dudley Pound, son vieil

ennemi. « La partie devrait se jouer dans le golfe Persique, répète-t-il à tout instant. Il faudrait pousser les Allemands vers l'Est. Mais il y a ce sacré Gibraltar. Ah ! si Franco avait quelque chose dans le ventre !... », Mais Franco n'a qu'un souci : éviter la pression allemande. Et l'Amiral n'aventurera jamais notre escadre. Il lui faut donc ronger son frein.

– *Quatrième période* : du 15 avril au 15 juillet 1941.

L'été, déjà, s'approche et le conflit germano-russe n'est pas loin. Mais nul, alors, ne le soupçonne. La Russie moins que quiconque. Bergery, avant de quitter Vichy pour Moscou, s'entretient longuement avec M. Bogomoïof, l'ancien chargé d'affaires des soviets, que le présidium suprême de Moscou vient de promouvoir au rang d'ambassadeur de l'URSS auprès du Maréchal. « Je ne reviendrai pas avant deux ans », nous dit paisiblement Bergery.

Mais Darlan, vers la fin d'avril, éprouve le besoin de notifier à Genève le retrait de la France de la Société des Nations. Ce n'est qu'un retrait à préavis. Mais c'est un retrait quand même. « À quand le pacte antikomintern ? » me dira, d'une voix coupante M. Pierre Dupuis, l'observateur du Canada à Vichy. Je crois pouvoir donner à M. Dupuis l'assurance qu'il n'y a, dans la pensée du Maréchal, aucun lien entre les deux choses. Certes, tout le monde anglo-saxon (les Australiens surtout) va nous tenir rigueur de notre départ de Genève. Mais nous sommes encore loin de l'affiliation directe, de cette incorporation mystique, dont notre ami canadien redoute l'imminence. En fait, notre adhésion au Pacte tripartite ne sera sollicitée que dix mois plus tard, et le Maréchal la repoussera avec hauteur...

Des soucis plus immédiats assaillent Darlan. Il voudrait obtenir, en faveur de la France, ces allègements à la convention d'armistice, [218] que Laval a patiemment tenté de négocier, et que la guillotine du 13 décembre a fauchés dans leur herbe. Mais l'on ne peut, en présence de Berlin, dégager la pédale de l'armistice sans appuyer sur la pédale de la collaboration. C'est un cercle vicieux, un engrenage fatal, où Darlan, néanmoins, s'enfonce allègrement. Il accepte, ou sollicite, au début de mai, cinq ou six entretiens avec Abetz, à Paris. Ces entretiens, nous dit Fontaine, portent sur des objets de la plus haute importance : l'ouverture de la ligne de démarcation aux marchandises et aux valeurs, la libre correspondance entre les deux zones (à l'aide de cartes postales

non illustrées), une éventuelle réduction des frais d'occupation... Nous sourions. Ces allègements partiels verront-ils seulement le jour ? « Mais oui, dès demain », répond Fontaine. Ah ! s'il ne s'agissait que de cartes postales ! Mais il s'agit de bien autre chose. Il s'agit pour Darlan, qu'Hitler a fort mal reçu, près de Beauvais, au lendemain du 13 décembre, d'obtenir une nouvelle et plus réconfortante audience du *Führer*. Darlan s'est-il, pour ce voyage à Berchtesgaden, entendu, au préalable, avec le Maréchal ? C'est possible. Mais nous ne connaissons l'équipée que le 10 mai, alors que les voitures de l'Amiral et de Benoist-Méchin roulent, déjà, vers la Bavière en direction du Bergerhof.

Hitler reçoit Darlan le 11. Que se sont-ils dit, devant ces lourdes baies vitrées, où s'encadre le plus beau paysage des montagnes tyroliennes, en présence de ces Titien, dont s'enorgueillit le *Führer*-Chancelier ? Ont-ils repris la « conversation de principe » de Montoire ? Tout porte à croire que non. Hitler, que le coup du 13 décembre a vraiment ulcéré, et qui n'entend plus se payer de mots, parle, maintenant, en maître à son interlocuteur. Il lui rappelle (me dira Fontaine) que la guerre sous-marine a tourné au bénéfice de l'Allemagne, que les armées du *Reich*, maîtresses des Balkans, campent désormais à Salonique, que les sous-marins de poche sont à pied d'œuvre, que le rocher de Gibraltar n'est plus qu'un bloc erratique, au seuil d'une mer désaffectée. Peut-être montre-t-il à l'Amiral la route des Indes ? Peut-être associe-t-il ce marin, matois et sans âme, à quelque partage des dépouilles britanniques ? Peut-être, informé par le Grand *Mufti* de Jérusalem de la sourde agitation, qui travaille déjà l'Islam, lui fait-il toucher du [219] doigt la révolte de Rachid Ali, régent du royaume d'Irak, ennemi de l'Angleterre ?...

L'Amiral est, par son métier, à l'échelle de ces perspectives. Il est, par son caractère, au niveau de ces tentations. Hitler lui demande des gestes. Ces gestes, Darlan, sommaire et prompt, les lui promet. Non point la déclaration de guerre à l'Angleterre, non point la livraison de la flotte, non point la cession d'un territoire colonial. Des gestes moins spectaculaires, plus utiles, des gestes de biais : le contrôle de notre économie par des commissaires du *Reich*, l'ouverture de nos aérodromes de Syrie aux escadrilles allemandes — un simple droit de passage — la mise à la disposition de la *Kriegsmarine* de nos trois ports de Bizerte, de Casablanca et de Dakar. Ce ne sont pas là des territoires ;

ce sont des « bases ». Hitler a renversé la formule napoléonienne. Il a levé le camp de Boulogne, pour se lancer sur la route de l'océan Indien. Darlan le suivra...

*
* *

Dès le 14 mai, il est à Vichy. Il reste deux longues heures auprès du Maréchal. Ce soir-là, le Maréchal est sombre. Je dîne, avec lui, en petit comité. Il se retire, brusquement, dans sa chambre, vers vingt et une heures et, le lendemain, parle à la radio. Un message court, mais vague, triste : « Il ne s'agit pas de mesurer nos risques. Il s'agit de me suivre, sans arrière-pensée, sur le chemin de l'honneur et de l'intérêt national. » J'ai le frisson. Qui a pu lui dicter ces lignes, si manifestement contraires à l'honneur français ? Darlan ? Ou Benoist-Méchin, qui quitte Vichy, le soir même, pour suivre à Paris les négociations franco-allemandes ? Mais surtout, de quoi veut-il parler ?

Très vite, les États-Unis s'émeuvent. Roosevelt répond, du tac au tac. Il interprète l'allocution du Maréchal comme l'annonce de la cession au *Reich* de colonies françaises. De Washington, des voix officieuses, des voix de sénateurs, s'élèvent. Elles envisagent, à titre de rétorsion, l'occupation par les Américains de la Guyane et des Antilles. Et notre radio, la radio de l'Amiral, croise aussitôt le fer avec les États-Unis. C'est, le 16 mai, un feu de salve d'une violence inouïe. L'OFI renchérit. Que ne va-t-on reprocher à la [220] grande République-sœur ? L'occupation, par une garde armée, de dix navires français, dont la Normandie, le silence opposé par le Département d'État aux appels angoissés de Paul Reynaud, en juin 1940. Une chasse aux mauvais prétextes... « La France, poursuit l'Office français d'information, n'a-t-elle pas le droit d'envisager avec son « vainqueur » les conditions d'une réorganisation en commun de l'Europe occidentale ? » Son vainqueur ! On croit entendre le langage d'une fille. Toucherions-nous le fond de l'abjection ?

Et comme, dans l'intervalle, la nouvelle de l'atterrissage en Syrie de dix avions allemands — parmi lesquels celui qui porte le conseiller Rahn, de l'ambassade d'Allemagne et le Français Jacques Guérard — se propage à travers les ondes, comme le monde entier s'émeut, l'OFI croit devoir souligner que la « présence d'avions de transport sur les

aérodromes syriens est autorisée par les clauses de l'armistice ». Il n'y a peut-être pas de collusion. Il y a déjà complicité...

La complicité sera plus lourde, encore, lorsque, du 20 au 28 mai, l'amiral Darlan et le général Huntziger, accompagnés de Brinon et de Benoist-Méchin, jetteront, au cours de trois entretiens avec le général allemand Warlimont, les bases de trois protocoles, prévoyant la cession à l'Irak des trois quarts de notre matériel de guerre du Levant, l'affectation de la base d'Alep à la *Luftwaffe*, l'utilisation par le Reich du port de Bizerte et de la voie ferrée Tunis-Gabès, l'amodiation du port et des installations de Dakar (base désignée pour les sous-marins), l'affrètement par l'Allemagne du tonnage marchand français. Tout notre Empire est sous les verrous. Rue de Lille, Darlan a, selon son expression favorite « peaufiné » l'épure de Berchtesgaden.

L'accord est signé le 28. Mais nous ne le « sentirons » que le 30, par quelque indiscretion de l'entourage de l'Amiral. J'alerte immédiatement Pierre de Leusse, représentant à Vichy du général Weygand et je le prie de faire venir son « patron », sur-le-champ. J'ai, le 1^{er} juin, dans la soirée, une longue conversation avec Boisson, qui se charge d'« incendier » Esteva. Boisson croit, d'ailleurs, savoir que le protocole visant Dakar n'aurait été signé qu'*ad referendum*. « Le Maréchal ne donnera jamais sa signature ! — Je l'espère, mais, [221] si nous n'y veillons pas, tout peut être perdu. Et puis il y a les autres protocoles : Bizerte, Alep. Ceux-là sont, peut-être, définitifs. Il faut les volatiliser ! »

Le lendemain, Pierre de Leusse, par un coup de chance et d'audace admirable, réussit à se procurer le texte des protocoles. Il les prend sur le bureau de Benoist-Méchin et les copiera, bien sagement, à l'heure du déjeuner. Je les lui réclame. Mais Leusse est exclusif. Il veut surtout réserver l'aubaine à son Général. Et comme j'invoque les quelques rapines auxquelles il s'est, déjà, livré, dans mes propres papiers, il accepte de me laisser jeter un rapide coup d'œil sur le document. J'en sais assez, maintenant, pour mesurer l'étendue des « concessions » de l'Amiral. Et j'entreprends, doucement, le siège du Maréchal. Il semble bien disposé, d'ailleurs. « Mon opinion, me dit-il, est que Darlan a été surpris par l'atterrissage des avions allemands en Syrie. L'ordre d'Hitler devait être antérieur à l'entrevue de Berchtesgaden. Nous n'avons pu que nous incliner. Mais ce n'est pas une raison pour tout abandonner ! — Quelles sont les réactions d'Esteva sur Bizerte ?

— Oh ! Esteva fera ce que je lui dirai. C'est, surtout, sur Weygand, que je compte pour emporter le morceau. »

Weygand arrive. Il assiste à un petit conseil le 3 juin, s'entretient longuement le 4 et le 5 avec le général Huntziger et le Maréchal et prendra, le 6, la tête de la résistance, au Conseil des ministres. Berthelot m'a décrit la scène, le soir même. « Weygand a tout bousculé. Il a rappelé nos accords de mars 1940 avec l'Angleterre. Des accords qui n'ont été que suspendus, non brisés par l'armistice. Il s'est accroché à la notion juridique de l'armistice. "Nous sommes, encore, en guerre avec l'Allemagne et ne pouvons la faire à nos Alliés, à ses côtés. Montoire a peut-être été le point de départ d'une orientation nouvelle. Mais Montoire ne s'exprime par aucun texte. Je ne connais pas Montoire". Weygand s'est violemment heurté à l'Amiral. Il lui a rappelé les conversations Rougier, l'accord Murphy. "Je ferai tirer sur les Allemands, plutôt que d'exécuter vos ordres" — Qu'a répondu l'Amiral ? — Il n'a pas ouvert la bouche. Le Maréchal a paru, deux ou trois fois, approuver Weygand. — Et les ministres ? — Un silence religieux, que nous avons été presque seuls à troubler Chevalier et moi. — En soutenant le Général ? — Bien [222] entendu ! — Et quelle décision a-t-on prise ? — Aucune. Le Maréchal a simplement dit qu'il ne ratifierait pas pour le moment. »

Ce « pour le moment » m'inquiète. Je redoute de nouvelles intrigues de Benoist-Méchin. Et je réunis le 7, dans mon bureau, Borotra et Bouthillier. Ils ont, l'un et l'autre, l'oreille du Maréchal. Ils sauront monter, à ses côtés, une garde efficace. Bouthillier a même une idée de derrière la tête. « Il faut jouer le grand jeu. Si le Maréchal se borne à refuser net sa ratification, nous en serons, tous, pour nos frais. Pourquoi ne la subordonnerait-il pas à des conditions telles, que les Allemands, gagnés de vitesse, finiront par se lasser ? Borotra bondit. « Les prisonniers ? — Non, réplique Bouthillier. Ils en promettent 100 000 et ne les lâcheront jamais. Quelque chose de plus spectaculaire. La reconnaissance de la souveraineté française, par exemple, l'engagement de respecter l'intégrité de notre territoire, l'intangibilité de notre Empire. »

Je reste sceptique. Pierre de Leusse à qui j'en parle, le soir, traitera, froidement, Bouthillier « d'agent de la cinquième colonne ». Mais Bouthillier s'entête. Il fait le siège du Maréchal, de l'Amiral. Le Maréchal trouve l'idée « intéressante ». L'Amiral qui se sent au fond

de la nasse, et qui voudrait bien faire machine-arrière, ne demande, au fond, qu'à se laisser convaincre. Il fera porter, deux jours plus tard, à Abetz une réponse dilatoire, où nos offres de concours économique sont montées en épingle, mais où la ratification des protocoles apparaît subordonnée au rattachement de la zone interdite à la zone occupée. Abetz se cabrera, parlera d'imposture. Darlan, pour la première fois, tiendra bon et nous n'entendrons plus parler des « Protocoles du 28 mai »...

Nous avons eu, au cours de ces journées, l'alerte la plus chaude de notre séjour à Vichy. Mais nous avons livré bataille et nous l'avons gagnée. Ce grand rêve de mainmise allemande sur nos ports de l'Afrique du Nord, ce rêve qui s'était affirmé, déjà, le 16 juillet 1940, moins d'un mois après l'armistice, s'efface, définitivement, un an plus tard. Il est vrai que la Syrie nous a valu, dans l'intervalle, d'autres soucis. Il est vrai qu'Hitler, lui-même, s'est engagé dans une autre voie, qu'il a, d'un coup de compas géant, pivoté de 150 degrés, sur le cadran de la rose des vents. Et dans cette course contre la [223] montre — contre le sens de la marche d'une montre — le Chancelier du *Reich* n'a fait stopper sa propre aiguille que l'espace d'un instant, sur le rayon Sud-Est, sur les coupes de Bagdad. Il prendra son vol vers l'Ukraine, alors que nous nous battons encore pour le « roi de Prusse », dans ce Moyen-Orient qui n'a fixé que si brièvement son mirage. N'importe. Nous avons d'abord le devoir de préserver l'Afrique. Et puis, nous ne pouvions soupçonner, le 7 juin — quinze jours avant l'entrée de la *Wehrmacht* en Russie — le nouveau cours des événements. En résistant, nous avons tout de même, à seize mois de distance, travaillé pour le général Eisenhower...

*
* *

Dans l'intervalle, les événements se sont, d'ailleurs, précipités. Si l'Angleterre s'était servie d'un mauvais prétexte, pour attaquer, le 30 mars, près de Nemours, un convoi français, qui ne transportait, malgré ses dires, aucune cargaison de caoutchouc (mais seulement du riz et de l'orge), elle a, depuis Berchtesgaden, de bonnes raisons d'agir. Elle agit. Elle saisit, le 16 mai, le pétrolier *Shéhérazade*, arraisonne, le 22 mai, le *Winnipeg* près de la Martinique, coule le 28 mai, à Sfax, où se trouvaient, d'ailleurs, deux navires italiens, le phosphatier *Rabelais*, bombarde, le même jour, nos aérodromes de Rayak et de Deir-ez-Zor,

en Syrie — ces aérodromes où je m'étais si souvent posé, dix-huit ans plus tôt, sur mon Bréguet 17, lorsque je terminais mes épreuves de vol, à la 58^e escadrille de l'armée du Levant. Elle expulse, enfin, nos consuls de Jaffa, de Haïffa et de Jérusalem...

L'Amiral s'exaspère de cette riposte, qui prend, déjà, l'allure d'un début d'hostilités. Il y répond, le 31 mai, par une sorte de déclaration de guerre verbale, rageuse et maladroite. Il compare le tonnage français saisi, bloqué ou coulé par les Anglais, depuis l'armistice (800 000 tonnes, 20 milliards de francs) à ces indemnités, si modestes que l'Allemagne n'a requises du Trésor français, qu'au seul titre des « frais d'occupation ». Il ressasse les vieux griefs de *Gringoire* et de *Je suis partout*, accuse — non sans raison — la diplomatie de lord d'Abernon de nous avoir isolés en 1921, face à l'Allemagne, reproche à l'Angleterre d'avoir entraîné la France dans une politique de sanctions [224] contre un « acte d'expansion normale d'une puissance européenne en Afrique », charmant euphémisme pour désigner l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie. Il évoque le cas, plus qu'improbable, d'une victoire britannique, parle de la force allemande comme d'un facteur d'unification du continent européen et réserve ses derniers traits aux gaullistes, qu'il qualifie « d'émigrés les plus douteux, d'armées de Coblenz les plus chimériques ».

Ce discours est une provocation. Il va dresser, contre Vichy, non seulement l'esprit public anglais, mais toute l'opinion française. Je supplie le Maréchal d'exiger de l'Amiral, qu'il lui soumette désormais ses déclarations, avant de les donner à la radio. Le Maréchal promet. Nous avons, Darlan et moi, le dimanche 1^{er} juin, vers 11 h. 15, dans le bureau même du Chef de l'État, un entretien des plus violents. Je ne possède pas encore le texte des « protocoles » — je ne l'aurai que le lendemain — mais j'en flaire le sens. Je reproche à l'Amiral de faire le jeu de l'Allemagne, de pousser la France à la guerre contre l'Angleterre. J'essaie de le piquer au vif, en lui disant que Laval va reprendre d'étroits contacts avec des journalistes américains — Heinzen, en particulier — et que l'homme de Montoire finira par être préféré à l'homme de Berchtesgaden. Darlan m'accuse de perfidie, de duplicité. Il déclare au Maréchal que mes « préjugés contre Benoist-Méchin » m'aveuglent, qu'il a la preuve que j'entretiens et subventionne des agents doubles. Je le somme de fournir cette preuve. Il hésite, un moment, puis finit pas sortir de sa poche la photocopie d'une lettre de

David Eccles, interceptée par la censure : « Partez, donc ! Partez pour Lisbonne. Prenez un billet sur le Clipper. Allez rejoindre vos amis Kerillis et Geneviève Tabouis. » Le Maréchal, que cette dispute n'a point l'air d'émouvoir, tente mollement de nous apaiser. Il finira par dire à Darlan : « Vous ne gagnerez rien à vous montrer aussi brutal envers les Anglais. Hitler, lui-même, ne vous en saura aucun gré. »

En Syrie, cependant, les attaques des avions anglais se renouvellent. Quatre bombardiers lâchent des bombes sur Beyrouth, le 4 juin, et détruisent un entrepôt de la Shell. Le 6, le général Dentz reconnaît, dans une déclaration, que des avions allemands ont fait escale en Syrie, mais il dément que des contingents de la *Wehrmacht* [225] aient débarqué à Lattaquieh. Il affirme qu'aucun navire-hôpital n'a accosté le littoral. Il n'y aurait, donc pas en Syrie, comme l'assure Pierre de Leusse, 500 Allemands armés. Le général Bergeret, de retour du Liban, nous confirme, le 7, ces détails. Il ajoute que tous les avions allemands ont quitté la Syrie depuis huit jours.

*
* *

Le 8, au matin, (un dimanche), le Maréchal me fait réveiller vers sept heures. Je pénètre dans son bureau. Il est en robe de chambre. Il n'est pas rasé. Ses joues sont creuses. Il me tend une dépêche du général Dentz : « C'est la guerre !... Prévenez Darlan ! »

Darlan, déjà prévenu, monte rapidement et Rochat nous rejoint, quelques minutes plus tard. Nous nous penchons, tous les quatre, sur les dernières nouvelles. Le territoire syrien a été attaqué, dans la nuit, près de Merdjayoun, au sud du Djebel Druse. Des éléments de reconnaissance anglais, des voitures blindées, des unités d'infanterie ont pris contact avec nos postes. La bataille est engagée...

Le Maréchal et l'Amiral réagissent assez vite. « Il faut défendre la Syrie », déclare le Maréchal. « Nous y sommes chez nous. Les Anglais avaient promis de ne pas nous attaquer. Et, si nous ne nous défendons pas, les Allemands prendront l'Afrique du Nord. — Il faut repousser l'attaque anglaise », affirme Darlan. Je supplie que l'on n'étende pas le conflit. Le Maréchal se montre disposé à la modération. Mais un ordre de résistance à l'adresse du général Dentz est rédigé, d'urgence, par l'Amiral et transmis au général Huntziger, qui nous rejoint d'ailleurs, une demi-heure plus tard. Le principe d'une protestation diplomatique

contre l'attaque anglaise fait, ensuite, l'objet d'une première rédaction. Mais à qui confier cette protestation, puisque les relations entre les deux pays sont rompues, depuis près d'un an ? Rochat met en avant le nom de l'amiral Leahy. Et l'on décide d'adresser à Pietri, pour l'édification de sir Samuel Hoare, la copie même de la note, qui sera remise, avant la fin de la matinée, à l'ambassadeur des États-Unis.

Sir Samuel Hoare fera tenir en réponse, le 10, à Pietri, un mémorandum assez vif. Le gouvernement français, « dans la poursuite de [226] sa politique déclarée de collaboration avec l'ennemi », y est accusé « d'avoir pris, ou permis, des mesures préjudiciables à la conduite de la guerre par le Gouvernement de Sa Majesté ». Londres rejette sur Vichy la responsabilité de l'agression, rappelle l'atterrissage des avions allemands en Syrie. Et, tout en prenant acte du « désir du gouvernement français de ne pas voir s'étendre le conflit », le gouvernement britannique suggère qu'aucune opposition ne soit faite à l'entrée des forces alliées en Syrie. Il répète qu'il n'a aucune ambition territoriale, ni au Levant, ni dans aucune des possessions françaises d'outre-mer et que son intention est de restaurer, après la victoire, l'indépendance et la grandeur de la France.

Le sens de ces dernières lignes nous est connu. C'est le langage dont certains membres du *Foreign Office* s'étaient servis, sept mois plus tôt, en présence du professeur Rougier, l'émissaire secret du Maréchal à Londres. Mais ce langage, aujourd'hui, nous fait mal...

Le Maréchal tient ferme d'ailleurs sur le principe de la résistance de nos troupes. Et la campagne de Syrie commence. Elle s'accompagnera, politiquement, d'une violente pression, exercée par le général Wawell, sur la Côte française des Somalis et d'un renforcement du blocus de Djibouti.

Les premiers communiqués de Beyrouth font état d'un repli de nos postes avancés sur les pentes de l'Hermon et d'une progression des Australiens, au nord du Litani. Mais nos unités se battent bien et la présence d'éléments « gaullistes » parmi les forces de l'Empire n'atteint qu'à peine leur moral. L'Allemagne entre, alors, en scène. Elle nous propose, le samedi 14 juin, vers quinze heures, le concours de ses escadrilles de *Stukas*, disponibles en Crète. L'Amiral décline la proposition et charge Fatou de notifier, le soir même, son refus à l'Ambassadeur. Mais Abetz s'obstine. Il dépêche, le 16 au matin,

Benoist-Méchin auprès du Maréchal. L'offre de concours prend la forme d'un ultimatum. Le Maréchal, à l'heure du déjeuner, paraît inquiet. Je lui demande la permission de l'accompagner en voiture, après sa sieste. Notre promenade se prolonge. « Cette histoire de Syrie a été follement engagée. Je n'ai jamais été consulté sur l'affaire des avions. Vous m'entendez : jamais ! Mais, maintenant, le vin est tiré, il faut le boire. Je ne veux pas d'un nouvel armistice. Je veux [227] f... les Anglais à la porte. » Au fond, le souvenir de Dakar l'obsède. « Vous ne pouvez le faire avec le concours des Allemands, Monsieur le Maréchal. Il n'y aurait plus, demain, un seul Français pour vous saluer. » Le Maréchal se tait. Et, comme nous arrivons à Vichy : « Je vous promets de ne prendre aucune décision, avant d'avoir vu Bergeret. »

Il convoque Bergeret vers 16 heures. Adroitement, le général se propose pour un nouveau voyage. Il étudiera, sur place, le problème des stukas. Il verra l'amiral Gouton et le général Jeannekeyn, prendra leurs avis, et remettra, à son retour, un long rapport au Chef de l'État. Ce seront, au fond, huit jours de gagnés. Le Maréchal respire. « Bonne journée, Bergeret nous a sauvés ! »

Le général Bergeret décolle, le lendemain matin, vers 4 heures pour Beyrouth. Il télégraphiera le 20 : « Difficultés techniques. Aucune urgence. » Nous savons ce que cela veut dire. Bergeret s'oriente bien. Il est, d'ailleurs, de retour le 23 et fait comprendre au Maréchal que nos équipages préféreront succomber en combattant, plutôt que de coopérer avec l'aviation allemande. C'est la réponse de l'Air. Ce doit être, aussi, la réponse de toutes nos armes. Le lendemain, un télégramme du général Jeannekeyn, commandant de l'aviation en Syrie, met les points sur les « i » : « La situation morale de la France au Levant impose aux troupes françaises le devoir de combattre seules. » Je serre les mains de Bergeret. Il sourit. « Je préfère vous dire que je suis pour quelque chose dans la rédaction de ce télégramme. — Eh bien, participons, ensemble, à la réponse, mon général. »

Et, sur un coin de table, je trace ces quelques lignes : « Maintenez ferme vos positions. Elles sont conformes aux décisions du gouvernement. » C'est beaucoup s'avancer. Mais le Maréchal signe de bon cœur. Et le dossier — moins ce dernier message — sera transmis, quelques heures plus tard, à l'Ambassade.

Mais ce n'est pas Benoist-Méchin qui le portera. Car Benoist-Méchin est déjà, parti pour Ankara. Avec ou sans l'autorisation du Maréchal ? Je n'ai jamais pu le savoir. En tout cas il n'a pas perdu son temps. Il a pris l'avion et, du 25 au 30 juin, il tentera d'obtenir d'Ismet Inonu, de Saradjoglou, de Refik Saydam, le passage en transit à travers la Turquie, de fusils et de canons français. J'aimerais [228] connaître les impressions, qu'a pu garder de ces entretiens notre chargé d'affaires à Ankara, M. Outrey, qui accompagna le Secrétaire général de la Vice-présidence du Conseil dans sa visite aux autorités turques. Benoist-Méchin n'obtint, d'ailleurs, que de bonnes paroles et la simple promesse d'une prorogation des conventions commerciales en vigueur, entre la France et la Turquie...

Damas, dans l'intervalle, est évacué par nos troupes. De violentes attaques se succèdent contre Soueïda, et le 29 juin la résidence de notre Haut Commissaire est à moitié détruite, au cours d'un bombardement sévère de Beyrouth. Les efforts britanniques se développent, en outre, dans le désert syrien. Venant d'Abou-Kemal, deux colonnes motorisées s'emparent de Palmyre et de Deir-ez-Zor. Et, maintenus en arrêt sur la rivière Damour, à trente kilomètres au sud de Beyrouth, les Australiens et les Hindous prennent leur revanche, en direction d'Homs. Nos pertes sont de plus en plus lourdes. Les réservistes du Levant vont être, eux-mêmes, mobilisés.

Le 8 juillet, le général Dentz sollicite une suspension d'armes. Il s'adresse aux Anglais, par l'intermédiaire du consul général des États-Unis à Beyrouth. La réponse anglaise arrive le 10. Elle est rude, cinglante. Le gouvernement français, qui la dépouille avec fièvre, y relève une garantie d'indépendance, offerte aux Syriens par les Alliés. Cette garantie ne regarde que la France : il refuse d'y souscrire. Comme il refuse de se prêter à des négociations directes avec les gaullistes. Comme il repousse le terme d'amnistie, injurieusement employé, à l'adresse de nos soldats. La lutte continue le 10 et le 11. Elle cesse, le 12, sur l'envoi d'une délégation française auprès des Anglais, pour négocier les conditions d'un véritable armistice.

La réponse du gouvernement français a dû porter ses fruits, car l'accord signé le 14 juillet, à Saint-Jean-d'Acre, par le général de Verdilhac et le général sir Henry Maitland Wilson, comporte toutes les clauses d'une suspension d'armes honorable. Nos troupes seront concentrées dans certaines zones, jusqu'à la date de leur rapatriement

et ce rapatriement s'effectuera sous pavillon français. Elles bénéficieront des honneurs de la guerre, se retireront avec leurs armes, et récupéreront leurs prisonniers. L'occupation, par les Alliés, des [229] principales localités syriennes ou libanaises, ne se fera que progressivement.

Ainsi se termine, après un mois de luttes sanglantes, où nos marins, nos aviateurs, nos spahis ont rivalisé de courage, l'un des épisodes les plus dramatiques de cette guerre. Des Français se sont opposés à d'autres Français, des frères, parfois, à d'autres frères. Vichy, par sa déplorable attitude dans l'affaire, bien modeste, cependant, de l'atterrissage des avions allemands, porte la responsabilité de cette lamentable histoire. Mais la présence de gaullistes dans les rangs anglais laissera des ferments de rancune et de haine dans l'âme des rapatriés de Syrie, des membres de la Légion, notamment. Fallait-il jeter, aussi vite, à la mer ces troupes, qui n'auraient, jamais, admis auprès d'elles le moindre détachement allemand et dont le départ pèsera si lourdement sur l'avenir du mandat, sur la protection de nos intérêts dans le Levant ? Les gaullistes pouvaient être présents à l'armistice. Ils ne devaient pas l'être au combat. Ils ont, par leur intervention, blessé l'unité française. Ils ont, surtout, par l'impulsive déclaration d'indépendance du général Catroux, ouvert la porte aux douloureux incidents, dont la France sera victime en 1945.

*
* *

Mais l'attention du monde s'était détournée, depuis trois semaines, déjà, de la campagne de Syrie, pour se porter sur des événements plus importants.

Abandonnant le Proche-Orient et ne laissant à la France que le soin d'y cueillir les fruits amers de Berchtesgaden, Hitler s'était engagé, depuis le 21 juin, dans la grande aventure russe. La nouvelle fit à Vichy l'effet d'une bombe. Visiblement, la guerre prenait un nouveau cours. Mais les premiers succès de la *Wehrmacht* renforçaient la position des « collaborateurs » français. L'hypothèque de la complicité germano-russe, l'hypothèque d'août 39, si lourde au cœur de Paul Marion, se volatilisait au fracas des batailles. Munich même se justifiait aux yeux de certains Français. « Ah ! si Daladier s'était maintenu dans l'esprit de Munich, nous criait-on, de tous côtés ; s'il avait su résister

aux « bellicistes », s'il avait patiemment attendu [230] qu'après le dépeçage de la Pologne, l'Allemagne se jetât sur la Russie, s'il avait su spéculer sur l'éternel conflit du germanisme et du slavisme, comme les choses auraient changé ! La Finlande n'aurait pas été envahie. L'Allemagne ne se serait pas retournée contre nous. Nous n'eussions pas été battus. Mais, maintenant, les dés sont jetés. La Russie ne se relèvera pas de ce choc. Nous allons pouvoir combattre le communisme à visage découvert !

Ce raisonnement impressionnait jusqu'à l'esprit du Maréchal. « C'est maintenant la grande mêlée, nous disait-il. Comme il eût été plus agréable de la contempler du haut de nos observatoires, avec une armée forte, intacte... » Seuls le général Laure et le général Campet s'absorbaient dans la lecture des cartes. Et s'ils laissaient percer quelque satisfaction, c'était à la pensée qu'en s'enfonçant vers l'Est, Hitler s'éloignait de la Méditerranée. Notre empire n'allait plus subir, de plein fouet, les coups de ressac de l'Allemagne. L'Afrique du Nord ne connaîtrait pas le sort de la Syrie. On commencerait à respirer...

Quant à l'Amiral, il se hâtait de tirer les conclusions de la nouvelle initiative allemande. Le 30 juin, les relations diplomatiques de la France et de l'URSS étaient rompues, Bergery rappelé de Moscou et Bogomolov reconduit à la frontière, par train spécial, sous la surveillance de M. de Nerciat. Le prétexte choisi pour la rupture sonnait faux. Le gouvernement français déclarait « avoir acquis la certitude que les agents diplomatiques et consulaires soviétiques exerçaient une action attentatoire à l'ordre public et à la sécurité de l'État ». En fait, il ne paraissait pas que les services de la « rue de Grenelle », fort nombreux à la vérité dans l'Allier, se fussent récemment livrés à des provocations plus particulières. Mais il fallait faire plaisir à l'Allemagne...

Darlan, pour y parvenir, ne s'embarrassait d'aucun scrupule. Il poussa, même, le goût de la mise en scène jusqu'à faire ordonner, dans la matinée du 30, près de 250 arrestations à Vichy. Parmi les Russes, blancs, roses ou rouges, des commissions de criblage opérèrent une discrimination sommaire. Les avoirs russes furent bloqués dans les banques françaises. Ainsi, la France, courbée, depuis un an, déjà, sous les exigences politiques de l'Axe, s'alignait-elle, idéologiquement, [231] sur ses desseins. Gabriel Péri, Sampaix, Timbault, Mocquet pouvaient s'attendre, dans leurs cellules, au contre-criblage de

l'Allemagne... Dès le 3 juillet, le courrier du Maréchal voyait, parmi les lettres anonymes des gaullistes, la faucille et le marteau s'associer à la Croix de Lorraine. L'Allemagne s'était ingéniée à multiplier le nombre de ses ennemis. Mais, pour le Maréchal, ou plutôt, contre lui, l'annonce d'un Front commun des libertés françaises — des catholiques de l'*Aube* aux communistes de l'*Humanité* — se dégageait, déjà, des lourdes réponses de l'opinion...

– *Une cinquième période* s'ouvre le 15 juillet et se termine vers le 15 décembre.

L'attention du gouvernement se porte exclusivement, au cours de ces cinq mois, sur les événements de l'Est. Et les premières victoires de la *Wehrmacht* se traduisent par un engourdissement de la diplomatie française. Des clignements d'yeux à l'adresse des Anglo-saxons, des réticences de langage à l'endroit de l'Axe ne risqueraient-ils pas, d'ailleurs, de provoquer les réactions violentes de l'Amiral ? Darlan joue la carte de l'Allemagne. Il la joue, sans grande conviction, peut-être, sans amour à coup sûr, mais avec détermination. Ses boutades expriment, d'ailleurs, un opportunisme assez gras. « Vous avez le droit d'être "attentiste", me dira-t-il le 11 juillet 1941, le jour où je refuse le portefeuille de l'intérieur. Mais en hiver, pas en été. Pas lorsque la force allemande est au zénith ! »

Ces mois d'août et de septembre, tout occupés de réformes intérieures sont des mois morts pour le « Quai d'Orsay ». Peut-on parler, d'ailleurs de Quai d'Orsay ? Rochat, de plus en plus, se voit tenu à l'écart. Il en est réduit à préparer de monotones mouvements de personnel, sous le regard bienveillant du commandant Guichard, directeur du cabinet des Affaires étrangères. L'amiral Leahy erre, désabusé sous les ombrages du parc. Benoist-Méchin aménage, solidement, son blockhaus au troisième étage de l'hôtel.

Je consulte mon carnet. Il est presque vide. En août, relâche. À peine un accord entre le Maroc et le Portugal : dix-huit millions d'escudos de phosphates, contre neuf millions de cotonnades et neuf de bois. En septembre, un télégramme de condoléances du Maréchal [232] au Président Roosevelt, pour la mort de sa mère. Fin septembre l'anniversaire de Dakar. Un discours emphatique du chanoine Moncelle, sous les voûtes de l'église Saint-Louis à Vichy. Autant en

emporte le vent... Quelques jours plus tard, l'Espagne et la France échangent leurs objets d'art et nous allons, en compagnie de Carcopino, d'Hauteœur et du marquis de Lojalla, admirer, au Musée d'Histoire et d'Archéologie, la *Dona Mariana* d'Autriche de Vélasquez et le portrait de l'*Humaniste Covarrubias*, du Greco.

Mais, dans l'ombre, Brinon arrache au Maréchal la signature d'un message à la Ligue des volontaires français contre le bolchévisme...

Le 24 octobre, autre anniversaire : celui de Montoire. Le cabinet de l'Amiral et les services de la Propagande voudraient bien célébrer la journée avec éclat. Je m'y oppose. Et je mets, pour une fois, Romier dans mon jeu. Libre à l'OFI de dessiner, dans l'espace, à grands coups de citations ou de statistiques, la chaîne fulgurante « Montoire-Berchtesgaden et prolongements », nous ne pavoiserons pas.

Mes entretiens avec Rochat ne portent plus, désormais, que sur des brouilles, de modestes affaires de personnel, sur un accord financier entre la France et l'Espagne, sur l'interprétation de télégrammes, souvent amusants, parfois sibyllins, de M. de Laforcade notre ministre à Dublin.

Un soir, pourtant, surgit l'affaire du « serment ». Étendue à tous les fonctionnaires, l'obligation du serment de fidélité au Maréchal va provoquer des remous dans nos cadres diplomatiques. Mais les protestations ne fusent pas encore. Seul de nos représentants à l'étranger, M. Arvengas, ancien conseiller d'ambassade à Berlin, refuse le serment. C'est un acte d'indiscipline. Mais c'est, d'abord un acte de courage. Je fais savoir à Rochat que le Maréchal ne demandera pas de sanctions. Quelques jours plus tard, Hauteclouque, cousin germain du général Leclerc et fils d'un intime ami du Maréchal suit l'exemple d'Arvengas. Le Maréchal s'en montre attristé...

Mais l'offensive de la *Wehrmacht* en Ukraine paraît se stabiliser. L'Amiral sent confusément que les Allemands n'ont pas gagné la partie, qu'ils coucheront cet hiver sur leurs positions. Il ne proteste plus que faiblement, au début de novembre, contre la saisie [233] de cinq nouveaux cargos par les Anglais. Il tente même de faire comprendre à l'amiral Leahy que le renvoi de Weygand ne signifie pas l'abandon de notre politique nord-africaine. À Rochat, porte-parole de Darlan, qu'il reçoit en même temps que moi, l'ambassadeur des États-Unis répondra

par un indéfinissable sourire. Il n'a pas oublié les protocoles Huntziger-Darlan du 28 mai...

Puis, brusquement, quelques jours, à peine, après l'entrevue mort-née du Maréchal et de Goering à Saint-Florentin-Vergigny, Darlan part pour Turin. Il aura, avec Ciano, le 10 décembre, au Palais Madama, un entretien de deux heures, dont Rochat et Beauverger, qui l'accompagnaient, m'avoueront n'avoir rien connu.

Quant au Maréchal, pour qui ces six dernières semaines ont été celles des hésitations, de la « non-résistance », des fusillades d'otages, du limogeage de Weygand, il semble s'enfoncer dans son vieux rêve constituant. La réforme de l'État, la Charte du travail l'absorbent de plus en plus. À peine esquissera-t-il un sourire, au Conseil des ministres du samedi 13 décembre — l'anniversaire de l'arrestation de Laval — lorsque Darlan parlera de ses « heures italiennes ». C'est que le Maréchal persiste à ne point aimer les Italiens et qu'il estime superflue toute avance au fascisme.

Mais son sourire bien vite s'épanouit à quand Darlan, poursuivant son exposé de la situation internationale, parlera de la nouvelle guerre, de la guerre que le Japon et l'Allemagne viennent de déclarer aux États-Unis. Le Maréchal va-t-il s'intéresser, de nouveau, aux problèmes de la politique étrangère ?

*
* *

– *La sixième période* s'étend du 15 décembre 1931 au 15 février 1942.

C'est en l'absence de Darlan, parti pour l'Italie, que l'amiral Leahy a notifié, le 9 décembre, à Lucien Romier, ministre d'État et Vice-président du Conseil par intérim, l'état de guerre existant entre les États-Unis et l'Empire nippon. Darlan a-t-il, dès son retour, répondu par une « déclaration de neutralité », comme on l'en a, plus tard, accusé ? Je n'en ai pas la preuve. Mais, de la part de l'Amiral, une telle attitude ne m'aurait pas surpris...

Quant au Maréchal, il semble sortir de sa torpeur. Il se fait apporter de grandes cartes du Pacifique et les déplie sur sa table. [234] Il me demande de garder un contact étroit avec Pinckney Tuck, le conseiller

des États-Unis, de tenir un petit carnet du progrès des armements américains. Il invite à déjeuner, aussi fastueusement que possible, les représentants de l'Amérique latine (du Sud et centrale) et tient, en leur présence, d'étonnants propos sur la force des États-Unis, sur les difficultés de l'Allemagne en Russie. Il reprend goût à l'attentisme et je n'ai pas de peine à lui arracher, le 1^{er} janvier, 1942, le fameux message sur « l'exil partiel et la demi-liberté ». Les Allemands s'émeuvent. Krug von Nidda, nouveau consul d'Allemagne à Vichy, s'enquiert discrètement de la pensée profonde du Maréchal. Plus rapide et plus brusque, Abetz interdit la reproduction du message dans la zone occupée. La popularité du Maréchal, très atteinte en décembre, remonte comme par enchantement. Elle fût remontée, plus vite encore, si l'on avait su que le 2 janvier au matin, le Maréchal avait, en ma présence, déclaré à l'Amiral qu'il s'opposait à toute livraison de vivres et d'essence à l'armée Rommel, proche des frontières de Tunisie...

Brinon, fort inquiet, vient faire un tour, à Vichy, en janvier. À son retour à Paris, le 27, il réunit la presse et sa déclaration trahit de singulières nostalgies. Il souligne les « traverses de la politique dite de collaboration » et n'envisage plus que la nécessité d'un « rapprochement avec l'Allemagne ». Quatorze mois après Montoire, ce simple mot de rapprochement dégage une singulière saveur. Il mesure l'étendue du terrain regagné par l'attentisme. Il reflète, aussi, les préoccupations nouvelles de l'*OKW* en Russie. Pas un mot de l'Allemagne dans le long message adressé, le 4 février, par le Maréchal aux légionnaires. Pas un mot, non plus, dans le message qu'il remet lui-même à Pierre Pucheu, au moment du départ, pour l'Algérie, du ministre de l'Intérieur.

– Une septième, et (pour moi) dernière période commence le 15 février 1941. Elle prendra fin le 25 avril, avec le retour de Laval au pouvoir.

L’amiral Darlan n’est pas homme à exploiter la situation. Sent-il le printemps proche ? Croit-il à l’imminence de nouveaux succès allemands en Russie ? Suppute-t-il la longue durée d’un conflit [235] entre les États-Unis et le Japon ? Ne s’exagère-t-il pas l’importance des premiers revers américains ? Qui peut lire en son âme ?

À vrai dire, Darlan s’abandonne. Il s’effiloche. Il sent que le pays, qui ne l’a jamais aimé, se refuse de plus en plus à le suivre, que les Allemands ne lui font plus le même crédit de confiance, que Benoist-Méchin l’observe d’un œil aigu. Il erre à la dérive. Une dernière joie, une joie de marin : le retour à Toulon, par ses propres moyens, du Dunkerque, que les Anglais avaient gravement endommagé à Mers-el-Kébir. « Les ai-je assez possédés ? » me confiera l’Amiral, le 20 janvier.

Et puis, le grand silence, un silence morne, à peine interrompu, sur le plan diplomatique, par de menus accords, des accords de commerce en général, avec la Finlande ou la Roumanie, par quelque manifestation d’amitié franco- portugaise, franco-suisse, franco-espagnole ; la célébration des origines bourguignonnes des souverains du Portugal, la réception, en présence de M. Stucki, d’équipes suisses de football, l’exaltation du « barrésianisme », lors de la venue en France d’Eugenio d’Ors.

On croit assister à la fin d’un règne. Dans l’ombre, Pierre Laval prépare sa rentrée. Et lorsqu’il « attaquera », pour la première fois, le Maréchal, dans la forêt de Randan, il lui confiera que l’Amiral n’a plus l’oreille de l’Europe ni du monde, que l’isolement diplomatique de la France est total. Darlan tentera de réagir. Il dénoncera à l’amiral Leahy les manœuvres du « Président » et s’attirera les cinglantes ripostes de l’Allemagne. Mais Laval vaincra. Il pourra, tout à son aise, rouvrir les écluses de la collaboration, souhaiter publiquement la victoire de l’Allemagne, convoquer les premières relèves ordonner un recensement des juifs en zone libre. Jusqu’à son départ pour Alger, jusqu’à sa

collaboration avec les Américains, Darlan en sera réduit à chercher sa nourriture dans le vieux garde-manger de l'attentisme...

[236]

[237]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre X

PROFILS...

[Retour à la table des matières](#)

Vichy ne reçut, au cours de mon séjour dans l'Allier, la visite d'aucun souverain étranger. Ni les circonstances, ni le décor, ne se prêtaient à ce genre de réception. Seul, parmi les Chefs d'État, Franco traversa la France : d'Hendaye à Nice. Il se rendait à une convocation de Mussolini à Bordighera et s'arrêta, au retour, à Montpellier. Je n'accompagnai pas le Maréchal, lors de son voyage, et ne pus me faire une idée de l'accueil que la France méridionale réserva au Caudillo. Le Maréchal, en rentrant, me dit simplement : « Il voudrait que je l'appuie auprès d'Hitler, pour éviter le passage des troupes allemandes à travers l'Espagne. Drôle de mission et dont je ne puis décemment m'acquitter. Mais c'est dommage. Car ce serait notre intérêt. » Et comme je lui demandais si Franco n'avait pas changé, depuis dix mois. « Non, toujours le même: aussi gonflé, aussi prétentieux. »

C'est qu'en dépit d'une légende tenace, le Maréchal n'éprouvait qu'assez peu de sympathie pour le Chef de l'État espagnol. Il ne lui avait pas pardonné la froideur de la « cérémonie des lettres de créances », à Burgos, en mars 1939 et n'avait eu, avec lui, pendant son séjour à Madrid, que cinq ou six entretiens, protocolaires et courts. Pour le Maréchal, Franco demeurait, toujours, le modeste commandant d'infanterie qu'il avait connu, lors de la guerre du Rif, et que, seul, un étrange concours de circonstances — la mort de Calvo Sotelo, de

Sanjurjo, de Mola — avait appelé aux plus hautes destinées. « Mais il aurait tort de se prendre pour un cousin de la Sainte Vierge », lançait le Maréchal en souriant.

[238]

Sur le compte de la Phalange, Philippe Pétain n'avait jamais changé d'avis : « Des voyous !... » Quant à Serrano Suner (le « *Cunadillo* »), le Maréchal gardait le souvenir de l'inconvenante visite, que lui avait faite, un soir de mai, à l'ambassade de la Galle Olozaga le beau-frère de Franco, vêtu de noir, armé de pied en cap, entouré de phalangistes, mitrailleuse au poing. Le ministre des Affaires étrangères d'Espagne s'était-il cru tenu d'assurer sa propre sécurité, en pénétrant dans le repaire de la démocratie française, ou n'avait-il voulu qu'impressionner le Maréchal ? Nous nous le demandâmes longtemps. On m'assura qu'au départ de Montpellier, Serrano Suner agita son mouchoir, en criant « Vive la France ! » Le cri dut s'arrêter, très vite, dans sa gorge...

À défaut de Chefs d'État importants, nous reçûmes la visite du Prince de Monaco. Ancien général de l'armée française, vieilli, alourdi, occupé de mille futilités, le prince Louis n'offrait plus qu'une image affaissée de la souveraineté. Il nous demanda d'éloigner des départements limitrophes de la Principauté, le prince Pierre, dont le séparaient de nombreux dissentiments. Le Maréchal eut la faiblesse d'y consentir.

C'était, presque, un ancien souverain, que ce Khédivé d'Égypte, Abbas Hilmi — hôte de Vichy, pendant quelques semaines — que les Anglais chassèrent du Caire, en 1914, après vingt-cinq ans d'une vice-royauté, exercée pour le compte nominal de La Porte. On ne pouvait demander au Khédivé de manifester une grande chaleur de sentiments à l'égard de l'Angleterre. On l'accusa, parfois, de germanophilie. En réalité, Abbas Hilmi, dont les études s'étaient poursuivies au « *Theresianum* » de Vienne, était demeuré un grand admirateur de l'Autriche. Il aimait les uniformes blancs de l'ancienne cour de François-Joseph et dépeignait, avec une minutie curieuse chez un musulman, les processions de la Fête-Dieu, le long du Ring. Mais, s'il utilisait, encore, le concours de stewarts allemands sur son yacht, le *Nimet Allah*, ancré dans la baie de Monte-Carlo, il gardait son franc-parler vis-à-vis de l'Allemagne. Et le hall des « Ambassadeurs » retentit, bien souvent, de ses accents indignés. Il aimait surtout la

France. Il n'aimait, au fond, que la France, ses horizons, ses monuments, ses artistes, ses femmes. Il [239] en parlait avec beaucoup d'intelligence, de finesse, de cœur. Le Maréchal le vit, deux ou trois fois, et, chaque fois, avec un grand plaisir. Admirablement informé des secrets de la diplomatie mondiale, le Khédive, prince d'Afrique, demeurait un grand Européen. Mais le temps nous manqua pour goûter, comme nous l'eussions souhaité, ses confidences sur Bulow, Salisbury, Goluchowski, San Giuliano ou Delcassé. J'espère qu'avant de mourir, à Genève, il aura pu confier à quelqu'un de ses intimes le manuscrit de ses passionnants souvenirs...

À douze kilomètres de Vichy, la duchesse de Montpensier, née Isabelle de Valdeterrazo, vicomtesse de Los Antrines, rassemblait, dans le cadre des chasses royales de Randan, les souvenirs des princes d'Orléans et de la grandesse d'Espagne. Fidèlement attachée à la France, elle aimait à réunir, sous le toit de l'ancien pavillon de ses gardes (le château de Randan avait brûlé depuis quelques années) tout ce que Vichy comptait de vedettes étrangères ou de notabilités parisiennes. Randan était devenu le grand salon du Bourbonnais. Souza-Dantas et Lequerica s'y défiaient, sur l'avenir de l'Europe, en passes d'armes spirituelles. Joseph Denais, exilé à quelques mètres du château, y portait, avec de sobres réserves sur la politique de Vichy, la nostalgie de son quartier des Batignolles.

La duchesse de Montpensier se plaignait, parfois, des ravages qu'exerçaient sur ses terres les « Compagnons de France ». Je lui rappelai ce tableau d'une revue du *Théâtre de Dix heures*, où deux paysans, courbés dans l'attitude de l'Angélus, égrenaient, sur le sol, de lentes supplications « Mon Dieu, protégez- nous des boy-scouts ! » Mais la Duchesse, aussi vive que généreuse, aurait souhaité que Dhavemas et Lamirand vinsent lui présenter leurs excuses. Je différai de les en convaincre...

Du Bourbonnais nous venait, aussi, le prince Xavier de Parme (frère de l'impératrice Zita d'Autriche), que les Allemands déportèrent, plus tard, à Dachau et qui disposait sur l'histoire du Carlisme et de la reine d'Étrurie — comme sur les tentatives de paix séparée de l'Empereur Charles — d'une attachante érudition.

*
* *

[240]

Du Corps diplomatique accrédité à Vichy, j'ai gardé d'excellents souvenirs. Le nonce, Mgr Valerio Valeri, connaissait la France, depuis de longues années. Il avait, de Paris, dirigé, lors de la retraite, l'exode automobile des ambassades et des légations sur Tours et Bordeaux, et n'en parlait qu'avec une grande tristesse. Mince et frêle d'aspect, on devinait surtout, en lui, l'ascète et le saint. Il s'exprimait en un français guttural, et ponctuait ses moindres réponses d'un petit rire en crécelle, qui étonnait ses interlocuteurs. Je reçus sa visite, à deux ou trois reprises, et me permis de lui faire part de la satisfaction qu'éprouverait le Maréchal à voir attribuer le chapeau de Cardinal à l'un de nos archevêques du Sud-Ouest. Le Nonce en prit bonne note. Mais les promotions cardinalices furent interrompues pendant la guerre...

Souza-Dantas, l'ambassadeur du Brésil, et Fakry Pacha, le ministre d'Égypte, étaient, avant tout, des Parisiens, que l'exil rongea jusqu'à la moelle. Nous retrouvions, auprès d'eux, l'image des belles années d'avant-guerre et les marques d'un attachement profond pour la France. Lorsque l'Égypte se trouva contrainte de rompre ses relations avec Vichy, Fakry Pacha nous réunit, à l'Hôtel des Ambassadeurs et nous montra la cravate noire, qu'il venait d'arborer. « Je ne la quitterai pas, nous dit-il, avant la libération de Paris. » Nous l'embrassâmes...

Lequerica, « la nourrice de l'armistice » — un mot que nous n'aimions guère — était, à bien des égards, l'ambassadeur le plus en vue du Corps diplomatique. Encore que l'on ne devinât, chez lui, qu'assez peu de sympathies pour la France, il s'acquittait de ses fonctions avec obligeance et cordialité. Sa haute stature, son nez d'autour vizcayen, sa voix de mêlé-cass, en faisaient un curieux personnage, qui n'effaça, d'ailleurs, jamais, dans la pensée du Maréchal, le souvenir de M. Quinones de Léon, l'ami fidèle d'Alphonse XIII.

Angel Carcano représentait l'Argentine avec une grande distinction. Sa femme et ses deux filles, qui nous quittèrent trop vite, donnaient au petit hôtel de l'ambassade un cachet d'élégance et de fraîcheur latines. Carcano souffrait de la sourde opposition de son pays aux Puissances unies. Mais il pratiquait avec intelligence les devoirs de la neutralité. Un grand goûter, qu'il offrit à ses collègues, [241] en décembre 1941, réunissait, sous les mêmes lambris, Allemands et Français, Américains

et Japonais, Hongrois et Roumains. Les groupes ne se mêlaient point. Mais l'atmosphère rappelait, à s'y méprendre, celle de l'Hôtel des Bergues, quelques années avant la guerre. À son départ pour Londres, Angel Carcano reçut, des mains du Maréchal, au cours d'un dîner intime, la plaque de Grand-Croix de la Légion d'honneur. Je n'oublierai, jamais, l'émotion que manifesta, ce soir-là, ce grand ami de notre pays.

L'amiral Leahy, qu'un deuil cruel éloigna trop vite de Vichy, et M. Béhic Erkin, l'ambassadeur de Turquie, connaissaient mal notre langue. Mais leurs adjoints la parlaient admirablement. Matthews et Pinckney Tuck furent, après Robert Murphy, de grands chargés d'affaires des États-Unis. Les ménages Thompson et Mac-Arthur recevaient à la perfection. Quant à Woodruff Wallner, il n'avait pas son pareil pour recueillir, en cinq minutes, l'opinion des milieux les plus opposés, sur tel ou tel événement du jour.

Cedat Ors, le conseiller turc, semblait surgir d'un caveau de la Butte. À la différence de son silencieux patron, il ne faisait aucun mystère de ses préférences, et nous l'avions surnommé « le gaulliste d'Ankara ». Charmant homme, d'ailleurs, épris d'Apollinaire et de Dufy, et dont la vélocité d'expression tenait, vraiment, du prodige.

Je n'eus avec M. Bogomolov, ambassadeur de l'URSS, qu'un entretien de quelques minutes, sur un sujet de portée générale. Le Japon nous envoya trois ambassadeurs en vingt mois : M. Sawada, avec lequel Baudouin et Lémery tentèrent de régler l'épineux problème du Tonkin, M. Sato qui se rompit le col en tombant de sa fenêtre, le soir même de la déclaration de guerre du Japon aux États-Unis, et M. Takanobu-Mitani.

Un délicat problème se posa pour Edmond de Beauverger, le plus courtois et le plus discret de nos chefs du protocole, le 31 décembre 1941, veille de la réception, par le Maréchal, du Corps diplomatique. Les ambassadeurs du Japon et des États-Unis se succédaient dans l'ordre d'ancienneté. Mais Pearl Harbor venait de mettre aux prises les deux nations. Devait-on laisser, côte à côte, les deux diplomates ? Diverses solutions furent proposées, dont l'une eût consisté à répartir, alternativement, les six ambassadeurs (Brésil, Espagne, Turquie, [242] Argentine, Amérique et Japon) sur deux rangées parallèles. En pivotant d'une colonne à l'autre, le Maréchal eût respecté l'ordre de préséance.

Mais ce trajet en zig-zag lui donnait, à l'avance, la migraine. On y renonça. Et, si voisins qu'ils se sentissent, les deux ambassadeurs ennemis ne se dévorèrent même pas du regard.

En tête des ministres plénipotentiaires venait Walter Stucki. Les services qu'il rendit à la France, son autorité, sa distinction, lui valurent, dès le début, une grande renommée. Il sut y joindre le prestige de la vedette, moins encore par ses performances de golf que par la nonchalance, avec laquelle il laissait traîner, sur les tables de ses invités, quelques boîtes de Nescafé. Diplomate averti, Bernois subtil, M. Stucki fit de sa légation la première de toutes celles de Vichy.

À M. Da Gama Ochoa, trop vite disparu, succéda le plus lettré, peut-être, des universitaires portugais, en la personne de M. Caeiro da Matta. La Hongrie fut, d'abord, représentée par le comte Khun-Hedervary, fils de l'ancien Ban d'Agram, dont la ravissante épouse et le caniche frisé attiraient le regard des promeneurs du Parc. La démarche souriante et l'incertaine myopie du baron Bessenyei ajoutèrent de nouvelles armes et de nouvelles défenses à la diplomatie magyare. Je ne fis qu'entrevoir M. Holma, le ministre de Finlande et M. Hennings, le ministre de Suède, mon voisin de la rue Bassano. Mais la Suède eut en MM. de Hedegreen et Stromberg, qui épousèrent à Vichy deux des femmes les plus élégantes de la « colonie parisienne », des représentants d'un grand mérite et d'une parfaite aménité.

Le ministre de l'Équateur, M. Sotomayor de Luna, s'était, très vite, avancé dans l'intimité du Maréchal. J'avais ordre de le traiter avec des égards particuliers. C'est par M. Sotomayor, discret et perspicace, mais dont les sympathies pour la France ne se maîtrisaient guère, que nous étions le plus exactement informés de l'état des esprits, en Amérique latine. Il renseignait, lui-même, de façon détaillée, son propre gouvernement et voulut bien, lors de mon expulsion de Vichy, sur l'ordre des Allemands, consacrer à ce modeste fait divers un « papier » de sa main, dont la chancellerie de Quito doit avoir conservé l'original.

[243]

M. Dinu Hiott, ministre de Roumanie, me fit, à plusieurs reprises, l'amitié de longues visites. Sa sensibilité profonde souffrait de nos épreuves. Et la situation délicate de son propre pays ne l'empêcha pas, dès le début de son séjour à Vichy, de formuler des vœux ardents pour la libération de la France et pour la victoire des Alliés.

M. Garcia Calderon, porteur d'un grand nom, eût aussi facilement représenté la littérature française, au Pérou, que le gouvernement de Lima à Vichy. Le ministre d'Irlande, M. Murphy, et le ministre de Monaco, M. de Malleville, se retrouvaient, chaque soir, à la table de l'*Hôtel Gallia*. Ils m'invitèrent à y partager leur café. M. Balabanof, ministre de Bulgarie, avait la barbe d'un moujik et le cœur d'un poète. M. Dupuy, le chargé d'affaires de l'Uruguay, connu, auprès de notre gouvernement, quelques petites difficultés. Mais sa délicieuse fille, Margot, dont la guitare hawaïenne laissait échapper de lointaines mélodies, rassemblait, autour d'elle, la jeunesse dorée de Vichy. M. Rubirosa, qui représentait la République Dominicaine, eut le bon goût d'épouser, sous nos yeux, Danielle Darrieux...

Je m'en voudrais de ne pas citer M. Latuf, chargé d'affaires de la Colombie, M. Monsanto, du Venezuela, M. de La Huerta, du Chili M. Linarès, de la Bolivie, dont les fastueux déjeuners distraient notre mélancolie. Ni tous ces conseillers, secrétaires, attachés militaires ou civils: MM. de Mello, Travesedo, Casuso, Zuloaga, Pinto Ferreira, Decroux, Dupont, le Dr Wang — le plus subtil des fils du Céleste Empire — le prince Ahmed d'Égypte, le colonel de Blonay notre cher et fidèle compagnon, le colonel Quiroga, le commandant Ansaldo, attaché de l'air espagnol, le colonel Tomoroveanu, de Bucarest, et tant d'autres qui s'ingéniaient, par leurs prévenances, à nous faire oublier qu'ils vivaient, à nos côtés, dans l'exil.

En cet exil d'autres places manquaient ; celles de nos meilleurs amis : le Belge le Luxembourgeois, le Hollandais, le Norvégien, le Danois dont les Allemands avaient, dès le mois d'août 40, exigé le renvoi d'une gerbe de roses, offerte le jour de leur départ pour l'Espagne à M. et à Mme Pouritch, par les membres du Cabinet civil du Maréchal, sut, peut-être, prouver à ces grands amis de la France que la Yougoslavie, dont les patriotes français fleurirent, quelques semaines [244] plus tard, le monument à Marseille, n'était point absente des « cœurs officiels »...

*
* *

Nos propres ambassadeurs se montraient plus rarement à Vichy. Je reçus, cependant, la visite de M. Corbin qui, depuis son retour de Londres, se tenait dans une attitude de froide, mais de courtoise réserve

à l'égard du gouvernement, de M. de Laboulaye, qui présidait le Comité de la Reconnaissance française, d'André d'Ormesson et du comte Clauzel, qui se consacrèrent à la Croix-Rouge, d'Henry Ponsot que le Maréchal tenait en particulière estime, de François Poncet dont les brodequins rayonnaient aussi facilement que l'humeur et que son inactivité n'aigrissait point, de Massigli, moins stable, moins calme, qu'une patiente compilation des éditoriaux du *Temps* n'arrachait qu'avec peine aux morsures de la retraite, d'Adrien Thierry qu'un dévouement beau-familial — il s'évertuait à sauver la fortune d'Henry de Rothschild — conduisit à monter en épingle ses « services de guerre » à Bucarest, d'Érik Labonne, diplomate réservé, mais géologue sans retenue, de Coulondre qui s'en fut, sagement, planter ses choux dans le Comtat Venaissin, de Georges Picot qui, renouvelant le geste de Clemenceau, s'était improvisé maire du 18^e arrondissement et y fit de la bonne besogne de M. de Peretti délia Rocca, auteur d'un curieux et passionnant *Journal de la capitale sous l'occupation*.

Les ambassadeurs en exercice n'offraient pas de moindres agréments. Nul ne dira, jamais assez, le désintéressement avec lequel Léon Bérard, cet honnête homme de l'humanisme, abandonna les coteaux ensoleillés du Béarn, pour rejoindre une pauvre loge au Vatican. François Piétri apprit l'espagnol en six semaines et rendit à la France d'inappréciables services à Madrid. Bergery offrait l'image de l'ambassadeur inattendu. Ses valises qui s'entr'ouvrirent, à grand fracas, sur le ballast d'une voie bulgare, ne contenaient pas de plus grandes richesses que celles dont son esprit paradoxal et vif, son impertinence à facettes, ses réflexes de joueur de poker répandaient les trésors avec libéralité sur l'asphalte de Vichy. Saint-Quentin [245] promenait sa sagesse de lustrine de Washington à Rio, avec le même profit pour la France. La Baume, que Paul Reynaud avait nommé à Madrid, et que Laval fit revenir, trop brusquement, de Berne, offrit, en Espagne, comme en Suisse, l'image des plus hautes qualités de probité intellectuelle et de rayonnement familial. Jules Henry, qui fut, pendant tant d'années, l'indispensable collaborateur de nos représentants aux États-Unis, trouva, en 1941, à Ankara, au sein d'une ambassade déchirée, et dans de cruelles souffrances, la mort d'un grand Français à son poste. Je ne parlerai pas de Louis de Robien...

*

* *

Nous n'eûmes, à Vichy, que peu de visites d'hommes de lettres. La pensée française boudait-elle le gouvernement du Maréchal ? On l'a dit. Je n'en suis pas si sûr, au moins dans les débuts. Mais Paris avait, dès le mois d'octobre, retrouvé ses têtes les plus brillantes, et les « ausweis » se faisaient rares. Ni Malraux, ni Aragon, que nous aimions, ne songeaient, encore, au maquis. Et nous ignorions jusqu'au nom de Paul Éluard...

Il nous vint, quand même, une bonne quinzaine d'académiciens : plus du tiers de l'effectif. Ils s'arrêtaient à Vichy, pour y saluer l'un des leurs, le plus illustre. J'ai gardé le souvenir d'un déjeuner bien amusant, où Paul Valéry, l'introducteur du Maréchal sous la Coupole, se plaignait des empiétements de la « verdure » (ainsi désignait-il les Allemands), de l'insuffisance des rutabagas et, pour n'en point perdre l'habitude, de ses embarras d'argent. Le Maréchal, d'humeur enjouée, lui donnait la réplique.

Maurras n'était point invité, ce jour-là. Il vint plus tard, une fois ou deux, toujours avec discrétion et comme en s'excusant. Le Maréchal l'aimait bien, et, connaissant sa surdité, lui parlait, la bouche contre le front. Maurras feignait d'entendre et recourait, en répondant, à la même mimique. Car le Maréchal, par galanterie, laissait deviner une demi-surdité. Ainsi commencé, le dialogue ne manquait ni de drôlerie, ni de saveur.

Jérôme Tharaud rappelait, en notre compagnie, ses souvenirs sur Vienne et sur Péguy. Colonel de réserve, Paul Hazard semblait [246] oublier qu'il avait dirigé, deux ans plus tôt, les services de l'Information. Henry Bordeaux rapportait au Maréchal d'apaisantes certitudes sur le loyalisme des populations savoyardes. Georges Lecomte Émile Mâle, Louis Madelin ne parurent qu'au cours d'un seul repas.

Abel Bonnard s'invita, pour la première fois, en avril 1941. Je fis en sorte de ne point lui être présenté. Tout, en sa personne m'indisposait et jusqu'à ces relents d'un esprit méphitique, qu'une voix d'eunuque semblait extraire d'un coffre pourri. Le Maréchal, d'ailleurs, n'aimait pas Bonnard. Il n'ignorait rien de son fiel, ni de ses bassesses. Et lorsqu'en février 1941, l'amiral Darlan lui parla, pour la première fois, de l'auteur de VAmilié, comme d'un possible ministre de l'instruction publique, le Maréchal fit la grimace. Il marqua, d'emblée, ses

préférences pour Jérôme Carcopino. Pierre Laval, quelques mois plus tard, triomphait plus aisément des répugnances du Chef de l'État...

Pierre Benoit, qui ne trouvait pas, dans nos guinguettes, l'occasion de renouveler le Déjeuner de Sousceyrac, ne s'arrêta que vingt-quatre heures à Vichy. Cette ville de dyspeptiques l'attristait. Il m'en fit la confidence, dans un demi-soupir, et me rappela d'amusants souvenirs du Liban et des Landes.

André Chaumeix, replié sur Royat, avec la Revue des Deux Mondes — dont le modeste local affichait la couleur saumon — abandonnait de temps à autre, ses amis du Conseil d'État ou ses partenaires de la « Marquise de Sévigné », pour nous faire de petites visites. Charmant homme, gai, vivant, affable, plein de sagesse et de courage, dont la conversation était un véritable régal. Le Maréchal le tenait en particulière amitié.

Louis Gillet, à notre grand regret, bénéficiait de moindres faveurs. Le Maréchal n'aimait ni son regard, ni sa voix, s'offusquait de certaines de ses remarques et ne le retenait que rarement à sa table. Il commit même, vis-à-vis de Gillet, une véritable incorrection, le jour de la revue navale de Toulon. Nous étions, sur le *Strasbourg*, les invités de l'amiral de Laborde. Oublié, le malheureux Gillet ne déjeuna qu'au carré des « *midships* ». Je m'en excusai vivement, auprès de lui. Il eut la bonne grâce de ne pas se plaindre et me marqua, par la suite une constante amitié.

[247]

Le duc de Broglie, qui figurait, dit-on, dans l'opposition, nous fit, un soir, à la table de l'Hôtel du Parc, un merveilleux récit de ses premières années de marin. Il préféra ne point parler des mérites de l'« Ordre moral »...

Mais l'enfant chéri de la maison était Joseph de Pesquidoux. C'est au Maréchal, très épris de son *Livre de Raison*, que Pesquidoux devait son élection à l'Académie. Il lui manifestait un attachement touchant et poussait, parfois, la louange au-delà des limites raisonnables. Pesquidoux siégeait au Conseil national. Il prit une part active au découpage des futures provinces. La sienne — la nôtre — ne fut pas oubliée et je découvris un jour, avec émotion, dans ses cartons, le tracé net et vigoureux de la région de « l'Adour et des Gaves » (Gascogne,

Béarn et Pays basque). Nous nous rendîmes, le 31 août 1941, à l'issue du voyage à Auch dans la belle propriété des Pesquidoux, au Houga d'Armagnac.

Avec le Maréchal les académiciens parlaient de l'Académie. Ils en parlaient d'autant plus volontiers, que la mort de Lavedan, la mort de Bergson, de Prévost, d'Estaunié, d'Émile Picard, bientôt celles du maréchal Franchet d'Esperey et du cardinal Baudrillart, multipliaient les fauteuils vacants. Fallait-il combler les vides ? À ceux qui le lui conseillaient, le Maréchal répondait, invariablement, que l'heure des élections n'avait pas encore sonné. Qu'attendait-il ? Le scrutin lui paraissait-il aussi détestable sous la Coupole que dans les comices ? Craignait-il que la petite « minorité de gauche », qui se réunissait tous les jeudis, à l'Institut, autour de Duhamel et de Mauriac fit campagne en faveur d'adversaires du gouvernement ? Le danger restait mince. Le Maréchal semblait, surtout, redouter que les difficultés de communication entre les deux zones ne permissent point d'atteindre le quorum. Il appréhendait, aussi, que de nouvelles candidatures prissent, avec sa présence au pouvoir, le caractère et la couleur de candidatures officielles. Il repoussait, en somme, pour les lettres françaises, les « affiches blanches » de la recommandation. Mais sa vraie pensée était ailleurs. Il n'admettait pas que, dans la maison de Richelieu, des élections pussent se dérouler sous le regard de l'occupant...

[248]

Et pourtant, quelques ambitions se manifestèrent. Jacques Chevalier, commentateur de Bergson, fit acte de candidature au fauteuil du philosophe. Le Maréchal l'en blâma. François Piétri, le duc de Lévis-Mirepoix, Bernard Fay, Firmin Roz, ne décourageaient pas leurs partisans. Mais le Maréchal semblait distrait. Il ne promit sa voix, pour le lendemain de la guerre, et de façon fort évasive, qu'à Lucien Romier, à Jérôme Carcopino, à Henri Massis, dont les chances passaient, déjà, pour sérieuses avant la tourmente. Je le surpris, un soir, dressant la maquette d'un éloge de Montesquieu, qu'il comptait prononcer à la séance de rentrée des Cinq Académies... La libération de Paris, la Seine roulant ses flots d'or et de boue sous les fenêtres mazarines, un fauteuil sans crêpe et sans écharpe, ces images troublent-elles, encore, dans l'île vendéenne, la sérénité d'un prisonnier ?...



Nimbé de lumière, la tête haute, le regard doux et voilé, Jean Giraudoux demeurait notre hôte. Je me suis longtemps demandé ce qu'il faisait à Vichy, où la médiocrité du décor et la banalité des propos devaient, sûrement, l'attrister. On m'apprit qu'il était « du pays ». Son frère, médecin à Cusset, présidait, à deux kilomètres du Parc, la Légion française des combattants. Vers la fin de juillet 1941, Giraudoux vint me porter un magnifique morceau de sa façon, un « discours » adressé aux légionnaires de Cusset, pour le premier anniversaire de leur section. J'en fus aussi surpris qu'émerveillé, tant l'« argument » me paraissait étranger aux préoccupations de l'auteur, tant la prose était superbe. Chose plus étonnante encore, Giraudoux me marqua le plaisir qu'il aurait à voir ce discours publié par la Revue des Deux Mondes. « Portez-le donc à Chaumeix, lui dis-je. — Non, je le connais peu. J'aurais préféré que l'initiative vînt de vous. » Ainsi fut-il fait. Je ne sais si le texte parut. Il était du meilleur Giraudoux.

D'autres soucis retenaient, d'ailleurs, l'attention du créateur d'Ondine. Il avait fondé, avec Le Corbusier et Pierrefeu une « Ligue de l'urbanisme » et souhaitait que nous renouvelions à ses [249] côtés, le visage bâti de la France. Le projet ne manquait pas d'audace. Il fallait transformer, de fond en comble, l'habitat des campagnes, planter, le long des rivières, des villes d'aluminium ou de mica, tirer du verre et de la matière plastique de durables effets. Je m'y serais peut-être dévoué, comme au plus grand œuvre de notre âge, si le temps ne nous eût manqué, pour passer de l'épure aux devis.

En séjour chez son ami Valéry-Larbaud, malade à Vichy, Léon-Paul Fargue s'en vint trouver le Maréchal. Il lui remit un exemplaire du *Piéton de Paris*, avec cette dédicace : « Hommage d'un vieil arbuste à un jeune chêne. » Le Maréchal s'en montra très flatté.

Alphonse de Châteaubriant, Jacques Ghardonne et Bernard Grasset portèrent, de bonne heure, le mauvais visage de la collaboration. Nous ne les recevions qu'avec réserve. Châteaubriant me laissa l'impression d'un illuminé, d'un imagier distrait, perdu dans ses rêves. Il manquait l'heure du train, oubliait son porte-monnaie dans un taxi, nous suppliait de régler son chauffeur. Tout cela, avec une parfaite bonne grâce ; une dignité de gentilhomme égaré. Il était peut-être sincère. Mais quel

contraste entre les fugues de ce chouan détrempe, de ce gobiniste extatique, et les campagnes ignobles de la Gerbe ! Chardonne nous donnait le sentiment d'avoir conclu un pacte lucide avec le diable. Il s'expliquait trop, se justifiait mal. Quant à Grasset, qui n'osait se prévaloir d'une telle stabilité, il avait, tout simplement, ouvert, dans la nuit, la mauvaise porte...

Je crois avoir, déjà, parlé de l'agaçant thuriféraire que fut René Benjamin. Tout ce que disait et faisait le Maréchal lui semblait sacré, même lorsque, d'évidence, le Maréchal se trompait. Il s'irritait de nos réserves, les mettait au compte de je ne sais quelle dépravation démocratique ou sorbonnarde. Je le priaï, en novembre 1941, de faire jouer la très forte influence dont il disposait sur le Maréchal, pour sauver le général Weygand, dont le renvoi d'Alger paraissait décidé. Je ne découvris, sous les lorgnons de Benjamin, que le regard froid de deux yeux gris.

Bernard Fay était, lui aussi, l'un des familiers de l'Hôtel du Parc. Il s'exprimait avec une courtoisie désespérante et semblait frappé d'une sorte d'atonie du cœur. Son étonnante érudition faisait l'admiration du Maréchal, qui lui lâchait trop volontiers la bride. À la table [250] du Chef de l'État, Fay feignait, d'ailleurs, de ne s'intéresser qu'aux problèmes américains. Mais nous le savions mordu d'une solide ambition. Il désirait, en fait, remplacer Carcopino à l'Éducation nationale et multipliait, à l'adresse de son chef, ces traits d'aigreur ou de perfidie, qu'un visage, spirituel et gras, de chartiste bien nourri rendait plus déplaisants encore.

René Gillouin, dont m'éloigna, trop vite, une brouille regrettable, comptait, également, parmi les confidents du Maréchal. Il venait le voir, tous les vendredis, vers cinq heures, l'aidait à composer certains messages et lui soumettait les résultats d'un tour d'horizon, qu'il accomplissait dans les milieux les plus divers de la « capitale ». Tour d'horizon souvent fructueux, où brillaient, en lettres vives, les réactions du Corps diplomatique, les remarques des philosophes et des penseurs. L'influence de Gillouin sur le Maréchal fut très forte, et toujours très heureuse sur le plan de la politique étrangère. Mais il s'en exagéra les mérites, le jour où il crut devoir écrire au bâtonnier Payen, qu'il avait été « le seul à dire la vérité au Maréchal ». Nous étions, à la vérité, des centaines...

Saint-Exupéry vint me voir à Vichy, vers la fin de l'automne 1940, et me pria de l'aider à gagner les États-Unis. Je lui fis délivrer, aussitôt, les passeports nécessaires. Il m'en remercia vivement et m'autorisa à me servir de son nom, toutes les fois que je le jugerais utile, dans l'intérêt du Maréchal. Je ne fus pas peu surpris d'apprendre, un an plus tard, par la comtesse de V..., que Saint-Exupéry me tenait rigueur d'avoir usé de cette autorisation. Il s'engageait, de toute évidence, dans l'opposition. Sa mort magnifique m'interdit de prolonger l'expression d'un regret, donné pendant trois ans à cet oubli de mémoire...

Jouvet, lui aussi, vint me voir, avant de franchir l'Océan. Il souhaitait mettre le cap sur l'Argentine. Nous parlâmes longuement de son théâtre et des difficultés au milieu desquelles se débattait, en Suisse, la pauvre Ludmilla Pitoëff. La physionomie immobile, le ton saccadé de Jouvet ne trahissaient aucun fléchissement de la scène à la ville. Je me suis beaucoup amusé de la représentation qu'il me donna, de sa chaise, dans mon modeste bureau, comme de celle que m'offrit, un an plus tard, Sacha Guitry...

[251]

Sacha portait au Maréchal une boîte de soldats de plomb, ou, plutôt, de personnages historiques en miniature. Il l'ouvrit sous mes yeux, démaillottant et soupesant les riches figurines, se livrant, à leur propos, aux raccourcis les plus étourdissants. Mais la politique, bientôt, s'en mêla et les manchettes de linon fin ponctuèrent, au bord de la table, une étonnante dialectique. « Pourquoi ne dites-vous pas au Maréchal qu'il a tort de maltraiter, ainsi, la presse parisienne ? Nous sommes de pauvres journalistes. Nous avons besoin d'encouragements. On ne nous offre que des verges ! ». J'eus beaucoup de peine à faire comprendre à l'auteur du Mot de Cambronne que ladite presse nous semblait avoir dépassé les bornes de l'ignominie, et que nous trouvions le Maréchal trop indulgent, encore, à son égard...

Je ne citerai que pour mémoire les visites de M. Faral, administrateur du Collège de France, des professeurs Thiébaud et Dunoyer de la Faculté des Sciences, de François Le Grix, de François Perroux, de Jean Vignaud, président de la Société des gens de lettres, et de son presque homonyme, Jean Vigneau, l'excellent éditeur de Marseille.

Cortot s'était installé, à demeure, à Vichy. On chuchotait, sur ses rapports avec les occupants, d'assez pauvres histoires, qu'il eut le tort

de ne pas démentir aussitôt. Jacques Thibaud se montrait plus réservé. Il affectait même, dans l'intimité, une germanophobie de bon aloi. Quant à Reynaldo Hahn, né, selon ses dires, au Venezuela, d'un père colombien et d'une mère israélite, il s'évertuait à rassembler les preuves certaines de sa première communion. « La sacristie de Saint-Philippe du Roule les a, me disait-il, fort vilainement égarées. Ne pourriez-vous pas m'aider à les retrouver ? » Quelle drôlerie, quel pittoresque, quel feu roulant d'anecdotes et de bons mots !

Une visite de M. Lehmann, l'ancien administrateur du Châtelet, m'a laissé d'agréables souvenirs. Vaudoyer ne passa que quelques jours à Vichy, au milieu de la troupe du Théâtre Français, où nous admirâmes, dans une comédie de Marivaux, la délicieuse Mlle Casadesus. Serge Lifar exécuta, en l'honneur du Maréchal, deux ou trois de ses sauts les plus célèbres, sur la scène du Théâtre municipal. Il les renouvela, dans les couloirs mêmes de l'Hôtel du Parc, à la grande stupeur de l'excellent Brochier, l'ancien huissier de l'Élysée...

[252]

Alexis Carrel vint voir deux fois le Maréchal. Il en obtint quelques encouragements et se lança dans la création de l'*Institut de l'Homme*. Carrel nous fascinait par la pénétration de son regard, par son exceptionnelle culture, par l'aisance quasi sportive de ses réparties. Fut-il, comme on l'a prétendu plus tard, un admirateur de l'Axe ? Représentait-il, aux côtés de Lindbergh et de Charles Bedaux (celui-là, collaborateur notoire), l'un des piliers de cette « synergie » internationale, où l'Allemagne tenta de recruter, de l'autre côté de l'eau, des sympathisants et des Alliés ? J'en doute beaucoup... Anthropologue et mystique, l'une des gloires de la science française, Carrel, qui mourut de façon tragique n'aura, sans doute, été que la victime d'aveugles représailles.

Henri Massis publiait, à Vichy, la *Revue universelle*. Je le voyais souvent, toujours avec le même plaisir. Son dévouement à la personne du Maréchal était aussi noble qu'éclairé. Massis avait, pour nous, l'auréole de ses deux guerres, son talent d'écrivain, une aptitude peu commune à déceler, sous l'offensive « personnaliste » de certains dominicains, d'assez sordides appétits d'influence. Jacques Maritain, dont j'avais suivi, jadis, les cours à Stanislas, faisait, souvent, l'objet de nos entretiens. « Comme il est curieux, lui disais-je, que vous et lui,

tous deux parrains d'Ernest Psichari, ayiez pris place dans des camps aussi opposés. — Maritain, me répondait-il, a toujours eu une vocation d'ambassadeur. Il s'est cru, de bonne foi, le délégué naturel de la "pensée libre" aux États-Unis. Sa femme l'y a d'ailleurs beaucoup poussé. Moi, je défends mon petit coin d'Occident. »

Massis me fit faire, un jour, la connaissance d'un jeune normalien, Pierre Boutang, qui m'enchantait par la profondeur de son jugement et par le rayonnement de sa pensée. J'aimerais savoir ce qu'est devenu ce brillant sujet de nos écoles, l'un des espoirs, à coup sûr, de la nouvelle génération.

Un autre espoir, plus que confirmé, d'ailleurs, mais dont je ne pus prendre qu'une insuffisante mesure, était Thierry Maulnier. Drôle de corps, mince, dégingandé, une tête d'intellectuel fasciste ou communiste, avec de grands yeux noirs brûlant d'intelligence. Thierry Maulnier rédigeait, à l'époque, de petits bulletins militaires à l'Action française. Il demeurait le disciple de Maurras. Mais il prolongeait la [253] pensée de son maître de tout le regard profond d'un homme de sa génération. À l'affaire Dreyfus comme au coup d'Agadir, thèmes un peu naphthalines, il préférait l'explication des « mythes » contemporains. Thierry Maulnier avait rompu, deux ans plus tôt, comme Gaxotte, avec l'indigne équipe de Je suis partout. L'homme de la terre de France prenait, chez lui, le pas sur l'homme de la rue d'Ulm. Andler, Lucien Herr, Brasillach, ces admirateurs — de gauche ou de droite — de la dialectique allemande, gisaient, à ses côtés, comme de pauvres pantins. Admirable Maulnier ! Comme j'aurais voulu voir se prolonger les quelques heures qu'il m'accorda. Comme j'aurais aimé relire les quelques notes, brèves et denses, qu'il me laissa.

*
* *

L'armée fut, dans les premières semaines de Vichy, l'élément le plus remuant de la nation. Trop de raisons expliquaient le déploiement des galons, l'affairement des uniformes. L'armistice, c'était encore la guerre, et, par mi les hommes de guerre, le plus éminent c'était, tout de même, le Maréchal. Mais, que d'abus l'on commit en son nom ! Nous faillîmes succomber sous le poids de s circulaires, des réquisitions, des affectations, de tout ce que l'élément militaire sait introduire de sommaire et de décousu dans la gestion des affaires publiques.

L'expérience du commandement des subdivisions, superposées aux sous-préfectures, ne dura, fort heureusement, qu'assez peu. Je m'employai, de mon mieux, à faire remettre à leur place les colonels administrateurs de territoires, comme à liquider la fâcheuse pratique des « ordres de mission ». Mais l'armée disposait d'un secteur qu'elle ne lâcha pas : l'« auscultation du moral de la nation » par les « écoutes téléphoniques ». Je n'ai jamais rien vu de plus plat, de plus niais, de plus écœurant, que cette exploitation systématique de la confiance ou de la distraction. Un État peut avoir besoin, à certains moments, d'une police politique, d'une « centrale » de renseignements, d'un cabinet noir. Ce sont, là, les exigences des périodes troublées. Mais comment ne pas confier de tels services à des civils évolués ? Comment ne pas tenter de distinguer les renseignements [254] militaires, indispensables à l'état-major, pour la préparation d'une revanche, des renseignements politiques, que les militaires, ignorants, pour la plupart, de tout ce qui touche à la politique, sont incapables d'interpréter ?

Tentaient-ils, seulement, de les interpréter ? Ils se contentaient, le plus souvent, de les capter, de les diffuser. Mais ils le faisaient sans art, sans tact, sans discernement. Je recevais, sur mon bureau, les comptes rendus de conversations dépourvues d'intérêt entre des diamantaires du Var, des marchands de bestiaux du Lot ou des ecclésiastiques de Tarn-et-Garonne. Un soir, une lettre de Maurois, basement interceptée, tomba même sur ma table. Mais, dans le même moment, mes propres coups de téléphone à ma mère, à mes frères, à mes proches, se voyaient reproduits sur des fiches « ultra-secrètes », adressées au ministère de l'Intérieur ou à la Légion des combattants. C'était du beau travail ! On eût souhaité répandre le trouble, semer la confusion, entretenir la division dans les esprits, que l'on ne s'y fût pas mieux pris. J'eus l'occasion d'en exprimer ma surprise et mon indignation au chef du service, un analphabète à cinq galons. Il m'écouta, impassible, et rédiciva. Jamais je ne pus obtenir son remplacement, ou son départ. Quel était, donc, le secret de l'inamovibilité de ces automates puérils et nuisibles ?

Le Maréchal, à qui, parfois, j'en parlais, me répondait : « Je les connais mieux que vous. Ils sont incorrigibles. Mais vous n'aurez jamais leur peau. L'armée est une grande famille. »

J'eus, au moins, l'avantage de faire écarter des réunions du Conseil des ministres, où il s'était imperceptiblement glissé, un autre muet du

sérait, le colonel S..., dont la carrière s'était agrémentée de deux ou trois intermèdes civils, dans une affaire de publicité. L'utilisation sur le plan gouvernemental des mérites de ce personnage me semblait relever de la schizophrénie. Le colonel S... était, sans doute, un brave homme, un bon militaire. Mais ses schémas d'un « Centre national d'information et de propagande », gonflés d'accolades et de parenthèses, auraient rendu des points aux fantaisies synoptiques d'un enfant de sept ans...

Un jour, un lieutenant-colonel de hussards, ganté de clair et botté de neuf, vint se mettre à ma disposition. Il me confia, *scherzo* [255] *voce*, qu'il avait accompli, cinq ou six ans avant la guerre, un stage de teneur de carnet chez je ne sais quel agent de change. « Voulez-vous la succession de Bouthillier ? » lui demandai-je, à brûle-pourpoint. « Pas encore, me répondit-il, avec simplicité ; j'ai besoin de me perfectionner. »

C'est ainsi que le colonel C..., homme juste et droit, et, de surcroît modeste, mais qui avait conservé, dans les hauts postes de l'Air, les habitudes et l'accent d'un « métallo », se crut, de bonne foi, autorisé à tenir l'emploi de conseiller du Maréchal, dans la préparation de la Charte du Travail. Le colonel de V..., ancien Chef du cabinet militaire d'un récent Président du Conseil, réclamait, chaque semaine, une nouvelle préfecture, avec la douce obstination d'un technicien. Quant au colonel du S..., dont les ronds de jambe n'ont jamais impressionné que les armoires à glace, il s'orientait, allègrement, vers la radio coloniale. Il n'y réussit, d'ailleurs, qu'assez mal...

J'étais excédé de ces vocations de complément, de ces candidatures de « spécialistes », et ma fureur iconoclaste me fit, souvent, passer pour antimilitariste. Comment aurais-je pu l'être, élevé, comme je l'ai été, au sein d'une de ces familles de province, où dès leur plus jeune âge, les enfants s'orientent vers Saint-Cyr et Navale, où l'on considère qu'il n'est pas de plus grand honneur que de porter les armes, où les « morts à l'ennemi » se comptent par dizaines ? L'armée remplit, toujours, à mes yeux, la fonction la plus haute, la plus noble. Mais, à la faire servir à d'autres tâches, on risque de la discréditer et de paralyser la marche des affaires publiques.

Aussi n'en accueillai-je qu'avec plus de joie les militaires vraiment militaires, ceux qui ne se souciaient pas de jouer aux civils, dont la seule

préoccupation était de faire leur métier, et de le bien faire, de se renseigner sur les dispositions de l'ennemi, de préparer l'armée secrète...

Parmi eux, de remarquables officiers du 2^e Bureau : Mierry, Bissy, L'Épine, Desazars, Bary, Simon, Lambilly, d'Esneval, Stehlin, Virieu, Moraillon, Bailly, dont beaucoup, depuis, sont morts à l'ennemi. De magnifiques coloniaux, aussi, comme Dagnan et Salel...

*
* *

[256]

Mais la table de l'Hôtel du Parc nous réservait d'autres spectacles. Les grands chefs des deux guerres s'y succédaient. Nous n'y vîmes ni le maréchal Franchet d'Esperey, ni le général de Castelnau, l'un et l'autre fort âgés, et vis-à-vis de qui l'indifférence du Maréchal m'apparut, souvent, bien coupable. Mais Debeney, qui mourut, depuis, si tristement, Duffieux, à qui l'on confia des tâches indignes de son talent, Le Rond, toujours vif et fringant qui semblait administrer, encore, la Haute-Silésie, Serrigny, spirituel et persuasif, dont les saillies jaillissaient comme d'un geyser, Nollet, déjà fort impotent et très découragé, Brissaud-Desmaillet, dont la conversation mélangeait, en un affreux sabir, le cor alpin, le colonialisme et le jargon de la rue de Valois, Andlauer, Lejoindre...

Et, parmi ceux de la dernière guerre: le général Georges, blessé par les oustachis en 1934, neutralisé par Gamelin en 1939, découronné par la défaite en 1940, qui semblait monter, encore, un douloureux calvaire ; le général Bineau, qui fut major-général en 1939 et glissa brusquement dans l'oubli ; le général Hering, alsacien fidèle, cœur de bronze ; le général Frère, l'ancien chef de Saint- Gyr, qui répandait, autour de lui, une si magnifique aura de noblesse et de sympathie ; la plus belle figure, peut-être, de cette guerre; le général Olry, vainqueur des Italiens sur les Alpes ; le général Wateau, avoué dans le civil, as de l'aviation en 1917, et juge à Riom ; le général Daille, qui ramena, de Suisse, le 45e corps d'armée et dont l'érudition littéraire se nourrissait aux meilleures sources ; le général Petiet, haute stature et large monocle, qui présidait avec tant de distinction la Commission de révision des croix de guerre et que ses dons d'intuition auraient désigné pour une grande ambassade ; le général Juin, dont nul n'envisageait,

alors, le brillant destin, mais qui partageait nos repas avec tant de simplicité...

Je garde, encore, un excellent souvenir des généraux Picquendar, Lacaille, Caldayrou, Bougrain, Lahoule, de Bellefon, de la pétulance endiablée du général de Beauchesne, de l'activité discrète du général Verdier, de la sagesse adroite et pleine de sel du général Revers. Mais, que d'agacements nous valait le pauvre général François, lorsqu'il déployait, sur la table du Maréchal, le « tableau d'opérations » de la Légion en Afrique du Nord ! Tel ukase de son premier bureau, qui [257] refusait aux femmes de légionnaires le droit de se promener jambes nues (en Algérie), nous donnait la mesure de ses talents de législateur. Brave homme, au demeurant, mais d'esprit très étroit, le général François fut, avec deux ou trois « brigadiers », de ceux qui, par leur zèle intempestif, contribuèrent, le plus sûrement, au discrédit de la Légion.

*
* *

L'influence des femmes se fit, à Vichy, très discrète. Mme Gaston Doumergue n'y vint que deux ou trois fois, pour se plaindre au Maréchal de l'état d'abandon d'une petite voie ferrée, qui desservait Toumefeuille. Mme Clémentel nous intéressa au sanatorium, qu'elle avait fondé dans le Puy-de-Dôme, en souvenir de son mari. Mme Jacques Bainville, pénétrait, avec autorité, dans nos bureaux. Elle cherchait à « caser » son fils Hervé et finit, à notre désespoir, par mettre Laval dans son jeu. Nous aperçûmes Mmes Octave Homberg, André Corthis, et Marguerite Long. Louise Weiss vint me faire deux charmantes visites, à son retour des États-Unis.

La centralisation de beaucoup d'œuvres, à Vichy, nous donna l'occasion d'y rencontrer des femmes de grand cœur : Milles de Robien, de Préval, Ségolène de Wendel, Mme Louis Archdeacon, la vicomtesse de Curel, Mme de Villiers de la Noue, sœur de Guynemer. Une Américaine, grande amie de la France, Mme Corrigan, s'y multipliait en faveur de notre enfance déficiente...

*
* *

Le spectacle de la rue nous permettait d'apercevoir, presque côte à côte, Louis Marin, impassible et réservé, Jacquinet mal remis de ses

blessures et traînant, sur l'asphalte, son amertume de lorrain, le chanoine Muller, très éprouvé par l'exode, la blanche chevelure de Jacques Péricard, vice-président de la Légion, qui tomba, trois ans plus tard, sous les balles allemandes, la pourpre du Cardinal Gerlier, la silhouette sautillante de Stanislas de La Rochefoucauld, l'étemel œillet de Max Shoop, président de l'« *American Club* », la longue [258] gandoura du vizir El Mokri, la face émerillonnée, congestive, du Cheik Tajeddine — que nous renvoyâmes en Syrie et qui s'y déclara, tout de suite, notre ennemi — la haute stature du chanoine Polimann, la taille minuscule de M. Marcel Régnier. M. Le Provost de Launav y semblait égaré, comme entre deux mauvais tournois d'épée. Et M. de Warren poursuivait, lentement, son rêve transsaharien. Pour les exilés que nous étions, la vieille maison de la « Compagnie fermière », où Georges Bagnies recevait ses hôtes avec tant de gentillesse, demeurait le vrai centre d'accueil, de réconfort...

[259]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre XI

POLITIQUE INTÉRIEURE

[Retour à la table des matières](#)

Jamais, le mot de Péguy. « Tout commence en mystique, tout finit en politique » ne m'est apparu plus vrai — plus tragiquement significatif aussi — que dans le cas de l'expérience du Maréchal. Jamais, peut-être, cette impuissance à se soustraire aux attraits, comme aux vertiges de sa propre « révélation », cette ignorance presque séraphique des intérêts et des passions n'auront été payées d'une chute plus icarienne, que celle qui frappa le Chef de l'État, dans sa tentative de survol des positions politiques françaises. Je ne puis m'empêcher de sourire, un peu tristement, en associant au nom du Maréchal ces deux mots de « politique intérieure », qu'il n'employait presque jamais, dont il ne possédait qu'une perception très faible, mais qui auront pesé, d'un poids si lourd, dans la balance de son destin...

Pouvait-il y avoir, au reste, une politique intérieure, à Vichy ? Pouvait-on parler de politique intérieure, au sein d'un régime né de l'armistice, accueilli, d'abord, comme le moindre mal, accepté, même, avec faveur, en la personne de son Chef, mais qui, privé d'une liberté qu'il ne pouvait, dès lors, déléguer, gouvernant en dehors de l'opinion et, bientôt, contre elle, se voyait, presque malgré lui, contraint de refuser le moindre jeu aux forces affectives du pays ?

Pouvait-on parler, surtout, de la politique intérieure d'un Chef de l'État, qui n'entendait rien à la « géographie représentative », aux

positions électorales, à la structure des partis, qui répudiait même, de toutes ses forces, le régime parlementaire, qui ne considérait la République que comme une toile de fond, ses propres [260] ministres comme des experts, et qui, porteur d'un message, dont il at tendait noblement le salut de la France, ne comptait, pour le propager, que sur la hiérarchie des pouvoirs, le zèle de l'administration, la bonne volonté générale ?

Il ne pouvait, de toute évidence, y avoir, à Vichy, de politique intérieure, au sens ordinaire du mot dans les régimes démocratiques. Il ne pouvait y avoir, davantage, de « politique intérieure dirigée » — comme dans les régimes fascistes — puisque la pensée totalitaire, repoussée, dès le principe, par le Maréchal, ne fit son apparition, sur les bords de l'Allier, qu'avec Déat et Damand, au début de 1944.

Mais, entre les aspirations confuses vers le bien, que laissait apparaître un paternalisme plus politique, encore, que social et les réactions diffuses de la masse, subjuguée d'abord, puis reprise, en sous-main, par ses anciens guides, reconquise, enfin, par l'espoir de la libération, des interférences devaient se produire, des mésententes s'accroître, des compromis plus ou moins durables s'établir. C'est ce qu'en jouant, un peu, sur les mots, l'on pourrait appeler la politique intérieure de Vichy...

Une politique moins autocratique, moins réactionnaire, moins dédaigneuse des réflexes populaires que l'on s'est plu, parfois, à l'imaginer. Une politique qui sombra, même, le plus souvent, parce qu'elle doutait de son propre rayonnement, parce qu'elle n'avait qu'une confiance limitée dans l'efficacité de ses moyens, parce que, faisant appel à l'unanimité, elle ne découvrait, en dépit d'incessants sondages, ni sa majorité, ni son opposition. Une politique de timides, qui craignent le contact des foules et ne peuvent, pourtant, se passer de l'assentissement populaire.

Aussi bien, n'est-on, jamais, plus tenté d'interroger l'opinion, de présumer le sens de ses réponses, de lui accorder de symboliques satisfactions, que lorsqu'on se défie d'elle, ou qu'on lui refuse le droit de s'exprimer librement. Il n'est pas de sphinx, dont on ne s'efforce, plus avidement, de débrouiller les énigmes ; de sphinx plus aveugle, de sphinx plus caressé. Ce jeu de « colin-maillard » avec l'opinion s'est joué, sous mon regard, pendant toute la durée de mon séjour à Vichy.

Le bandeau, d'abord, ne recouvrit que les yeux : les [261] lèvres murmuraient, encore, des paroles d'amour. Puis le bandeau tomba sur les lèvres, libérant les yeux : ce furent les débuts de la Résistance.

Je n'ai connu que la période du bandeau sur les yeux, d'un bandeau léger, que traversait l'éclatante lumière du prestige du Maréchal. Mais cette lumière, déjà, baissait. Et l'opinion, frustrée des jeux, dont elle s'était si longtemps nourrie, commençait d'accomplir, entre les pierres du tunnel, cette marche à tâtons, où le vertige, très vite, la saisirait...

*
* *

Je ne puis parler, ici, que de la politique intérieure en zone libre, en pays de « demi-libertés, la seule que j'aie vraiment suivie, la seule, dont les indices m'apparaissent, à distance, comme encore révélateurs. De la politique intérieure en zone occupée, je crois qu'il vaudrait mieux ne point évoquer l'image. Opposition larvée à l'occupant, campagnes de collaboration de la presse asservie, toute-puissance administrative des préfets, de préfets soumis, eux-mêmes, au contrôle de l'ennemi, disparition des vieux chefs parlementaires, résurrection souvent factice d'associations d'anciens combattants, mêlée bruyante, convulsive, des « partis autorisés », de partis à la solde de l'Allemagne, il n'y avait vraiment pas, là, les éléments d'une politique intérieure. Ou ce n'étaient que feux follets sur la pierre d'un sépulcre...

La zone libre avait, pour elle les apparences, les « phénomènes », comme disait, encore, sous l'Empire, l'excellent M. Cousin. Et leur ombre mouvante suffisait à répandre l'illusion de la vie. Horace et Lucrèce se sont, sur ce sujet, fortement exprimés... Familiers de la caverne, peut-être prêtons-nous trop d'attention à ce théâtre de marionnettes. Aux tireurs de ficelles, aussi. Et, nommément, aux ministres de l'Intérieur. Nous avons tort. Définirait-on la politique intérieure de Vichy, en ne s'en tenant qu'à la psychologie des premiers rôles, en opposant Peyrouton à Marquet, Pucheu à Darlan, comme l'on opposait, jadis, Constans à Floquet ou Tardieu à Chautemps ? Ce serait faire trop bon marché de la lourdeur d'un temps, [262] où les hommes ne comptaient guère, où les instructions ministérielles se perdaient dans les sables, où les circuits téléphoniques se voyaient mystérieusement interrompus. Ce serait négliger, surtout, la masse énorme de remous,

d'actions et de réactions, provoquées par des mesures d'exception ou par la mise au point d'institutions nouvelles.

Les unes et les autres ne furent, d'ailleurs, pas immédiates. J'ai, même, conservé, de cet automne 1940, le souvenir d'une étonnante période de calme. Le Parlement, en se donnant un congé presque définitif, s'offrait le luxe d'une lente euthanasie. Les hommes politiques rentraient chez eux, à la façon de simples réfugiés. Ils y rentraient la tête basse, moins lourde encore du poids de leur dernier vote que du fardeau de leurs responsabilités passées.

C'était, au reste, pour cette Chambre de 1936, une singulière fortune, que de se dissoudre progressivement dans l'oubli, de ne point céder la place à quelque'une de ces assemblées conservatrices, que les paysans de France élisent, toujours, au lendemain des grandes épreuves nationales. M. Vincent Auriol pouvait, en regagnant Muret, se flatter d'avoir voté contre la dictature ; il ne recueillait que l'adhésion des bas estaminets. Un silence feutré, mais supportable, se faisait autour des grandes vedettes. Un silence que ne troublèrent ni les cris de vengeance des « ultras », comme en 1815, ni le réveil des espérances légitimistes, comme en 1871, ni, même, le bruit de fanfare d'une Chambre bleu-horizon, comme en 1919. Tout rentrait, à la fois, dans l'ordre et dans le calme. Et la frénésie institutionnelle de Raphaël Alibert ne déroulait ses premières volutes qu'autour d'objets trop généraux pour émouvoir l'opinion. À l'espoir du redressement, à la joie d'une union cimentée par l'épreuve, le pays détendait, sur une table rase, ses membres endoloris. Le Maréchal « régnait » ; ses ministres délibéraient ; les préfets se mettaient à l'ouvrage.

Des préfets, qui, pour la plupart, appartenaient aux anciens cadres, car l'épuration se fit douce, à ses débuts. Des préfets qui pour la plupart, avaient payé de leur personne et dont on ne se souciait pas de savoir s'ils avaient été, comme Hontebeyrie les hommes de Chautemps, ou comme Cabouat les hommes de Chéron [263] puisqu'ils revenaient du champ de bataille avec des palmes et des blessures...

Un sang nouveau, sans doute, méritait de s'infuser dans le vieil organisme. Et les préfets de la « carrière » se virent doublés de quelques militaires : Bach, Marion, Vallin ; de quelques marins aussi : Bard, de Belot, Tracou ; de membres du Conseil d'État ou de l'inspection des finances : Ripert, Donati, Chéneau de Leyritz, Roger-Machart. Mais le

département du Rhône était confié au préfet du Finistère, Angeli, qui avait montré, pendant l'invasion, un grand courage à Quimper. Et Marseille passait au préfet du Bas-Rhin, M. Viguié, déporté, pendant quelques semaines, en plein pays de Bade. On ne demandait pas aux préfets s'ils avaient été de trop bons républicains. On ne s'inquiétait pas de savoir s'ils le restaient encore. On les priait, seulement, de donner l'exemple aux autres Français. Le Maréchal se fit, même, un devoir de les interroger, un à un, lors de leur passage à Vichy. Il les vit tous. Tous ceux de la zone libre et, plus tard, tous ceux de la zone occupée. Je les voyais, moi-même, et j'ai gardé de ces entretiens, le plus vivant souvenir.

Une loi, cependant — la loi du 17 juillet 1940 — prise le surlendemain de mon arrivée à Vichy, et que l'on eût la faiblesse de laisser, trop longtemps, en vigueur, suspendit sur la tête du personnel administratif une assez lourde menace. Tout fonctionnaire, tout magistrat, tout agent civil ou militaire de l'État, pouvait, sur le seul rapport de son ministre, se voir écarté de son poste et jeté dans une retraite prématurée. Le gouvernement n'usa de cette arme qu'avec modération. Mais bien des dévouements trouvèrent leur origine dans la crainte de ne point plaire. J'aurais préféré que l'on pût n'attribuer qu'au plus spontané des élans cette soif de bien faire, qui donna tant d'impulsion au redressement français de 1940 et permit à la France, six mois à peine après la défaite de ses armes, de reprendre une place honorable dans le monde.

Les premières semaines qui suivirent l'armistice se déroulèrent sans qu'aucun frisson vînt altérer la moire de ce beau lac. Dans l'immense courrier, qui s'accumulait sur la table du Maréchal — plus de 1200 lettres par jour, dont les deux tiers réclamaient, déjà, le retour des prisonniers — aucune plainte ne s'élevait contre l'ordre intérieur. [264] Nous apprenions, de temps à autre, quelque arrestation arbitraire, celle de Pomaret notamment, qu'aucune raison ne justifiait, ou quelque internement sans objet : Montel, Jacques Moutet. Nous nous doutions bien que tout n'allait pas pour le mieux dans les grands camps de concentration de Gurs, d'Argelès, de Saint-Sulpice-Lapointe, de Fort-Barraux ou de Sisteron. Nous nous préoccupions, même, d'obtenir la libération d'un certain nombre de syndicalistes, arrêtés à tort pendant la guerre, et que les militaires distinguaient mal des excitateurs ou des espions. Mais nous sentions le pays éloigné de toute agitation véritable,

les partis politiques en sommeil, les meneurs déçus, les communistes, eux-mêmes, plus attentifs aux silences de Moscou qu'à l'institution d'un ordre, dont, seule, la faible rigueur les eût, peut-être, étonnés...

L'entrevue de Montoire, suscita, pour la première fois, quelques protestations et le contrecoup de la journée parisienne du 11 novembre se fit, nettement, sentir en zone libre. C'est à partir du 25 novembre que je reçus, à chaque courrier, une lettre anonyme, aux gros caractères bleus soulignés de rouge, destinée d'ailleurs, aux ministres, et d'inspiration spécifiquement gaulliste. Dès le 1er décembre, quelques feuilles socialistes, hostiles au Maréchal, nous étaient signalées dans les Pyrénées-Orientales, dans la Haute-Garonne et dans le Var. Mais le coup du 13 décembre était salué par des milliers d'adresses de félicitations et de loyalisme...

Dans l'intervalle, et sans manifester autrement son souci d'épuration que par une première législation antijuive, blessante et maladroite, Vichy montait, de toutes pièces, une institution nouvelle, la Légion française des combattants.

*
* *

C'est à Xavier Vallat, député de l'Ardèche et grand blessé de l'autre guerre, que le Maréchal confia le soin de mettre sur pied la Légion. J'ai toujours eu, pour l'honnêteté intellectuelle de Vallat, le plus profond respect. Mais je me suis, souvent, demandé s'il avait bien mesuré la portée de l'œuvre qu'il entreprenait. Réunir, en un même faisceau, les anciens combattants de l'autre guerre, que la [265] politique avait séparés, que l'échec de leurs revendications ne cessait d'affaiblir, pouvait déjà paraître d'un périlleux dessein. Leur adjoindre des combattants de la dernière guerre, que plus de vingt ans d'âge éloignaient de leurs aînés, risquait d'ébranler l'apparente cohésion de l'ensemble. Mais réserver aux légionnaires la garde d'honneur, et, si l'on peut dire, la garde prétorienne du nouveau régime, appeler des hommes, que rien de commun n'unissait, sinon le souvenir de lointaines épreuves, à jouer dans la nation un rôle prépondérant, me paraissait relever de la plus dangereuse conception.

À vrai dire, Vallat n'en apercevait pas les prolongements. Homme de sa génération, de la génération du feu, il ne souhaitait que rassembler les « poilus de 14 » en une cohorte de braves, où les médailles

militaires, les bérets basques, les chairs mutilées, les drapeaux d'amicales régimentaires s'inclineraient en tout endroit, devant le vainqueur de Verdun. Il cédait au rêve d'un rassemblement des purs, des purs grisonnants, des purs inoffensifs. Leurs chefs seraient choisis parmi ces élites départementales, courageuses, désintéressées, prêtes au sacrifice, que les progrès de la démagogie avaient frustrées, depuis vingt ans, de toute influence véritable. Des paysans, de petits bourgeois, des prêtres, peu d'ouvriers, quelques fils de famille, des éclopés du suffrage direct ou du suffrage restreint. La vieille garde, la bonne couche aussi... Mais le mot même de Légion m'inquiétait.

J'ai, toujours, redouté les abstractions, les cristallisations, autour d'un terme trop rude, des plus confuses nébuleuses d'idées ou de sentiments. Je craignais que, derrière le rempart de vieilles poitrines, trop d'ambitions jeunes, avides, se frayassent un chemin vers l'aventure. L'absence de sens politique de la plupart des légionnaires, le vague de leur programme, l'intolérance, aussi, qui se manifeste chez les âmes les plus pieuses, dès que leur idéal paraît être mis en cause, me donnaient de grandes préoccupations. Il eût été logique d'utiliser, dans le cadre d'un suffrage, les réflexes réparateurs de la masse française. Mais, puisque ce suffrage se révélait impossible, il devenait dangereux d'aligner de bonnes âmes en brochette, de les laisser frémir sous l'étincelle, d'en faire les cibles trop faciles de futurs jeux de massacre...

Je m'en ouvris à Vallat, qui tenta d'apaiser mes inquiétudes, au Maréchal qui parut n'attacher à l'institution qu'une médiocre importance. [266] « Nous courons à l'État légionnaire » lui confiai-je un jour. — Que voulez-vous dire par là ? — Je veux dire que le Parti unique, dont vous avez brûlé les ailes, risque de renaître de ses cendres, et de façon fort imprévue, sous le béret de vos meilleurs fidèles. — Allons, allons ! — Mais, oui. Que des chefs ambitieux, se révèlent parmi eux, que la soif du pouvoir les entraîne et nous serons empoisonnés par une série de petits maîtres, de tyranneaux de village, peut-être même de ministres légionnaires. Ils donneront à votre expérience le caractère d'un fascisme larvé. — Ils en sont bien incapables. Et d'ailleurs, toute modestie mise à part, l'État c'est, encore, moi ! » Le Maréchal, par ses boutades, décourageait toute discussion sérieuse...

Je me mis, alors, au travail et conçus l'idée d'un Comité de rassemblement pour la Révolution nationale (le terme était, d'ailleurs,

mal choisi), qui grouperait, non point les cœurs, mais les esprits, qui accueillerait les représentants de toutes les forces spirituelles, de tous les partis politiques du pays. C'était — je le reconnais aujourd'hui — un autre rêve : le rêve pluraliste. C'était, en l'absence d'élections, n'affirmer la prééminence des diversités françaises, que pour faire courir ces diversités le risque de s'épuiser en se desséchant. C'était aménager, à l'avance, un bien mauvais herbier...

Mais le désir de faire échec à la Légion m'inspirait le plus beau zèle. Et je réussis, sans trop de peine, à composer la liste du Comité. Elle comprenait des noms très différents et, pour la plupart, déjà connus. Des parlementaires : Aulois, Vallentin, Vallin, Tixier-Vignancourt, Dommange, Roger Lefèvre ; un vice-président du Conseil municipal de Paris, mon vieil et magnifique ami Charles Trochu ; des représentants des jeunesses radicales (Sableau) et des jeunesses de l'Alliance démocratique (Morancé) ; de brillants outsiders : de Plas, Maux, Baruzi ; des agriculteurs : Leclerc, Ferté, Bizet, Caillol, Divanach ; de jeunes syndicalistes : Badinot, Bardelet, Bertron, Guerdan, Sérol, Cayrol ; de véritables apôtres sociaux : Robert Garric, Dary, des Scouts, de Paillerets des patronages de France, Moncelle, de la JOC, Dumas de la SNCF...

La liste semblait honorable. Mais l'« ours » serait-il bien accueilli ? Le Maréchal semblait distrait, Flandin indifférent. Je pris, tout [267] de même, mon courage à deux mains et réunis un beau matin — le 2 février 1941 — dans l'une des salles du « Thermal », les plus solides espoirs de cette constellation nouvelle. Je me trouvai, à ma grande surprise, en face d'une soixantaine de visages, dont le plus grand nombre m'étaient inconnus. Deux ou trois invités avaient emmené, chacun, une dizaine d'amis. Et ces amis, membres, pour la plupart, du PPF, donnaient à l'assemblée une inquiétante allure. Atmosphère de club, revanche immodérée du droit de parole, fièvre déjà montante des invectives et des scrutins, tous ces mauvais traits m'apparurent avec la vitesse de l'éclair...

François Valentin, prié de monter à la tribune, tenta d'y faire prévaloir l'antériorité des droits de la Légion. Il fut mal accueilli et me marqua son étonnement de voir renaître, six mois, à peine, après le départ des Chambres, les plus fâcheuses coutumes de l'arène parlementaire. Un officier de cavalerie, envoyé par le Maréchal en observateur discret, le bon colonel Chapuis, se voila très vite la face et

fit à son Chef un rapport pessimiste. Le général Laure, dont l'âme mystique devait trouver, plus tard, dans les réunions légionnaires, un beau terrain d'apostolat, s'imagina qu'en « torpillant » la Légion nous voulions ressusciter la République maçonnante et athée. Bref, ce fut une belle levée de boucliers contre l'institution nouvelle.

Quelle place, au demeurant, confier au Comité dans la hiérarchie naissante du régime ? La place d'une Chambre basse, opposée à la Chambre haute, à ce Conseil national, récemment désigné, sorte de Sénat conservateur, où foisonnaient les élites ? C'eût été créer, avant toute réforme constitutionnelle, deux assemblées consultatives, deux assemblées nommées et non élues. Il n'y fallait pas songer. Une commission d'études ? C'était bien mince, bien modeste pour ces jeunes lionceaux, que torturait, déjà, la soif de l'interpellation.

À vrai dire, j'avais, par crainte du totalitarisme légionnaire, lâché la bride à des forces obscures, prêtes à secouer, sans ménagement, les colonnes du régime. L'esprit de démagogie l'emportait, déjà, sur l'esprit constructif. L'esprit de compétition aussi. Et cette compétition se manifesta, dès le premier jour, entre le PSF et le PPF, entre les troupes de la Rocque et les troupes de Doriot. On [268] eût dit que dans le sommeil des anciens partis, seuls, les mouvements récents avaient le droit d'aligner leurs effectifs, de faire donner leurs trompes. Tixier-Vignancourt suscitait, à chaque instant, de nouvelles candidatures doriotistes, que Vallin tentait d'équilibrer, par la présentation d'anciens lieutenants du Colonel...

Dans l'intervalle, le Maréchal réclamait des explications. Il eut, avec Tixier-Vignancourt et Vallin — un moment réconciliés dans leur commune aversion pour la Légion — deux entretiens sans grand résultat. Visiblement, François Valentin, parlementaire, cependant, et de la meilleure souche, l'emportait au bénéfice de la Légion. Il fallut, au bout de quelques semaines, cesser de réunir les membres du comité, et plier bagages...

C'était un échec ; un échec personnel, un échec général aussi, dont je mesurai la gravité. La voie restait libre pour la Légion, qui commença dans le pays une active campagne et qui ne devait trouver, plus tard, en face d'elle, que les représentants locaux de la « Propagande », anciens PPF pour la plupart, anciens camarades de Marion, nettement orientés vers la collaboration...

*
* *

Le Conseil National procédait d'une tout autre pensée. Il fut l'œuvre, presque exclusive, de Pierre-Etienne Flandin. « Le Maréchal nous dit-il un jour, manque de contacts avec l'opinion. On lui prêtera, tôt ou tard, des intentions très différentes des siennes et le coup d'État du 13 décembre risquera, même, d'apparaître comme une manœuvre réactionnaire, comme un pronunciamiento accompli en dehors de toute légalité. Il ne faut pas laisser s'accréditer l'idée que le pouvoir personnel est, désormais, sans limites. Compensons l'élimination trop brutale de Laval par la nomination d'une assemblée consultative. » La plupart des ministres firent écho à la réflexion de « Pierre-Étienne » et l'on se mit rapidement à l'ouvrage.

En huit ou dix jours, les listes étaient au point : cent-quatre-vingt-cinq conseillers, dont quatre-vingt-dix parlementaires environ. [269] Darlan, Bouthillier, l'amiral Femet en revisèrent les noms avec soin. Le Maréchal faisait la moue. Trop de députés ! En fait, la proportion n'était pas choquante. Ce qui pouvait choquer davantage, c'était la part faite aux membres de l'ancienne Alliance démocratique (groupe auquel appartenait Flandin), et, parmi ces membres, aux amis les plus intimes de l'ancien Président du Conseil.

Quant aux non-parlementaires, ils avaient été choisis avec éclectisme : présidents de Chambres de commerce ou d'agriculture, propriétaires fonciers, syndicalistes, historiens et savants, pères de familles nombreuses. Il y avait, là, toutes les têtes de file de l'élite française.

Les listes parurent, sans qu'aucun des futurs membres ait été pressenti. Ils acceptèrent tous, cependant, et la plupart avec reconnaissance. L'opinion s'étonna de quelques choix: Frot, l'ancien ministre du 6 février, Doriot, Georges Claude que l'on devinait acquis à la collaboration. Mais elle fit, dans l'ensemble, bon accueil aux nouveaux venus. La note aigre ne fut donnée que par la presse parisienne, Déat en tête, qui reprochait au Maréchal d'avoir appelé, à ses côtés, des « anglophiles et des gaullistes ». Déat, il est vrai, n'était pas du Conseil national. Mais le général de La Laurencie y trouvait une atténuation provisoire à ses amertumes de décembre.

Les désignations s'étaient faites de la façon la plus large. De Paul Faure, vice-président d'un cabinet de Front populaire, à Le Cour-Grandmaison, président de la Fédération catholique, les parlementaires y représentaient, en nuances diverses, plus des trois quarts de l'ancien hémicycle. Un député socialiste, Thivrier — le fils de l'« homme à la blouse » — qui avait voté contre le Maréchal le 10 juillet, s'y voyait appelé aux côtés du sénateur Boivin-Champeaux, dont le rapport avait été, le même jour, si favorable à la thèse de la délégation des pouvoirs.

Parmi les parlementaires, des noms marquants : Albert Paulin, socialiste lui aussi et vice-président de la Chambre, Bergery, Chichery, président du groupe parlementaire du parti radical, Georges Bonnet, Mallarmé, Morin, Fourcade, Léon Bérard, Jacques Bardoux, Valadier, de Courtois, Maulion. Beaucoup d'hommes de gauche. Je doute que [270] le gouvernement d'« ordre moral » du maréchal de Mac-Mahon se fût montré aussi libéral. L'Alsace, elle-même, n'était pas oubliée. Un artisan de Mulhouse, élu député en 1939, M. Féga, la représentait...

Qu'allait-on faire de tous ces hommes ? Nous rêvions d'une Assemblée consultative, que l'on eût réunie trois ou quatre fois par an, et qui, sans gêner l'exécutif, sans même avoir à voter le budget, eût pu donner, de temps à autre, ses avis au gouvernement. Nous avions, même, envisagé que le Conseil national tiendrait ses assises à Lyon, capitale de l'esprit public en zone libre, et qu'escorté d'un peloton de cuirassiers, le Maréchal viendrait en présider la séance d'ouverture.

Nous avons sous-estimé les réflexes du Chef de l'État. Le décret de nomination lui fut arraché sans trop de peine. Mais, dès qu'il s'agit de prévoir la rémunération des Conseillers nationaux (égale en principe à celle des conseillers d'État) et d'envisager leur réunion, dans le grand amphithéâtre de l'Université lyonnaise, le visage du Maréchal se rembrunit. « Vous m'avez fait nommer quatre-vingt-dix parlementaires, nous dit-il, presque tous discrédités. Vous voulez les payer. Vous entendez les réunir à grand orchestre. Vous ne songez, en somme, qu'à reconstituer, dans mon dos, la Chambre d'autrefois. Je n'en veux à aucun prix ! Pas de traitement. Pas de séance inaugurale. De petites commissions de quinze à vingt membres, se réunissant successivement à Vichy, pour une période de sept ou huit jours, et convoquées pour un objet déterminé: les Provinces, la Constitution, la Famille. Sinon, j'abroge la loi. »

C'était, non seulement, rafraîchir le zèle des nouveaux venus, mais enterrer, pratiquement, l'institution.

En fait, le Conseil national se réunit par commissions, comme le souhaitait le Maréchal, et tel était encore le prestige du Chef de l'État, que le fractionnement de ce nouveau corps n'empêcha pas ses membres de se rendre, bien sagement, à Vichy, toutes les fois qu'ils y furent conviés, Ils n'y recevaient qu'une légère allocation, à peine accrue du montant de leurs frais de voyage. Ils ne se distinguaient que par un insigne assez modeste. Mais ils siégeaient avec un grand sérieux et leurs travaux sur la famille, sur la jeunesse, sur l'organisation de [271] la région parisienne, conservés par le secrétariat de l'amiral Fernet, mériteront, j'en suis sûr, d'être considérés comme d'intelligents témoignages des préoccupations de l'époque.

Le Maréchal assistait, souvent, à ces Comités et je l'y accompagnais généralement. Il aimait à se faire présenter les membres de la commission, dont il retenait très rapidement les noms, à participer à leurs délibérations, à revoir leurs conclusions. Ses interventions mesurées et précises m'étonnaient par leur pertinence. Elles étonnaient, davantage encore, les Conseillers nationaux, ceux de province surtout, qui ne se faisaient du Chef de l'État qu'une image assez lointaine, et qu'une telle alacrité d'esprit ravissait.

L'une de ces séances atteignit, même, un certain degré de grandeur. Elle était consacrée aux « affaires générales » du pays. Le Maréchal crut l'occasion bien choisie, pour monter à la tribune et pour y définir sa position sur le problème des relations franco-allemandes. Il tenait à la main un cahier, où se trouvaient notés les huit ou dix articles d'un mémorandum, que nous avions rédigé quelques jours plus tôt, Rochat et moi, en vue de l'entretien de Saint-Florentin-Vergigny. Remis à Gøring le 1^{er} décembre 1941, ce mémorandum avait provoqué l'échec de l'entrevue. Le Maréchal lut les articles, d'une voix nette, et conclut en faisant ressortir la lourdeur des prélèvements allemands, l'impossibilité morale de toute collaboration hors de l'égalité des deux peuples, la nécessité de l'union des français, pour résister aux exigences de l'occupant. Toute la salle se leva et l'acclama. La plupart des conseillers, à qui la vérité était dite en face pour la première fois, avaient les larmes aux yeux. Seul, dans son coin, Abel Bonnard, qu'un ignoble rictus défigurait, donnait l'impression d'avoir avalé des couleuvres. J'ai toujours regretté que cette scène n'ait eu, pour théâtre, qu'une modeste

salle de conférence, au fond d'un casino, et pour témoins qu'une cinquantaine d'hommes. L'ovation, dans une assemblée, eût été indescriptible...

La composition du Conseil national se trouva quelque peu modifiée, au cours de l'automne 1941. André Siegfried nous fit, discrètement, savoir qu'hostile à la politique étrangère du gouvernement, il souhaitait n'être pas appelé à siéger dans les commissions. Ses [272] réserves furent comprises. Le cardinal Suhard estimait que la pourpre d'un Prince de l'Église se déploierait mal à propos sur les travées d'un collègue aussi restreint. Il fut remplacé par Mgr Beaussart, évêque auxiliaire de Paris. Eugène Frot vint me prier, très courtoisement, de faire agréer sa démission par le Maréchal. Il fut écouté.

J'ignore les raisons qui décidèrent du départ de L.-O. Frossard et de M. Ferrasson, l'ancien président de la Chambre de commerce de Paris. Mais MM. Ehlers, du syndicat des gens de mer, Gasnier-Duparc, maire de Saint-Malo et le général de La Laurencie qui s'étaient attirés, entre tant, les foudres de l'Amiral furent « démissionnés ». Quant à Pierre Béranger, député de l'Eure, il se voyait reprocher par le général Bergeret d'user de son nouveau titre, comme il l'eût fait de son mandat parlementaire, pour pénétrer avec trop d'assurance dans les bureaux du ministère de l'Air. On le remercia. Marcel Boussac fut sacrifié à je ne sais quelle vague de pudeur « antiturfiste » ; le docteur Rougier, MM. Beltrémieux et Ferdinand Morin, maire de Tours à d'assez sordides rancunes électorales. Seuls furent frappés, à ma demande, et pour leur attitude collaborationniste, MM. Cresp, Dumoulin et Rauzy...

Au total, une vingtaine de départs, que l'on combla par une vingtaine de nominations nouvelles. Quelques prisonniers de guerre libérés : Gignoux, l'ancien président de la CGP, qui avait fait, en 1940, une brillante campagne comme commandant de chars d'assaut, Amiaud, Bonvoisin, Hovœre et Sarraz-Boumet ; quelques sénateurs et députés : Pemot, Grouan, Duault, Mathé ; des maires de la banlieue parisienne : Fillon et Labeyrie ; des agriculteurs et des industriels : Roger Grand, Albert Dubosc et Vandendriesche ; trois syndicalistes : Roger Vitrac, Maurice Porreye et René Bard ; deux notabilités parisiennes : l'historien Pierre Champion et M. Lassalle, président de la Chambre de commerce de Paris.

Ces départs et ces rentrées ne firent, dans l'ensemble, que peu de bruit et le Conseil national poursuivit sa tâche dans le plus grand silence. Il siégeait, encore, en avril 1942, lorsque je quittai Vichy. Mais le retour de Laval sonna le glas de son destin. Les conseillers se dispersèrent. Je m'en voudrais de ne pas rendre hommage, ici, [273] au dévouement de ces hommes, avisés et modestes, qui travaillèrent, dans l'ombre, au relèvement de la France et dont beaucoup furent, par la suite, victimes d'une outrageante persécution.

*
* *

Ce rétrécissement de l'audience, qui limitait les contacts et paralysait l'effort, ne se manifesta pas, seulement, dans le « sectionnement » du Conseil national. Il prit, dès le début de 1941, une forme plus grave, encore, par la suppression des Conseils généraux. Ce fut là, en politique intérieure, la faute majeure. Yves Bouthillier en porte, dans une large mesure, la responsabilité.

Cet homme intelligent et cultivé, plein de foi dans l'avenir de la France, courageux en ses desseins, mais limité dans ses conceptions, avait pris, au cours de son long séjour au ministère des Finances, l'horreur des parlementaires présidents de conseils généraux et maîtres de la politique dans leur département. Il me citait, souvent, l'exemple de Léon Perrier dans l'Isère, de Chassaing dans le Puy-de-Dôme, de Monzie dans le Lot, de Palmade dans la Charente maritime. Autant d'obstacles, assurait-il, à la pénétration de la politique du Maréchal. Bouthillier souhaitait « écimer » les Conseils, les réduire au rôle d'un simple organe consultatif, les soumettre à la tutelle des préfets. Ainsi transportait-il sur le plan de l'organisation politique les préventions d'un haut fonctionnaire excédé. Ainsi s'engageait-il dans la voie d'une centralisation nouvelle, et bien au-delà des limites posées par la Constitution de l'An VIII. Ainsi tournions-nous le dos à tout essai de fédéralisme régional...

Flandin s'opposa, quelque temps, au projet. L'amiral Darlan et Peyrouton manifestèrent moins de résistance et Bouthillier finalement l'emporta. Il obtint qu'aux anciens conseils généraux l'on substituât de modestes « commissions administratives », d'un effectif maximum de neuf membres, dont trois ou quatre, seulement, proviendraient de l'ancienne représentation départementale. C'était brimer quatre cantons

sur cinq, éliminer de bons esprits, radicaux pour la plupart, qui ne demandaient qu'à suivre le Maréchal, faire une part trop large à d'anciens éléments conservateurs, et n'offrir [274] aux préfets qu'un noyau d'appui trop restreint, qu'ils n'auraient presque jamais la tentation de consulter. Ainsi s'amorçait une politique de stérilisation, de « décrochage », qui, plus que toute autre, conduisit à l'isolement politique et moral de Vichy...

La réforme municipale s'accomplit avec plus de circonspection. Peyrouton proposa au Maréchal l'adoption d'un régime différent pour les villes de plus de 2000 habitants et pour les simples communes rurales. Les premières verraient désignés leurs conseillers municipaux, leurs maires et leurs adjoints. Les secondes bénéficieraient, en principe, du maintien de l'élection. D'une élection qui pourrait, même, avoir lieu sans délai, puisque les mandats municipaux venaient à expiration en 1941.

Le Maréchal flaira un nouveau piège et demanda que les élections n'eussent lieu qu'après la signature de la paix. L'Amiral et Peyrouton s'inclinèrent. Mais le Maréchal ne se tint pas, encore, pour satisfait. « Va-t-on revenir aux vieilles luttes partisans ? — Peu probable, répondit en rêve l'Amiral. — Mais, mon ami, vous n'en savez rien. Ces passions-là sont très vivaces. Il faut absolument prévoir que les « campagnes municipales » ne porteront que sur un programme édilitaire ».

Peyrouton fit, tout de même, admettre que les maires des grandes villes pourraient être choisis parmi d'anciens maires élus. « Si vous le voulez, concéda le Maréchal. Mais transigeons ! J'accepte vos "élus" à la condition que chaque conseil de grande ville comporte, au moins, un père de famille nombreuse, un représentant de groupes professionnels, une femme spécialisée dans les œuvres d'assistance. »

C'était sans doute la sagesse. Mais je mesurai, par la pensée, tout le travail qu'allait donner à l'intérieur la mise en place des municipalités nouvelles, les luttes d'influences qu'elle provoquerait, la désaffection qui rejaillirait, tôt ou tard, sur les conseillers désignés. Nous ne faisons, en renforçant la tutelle de l'État, en revenant aux traditions du Second Empire, que rendre plus béant le « trou par en bas ».

Ce « trou par en bas » se révélerait, même, d'autant plus grave que certaines résistances, perçues dans l'appareil administratif et [275]

jusque dans l'opinion rurale, allaient donner, bientôt, le branle à de premières mesures d'épuration.

*
* *

Sur cette politique d'épuration, deux ou trois conseillers du Maréchal, développaient des vues parfois originales, mais, le plus souvent, modérées. L'épuration devait, à leur sens, se limiter à cinq ou six têtes par département. Elle frapperait, selon les cas, un conseiller général turbulent, un chef de division rétif, un inspecteur d'académie réfractaire — ou, plus simplement, le secrétaire de cet inspecteur d'académie, nabot généralement fielleux et bancal — tel ou tel vétérinaire congestif, tel ou tel directeur encombrant des Services agricoles ou des Contributions indirectes. En bref, les fortes têtes du département, les « esprits indurés » hostiles, par principe, à tout redressement entrepris sous la direction du Maréchal, et, qu'une mise à la retraite anticipée, un transfert discret dans une autre région ou, dans les cas graves, la suspension, ramèneraient, peut-être, à la sagesse.

Accomplie dans ces conditions, et portant sur quatre à cinq cents personnes, au maximum, l'épuration se fût, peut-être, révélée souple et rapide. Mais ce « forfait d'épuration », qui recueillit l'adhésion de la plupart des préfets, allait à l'encontre de ce que nous appelions faute de mieux, l'« esprit de fresque », la décapitation par séries, la suppression quasi généralisée d'opposants, moins directs que virtuels.

C'est l'éternelle loi des suspects. Au « péché contre l'esprit », qui servira plus tard de critère aux démocrates chrétiens, pour justifier l'élimination des « pétainistes », préluait, sous le gouvernement du Maréchal, la notion presque baudelairienne des « réprouvés » (gaullistes, juifs, francs-maçons). L'adoption de cette règle de conduite annonçait de grandes subversions idéologiques. Subversions qui porteront, parfois, sur des municipalités entières et blesseront, dans leur dignité, plusieurs milliers de citoyens. Ainsi vîmes-nous se succéder des dissolutions de conseils municipaux, des révocations de maires, des démissions d'office de conseillers généraux, prises, les unes et les autres, pour les motifs les plus divers. S'il ne s'était agi que de [276] fautes de gestion, d'abandons de poste, de fraudes alimentaires, de répartitions irrégulières de contingents d'essence ou de titres de rationnement — comme ce fut, parfois, le cas — nous nous serions

bornés à sourire. Mais l'« hostilité au Gouvernement, au Maréchal, à la Légion, à l'œuvre de rénovation ou de restauration nationale, l'esprit partisan, les propos défaitistes ou l'activité extrémiste » ne recouvraient, trop souvent, de leur équivoque langage, que d'autres délits, dont le moindre n'était pas de prêter une oreille complaisante à la radio de Londres. C'était montrer, bien imprudemment, le bout de l'oreille. Le Maréchal, lui-même, s'en plaignait. « M. de Fourtou, disait-il, n'aurait pas fait mieux. Mais Mac-Mahon avait déjà libéré le territoire ! » En attendant, les dégâts s'accumulaient... On eût dit que le gouvernement s'ingéniait à se créer des adversaires pour le plaisir, des adversaires qu'il laissait, d'ailleurs, en liberté, qu'il ne privait d'aucune ressource pécuniaire, mais qu'il rendait d'autant plus virulents, d'autant plus acharnés à la lutte, qu'ayant cru les dépouiller, par la suppression d'un mandat, de toute influence politique, il leur donnait, en les maintenant sur place, l'auréole gratuite du martyr...

Le Cabinet civil du Maréchal intervenait fréquemment, mais presque toujours trop tard, pour endiguer ce déluge de sanctions. Nous protestâmes, notamment, avec vivacité, contre les démissions d'office de Bastid, de Dreyfus-Schmidt, de Manceau. Nous ne fîmes rien, il est vrai, pour rendre leur écharpe municipale à MM. Geistdoerfer, Viollette — sous-préfet improvisé de Dreux, au début de l'occupation — Bruguier, Jammy-Schmidt (l'hippocampe) ou Blancho, ni pour restituer à leur activité départementale MM. Lisbonne, Camille Picard, Pierre Bloch, Léon Perrier, Marc Rucart et Ramadier. Mais Georges Nouvelle était, à notre demande, maintenu dans ses fonctions de maire de Chalon-sur-Saône ; Maës et Cadot retrouvaient leurs municipalités du Nord. C'étaient, là, pourtant, trois socialistes. Nous allions, même, jusqu'à exiger la réintégration de Morizet à Boulogne-Billancourt, de Bloud à Neuilly, de Sellier à Suresnes, de Lesesne à Saint-Ouen, d'Albertin à Béziers, de Le Gorgeu à Brest, tous, ou presque tous, adeptes résolus de l'ancien Front populaire. Mais, à peine reconstituée, cette toile de Pénélope se [277] défaisait sous nos yeux. Un colonial de l'entourage de Peyrouton, un marin du cabinet de l'Amiral avaient tôt fait d'accueillir de nouvelles plaintes contre un conseiller ou contre un maire, fraîchement réintégrés. Et le jeu de boules recommençait...

*

* *

C'est avec la destitution des fonctionnaires francs-maçons que l'esprit de proscription se révéla dans toute son ampleur. Parlons franc; nous n'aimions, ni les uns ni les autres, la franc-maçonnerie. Le Maréchal faisait, même, profession de la détester. « Un juif, disait-il, n'est jamais responsable de ses origines ; un franc-maçon l'est toujours de son choix. »

Le rôle joué par les sociétés de pensée dans les plus sombres, heures de la Révolution, le souvenir du combisme et des fiches, l'influence exercée par les loges dans les élections de 1924 et de 1932, les troubles compromissions de l'affaire Stavisky demeuraient, encore, présents à nos mémoires. Et ce n'était point par « cléricanisme », mais par souci d'hygiène civique, que nous souhaitions porter des coups à l'hydre aux mille têtes.

Mais, de quelle façon les porter?... L'obligation faite aux fonctionnaires de déclarer, sous serment, s'ils avaient ou non appartenu à la franc-maçonnerie et la gravité des peines attachées aux fausses déclarations nous avaient paru, en 1940, d'un suffisant exemple. — On pouvait et l'on devait s'en tenir là. En fait, ces déclarations furent presque toujours sincères, et l'on dut y regarder de très près, pour découvrir 357 cas de supercherie ou de maquillage.

Mais, deux ou trois hommes imprudents — qui avaient pris la tête de la croisade antimaçonnique, et qui voyaient se reconstituer, sous leurs yeux, le fichier des sociétés secrètes — qui l'eussent même reconstitué tout entier à Paris, si nous ne nous étions opposés à tout transfert de fiches de zone libre en la zone occupée — ne cessaient de recommander au Maréchal une action plus vigoureuse. L'amiral Darlan, dont les amitiés maçonniques ne devaient, pourtant, plus se compter, appuyait, parfois, leurs interventions.

[278]

Un décret de mars 1941 constata la nullité du *Grand-Orient* (29 000 cotisants), de la *Grande Loge de France* (13 000), de la *Grande Loge nationale indépendante*, de la *Fédération française du droit humain* et de la *Société théosophique*. On étendit, plus tard, cette nullité à la *Grande Loge mixte*, au *Rite ancien et primitif de Memphis Misraïm*, à la *Loge française de l'Ordre Universel et Indépendant des Béni Berith*, ainsi qu'à deux « chapelles » inattendues, l'Église catholique libérale et l'Église catholique gnostique. Un véritable pandémonium ! J'intervins,

de justesse, pour faire mettre hors de cause les membres du *Rotary*, dont l'affiliation à la franc-maçonnerie n'était qu'une assez pauvre fable, entretenue par de mauvais plaisants...

Cent mille membres au total, dont quarante-six mille payaient leur cotisation. Qu'allait-on faire de toutes ces troupes ? Publier les noms ? La tentation était forte et l'on n'y résista point. L'on s'autorisait, d'ailleurs, des règles de la « bonne guerre ». La franc-maçonnerie n'ayant dû le meilleur de son prestige qu'au plus épais de son secret, ne pouvait-on se flatter en divulguant ce secret, d'ébranler ce prestige. Il y avait, sans doute, les inconvénients de l'affichage, l'impossibilité pratique de « collationner » — en raison, surtout, des démissions ou des décès — des listes aussi vastes, quelques drames de famille à redouter (nous en perçûmes de douloureux), des commérages de ruelles, d'étages, de quartiers, des doigts trop facilement tendus... Et puis ? se répétait-on, si ce pilori léger, quasi vaudevillesque, n'apparaissait que comme la seule sanction donnée à tant de cheminements tortueux, à tant d'ambitions cupides, si les honneurs, souvent postiches, de carrières démesurées n'étaient payés que d'une risée de courte durée, fallait-il, vraiment, s'en émouvoir ?

L'on pouvait à la rigueur, épingle. Mais la faute, après avoir épinglé, eût été de griffer avec l'épingle. Cette faute fut commise. De nombreux intervenants, des militaires surtout (mais, chose curieuse, aucun ecclésiastique), vinrent représenter au Maréchal que la responsabilité des membres des sociétés secrètes avait été trop lourde, la dégradation du moral français trop évidente, pour que l'on pût se contenter de la « sanction par l'affichage ». Il [279] fallait s'engager plus avant dans la répression, interdire, à tout le moins, l'exercice de la fonction publique aux dignitaires de la franc-maçonnerie.

Qu'entendait-on, au juste, par dignitaires ? Ceux que l'on appelait les « officiers de loge », c'est-à-dire les titulaires d'un grade supérieur au troisième degré (les trois premiers étant apprenti, compagnon et maître) : tous ceux qui avaient rempli une fonction, même symbolique, dans un atelier. C'était la grande majorité. Ces officiers constituaient, non point les cadres (*Chevaliers Rose-Croix* ou *Kaddosh, Grand Écossais de la Voûte Sacrée, Souverain Prince du Royal Secret...*), mais l'infanterie lourde de la maçonnerie, et, pratiquement, les quatre cinquièmes de ses effectifs. Les punir équivalait à pratiquer des coupes sombres dans le personnel administratif français. Je m'opposai

vivement à la mesure, en développant un argument, qui me paraît, avec le recul du temps, n'avoir rien perdu de sa valeur. « Qui va-t-on punir ? Les fonctionnaires, les seuls sur lesquels l'État possède quelque prise, tandis que les industriels, les commerçants, les artisans, qui ont appartenu, jadis, à la franc-maçonnerie, n'en seront que pour leur courte gêne. Ceux-là ne seront pénalisés ni par l'amende, ni par l'impôt, ni même par le retrait des commandes de l'État. La mesure est, donc, souverainement injuste. Elle ne frappe qu'une catégorie de citoyens. Elle sera ressentie, cruellement, par tous les fonctionnaires, maçons ou non, et surtout par les petits fonctionnaires. Renoncez-y ! »

Ce raisonnement parut impressionner le Maréchal. Mais les « ultras » veillaient. Ils emportèrent, en cinq ou six jours, les derniers retranchements. J'en fus quitte pour dépêcher l'un de mes meilleurs adjoints, M. Lavagne, à la Commission de révision présidée par M. Amiaud-Bellavaud, en le priant de se prêter aux réintégrations les plus larges. De nombreuses demandes de dérogations furent ainsi accueillies. Mais la brèche, une trop large brèche, s'était injustement ouverte aux flancs de l'administration française...

Je regrette de ne pouvoir parler, longuement, ici, du problème juif. Les premiers décrets, qui frappèrent les israélites de France, furent pris, dans l'automne de 1940, à une époque, où je n'avais [280] pas encore accès au Conseil des ministres. Je ne les connus que par la presse. Les seuls souvenirs, qui m'en restent, tournent autour de deux ou trois points.

L'Allemagne ne fut pas à l'origine de la législation antijuive de Vichy. Cette législation fut, si j'ose dire, spontanée, autochtone. Et, loin d'accepter le reproche d'un « plagiat », le gouvernement tint à faire admettre que ces décrets, quelque cruels qu'ils apparussent, constituaient une sorte de contre-assurance et réserveraient aux israélites de zone libre (150 000 dont 140 000 repliés) un traitement privilégié, par rapport à leurs coreligionnaires de la zone nord (165 000). Homéopathie peu déterminante...

Le critère de distinction des juifs, fondé sur la « race » parut assez rapidement absurde. Quant à la faiblesse des réactions suscitées — en zone libre tout au moins, où l'étoile jaune fut considérée, par Alibert lui-même, comme une ignominie — par cette première législation d'exception, elle me sembla tirer surtout son origine d'une confusion,

peut-être entretenue, entre les israélites français de naissance (30 000 dans la Seine, en 1939) et les israélites étrangers, ou fraîchement naturalisés (80 000 dans le même département). Le problème juif ne se serait pas posé en France, au lendemain de l'armistice, si les vannes de l'immigration avaient été moins libéralement ouvertes depuis 1933...

Le Maréchal n'avait signé ces décrets qu'à contrecœur. Il les regretta très vite et fit l'impossible pour atténuer la rigueur du sort de ses nombreux amis juifs : MM. Helbronner, le colonel Stem, la baronne de L., la marquise de V. notamment. Une douzaine de hauts fonctionnaires, MM. Pierre Lion et Armand Mayer, entre autres, dont les services de guerre ou les titres scientifiques étaient connus de la France entière, furent, à sa demande, relevés immédiatement des interdictions visées par la loi du 3 octobre. Nous souhaitions, même, aller beaucoup plus loin et nous nous irritions de la lenteur, parfois même de la parcimonie, avec lesquelles le Conseil d'État, chargé de statuer sur les demandes de dérogation, se prêtait à cette œuvre d'élémentaire réparation. Entendait-il renchérir sur les sévérités du gouvernement ou voulait-il compromettre son œuvre ? Je reçus l'un des fils d'Édouard de Rothschild, dont l'attitude au feu [281] avait été très brillante et facilitai le départ d'une vingtaine d'israélites pour les États-Unis...

Mais il ne s'agissait, là, que d'interventions individuelles et, tandis que le Maréchal s'attachait à des situations particulières, la législation antijuive de Vichy accentuait, chaque jour, ses discriminations et ses ravages. La loi du 3 octobre 1940 n'avait interdit aux juifs que le pouvoir politique, les fonctions officielles. Celle du 20 décembre 1940 les écartait de toutes les fonctions publiques. Le 2 juin 1941, une nouvelle loi, fondée, celle-là, sur le « facteur religieux » instituait un *numerus clausus* pour le barreau, la médecine, les offices ministériels et, chose plus grave encore, pour les étudiants de nos universités. Elle restreignait l'accès des juifs à la propriété foncière et leur fermait toute une série de professions privées, même de celles où leur industrie s'était exercée, naguère, sans grand dommage pour la collectivité : courtiers de change, par exemple. Un recensement général fut, même, ordonné (« Celui d'Hérode ? » s'enquérissait à mi-voix le Maréchal) et l'UGIF — à laquelle tous les israélites de France se voyaient affiliés d'autorité — n'était fondée, que pour assurer une couverture financière aux

emprunts, que rendraient nécessaires les hystériques exigences de l'occupant.

Xavier Vallat qui dirigea, pendant sept ou huit mois, le Commissariat aux affaires juives, était, intellectuellement et moralement, le plus honnête homme du monde. Aucun sectarisme ne l'animait. Il n'eût jamais fait égorger un agneau. Mais la rigueur logique, l'esprit de synthèse l'entraînèrent trop loin. Et son ignorance des affaires administratives ne lui permit pas d'exercer un contrôle assez strict sur toute une série d'intellectuels plus ou moins désaxés, de professeurs en chômage, de militaires en bordée, d'escrocs et de ruffians — parmi lesquels se recrutèrent les administrateurs provisoires de beaucoup d'affaires juives — qui donnèrent à son service l'aspect d'une véritable sentine.

Notre tort fut de n'y point porter le fer rouge, de ne point exiger d'explications juridiques et comptables, de ne point protester contre les stupéfiantes désignations de certains bureaux ou de certaines directions (la direction de l'« aryansisation économique », par exemple), dont le nom, même, était comme une offense au génie français.

[282]

C'est de toute autre façon que se posait le problème de la répression des « menées gaullistes ». À vrai dire, cette répression, conduite par la police et consommée par les tribunaux, échappait à peu près entièrement au Maréchal. Elle fut, presque exclusivement, l'œuvre de Laval et de Darlan. Nous ne connaissions, en général, les jugements et les sanctions que lorsqu'ils étaient définitivement acquis.

Je protestai, un jour, contre les « dénationalisations » du général Leclerc et de René Plevén. Joseph Barthélémy m'opposa la loi ; une loi d'Alibert à laquelle il n'avait pris aucune part, mais qu'il se voyait, à son grand regret, contraint d'appliquer.

Quant aux tribunaux militaires, ils multipliaient, avec un déconcertant aveuglement, les condamnations à mort ou aux travaux forcés. Mais il ne s'agissait, fort heureusement, que de condamnations par contumace. Lorsque, d'aventure, un inculpé se trouvait appréhendé, la commutation de peine était accordée, sans grandes difficultés. C'est ainsi que nous obtînmes, le capitaine de Montalivet et moi, la grâce du lieutenant Hettier de Boislambert, membre, depuis, de l'Assemblée

consultative et qui ne dût, vraiment, sa vie, qu'à la clémence du Maréchal. Ces condamnations ne frappaient, en général, que des militaires : officiers ou soldats. Elles frappaient des actes de courage. C'est ce qui les rendit très vite odieuses. Mais les portes des prisons s'entrebâillaient parfois, pour Mendès-France notamment, et les geôliers distraits n'étaient que rarement punis.

Je ne crois pas qu'avant mon départ de Vichy, en avril 1942, le sang d'un seul « gaulliste » ait coulé, en zone libre, par la faute du gouvernement. Mais j'ai de bonnes raisons de penser que les colonels-instructeurs manquaient d'intelligence et d'humanité, que les marins-procureurs rivalisaient d'un zèle inepte, que le régime cellulaire était atroce et qu'aux yeux de beaucoup de Français le « système de Vichy » s'identifia, trop souvent, aux entreprises de tortionnaires qui n'en étaient que la repoussante caricature...

[283]

L'« épuration » terminée, le problème, l'éternel problème, se reposait toujours. Comment, au lendemain d'éliminations méthodiques, de sanctions généralisées, dans le silence des Chambres, dans le cimetière des Conseils généraux, face à l'opposition renaissante des campagnes, amorcer un embrayage direct du gouvernement sur l'opinion ? Comment se créer des amis, des correspondants, des clients ? Comment faire aimer un régime, qui ne montrait que ses arêtes de granit ? C'était, un peu, la quadrature du cercle...

Georges Bonnet et Mistler, qui déclinaient, pour leur part, toute intention de participer au pouvoir, mais qui regrettaient l'isolement du Maréchal, vinrent me voir, à plusieurs reprises, au cours des premiers mois de 1941. Ils me rappelèrent l'engagement pris par Laval, devant l'Assemblée nationale, de maintenir en fonction une sorte de Délégation permanente des deux commissions des Affaires étrangères et des Finances de la Chambre et du Sénat. Une soixantaine de membres, au total, dont les avis pourraient être utilement recueillis et qui jetteraient une « passerelle » entre le gouvernement et l'opinion.

Une dizaine de ces parlementaires figuraient, déjà, dans les rangs du Conseil national. Il eût été facile de compléter la représentation et de recourir, périodiquement, à ses bons offices. Mais le Maréchal, à qui j'en parlai, me répondit que l'engagement avait été pris à son insu, qu'il ne se sentait aucune envie de le ratifier, et que, d'ailleurs, le Comité

budgetaire présidé par M. Drouineau, et composé d'industriels et de financiers, suffirait amplement au contrôle des deniers publics.

« Mais les Affaires étrangères, Monsieur le Maréchal ? — Moins nous serons nombreux, pour nous en occuper, et mieux cela vaudra ! Je n'ai pas envie d'être mis en minorité, tous les soirs, par une sorte d'aréopage, où péroraient les plus mauvaises têtes d'autrefois. Vous souvenez-vous de ce personnage prétentieux et gourmé, qui s'appelait Henry Bérenger ? Nous n'avons besoin ni d'effets de tribune, ni d'intrigues de couloir. Cessez de vous attacher à ces formules périmées ! » Je n'insistai point. J'insistai d'autant moins que le Maréchal s'orientait, dans le même moment, vers la suppression de [284] l'indemnité parlementaire et ne faisait nul mystère de son désir de voir s'éloigner de Vichy les bureaux des deux Chambres. Son hostilité à l'endroit du Parlement s'accroissait, de jour en jour. Il fallait chercher la solution dans une autre voie...

J'essayai, alors, d'atteindre le Maréchal par son faible, en lui parlant des Provinces. Ne pourrait-on créer, au sein de ces provinces, des Conseils régionaux, qui enverraient des délégués à Vichy et demeureraient en contact avec la population rurale ? Ce serait réparer, sur un plan plus large, l'erreur commise par l'« atomisation » des Conseils généraux. L'idée ne déplaisait pas au Maréchal. Mais il s'interdisait d'anticiper sur la future Constitution, de prendre même hypothèque sur les conclusions des travaux du Conseil national au sujet des provinces. « Je ne m'oppose pas, en principe, à vos conseils. Mais notre premier soin doit être de désigner les futurs gouverneurs de provinces. »

Et, s'approchant d'un petit dossier jaune serin, qui contenait ses papiers les plus intimes, le Maréchal en retirait une liste de noms. « Charles Roux pour la Provence, François-Poncet pour le Dauphiné, Guébriant pour la Bretagne, Bardoux pour l'Auvergne, Léon Noël pour la Franche-Comté, Caziot pour le Berri, l'amiral Femet pour l'Ile-de-France, Pierre Mauriac pour la Guyenne, Surleau pour le Limousin, Terracher pour l'Alsace, Manuel Fourcade pour la Gascogne, Mistler pour le Languedoc, Boivin-Champeaux pour la Normandie », d'autres encore, dont je n'ai pas conservé le souvenir... « Qu'en pensez-vous ? — Vos choix me semblent bons, dans l'ensemble, Monsieur le Maréchal. Mais, tant que la ligne de démarcation, qui coupe une bonne moitié de vos futures provinces, n'aura pas été supprimée, vous ne

pourrez procéder à aucune nomination. — Et si nous procédions, tout de même, à un essai ? Pourquoi ne pas mettre sur pied le gouvernement de la Provence ?... Avec Aix, comme capitale, naturellement... »

Nous en restâmes là. L'institution, si nécessaire et, par certains côtés, si réussie, des Préfets régionaux, avec leurs doubles intendants de police et d'économie, donna, d'ailleurs, d'autres cours à nos méditations. C'est que les problèmes du ravitaillement, de la collecte, de la répartition l'emportaient, pour le moment, sur tous les autres et [285] qu'il fallait, d'abord, doter la France d'une souple armature de commandement...

Mais les Préfets régionaux ne s'occupaient, en fait, que d'administration. Et le problème « représentatif » n'avancé pas. Darlan quitta l'intérieur et ma longue brouille avec Pucheu ne me permit pas de convertir à mes idées le successeur de l'Amiral « place Beauvau ». Ce ne fut qu'en mars 1942 que j'obtins de plusieurs ministres, de Romier, de Bouthillier, de Moysset et, finalement, de Pucheu lui-même, l'institution de Conseils régionaux. On commençait d'en établir la liste, lorsque je dus quitter Vichy.

Le Maréchal se souciait moins, d'ailleurs, de l'opinion des campagnes — qu'il croyait tout acquise à sa personne et à ses doctrines — que de la fidélité des fonctionnaires. Gillouin lui avait mis dans la tête que certains de ses fonctionnaires le trahissaient. Il n'en démordait plus. Ainsi naquit, petit à petit, l'idée folle du serment. « Je les tiendrais, au moins, par la parole donnée », nous disait-il. Il se trompait...

Dans un vieux pays, rodé, comme le nôtre, par quinze régimes successifs, dans un pays où les chapelles politiques sont légion, où le pouvoir ne peut se maintenir qu'au prix d'un miracle constant d'équilibre, la notion du serment politique s'est nécessairement dégradée. Elle n'a plus gardé la fraîcheur, la pureté, qu'elle avait acquises, sous de vivantes dynasties. On prête, aujourd'hui, serment par conviction, ou par déférence, ou parce que l'on ne peut pas faire autrement. On ne se sent plus irrévocablement engagé, et les théologiens sont les premiers à réserver la part de la restriction mentale. L'intérêt supérieur de la patrie, que tant de Français se croient libres d'interpréter à leur guise, offre, d'ailleurs, un facile exutoire aux consciences troublées.

Nous n'entrions pas, à vrai dire, en juillet 1941, dans toutes ces distinctions. Et quand le Maréchal me parla, pour la première fois, du serment, je ne pensai pas le moins du monde à lui en déconseiller l'initiative. Non plus, d'ailleurs, qu'à l'encourager. Je me souvenais de la réponse du Chancelier Pasquier au jeune duc de Broglie : « Un serment politique ? Il est aussi ridicule de le refuser que de le demander ! », et s'il m'eût paru peu décent d'en rappeler le second [286] terme au Chef de l'État, je n'imaginai pas, un seul instant, que la mesure projetée pût soulever des houles. Ce serment, on le prêterait, comme on en avait prêté tant d'autres. Ce ne serait, sans doute, qu'une mesure pour rien, un coup d'épée dans l'eau. Et puis, après ! Nous avions d'autres soucis en tête...

Je ne comptais, à la vérité, ni sur les réflexes profonds du Maréchal, ni sur certaines pudeurs de l'opinion. Pour le Maréchal, le serment devait littéralement enchaîner à sa personne comme à ses actes tous ceux qui le lui prèteraient. Il serait le levain mystique, qui ferait fermenter la pâte, qui entraînerait vers un nouveau Sinaï (la pyramide du pouvoir !) les masses hésitantes. Il participerait de la fidélité au drapeau, de la foi jurée en la patrie, Il représenterait quelque chose de neuf, de décisif, d'irréfragable...

Et c'est, précisément, parce que cette notion s'imposait, avec la même force, à d'autres esprits que les difficultés surgirent. Il faut bien dire, d'ailleurs, qu'elles ne vinrent pas de la troupe des opposants : les fonctionnaires hostiles au Maréchal prêtèrent le serment sans sourciller. Les objections se manifestèrent, surtout, chez des âmes scrupuleuses, délicates, que l'ampleur de l'engagement offensait. Le pasteur Bœgner vint m'en dire un soir quelques mots. Il s'étonnait de mon scepticisme. « Je sors de chez le Maréchal, m'assura-t-il. Je lui ai demandé de substituer à la fidélité à sa personne la fidélité "pour tout ce qui concerne le bien public" ». Il m'a promis d'y réfléchir. Insistez auprès de lui, Montrez-lui que le serment inconditionnel l'amènerait à sa perte. » J'accomplis la démarche suggérée par le pasteur Bœgner et trouvai le Maréchal assez disposé à modifier la formule du serment. Que se passa-t-il par la suite ? En parla-t-il à ses ministres ? Subit-il de nouvelles influences ? Se laissa-t-il impressionner par le serment de fidélité, que la paysannerie française lui avait, spontanément, prêté le 7 mai ? Quoi qu'il en soit, il revint à sa première pensée...

Il y revint, même, avec force et voulut bientôt étendre l'obligation du serment aux magistrats, aux militaires, aux diplomates, aux professeurs, à toutes les catégories de fonctionnaires. Il n'enregistra que cinq ou six refus — MM. Didier, Blondeau, Arvengas, d'Hauteclouque, le général Wateau — de « belles consciences », assurait-il. [287] Mais il se montra fort satisfait de la prestation du serment des Préfets. La cérémonie, brillante d'ailleurs, eut lieu le 19 février 1942, dans la grande salle de l'Hôtel de Ville de Vichy. Pucheu, retour d'Alger, y prononça son meilleur discours. M. Caries, préfet régional du nord — un très grand fonctionnaire — lut, le premier, la formule du serment, que répétèrent, ensuite, tous les préfets de France. Le Maréchal parla, pertinemment, de l'autorité et de la discipline. L'amiral Darlan, pris de court, fit l'éloge de la corporation des pêches maritimes. Journée pleine de solennité, mais qui marquait l'entrée décisive et lourde du serment politique dans les rites du régime...

Du serment des fonctionnaires, l'on a souvent rapproché l'institution de la « francisque », à laquelle s'attachait, aussi, un serment de fidélité, et qui m'apparut, dès ses débuts, comme un monument de puérilité. On a voulu voir dans cet insigne, dont l'origine prétendument germanique a fait l'objet de tant de commentaires fantaisistes, un critère de sélection, un modèle de récompense, pour les bons serviteurs de l'« ordre nouveau ». La vérité fut beaucoup plus simple. Un officier de réserve, dessinateur de son métier et façonnier chez Van Cleef, le bon capitaine E..., s'essayait, dans les bureaux du docteur Ménétreil, à découvrir un motif ornemental, qui pût servir de thème aux armoiries du Chef de l'État. Au sein des pires catastrophes, il se trouve, toujours, de paisibles esprits pour taquiner l'encre de Chine et s'engager dans des fantaisies héraldiques. La chose en soi n'était pas grave. Mais le capitaine E..., en exhumant, de quelque vieux recueil, la double hache de la « francisque gallique », s'avisa de substituer au manche de l'arme le bâton de Maréchal et de dessiner, sur les tranchants, des cercles tricolores. Le Maréchal et le docteur Ménétreil, dont le goût ne fut jamais très sûr, s'extasièrent sur cette réussite. Et l'idée, très vite, prit corps de faire de cette image — qui contredisait, d'ailleurs, par son disparate aux règles de l'écu — le signe distinctif du ralliement au Maréchal.

Je m'élevai contre cette prétention, contre ce qu'elle avait surtout de vague et d'indéterminé. Que représenterait, au juste, cet insigne ? La

marque d'un ordre véritable ? C'était absurde, encore que le général Brécard, Grand Chancelier de la Légion d'honneur, se prêtât [288] à faire partie du « Conseil de la francisque ». L'emblème distinctif du service d'honneur d'une maison souveraine, le signe auquel l'on reconnaît les membres des cabinets civil et militaire du Chef de l'État ? C'était, à la rigueur, acceptable. Mais sans grande utilité, et sans lendemain. Le « bouton » d'un parti, comme le faisceau l'avait été pour beaucoup d'Italiens, comme l'était, encore, la croix gammée, pour les nationaux-socialistes ? C'était d'autant plus inadmissible, que le parti unique avait été repoussé en France, et qu'afficher, sous le regard de l'occupant, un emblème totalitaire eût été couronné d'une petite bassesse une bien grande naïveté.

Mais les Français ont le goût des écussons et les raisonnements les plus simples ne convainquent que rarement ceux qui veulent, d'abord, fleurir leur boutonnière. À mes objections, l'on répondait toujours : « Il faut que les fidèles du Maréchal puissent se compter. — Mais ils sont légion ! La France est, presque tout entière, derrière lui. En créant une petite caste d'« écussonnés », vous allez faire, d'un côté, des privilégiés, de l'autre des jaloux, sans compter les innombrables blagueurs ! — Donnons-là, toujours, aux amis du Maréchal, aux purs, aux ardents, à ceux qui s'engageront par serment à le servir jusqu'au bout. »

C'était inepte. En fait, on la donna à tout le monde, et d'abord aux « copains », à l'entourage, aux voisins de chambre, aux garçons d'étage ou d'ascenseur, aux plongeurs, bientôt aux petites amies. « Vous aimez bien le Maréchal, n'est-ce pas ? — Parbleu ! — Voici la francisque ! »

Je reçus la mienne, comme tout le monde, mais me refusai à la porter, au grand désespoir du docteur Ménétrel.

Cette distribution, gratuite et vraiment facile, des « nouveaux aigles » n'en séduisit pas moins beaucoup de gens. La première centaine d'insignes, arborée près des sources avec ostentation — une ostentation quasi provinciale —, suscita d'immenses convoitises. On multipliait les sourires, les marques extérieures de respect et de dévouement, pour se rendre digne de la double hache. Le Maréchal ne la portait pas, mais le général Huntziger l'affichait sur son uniforme. Beaucoup de ministres s'en paraient. On la refusa, au début, aux « impurs », c'est-à-dire aux collaborationnistes. Mais Brinon [289] finit, un jour, par l'escroquer et la marée n'eut, dès lors, plus de bornes.

D'obscurs calculs, l'arrière-pensée d'un resquillage faisaient, souvent, escorte à ce goût du hochet : la francisque ouvrirait, plus facilement, l'accès des bureaux, des faveurs : une priorité pour les « gauloises bleues », un banc à la grand'messe, la complaisance d'un douanier à la frontière d'Annemasse, l'admiration béate des parents, des amis. Tout cela méritait bien quelque genuflexion... Sennep a-t-il, jamais, connu les origines de cet emblème à double tranchant, dont il tirera, plus tard, au soir de son talent, les deux oreilles de la soumission rigide et de la collaboration rampante ? J'aimerais que l'on publiât, un jour, la liste des bénéficiaires de la francisque. On y verrait que le ridicule ne tue pas tout le monde, même en France.

Il n'y avait, au fond, qu'un moyen, un seul moyen, de rendre la francisque inoffensive et même utile. C'était de la répandre, en zone occupée, à des centaines de milliers d'exemplaires, en l'opposant à l'insigne de Doriot. Emblème du Maréchal, les Allemands n'auraient pas osé l'interdire. Elle serait même apparue comme un signe de protestation contre l'activité des collaborationnistes. Je suggérai l'idée. Elle ouvrait une brèche redoutable dans l'esprit de coterie, dans le système des « parrainages ». Elle fut très vite repoussée...

Au demeurant, la Légion possédait déjà son insigne — plus celtique ou moins mérovingien — un insigne, qui s'était répandu dans les campagnes et faisait, presque, double emploi avec la francisque. Les légionnaires professaient et propageaient les principes de cette Révolution nationale, dont la francisque semblait offrir le raccourci tranchant, le couperet symbolique. Ils y allaient, eux aussi, de leur serment. Et les emblèmes se multipliaient. Mais aucun lien véritable n'unissait ces hommes, qui, tous, se réclamaient d'un même dévouement au Maréchal. Et l'écran se dressait, chaque jour plus opaque, entre le Chef de l'État et l'opinion...

« Écran d'encens, écran de fumée », murmurais-je en sourdine. « Non, répondait le Maréchal. Le véritable écran, ce sont les fonctionnaires et les trusts, qui le dressent devant moi. Ce sont eux qui multiplient les frottements, les incompréhensions, les provocations. Ce sont eux, qui empêchent mes principes de pénétrer dans la masse, [290] qui sabotent mes décrets. » Dans la nuit, et croyant saisir des adversaires, le Maréchal, trop souvent, n'étreignait que des fantômes...



Par ses audiences, par ses voyages, le Maréchal prenait, cependant de fréquents contacts avec le pays, avec cette partie du pays, que Maurras appelait, jadis, le « pays réel ». Mais des contacts trop officiels, trop courts, trop prestigieux aussi, pour que la doléance osât s’y manifester. Comment recueillir cette doléance ?

J’eus l’idée de proposer la création d’un corps de « Commissaires du pouvoir », une dizaine d’hommes, de haute culture administrative de large intuition politique, de vrai sens social, qui parcourraient les villes et les campagnes, à la recherche des abus, des redressements des simplifications. Des hommes que l’on pourrait aborder librement qui ne dépendraient que du Maréchal. Des *missi dominici*, des représentants en mission, de hauts fonctionnaires, largement payés pourvus d’une ou de plusieurs voitures, et que le Conseil des ministres pourrait convoquer à sa barre...

La solution n’était heureuse qu’à moitié. Elle risquait d’indisposer les préfets, les préfets régionaux surtout, à qui l’on devait laisser les mains libres et que la présence, sur leur territoire, de commissaires du pouvoir, atteindrait, tôt ou tard, dans leur prestige. Elle risquait, aussi, de n’être point du goût de certains ministres, du ministre de l’Intérieur notamment. Elle posait, enfin, le problème du choix. Comment découvrir des hommes, d’une aussi large universalité d’esprit, sachant unir au discernement politique une connaissance approfondie de notre législation de guerre ?

En fait, les Commissaires du pouvoir furent créés par une loi du mois d’août 1941. Mais, dès le début, l’amiral Darlan capta l’institution à son profit. Il lui donna, pour chef, un excellent marin l’amiral Gouton, à qui le retour, sur nos côtes, de la division navale du Levant laissait quelques loisirs, mais qui ne soupçonnait qu’à peine ce que l’on attendait de lui. Il n’y laissa pénétrer, en dehors de MM. Formery, Ruffel, Seydoux et Migeon, fonctionnaires de grande classe, que des personnalités administratives de second plan [291] ou des experts inattendus, tel l’excellent M. Gastale, mouleur sur métaux. Le corps des Commissaires du pouvoir devenait, ainsi, un rouage inutile, dont les moyens de contrôle se révélèrent très vite insuffisants — inférieurs, même, à ceux de la vieille Inspection des services administratifs de l’intérieur — et

dont les enquêtes se perdirent dans les sables. L'amiral Darlan avait un talent particulier pour amoindrir et pour découronner tout ce qui passait par ses mains... Ainsi, ne disposâmes-nous, jamais, sur l'état réel de l'opinion, de renseignements précis. Un bulletin de conjoncture, rédigé, selon les principes de l'institut Gallup, par une section de l'information, nous donnait bien, de temps à autre, les variations de la « cote du Maréchal » : 90, 85, 95 % de popularité. Mais ce bulletin de « fièvre et d'amour », trop limité dans ses sondages, trop restreint dans son objet, finissait par nous exaspérer. Le Maréchal, lui-même, devenait sceptique : « On me ment, disait-il, comme on ment à tous les Chefs d'État. » Puis, revenant à son antienne favorite : « Mais, comment savoir, vraiment, ce qu'ils pensent ? Ah ! si le ravitaillement s'améliorait, si les boches pouvaient évacuer une partie du territoire, si la Constitution pouvait être promulguée, si les syndicats et les partis cessaient de nous créer des obstacles ! »

*
* *

Les partis ? On ne leur avait fait, au début, nulle peine, même légère. Sans doute les communistes continuaient-ils d'être poursuivis. Ils le furent, avant même que l'Allemagne eût attaqué la Russie. Ni Laval, ni Darlan ne les épargnèrent. C'était ce que l'on appelait, au ministère de l'Intérieur, l'héritage du « daladiérisme ».

L'expression ne semblait pas si mauvaise, puisque le texte auquel se référaient les poursuites n'était autre qu'un décret-loi du 9 septembre 1939, pris par Édouard Daladier, à l'heure même où les communistes réclamaient la paix immédiate avec l'Allemagne...

La répression ne commença pourtant qu'en novembre et sept cent soixante arrestations, seulement, marquèrent les deux derniers mois de l'année 1940. Mais en 1941, le total dépassa cinq mille. On s'en prenait, surtout, aux militants, aux camelots, qui collaient des papillons, ou [292] distribuaient clandestinement des tracts. Les peines, au début, furent légères. Deux ans de prison, pour deux jeunes gens qui avaient hissé le drapeau rouge sur un clocher de l'Aude. Dix mois pour Louis Thorez. Mais, bientôt, le régime se fit plus sévère. La Sûreté nationale multipliait ses rafles, dans le Rhône et dans l'Isère, notamment, cueillant les disques, saisissant les partitions séditieuses, coffrant les musiciens et les chanteurs. À Marseille et dans la Drôme, de nombreux

chefs étaient arrêtés. À Paris, M. Langeron témoignait d'une exceptionnelle activité. Gabriel Péri, poursuivi pour insoumission, était appréhendé, dans la banlieue, au début de mai; Dutilleul en novembre. Et les affreuses « sections spéciales » instituées auprès des tribunaux militaires — un souvenir de Thiers et de Gallifet — entraient en action, dès le mois d'août 1941. Le souci d'une répression spectaculaire conduisait, inéluctablement, Barthélémy et Pucheu aux procédures sommaires et sans recours du « Tribunal d'État ». Mais ces réflexes de défense bourgeoise n'empiétaient point sur les plates-bandes du socialisme. La fraction « paul-fauriste » s'était ouvertement ralliée au Maréchal. Plusieurs de ses membres allèrent, même, plus loin. Spinasse, le créateur du Rouge et du Bleu et Rauzy, député de l'Ariège, devaient, s'enfoncer très vite dans les ornières de la collaboration. Quant à la fraction « blumiste », elle demeurait sur la défensive, une défensive parfois assez âpre. Certains de ses chefs furent, même, destitués de leurs fonctions municipales et trois d'entre eux, Vincent Auriol, Marx Dormoy et Grumbach internés à Vais. Mais ils avaient vraiment tout fait pour attirer sur eux les foudres du pouvoir... Dormoy fut victime, dès sa libération, d'un ignoble attentat, que l'on ne songea pas, d'ailleurs, à reprocher au gouvernement, mais que le Maréchal interpréta longtemps comme une provocation.

Il n'y eut jamais, cependant, au cours de mon séjour à Vichy, la moindre tentative de persécution contre les troupes de la Deuxième Internationale. On pouvait proclamer, sur les marches de l'Hôtel du Parc, sa foi dans les destinées du socialisme, marquer ses préférences pour le guesdisme, l'allemanisme ou le broussisme, sans s'attirer le moindre désagrément. Beaucoup ne s'en firent pas faute. Mais l'*Effort*, de Paul Rives se balançait dans le vide, puisqu'il arborait les couleurs [293] de la collaboration. Et, malgré tout son talent, L.-O. Frossard, qu'animaient, au même degré, le remords de l'armistice et les premiers espoirs de la libération, ne réunissait, autour de lui, qu'un petit nombre d'auditeurs, lorsqu'il évoquait, près des sources, les épreuves et les fastes du syndicalisme français...

Avec les radicaux, le gouvernement du Maréchal se montra, dès le début, plus que tolérant; compréhensif, accommodant, presque empressé. Informés, par Mistler, du désir qu'avaient les parlementaires radicaux de la zone libre de tenir un congrès dans une ville du Midi, nous fîmes immédiatement répondre que le Chef de l'État n'y verrait

point d'objection. Le Congrès eut lieu et se déroula normalement. Je reçus, même, à cette occasion, une lettre fort aimable de Maurice Sarraut. Un congrès socialiste, un congrès pupiste se fussent tenus aussi facilement...

C'est parmi les groupes du centre et de la droite que le gouvernement — chose curieuse — compta, dès l'armistice, le plus grand nombre d'adversaires. Je ne parlerai qu'à peine des démocrates populaires, qui ne représentaient, alors, que peu de chose et dont je reçus à deux reprises le président, M. Champetier de Ribes. Leur double et fidèle attachement à la Société des Nations et à la démocratie parlementaire les rendait peu sympathiques au nouveau régime. Mais la plupart des membres de leur groupe avaient voté pour le Maréchal et trois d'entre eux, MM. Reille-Soult, Goussu et Saudubray, s'étaient, même, solidarisés, le 9 juillet 1940, avec une motion Bergery qui envisageait, déjà, l'éventualité d'une collaboration. Leurs vrais chefs, MM. Bidault, Teitgen, de Menthon, étaient, encore, soit en captivité, soit à Paris ! Il m'arriva, cependant, de recevoir leur ancêtre spirituel, M. Marc Sangnier, qui demeura, pendant de longs mois, sous le régime même de Vichy, président d'honneur des Auberges de la Jeunesse. Je rencontrais, aussi, soit au Conseil national, soit au Conseil de la Charte du Travail, soit même au Commissariat de la famille, plusieurs de leurs adhérents, MM. Poimboeuf et de Véricourt, notamment dont la fidélité d'instinct à leur parti — le futur MRP — se conciliait fort bien avec l'exercice de fonctions officielles...

L'Alliance démocratique bénéficiait d'une large représentation, au sein du Conseil national. Encore s'agissait-il, surtout, des amis de [294] Pierre-Étienne Flandin. Les partisans — moins nombreux — de Paul Reynaud se groupaient autour de MM. Laniel et Jacquinet, qui ne cachaient ni l'un, ni l'autre, leur hostilité au gouvernement.

Le Parti populaire français s'était rallié, dès les débuts, à la collaboration la plus ouverte. Mais le PSF se réservait. Maréchaliste avec le colonel de la Rocque, dont l'attitude fut, à Vichy, d'une correction parfaite, il laissait largement percer (avec Vallin et Barrachin) ses préférences pour un gouvernement d'opinion et sa fidélité à nos anciens Alliés. C'est dans ces milieux que je découvris, en 1941, les formes les plus pures du patriotisme français, l'ébauche d'une première politique de résistance...

Quant à la Fédération républicaine, elle s'était, elle aussi, divisée. Plusieurs de ses membres (Vallat, notamment) naviguaient dans les eaux du gouvernement. D'autres, comme Philippe Henriot — qui n'était pas encore acquis à la collaboration — manifestaient, déjà, un fâcheux esprit de révérence pour les entreprises de l'Axe. Mais le président Louis Marin demeurait irréductible. Il parcourait les rues de Vichy, la cravate en bataille, salué par l'affectueuse estime de passants inconnus, se refusant à tout contact, à toute confiance, intransigeant sur le problème de l'armistice. Joseph Denais, François de Wendel, Fernand Laurent, Charles des Isnards, lui faisaient écho...

De nombreux membres du goupe affichaient, même, ouvertement leurs sympathies pour le « gaullisme ». Becquart, député du Pas-de-Calais, grand mutilé de l'autre guerre, et qu'une sombre exaltation animait, ouvrit, à plusieurs reprises, ma porte en coup de vent. « Que fait es-vous ici ?... Le Maréchal est un vendu !... Vive de Gaulle ! — Vous avez le droit de manifester vos préférences, lui répondais-je. Mais vous vous trompez de secteur. Franchissez donc la mer. » Et j'essayais, très courtoisement, de ramener au calme cet homme, opiniâtre et pur, qui parcourait mon bureau dans tous les sens, et gesticulait comme un diable. Peine perdue ! Il fallut bien, un jour, et pour que nous pussions travailler en paix, que Becquart et Duchesne-Foumet, député de Pont-l'Évêque, se vissent refuser l'accès de Vichy. La sanction n'était pas très grave. Je me serais, d'ailleurs, interdit d'inquiéter mes anciens camarades de la Fédération [295] républicaine, tant je respectais leurs convictions et leur courage. Et puis, réserve faite de la personne du Maréchal, nous ne nous sentions pas très loin de leur pensée...

Ainsi, les partis politiques se trouvaient-ils fouettés de vents contraires. Mais, plus encore que les têtes, c'étaient les comités locaux qui s'animaient, en province surtout. Des nouvelles plus ou moins rassurantes, nous étaient données, sur leur activité, par les rapports des préfets. À la fin, le Maréchal s'énerva et, dans son discours du 12 août 1941, prescrivit la suppression de toute réunion publique. Les manifestations, les défilés, les simples réunions privées des partis durent être soumis à l'autorisation préalable. La vie politique française entraînait, ainsi, dans un grand silence, que l'occupation de la zone libre rendrait, quinze mois plus tard, plus hermétique encore...



Démocratiques ou totalitaires, la plupart des régimes ont eu recours, dans leur politique intérieure, à la double arme de la police, et des fonds secrets. Constans et Clemenceau ne se sont pas fait faute d'utiliser les « flics » sur une large échelle. Et si les souvenirs de Lépine ou d'Andrieux ont quelque chance de pâlir, à côté des Carnets d'Himmler, la nécessité d'une police bien armée, bien équipée n'a jamais été contestée par personne, sinon par d'irréductibles anarchistes.

Mais, d'un régime à l'autre, l'on se renvoie, volontiers, la balle. Les « brutalités policières » servent de thème à toutes les condamnations rétrospectives. Draveil n'est pas encore oublié et le communiste Billoux se plaignait, en 1941, dans une lettre au Maréchal, de la police de Daladier. « Daladier n'était pas un si méchant homme, nous confiait le Maréchal. C'est, même, à sa demande que je suis intervenu auprès de Franco, pour obtenir l'élargissement d'un député communiste de la Seine. » Les communistes n'en sauront, sans doute, aucun gré au Maréchal. Et l'émouvante histoire de Maxime du Camp, reconnaissant, sous un déguisement, Vallès, l'insurgé Vallès, parmi les débris sanglants de la Commune et lui laissant, d'un signe de tête, la voie libre restera longtemps à sens unique. On n'en parlera, même, [296] qu'avec plus d'âpreté de la « Police de Pétain ». De la police d'un homme, qui ne donna jamais d'ordres à sa police...

N'ayant point connu — et pour cause — ni les crimes de la Milice, ni les exploits des brigades spéciales, m'étant trouvé tenu très à l'écart, par Darlan comme par Pucheu, des secrets de la Police politique, je puis difficilement parler de ce que fut l'action réelle de la police, au cours de mes vingt et un mois de séjour à Vichy.

J'ai, seulement, conservé le souvenir de l'expulsion de quatre mille étrangers, par la Sûreté nationale, dans le second semestre de 1940, de l'allocation laborieuse d'indemnités de licenciement aux GP lors de leur dissolution en février 1941, des difficultés de recrutement, dont se plaignait sans cesse, l'amiral Darlan et qu'il crut, heureusement résolues, le jour où l'amiral Ven prit le commandement de l'École des Cadres de police de Saint-Cyr au Mont d'Or, des textes qui assurèrent la substitution progressive de la Police d'État aux polices municipales.

Les deux grands Chefs de la police française, au cours de l'année 1941, MM. Chavin et Rivalland, étaient des hommes calmes, pondérés, peu communicatifs, avec lesquels j'entretins des relations courtoises, mais espacées. Ils firent, je crois, tout leur devoir et le firent sans passion. Deux de leurs collaborateurs, intendants de police régionaux : MM. Danglade et Marzolf, m'ont laissé le souvenir de grands commis. Mais toute la police passait-elle par leurs mains ?

Indépendamment de la distinction traditionnelle entre le quai des Orfèvres et la rue des Saussaies, toute une série de polices politiques, plus ou moins militarisées, plus ou moins rattachées au 5^e Bureau, de polices du ravitaillement, de polices des prix, relevant du ministère des Finances, attestaient le disparate d'un appareil, dont les fils s'entrecroisaient, dont les hommes s'entrechoquaient, dont les méthodes manquaient, vraiment trop, d'unité.

À vrai dire, nous n'avons connu de la police que le côté superficiel : les crédits, les larges dotations en camionnettes, en postes de radio, en engins lacrymogènes. Et ce pénible accoutrement, que déshonorait une feuille d'acanthé sur fond noir et qu'une casquette trop [297] rigide apparentait aux formations de Ss. Mais l'histoire de la police vichyssoise reste à écrire. Elle serait, je crois, passionnante. Elle ferait apparaître des « doubles jeux », aussi nombreux que les étoiles du ciel. Comment ne pas souhaiter que tant d'imagination, tant d'ingéniosité, dépensées en faveur ou au détriment du bien public, ne trouvent un jour, leur illustration décisive ?

Quant aux fonds secrets, j'ose à peine en parler, tant leur place fut vraiment mince dans les préoccupations du Maréchal. Non point que leur dotation s'avérât insuffisante — les crédits étaient, au contraire, largement calculés — mais parce que leur emploi figurerait, avec honneur, dans un récit de la Veillée des Chaumières.

J'avais la naïveté de croire que les fonds secrets pouvaient représenter un instrument efficace entre les mains d'un gouvernement. Ils l'ont été, peut-être, sous bien des régimes. Mais la chasteté de Vichy répugnait à se servir des traditionnelles pincettes. Le Maréchal aîné affectait les deux tiers de ses « fonds spéciaux » à des œuvres de charité, ou plus souvent, encore, à des entreprises de camouflage, que lui recommandait l'État-Major de l'armée. C'était bien. Mais le tiers restant — le tiers politique — se voyait confié à la garde exclusive de

l'excellent commandant Féat, un capitaine de vaisseau, circonspect et dru, qui évoluait au sein de la masse politique, avec l'aisance d'un tertiaire de Saint-François parmi les courtisanes. Les fonds secrets, nos fonds secrets, passaient, irrévocablement, à la création de chapelles de secours, de bibliothèques enfantines, de salles de patronage, quand ce n'était pas au financement d'activités annexes de la Légion (le Commissariat aux Trusts !), ou au soutien de l'*Intérêt français*, une publication confidentielle et pâle, dont le directeur, M. Servoingt, exaltait, en images d'Épinal, les qualités traditionnelles de la race. Ces « bons emplois » ravissaient d'aise le commandant Féat. Nous le blaguions, parfois, sur ses affectations. « J'ai le sentiment, commandant, que les mosaïques de nos baptistères sont en piteux état. — Je le crois aussi. Mais nous y veillerons ! »

Un soir, pourtant, je n'y tins plus et, désireux de courir l'aventure, j'entrouvris la porte du marin. « Oserais-je vous demander, commandant, la permission de pourrir ? — Je n'en vois nullement [298] la nécessité. Mais, si vous y tenez, adressez-vous au docteur Ménétrel. »

Le docteur Ménétrel, qui disposait d'une sous-délégation de fonds, voulut bien me confier, au début de chaque mois, quelques modestes billets de mille. Je les destinai aux journalistes véreux, aux avocats marrons, aux auteurs dramatiques en chômage, à tous les cabots qui s'offraient, à franchir la « ligne », aux fins de nous faire connaître les dernières intentions de Déat, de Luchaire ou de Doriot. Les pauvres bougres ne touchaient pas lourd et j'aime à croire qu'indicateurs doubles, ils complétaient leur matérielle, de l'autre côté. À vrai dire, leurs tuyaux ne valaient pas plus cher. Mais la corruption demeurait contingentée. « Pourquoi s'en étonner ? me glissait, dans un demi-sourire, André de Gorostarzu, aviateur de son état et basque de sa province. Entre Féat et Déat le couloir ne peut être qu'assez mince : un méat ! » Le Maréchal se divertit beaucoup du calembour. Je crois même qu'il se l'appropriait.

Il y avait, à vrai dire, en dehors de nos faméliques abonnés, des resquilleurs, des « cumulards », qui émargeaient aux fonds secrets de cinq ou six ministères à la fois. On s'en apercevait, de temps à autre, et l'on réduisait leurs cotes. Le rédacteur d'une feuille obscure de Vichy vint me révéler que ses émoluments étaient tombés de cinq cent mille à cent vingt-cinq mille francs par mois. « Que faire ! gémissait-il.

— Mettez-vous en faillite ! » Il me dévisagea, quitta mon bureau brusquement, et s'en fut rejoindre, à Paris, l'équipe de la *France ou travail*. Les Allemands payaient mieux...

Les « indemnités » attribuées aux journaux repliés de la presse parisienne — des indemnités assez coquettes et dont bénéficièrent, longuement, des organes aujourd'hui requinqués — furent, un moment, supportés par les fonds secrets du Maréchal. J'insistai pour qu'elles fussent mises à la charge de l'Information. Seules restèrent subventionnées par nos soins, de petites brochures consacrées à la résistance de l'Alsace, sous l'occupation nazie. On pouvait faire plus mal. On pouvait, aussi, faire mieux. Et je me permis d'indiquer au Maréchal, que ses fonds secrets étant gérés par un marin, ses cigarettes distribuées par un cardiologue, et ses bons d'essence accordés par un cavalier, il ne restait que peu de choses au directeur de son cabinet, [299] pour manœuvrer les leviers traditionnels de la reconnaissance et du dévouement. « Appuyez donc sur les dérogations aux décrets antimaçonniques ! » me répondit-il, tout à trac. J'obéis, en souriant...

Mais, si l'on me parle encore des fonds secrets du Maréchal, je répondrai « une ariette, une berquinade ! »

*
* *

Tout cela ne constituait pas une politique intérieure bien étoffée, ni surtout, bien cohérente. L'administration du territoire se poursuivait sans doute avec un grand sérieux, un grand esprit de méthode et l'on ne fera, jamais, assez l'éloge des préfets, des maires et des adjoints de la période de Vichy. Mais le brassage de l'opinion se révélait presque nul...

À défaut de cette opinion, que l'on comblait de messages, que l'on criblait d'admonitions — mais qui ne pouvait faire entendre sa voix — le gouvernement du Maréchal s'appuyait-il, au moins, sur les forces spirituelles du pays ? Sollicitait-il leur adhésion ? La rémunérait-il ? En tirait-il un surcroît de rayonnement, d'autorité ? Quel fut le sens exact de ses rapports avec l'Église ?

Le reproche de « cléricisme » est l'un de ceux qui furent le plus souvent adressés au régime de Vichy. Pour M. Bayet, comme pour bien d'autres, la réaction politique et sociale, d'une part, le cléricisme de

l'autre, auraient été les deux piliers de cette expérience d'« ordre moral » qui, renchérisant sur celle de 1876, associa le corps de garde et la sacristie, en une commune entreprise contre les libertés humaines...

Le reproche fait sourire, lorsque l'on connaît les sentiments des protagonistes. Le Maréchal n'était qu'un catholique assez tiède. Pierre Laval n'avait pas la moindre conviction religieuse. Quant à l'amiral Darlan, il dispensait, avec assez d'ardeur la blague voltairienne et le juron marin, pour que l'on pût subodorer qu'il ne connaissait les curés qu'à travers le *Wagon des fumeurs*. Chez aucun de ces trois hommes — au moins apparemment — le moindre frisson, la moindre inquiétude métaphysique.

[300]

Qu'importe ! répondront les amis de M. Francisque Gay. Le cléricalisme n'est-il pas précisément l'âme diabolique, dont se servent les incroyants, pour attirer et pour conquérir les âmes des fidèles ? Ne se développe-t-il pas, au contre-rythme exact des sentiments de ceux, qui ne l'utilisent que pour leurs fins ? C'est possible. Et j'entends encore le leitmotiv de Guillemin : « Jamais le nombre des communions ne fut aussi faible qu'au cours de ces années de la Restauration, où régnait cependant la Congrégation, où le Prince de Polignac se disait le messager de la Très Sainte Vierge. » Mais je crois qu'à Vichy les choses se passèrent de façon beaucoup plus simple...

En fait — et nul observateur de bonne foi ne le contestera — l'infortune de la France avait été suivie d'un réveil très net du sentiment religieux. Paul Reynaud et ses ministres n'avaient-ils pas imploré les bénédictions du Ciel, en mai 1940, à l'heure où notre front s'affaissait ? Ne se rendirent-ils pas à Notre-Dame, en cette même cathédrale, où Clemenceau refusait, vingt-deux ans plus tôt, d'assister au *Te Deum* de la victoire ?

Sur les routes de l'exode, beaucoup d'hommes, harassés de fatigue, terrassés d'inquiétude, s'étaient agenouillés dans l'ombre des églises. La régénération de la France, son décrassage spirituel et moral ne pouvaient, au regard de nombreux Français, restitués par l'épreuve au sentiment de leurs origines, s'accomplir hors du cycle d'une rechristianisation du pays.

Il y eut, même, dans cette brusque remontée vers les sources, une sorte de retour au Moyen âge, de « médiévalisation instinctive », que Berdiaeff n'avait point prévue et qui s'exprima par la reprise des grands pèlerinages. Sous les voûtes de Fourvières, Georges Villiers, maire de Lyon, renouvelait le vœu des échevins lyonnais de 1643, et faisait, à l'offertoire, remise symbolique de l'écu d'or au Cardinal. Au Puy, le Maréchal s'entendait remercier par Mgr Martin d'avoir, cinquième Chef de l'État depuis Philippe-Auguste, repris la grande tradition d'une visite à Notre-Dame de France. Les fêtes du sanctuaire d'Ars et du cinquantenaire du couronnement de la Vierge d'Ay, dans le Haut Vivarais, les grandes neuvaines de la basilique de la Visitation d'Annecy, la procession des Saintes-Maries-de-la-Mer, le [301] pèlerinage de Nos Dames de Myans et de la Carce, l'éclat du National à Lourdes, en 1941, témoignèrent de cette fièvre des sanctuaires, qui succède, chez nous, aux grandes épreuves nationales.

La ferveur française n'hésitait même pas à s'expatrier. Le cardinal Gerlier s'en fut à Notre-Dame del Pilar, saluer le général Franco, tandis qu'un second pèlerinage s'organisait pour la *Pena de Francia*, sous les plis d'un étendard, offert par le Maréchal, et dont les ors livraient l'image des deux Rois catholiques : saint Louis et saint Ferdinand.

On peut, aujourd'hui, sourire de ces manifestations. Elles furent sincères, spontanées, et ne rencontrèrent, de la part du gouvernement qu'un naturel appui.

Mais c'est autour d'autres objets que se nouent, traditionnellement, en France, les conflits d'ordre religieux. Et l'on reprochera moins, sans doute, au Maréchal de s'être recueilli dans la grotte de Lourdes, que d'avoir introduit de nouvelles dispositions dans le statut de l'école et des congrégations.

Quelles furent au juste ces dispositions ? En matière scolaire l'initiative appartenait au ministre de l'instruction publique. Ni M. Rivaud, qui ne fut ministre que dix jours, ni M. Mireaux, qui ne le resta que deux mois, ni M. Ripert dont le stage fut à peine plus long, n'eurent le temps de modifier grand'chose. Mais vint M. Jacques Chevalier...

M. Jacques Chevalier n'était pas seulement un philosophe, et de l'espèce la plus traditionnelle. C'était encore un prosélyte, une sorte de Templier, de moine ligueur, qu'animait une exaltation parfois troublante, et que le sens de la mesure n'habitait point. Pour lui, la

Révolution nationale n'était pas un vain mot. Le désastre avait eu, surtout, des origines d'ordre spirituel, et l'on ne pouvait se flatter de reconstruire le pays, sans faire des « devoirs envers Dieu » la pierre d'angle de l'édifice.

Ces devoirs, M. Chevalier les introduisit, délibérément, dans le programme de l'enseignement primaire. « L'école sans Dieu, disait-il, a vécu. L'école laïque, c'est-à-dire l'école non confessionnelle, subsiste. » Il était difficile de volatiliser, en aussi peu de mots, le dogme buissonnien de l'école publique. Logique en ses développements, [302] M. Jacques Chevalier ne se contentait pas d'ailleurs d'affilier les patronages scolaires à la Fédération des œuvres de l'enseignement public, il ouvrait aux établissements confessionnels le double accès de la Caisse des écoles et des bourses de l'État. C'était aller un peu vite en besogne, et le Maréchal s'en avisa. Il désigna, pour remplacer Jacques Chevalier, un homme, dont je ne dirai jamais assez de bien, tant la distinction intellectuelle, l'esprit de tolérance et la ferveur patriotique se lisaient, avec clarté, sur son visage : M. Jérôme Carcopino.

M. Carcopino remplaça le mot de Dieu par les « valeurs spirituelles, la Patrie, la civilisation chrétienne ». « Mieux vaut, disait-il ne pas parler de Dieu, en classe, que d'en mal parler. » Mais il affirmait en même temps, le devoir, pour les professeurs de l'enseignement laïque, de mettre les enfants qui leur seraient confiés, en mesure de suivre des cours d'instruction religieuse. « En dehors des édifices scolaires, précisait-il, mais à des heures, dont le programme d'enseignement devra tenir le plus grand compte. » Il donnait aux élèves des écoles libres le droit de participer au Concours général des lycées. En fait, M. Carcopino atteignait, d'emblée, la bonne mesure ! Il bénéficiait, au moins officieusement, des approbations de l'Épiscopat. Dix-huit mois, à peine, après le passage de M. Jean Zay, rue de Grenelle, il eût été, pour le moins, imprudent de revenir, sans étapes, aux conceptions de Mgr Frayssinous, évêque d'Hermopolis... Quelques semaines plus tard, à l'instigation d'Yves Bouthillier, le gouvernement se déclarait disposé à doter l'enseignement libre de larges subventions (400 millions par an). J'assistai à la séance, où le Maréchal, l'amiral Darlan, le ministre des Finances, le cardinal Suhard et Mgr Beaussart se concertèrent sur les modalités de cette répartition. Je puis témoigner que le gouvernement ne souhaita faire payer cet appui d'aucune

propagande en sa faveur, et que le Cardinal-archevêque de Paris remercia le Chef de l'État d'un geste aussi désintéressé.

Ce geste entraîna-t-il, vraiment, comme l'a dit Albert Bayet l'abandon, par quatre-vingt mille enfants, de l'école laïque, dans l'Ouest de la France ? J'en doute beaucoup. Mais je retiens d'une déclaration faite par M. Debiesse, le 28 mars 1945, à la tribune de [303] l'Assemblée consultative, que la défense de la laïcité fut l'un des grands ressorts, qui jetèrent, en 1940, de nombreux Français dans la « lutte contre Pétain et contre Vichy ». On croit rêver ! Deux ans plus tôt, M. Pierre Bloch avait tenu d'ailleurs le même langage. S'adressant à Londres, à des officiers de réserve français, venus d'Algérie, il leur disait : « Notre véritable ennemi, ce n'est pas l'Allemagne, c'est Vichy ! » Nous assisterons à de nouveaux triomphes du laïcisme. Mais nous aurons, aussi, de nouvelles guerres...

Les Congrégations ne bénéficièrent pas, cependant, d'une reconnaissance aussi large, aussi étendue, que l'on se plût, par la suite, à l'affirmer. Jusque dans l'entourage du Maréchal, les scrupules « gallicans » conservaient leur vigueur et les textes organiques, plus libéraux, peut-être, que par le passé, mais fort étudiés et fort nuancés, furent révisés, avec soin, par le Conseil d'État.

Sans doute, l'Ordre des chartreux obtint-il, très vite, les avantages de la reconnaissance légale. Mais quel Français se fût avisé de s'en émouvoir ? Les souvenirs de l'expulsion de 1903 vivaient, encore, dans trop de mémoires, pour que la restitution à ses fondateurs du vieux domaine de saint Bruno n'apparût point comme un geste d'élémentaire réparation. J'éprouvai moi-même une grande joie à la pensée que la visite du monastère ne s'accomplirait plus sous l'égide de ces guides officiels, à l'inesthétique casquette timbrée des initiales du département de l'Isère, et que nous retrouverions, balayant le sol de leur bure, les robes blanches des bons Pères. Avouerais-je que je fis offrir à l'Ordre un large contingent de sucre, pour lui permettre de disputer à la ville de Tarragone le monopole de la liqueur et de l'élixir.

Mais la plupart des autres « reconnaissances » n'intervinrent qu'au profit de communautés féminines (Sœurs de la Miséricorde de Sées en particulier). Il fut décidé que les religieuses, chargées du service des hôpitaux, seraient, désormais, agréées par arrêté simple — et non plus

par décret — et que les établissements congréganistes de femmes, affectés à un objet charitable, pourraient recevoir des legs universels.

Heurtait-on, troublait-on, par ces mesures libérales, l'esprit du peuple français ? J'en doute beaucoup. Non plus qu'en décorant de [304] la Légion d'honneur quelque missionnaire éprouvé par la maladie du sommeil, qu'en citant à l'ordre de la Nation cinq ou six filles de la Charité, dont la conduite avait été magnifique pendant l'exode, ou qu'en attribuant aux associations diocésaines le reliquat de certains biens, placés sous séquestre et primitivement grevés d'une affectation culturelle. Réaction ? Provocation ? Non. Simple détente. Honnête souci de tolérance...

Il y eut, sans doute, en zone libre, trop de cérémonies légionnaires, précédées de services religieux. « Une bonne messe, disait le Maréchal, n'a jamais fait de mal à personne. On la suit ou on ne la suit pas. J'aimerais mieux entendre la messe, tous les matins, que de subir les mômeries de ces dominicains, qui m'accusent de totalitarisme, et qui s'évertuent, sous prétexte de défendre la personne humaine — comme si je ne l'aimais pas autant qu'eux ! — à saper les fondements mêmes de l'ordre. » Mais l'estrade légionnaire supportait, trop souvent, le petit autel de campagne...

Il y eut, aussi, de la part des milieux officiels, un empressement, parfois trop vif, à participer à certaines cérémonies religieuses. Mais pouvait-on blâmer deux ou trois ministres de s'être fait représenter au sacre de l'évêque de Cahors, alors que cet évêque n'était autre que l'ancien curé de Saint-Louis de Vichy ? Pouvait-on faire grief à M. Gidel, Recteur de l'Université de Paris, de s'être rendu à l'Assemblée des évêques protecteurs de l'institut catholique ou d'avoir assisté à la messe, célébrée dans la chapelle de la Sorbonne, pour l'anniversaire du cardinal de Richelieu ? C'étaient, là, simples manifestations de respect, de courtoisie.

Il y eut, peut-être, aussi, de menues imprudences de la part des Évêques. « Pétain, c'est la France et la France c'est Pétain ! », s'était écrié, en novembre 1940, dans la primatiale de Lyon, le cardinal Gerlier. Et le pasteur Bœgner lui avait fait écho. NN. SS. Caillol, de Grenoble, Auvity, de Mende, Dutoit, d'Arras recommandaient « l'obéissance au Maréchal », tandis que Mgr Rémond, évêque de Nice, exaltait, avec un peu trop d'exubérance, le triptyque « Travail, Famille,

Patrie ». L'archevêque d'Aix, Mgr de la Villerabel, passait même pour « synarque ». Mais le seul spectacle douloureux nous fut donné par le cardinal Baudriliart, qu'une sorte d'obnubilation [305] tragique précipita de la colonne de bronze de l'historien dans les tristes remous de la collaboration...

En fait, les évêques de France se bornèrent, pour la plupart, à recommander un « loyalisme sincère envers le pouvoir établi ». Ils détournaient les fidèles de toute action politique trop marquante. C'est ce que m'exprimait, un soir, avec un grand accent de noblesse, le cardinal Liénart, évêque de Lille. « Les temps sont trop lourds, pour que nous puissions engager notre troupeau. »

L'épiscopat français possédait, d'ailleurs, ses premiers résistants : Mgr Saliège, de Toulouse, suivi de l'intrépide Bruno de Solages, Recteur de l'institut catholique, déporté depuis en Allemagne ; NN. SS. Théas, de Montauban, Van Stenberghe, de Bayonne, Mathieu, d'Aire et de Dax, qui représentaient, avec tant d'éclat, le clergé réfractaire du Sud-Ouest.

Jamais il ne vint à l'esprit du Maréchal de blâmer la réserve de ces prélats. Nous nous félicitions, même, en secret, de l'appui que l'Église donnait à notre lutte contre la jeunesse unique. Et je me souviendrai, longtemps, d'une passe d'armes fort amusante, entre Mgr Beaussart, évêque auxiliaire de Paris, et Gaston Bergery, à la suite de laquelle, vaincu ou convaincu, l'ancien député de Mantes, l'ancien initiateur du « Front commun », se fit l'adepte résolu de la diversité des mouvements de jeunesse.

Le Nonce, au reste, se plaisait à reconnaître l'heureux équilibre des rapports entre l'Église et l'État : « Vous êtes dans la bonne voie, nous disait-il, persévérez. » Son désir était, cependant, que la jeunesse catholique, la JOC, en particulier, ne fût pas trop mêlée à ce qu'il appelait la propagande civique. Il se méfiait, à juste titre, du matérialisme dialectique des émules de Marion et redoutait, pour les jeunes équipes d'étudiants ou d'ouvriers, la contamination morale des doriotistes et des « néos ». L'annonce d'un Congrès de la Jeunesse catholique de Marseille, sous le thème maladroit des « Jeunes au service de la Révolution nationale », ne lui fit qu'un médiocre plaisir. Il nous signala, même, l'esprit d'agressivité du représentant local de la propagande, un garçon turbulent, d'origine socialiste et de tempérament

« pro-nazi ». Quelques avertissements furent donnés à certains prêtres, pour [306] les engager à renoncer à des places trop en vue dans l'organisation de la Légion...

Mais ces recommandations se faisaient discrètes, voilées. Elles témoignaient, non seulement d'une heureuse entente entre l'Église et l'État, mais du souci de ne point troubler les consciences, de ne point réveiller les passions. *Quieta non movere...*

Pour moi, je n'oublierai, jamais, les entretiens que j'eus l'honneur d'avoir avec Mgr Chappoulié, représentant à Vichy du cardinal Suhard, avec les RR. PP. Perret, Motte et Lebret, avec le Père Dillard, surtout, l'un de nos meilleurs experts en matière monétaire. Évadé d'un « *Oflag* » en novembre 1940, le RP. Dillard fut, tout au long de notre séjour à Vichy, l'un des plus fermes soutiens de l'espérance française. Repris par la *Gestapo*, en 1943, il est mort à Dachau...

[307]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre XII

COLLABORATION ET COLLABORATIONNISTES

[Retour à la table des matières](#)

C'est l'entrevue de Montoire qui a ouvert les vannes de la collaboration. C'est d'elle que ne cesseront de se réclamer Abetz et Laval, Achenbach et Déat, Schleier et Brinon, Rahn et Benoist-Méchin. C'est sous le vocable de « Montoire » et sous le nom du Maréchal, victime d'un guet-apens, qu'il n'eut ni la force, ni l'adresse, d'éluder, que s'abriteront les premières entreprises de la collaboration financière, les premiers voyages d'hommes de lettres, de cinéastes ou de demi-mondaines en Allemagne. Le Maréchal portera Montoire comme une tunique de Nessus. Il tentera de s'en débarrasser, le 13 décembre. Il la sentira collée, de nouveau, à ses épaules, au lendemain de Berchtesgaden. Il la revêtra, presque inconsciemment, en accueillant Laval, dans la forêt de Randan. Mais il n'est l'inventeur, ni du mot, ni de la chose.

Le mot, je crois l'avoir dit, apparaît, pour la première fois, dans une déclaration Bergery, du 8 juillet 1940. Encore Bergery n'attendait-il pas la collaboration de la « générosité du vainqueur », mais d'une compréhension, par l'Allemagne, de ses véritables intérêts. Le lendemain même (9 juillet), Laval allait, déjà, plus loin. Il parlait d'« une collaboration loyale et confiante de la France avec l'Allemagne

et l'Italie ». Trois mois, pourtant, se passèrent sans que le mot réapparût...

C'est le 11 octobre, seulement, que, dans un message doctrinal — dû, pour une large part, à l'inspiration du même Bergery — le Maréchal, après avoir souhaité que le nationalisme français se dépassât, pour atteindre la « collaboration internationale », se déclarait [308] disposé à « rechercher cette collaboration, dans tous les domaines, avec tous ses voisins ».

Patiemment l'araignée refaisait sa toile. La referait-elle, jusqu'en ce coin de mur, d'où la flamme avait surgi ? Là, comme ailleurs. « Sans doute, disait le Maréchal, l'Allemagne peut-elle, au lendemain de sa victoire sur nos armes, choisir entre une paix traditionnelle d'oppression et une paix toute nouvelle de collaboration... Le choix appartient, d'abord, au vainqueur. Il dépend, aussi, du vaincu. Si un espoir se lève sur le monde, nous saurons dominer notre humiliation. » Paroles imprudentes, vaine recherche de l'électuaire, périodes d'un desséchant académisme, mais d'où la dignité — sinon la perspicacité — n'est point absente. Le Maréchal a l'air, dans ces quelques mots, d'offrir une option à Hitler. Il dresse, plutôt de ses mains débiles, une sorte de paratonnerre. Il ne songe qu'à protéger le peuple de France, qu'à conjurer le fléau de l'anéantissement (la « polonisation »), qu'à préparer une réponse polie à toute ébauche de détente...

L'ébauche se précise. À Montoire, Hitler, que le passage a peut-être frappé, propose au Maréchal la collaboration. Il la lui propose brusquement, à sa manière, sous la forme d'un ultimatum. Le Maréchal néglige l'*ultimatum*. Mais il retient le mot, le mot qui flottait dans l'air. Il l'accepte. Il l'accepte d'autant plus volontiers qu'on ne parlera pas de la « chose », que les « modalités d'exécution » seront remises à plus tard.

Mais Laval est là, qui guette, qui presse. Il connaît le pouvoir des mots. Il sait que le *Reich* comptera la « collaboration » parmi ses grandes victoires diplomatiques. Il espère en tirer parti, pour son jeu, pour sa politique. L'armistice, avec son dispositif rigide, ses paragraphes militaires, son allure de diktat, l'ennuie, l'étouffé. Il a besoin d'air, d'espace, de « conversation ». Il adjure le Maréchal d'annoncer la bonne nouvelle. Le Maréchal s'y résout : sans grande

lutte. Il sent confusément que la collaboration ne fera pas plaisir à tout le monde. Mais il est plus sensible à la détente qu'elle représente qu'à la menace qu'elle inclut. À vrai dire, il ne voit même pas la menace. Et il prononce son discours du 30 octobre. Un discours, dont les conséquences seront lourdes, mais qui nous surprend encore, par la simplicité de son ton, par sa sérénité...

[309]

« Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe. » Il l'accepte. C'est donc que la collaboration lui a été offerte. Il aurait pu la refuser; tout au moins, la décliner. Il ne l'a pas refusée. Mais il ne l'a pas sollicitée. Et s'il l'accepte c'est parce que la France s'est « ressaisie ». Elle ne peut pas, encore, parler d'égal à égal avec l'Allemagne. Elle n'est pas tout à fait majeure. Mais elle n'est plus sous la botte. Elle tient le langage d'une adolescente. D'une adolescente que l'on ne violera pas, qui ne se résoudra pas, davantage, au mariage de raison, mais qui discute, calmement, le contrat de tutelle. Et qui accepterait, à la rigueur, d'en faire un contrat d'association. C'est la folie même, lorsque l'on connaît le tuteur, l'associé. Mais le Maréchal n'aperçoit pas le nazi. Il ne voit que l'Allemand, l'adversaire de toujours. L'Allemand qui a, maintenant, d'autres chats à fouetter et qui accordera, peut-être, le répit : ce répit qu'il va falloir meubler, utiliser, prolonger...

Le Maréchal ne songe, en somme, qu'à gagner du temps. Il est bien de son âge. De son siècle aussi — le XIX^e — d'un siècle dont il connaît l'histoire. Il est né moins de cinquante ans après Tilsitt, plus de quatre-vingts ans avant Montoire. Tilsitt le hante. Le subtil Alexandre esquisse un quadrille dans sa mémoire. Pétain ne pense qu'à 1807. Il se laisse circonvenir par l'aspect contractuel des propositions d'Hitler (atténuer, alléger, assouplir), par leur côté gré à gré, par l'illusion d'une convention entre deux souverainetés, presque égales...

Allez donc lui parler d'une aide à l'Allemagne ! Il vous rirait au nez. Une aide à l'Allemagne ? Ce serait de la forfaiture. Tout son honneur de militaire se révolterait à cette idée. Et, pourtant, collaboration... Collaborer avec une puissance qui se bat, n'est-ce pas, un peu, faire la guerre à ses côtés ? Il n'y songe pas. Pour le Maréchal, la collaboration c'est la cohabitation. C'est l'institution de règles pratiques de bon voisinage. C'est, au sein d'un armistice trop lourd, trop long, le *modus*

vivendi qui permettra d'arrondir les angles. C'est l'aménagement d'un enclos de neutralité. C'est un dock flottant sur la mer immense. C'est un premier progrès, presque une première revanche sur Rethondes...

[310]

Ainsi prend naissance le malentendu. Ainsi va se développer le quiproquo tragique de Montoire. Le Maréchal connaît trop bien l'histoire. Mais il connaît mal la grammaire. Ou, plutôt, il n'a pas, pour une fois, ouvert son dictionnaire. Il ignore le sens véritable du mot. Il pense à ses prédécesseurs: il n'entrevoit pas ses exégètes.

Comme la Révolution nationale, et presque en même temps qu'elle, la collaboration naîtra d'une confusion vocabulaire. S'étonnera-t-on qu'au jour de la critique, à l'heure de la haine, les deux notions aient été associées, confondues, qu'elles aient été frappées, l'une et l'autre, de la même condamnation ? La sémantique est une science moins familière aux Français qu'aux Allemands. Mais nous ne pouvions négliger l'héritage de Boileau...

Mal aiguillé, le Maréchal n'en pour suit pas moins son dialogue. « Vous me demandez des camions ? Rendez-moi des prisonniers ! Vous avez besoin de fourrage ? Laissez-moi revenir à Paris ! » Hitler sourit. Le Maréchal s'enferme. Mais, bientôt, il comprendra. En novembre, quand les Lorrains sont expulsés de chez eux. « La collaboration n'est donc qu'un mythe ? » Il chassera Laval, caution du mauvais marché. Mais les Allemands lui tiendront la dragée haute. Ils n'admettront pas qu'embrassé le rival se dérobe à l'étreinte. Et quand le bain d'eau froide aura suffisamment duré, ils feront venir Darlan, l'homme de la mer. Darlan négociera dans le dos du Maréchal. Mais le Maréchal s'en apercevra. Il verra que la collaboration politique — la seule qui lui fasse horreur — commence à pousser ses bourgeons. Il se cabrera. Fidèle à deux ou trois principes: pas de guerre à l'Angleterre, pas de paix avec l'Allemagne, pas de bases à l'Axe, neutralisation de la flotte, il refusera de ratifier les protocoles

Darlan-Warlimont, qui abandonnaient à l'Allemagne le contrôle de nos trois grands ports africains. Il s'opposera à cette vaste croisade coloniale contre la « dissidence », à cette reconquête, par la force, des colonies gaullistes, que lui prêchaient l'amiral Darlan, Platon et Benoist-Méchin. Il soutiendra Noguès dans son dessein de limiter, au Maroc, l'effectif des commissions de contrôle de l'Axe. Il encouragera

Boisson dans son refus d'admettre, à Dakar, la moindre présence allemande. Mais il ne saura prévenir ni les failles, ni les fissures : l'atterrissage de six avions allemands en Syrie, d'importantes livraisons de blé [311] et d'essence aux troupes de Rommel, certaines facilités de transit en Tunisie...

« Menue monnaie, services marginaux, dira-t-il, plus tard, dans l'intimité. Alexandre I^{er} en a consenti bien d'autres à la France, dans le dos de l'Angleterre. » Eh oui ! Mais l'opinion française n'a pas la passivité de l'opinion russe de 1807 et l'Angleterre, plus exposée qu'elle le fût, de toute son histoire, ne consentira jamais au moindre courtage, prélevé sur ses œuvres vives.

Sans la collaboration, de tels gestes n'eussent, peut-être, pas été évités. Avec la collaboration, ils prenaient une couleur nouvelle : une couleur odieuse. Et c'est Darlan — auteur, pourtant, de ces gestes — qui, dans son machiavélisme d'écouille, tirera, le plus justement, la philosophie du débat. « Laval nous a fichus dans de jolis draps ! S'il n'y avait pas eu Montoire, nous nous serions fait payer ces services par les *Fritz*. Depuis Montoire, ils ont l'air de croire que tout cela leur est dû. Tricher pour tricher, mieux valait le faire sans le dire, sans se gorger de grands mots, sans se référer, à tout instant, à la charte des c...cus. »

Mais le moyen de « le faire », lorsque l'on a glissé le mot, le mot terrible, le mot dévastateur, dans le langage officiel, lorsqu'on lui prête la valeur d'un symbole, lorsqu'on le juche, même à contrecœur, à la clef de voûte des relations entre les deux pays ? C'est cette équivoque qui a empoisonné toute la « politique » du Maréchal. « Paix trop dure, pour ce qu'elle a de trop doux », disait Bainville, en parlant du Traité de Versailles. « Adhésion trop ostensible, pour ce qu'elle a de trop fuyant », pourrait-on dire, en parlant de la collaboration. Sans elle, les failles, les fissures n'eussent été que des « erreurs techniques », imposées par la loi du plus fort. Avec elle, par elle, elles devenaient les signes du concours idéologique, de l'engagement durable, volontaire. Tout le drame de la collaboration s'inscrit entre ces deux limites...

Le mot, sans doute, s'est, parfois, vidé de son sens. Dans les trois premiers mois de 1941 ; dans les trois premiers mois de 1942. Après le 13 décembre ; après la « demi-liberté ». Et c'est pour le recharger, pour le survolter, qu'Hitler a convoqué Darlan à Berchtesgaden, que Laval a fait le pèlerinage de Randan. Il ne nous restait, au lendemain [312] de

ces restaurations psychiques, de ces retours de flamme, qu'à briser la trajectoire des nouvelles lancées, qu'à freiner, qu'à tricher une fois de plus. Mais l'effort épuisait. Il désignait, aussi, ses auteurs. J'avais, en quittant Vichy, le sentiment que la collaboration politique n'avait pas encore porté ses fruits, qu'elle n'avait pas été payante pour l'Allemagne. Et l'amiral Leahy le déclarait, en propres termes, deux mois plus tard (9 juin 1942), à son retour aux États-Unis. Tout me laissait craindre, cependant, qu'elle le deviendrait à bref délai. Elle le devint, très vite, grâce à Laval, grâce au travail obligatoire...

Mais la collaboration ne dénaturait pas, seulement, les traits d'une politique incertaine. Elle offrait aux âmes fuyantes toute licence de s'engager dans la voie trouble. Elle leur permettait de renouer — autour d'une fidélité de style aux disciplines du Chef de l'État — les plus sombres complexes de l'ambition personnelle, de l'intérêt pécuniaire, de cette lubricité des sens, aussi, que n'ignorent aucun des amants de la servitude. Elle donnait aux hérauts d'armes de la fête, aux histrions de l'aventure, les plus constants encouragements. De la collaboration, l'armée, déjà toute prête, des collaborationnistes recevait ses étendards...

*
* *

Car il y a collaboration et collaborationnisme. Deux notions bien distinctes. La collaboration pouvait être l'ébauche d'une politique discutable, condamnable, excusable, à la rigueur, si la bombe atomique avait été découverte par quelque uranien de l'Axe. Elle restait circonstancielle, contingente.

Le collaborationnisme, lèpre du cœur et vice de l'esprit, échappait à ces regards lointains. Il se moquait de ces règles d'une imprudente prudence. Il ne se souciait que de « travestir ou de caricaturer en entreprises de démagogie internationale » (le mot, je crois, est de Maurras) les méthodes, auxquelles un gouvernement tutélaire, mais faible, pouvait être tenté de recourir, dans sa politique quotidienne. Dominé par sa passion, par sa frénésie d'asservissement, il s'exhibait, sur des tréteaux forains, comme le parti même de l'Étranger. Il [313] avait pressenti la collaboration, bien avant que le mot n'en fût prononcé par le Maréchal. Il avait fait mieux que de la pressentir, il l'avait aimée. Il y poussait de toutes ses forces obscures, de tous ses appétits

viscéraux. Il souhaitait, surtout, la dépasser, la prolonger, en quelque walkyrienne mêlée de deux Internationales : la rouge, la brune. Mais, comme il était lâche, il se contentait d'escompter, au bénéfice de ses espoirs, les fruits prochains de la victoire. Il ne prenait pas sa part directe du conflit...

Ses troupes appartenaient, en gros, à ces formations de la « cinquième colonne » sur lesquelles nous ne disposons pas, encore, de toutes les précisions nécessaires. Ferdonnet, le traître de Stuttgart, et Pemjean, le directeur de la section parisienne de l'agence *Prima* en furent-ils les seuls initiateurs ? C'est possible. Encore que l'on ne puisse se défendre de déceler, à leurs côtés, toute une équipe de « gobinistes mondains » (Thierry de Ludre, Serpeille de Gobineau), de financiers véreux, de vieux débris du briandisme (Luchaire, Suarez), de transfuges du communisme (Hueber, l'ancien maire de Strasbourg, Mourer, l'ancien député du Haut-Rhin), de journalistes discrédités (Algarron, de Lesdain, Zuccarelli), de simples aventuriers (Laubreaux, Costantini, Clementi), qui durent, bon gré, mal gré, constituer les cadres d'une équipe de soutien.

Laubreaux, Thierry de Ludre et Serpeille de Gobineau — un halluciné, porteur d'un nom trop lourd — furent arrêtés en mai 1940, par la police de Mandel et conduits au camp de Gurs. Ludre succomba, le long d'un talus, sous les coups d'un gendarme. Laubreaux et Serpeille connurent, en juillet 1940, les honneurs d'une libération retentissante. Je ne les vis, d'ailleurs, jamais à Vichy.

En dehors de ces éléments actifs, toute une série de cercles, de clubs, d'institutions, s'étaient donné pour but, quelques années avant la guerre de développer, sur un large réseau, les relations franco-allemandes.

Les démocrates-chrétiens ouvrirent le feu, au lendemain de la visite de Brunning à Paris. Et Robert Lange leur faisait écho, qui multipliait les groupements universitaires en faveur de la Société des Nations. Mais l'arrivée d'Hitler au pouvoir interrompit ces premiers jeux. D'autres leur succédèrent, qui n'avaient ni la même franchise, [314] ni la même candeur. Ni, surtout, les mêmes excuses. Les feux de camp de la Forêt-Noire pouvaient, à la rigueur, émouvoir quelques naïfs garçons de chez nous. Mais l'échange des deux jeunesses se poursuivit, à partir de 1933, à un rythme inquiétant. Trop d'oriflammes accueillirent nos jeunes gens sur les estrades de Nuremberg. Et Jean Goy savait bien ce

qu'il faisait, lorsqu'il entraînait, sur le Kurfurstendamm, des délégations françaises d'anciens combattants. Ni les liens affectifs, ni les liens culturels, ni les liens confessionnels ne pouvaient faire, longtemps, obstacle à la brusque expansion du nazisme. Et tout espoir de pacification s'évanouirait sur l'encre, encore fraîche, de *Mein Kampf*...

Munich, dans l'état squelettique de nos armements, dans le sommeil dirigé de nos usines (24 jours de repos total, sur 31, pour le seul mois d'août 1938), pouvait apparaître à beaucoup d'esprits comme une pause inévitable. Mais la propagande faite autour de Munich relevait, déjà, de la complicité. Je n'ai jamais compris qu'un patriote intransigeant, comme Auguste Champetier de Ribes, ait pu se croire obligé d'accompagner Daladier, dans sa « remontée » triomphale des Champs-Élysées. J'ai moins compris, encore, qu'un haut fonctionnaire, comme Hervé Alphand, se soit permis de faire graver son nom sur le porte-cigarettes, en or, qu'au lendemain même de Munich, le cabinet des Affaires étrangères offrit à son ministre. C'étaient là des erreurs de l'esprit ou du cœur. Elles nous choquèrent d'autant plus, qu'à la même heure nous forcions nos stages d'entraînement sur les polygones de Champagne...

Munich eut d'ailleurs, dans le dérèglement de l'esprit public, de plus lourdes conséquences. Trop d'officines, trop de bureaux, où se recrutaient, déjà, les bénéficiaires de la défaite, en virent leurs frontons rehaussés, leurs raisons sociales justifiées. Je ne sais où se réunissait le *Cercle France-Allemagne*, que présida Fernand de Brinon. Mais je crois que la plupart de ses membres — des industriels surtout — ont eu dans la politique de collaboration une large part de responsabilité. De bons Français, m'assure-t-on, eurent la naïveté de s'y inscrire. Échanges sportifs, affinités intellectuelles, perspectives de rapprochement économique, tout était bon pour stimuler l'enthousiasme des participants, pour offrir un terrain favorable aux sollicitations [315] de Sieburg, comme aux entreprises d'Abetz. Et, comme la plupart de ces Français avaient, dans le même temps, adhéré au PPF — Drieu La Rochelle en fut le type le plus sincère et le plus représentatif — la passerelle se tendait, avec facilité, entre deux berges presque symétriques...

Un autre cercle parisien : le *Club du Grand Pavois* fut le théâtre de semblables rencontres. J'ignorais cette particularité, quand, à la

demande de Bertrand de L., jeune ami de ma famille, j'acceptai de faire partie du cercle, alors naissant. La terrasse, qui donnait sur l'avenue des Champs-Élysées, n'était pas sans agrément. Mais la cuisine appelait certaines réserves. La promiscuité en appela d'autres... Deux ou trois visages suspects, la diffusion sur les tables de périodiques allemands, l'annonce d'un banquet, en l'honneur de M. von Amim, m'ouvrirent très vite les yeux. J'envoyai, sur-le-champ, ma démission au président du cercle, le comte J. de Pourtalès, en lui laissant entendre — c'était en 1937 — que la place d'un Français n'était ni dans ces agapes, ni dans ces colloques. J'exigeai, même, que ma cotisation me fût remboursée. Le trésorier du cercle était, alors, un certain Lestandi de Villani, Hongrois fraîchement naturalisé, qui réapparut, trois ans plus tard, à la tête du *Pilori*. Je laisse à penser ce que fut le ton des articles, que me consacra, dans cette feuille, le trésorier vengeur...

*
* *

Brinon et Luchaire m'étaient physiquement inconnus jusqu'à l'armistice. Je les rencontrai, tous deux, quatre ou cinq fois, à Vichy, avant le 13 décembre. Brinon m'amusa par son masque de traître de comédie, par son nez démesuré, par le ton sentencieux, avec lequel il débitait les noms, titres et qualités de ses interlocuteurs allemands. Il s'était installé à quelques mètres de moi, dans le wagon-restaurant de Montoire. Hitler le fit appeler, à la fin de l'entrevue, pour le féliciter. Très coiffé d'une certaine madame Mitre, sa secrétaire, Brinon passait pour avoir introduit, rue de Grenelle, le règne du bon plaisir. Mais il avait un mérite — et, si l'on peut dire, une honnêteté — c'est qu'il ne dissimulait rien de son jeu. Avec lui, l'on était tout de suite fixé. On n'avait même plus besoin de se tenir sur ses gardes...

[316]

Luchaire, dont les sympathies pro-allemandes n'étaient pas moins notoires, se donnait pour un double disciple de Laval et de Briand. Physionomie curieuse, d'apparence assez franche ; de beaux yeux clairs, un air de fraîcheur étonnant pour le père d'une jeune « star » qui n'en était plus à ses débuts. Luchaire m'avoua qu'il n'avait que quarante ans et que la vie de journaliste était assez dure. J'eus la bonne grâce de paraître ignorer que sa jeunesse avait été nourrie sur l'autel des fonds secrets.

À côté de ces deux hommes, toute une meute de jeunes loups, dont les lèvres se retroussèrent, dès l'arrivée à Vichy. La bande de *Je suis partout*, d'abord : Claude Jeantet, Lucien Rebattet, Georges Blond, d'anciens transfuges de l'Action française, contre lesquels Maurras avait fulminé, depuis deux ans, l'excommunication majeure. Leur chef, Brasillach, libéré d'un camp de prisonniers, devait les rejoindre, quelques semaines plus tard. Lesca, Cousteau et Dorsay en firent autant. Autre transfuge de l'Action française, Dominique Sordet, directeur de l'agence *Inter-France*, ancien officier je crois, et critique musical de valeur, mais bien le plus plat valet qu'il m'ait été donné de rencontrer. Ce garçon gras et flasque, au regard fuyant, à la dialectique insinuante, partageait, avec le colonel Alerme, le triste privilège d'avoir ouvert, à Vichy, la première agence de presse allemande.

Ces différents groupes, flanqués de Georges Suarez, intelligent, mais besogneux, d'un petit journaliste d'allure équivoque du nom d'Alfred Mallet, d'un exhibitionniste de la collaboration le député Michel Brille, et du gentillâtre avorton André Germain (qui tentera de donner le change, au lendemain de la libération, en célébrant frénétiquement Mauriac), faisaient une cour assidue à Pierre Laval et à Marquet. Ma première rencontre, assez orageuse, avec Laval, le 28 juillet, eut pour origine la dénonciation de deux affidés de la bande, à qui j'avais exprimé, sans détours, ma façon de penser sur la politique de l'« oncle Pierre ».

Quant à Marquet, il m'apparut beaucoup plus comme l'opportuniste et le « dandy » de la collaboration, que comme un admirateur enthousiaste d'Hitler. Le rôle qu'il joua, à l'Hôtel de Ville de Bordeaux, pendant les lourdes journées de l'armistice, m'avait été dépeint, [317] avec trop de détails, pour que je pusse me faire beaucoup d'illusions sur la trempe de son caractère. Je le connaissais, d'ailleurs, depuis deux ou trois ans, et j'avais pu mettre sa fatuité à l'épreuve. Revenant, un jour, de Saint-Sébastien, en compagnie d'une Espagnole de grande beauté, j'avisai Marquet, enfoui dans un pullman, et le présentai à ma voisine. Il se fit empressé charmeur, caressant, « brillant causeur » comme on dit aux Quinconces. Si bien qu'à son départ, la jeune espagnole, assez séduite, mais qui craignait d'avoir mal compris le nom de son admirateur, me demanda, avec cette pointe de snobisme propre aux Madrilènes : « El Marqués de que ? — Non, de rien, Marquet, tout simplement. El alcade de Burdeos. » Je ne confiai, quelques semaines

plus tard, au député de la Gironde, que le début de ce dialogue. Il prit une physionomie extatique. « Rappelez-moi donc le nom de cette intuitive Castellane », me dit-il à plusieurs reprises.

Marquet, collaborant, se contemplait aux glaces de Vichy avec la même satisfaction qu'aux baies du Grand-Théâtre, lorsqu'il y présidait quelque gala de bienfaisance. Il était, toujours, suivi de son frère de lait, Cayrel, autre député de la Gironde et maire du Bouscat, qui lui ressemblait à s'y méprendre. Brave type, d'ailleurs, ce Cayrel, assez « faux chic », lui aussi, et dont l'accent bordelais se corrigeait, à tout instant, de sonorités grasses et graves...

*
* *

Mais Marquet représentait autre chose que sa personne. Il représentait un groupe, le groupe des « néo-socialistes » qui fut, avec la moitié des cagouleurs et la majorité des synarques, l'un des piliers majeurs de la collaboration. Ce groupe, qui avait, jadis, donné tant d'espoirs à toute une partie de la jeunesse de gauche, s'était, à vrai dire, enfoncé, depuis quelques années, dans le marécage de l'USR (Union Socialiste Républicaine). Mais l'esprit des « néos » demeurait. Leur rupture avec le socialisme officiel restait définitive. Renaudel, sans doute, était mort. Mais Déat, Marquet, Montagnon manœuvraient, encore, la petite église autocéphale. Ils dirigeaient, d'assez haut cette minorité rebelle au marxisme international, cette équipe [318] de socialistes évolués, attentifs aux remous du monde, prêts à toutes les collaborations avec les partis bourgeois, les chefs révisionnistes, les doctrines autoritaires. Chez les « néos » subsistait, à côté d'un « travaillisme » à l'anglaise, d'un « millerandisme » 1912, un peu de l'esprit de ces radicaux d'autrefois — Laisant, Naquet — qui avaient tenu la bride du, général Boulanger. L'aventure ne leur déplaisait pas, pour peu que l'accent demeurât à gauche, et qu'en taraudant l'opinion ils laissassent l'impression de ne point se séparer des masses.

Déat poussa jusqu'à la virtuosité ce rattachement de l'ouvriérisme aux postulats du national-socialisme. À ce normalien de la plèbe, gonflé d'orgueil universitaire, rongé d'ambition politique, les transitions semblaient faciles. Elles s'inscrivaient, en petites phrases courtes, rapides, sous les touches d'une machine portative, gainée de cuir vert. D'admirables morceaux, parfois... La collection des éditoriaux de Déat

dans l'*Œuvre* restera l'un des documents les plus sombres, mais les plus révélateurs de ces années de misère. Nous les lisions, tous les jours, vers cinq heures, à l'arrivée du train de Paris, et ne cachions pas notre joie, à la vue des attaques lancées par « Marcel » contre le cabinet du Maréchal...

Évincé, par mes soins, dès la fin d'août, Déat enrageait de voir la « clique militariste, cléricale et gaulliste » de Vichy constituer, autour du Chef de l'État, cette garde vigilante, dont les suiveurs du « Dantzigois » auraient, si volontiers, pris la place. Il s'irritait de l'éclosion, sur les bords de l'Allier, de ces champignons vénéneux, de ces « cryptogames de l'ordre moral », de ces fossiles, réfractaires aux séductions de la nouvelle Europe. Nous nous amusions beaucoup...

Barthélémy Montagnon, qui vint me voir en novembre 1940, me parut un assez brave type. Enfant de la balle et de la Butte, il suivait Déat avec docilité, mais s'inquiétait déjà des réactions de son quartier. Nous essayâmes de le débaucher, et je n'assistai pas, sans émotion, à la lutte, chez cet honnête garçon, des réflexes de l'atavisme et des exigences de la discipline. Déat, finalement, l'emporta, avec le concours d'un autre normalien, au front bas, au nez camus, spécialiste de « graffiti » pour pissotières anticléricales, et qui s'appelait Château. Montagnon s'égara. Quant à Château, [319] soutenu, comme Déat, par Achenbach, il continua d'incarner la conjonction la plus réussie du totalitarisme et du laïcisme. Un Chomais, de la Charente, qui aurait fait venir ses bocaux de Nuremberg...

Tout autre me parut Max Bonnafous, l'ancien secrétaire général du groupe « néo ». Chef de cabinet de Marquet, puis sous-préfet de Constantine, Bonnafous avait, encore, la tête sur les épaules. Universitaire, lui aussi, et camarade, à l'École, de Garric et de Pucheu, il ne s'était pas laissé distraire, à l'excès, par son stage de la rue d'Ulm. Esprit précis, lucide, bon administrateur, chef écouté et respecté, il offrait toutes les qualités d'un homme de gouvernement. J'aimais l'œil noir de Bonnafous, ses cheveux drus, son débit rapide. Il quitta Constantine pour Marseille et y réussit fort bien. Son seul tort fut d'accepter de Laval le portefeuille du Ravitaillement. Bonnafous a subi, comme tant d'autres, les dures contraintes de la vengeance politique. Mais il ne m'est, jamais, apparu comme un collaborationniste.

*
* *

Aux « synarques » — ou à ce qu'il est convenu d'appeler les synarques — je consacrerai le prochain chapitre de ces souvenirs.

Quant à la Cagoule, je regrette de ne disposer, sur ses origines, comme sur son développement, que de lumières incertaines. Elle demeure à mes yeux, comme aux yeux de beaucoup de Français, un mouvement mystérieux, inquiétant, plein d'inconnues et de contradictions. Je fus, pourtant, sollicité d'en faire partie, en août 1937, par un homme intelligent et fin, qui joua, plus tard, courageusement sa partie, dans la lutte contre l'Allemagne. Mon recruteur m'offrit, d'emblée le poste de trésorier général. Il m'assurait, pour vaincre mes scrupules, que l'un des chefs militaires les plus aimés de la France — c'était, je crois, le maréchal Franchet d'Esperey — en avait accepté la présidence. Je n'en répondis pas moins par un refus très net. Hostile à toute société secrète, à tout engagement pris dans l'ombre, plus tenté par une œuvre de redressement organique que par les perspectives du terrorisme, je confessai mon peu de goût pour ces [320] formations para-militaires, où d'excellents Français voisinaient avec des fous notoires, où la bombe, le cyanure et le parabellum scandaient le rythme de la pensée. « Ce ne sont pas les responsabilités du trésorier qui m'effraient, répondis-je à l'émissaire de la Cagoule. C'est le but de votre organisation. Ce sont ses méthodes. C'est, aussi, la conviction que la police est au courant du moindre de vos gestes et vous tendra sa plus proche souricière. » Je n'entendis plus parler de la Cagoule, sinon par les journaux, pour apprendre l'assassinat de Juif et des frères Rosselli, ou l'explosion de la rue Boissière. Je devinai, surtout, que la Cagoule ne disposait même pas de l'unité nécessaire, que ses deux groupements, le CSAR et l'UCAD, très différents d'esprit — le premier dirigé par Deloncle, le second par le général Duseigneur — se disputaient âprement la clientèle des Français épris d'action directe.

Mais, au lendemain de l'armistice, les éléments les plus actifs de la Cagoule avaient rejoint Vichy. Alibert, disait-on, sortait de leurs rangs. Il les soutenait, à tout le moins, de son crédit. C'étaient, presque tous, des « cagouleurs », ces jeunes gens au cœur fier, à la cervelle vibronnante, qui s'enrôlèrent dans la police supplétive des GP, et participèrent au coup du 13 décembre. Un cagouleur, à coup sûr, ce docteur Martin, l'un des chefs du CIE, qui poussait le goût des fiches

jusqu'à me prier de compléter la mienne, dans mon propre bureau. Un cagoulard, ce magnifique commandant de chasseurs à pied, Dugué de Bernonville, dont j'ignore, encore, à l'heure actuelle, s'il fut l'un des guides ou l'un des adversaires de la Résistance. Un cagoulard, et l'un de leurs chefs, ce malheureux Méténier qui, son coup fait contre Laval, s'en vint atterrir, à Paris, le 16 décembre 1940, et se fit cueillir comme une fleur par la *Gestapo*. Il passa quinze mois en prison, et, me retrouvant, à Vichy, en avril 1942, m'aborda dans ces termes : « J'ai compris. Nous nous sommes fichus dedans. Il faut suivre le « grand Jacques » — Qui ? — Doriot ! » Un cagoulard, peut-être, ce jeune Gabriel Jeantet — si différent de son frère — dont le regard pur, le port de noblesse, l'indomptable courage séduisirent très vite le Maréchal. Un cagoulard, murmurait-on, ce colonel Heurteau, père spirituel de la Résistance, brave entre les braves, grand as de l'ancienne guerre, qui fut l'un des chefs de la Légion, [321] à ses débuts, et connut près de quatre années d'internement, dans les geôles allemandes. Un cagoulard, aussi, Darnand...

Des ruelles du Faubourg aux bouges marseillais, la Cagoule alignait une invraisemblable série d'échantillons humains. Le destin la brisa très vite en deux tronçons. Il sépara deux sortes d'hommes : ceux qui se maintinrent dans l'orbite allemande ; ceux qui s'orientèrent vers la Résistance. Je crois bien, d'ailleurs, que cette cassure correspondait, en gros, aux deux branches initiales de la Cagoule : le CSAR et l'UCAD. Deux des chefs de l'UCAD m'avertirent, en effet, dès le lendemain de Montoire, que la plupart de leurs amis ne prêteraient au Maréchal qu'un concours réservé, conditionnel. L'Union des comités d'autodéfense, l'aile droite de la Cagoule, repoussait, ainsi, toute aide à collaboration. Ses membres franchirent bientôt les cols des Pyrénées. Il ne restait, face aux Allemands et prêts à collaborer avec eux, que les membres de l'ancien CSAR.

Charles Deloncle en était le chef incontesté. Curieux homme que ce Deloncle. Ancien polytechnicien, ingénieur du génie maritime, administrateur des Chantiers de Penhoët, tête étroite, yeux bleus à la lueur étrange, possédé du goût des chiffres et de la passion de l'intrigue, il donnait l'impression d'une sorte de statisticien de l'ombre, d'un Fouché de la nomographie. Deloncle m'étonna, dès sa première visite, par sa correction, par sa courtoisie, par un certain air d'obséquiosité répandu sur toute sa personne. Je ne me représentais pas les terroristes

sous un vêtement aussi classique. Il m'assura qu'il fallait trouver un contrepoids à l'influence de la rue de Lille, aux premières entreprises de Doriot. Il s'offrit même à prendre, sans nous compromettre, des contacts discrets avec les *SS*, seule et vraie force de l'Allemagne.

Je reconduisis, en lui déclarant que le Maréchal ne saurait se prêter à ce jeu. Un jeu qui nous serait, d'ailleurs, fatal... « Toutes les pistes se mêlent, se recourent, lui dis-je. Les Allemands sont beaucoup plus avisés que vous ne le pensez. Abetz saura très rapidement, par quelque mouchard, par quelque transfuge de la rue des Saussaies, que nous nous sommes joués de lui. Et nous aurons le ridicule de la manœuvre, sans en tirer le moindre avantage ! » Deloncle combattait doucement mon raisonnement, s'éloignait, revenait, refusant [322] toujours de se tenir pour battu. Nos relations cessèrent le 12 décembre, quelques heures avant l'arrestation de Laval, et je ne le revis à Vichy que dix-huit mois plus tard, le jour même de mon départ.

J'appris, en 1944, qu'après avoir rompu avec Déat et fondé le Mouvement socialiste révolutionnaire (MSR : dissidence du RNP), Deloncle s'était, petit à petit, éloigné de ses amis et dégagé de la collaboration. Filhol, son rival le plus direct, ne le lui pardonna pas. Deloncle fut mis en jugement, accusé d'avoir parjuré son serment et fusillé, sous les yeux de la *Gestapo*, par quelque milicien. Triste fin d'un rêveur de lune, qui n'était, peut-être, pas un criminel, mais qu'égara le goût des complots, des cheminements obscurs, des déflagrations sourdes. Pourquoi le thème du « glaive de Malchus » me revient-il à l'esprit, quand je pense à Deloncle ?

*
* *

Au coup de tromblon du 13 décembre, les collaborationnistes s'envolèrent comme des moineaux. Vichy se vida, dans les quarante-huit heures, de ses hivernants les plus suspects. Brinon seul s'en tira avec de l'avancement, et revint, galonné de frais, surprendre, à plusieurs reprises, la bonne foi du Maréchal. Mais nous ne revîmes ni Luchaire, ni Suarez, ni Déat. Paris devenait la capitale de la collaboration, le refuge de la cinquième colonne, le lieu d'élection de tous les traîtres. Entre l'Ambassade, les bureaux de *L'Œuvre* et le pied-à-terre de Laval, les intrigues reprenaient leur cours. Le Rassemblement national populaire faisait flotter ses banderoles criminelles sur les

tréteaux des grandes salles. De malheureux écrivains, au nom jusque-là respecté, ramassaient leur pain noir dans les poubelles des *Nouveaux temps* ou d'*Aujourd'hui*. Tout un monde pourrissait...

À Vichy, la vraie France triomphait. C'est que le « collaborationnisme » y était une maladie inconnue. Le Maréchal, homme froid réservé, sans passion, offrait l'exacte antithèse du collaborationniste. Son entourage — où jamais ne pénétra un Français douteux — ne pouvait être blâmé que pour ses intempérances de langage à l'égard de l'Allemagne. Ses ministres, exposés de plus en plus au [323] ressentiment de l'Ambassade, se savaient, pour la plupart, condamnés à bref délai.

Ni Flandin, ni Peyrouton, ni Bouthillier, ni Belin, ni même Alibert ne furent, au moindre degré, des collaborationnistes. L'amiral Platon dissimulait, encore, son jeu. Achard, Chevalier, Berthelot, Bergeret se montraient violemment hostiles à l'Axe. L'armée se recueillait dans l'espoir de prochaines revanches. Elle savait que le Maréchal ne croyait pas à la collaboration. « Pour elle, dira plus tard le général Juin, le mot de collaboration n'avait même aucun sens. » Carcopino parvenait à reprendre en mains l'Université, nationale et frondeuse...

Il n'était pas jusqu'à Maurras — dont la vraie faute fut de laisser paraître l'Action française au lendemain du 11 novembre 1942 — qui, de Lyon, n'administrât, quotidiennement, les preuves d'un anticollaborationnisme farouche. Déat, le payait d'ailleurs de sa meilleure monnaie, l'accusant de « pactiser avec Churchill » ou de « ne vouloir faire à Staline nulle peine, même légère »...

Voilà ce que nous entendions, à Vichy, en ces mois heureux de janvier et de février 1941. Il fallait, même, aux collaborationnistes un certain courage, pour franchir la ligne. Il leur fallait, surtout, se débarrasser, au passage, de leurs insignes parisiens. Nous les eussions foulés aux pieds, sur les marches de l'Hôtel du Parc. Le seul qui tenta l'aventure fut un hystérique de la collaboration, le nommé Fontenoy, qui traversa la ligne en fraude — en fraude de Vichy — et vint chercher, en zone libre, les soins qu'exigeait son état de morphinomane. Il ne s'arrêta d'ailleurs dans l'Allier ni à l'aller, ni au retour. Nous balançâmes, même, quelques heures, à le faire arrêter.

Mais ce répit ne fut que de courte durée. Avec l'entrée de nouveaux ministres — et surtout de Benoist-Méchin — dans le cabinet de

l'Amiral, la collaboration reprit un nouveau ton. Le bureau de Benoist-Méchin, au troisième étage du Parc, offrait l'aspect d'un abri bétonné de la cinquième colonne. Marion, par faiblesse, par camaraderie, laissait s'installer, à ses côtés, tout un état-major bariolé. En dehors de garçons sérieux comme Galey ou Gaucher, toute une série d'éléments suspects se profilait dans les couloirs de l'étage : l'inquiétante Mme Renaud ; un fanfaron du rapprochement franco-allemand, le [324] jeune de Vriès qui affichait, dans tous les restaurants, sa jeune et jolie maîtresse ; un journaliste cul-de-jatte, Guyon Cesbron, qui épousait, à quelques mètres de nous, son infirmière allemande. Toute cette pègre espionnait les Français hostiles à la collaboration, se livrait à mille pronostics sur la victoire du *Reich*, bambochait avec les journalistes allemands. L'arrivée de Krugg von Nidda, consul général d'Allemagne à Vichy, lui fournit, très vite, un appui et un refuge.

Et, de, Paris, la fonte, des neiges ramenait les « crocodiles » de la collaboration. L'on vit Abel Bonnard frapper, discrètement, à l'huis du Maréchal, Marquet échafauder d'adroites combinaisons sur l'avenir du *Petit Parisien*, Recouly et Carbuccia s'insinuer dans les couloirs.

Des délégués de la LVF assiégèrent le cabinet de l'Amiral, pour lui arracher le certificat de baptême, que l'on refusait à leur jeune entreprise. Je ne rencontrai, jamais, Paul Chack, le malheureux Paul Chack. Mais j'éconduisis deux de ses adjoints. Froideval venait, à brûle-pourpoint, me demander la place de Belin. Il m'assurait que les Allemands le verraient, avec plaisir, s'installer au Travail. Haurigot s'étonnait de notre lenteur à renouer avec Laval. Lillaz et Kergariou s'offraient à faciliter les contacts. Nous étions assaillis d'interventions en faveur de Levillain et de Georges Prade, qui réclamaient, au nom de la collaboration, le droit de prendre place dans les nouvelles travées du Conseil municipal de Paris. Nous nous y opposâmes. Pucheu aussi, jusqu'au jour où Levillain rencontra Pucheu dans le bureau de Déat. « On ne remet donc plus ses amis Pucheu ? — ... ? — Ignorez-vous que j'ai rendu de grands services à la maison Renault. Des services que Lehideux, lui-même a, d'ailleurs, reconnus ? — Et alors ? — Alors, accordez vos violons ! Allons, un bon geste ! L'Hôtel de Ville, et je vous fiche la paix, auprès d'Abetz ! » L'insolent topaze triomphait trop aisément des réticences du jeune ministre...

Mais de plus inquiétantes figures rôdaient aux alentours de l'Hôtel du Parc. Celle de Vanormelingen (dit Vanor), notamment, ancien

fonctionnaire colonial, tueur professionnel aux gages de la *Gestapo*, face de brute, aux yeux injectés de sang, de qui la Préfecture de police nous fit dire, au général Laure et à moi, d'avoir à nous méfier. Vanor se proposait de nous régler notre compte...

[325]

Nous réagissions, comme nous le pouvions, éloignant les uns, frappant les autres. J'obtins de l'amiral Darlan, qu'il rayât de la liste des membres du Conseil national Cresp, Rauzy et Dumoulin. Nous renvoyâmes Chardonne à ses chères études et j'offris un taxi à ce vieux fou de Châteaubriant, pour lui permettre de quitter au plus vite la zone libre. « Votre sécurité n'y est plus assurée », lui confiai-je avec un grand sérieux...

*
* * *

Mais la marée montait. Des défections se produisaient dans tous les camps. De l'Action française, où Pujo et Calzant chaussaient les bottes de Maurras, se détachait Pierre Héricourt, dont les propos, d'une germanophilie notoire, parvenaient à nos oreilles. Je refusai à Héricourt le poste qu'il ambitionnait, dans la Propagande de l'Afrique du Nord. Il s'en montra très affecté, mais reçut, plus tard, de Laval, le Consulat général de France à Barcelone. Ainsi voyait-il récompensées sa fidélité à l'Axe et les diffamations, dont il ne cessait d'accabler Paul Reynaud, alors prisonnier au Portalet. Bichelonne, dont la femme avait, cependant, tâté des cellules du Cherche-Midi, m'inquiétait par sa rapide évolution. De Haute-Garonne, de mauvais bruits nous parvenaient sur le compte de l'abbé Sorel, conseiller national...

Philippe Henriot, que j'avais, jadis, connu à la Fédération républicaine, et dont j'admirais, comme tout le monde, l'immense talent, observait, encore, à l'égard de la collaboration, une certaine réserve. Il nous surprit, pourtant, un soir, ma femme et moi, lorsqu'au cours d'un dîner chez Ricou, il nous confia qu'il avait été invité par les Allemands à se rendre sur le front de l'Est. « À quel titre ? — Comme correspondant de guerre. — J'espère bien que vous refuserez. — Je me le demande. Le spectacle doit être passionnant. Il y a des occasions qu'il ne faut pas manquer... — Gardez-vous-en comme de la peste ! Allez-donc, plutôt, en AOF. Un beau voyage, l'avion, l'accueil enthousiaste

des noirs. Je vais vous faire donner les papiers nécessaires par le ministère des Colonies. »

[326]

J'obtins, pour lui, cette mission, et me félicitais, en quittant Vichy, d'avoir sauvé la mise à un homme, que Gringoire lentement intoxiquait, qui ne savait contraindre ses élans, dompter ses fièvres, mais que je sentais, nationalement, au-dessus de tout soupçon. Qui m'eût révélé, ce soir-là, qu'il finirait de si lamentable façon ?

Le Maréchal me pria de recevoir, un jour, Georges Claude. Je n'ignorais rien de l'attitude collaborationniste de l'inventeur de l'air liquide, mais je n'en pus obtenir la moindre confiance. Georges Claude venait m'entretenir, tout simplement, d'un projet d'utilisation de l'énergie thermique des mers, à Abidjan. Ses yeux d'un bleu si pur, sa bouche qui semblait mâchonner un éternel chewing-gum, s'animaient avec une extraordinaire mobilité, à la pensée des avantages, dont ses procédés fe raient bénéficier nos paisibles populations de Côte d'Ivoire. Je ne sus rien lui arracher d'autre. À peine me rappela-t-il, en partant, les circonstances dans lesquelles il s'était présenté, en 1932, à la députation, en Seine-et-Mame, contre Jacques-Louis Dumesnil...

Henri Clerc fut plus explicite. J'avais rencontré, quelques années avant la guerre, cet ancien fonctionnaire du ministère des Finances, auteur de pièces discutées, et qui fut, pendant une législature, député de la Haute-Savoie. Je savais que ses topos économiques incommodaient facilement la Chambre et qu'il rédigeait, depuis la guerre, quelques papiers à l'*Œuvre*. Mauvaise référence. Je le reçus, néanmoins, et subis de longues explications sur les raisons qui l'avaient amené à la collaboration, sur les avantages qu'il en attendait, pour le bien de la France et du monde. Le thème manquait de nouveauté. Je dois dire, cependant, qu'Henri Clerc me parut sincère et qu'il manifesta un réel désappointement, quand je lui appris que nous ne pourrions assister, le soir, à la conférence qu'il donnait, au Casino, sur la *Nouvelle Europe*. Cette conférence se déroula devant des banquettes vides. Henri Clerc ne revint pas à Vichy...

Doriot n'apparut, lui-même, que deux fois à l'Hôtel du Parc. Je n'avais fait que l'entrevoir, en novembre 1940, lorsque, se prévalant de sa brochure *Je suis un homme du Maréchal*, il sollicita, un dimanche matin, une audience du Chef de l'État. Le Maréchal le reçut pendant

vingt minutes et l'invita, naturellement, à déjeuner. Ce déjeuner fit [327] quelque bruit, et le colonel de La Rocque vint me signaler l'émotion qu'avaient ressentie les membres du PSF à la nouvelle qu'un tel personnage s'était assis à la table du Maréchal.

Doriot se brouilla, par la suite, avec Laval, partit pour le front de l'Est et revint à Paris, partager avec Déat et Deloncle, la présidence du Rassemblement national populaire. Il s'arrêta à Vichy, en décembre 1941. Le Maréchal, qui ne pouvait oublier que le chef du PPF, l'ancien lieutenant d'Abd-el-Krim, avait porté l'uniforme allemand, refusa, purement et simplement, de le recevoir. Mais l'amiral Darlan s'y résigna et me pria de lui tenir compagnie. Je m'esquivais, lorsque le Maréchal, alerté par Darlan, me donna l'ordre d'assister à l'entretien.

Curieux entretien. L'Amiral, souvent à court d'idées et plus souvent à court de mots, reçut Doriot avec gêne. Il le pria, en deux phrases, de lui communiquer ses impressions. Et tandis que le chef du Parti populaire égrenait, avec lenteur, ses souvenirs « d'ancien combattant de la Wehrmacht », l'Amiral tapotait une petite ancre marine et s'abandonnait doucement au sommeil. Doriot parlait toujours. Mais j'étais, vraiment, le seul à l'entendre. Il s'exprimait, au reste, avec facilité et donnait sur les rencontres d'automne entre Allemands et Russes d'intéressants détails, des détails qui m'eussent, même, paru dignes d'être notés si je ne les avais entendus de la bouche d'un traître, dans le bureau d'un amiral. Je contemplais le « grand Jacques », avec étonnement. J'apercevais, de profil, ce corps massif, un peu voûté, ce dos qui menaçait, à tout instant, de rompre les barreaux de la chaise, ces bras tombants, ces mains d'étrangleur, ce visage de mauvais prêtre. Peu d'élégance ; un veston bleu, mal croisé, un col mou défraîchi, une cravate noire...

La somnolence de l'Amiral commençait d'énerver Doriot, qui le réveilla brusquement : « Il y a près d'une demi-heure que je parle, Amiral, et vous ne m'avez fait l'honneur de me poser aucune question. Le gouvernement a-t-il, oui ou non, une opinion sur le rôle de la LVF ? La soutient-il ? La condamne-t-il ? » L'Amiral, arraché à ses rêves, fixa Doriot d'un œil pâle, puis se tournant vers moi : « Qu'en pensez-vous, du Moulin ? » Je fis observer que je n'avais vraiment aucune qualité pour parler au nom du gouvernement et [328] que je le regrettais, d'ailleurs. « C'est, évidemment, une affaire très délicate ! » poursuivit

l'Amiral. Écœuré, Doriot se leva et prit congé. Il vaut, peut-être, mieux, que les choses se soient passées ainsi...

De Joseph Damand, je n'aurais jamais pu croire qu'il jouerait, un jour, le rôle odieux, dont l'histoire a déjà marqué son nom. Membre, dès ses débuts, de la Légion, il m'apparaissait, comme un magnifique soldat, dévoué corps et âme au Maréchal, prêt à se faire tuer, de nouveau, pour son pays. Chez un tel homme, sommaire et fruste, les réflexes du courage étaient, sans doute, les plus saillants. Mais impatient d'autorité, ambitieux de commandement, Darnand souffrait des méthodes conciliantes de François Valentin, de l'équivoque, aussi où se traînait la Légion. Il voulait ses troupes. Il exigeait ses cohortes. Quand le problème du Service d'ordre légionnaire (SOL) se posa pour la première fois, au Comité civique de la Légion, j'intervins, avec force, pour le faire repousser. Je n'acceptais point que l'on créât, en faveur du ministère de l'Intérieur, une police supplémentaire. Darnand ne réagit pas, sur le moment, mais me prit à part, à la sortie. « Votre hostilité vis-à-vis de Pucheu vous égare, du Moulin, me dit-il. Elle vous rend injuste pour notre projet. Nous n'avons, d'ailleurs, aucune confiance en Pucheu. C'est un agité, un trublion. Et si vous vous imaginez que c'est pour lui que nous voulons créer les SOL, vous vous trompez étrangement. C'est pour le Maréchal. C'est pour la Révolution nationale. Il y a, en zone libre, toute une série de salopards, de margoulines, de mercantis, qui ont besoin de tâter de la trique légionnaire. Les épargneriez-vous ? — Le problème est mal posé, lui répondis-je. Je vous abandonne tous les salopards de la terre, tous les trafiquants du marché noir, tous les pédérastes de la collaboration. Mais j'estime que c'est aux tribunaux qu'il appartient de les poursuivre. En créant vos phalanges, en les armant, vous allez instaurer un véritable fascisme et le pire des fascismes, sous le regard complaisant de l'ennemi. Vous n'aurez jamais ma voix ! — Oh ! fascisme, fascisme, ce sont là de bien grands mots ! Voulez-vous, oui ou non, la pagaïe ? » Nous nous séparâmes. Je crois bien que nous ne nous sommes jamais revus...

*
* *

Nous ne rencontrâmes, en somme, à Vichy, qu'assez peu de collaborationnistes. Ces messieurs n'aimaient pas l'atmosphère de la capitale provisoire. Ils savaient que les cœurs y étaient droits, l'argent rare — c'est ce qu'ils appelaient la « province » — que le Cabinet du Maréchal dressait, autour du Chef de l'État, un solide blockhaus de défense et de protection. Mais, à défaut de leurs visites, ils nous réservaient, dans leur presse, d'assez jolis couplets. Je garde l'honneur d'avoir été, l'un des premiers, fouaillé, et de main de maître, par la presse pronazie. Campagnes du *Pilori* et de *Cassandra* (en Belgique), articles de Suarez dans *Aujourd'hui*, d'Henri Lèbre dans *Le Cri du Peuple*, de Déat dans *L'Œuvre*, de Robert Dieudonné (l'ex Géo Oltramare, de Genève) dans *La France au travail*, de Brasillach dans *Je suis partout*, violents couplets de Rebattet dans *Les Décombres*, d'ordurières invectives des orateurs du *Ranapo*, à la Salle Wagram ou au Vel d'Hiv, rien n'aura manqué à ma joie. J'ai conservé toutes ces coupures. Elles me distrairont, peut-être, au soir de la vie...

Mais je garde, aussi, le droit — et j'en ai largement usé — de ne point taire le nom de ceux qui furent, dès le début, des collaborationnistes militants. Ils n'étaient pas très nombreux, mais ils ont fait un grand mal à la France. Et la lutte que nous avons menée, contre eux, au moment le plus difficile, nous donne encore le droit de dénoncer leur perfidie.

J'ai laissé dans l'ombre quelques pauvres bougres — des lampistes — mais j'ai voulu nommer les chefs, les têtes de file, des hommes, qui, non seulement, ont « cru en la victoire de l'Allemagne », mais qui l'ont passionnément souhaitée, qui ont tout fait pour y contribuer, qui se sont, selon les cas, donnés ou vendus à l'ennemi. J'ai cité leurs noms, non point pour satisfaire à cette passion de délation, qui fut l'une des lèpres de notre époque (je n'ai, d'ailleurs, personnellement, rien à leur reprocher), mais pour les « distinguer » — le mot fait presque mal — de tant de bons Français, dont le seul crime fut d'avoir cru au Maréchal, d'avoir fait partie de la Légion et qui, victimes d'une ignoble confusion, brisés, torturés, massacrés, ont payé de la mort, de la prison, de l'exil, leur seul amour de la France. Pour bien marquer, [330] aussi, qu'en dehors d'un quarteron de traîtres ou de fous, Vichy, ce Vichy, qui a laissé tant de tristes souvenirs, ne comptait, à l'époque où j'en fus chassé par les Allemands, que des

hommes courageux, attachés à leur devoir, prêts à tout sacrifier au salut du pays.

[331]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre XIII

SYNARCHIE

[Retour à la table des matières](#)

Fable ou réalité ? Histoire de brigands ou brigandage du pouvoir ? Assemblage de quelques noms, au sein d'une entreprise imaginaire ou tentative d'accaparement de l'État par une équipe d'industriels et de financiers ? Complot fictif ou complot effectif ? Beaucoup de Français se sont posé la question...

Je me suis, pour ma part, longtemps, demandé si la Synarchie n'était pas l'invention de quelque journaliste en délire, un mythe renouvelé du Serpent de mer ou du monstre du Loch Ness, un « canular » emprunté à la tradition d'Hégésippe Simon ou des Poldèves. Je me le suis demandé d'autant plus, que j'ai figuré moi-même, à côté de nombreux camarades, sur les listes de la Synarchie sur ces listes d'inspecteurs de finances, d'anciens polytechniciens, d'administrateurs de sociétés, que l'on se passait, à Vichy, de main en main, avec un sourire renseigné — et que je défie tout homme de bon sens, dont le nom se trouve mêlé à une histoire, qu'il ignore de bout en bout, de ne point tenir cette histoire pour une légende. On peut être, à la façon de M. Jourdain, prosateur sans le savoir. Mais « synarque sans s'en douter », c'est tout de même un peu gros...

Telle fut, à l'égard de la Synarchie, ma première réaction. Ajouterai-je qu'ayant eu les oreilles rebattues d'un « complot Pétain », d'un « complot Weygand », auxquels trop de raisons me portaient à ne pas

croire, et, que m'étant habitué (par cette sorte de déformation de l'esprit, que donne l'horreur des cheminements secrets) à ne considérer l'histoire que comme une succession d'actes ostensibles, [332] je répugnais à rattacher à des causes mystérieuses un certain nombre de faits, qui m'avaient cependant troublé.

Mais, la curiosité me poussant, je suis allé aux sources. J'ai pris connaissance d'un rapport de M. Chavin, directeur général de la Sûreté nationale, où, sur les indications de quelque cagoulard (peut-être le docteur Martin), l'affaire de la Synarchie se trouvait traitée avec un grand luxe de détails. J'ai lu, trois ou quatre ans plus tard, dans la France intérieure, une assez longue étude de M. J. David consacrée au même sujet. Et je me demande ce qu'il faut raisonnablement penser de l'existence d'une société secrète de cadres, d'un type intermédiaire, le MSE (« mouvement synarchique d'empire ») dont les initiés, choisis, à leur insu, par les procédés d'une sélection rigoureuse, auraient reçu mission de se glisser aux postes de commande de la nation, d'en manœuvrer l'économie, d'en diriger la politique...

Le Mouvement synarchique d'empire, issu d'une dissidence de de l'Ordre martiniste — cet ordre, dont Saint-Yves d'Alveydre fut le Grand Maître au cours du XIX^e siècle — a-t-il pris naissance en 1922, comme nous le dit M. David, quelques mois à peine après la marche des Quadrumvirs sur Rome ? A-t-il été créé pour « coiffer » les sociétés secrètes d'un type inférieur (Maçonnerie et Cagoule) ? A-t-il surtout servi à préparer la chute de la Troisième République, à faciliter l'avènement du Maréchal, à forger l'un des maillons du fascisme international ? Si c'était vrai, nous nous trouverions en présence de l'une des plus puissantes machines de guerre que l'histoire des complots politiques ait, jamais, découvertes. Avouerai-je que les dimensions mêmes de l'entreprise me laissent assez sceptique ?...

Faute d'initiation personnelle, je ne puis que m'en tenir — au moins provisoirement — à l'érudition de mes auteurs. J'aurais aimé leur offrir mon témoignage. Mais je n'ai jamais reçu la visite d'un « frère insinuant », à la démarche feutrée, porteur d'un missel de luxe, relié sur tranches, et contenant la doctrine de la secte (le « Pacte synarchique d'Empire »). Je n'ai jamais éprouvé, ni de près ni de loin, en mon conscient ou en mon subconscient, cette subtile tactique d'approche, renouvelée, nous dit-on, de l'Ordre des Illuminés de Bavière ou des méthodes des Pythagoriciens de Crotona. Je n'ai jamais ressenti ce

fluide étrange, [333] pénétrant, qui, magnétisant mes frères en finances, les aurait précipités, tout armés, à la conquête du pouvoir.

À vrai dire, je le regrette un peu. La prise de contact ne devait pas manquer de saveur, et le vocabulaire autorisé (atomisation de la conjuration, détermination stricte du secteur humain, *diarium* de prospection) m'eût fait passer des heures rabelaisiennes. Dirai-je, même, que j'en éprouve quelque dépit ? Car m'étant vu, et fort congrûment, abordé par des émissaires de la Franc-Maçonnerie, en 1928, et de la Cagoule, en 1937 — sociétés secrètes d'un type manifestement inférieur — j'aurais eu, peut-être, quelques titres à figurer dans le Botin mondain de ce carbonarisme d'intégrales, dans ce Chaix sur vélin d'ange, où s'épanouissait, nous dit-on, la fine fleur de l'École polytechnique, l'herbe rare de nos conseils, le gratin de nos ministères. Et je suppose que beaucoup de mes amis se seront fait la même réflexion...

Hâtons-nous de passer cette déception par profits et pertes, de suivre notre guide, M. David, d'ouvrir le Larousse, où la Synarchie nous révèle, dans le respect le plus strict de Fétyimologie, le secret de son architecture « gouvernement simultané de plusieurs princes administrant les diverses parties d'un État », et de remonter la filière des dynastes.

Nous n'irons pas très loin. Nous ne remonterons pas très haut. Un nom, très vite, retient notre attention : le nom d'un contemporain, d'un homme qui vivait, encore, il y a cinq ans, et qui aurait été, selon nos glossateurs, le véritable fondateur de la « secte » : le nom de Jean Coutrot.

Pourquoi dissimulerais-je que l'évocation de ce nom m'a laissé longuement rêveur, qu'il a remué en moi, à défaut de souvenirs personnels (je n'ai jamais rencontré Jean Coutrot), tout un monde d'impressions, vieilles déjà de près de dix ans, mais qui s'étaient, à l'époque, fortement nouées dans mon esprit ?

C'est que Jean Coutrot, intéresse toute notre génération. Il joue dans l'ombre — une ombre volontaire — un rôle considérable. Il fait partie, en 1936, du « *brain's trust* » de Spinasse, ministre de l'Économie nationale. Il anime de ses brusques fulgurances cet aquarium sublunaire, où tant d'esthètes mal rasés, tant de surréalistes [334] de l'économie jonglent, dans une ahurissante cascade, avec les notions de

monnaie, de salaires et de prix. Il publie de nombreux livres, aux titres suggestifs : *l'Humanisme économique*, *l'Arc-en-Ciel*, la *Semaine céphéenne*. Il est l'animateur de bon nombre d'institutions, qui connurent, un moment, la grande vogue, le *Cercle d'X-Crise*, transformé, plus tard, en *Centre polytechnicien d'études économiques* — où Paul Reynaud et Duchemin s'affrontèrent, en un grand débat, sur la dévaluation — le *Cercle d'études des problèmes humains*, qui tint ses assises à l'abbaye de Pontigny, *l'Institut de psychologie appliquée*, le *Centre national de l'Organisation française*...

Coutrot est comme le Protée de la ségrégation cellulaire, comme le Titan du remembrement protoplasmique. Il n'est question que de lui. On le cite à tout propos. Mais on le connaît peu. Il tient la vedette du mystère. Est-ce le goût de l'action secrète, qui lui fait multiplier les voyages, nouer de furtifs contacts à l'étranger, se lier au russe Navachine, franc-maçon notoire, assassiné au Bois de Boulogne dans des conditions mystérieuses ? Qu'est-il au juste ? Que cherche-t-il ?

La personnalité de Coutrot m'intriguait. J'interrogeai, à son sujet, deux de mes amis : Treuille, un ancien camarade d'escadrille en Syrie, polytechnicien lui aussi et collègue de Coutrot au cabinet de Spinasse, et Louis Vallon, économiste et socialiste, adepte de l'école mathématique autrichienne de Walras, qui fit partie, plus tard, du cabinet du général de Gaulle. L'un et l'autre se montrèrent assez sobres de détails et je compris qu'il était des sujets, auxquels il valait mieux ne pas toucher...

Or, cet homme étrange est mort, il y a cinq ans. Il est mort, nous dit-on, dans des conditions troublantes, quelques mois, à peine, après son secrétaire, Frank Théallet, dont les papiers furent d'ailleurs volés, quelques mois seulement avant un autre secrétaire, Yves Moreau, disparu, comme Théallet, mystérieusement. A-t-il laissé des instructions, un testament ? Je l'ignore, Mais il a laissé des amis, des disciples, dont la plupart occupent, d'ailleurs aujourd'hui, des places de premier rang, dans les services de l'Économie nationale. Il aurait laissé, aussi, des héritiers. Et ces héritiers ne seraient autres que les plus hauts fonctionnaires des Finances et des Travaux publics [335] que son génie de la « mise en place » destinait, de longue date, à l'investissement du pouvoir...

M. David nous confie que ces hauts fonctionnaires se retrouvèrent, comme par enchantement, à Vichy et constituèrent les cadres de l'État nouveau. « Ils se connaissaient, d'ailleurs, de longue date. » L'affirmation ne serait que banale — car la plupart des hauts fonctionnaires se connaissent — si M. David ne prenait soin de nous dire qu'ils « se fréquentaient », avant la guerre, au sein d'organisations bizarres, dont Coutrot était l'un des animateurs. D'organisations qui auraient eu, sous un nouveau nom, leur réplique à Vichy. Quelles étaient donc ces organisations ? M. David nous en cite une: le Centre d'information interprofessionnel (CII). Mais il oublie de nous dire quel était le nom d'origine, le nom de baptême, de cette institution vichyssoise. Il se borne à nous révéler que le président en fut M. Gérard Bardet et que ce même M. Bardet, nommé à ce poste par Pierre Pucheu (et membre, comme Pucheu, du conseil d'administration des Établissements Japy, contrôlés par la banque Worms), aurait été, de surcroît, un ami de Coutrot...

Est-ce assez pour accréditer l'idée d'une filiation directe entre l'un des inspirateurs les plus ardents, les plus fiévreux de l'ancien Front populaire, Jean Coutrot, apôtre de l'humanisme économique, démiurge de laboratoire, spécialiste de l'imprégnation des cadres, et les membres d'une équipe, en qui l'opinion publique se plut à découvrir les parangons de la Synarchie : l'équipe dite de la banque Worms ?

Est-ce assez, surtout, pour donner à penser que de hauts fonctionnaires appuyés sur des industriels ou des financiers de marque aient ourdi, volontairement, un complot, afin de disposer de l'autorité administrative, des secteurs de l'économie, des leviers politiques du nouvel État ? Et qu'ils l'aient ourdi, en liaison directe avec des complots du même ordre, sous le couvert d'un certain capitalisme international (où le germanophile Bedaux, l'ami du duc de Windsor, aurait tenu la baguette du chef d'orchestre), dans le dessein d'assurer l'instauration d'une sorte de « fascisme mondial » ?

Telle paraît être la thèse de M. David. J'ai quelque peine à la prendre au pied de la lettre. J'estime que les indices qu'il nous livre sont assez faibles. Je crois qu'à vouloir trop expliquer il explique [336] insuffisamment. Et pour tout dire, je ne découvre que des assonances ou des concordances, non de véritables preuves, dans le réseau de son argumentation. Il y a bien eu, sans doute, le trinôme « Coutrot-Bardet-Pueheu ». Mais Bardet n'était pas fonctionnaire et Pucheu n'aborda la

fonction publique qu'en devenant ministre de la Production industrielle. Et ce trinôme reste, à lui seul, bien modeste, bien limité. On aimerait voir surgir de l'anneau d'origine, de l'anneau Coutrot, d'autres chaînes. On aimerait découvrir, parmi les maillons de ces chaînes, les noms de hauts fonctionnaires connus. On n'y parvient pas et l'on demeure un peu sur sa soif, aux prises avec le mystère, mais surtout avec Tirrévéle...

C'est dommage pour la thèse de M. David. Car, enfin, le Mouvement synarchique d'Empire peut avoir fort bien existé. Il peut avoir compté, dans de nombreux ministères, des adhérents, des correspondants, des affidés. Il peut avoir atteint un certain degré d'ampleur. Comment n'aurait-il pas laissé, de-ci, de-là, quelque trace, quelque fissure, quelque repère ? On ne voit rien. C'est un peu mince pour justifier la thèse d'un assaut massif, donné au pouvoir, par les membres d'une « mafia ». C'est un peu court, surtout, pour confirmer l'hypothèse d'une investiture accordée au Maréchal par la haute administration française.

À vrai dire, l'administration française a fait comme la France entière : elle a suivi. Sans doute comptait-elle deux de ses membres les plus importants — deux inspecteurs des finances, de surcroît — Baudouin et Bouthillier, dans le premier gouvernement du Maréchal. Mais Baudouin avait quitté la rue de Rivoli depuis près de quinze ans et Bouthillier ne pouvait prétendre représenter, à lui seul, l'esprit de la maison. En vérité, Baudouin et Bouthillier n'ont fait partie du gouvernement de Bordeaux que parce qu'ils avaient été les ministres de Paul Reynaud et qu'ils se trouvaient à pied d'œuvre, le 16 juin 1940, lorsque le Maréchal succéda à Paul Reynaud. Ils ne bénéficièrent, en aucune manière, d'une délégation de leurs « pairs ». Les malheureux pairs se trouvaient, d'ailleurs, à la même heure, prisonniers de la débâcle. Ils avaient assez de peine à rassembler leurs services, à réunir leurs archives, dans de pauvres gentilhommières de la Touraine ou de l'Anjou, pour pouvoir s'offrir le luxe de dépêcher des mots d'ordre à [337] leurs têtes de file bordelaises. Et quand l'exode eut pris fin, quand il fallut s'installer à Vichy, l'emménagement les absorba suffisamment pour les dispenser de recourir aux artifices d'une machination compliquée.

Sans doute rencontra-t-on beaucoup de fonctionnaires à Vichy. Mais cette concentration avait un caractère de circonstance. Il fallait bien que

les hauts fonctionnaires se retrouvassent auprès de leurs ministres ; il fallait bien que certains chefs de service, demeurés à Paris, à la tête de leurs échelons légers, accomplissent de temps à autre la navette Paris-Vichy. Ils ne pouvaient, les uns et les autres, que descendre dans les mêmes hôtels, se partager les mêmes chambres, prendre place aux mêmes tables. Au milieu d'eux, se glissaient, parfois, quelques industriels, quelques financiers. Mais c'étaient là, surtout, d'anciens camarades d'École, des Mines, des Ponts, du Génie maritime, que, dans l'organisation un peu hâtive du ministère de l'Armement, Raoul Dautry avait réunis à des ingénieurs de l'État et qui, reprenant les habitudes de l'Hôtel Majestic, pénétraient avec simplicité dans les nouveaux bureaux de la Production industrielle, où Lafond, secrétaire général à l'Énergie continuait, d'ailleurs, de pratiquer l'amalgame.

Tout cela ne ressemblait guère à la conquête du pouvoir. Était-ce, à défaut de conquête, de l'accaparement ? Le mot d'accaparement se prête à de larges extensions... Mais, faisons la part belle à M. David. Admettons qu'en dehors même de cette concentration géographique, une solidarité plus étroite ait pu s'affirmer entre ces hauts fonctionnaires. Cette solidarité ne s'expliquait-elle pas, suffisamment, par la dureté de l'épreuve, par le souci de rétablir des liaisons compromises, par l'espoir de remédier, dans le cadre d'une organisation forte et cohérente de l'État, aux syncopes d'un pouvoir, que l'on devinait faible, que l'on sentait improvisé ?

Je n'ai jamais respiré l'odeur de la « synarchie » dans les premières semaines de Vichy, à moins que la synarchie ne s'y appelât tout simplement l'armée. Je n'y ai vu que des hommes sérieux, solides, positifs, soucieux d'assurer au plus tôt le redressement de la France.

*
* *

[338]

Mais j'ai été, six mois plus tard, le témoin d'événements tout différents, d'événements politiques ceux-là. J'ai vu se réaliser la brusque ascension de cinq hommes: un financier, deux industriels, deux publicistes, qui ne dissimulaient rien, ni de leur visage, ni de leur pensée, et dont la personnalité se révélait assez forte pour n'avoir nul besoin d'un fond de teint ésotérique. J'ai vu se nouer autour de ces hommes beaucoup de sympathies, beaucoup de dévouements. Je les ai

vu jouer un rôle considérable, souvent utile, parfois néfaste, et je me demande s'il n'y a pas eu entre ces nouveaux venus, que l'on appela très vite les « synarques », et le mouvement toujours mystérieux de la synarchie, l'une de ces confusions, trop facilement entretenues, dont les esprits simples et les amateurs de romans policiers se montrent également friands.

Rien ne me paraîtrait plus déplaisant que de prolonger moi-même cette confusion, cette équivoque. Et s'il m'arrive d'employer, parfois, le mot de synarchie, je demande qu'on veuille bien le prendre dans son sens littéral et restreint d'association des « synarques », non dans son acception idéologique ou mythique. Lorsque l'on sort du domaine de la conjecture pour pénétrer dans le domaine des faits, il est de simple probité de ne point laisser chevaucher, l'un sur l'autre, deux vocabulaires aussi différents.

Mais, quels furent, au juste, ces faits ?

Le 22 février 1941, l'amiral Darlan constitue son ministère. Il le constitue à Paris et, le constituant à la façon des anciens présidents du Conseil — sans que le Chef de l'État, réduit au silence par le contrecoup du 13 décembre, puisse se permettre d'en discuter la liste — embarque sur sa galère MM. Jacques Barnaud, Jacques Benoist-Méchin, François Lehideux, Paul Marion et Pierre Pucheu.

Il les embarque, selon sa manière, avec légèreté et décision. Il les embarque, sans les connaître, sans connaître au moins les trois derniers, car Benoist-Méchin s'est beaucoup remué dans la coulisse, au moment de Montoire et Barnaud n'a pas dédaigné de remplir, depuis six mois, les fonctions de chef de cabinet de René Belin, secrétaire d'État à la Production industrielle et au Travail.

Darlan les embarque, en fait, sur la caution de Barnaud, qui présente, l'un après l'autre, ses camarades à l'Amiral et les fait bénéficier [339] d'une promotion inattendue. Pucheu prend le portefeuille de la Production industrielle, laissant à Belin le seul secrétariat d'État au Travail. Lehideux est nommé délégué général à l'Équipement national, Barnaud délégué général aux relations économiques franco-allemandes. Tous trois font partie du gouvernement. Tous trois ont accès au Conseil des ministres. À leurs côtés, mais à un rang plus modeste, Marion et Benoist-Méchin se voient nommés secrétaires généraux adjoints à la Vice-présidence du Conseil. Ceux-là ne sont pas

encore ministres. Ils le seront plus tard. Mais ils s'installent au sommet de la hiérarchie des fonctionnaires et prennent figure de conseillers intimes de l'Amiral.

Quels sont ces hommes ?

Jacques Barnaud est l'un des trois associés de la banque Worms. C'est un Français de bonne souche, dont l'un des frères est amiral, dont le fils est enseigne de vaisseau. C'est, de surcroît, un homme intelligent, fort intelligent. Ancien élève de l'École polytechnique, inspecteur des finances (et l'un des « as » du corps), brillant combattant de l'autre guerre, il s'est élevé, par sa seule valeur, à l'un des postes les plus en vue de la hiérarchie bancaire. On le dit timide : il se confie peu.

Pierre Pucheu est l'un des plus beaux fleurons de l'École normale supérieure. Un normalien-lettres, qui fut, rue d'Ulm, le camarade de Déat, de Garric, de Bonnafous, mais qui a négligé les vains honneurs du professorat, pour se lancer, tête baissée, dans l'industrie. Il y a d'ailleurs réussi. Le Comptoir de la sidérurgie s'est ouvert à son talent dévorant. Pucheu, diplomate de la fonte et de l'acier, courtier des poutrelles et des rails, a négocié d'heureux accords avec l'étranger. Il y a manifesté des dons peu communs d'autorité, de décision, de persuasion...

Mais la persuasion se sent, parfois, bien à l'étroit devant les tables d'un conseil d'administration. Cet athlète a besoin d'estrades à sa mesure. Et la politique, très vite, le tente. Se présentera-t-il aux élections ? S'inscrira-t-il dans quelque groupe parlementaire ? Non. L'heure des affiliations ternes, des démarrages lents, lui paraît déjà passée. Cet homme, qui se promène tête nue, qui aime le vent du large, les climats vivifiants, ne s'intéressera qu'aux ligues, aux [340] nouveaux mouvements. La Rocque l'accueille aux Croix-de-Feu. Mais La Rocque et Pucheu n'ont aucun point commun. Et Pucheu, au bout d'un an, claquera les portes, entraînant vers Doriot, plus « peuple », plus dynamique, une équipe de sept ou huit réfractaires, Havard et Maud'huy entre autres. Mais Doriot, pas plus que le Colonel, ne retiendra longtemps Pucheu. Quand la guerre éclate, Pucheu, qui supporte mal le partage de l'autorité, a trouvé le moyen d'être, déjà, le transfuge de deux partis politiques : le PSF et le PPF.

François Lehideux est le neveu, par alliance, de Louis Renault. Il est entré, en 1932, dans l'affaire de famille. Il en a été nommé

administrateur-délégué en 1934. Il a fait preuve de courage et de sagesse, au moment des grèves de 1936. Puis il a connu les sautes d'humeur de son oncle — un patron difficile — et s'est éloigné des Établissements Renault, tout en demeurant membre des grandes Fédérations de l'automobile. Au physique, un contraste absolu avec Pucheu. Lehideux est un garçon mince, fin, presque fluet, sans grande autorité physique, sans don de parole, mais sérieux, bien élevé, intelligent — un pastel de La Tour sur petit châssis — un « gentilhomme d'affaires » aussi, c'est-à-dire, le contraire d'un chevalier d'industrie.

Paul Marion est l'intellectuel et le tribun de l'équipe. C'en est aussi l'enchanteur, l'amuseur. Un garçon plein de verve et d'esprit, qui a polissonné, jadis, à l'Humanité, (il y tenait, dit-on, la rubrique des « gueules de vaches », c'est-à-dire des officiers d'activé), mais qui s'est détaché, très vite, du communisme, a rejoint Doriot et s'est offert, avec la découverte du fascisme, son Chemin de Damas. Son livre *Leur combat*, paru quelques mois avant la guerre, est déjà l'œuvre d'un écrivain. Orateur de classe et titi parisien, Marion fouaille et gouaille. Il a tenté d'étriper la bourgeoisie par en dessous. Il la prend, aujourd'hui, à revers. Il souhaiterait, au nom de l'Ordre nouveau, la refouler hors des pelouses, où vont défiler, alignées et chantantes, les jeunesses populaires de l'Europe. Sincère, honnête, mais incapable de diriger une administration, Marion restera prisonnier du clan, des amis, des amies. C'est d'ailleurs un « régulier » qui sait ce qu'il doit à l'Allemagne qui l'a libéré, au totalitarisme qui l'a ragailardi, à la France dont il aime l'asphalte, les filles, les poètes...

[341]

Benoist-Méchin, historien militaire, musicographe et critique d'art, tout imprégné déjà de germanisme, n'a quitté la presse Hearst que pour le Cabinet des estampes de l'État-major allemand. Son livre sur l'Armée allemande est un livre de valeur, puisé à la source, bien composé. Mais son second livre, *La Moisson de 40*, dénote, déjà, le fléchissement du cœur et de l'esprit. D'où vient chez Benoist-Méchin ce goût de l'Allemagne ? On dit sa mère allemande. On lui prête des instincts particuliers. Tout cela n'est, peut-être, pas sérieux. Mais Benoist-Méchin « colle » manifestement à l'Allemagne. Il l'a dans les veines, dans la peau. Il l'aime. L'Allemagne, sans doute, l'a fait sortir de son stalag. Prisonnier, en juin, il a rejoint Paris dès septembre. Mais

peut-on payer d'une aussi démoniaque fidélité une simple dette de reconnaissance ?

Il y a une énigme Benoist-Méchin. Il y a, aussi, un malaise Benoist-Méchin. Ce visage glabre, ces lèvres serrées, cette démarche équivoque éloignent la sympathie, découragent la confiance. L'homme est intelligent, adroit. Il paraît fourbe. On pense invinciblement à Fabre d'Églantine, à quelque conventionnel musqué, qui ne quitterait la musique de chambre que pour le salon des tortures...

*
* *

Ces hommes sont très différents. Mais ils paraissent assez liés. Où se sont-ils connus ? Dans quelles circonstances ? C'est ici qu'il faut interroger Barnaud, leur « présentateur ». C'est ici qu'il faut se livrer à quelques recherches rétrospectives.

Trois ans plus tôt, la France a connu des moments difficiles, des moments crépusculaires. Qui ne se souvient de l'échec larvé du « Front populaire », de la « pause », comme on disait alors, des difficultés rencontrées par le cabinet Chautemps, du discrédit dont le Parlement semblait définitivement atteint ? Les menaces d'un conflit extérieur, d'une guerre civile, d'un effondrement du franc entraînaient la jeunesse française dans des directions nouvelles et confuses. Les héritiers des « néos » tentaient d'arracher les jeunes socialistes à la dialectique diaprée, mais figée, de Léon Blum. Jacques Doriot s'évertuait à fonder ce « Front de la [342] Liberté » qui, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, de Marshall à Vallat, rassemblerait ses phalanges contre le communisme. Mais Doriot trouvait, sur son chemin, les troupes du colonel de La Rocque, plus attirées par l'espoir d'un renouvellement social que par les lueurs de prochaines bagarres. Il rencontrait, surtout, de fervents adeptes du terrorisme, de l'action directe, les cagouleurs du CSAR, les dynamiteurs de l'Étoile, de Villejuif, de la rue Saint-Lazare. Entre tous ces groupes, sauf chez les Croix de Feu, de nombreux traits communs : un même mépris des transitions, un même goût de la violence, d'évidentes sympathies pour l'hitlérisme et le fascisme, de grands besoins d'argent...

Front populaire et ligues (populaires, elles aussi) ne laissaient que peu de place au secteur un peu mou de la bourgeoisie française. D'une bourgeoisie qui avait, jadis, dirigé et comme façonné l'esprit public

français, mais qui semblait, alors, transie, découragée. D'une bourgeoisie dont les éléments moyens avaient été broyés par la crise, dont les déracinés s'enfonçaient, à regret, dans la cohue des boulevards extérieurs, dont les têtes de file contemplaient, avec surprise, du haut d'un bunker de golf, les pull-overs géminés des tandems prolétariens... Cette bourgeoisie se résoudrait-elle à périr, ou, renouvelant ses méthodes, élargissant son audience, se pencherait-elle — pour la première fois depuis de si longues années — sur ces problèmes politiques, qu'elle avait tant négligés dans la poursuite de ses mobiles d'ordre économique ? Accepterait-elle de fournir sa réponse à tant d'angoissantes questions que posait l'existence même du pays ?

C'est alors — en 1937 — que Jacques Barnaud fonde sa revue, une petite revue jaune, les *Nouveaux Cahiers*.

Dans le haut poste, qu'il occupait à la banque, Barnaud ne trouvait que difficilement l'occasion de libérer ses rêves. La politique le tenta, lui aussi. Mais, gêné par sa timidité, desservi par une rare faiblesse de moyens oratoires, mystique de surcroît, Barnaud n'abordait la politique que de biais. L'heure lui semblait venue d'associer les meilleures têtes d'une élite assez vaste à l'étude des problèmes du destin français. Ne pourrait-il faire de sa revue une sorte de tribune, où de jeunes économistes, des romanciers en chômage, des cheveu-légers du monde des affaires, quelques aventuriers aussi, trouveraient, dans [343] le vent nouveau, l'occasion de faire entendre un accent neuf ? Une tribune libre, vraiment libre, face à la presse asservie, aux esprits aliénés, aux castes cloisonnées, à la politique de parti. Un « Pontigny » hebdomadaire, où s'institueraient, entre intellectuels et hommes d'action, ces recollections périodiques, ces confrontations objectives, préludes à de possibles « confluences ». Où se renouvellerait aussi une bourgeoisie, qui n'était plus celle de M. Bertin, de M. Aynard, de M. Ribot, une bourgeoisie décrochée de l'orléanisme et du centre gauche, étrangère au cycle maurrassien, mais qui s'éloignait, délibérément, du parlementarisme...

Très vite, ses intentions sont comprises. De Guillaume de Tarde à Boris Souvarine, de Paul Baudouin à André Philip, de Maritain à Drieu La Rochelle, de Laurat à Detoef, de Coutrot à Gaston Tessier, de Robert Lacoste à René Belin, d'Armand Petitjean à Denis de Rougemont, de Jacques Copeau à Jean Giono, de Jacques Guérard à René Cassin, de Truphil à Dayras, de Robert Marjolin à Georges

Lamirand, des frontières de l'Action française à la banlieue du bergerysme — en passant par les radicaux déniaisés, les francs-tireurs de l'USR et les dominicains à l'écoute — des hommes de talent se présentent, que n'unissent aucune doctrine, aucune foi communes, mais qui vont tenter de s'entendre sur les bases d'un « pragmatisme français ».

Car telle est la pensée profonde de Jacques Barnaud. Nul a priorisme ne le guide. Maurras sans doute s'en réjouirait. Mais il s'offenserait de ne découvrir dans cet « éclectisme détecteur » qu'une pâle copie de l'empirisme organisateur. C'est que Barnaud n'a pas plus de goût pour les systèmes que pour les doctrines. Ce technicien n'est pas un technocrate. Il aime les idées claires, les tempéraments vifs, les exposés précis. Il a les yeux au ciel, mais les pieds sur terre. Un grain d'idéalisme, le goût des responsabilités, la connaissance des bilans composeront une éthique nouvelle, appropriée aux exigences du moment...

J'ai feuilleté, depuis la guerre, la collection des *Nouveaux Cahiers*. Elle est riche, encore, d'intérêt. Riche de noms, aussi, qui n'ont pas vieilli : Mauriac, Paulhan, Schlumberger, Pierre Bost, pour la littérature : Dautry, Davezac, Isambert, Pose, pour l'industrie ; Carmoy, [344] Salaün, Maroger, pour l'administration ; Perrin, Pirou, Rougier, pour l'Université ; Archambault, Beuve-Méry et Madaule, pour les porte-bannières de la démocratie chrétienne. Jules Romains y aurait, sans doute, retrouvé la plupart des rédacteurs de son *Plan du 9 juillet* et le R.P. Gillet, des âmes d'élite, à pousser vers de plus hauts sommets. Problèmes de politique étrangère, problèmes sociaux, problèmes « culturels » s'y trouvaient traités, avec un sens très vif de l'actualité, un large pressentiment des réformes de structure, un certain snobisme intellectuel, aussi, qui se manifestait, jusque dans une obligeante publicité en faveur de la *NRF*, d'*Esprit*, de *La Flèche*, des *Feuilles libres de la Quinzaine*...

Nous sommes en plein vingtième siècle, intelligent, mais troublé. Chacun fait effort pour s'éloigner de ses pistes de départ, pour se hausser à la mesure de nouvelles exigences, de nouveaux conflits. Le capitalisme se dépasse, de lui-même, avec Detœuf, le syndicalisme avec Belin, le marxisme avec Laurat, le nationalisme avec Parain. Et tout cela n'est point pour effrayer Barnaud, qui aime les prolongements, les extrapolations...

Mais, à force de se prolonger, de se sublimer, de se transcender, ces équipiers perdront de leur oxygène. On les voit se donner rendez-vous vers le Nord, en quelque gare polaire, au-delà de ces écoles danoises de Grundtvig, qu'ils ont si bien décrites, au-delà de cette Suède, accueillante et sociale, qu'ils ont choisie pour terrain de leurs enquêtes. Et Narvik sonnera le glas de leur collaboration. Fondés en mars 1937, les *Nouveaux Cahiers*, s'éteindront trois ans plus tard, en avril 1940, sur un dernier fascicule, où René Cassin condamnera l'agression soviétique contre la Finlande, (« Sur le terrain psychologique, écrit Coutrot, dans la revue, c'est Staline qui est dangereux, non Hitler ») où brilleront les signatures jumelles de Louis Vallon et de Christian Pineau...

Ce dernier numéro est plein de mélancolie. Moins révélateur, toutefois, du désarroi de l'esprit public que le numéro de Munich. Un numéro sombre, tragique, presque désespéré, où, sous la banalité, nègre-blanche d'une « motion d'unanimité » (contre la mobilisation générale, contre l'intimidation, pour la neutralité tchécoslovaque, pour un règlement d'ensemble de la situation internationale), perce [345] le drame affreux de l'incertitude française. Les signataires de cette motion nous sont connus. Ils s'appellent Maritain, Mauriac, Duhamel, Copeau, Alain, André Philip. Et c'est chez Jacques Barnaud que ces pilotes se sont réunis, qu'ils ont, d'un cœur honnête, tenté de découvrir l'issue, et qu'ils ne l'ont pas découverte. Ne les chargeons pas. Ne les accablons pas. Et si quelque Dieu méchant les a fait buter sur l'écueil de Munich, s'ils ont perdu tout droit d'invoquer plus tard leurs dons de prévision, ne laissons pas de reconnaître que d'autres aussi se sont perdus dans la brume. Mais que ne sont-ils dégagés, plus tôt, du champ de leurs hésitations ? Que n'ont-ils renié d'eux-mêmes ce numéro des *Nouveaux Cahiers* ? Que n'ont-ils tressé des couronnes aux deux seuls hommes qui, ce jour-là, prirent nettement position contre Munich : Pierre Laroque, maître des requêtes au Conseil d'État et le colonel Garteysen ?

Mais Barnaud ? Que fait-il dans cette mêlée ? Barnaud tente de conserver le calme. Il sent le tragique de l'heure. Mais il s'efforce de ne point perdre pied. Il maintient les droits de la libre discussion. À Mantoux qui s'étonne que l'on puisse négocier avec des « gangsters », Barnaud répond qu'aucune considération morale ne l'interdit. À Henri Denis qui répudie tout compromis avec le totalitarisme, Barnaud rétorque que « cet état d'esprit l'effraie », qu'il le trouve stérile, plein

de périls. C'est le Barnaud, que nous retrouverons plus tard : sincère, courageux, confiant, prêt à faire le plus grand crédit aux « forces de convergence », prêt à payer de sa personne, pour éprouver, sur quelques autres, l'efficacité de ses dons d'arbitre...

La revue disparaît et ses rédacteurs s'affronteront, plus tard, en deux camps hostiles. Cette séparation ne peut surprendre. Car si l'entreprise ne manquait pas d'intérêt, elle manquait d'unité. Elle n'associait, au bénéfice de prospections séduisantes, que des « individualités sans mandat ». Elle combattait le conservatisme, elle répudiait le planisme, elle boudait le parlementarisme. Mais elle n'articulait, bout à bout, que de simples techniques. Techniques de l'esprit : techniques de la matière. Elle n'avait aucune assise, aucune racine dans le pays. Rien qui ressemblât, chez elle, à la recherche avide d'une doctrine, au départ crépitant des premiers *Cahiers socialistes*, à la bénédiction éclosion, dans la boutique de [346] Péguy, des nouveaux *Cahiers de la Quinzaine*, à l'apparition de la petite revue grise d'*Action française*.

Mais ce recensement des cerveaux s'accompagnait d'une patiente recherche des bras. Homme d'action, Barnaud ne se contentait pas d'interprètes ; il lui fallait des aides. D'actifs correspondants, aussi. C'est à leur sélection que s'attachait non plus la revue, mais une annexe imprévue des *Nouveaux Cahiers*, la popote de la banque Worms. Ce réfectoire distingué a joué dans l'histoire officieuse de la Troisième République un rôle considérable et l'on voudrait être un peu mieux renseigné sur la qualité des menus, sur la personnalité des convives, sur la nature des projets élaborés entre la poire et le fromage.

Jacques Barnaud était l'hôte, l'augure, le sphinx de la maison. Il en était aussi la providence. Car, amis et collaborateurs des *Nouveaux Cahiers* ne se contentaient pas d'un sorbet ou d'un cachet. Ils avaient, parfois, les dents longues et la banque se trouvait à pied d'œuvre pour compléter leur matérielle. Pas de subventions directes, mais d'utiles interventions, quelques bon offices, un poste d'administrateur dans une société voisine, un coup d'œil discret à la Banque de France, qui, pour les demi-faillites qu'elle surveille, a besoin de contrôleurs attentifs, un mot de recommandation glissé, entre deux tentures, à quelque ministre du jour. Et l'indépendance pécuniaire des futurs dauphins se trouvait assurée, pour quelques semaines, pour quelques mois, pour quelques années. Ils collaboreraient à la revue, l'œil vif, le teint frais, l'esprit

dégagé des contingences du moment... Marion, Benoist-Méchin, Pucheu, Lehideux se retrouvaient à la popote de la banque Worms.

Ainsi Barnaud disposait-il par les sondages de sa revue, comme par les antennes de sa banque, d'un vaste réseau d'influence sur la jeune génération française. Il pouvait se poser — et se poser ouvertement (nous sommes loin du mystère synarchique) — non pas en chef d'école, mais en chef de groupe, en homme capable de faire face, par l'adroite articulation des membres de son équipe, aux chances comme aux traverses du destin français. Qui eut osé l'en blâmer ?

*
* *

[347]

C'est cette équipe, allégée de quelques sages, qui va s'engager en février 1941, dans les avenues du pouvoir. À la brève remarque que je lui fais : « Mais vous nous amenez toute la banque Worms ! », l'amiral Darlan répond, d'un ton sec : « Cela vaut toujours mieux que les puceaux de sacristie qui vous entourent. Pas de généraux, pas de séminaristes, des types jeunes, dessalés, qui s'entendront avec les *Fritz* et nous feront bouillir de la bonne marmite. » On ne pouvait, dans la voie d'un certain matérialisme, que dépasser difficilement l'Amiral. Le Maréchal, qui ne connaissait pas les nouveaux venus, se résigna à les laisser « mijoter »...

Je n'avais avec l'équipe qu'assez peu de contacts. Barnaud, sans doute, m'était connu. Je le tenais et je le tiens encore pour un homme de valeur, de grande probité intellectuelle, pour un excellent Français, peu fait pour la politique active et qu'une détention cruelle n'a déjà que trop atteint. Quelques entretiens, sans grande portée, nous avaient réunis, Baudouin, Bouthillier, lui et moi, en novembre 1940. Mais je n'avais été ni de ses intimes — il se livrait peu — ni de ses hôtes à la popote, ni de ses collaborateurs à la revue.

Marion m'avait été présenté en juillet 1939, dans une villa de Saint-Jean-de-Luz. Entrevue brève, banale. De François Lehideux, je ne connaissais, surtout, que le frère, Hubert, cousin par alliance de ma femme. Jacques Benoist-Méchin s'était assis, deux ou trois fois, à la table de l'Hôtel du Parc, où la Maréchale l'avait convié. Une sorte d'aversion naturelle pour ce visage de faux témoin, pour le magnétisme

lémurien qui émanait de sa personne, m'avait éloigné de lui. J'avais entendu Pucheu, avant la guerre, au cours de deux ou trois réunions publiques, à la Salle Wagram, et j'appréciais son talent. Mais nous ne nous connaissions pas. Notre premier entretien eut lieu le 5 février 1941. Il fut, d'ailleurs, direct et facile.

De l'équipe, d'autres têtes surgissaient. Arrighi, ancien lieutenant d'Abd-el- Krim au Maroc, imagination vive, crâne solide, membres courts, un « dur », prêt à toutes les besognes, exagérant, jusqu'à la provocation, le type même de l'affranchi. Claude Popelin, passionné de politique et de tauromachie, pourfendeur de « *novillos* » dans l'arène espagnole, et chef, très passager, de nos services d'information, à Madrid. Jacques Guérard, l'un de mes [348] anciens camarades de collège, intelligence vive, brillante, cœur instable, que semblait poursuivre la disgrâce de mauvais choix. Henri Dhavemas, inspecteur des finances lui aussi, ancien chef des Compagnons de France, que l'ambition porta trop jeune à briguer le Secrétariat de la Jeunesse, et qui ne sut se défendre d'une certaine ambiguïté, dans la poursuite de ses desseins. Bichelonne, le grand crack de l'École, une sorte d'hydrocéphale joufflu, de Pic de la Mirandole contemporain, l'une des plus vastes intelligences techniques de ce siècle, mais dont on se demandait toujours si, n'ayant pas mis plus de cinq ans à franchir le stade de la grande maturité scientifique, il ne mettrait pas au moins vingt ans pour atteindre l'âge de la simple puberté politique... Gulmann, Bardet, Tavemost, Jean Vinson, quelques autres encore...

Tels sont ces nouveaux guides de l'intelligence française, ces dauphins de l'effcience, ces intellectuels de la production et des affaires, hommes jeunes encore, de talent réel et d'une incontestable classe humaine, que l'avant-guerre n'a mis qu'assez peu en relief, mais qui vont se retrouver, au lendemain de l'armistice, prêts à quitter leurs usines, leurs bureaux, parfois même leurs stalags, pour s'assurer les chances et les prestiges du pouvoir...

*

* *

J'observe, dès le début, les cinq équipiers, avec beaucoup d'intérêt. Une chose me frappe, tout d'abord : leur étroite intimité. Ils se tutoient, prennent ensemble la plupart de leurs repas, se font passer dans ce cadre si provincial, pour des Parisiens invétérés, bien décidés à revenir à Paris

toutes les semaines, à faire ronfler leurs six-cylindres sur les routes du Bourbonnais. Vichy, isolée de Paris, depuis deux mois, frappée d'interdit par les Allemands, leur donne l'impression d'une vieille bâtisse, à l'atmosphère confinée, dont il faudra bien vite ouvrir les fenêtres. Ils ne se disent pas partisans de la collaboration. Ils n'ont eu, d'ailleurs, avec les Allemands que des contacts mesurés. Mais ils se sont fait du 13 décembre une représentation très imagée. Ils se demandent s'ils ne sont pas tombés dans quelque [349] monastère italien du XV^e siècle, où le poignard les attend sous les fleurs. Ils n'abordent le « milieu » qu'à pas comptés...

Nos premiers entretiens sont froids, presque gênés. Bouthillier et Berthelot, qui n'appartiennent pas à l'équipe, mais qui la connaissent assez bien, s'efforcent de briser la glace. Nous nous retrouvons, de temps à autre, à déjeuner. J'ai l'impression que Pucheu voudrait bien que je lui montre mon browning, et Marion mon scapulaire. Notre bonhomie, pourtant, les désarme, et la détente s'accroît. Petit à petit, ils se « déboutonnent ». Barnaud m'apparaît bien comme le conseiller spirituel de la bande. Mais le vrai chef en est Leroy-Ladurie. Car c'est, toujours, de « Gabriel » que l'on parle, c'est Gabriel que l'on épie, c'est de Gabriel que l'on redoute les réactions. Pourquoi Gabriel n'est-il pas au gouvernement ? Et pourquoi n'y sont-ils, eux-mêmes, que cinq ? Il faudrait renforcer l'équipe. C'est, très vite, le thème des premières conversations.

On parle d'un certain Vincey, qui gérerait les Sceaux, avec plus d'autorité que le « père Barthélémy ». Mais Vincey est prisonnier. Le fera-t-on libérer, comme on l'a fait pour Marion, pour Benoist-Méchin ? Ce serait beaucoup demander aux Allemands. On hésite...

Arrighi serait à l'Intérieur un ministre de premier plan. Mais il est sage. Il saura attendre. Il se contentera, comme entrée de jeu, de la Sûreté générale. Je dresse l'oreille. « Voyez-vous un moyen d'introduire Arrighi rue des Saussaies ? » me demande Pucheu. J'essaie de prendre la tangente... « Pourquoi n'en parleriez-vous pas à Romier, à Moysset ? Ils ont beaucoup d'influence sur l'esprit du Maréchal. Faites-les, donc, déjeuner avec Arrighi ! »

Le déjeuner eut lieu et je revois encore les têtes affolées de nos deux Nestors. On les eût mis en contact avec le diable qu'ils n'auraient point montré figure plus défaite. Romier s'était passionné, jadis, pour les

assassins de Coligny, mais il n'avait, jamais, rencontré de bagarreur aussi résolu. « Un nervi », me confia Moysset, tout tremblant. Arrighi, en étalant ses cartes, avait brûlé ses chances. On ne parla plus de lui.

« Mais, vous-même, du Moulin, les Colonies ? » J'éclate de rire : « Congrégation ou soviet ? Croyez-vous vraiment, que nous soyons, [350] ici, pour nous distribuer toutes les places, pour nous sucrer en famille, pour monopoliser les interviews ? Nous ne sommes rien, en France. Nous n'y sommes pas connus. Rien ne serait plus ridicule que de nous faire la courte échelle, pour nous hisser au pouvoir. Laissez donc vivre, à vos côtés, l'équipe des vétérans, les Barthélémy, les Carcopino, les Chevalier. Ce sont des gens sérieux, des gens qui rassurent. Prenez votre temps. Méritez la confiance du Maréchal. Le reste vous sera donné par surcroît ! »

Un froid. Je sens qu'ils ne me prendront jamais pour un « frère ». Les déjeuners vont s'espacer...

L'équipe, en fait, ne s'étendit pas. Mais elle prit, petit à petit, du rayonnement. Celui des cinq, que je rencontrais le plus souvent était Paul Marion. Nous nous retrouvions, tous les matins, vers dix heures, dans le bureau de Romier, en compagnie de Moysset. La conférence d'information. Un moment bien amusant. Romier, lentement, s'efforçait de tirer la leçon des événements de la veille, d'orienter Marion sur des voies sages, prudentes. Marion donnait, au début, l'impression d'un élève attentif, docile, bien intentionné. Il ouvrait, parfois, de grands yeux ronds. Il lâchait, de temps à autre, quelque plaisanterie faubourienne, se plaignait du salpêtre vichyssois, de l'ataraxie bourgeoise, du cléricisme ambiant. Moysset, de sa voix grasseyante, nous ramenait à Platon, à la croisade des Albigeois, à l'Allemagne de Guillaume II, avec d'amusantes digressions sur Fichte et les « caractériologues ». Un enchantement. Mais, aussi, une perte de temps. Et je sentais que je rompais le charme en posant, au nom du Maréchal, d'indiscrètes questions sur les subventions de la « presse repliée », sur les consignes de la radio, ou sur le singulier amalgame — PPF, Cagouleurs, anciens communistes — que Marion destinait à la propagande, dans les chefs-lieux de nos départements. Marion faisait, alors, venir ses adjoints, l'aimable commandant Duvivier, chef de la radio, une sauterelle-torpille, le sombre Romain Roussel et le lymphatique Pietri, qui dirigèrent successivement, les services de la Presse ; MM. Sicre et Mazedier de l'Havas-OFI, Gaucher, du cabinet.

L'entretien gagnait en ampleur, non en précision. Au fond, Marion était un mauvais chef, un administrateur débile, prisonnier de ses amitiés, prisonnier de ses préjugés, [351] et ne livrant aux deux « potiches » (ainsi Weygand baptisait-il Romier et Moysset) que ce qu'il voulait bien leur livrer.

Benoist-Méchin, plus souvent à Paris qu'à Vichy, nous échappait, sans nous rassurer. Pucheu nous donnait l'impression d'un bon ministre de la Production industrielle, maître de lui, maître de ses services, mais trop enclin à peupler de ses créatures les fameux Comités d'organisation. Barnaud et Lehideux ne disposaient, encore, que de services assez restreints.

*
* *

Au cours des cinq premiers mois de leur activité (mars à août 1941), les « synarques » — ainsi commençait-on de les nommer — me parurent témoigner d'une assez grande réserve. Sans doute conservaient-ils des liens discrets avec Laval, sans doute mettaient-ils l'accent sur la nécessité de contacts plus nombreux entre le gouvernement et les autorités d'occupation. Mais ils s'affirmaient, avant tout, comme des techniciens, de bons techniciens. Et l'atmosphère de Vichy finissait par les imprégner. L'osmose, une curieuse osmose, semblait, même, s'établir entre les différents membres du gouvernement : synarques et non-synarques. Le général Huntziger et l'amiral Platon paraissaient adoptés par l'équipe. Belin, Bouthillier, Berthelot, qui retrouvaient petit à petit, le chemin de la capitale, n'avaient, au fond, qu'à se louer de ses bons offices. Seuls Caziot, Carcopino, Barthélémy et le général Bergeret demeuraient en dehors du cycle. Darlan planait ou flottait.

Tout changea vers la fin juillet 1941. Accablé par la gestion de trois Départements, l'Amiral me demanda de le remplacer au ministère de l'Intérieur. Je l'en remerciai, mais refusai, bien décidé à ne pas quitter le Maréchal. Darlan, fit, alors, appel à Pucheu, que j'eus la faiblesse de ne point faire récuser, et qui se rua, littéralement, sur son poste, abandonnant à Lehideux la Production industrielle.

J'ai gardé de ces journées quelques souvenirs précis. Je revois, encore, la hâte avec laquelle Pucheu épiait la signature du décret de nomination. Le Maréchal ne se pressant pas, la signature traîna [352]

trois jours. « Mais bousculez-le donc ! Qu'attendez-vous ? me criait Pucheu. Nous perdons un temps précieux ! »

Je me souviens, aussi, des démarches du malheureux Bichelonne, qui convoitait, avec obstination, la Production industrielle. Il avait arraché le consentement de Darlan. « Le Maréchal s'y oppose ! », répondis-je, brièvement, à l'Amiral. C'était faux. Le Maréchal n'avait aucune opinion sur Bichelonne. Mais je voulais arracher ce prix d'excellence de nos écoles, cet encyclopédiste de notre économie, ce virtuose de l'organisation industrielle aux dangers dévorants du pouvoir. « Vous n'êtes pas chic, du Moulin, me dit Bichelonne. Je ne vous ai jamais "contré". Pourquoi me barrez-vous la route ? — Parce que vous vous y tordriez le cou, mon pauvre Bichelonne. Parce que vous êtes d'une autre classe. Parce qu'il faut vous défier de vos amis et de vous-même. Restez, donc, là où vous êtes, et remerciez-moi ! » Bichelonne me quitta, l'œil triste. Je l'avais sauvé ce jour-là. Que ne sût-il, huit mois plus tard, résister à l'appel des sirènes !

À peine installé à l'Intérieur, Pucheu commence à s'y comporter en dictateur. Il en renouvelle, brutalement, les cadres — aussi bien dans la police que dans l'administration générale — s'y ménage un cabinet pléthorique, annonce à ses interlocuteurs, au colonel de La Rocque, en particulier, que le régime de la bonne grâce a pris fin, qu'il est là, lui, Pucheu, pour vingt ans et qu'« on verra ce qu'on verra ». Réaction contre les méthodes démagogiques de l'Amiral, souci d'afficher ses pectoraux, mirage ou vertige de nouveau venu, de nouveau riche, d'autodictate de la politique; il y eut un peu de tout cela dans le « cas Pucheu ». Et sans doute, aussi, une timidité refoulée, un désir sincère de restaurer l'ordre, un étalonnage assez naïf de la vie nuancée de nos provinces à la mesure du double-mètre de l'arpenteur. Mais, avant tout, une griserie. Une griserie qui lui fut tragiquement funeste...

Si cette mégalomanie s'était limitée à l'Intérieur, nous eussions peut-être souri. Mais Pucheu retendait aux Départements voisins à l'Instruction publique, où Carcopino, simple secrétaire d'État, se trouvait, partiellement, subordonné à son jeune collègue, à la Famille à la Jeunesse, dont le secrétaire général, l'ondoyant Lamirand craignait de voir surgir l'ombre rivale d'Armand Petitjean, aux [353] Chantiers de Jeunesse, où le général de La Porte du Theil se voyait traité comme un « bleu », à la Légion, dont Pucheu tentait de briser le plasma moutonnier, pour en extraire les cadres d'une milice prétorienne...

Aucune borne ne semblait s'offrir à son ambition. Il se posait en second Vice- président du Conseil, en super-ministre de l'Intérieur, de la Révolution nationale, de la Dictature. Il avait, certes, de l'étoffe, des moyens, du courage. Mais il n'avait pas l'accent. Une main de fer, une main sidérurgique, mais dans un gant de fibrane. Au Conseil des ministres, il intervenait à tout instant, à tout propos, coupant la parole à l'Amiral, s'attirant de cinglantes réparties de Joseph Barthélémy ou du général Bergeret. Mais il ne s'arrêtait pas, en chemin. Le démon de l'assurance, de la riposte péremptoire semblait l'habiter. Ses voyages à Paris, ses entretiens avec le général voir Stulpnagel ne lui donnaient-ils pas, d'ailleurs, sur les « autochtones » la supériorité d'un ministre qui sait ce qu'il veut, qui sait où il va, qui dispose d'un vaste échiquier, qui peut y déplacer les pions à sa guise ?

L'Amiral, sur le terrain même de la politique étrangère, finissait par en prendre ombrage. Le Maréchal s'inquiétait. Que d'entretiens n'ai-je pas eus, avec lui, en octobre et novembre 1941, au sujet de Pucheu ! « Il tient tout, l'animal, l'Intérieur, la Police, la Jeunesse, la Légion, la Propagande par Marion, les rapports politiques avec les Allemands par Benoist-Méchin, les rapports économiques par Barnaud. Nous sommes coupés, coincés. — Débarrassez-vous-en, Monsieur le Maréchal ! — C'est facile à dire, mais par qui le remplacerais-je ? — Par qui vous voudrez, par Léon Noël, par Mistler, par Bouthillier lui-même, qui ne connaît rien à la police, mais qui a des idées sur l'administration. — Croyez-vous qu'il ne soit pas, déjà, trop tard ? » Le Maréchal hésitait.

Mais Pucheu, bien renseigné, n'avait pas de peine à me considérer comme son ennemi le plus direct. Il me refusa longtemps la nomination de Trochu, magnifique combattant des deux guerres, à la Présidence du Conseil municipal de Paris, la libération de Barthe, questeur de la Chambre, interné contre tout droit à Vals. Il fut, avec Benoist-Méchin, l'un des artisans les plus directs du « limogeage » du général Weygand. Le général, à vrai dire, n'avait pas attendu [354] l'offensive des « synarques » pour manifester clairement son opinion à leur sujet. M'apercevant, en avril 1941, sous les tonnelles de Robinson à la même table que Pucheu et Marion, il me fit signe de le rejoindre, à la fin du repas. « Comment osez-vous vous commettre avec ces gens-là, du Moulin ? Vous ne les connaissez donc pas ? Ce sont des agents de

Berlin ! » Le général exagérait. Mais il avait, de son puissant instinct, discerné les dangers de la synarchie.

*
* *

J'ai connu, d'assez près, le rôle de Pucheu dans l'histoire des fusillés de Châteaubriant. Ce rôle n'est pas celui que la légende a fixé. Mais il éclaire d'un jour très vif la psychologie du personnage. Les autorités militaires allemandes avaient présenté à Pucheu une liste de cent otages. Pucheu fut assez adroit ou assez heureux, pour en faire réduire le nombre de moitié. Mais, sur les cinquante noms restants, il découvrit une quarantaine d'anciens combattants de la guerre de 1914, décorés de la croix de guerre ou de la médaille militaire. « Non, pas ceux-là ! », dit-il. Les Allemands lui soumièrent une autre liste. Une liste qui ne contenait plus, à six exceptions près, que des noms de communistes. Pucheu garda le silence. Dix-huit de ces communistes, Michels, Timbaut, Granet, Guy Mocquet, Bourhies, Vercruysse, entre autres, tombaient le 22 octobre sous les balles allemandes. Les vingt-six autres furent exécutés, le lendemain, dans la même carrière.

Le 23, au soir, devant Romier, Pucheu tentait de se justifier : « J'ai fait ce qu'aurait fait, à ma place, tout ministre de l'Intérieur ayant le sens de ses responsabilités. Je ne pouvais pas, je ne devais pas laisser fusiller quarante bons Français. »

J'entends, encore, la réponse de Romier, d'un Romier confondu par la nouvelle : « Mais, comment avez-vous mis le doigt dans l'engrenage, Pucheu ? Comment avez-vous pu désigner, vous-même, les ? — Je ne les ai pas désignés... J'ai laissé, seulement, les Allemands substituer une seconde liste à la première. — Vous n'en aviez pas le droit, mon pauvre ami. Anciens combattants ou communistes, c'étaient tous de bons Français. Vous n'aviez pas à faire un [355] choix. Vous n'aviez pas à prendre parti. Il fallait laisser aux Allemands la responsabilité de ce massacre. Vous la partagez, maintenant, avec eux. Comment n'avez-vous pas senti tout cela ? » Pucheu parut tomber du ciel. A-t-il jamais compris le vrai sens des paroles de Romier ?

Le lendemain, vendredi 24 octobre, le Maréchal me faisait appeler vers sept heures du matin. Il était debout, dans son bureau, pâle, mal rasé. « Vous avez lu les nouvelles, du Moulin ? Ils ont fusillé cinquante otages. Nous ne pouvons plus rester ici. Nous sommes déshonorés.

Tout ce sang va retomber sur nous. » Je gardais le silence. Que pouvais-je répondre à cet homme, dont les yeux s'embuaient de larmes, dont la voix semblait éteinte, qui avait vieilli, tout à coup, de cinq ans ? « Il faut protester, Monsieur le Maréchal. Oh ! protester, protester, c'est facile. Oui, nous allons protester. Mais cela ne suffira pas. Il faut que nous nous jetions à la traverse. Il faut arrêter cette tuerie ! — Que pouvez-vous faire ? — J'y ai beaucoup réfléchi ; je n'ai pas fermé l'œil de la nuit. Il faut que j'aille à Paris, me constituer prisonnier. — Vous ? Monsieur le Maréchal ? Oui, moi. Je veux être, désormais, le seul otage. — Ils ne marcheront pas. — Nous verrons bien. — Mais si l'on vous arrête à Moulins ? — Vous dites ? — Si l'on refuse de vous laisser passer la ligne de démarcation ? — J'y resterai tout le temps qu'il faudra. — Et si vous y attrapez une pneumonie ? — À mon âge... »

Le Maréchal s'assit, quelques instants, puis fit appeler le général Laure. Le général était l'homme de tous les dévouements. À peine informé du désir du Maréchal, il se récria : « Non, pas vous, Monsieur le Maréchal. Nous ! J'irai à Paris, avec tous mes officiers. Nous ferons d'excellents otages. — De drôles d'otages ! » coupa le Maréchal, qui, jusque dans ses meilleurs moments, aimait à rabrouer le pauvre Laure. Je repris, alors, le projet du Maréchal et tentai de trouver une solution. « Convoquez donc plutôt les ministres », m'ordonna le Maréchal.

Ils arrivèrent quatre ou cinq ; l'amiral Darlan, Moysset, Romier, Pucheu, Bouthillier. J'assistai à l'entretien. Bouthillier, tout de suite, applaudit : « C'est une idée magnifique, Monsieur le Maréchal. Toute la France sera derrière vous. » L'Amiral se taisait, comme [356] toujours. Romier et Moysset s'interrogeaient du regard. Le projet leur semblait beau, mais difficilement exécutable. Seul, Pucheu prit l'offensive : « J'ai le devoir, Monsieur le Maréchal, de vous déconseiller ce voyage. Vous êtes le chef de la France. Vous n'avez pas le droit de vous exposer. Les Allemands verraient, d'ailleurs, votre départ d'un mauvais œil. — Je m'en fiche ! — C'est facile à dire, Monsieur le Maréchal. Mais permettez-moi de vous dire que vos réactions personnelles ne sont pas les seules qui puissent compter, aujourd'hui. Nous nous donnons, tous les jours, un mal de chien pour rétablir avec le *Reich* des relations confiantes, pour maintenir la France la tête hors de l'eau. Nous n'avons pas le droit de nous laisser émouvoir par des incidents, de ce genre. — Vous appelez cela des incidents ?

— Oui, de regrettables incidents. Mais des incidents tout de même ! Le pays est d'ailleurs loin d'approuver les attentats contre l'armée d'occupation. Le général de Gaulle les condamne. Ces attentats, j'en ai la certitude, sont le fait de juifs ou d'étrangers, d'Espagnols, de Polonais. Les bons Français les réprouvent. Ils savent qu'ils en seront, tôt ou tard, les victimes. Ah ! si vous sentiez l'opinion, Monsieur le Maréchal ! »

« Vous croyez la sentir, vous, Pucheu ? » interrompis-je brusquement. — « Mieux que vous, mon cher ! Je suis du bâtiment. Je connais les ouvriers. Je sais ce qu'ils pensent. Je ne prends pas mes tuyaux auprès des diplomates sud-américains. — Vous les prenez chez Abetz. » Le rouge me monte aux joues. Nous nous dressons, l'un contre l'autre, en un duel passionné. La discussion dégénère. Les invectives jaillissent. Puis, tout d'un coup, excédé, je gagne la porte. « Je ne puis rester une minute de plus, dans votre bureau, Monsieur le Maréchal, en présence de gens qui ne parlent plus français. » Et je flambe la porte. J'avais tort, grand tort. Un peu plus de sang-froid m'aurait, peut-être, permis de gagner la partie...

Trochu, Vallin, Roger de Saivre m'attendent dans mon bureau. Je les mets au courant de la scène. Ils sont pâles d'émotion. « Mais c'est à nous de nous constituer otages ! » me crie Trochu. « Tout de suite ! », appuie Vallin. Et Saivre se rue sur le téléphone, pour commander une voiture.

[357]

Quelques minutes se passent. Je suis rappelé par le Maréchal. Il est seul : « J'imagine, Monsieur le Maréchal, qu'après ma sortie de tout à l'heure vous allez vous priver de mes services ? — Mais non, pas du tout. Vous avez très bien fait. Il faut, toujours, dire ce que l'on pense. Je le leur ai dit d'ailleurs : « Vous voyez que du Moulin n'est pas d'accord avec vous » — Cela n'a pas dû leur faire beaucoup d'impression ? — Mais si ! Ils étaient assez émus, Bouthillier surtout.— Mais, vous-même. Monsieur le Maréchal, où en êtes-vous ? — Eh bien, voilà, j'ai... comment dirai-je... j'ai dû ajourner le voyage. — Vous avez cédé ? — Non, pas tout à fait. Je me suis réservé une porte de sortie. Au fond, voyez-vous, Darlan et Romier étaient contre. Il ne faut pas obéir à sa première impulsion. Ce départ aurait eu, peut-être, plus d'inconvénients que d'avantages. Et puis, c'est moi qui y ai

pensé. Ce n'est pas vous qui me l'avez soufflé. Vous n'avez, donc, rien à dire. »

Je regarde le Maréchal, désespéré. Le geste, le beau geste, qui eût pris place sur les vitraux de l'histoire est, maintenant, un geste d'abandon. « Nous le ferons tout de même connaître, Monsieur le Maréchal. Je vous en réponds. — Par qui ? — Par la radio, par l'opinion. Trochu et Vallin sont là. Voulez-vous les entendre ? — Avec plaisir ! »

Trochu et Vallin se lancèrent à l'attaque, avec un beau courage. Mais le sel de l'oubli voilait, déjà, les yeux du Maréchal...

*
* *

Mes relations avec Pucheu ne s'améliorèrent pas, au lendemain de cet incident. Et ce fut, entre l'Hôtel du Parc et le ministère de l'Intérieur, une « guerre au couteau » de cinq mois, une guerre qui nous fit perdre, à tous, beaucoup de temps. Vichy semblait partagé en deux camps, d'où fusaient, chaque soir, des balles traçantes. J'étais, pratiquement, coupé de l'intérieur, qui négligeait, ostensiblement, le cabinet du Maréchal et se bornait à correspondre, par notes, avec le général Laure, étranger à nos querelles. Beaucoup d'amis me soutenaient. D'autres changèrent de camp. Aulois et [358] Morane se rangeaient aux côtés de Pucheu, qui s'assurait, dans l'entourage du Maréchal, les sympathies de René Gillouin. Cette petite lutte entre « bleus et verts » finissait par avoir quelque chose de byzantin. Elle nuisait, d'abord, à l'État...

Yves Paringaux, le chef de cabinet de Pucheu, un bon géant blond, — qui devait trouver, plus tard, une mort mystérieuse sur la ligne de l'Est — tenta généreusement de renouer le fil. André Chérier, de son côté, s'efforçait de rétablir, auprès de mes adjoints, des contacts d'ordre technique. Mais nous n'avancions guère. Et le Maréchal qui pratiquait, à sa manière, le *divide ut imperes*, ne semblait pas le plus pressé de mettre un terme à cette impasse.

Bamaud, négociateur adroit, se résolut, alors, à s'entremettre. Il vint me voir, le 18 mars, et me supplia de faire un geste de détente. « Vous n'êtes pas juste, du Moulin. Pucheu n'est pas l'homme que vous croyez. C'est un bon Français. Croyez-moi ! Maîtrisez vos réflexes et faites la paix. » Le langage de Barnaud m'impressionna. J'avais appris, dans

l'intervalle, que, rompant avec ses habitudes de langage, Pucheu venait de faire un bon discours à Alger, qu'il s'était mis en rapport avec Frenay, en qui nous reconnaissons, alors, non point l'un des héros de la Résistance (le mot n'avait jamais été prononcé), mais l'un des chefs gaullistes les plus droits, les plus purs. Je sus, aussi, que Pucheu acceptait de refondre, selon mes vues, les Conseils généraux et de créer des Conseils régionaux. J'acceptai un rendez-vous à l'intérieur. Et, sans qu'aucun de nous ne s'excusât sur le passé, je lui tendis la main...

Courte trêve de trois semaines, qui prit fin au début d'avril, au lendemain de l'entrevue du Maréchal et de Laval, dans la forêt de Randan. Je reçus le 5 avril 1942, à 11 h. 30, la visite de Pucheu : « Vous ne comprendrez, décidément, rien à rien, du Moulin. J'apprends, maintenant, que vous faites barrage au retour du Président. Mais à quoi songez-vous donc ? — Barrage est un bien gros mot, puisque je suis, à peu près, le seul de mon avis. Mais je trouve le projet insensé. Nous allons nous relancer, « plein gaz », dans la collaboration. — Il ne s'agit pas de cela, mon cher, il s'agit de gouverner. L'Amiral est usé, fini. Il ne peut plus prendre aucune décision. Le Président revient, rajeuni par l'épreuve, apaisé par la méditation, plein d'idées [359] neuves. L'opinion l'accueillera avec faveur. — Croyez-vous ? — J'en suis sûr. Quant à moi, je verrai ce que j'ai à faire. — Oh, pour vous, Pucheu c'est du « tout cuit ». Vous ferez partie de la combinaison. — Qu'en savez-vous ? — Je dispose, tout de même, d'une petite police, très inférieure à la vôtre, mais qui me renseigne, à l'occasion. Deux ou trois relais sur la route de Châteldon... Je sais le nombre de visites que vous avez faites à Laval. Pourquoi voulez-vous que je sois inquiet de votre sort ? »

Pucheu s'éloigna, le regard trouble. Je ne le revis jamais plus. En fait, j'avais trop préjugé des dispositions conciliantes du « Président ». Laval offrit bien un poste à Pucheu, mais non celui que Pucheu désirait. La Production industrielle. Non l'Intérieur, que Laval gardait pour lui. Pucheu refusa et finit, après quelques hésitations, par accepter l'ambassade de France à Berne. Mais la Suisse ne représentait, aux yeux de cet homme actif, rapide, dévoré d'ambition, qu'un exil doré. Il eut le mauvais goût, au cours d'une tournée dans le Midi, de se plaindre auprès d'Olivier de Sardan, préfet régional de Montpellier, très dévoué à Laval, de l'ingratitude du Président. Laval l'apprit et retira l'ambassade. On connaît la suite : les premiers contacts entre Pucheu et Giraud, par l'intermédiaire de Popelin, l'ordre de mission délivré au

nom du général, la traversée des Pyrénées en pleine neige, l'accident d'auto près de Barcelone, dans la voiture du consul américain, l'arrivée à Casablanca, l'arrestation, le jugement, le peloton d'Hussein Dey. Je tiens de deux de mes amis, présents au procès, que Pucheu s'y montra plein de courage, d'insolence, d'ironie, qu'il fouailla de son mépris les juges improvisés — le général Chadebec de Lavalade notamment — qui l'accusaient de crimes imaginaires. Sa mort, très belle, fut une mort imméritée, une mort dictée par le seul esprit de vengeance, par la présence, au milieu des accusateurs, du père de Guy Mocquet, l'un des fusillés de Châteaubriant. Pucheu n'a jamais trahi la France. Il l'a, simplement, mal servie. Toute son intelligence, tout son tempérament se seraient, en d'autres circonstances, magnifiquement employés. Il ne les employa qu'à satisfaire, avec la fougue de l'inexpérience, de trop ambitieux desseins. Il suivit, à la fois, sans transition, plusieurs chemins. Impulsif, instable, autoritaire, il s'imaginait que [360] ses moindres bonds communiquaient au pays de nouveaux élans. Il ne sut pas, surtout, compter avec le temps : la grande loi des politiques. C'était un homme. Ce fut un mauvais ministre...

*
* *

Lehideux et Barnaud prirent à la gestion des affaires publiques une part moins éclatante. Lehideux, charmant homme et galant homme, élégant, mais frêle, persuasif à force de gentillesse, n'avait pas la carrure d'un homme de gouvernement. Négociateur adroit, il lui manquait les qualités du chef. Il dirigeait mal son département. Ses exposés au Conseil des ministres manquaient de nerf, de vigueur. Lehideux avait, d'ailleurs, une excuse : il ne pouvait, tel son collègue du Ravitaillement, gérer que la pénurie. Et l'on conçoit qu'il se soit fortement appuyé sur le réseau des Offices de répartition.

Mais il témoignait, dans le même temps, d'une étonnante faveur à l'égard des Comités d'organisation. Ces comités avaient été créés par Belin, en août 1940, à la suite de la suppression, par le Maréchal, des grandes Fédérations patronales des Houillères et des Forges. Leurs institutions répondaient au souci de regrouper et de concentrer l'activité des différentes branches d'industrie, de réaliser une économie sensible des frais de gestion, d'assurer, en un temps d'épreuve, la transmission plus rapide des ordres du gouvernement.

Mais ces comités étaient trop nombreux. Ils faisaient une part trop importante à la représentation des grandes affaires. Ils n'offraient, trop souvent, en leur microcosme, qu'une reproduction, à l'échelle réduite, de la physionomie des plus gros conseils. Ils tenaient, surtout, leurs ressources d'une fiscalité précorporative, trop lourde, trop arbitraire.

Aux demandes d'allégement ou de déconcentration, que je lui transmettais de la part du Chef de l'État, Lehideux répondait évasivement. Il intervint même, directement, auprès du Maréchal, pour atténuer, jusqu'à lui faire perdre toute signification, le texte d'un message que j'avais préparé, pour la première réunion de la Commission d'organisation économique, présidée par C.-J. Gignoux. Et comme je m'étonnais de ce geste, Lehideux s'en excusa très courtoisement, [361] en alléguant la nécessité de ne pas accentuer, dans l'opinion, la défaveur dont souffraient les Comités d'organisation...

Lors de la présentation de la Charte du travail, les divergences d'esprit qui m'opposaient aux « synarques » se révélèrent plus vives encore. Bonne ou mauvaise, la Charte du travail avait au moins un mérite : elle était cohérente. Elle offrait, même, un autre avantage : par toute son architecture — des conseils d'entreprise aux conseils sociaux, puis aux conseils nationaux — elle impliquait un travail de sélection et de construction continu. Elle faisait, ainsi, sa part au temps. Il eût été vain de l'alourdir, prématurément, de ces chapiteaux pesants que représentaient, jadis, les grandes Confédérations ouvrière et patronale.

Mais Lehideux, Bamaud et Belin ne l'entendaient pas ainsi. Ils désiraient reconstituer, au plus tôt, sous un nouveau patronyme, ces anciennes organisations. C'était leur droit, encore que nous risquions de retomber dans le cycle des luttes, plus ou moins mouchetées, d'avant-guerre, de retrouver, au bout du chemin, la table de drap vert de l'Hôtel Matignon...

D'instinct, le Maréchal, qui avait dissous la CGP comme la CGT et répondu, de son encre la plus verte, à une lettre incorrecte de M. de Peyerimhoff, s'opposait à cette reconstitution des grandes forces antagonistes. Mais ses trois ministres veillaient. Ils se refusaient à la disparition de ces vastes Fédérations, dont les structures symétriques, les oppositions adroitement conjuguées, offraient aux initiés moins de sujets d'inquiétude que d'apaisement. Ils déclaraient irréalisable

l'intégration progressive des effectifs et des réserves des syndicats dans le dispositif tripartite des comités sociaux.

Et le Maréchal ne fut pas peu surpris de constater, un beau matin, que les quelques lignes, où se résumait, à cet égard, sa pensée, ne figuraient plus au Journal officiel : les synarques avaient, pendant la nuit, sollicité les rotatives...

Je réagis sur l'heure, en provoquant, à la suite d'un Conseil de cabinet, une prise de contact entre le Maréchal et ses « ministres techniciens ». « Vous vous plaignez d'eux, Monsieur le Maréchal, lui dis-je en substance. Vous prétendez qu'ils ne respectent pas votre pensée. Vous [362] parlez, souvent, de les renvoyer. Ils sont là, devant vous, et chargés, cette fois, d'un péché précis. Voulez-vous le leur dire ? Voulez-vous les contraindre à revenir sur ces ratures de dernière heure, qui ne constituent pas, seulement, une incorrection à votre égard, mais qui dénaturent le sens profond de vos projets ? » Les trois ministres se défendirent. Le Maréchal leva les bras au ciel : « Pourquoi voulez-vous, donc, toujours, m'opposer à mes ministres ? — Mais parce qu'ils sont là, Monsieur le Maréchal. Parce qu'il me paraît plus honnête de leur dire, en face, ce que vous leur reprocherez, dans cinq minutes, en ma seule présence. » L'entrevue n'eut pas de suites...

*
* *

À Paris, Lehideux et Barnaud prenaient contact, chaque semaine, avec le « Majestic », où siégeaient, derrière un épais béton, les experts économiques de l'armée d'occupation (général Michel). L'ancien chef de cabinet de Bamaud, M. de Bourbon-Busset, a-t-il conservé les procès-verbaux des entretiens de son ministre avec les autorités allemandes ? Je le souhaiterais, dans l'intérêt de l'histoire. L'on y verrait, sans doute, que si Barnaud et Lehideux luttèrent, au début, contre les exigences de l'OKW, s'ils réussirent à freiner, pendant quelques mois, les livraisons de matériaux et de matières premières, s'ils réduisirent les réquisitions de bétail ou de fourrages, s'ils stérilisèrent les premiers transferts (volontaires) de main-d'œuvre, s'ils parvinrent, même, à limiter le montant des participations allemandes, dans les affaires françaises, ils furent, en définitive, débordés et refoulés.

C'est qu'industriels et financiers, parlant le langage des chiffres, ils se trouvaient, très vite, prisonniers du lacs d'argumentations chiffrées, où les enserrait la tenace énergie de leurs interlocuteurs. Ils n'avaient pas, d'ailleurs, en face d'eux, leurs « homologues » de l'industrie lourde et de la finance allemande : les Guno, les Hugenberg, les Thyssen, dont les habitudes d'esprit leur eussent été familières, mais des fonctionnaires disciplinés du ministère allemand de l'Économie nationale, des lieutenants du Dr Funcke, exécutant des [363] ordres, éludant les discussions, disposant du bras séculier. À Wiesbaden — et grâce à Boisanger, à Couve de Murville, à Saint-Hardouin — la Délégation française, qui ne se prononçait, jamais, qu'*ad referendum*, obtenait, par la lenteur et l'inertie, de meilleurs résultats que ces ministres d'infortune, branchés, par embrayage direct, sur les techniciens rétifs du Troisième *Reich*.

Une fois, cependant, l'Allemagne essuya un refus. Ce fut lorsqu'elle se mêla de réquisitionner nos cloches. Il y eut, alors, un beau tapage au Conseil des ministres. Barnaud présentait, sans la moindre conviction, d'ailleurs, la demande allemande. Tous les ministres — sauf Benoist-Méchin, qui gardait le silence — la repoussèrent. « Nos statues, toutes nos statues, s'écrièrent Caziot et Berthelot, mais pas une cloche ! » J'étais témoin de la scène. Elle ne manquait pas de grandeur. La France avait, ce jour-là, dit : Non ! Nous ne retrouverons plus, de longtemps, les Mariannes en fonte de nos villages. Mais les cloches de nos églises auront sonné la libération...

Barnaud et Lehideux n'ont, certes, pas livré l'économie française à l'Allemagne. Beaucoup de tractations eurent, d'ailleurs, lieu dans leur dos, à leur insu. Et le sens national les inspirait largement. Mais ils n'ont opposé que de trop frêles contre-sapes au démantèlement de cette économie. Prisonniers de l'esprit de négociation, du « sens transactionnel » ces deux hommes, qui ne furent, en aucune manière, des collaborationnistes, n'en ont pas moins assumé les risques d'une politique qui dépassait leurs propres intentions. Ils ont cru, de bonne foi, qu'en discutant, en négociant, en lésinant, ils parviendraient à faire la part du feu. Ils ont trop présumé de leurs forces. Ils se sont trompés. Leur erreur ne fut pas seulement l'erreur d'une équipe. Elle fut, surtout, l'erreur d'un système, d'une méthode. L'erreur d'une promotion de la technique au rang d'une force politique. La technique n'a point à se hausser au niveau de la politique : elle doit en rester la discrète

auxiliaire. À vouloir s'évader de sa sphère, elle corrompt la politique et n'atteint même plus ses propres buts... Elle dessert, par la même occasion, ses porte-paroles les plus qualifiés.

Lehideux — le moins synarque des synarques — s'en aperçut le premier et, rompant avec une cause qu'il n'avait servie qu'à [364] contre-cœur, refusa de faire partie du cabinet Laval. Mais les trois autres y pénétrèrent. Benoist-Méchin, qu'animait, toujours, le démon de l'intrigue, n'hésita pas à renchérir sur les projets de son nouveau chef et se fit, un beau jour, congédier par Laval. Bamaud, découragé, démissionna. Il ne restait plus de l'équipe que Paul Marion qui, privé de la Propagande, ministre sans portefeuille, dût accepter la présidence d'honneur des « *Waffen Ss* » françaises. C'était la fin d'un beau rêve, la dispersion de quelques amitiés...

*
* *

Ce fut, aussi, la condamnation de la synarchie. Ou, tout au moins de ce que nous appelions, en 1941, la « synarchie ». Car le débat reste toujours ouvert. Les synarques de Vichy s'apparentaient-ils au Mouvement synarchique d'Empire, à cette société secrète, fondée en 1922, qui contrôla — telle une *holding* — la Société de théosophie, puis la Cagoule, et pénétra, même, nous dit M. David, au sein du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient ? J'ai déjà dit que j'en doutais beaucoup. Et je me demande s'il ne s'est pas créé une sorte de confusion — volontairement entretenue, peut-être — entre l'éventail de ce mouvement, encore mystérieux, et le vaste réseau de relations dont Jacques Barnaud disposait, dans les milieux intellectuels, financiers et politiques. C'est au reste à M. David qu'il appartient de prolonger son enquête. Que n'a-t-il interrogé déjà MM. Gérard Bardet et Gabriel Leroy-Ladurie ?

S'il était établi qu'une chaîne ininterrompue ait relié certaines campagnes de presse antérieures au « 6 Février », l'élaboration du *Plan du 9 juillet 1934* (où Gérard Bardet, Branger, Coutrot, P.-O. Lapie, Bertrand de Maud'huy, Paul Marion, Louis Vallon, rédigèrent, en commun, un statut de la France nouvelle), les conférences d'*X-Crise*, sept ou huit articles des *Nouveaux Cahiers*, l'arrivée de la « cellule Worms » au pouvoir, et s'il était démontré que cette chaîne eût revêtu

l'allure d'une chaîne mystagogique, l'hypothèse du « complot » perdrait, évidemment, de sa fragilité.

Mais la preuve doit être fournie. Le sera-t-elle ? C'est l'un des plus beaux paris que l'on puisse faire, aujourd'hui, sur les origines [365] psychologiques de certains courants vichyssois. Il nous faut, en attendant, nous contenter de ce que nous connaissons. Or, ce que nous connaissons, c'est l'existence d'une équipe, étroitement apparentée à la banque Worms, riche de tacticiens subtils, de calculateurs éclairés, de politiques hésitants, mais sans rapport, peut-être, avec le Mouvement synarchique d'Empire. D'une équipe qu'un caprice de l'amiral Darlan porta, brusquement, au pouvoir en février 1941.

Quels mobiles véritables animaient ces hommes et quels intérêts servaient-ils ? Les intérêts de la banque Worms ? Ce serait, vraiment, trop simple. La banque Worms eut, sans doute, besoin d'appuis, au lendemain de l'armistice. Non point, d'ailleurs, pour élargir le champ de ses affaires, mais pour préserver sa vie même. Car elle tombait — chose curieuse — sous le coup des lois « raciales ». De ses trois associés, l'un, Michel Goudchaux, demeurait israélite ; l'autre, Hippolyte Worms (l'heureux initiateur de la cession des chartes-parties à l'Angleterre, au moment de l'armistice) juif à 50 %, mais baptisé catholique, avait épousé une Anglaise protestante ; le troisième seul, Jacques Barnaud, pouvait invoquer une hérédité strictement aryenne. La maison risquait, donc, d'être mise en liquidation. Elle n'échappa à cette extrémité que grâce au talent de Gabriel Leroy-Ladurie, à l'adresse, aussi, d'Olivier de Sèze, contrôleur nommé par la Banque de France, qui sut mettre dans sa poche les deux commissaires allemands Ziegesar et Falkenhausen, futurs convives de la *Table ronde*. Gabriel Leroy-Ladurie poussa, même, la gageure jusqu'à nouer d'étroits contacts avec une banque allemande, tout en n'acceptant — au titre de la « collaboration bancaire » — que l'ouverture de quelques accreditifs documentaires en faveur de la *Deutsche Bank*, le financement de certains transferts de *clearing*, et l'escompte de menues traites de la *Kriegsmarine*. C'était, on le voit, un assez beau travail...

Gabriel Leroy-Ladurie, que je n'ai vu que trois fois dans ma vie : en 1935, dans mon propre bureau de la rue La Bruyère (y venait-il en « frère insinuant » ?) ; en 1939, dans le cabinet du ministre des Finances, en 1942, à Vichy, m'a laissé l'impression d'un homme ténébreux, d'un fervent de l'intrigue, d'un prestidigitateur habile. Je

n'ai, jamais, entendu mettre en cause ses qualités de bon Français. Je sais, même, qu'après quelques mois d'incarcération, il s'engagea dans la [366] 1^{re} armée et y fut blessé, près de Stuttgart. Je lui ai connu, parmi mes amis, des amis dévoués, presque fanatiques, mais je sais aussi — et Drieu La Rochelle m'en fit deux fois la confiance — qu'il se plaignait vivement de me trouver sur son chemin, qu'éminence grise de tous les régimes, fils de Vikings, « gagneur » de points, faiseur de ministres, il aurait volontiers brisé l'observateur indiscret, qui, d'une modeste chambre de l'Hôtel du Parc, se permettait de critiquer, publiquement, les poulains de son quadrigé. Cette fureur ne m'a pas été tout à fait désagréable...

Quoi qu'il en soit, Gabriel Leroy-Ladurie s'occupait assez bien de ses propres affaires, pour n'avoir point besoin de mobiliser, autour de la défense du « Boulevard Haussmann » quatre ou cinq ministres. Ce n'était, donc, pas des intérêts de la maison Worms, que les synarques prenaient, surtout, souci...

*
* *

Avaient-ils reçu mission de défendre les intérêts particuliers de l'industrie lourde, du monde des affaires, de la haute finance ? Je me permets, d'autant plus, d'en douter que, dans ces différents milieux, l'« équipe » rencontra, dès le début, de nombreux adversaires, que beaucoup d'administrateurs de grands Établissements de crédit, de Compagnies d'assurance, de mines ou de houillères, se montrèrent très réservés à l'égard de la synarchie, que certains d'entre eux, résistants notoires, méritèrent même l'honneur d'un internement dans les camps allemands...

Les synarques s'inspiraient-ils, enfin, des consignes d'un certain « capitalisme international » ? On l'a dit. On a même prononcé, à leur sujet, les noms de la Steel, des Vereinigte Stahlwerke, de la firme Du Pont de Nemours, de von Schröder, du groupe Hermann Goering, de Deterting, du trust germano- hollandais « Lever Brothers ». Les membres de l'équipe y possédaient, sans doute, des relations, des amitiés, peut-être même des intérêts. Mais opéraient-ils en vertu d'un mandat précis ? Et la communauté de langage n'a-t-elle pas été prise, une fois de plus, pour l'indice d'une solidarité concrète ?



[367]

Mais pourquoi s'étaient-ils, donc, réunis et pour qui travaillaient-ils ? J'ai bien envie de répondre : Pour la France d'abord. Et puis, peut-être, pour eux-mêmes. Ou tout au moins, pour la France à travers eux-mêmes. Dans l'espoir, assez sincère, assez candide, aussi, qu'ils seraient les seuls à la servir avec le plus d'adresse. Pour la satisfaction de leur instinct de rayonnement, de leur volonté de puissance. Pour l'illustration de cette thèse, que des esprits rompus à la pratique des affaires privées peuvent, mieux que d'autres, diriger les affaires du pays. Il y avait chez les synarques — ces « copains » dont Jules Romains présida, peut-être, les premiers débats — non seulement le sens de l'équipe, mais une foi naïve dans la vertu de leurs recettes, dans la force de leur union, dans la rentabilité naturelle d'un groupe d'hommes privilégiés...

C'est presque un thème de physiocrate. C'est aussi une illusion. Une illusion puissante et qui ne cessa d'avoir cours, entre les deux guerres. Je me souviens, encore, du retentissant échec du *Redressement français*, où tant de talents, tant d'argent, furent dépensés, pour convaincre des millions d'électeurs que le jeu de leurs institutions ne saurait être mieux assuré, que par le recours aux méthodes, qui avaient fait leurs preuves dans la finance et l'industrie. Lysis et Probus s'attachèrent, aussi vainement, au même thème. Et Coutrot ne fit, au fond, que le reprendre. Il l'assaisonna seulement d'un grain d'ésotérisme, d'un piment d'humanisme, d'une pointe d'illuminisme.

Il y avait, aussi, chez les synarques — ces représentants d'un « industrialisme » que Thibaudet distinguait, déjà, très finement du libéralisme économique — quelque chose de plus neuf, de plus récent. Le sentiment que le Parlement ne payait plus, ne « rendait » plus, qu'il serait vain d'en attendre, même à titre onéreux, la moindre amélioration de l'économie française. Et comme le Parlement se dépouillait à leurs yeux de son utilité, de son prestige, comme les ligues leur semblaient encore inexpertes en l'art de produire des hommes, les synarques en vinrent à penser que le plus simple serait de s'installer, eux-mêmes, sur les marches du pouvoir. Ce fut le réflexe d'un fonctionnaire désabusé,

comme Bouthillier. Ce fut la tentation d'un industriel, trépidant et musclé, comme Pucheu.

[368]

Pucheu, en ses heures d'insomnie, devait sentir s'agiter en lui les impatiences de Turgot, la dialectique d'Ernest Mercier, l'unanimité de Coutrot, les déceptions de Lambert-Ribot. Ces buées trop lourdes, n'avaient troublé, jadis, ni les nuits du pesant Claveille, ni les matinées du virevoletant Loucheur. Elles troublèrent le jugement des « synarques », hommes d'intelligence et d'action, que l'orgueil un soir visita, et qui, s'étant emparés, encordée du pouvoir, ne surent, au cours d'une période tragique, qu'y donner la mesure de leur inexpérience et de leurs faiblesses.

La leçon mériterait de n'être pas perdue. Et le bon sens français devrait en retenir, à tout le moins, que la présence au pouvoir de « hauts fonctionnaires techniques », d'hommes de finance ou d'industrie, ne constitue pas, seulement, un défi à certains équilibres psychologiques, mais qu'elle risque d'apparaître comme la négation même de toute saine construction politique. C'est que l'apprentissage politique se fait sur d'autres chantiers que les chantiers d'usines. C'est que l'esprit de finesse s'oblitére, bien souvent, dans un alliage trop étroit avec l'esprit de géométrie. C'est qu'un simple facteur rural, un huissier de chef-lieu de canton, un petit propriétaire foncier en savent, parfois, beaucoup plus long, sur les besoins véritables du pays, que le plus sage des directeurs de ministère, que le plus intuitif des administrateurs de sociétés. C'est que l'expérience politique ne s'apprend pas sur les sièges des conseils d'administration, mais qu'elle exige de fortes racines dans le pays, le feu de la rampe, les morsures de la critique et ce souffle vivifiant du large, dont les oligarchies et les synarchies, nées dans la lumière pâle d'une chapelle ou d'un building, ne sauront jamais gonfler leurs voiles...

[369]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre XIV

RIOM

[Retour à la table des matières](#)

L'une des pages les plus tristes, les plus déconcertantes, du gouvernement du Maréchal. L'une de celles qui sonnèrent, le plus sûrement, son glas. Peu d'affaires auront été traitées avec autant de légèreté, d'imprévoyance, de discontinuité. Peu d'événements auront eu, sur l'évolution du régime, une influence aussi déterminante. L'improvisation, le manque d'esprit politique, l'absence de doctrine juridique, y éclatent, à tout instant. Des ombres se pourchassent dans l'ombre d'un prétoire. Les « responsables » de la veille y défient les « responsables » du lendemain. Et si, de part et d'autre, l'on triche un peu, c'est moins sur des chiffres que sur des idées. « Vous nous avez acculés au désastre ! — C'est vous qui l'avez accepté. — Vous avez trahi la France. — Pourquoi l'avez-vous livrée ? — Impéritie ! Sénilité ! — Dégradation du moral ! — Cinquième colonne ! » Le dialogue se poursuit. Le dialogue se poursuivra, trois ans plus tard. Deux dialogues dont la France aurait pu faire l'économie...

Ni le Maréchal, ni la plupart de ses ministres n'ont su, d'ailleurs, très exactement ce qu'ils voulaient. Naturellement enclins à l'apaisement, à la conciliation, ils ont agi sous la poussée de l'opinion, ou de ce qu'ils croyaient être l'opinion. Ils se sont lancés, contre leur gré, dans la répression et s'y sont lancés les yeux fermés. Ils ont suivi plusieurs chemins, plusieurs pistes, à la fois, sans s'apercevoir que ces

pistes s'excluaient les unes les autres. Ils se sont, lentement empêtrés dans un curieux complexe de formalisme et de démagogie. Mauvais juges que les juges passionnés. Plus mauvais juges, encore, les juges incertains. Surtout lorsque leur vrai métier n'est pas de [370] rendre la justice, lorsque portés au pouvoir par l'infortune du pays, ils n'apparaissent que comme les détenteurs d'une autorité passagère. Le Chancelier de l'Hôpital et le bon roi Henry n'auraient point hésité. Eux hésitent ; trébuchent. Ils ne quittent les sentiers de la procédure que pour les fondrières de l'échec. Ils n'ouvrent leurs dossiers que pour les replier sous les huées des accusés, sous les menaces de l'occupant. Et s'ils abandonnent la partie, c'est en laissant, derrière eux, un point d'interrogation plus douloureux encore, plus cruel, que celui qu'ils s'étaient flattés d'effacer...

On s'explique, à vrai dire, que la vision claire de l'objet ait pu leur faire défaut. Deux courants se disputaient, au sujet des « sanctions », l'esprit des familiers de l'Hôtel du Parc. Un premier courant que l'on pourrait appeler pacifiste ou « néo-pacifiste » : le courant des futurs collaborationnistes, des « appelants » de la décision du 3 septembre 1939. Courant plus ou moins directement inspiré par l'Allemagne, plus ou moins représenté par Laval, par Marion, par Benoist-Méchin, et qui ne s'attachait, en fait, qu'aux responsabilités de la déclaration de guerre.

Un autre courant, plus large, plus humain, le courant de ceux qui s'étaient représenté la guerre comme inévitable, qui ne doutaient pas que notre diplomatie n'eût tenté d'en reculer l'échéance, mais qui se demandaient pourquoi cette guerre, imposée par l'Allemagne, avait été perdue de façon aussi rapide, aussi déshonorante. Le courant de ceux qui souhaitaient que le procès se limitât à la mauvaise préparation de la guerre, à sa lamentable conduite, à l'insuffisance du matériel, à l'organisation défectueuse du commandement, à la médiocrité des chefs.

L'armée, comme on le pense, n'éprouvait qu'une faible sympathie pour les représentants de ce second courant. Elle entendait — au moins dans ses cadres supérieurs — se prémunir contre les risques d'une enquête, qui eût mis en cause trop de généraux. Son chef, le général Huntziger prit parti, dès le mois d'avril 1941, en faveur d'une thèse intermédiaire, assez floue, mais voisine de celle des « pacifistes ». « Il ne fallait pas déclarer cette guerre, disait-il. Nous n'étions pas prêts. Puisqu'on l'a faite et perdue, il faut punir ceux qui se sont trop

pressés ! ». Et s'il n'acceptait qu'avec réserve le [370] rendre la justice, lorsque portés au pouvoir par l'infortune du pays, ils n'apparaissent que comme les détenteurs d'une autorité passagère. Le Chancelier de l'Hôpital et le bon roi Henry n'auraient point hésité. Eux hésitent ; trébuchent. Ils ne quittent les sentiers de la procédure que pour les fondrières de l'échec. Ils n'ouvrent leurs dossiers que pour les replier sous les huées des accusés, sous les menaces de l'occupant. Et s'ils abandonnent la partie, c'est en laissant, derrière eux, un point d'interrogation plus douloureux encore, plus cruel, que celui qu'ils s'étaient flattés d'effacer...

On s'explique, à vrai dire, que la vision claire de l'objet ait pu leur faire défaut. Deux courants se disputaient, au sujet des « sanctions », l'esprit des familiers de l'Hôtel du Parc. Un premier courant que l'on pourrait appeler pacifiste ou « néo-pacifiste » : le courant des futurs collaborationnistes, des « appelants » de la décision du 3 septembre 1939. Courant plus ou moins directement inspiré par l'Allemagne, plus ou moins représenté par Laval, par Marion, par Benoist-Méchin, et qui ne s'attachait, en fait, qu'aux responsabilités de la déclaration de guerre.

Un autre courant, plus large, plus humain, le courant de ceux qui s'étaient représenté la guerre comme inévitable, qui ne doutaient pas que notre diplomatie n'eût tenté d'en reculer l'échéance, mais qui se demandaient pourquoi cette guerre, imposée par l'Allemagne, avait été perdue de façon aussi rapide, aussi déshonorante. Le courant de ceux qui souhaitaient que le procès se limitât à la mauvaise préparation de la guerre, à sa lamentable conduite, à l'insuffisance du matériel, à l'organisation défectueuse du commandement, à la médiocrité des chefs.

L'armée, comme on le pense, n'éprouvait qu'une faible sympathie pour les représentants de ce second courant. Elle entendait — au moins dans ses cadres supérieurs — se prémunir contre les risques d'une enquête, qui eût mis en cause trop de généraux. Son chef, le général Huntziger prit parti, dès le mois d'avril 1941, en faveur d'une thèse intermédiaire, assez floue, mais voisine de celle des « pacifistes ». « Il ne fallait pas déclarer cette guerre, disait-il. Nous n'étions pas prêts. Puisqu'on l'a faite et perdue, il faut punir ceux qui se sont trop pressés ! ». Et s'il n'acceptait qu'avec réserve le [371] procès des responsabilités de la guerre, le général ne s'en opposait qu'avec plus de

force au procès des responsables du désastre. En fait, il eût voulu stopper. Mais il se sentait entraîné...

Un argument difficile à produire en plein vent, plus facile à glisser dans l'intimité, l'aidait, d'ailleurs, à concilier les exigences de l'esprit de corps avec un souci de sauvegarde, presque instinctif, de la personne du Maréchal. Découvrir les généraux, c'était, en fait, découvrir le Chef de l'État qui avait été le premier d'entre eux jusqu'en 1932, qui avait, même, été leur ministre de 1934, de qui l'on murmurait, déjà, qu'il avait manqué de précision dans l'esprit, de clarté dans le choix, que s'il avait compris la pensée du général de Gaulle — son disciple — s'il avait appuyé de son crédit le testament du général Ashmore ou les prophéties du général Douet, il s'était résigné, par faiblesse, à préfacer le livre extravagant du général Chauvineau.

Et le général Brécard me tendit, un jour, un petit bout de papier, où se trouvaient reproduites des accusations plus précises. « Voyez ce qu'on ose dire du Maréchal : qu'il ne s'est pas opposé à la suppression des crédits militaires, au licenciement de 5000 officiers, qu'il n'a pas mené le bon combat en faveur du service de deux ans, qu'il s'est soucié comme d'une guigne des chars B15 qu'il a négligé de prolonger la ligne Maginot jusqu'à la mer, d'y construire des môles, d'y installer des engins antichars, qu'il a tenu pour secondaire le secteur des Ardennes (la trouée), qu'il n'a pas songé à renforcer le dispositif de défense du Jura, etc., etc. Des calomnies ! Mais des calomnies qui feront leur chemin. Quand Alibert nous débarrassera-t-il de cette vermine ? »

Le général Huntziger paraissait prendre ces accusations plus au sérieux. Son crâne rougissait, brusquement, lorsqu'on lui parlait du procès. « Mais ne voyez-vous pas que le procès de la conduite de la guerre tournera fatalement au procès du Maréchal ? » — « Je n'en suis pas si sûr, me confiait le général Laure. Le Maréchal comme beaucoup de grands hommes a eu ses faiblesses. Mais il a, depuis 1918, inscrit de très belles pages à son actif. Personne n'a, mieux que lui, démontré la nécessité d'une forte aviation de bombardement, d'une DCA efficace, d'une défense passive sans fissures. Personne n'a [372] mieux plaidé la cause des chars légers. Sa voix, malheureusement, s'est perdue dans le désert... »

Le Maréchal avait, d'ailleurs, quelques excuses à ne point s'y reconnaître en un tel dédale. Il avait, sans doute, regretté la déclaration

de guerre, non point par « défaitisme », non point par sympathie à l'égard des puissances de l'Axe, mais parce qu'il la trouvait prématurée, parce qu'il sentait que le pays n'était pas prêt. Ni matériellement, ni moralement. Mais de cette guerre mal engagée, il avait, quelques semaines plus tard, blâmé les hésitations, souligné les fautes tactiques, discerné les folles imprudences. Il s'était mis à cheval, en quelque sorte, sur les deux courants. Sur le courant de la guerre trop tôt déclarée ; sur le courant de la guerre trop vite perdue. Et s'il ne pardonnait pas à Gamelin ses échecs, il se représentait, volontiers, l'« ancien régime » (députés, sénateurs, gouvernement du Front populaire) comme responsable d'une impréparation morale, aussi grave à ses yeux que l'impréparation matérielle. Le souvenir même des luttes qui l'opposèrent à Paul Reynaud, à la veille de l'armistice, le rendait plus sévère encore pour le clan des « bellicistes » — « des jusqu'aboutistes sans canons », disait-il — dont Paul Reynaud et Mandel lui semblaient avoir été les chefs. Hommes politiques du régime passé, ou stratèges de la guerre perdue, tous lui paraissaient dignes d'être jetés dans le même sac.

Vision sommaire, vision de trompeuse symétrie. En ces matières, l'essentiel n'est point de condamner en bloc, mais de discriminer. La vraie sagesse n'est pas d'additionner les faiblesses des uns, les illusions des autres, mais de distinguer les erreurs et, les ayant distinguées, de se faire une représentation distincte des sanctions que l'on entend leur appliquer. Le vrai mérite, surtout, est de résister à l'idéologie, de s'en tenir à la seule leçon des faits.

Le Maréchal en avait, parfois, le pressentiment. « Nous sommes deux hommes, au moins, me disait-il, qui n'avons fait qu'obéir à la contrainte de la nécessité : M. Daladier, en déclarant la guerre, et moi-même en y mettant fin. — C'est aussi mon avis, Monsieur le Maréchal. Les deux choses étaient inévitables. — Seulement M. Daladier s'est, peut-être, un peu trop pressé de déclarer la guerre... — Je ne le crois pas. On vous a, d'ailleurs, fait le même reproche pour [373] l'armistice. — Je le sais bien. Et l'on a eu tort. Il était, déjà, presque trop tard. En demandant l'armistice, huit jours plus tôt, nous faisons l'économie de cinq cent mille prisonniers... »

Nous étions là, sur un terrain peut-être négatif, mais solide. Il ne fallait pas laisser divaguer les idées sur les faits. Il ne fallait pas opposer à l'*anankê* des événements, l'*ubris* des passions. Il ne fallait pas s'enfoncer dans ce que Moysset appelait les ornières du « considérationnisme ». Mais les pacifistes veillaient. Cette froideur de vues les inquiétait: elle blessait, en eux, l'esprit de système, l'instinct de vengeance. Comment n'auraient-ils pas été tentés de jeter sur les deux phénomènes le même manteau, d'expliquer la guerre perdue par la guerre imprudemment déclarée, de se réjouir presque de l'armistice, dans la mesure où l'armistice mettait fin à ce conflit qu'ils avaient tant haï ? Leurs voix se faisaient âpres, persuasives. Criminelles aussi. Car la suspension du combat ne pouvait, à les entendre, apparaître que comme le couronnement du refus de combattre : une palme à l'insoumission. Car à la conception gambettiste de la guerre à outrance, ils n'opposaient, comme antidote, que la conception défaitiste de la paix à tout prix. Car, rétractés par eux, défigurés par eux, les appels du général de Gaulle risquaient de ne recueillir, sur les antennes de nos postes, que les réponses dolentes ou complices d'un asservissement volontaire...

Ainsi s'engageait le procès de la France. Non point, encore, le procès de ses responsabilités politiques — on y pensait — mais le procès de son esprit public, le déballage de ses tendances, de ses humeurs, de ses divisions. C'était la France hésitante de 1939, qui risquait d'être mise sur le gril. Et par ceux-là mêmes, qui n'avaient point « hésité » — et qui s'en faisaient gloire — puisqu'ils s'étaient prononcés, tout de suite, contre la guerre. De là à faire le procès de notre diplomatie, il n'y avait plus qu'un pas à franchir, un léger pas...

Mais le Maréchal ne s'en apercevait pas. Il écoutait les uns : il écoutait les autres. Pour lui, la notion de responsabilité demeurerait très générale. « Il faut poursuivre tous ceux qui nous ont mis dans le pétrin », ne cessait-il de répéter. « Tous : les militaires comme les civils ! » Autour de lui, d'ailleurs, les arguments de faux prestige, de fausse intimidation se croisaient incessamment, et répandaient [374] le trouble dans son esprit. Alibert avait affirmé, dès le mois de juillet, que le jugement des « responsables » serait la pierre de touche de la solidité du nouveau régime. Bouthillier évoquait « le vote inconstitutionnel, le vote à l'esbrouffe » des crédits de guerre. Marion couvrait le général Huntziger d'une sympathie compromettante et prenait le parti des bons

militaires contre les mauvais civils, de la « biffe » contre les bellicistes. Pucheu, quelques mois plus tard, exhortait le Maréchal à se désolidariser de ses anciens élèves de l'École de guerre, infidèles à son enseignement. Le général Laure soulignait les erreurs commises depuis 1934, depuis le passage du Maréchal rue Saint-Dominique. Le Maréchal, lui-même, mettait son point d'honneur à ne point éluder un débat, où son prestige risquerait d'être entamé. Et tous les jours, au courrier de l'Hôtel Sévigné, les lettres affluaient par dizaines, par centaines, véhémentes, ironiques, réclamant le jugement des coupables, se plaignant que « justice expéditive et roide » n'eût pas été rendue. Un chantage sur une confusion. Telle était, au regard des sanctions, l'atmosphère de Vichy dans les derniers jours du printemps 1941...

*
* *

Dès le mois de juillet 1940, le problème s'était, d'ailleurs, posé. Mais il s'était posé de façon plus brutale et plus simple. Les délégations, qui se succédaient chez le Maréchal, et dont je recevais souvent les chefs, n'avaient, à la bouche, que les mots de répression sommaire, de chambres ardentes, de pelotons d'exécution.

« Nous avons été trahis, disait-on. Il faut punir les traîtres ! » Nous avons été trahis !... La France entière s'associait à ce cri. Ni M. Herriot, ni M. Jeanneney ne s'en indignaient. Il n'était pas jusqu'au Procureur Momet — ce polichinelle du réquisitoire — qui, tout à la joie d'un nouveau festin, ne dansât la danse du scalp, en décrochant sa toque. À combien d'exaltés n'avais-je pas répondu que la justice s'accomplirait, mais qu'elle ne s'accomplirait qu'au lendemain de la guerre, dans le calme des esprits, dans la paix retrouvée ? Ils s'étonnaient, se scandalisaient parfois... À ce jeu, l'on passait facilement pour un gaulliste ou pour un anglophile.

[375]

L'instinct de temporisation du Maréchal et le goût d'Alibert pour les larges fresques — pour l'appareil imposant d'une magistrature d'exception, renouvelée de l'Ancien Régime, galonnée, étoilée, chamarrée, simarrée, herminée — s'accordèrent, heureusement, vers le 25 juillet, à faire repousser cette procédure sommaire. On lui substitua le jugement des responsables par une Haute Cour du justice. Cette Haute Cour fut créée, le 30 juillet 1940, par l'acte constitutionnel n° 5.

De hauts magistrats: le président Lagarde, M. Maillefaud, du Tribunal de première instance de la Seine, M. Tanon ; un jeune conseiller d'État, M. Devémy, le professeur Olivier Martin, y voisinaient avec l'amiral Herr et le général Wateau, avoué dans le civil, grand as de l'aviation dans la dernière guerre...

Mais de quels responsables s'agirait-il ? Georges Bonnet, qui était, alors, l'objet de violentes attaques pour n'avoir pas fait, en 1939, un nouveau Munich, pour s'être rallié à la déclaration de guerre, et qui craignait qu'un procès ne mît en cause, non seulement le gouvernement auquel il avait appartenu, mais la France toute entière, vint trouver, vers le 25 juillet, le Maréchal, Baudouin et Bouthillier. Il leur fit facilement comprendre que la France n'avait aucune responsabilité dans les origines de la guerre, qu'elle n'avait fait, au contraire, que remplir les obligations de son alliance militaire avec la Pologne, attaquée par le Reich. Il rappela comment, ministre des Affaires étrangères en 1939, il avait, au nom du gouvernement français, multiplié ses efforts en faveur de la paix ; des efforts qu'un récent manifeste, signé de quelques parlementaires, s'évertuait d'ailleurs à minimiser, en insinuant que la France se serait dérobée à la conférence proposée par l'Italie, le 31 août. La France, souligna Georges Bonnet, avait au contraire accepté cette conférence et son acceptation, qui figurait au *Livre jaune* français, avait été enregistrée par le *Livre blanc* allemand lui-même. Le procès des responsabilités de la guerre, inadmissible en tout état de cause dans un pays occupé, ne ferait donc que le jeu des adversaires de la France. Il serait aussi dangereux qu'inopportun, aussi vain qu'injustifié. Il mettrait en accusation une nation innocente.

Cette intervention détermina le gouvernement à modifier sa formule primitive. Au Conseil des ministres du 28 juillet, Baudouin et [376] Bouthillier firent admettre, par leurs collègues, une rédaction nouvelle, aux termes de laquelle la Haute Cour de Riom aurait à examiner les « responsabilités encourues dans le passage de l'état de paix à l'état de guerre ». Cette rédaction n'était pas brillante. Elle semblait même, à première vue, renchérir sur les défauts de la précédente, puisque rien ne paraissait mieux expliquer la trop brusque apparition de l'état de guerre que les prétendues défaillances de notre diplomatie. Mais, si l'on pouvait reprocher à ce nouveau texte de ne pas désigner plus clairement les causes militaires du désastre, il n'en offrait pas moins — grâce au

vague du mot passage — l'avantage de faire glisser le débat du terrain diplomatique sur le terrain technique.

C'est ce qu'avec un sens très lucide de l'intérêt national, les magistrats instructeurs de Riom comprirent immédiatement. Pour eux, comme pour Georges Bonnet, l'essentiel était d'éviter, sous le regard de l'occupant, la mise en cause de la France, de refuser à l'Allemagne les verges qu'elle souhaitait nous voir saisir, pour nous fouetter nous-mêmes. Il ne s'agissait pas, au demeurant, de « sacrifier les militaires aux politiques », mais de rétablir, dans le respect de la vertu de prudence, l'exacte matérialité des faits. Le président Lagarde alla, même, quelques semaines plus tard, jusqu'à faire connaître au Maréchal que le procès ne porterait pas sur la phase diplomatique antérieure à la guerre, et qu'il resterait centré sur le procès-verbal du Comité permanent de la Défense nationale du 23 août 1939.

Pourquoi ce procès-verbal et pourquoi cette date ? C'est que le 23 août, quelques heures à peine après la signature, à Moscou, du Pacte de non-agression germano-soviétique, le Comité permanent de la Défense nationale s'était réuni, en séance plénière, à la demande du ministre des Affaires étrangères, et que la parole ayant été donnée aux militaires, les militaires avaient parlé trop vite. Si vite, que, de l'avis même de Georges Bonnet, le gouvernement du Maréchal aurait dû, sur la simple lecture du procès-verbal rédigé par le général Decamps, clore immédiatement un procès, qui ne pouvait que tourner à la confusion des autorités militaires de l'époque...

Le procès n'en fut pas moins décidé. Mais il allait prendre une direction nouvelle, une direction pleine de périls sans doute, mais franche et logique, et qui ne compromettrait en aucune manière, [377] la sauvegarde des intérêts français. Le Maréchal défendrait, au détriment de ses propres étoiles — d'autres étoiles aussi plus modestes — la continuité de l'œuvre diplomatique de la Troisième République (il recevra même, pour ce geste, les félicitations de son vieil ami Gabriel Hanotaux). Il ferait justice, face à l'ennemi, de cette légende de culpabilité, que les bureaux de la Wilhelmstrasse s'efforçaient d'établir avec tant d'acharnement. Et s'il ne pouvait laisser dire qu'il n'avait manqué aucun écrou à nos chars, aucun longeron à nos ailes, il ruinerait, à tout le moins, les espoirs de ceux, qui souhaitaient voir ajouter aux rodomontades d'un Le Bœuf les provocations d'un Gramont.

Ce 23 août, représentait, au reste, l'un des moments les plus dramatiques de notre histoire. L'accord Ribbentrop-Molotov avait été signé, la veille au soir. Il découvrait la Pologne. Mais il faisait, aussi, tomber l'une des cartes, auxquelles de Louis Barthou à Georges Bonnet (avec quelques intervalles de nonchalance, du temps d'Yvon Delbos, et de Paul Boncour), notre diplomatie s'était le plus obstinément, le plus silencieusement attachée : la carte de l'alliance russe, la carte du « second front », la carte d'une résistance, en commun, aux entreprises militaires du *Reich*.

Histoire peu connue, aventure semée d'écueils, puisque la Russie ne disposait plus, depuis vingt ans, d'aucune frontière commune avec l'Allemagne, puisque la Pologne, les États baltes, la Roumanie semblaient moins attentifs aux dangers d'une hégémonie allemande qu'aux risques d'un passage, à travers leur territoire, des troupes soviétiques, puisqu'à l'accord franco-russe aucun accord franco-polonais ou polono-russe n'avait été soudé, puisque enfin Munich avait cruellement humilié la Russie...

Et Munich, cependant, n'avait pas été le point de départ du revirement russe. Après comme avant Munich, les conversations s'étaient poursuivies entre Paris, Londres et Moscou. À la demande d'un concours russe, lors de l'affaire des Sudètes (concours que l'URSS subordonna à la décision du Conseil de la SDN et au libre passage de ses troupes à travers la Roumanie), répondit, au lendemain de la chute de Prague, le thème d'une nouvelle intervention, dont la Russie fixait, cette fois, l'itinéraire par Vilna. L'Angleterre et la France s'étaient, en dépit de leur sollicitude pour les [378] baltes, résignées à ce dispositif d'appui et l'URSS, poussant, même au-delà des limites espérées, le sens de la solidarité européenne avait admis que le casus belli se réaliserait, lors de l'entrée des troupes allemandes en Belgique (sinon en Suisse et en Hollande, pays dans lesquels elle n'entretenait point de représentation officielle). Le 13 août, elle insistait, encore, pour obtenir le passage, à travers la Pologne, de ses fantassins et de ses avions. C'était, peut-être, le résultat de laborieuses négociations d'état-major. C'était, peut-être aussi, la crainte d'une supériorité écrasante de la Wehrmacht, crainte dont le maréchal Vorochilof s'était fait l'écho, dans une conversation avec le général Schweisguth.

Perdîmes-nous du temps ? La Russie poursuivait-elle, dans le même moment, double jeu ? S'irrita-t-elle à l'excès du refus coupant de la

Pologne ? Ou, plus soucieuse de ses intérêts immédiats que de ses anciennes rancunes, de sa sécurité présente que de ses positions idéologiques, prit-elle, tout simplement, le parti du plus fort ? Il est difficile de choisir entre tant d'hypothèses. Et, sans doute, tous ces facteurs jouèrent-ils simultanément. Mais le fait était là; le fait s'imposait, le fait nous criblait. La mission Doumenc-Plunkett revenait, sans espoir. Nous étions seuls, nous étions lâchés. La phase diplomatique de la sauvegarde de la paix était dépassée. La France qui ne nourrissait aucune illusion sur l'efficacité du concours militaire anglais et qui pouvait être attaquée sur trois de ses frontières, se voyait, en désespoir de cause, contrainte de se retourner vers ses experts, vers ses généraux, vers ses amiraux, de les interroger, de les mettre au pied du mur...

C'est ce que fit Georges Bonnet, le 23 août. Le ministre des Affaires étrangères posa, je crois, les deux questions suivantes : « La Russie nous abandonnant, pouvons-nous compter sur l'efficacité du seul concours de la Pologne ? » Réponse : Oui. « L'état de nos armements nous permet-il de nous engager dans la guerre ? » Réponse : Oui. Réponse donnée, tout au moins, par le général Gamelin et par l'amiral Darlan (Daladier n'acceptait pas de jouer les Émile Olivier). Mais, aussi, par Guy La Chambre, par l'imprudent Guy La Chambre, tandis que le général Vuillemin se réfugiait dans un silence déjà presque complice...

[379]

Cette date du 23 août était donc bien la date-pivot. C'était autour d'elle que devait tourner le procès, le procès de l'impréparation, de l'insuffisante préparation. Un procès d'ailleurs assez large, puisque nos ambassadeurs (Léon Noël en particulier) et nos généraux allaient être appelés à témoigner devant les magistrats instructeurs de Riom, puisque l'on pourrait, désormais, dresser le bilan des incertitudes tragiques d'août et de septembre 1939, des tragiques déterminations de mai 1940, puisque rien ne s'opposerait, même, à ce que l'on examinât les votes et l'utilisation des crédits de guerre depuis vingt ans, les responsabilités des gouvernements successifs dans le démantèlement de la France et jusqu'aux causes de l'affaiblissement du moral de la troupe, au cours de la « drôle de guerre ».

Pierre Laval n'avait pas, en juillet, ménagé son appui aux efforts d'Alibert et l'on peut croire qu'il prit une part marquante, dès l'installation de la Cour, à l'incarcération des principaux « responsables ». Mais sa sollicitude s'étendit tout particulièrement (Marquet m'en fit plus tard l'aveu) à ses adversaires politiques. Et si le premier mandat d'arrêt, le 5 septembre, ne visait que Pierre Cot et Guy La Chambre, tous deux, alors, aux États-Unis, la charrette du surlendemain fut plus significative. Daladier, Gamelin et Paul Reynaud étaient placés, le 7, en résidence surveillée. Pourquoi Paul Reynaud qui n'était à aucun degré responsable de l'impréparation et que l'on ne pouvait accuser, au maximum — selon le langage de l'époque que de « bellicisme » en 1939, ou de faible chaleur pour l'armistice en 1940 ? C'est que, pour Laval, comme pour Alibert, comme pour Marquet (comme plus tard pour Marion et pour Benoist-Méchin), Paul Reynaud demeurait, avec Mandel — déjà sous les verrous depuis l'affaire de *Massilia* — l'ennemi public n° 1. Quant au Maréchal, il s'était laissé d'autant plus facilement convaincre qu'une ridicule affaire de fonds secrets, où Paul Reynaud fut impliqué très à tort — et sur laquelle je tins à honneur de déposer moi-même, devant la Cour de Riom — avait laissé, dans son esprit, quelques doutes sur la probité de son ancien Président du Conseil.

Le 15 septembre, Léon Blum était, à son tour, arrêté et emmené à Chazeron. Le 18, Daladier et le général Gamelin se voyaient inculpés. Le 14 novembre, Daladier, Blum, Gamelin et Guy La Chambre [380] (de retour des États-Unis) furent conduits à Bourrassol, tandis que Paul Reynaud, interné d'abord à Pellevoisin, était, par crainte d'une irruption allemande, transféré à Vals, au lendemain du 13 décembre. Le contrôleur général Jacomet ne prendra le chemin de Bourrassol qu'en avril 1941.

*
* *

L'instruction suivait, depuis près d'un an, un rythme assez lent, lorsque le problème des « sanctions » se posa, de nouveau, en juillet 1941. Quelques frémissements d'impatience, perçus dans l'opinion, une « concentration de tir » manifeste de la presse et de la radio sur la magistrature de Riom, deux ou trois cris, entendus, au cours de réunions légionnaires, attirèrent l'attention du Maréchal sur le procès des responsables.

L'amiral Darlan, que le problème passionnait peu, et qui avait, d'ailleurs, comme Vice-président du Conseil d'autres chats à fouetter, et le Garde des Sceaux, Joseph Barthélémy, qui ne demandait, au fond, qu'à laisser traîner les choses, s'efforcèrent de dissiper les alarmes du Chef de l'État. Mais celui-ci s'entêtait. Il craignait de perdre, dans ces lenteurs, une bonne partie de son prestige. Et très vite, le 10 août, il se décida à adopter une procédure, qui lui paraissait, à la fois expéditive et ingénieuse : le jugement des responsables par ses propres soins. Il ne se proposait pas, d'ailleurs, de prononcer des condamnations — c'était le rôle de la Justice — mais d'affirmer, solennellement, une culpabilité (ce qui revenait presque au même), de rendre plus étroite, aussi, la détention des prévenus. En les faisant passer, selon l'expression cynique de Marion, « de la villégiature au frigidaire », il désarmerait, peut-être, certaines préventions. Un acte constitutionnel, postérieur à celui qui avait créé la Haute Cour — l'acte n° 7 du 27 janvier 1941, relatif à la « responsabilité personnelle des ministres et des fonctionnaires devant le Chef de l'État » — ne lui permettait-il pas, d'ailleurs, de s'orienter dans cette voie, sans autre abus de droit que celui qui consistait à user d'un pouvoir judiciaire, dont il s'était, six mois plus tôt, spontanément investi ?...

[381]

Il le crut. Nous le crûmes aussi et ne le dissuadâmes pas de faire usage d'un texte, dont la portée rétroactive avait, cependant, choqué beaucoup d'esprits, et qui ajoutait au « sceptre » des trois pouvoirs (constituant, législatif, exécutif) la plus exorbitante des « mains de justice ». Notre excuse était que nous nous bercions de l'espoir d'enterrer, ainsi, et dans les moindres délais, une irritante question. Juridiquement, l'expédient manquait de bases. Politiquement, il offrirait, peut-être, quelques avantages. L'opinion, d'ailleurs, ne sembla guère s'en émouvoir et le message du 12 août, où le Maréchal expliquait et développait sa pensée, ne fut pas, dans l'ensemble, mal accueilli par le pays. Le délai que le Chef de l'État se donnait à lui-même, pour prononcer sa sentence (six semaines: du 15 août au 1^{er} octobre) parut, même, assez court, pour apaiser les impatiences les plus vives...

Mais le Maréchal ne pouvait se livrer, en personne, au dépouillement des dossiers — 100 000 pages réparties en 30 000 cotes — ni, davantage, entendre les 653 témoins de l'accusation. Il

avait besoin d'être aidé. Cette aide, il crut pouvoir l'obtenir d'une commission de huit membres, hâtivement et maladroitement baptisée du nom de « Conseil de justice politique » et qui recevrait communication des pièces de l'instruction.

Autour de M. de Peretti della Rocca, ancien ambassadeur de France à Madrid, que le Maréchal, son vieil ami, avait désigné, d'autorité, comme président de la commission, six hommes de qualité siégèrent à la table du « Conseil de justice politique » : M. Ripert, président de section au Conseil d'État; le colonel Josse, sénateur de l'Eure et président de l'Association des « décorés au péril de leur vie » ; Aulois, avocat à la Cour d'appel de Lyon, ancien député de la Nièvre, mutilé des deux guerres, à qui le Maréchal remit, à Lyon, la cravate de la Légion d'honneur; deux prisonniers rapatriés d'Allemagne : MM. Audollent et Drouat (ce dernier capitaine d'infanterie et titulaire de cinq citations), enfin Vallin, Charles Vallin, député de Paris, Vice-président du PSF, l'un des plus beaux tempéraments de tribun et d'apôtre que l'avant-guerre ait fait surgir, Vallin dont le général de Lattre, son chef, avait récompensé, sous nos yeux, par l'accolade et le ruban rouge, la superbe conduite au feu. Seul, le huitième membre [382] de la commission, M. Percerou, professeur de droit commercial à la Faculté de Paris, s'était, de lui-même, récusé le premier jour.

On pouvait, difficilement, imaginer réunion d'hommes plus honnêtes, plus dévoués au bien public, plus braves sur-le-champ de bataille, plus avertis de certains problèmes politiques. Tous furent désignés d'office, beaucoup à leur corps défendant. Ils siégèrent, à partir du samedi 4 septembre 1941. Le temps leur étant mesuré — vingt-cinq jours — ils renoncèrent, dès le principe, à poursuivre l'instruction et demandèrent au Parquet de la Cour communication de l'avant-projet du « réquisitoire introductif d'instance ».

Encore qu'il vît d'un assez mauvais œil la création de cette cellule hybride, de cette antichambre d'une juridiction d'exception, le Procureur général, M. Cassagneau, Béarnais de grande finesse, s'inclina et communiqua à M. de Peretti les divers chapitres du réquisitoire. Le texte en fut, même, rendu public. Le Conseil de justice politique, simple organe consultatif, simple instrument d'information du Chef de l'État, n'eut plus, dès lors, qu'à convoquer certains ministres, afin de s'assurer des intentions exactes du Maréchal. Il m'entendit, par la même occasion. Les conclusions, déjà préparées, du

réquisitoire s'insérèrent dans le texte de son rapport et prirent figure de justificatifs de la sentence. Ainsi, les bonnes pages de l'accusation serviraient-elles à constituer les feuillets d'une justice, non plus déléguée, mais retenue...

*
* *

Deux incidents vinrent, toutefois, altérer la physionomie du plan, élaboré le 12 août. Le premier fut le refus de deux membres de la commission, MM. Vallin et Drouat, de s'associer à la rédaction d'un «exposé des motifs» concernant MM. Paul Reynaud, et Mandel : deux anciens ministres, dont la Cour ne s'était point préoccupée, puisque aucune instruction n'avait été ouverte, contre eux, au titre de l'impréparation. MM. Vallin et Drouat témoignèrent, en la circonstance, du plus pur esprit de logique et, bien qu'il ne représentât que l'opinion d'une minorité, leur avis eût dû s'imposer à l'esprit du Maréchal. C'est la thèse même que j'essayai de faire prévaloir, au [383] cours des journées des 14,15 et 16 octobre. Mais Pucheu et Bouthillier (ce dernier mû par une prévention, à mes yeux inexplicable, à l'endroit de Paul Reynaud, son ancien chef) firent pression sur le Maréchal qui, négligeant les scrupules de la minorité, prononça — sur un dispositif de circonstance, qui ne tirait sa force d'aucune instruction préalable — la culpabilité des deux anciens ministres. C'était un abus de droit manifeste, une violation des règles de toute procédure (même exceptionnelle) contre laquelle le bâtonnier des avocats de Paris, M^e Charpentier tint à protester, immédiatement, auprès du Chef de l'État. C'était, surtout réintroduire, par un biais significatif, le procès de la déclaration de guerre dans le procès de l'impréparation.

Ainsi MM. Édouard Daladier, Léon Blum, le général Gamelin, Paul Reynaud et Georges Mandel se trouvaient-ils, pour « trahison des devoirs de leur charge », condamnés par la seule « justice du Maréchal » et sans que la durée de leur peine eût été précisée, à la détention dans une enceinte fortifiée. Où seraient-ils envoyés ? Le général Huntziger orienta le choix du Conseil des ministres sur le fort de Portalet, près du village d'Urdos, dans les Basses-Pyrénées, à quelques kilomètres seulement de la frontière espagnole. Les cinq condamnés y furent immédiatement conduits. Guy La Chambre et le contrôleur général Jacomet, reconnus « moins coupables », évitaient,

de justesse, le frigidaire, et se voyaient maintenus dans la limagne de Bourrassol.

Le second incident, qui prit, à vrai dire, l'ampleur d'une petite révolution naquit de l'argumentation déployée par MM. Lucien Romier et Henry Moysset, pour déterminer le Maréchal à laisser venir, en dépit de la sentence déjà rendue par lui, le procès des responsables devant la Cour de Riom.

L'idée surprend, à distance. Elle surprit, déjà, sur le moment. C'est qu'elle offrait quelque chose de paradoxal, de contradictoire. Comment se résoudre à faire passer des hommes politiques en justice, alors que ces mêmes hommes avaient été déjà jugés, de façon sommaire, il est vrai, mais qu'ils ne l'avaient été, et de cette façon même, que pour faire l'économie d'un trop vaste appareil de justice ?

[384]

Le Conseil de justice politique s'était, à vrai dire, orienté dans cette voie. Il ne considérait sa tâche que comme une ébauche et souhaitait la voir complétée par un large verdict. Il demandait que le pouvoir judiciaire se trouvât préservé des empiétements du pouvoir politique. La précaution se concevait. Mais que venait faire, alors, le Maréchal dans cette galère ? Et pourquoi s'était-il chargé la conscience d'une sentence aussi lourde, aussi personnelle, s'il acceptait de la déférer, lui-même, et sur-le-champ, à quelque Cour d'appel supérieure ?

Romier et Moysset ne s'embarrassèrent pas de cette contradiction. Ils allèrent même plus loin. Ils déclarèrent au Maréchal que le peuple français avait perdu, depuis longtemps, la notion du Chêne de Vincennes et qu'il n'accepterait pas ce « jugement du prince », ou tout au moins, qu'il ne l'accepterait pas seul. On sourit de voir le peuple français mêlé à cette histoire. Il y fut mêlé le plus sérieusement du monde. C'est que les hommes qui l'y mêlaient restaient, en dépit de leurs erreurs, des hommes scrupuleux. Ces scrupules et quelque amour de la tradition les poussaient à fortifier la sentence du Maréchal du vaste déploiement des assises de Riom. Sans doute le procès ne pourrait-il venir avant un certain temps. Mais en ratifiant *a posteriori* la décision du Maréchal, en l'aggravant, peut-être, le jugement de Riom ne lui donnerait-il pas une autorité, qu'elle ne pouvait se flatter de posséder elle-même ?

C'était tirer sur l'avenir une traite singulière. C'était préjuger le sens d'un jugement, que le dispositif du réquisitoire — ossature commune aux deux procédures — laissait, sans doute, deviner, mais qui n'interviendrait qu'à la suite d'une série d'événements (interrogatoire des accusés, témoignages à charge ou à décharge, plaidoiries, etc...) dont on paraissait faire, facilement, bon marché. C'était, non seulement méconnaître, au détriment même du Maréchal, juge de circonstance, le principe de l'autorité de la chose jugée, mais imposer d'évidentes restrictions à la liberté de la Cour de Riom, ou, tout au moins, risquer de la gêner beaucoup.

Un correspondant du Temps s'ouvrit de cette préoccupation au Garde des Sceaux, au cours d'une visite qu'il lui fit, aux environs du 15 octobre. « Le cumul, dans une même personne, de la qualité de sanctionné et de la qualité d'accusé, disait-il, en substance, n'embarrassera-t-il [385] pas les inculpés dans leur défense ? Et qu'arrivera-t-il si la Cour condamne à de moindres sanctions que le Maréchal ? » Joseph Barthélémy, qui ne manquait pourtant pas d'esprit, resta, ce jour-là, assez coi...

Tous ces arguments furent rapportés et pesés, au cours d'une séance du Conseil des ministres : un samedi d'octobre. J'y assistai. J'en ai gardé un souvenir très net. Henry Moysset, dont la sagacité coutumière se trouvait, ce jour-là, mise en défaut, insista sur l'intérêt politique du procès. « Votre sentence, monsieur le Maréchal, n'a pas été contestée. Elle le sera, peut-être, plus tard. Mais elle présente, d'ores et déjà, un grave défaut. Elle ne met pas suffisamment en lumière le "processus de décomposition" du régime qui nous a précédés, cet empoisonnement progressif de notre esprit public, qui nous a conduits au désastre. La démonstration doit être faite. Votre sentence l'élude. Riom la prodiguera aux yeux de tous. » Il ajoutait même, imprudemment : « Songez à l'hiver — l'hiver 1941/42 qui s'annonçait déjà si rude, si froid — en donnant en pâture à la curiosité publique les trahisons et les faiblesses de vos prédécesseurs, vous créez un dérivatif aux misères de l'occupation, aux soucis du ravitaillement »... *Pane avulso, circenses*... écrivis-je aussitôt sur mon bloc. Le plus fort était qu'Henry Moysset se considérait comme le seul vrai républicain du gouvernement...

Quant à Lucien Romier, prenant le contrepied des anciens arguments du général Huntziger — que l'orientation du procès

torturait, tant il en sentait les pointes, dirigées contre l'armée — il adjurait le Chef de l'État de « ressaisir Riom ». « C'est le seul moyen, disait-il, de confondre tous ceux qui murmurent, déjà, qu'en optant pour la sentence et contre le procès, vous avez voulu vous soustraire aux accusations portées contre vous. » Il était difficile de se montrer plus offensivement téméraire. C'était, presque, tenter Dieu. C'était, aussi, et de nouveau, piquer au vif le Maréchal. C'était l'amener, contre son intérêt, à prendre fait et cause pour une thèse, dont Joseph Barthélémy, partisan de l'ajournement du procès, n'avait point de peine à souligner l'illogisme, la « cocasserie », les cruels mirages...

Le Garde des Sceaux avait, manifestement, raison. Il fallait opter pour la sentence ou pour le procès. Et comme la sentence [386] avait été déjà rendue, ou qu'elle allait l'être, il fallait s'en tenir à la sentence, quelque arbitraire qu'elle pût paraître, plutôt que de courir les risques du procès, les risques de l'aventure...

De longues discussions sur « la justice déléguée » et « la justice retenue », d'érudites allusions au procès des ministres de Charles X occupèrent le reste de la séance. La thèse Romier-Moysset, dite du « cumul des instances », l'emporta finalement, avec le concours de Pucheu, de Benoist-Méchin, de Bamaud, de Bouthillier et de l'amiral Platon. Jean Berthelot, le général Bergeret, Carcopino, Caziot et Barthélémy s'y opposèrent, tandis que l'amiral Darlan, le général Huntziger et René Belin, se réfugiaient dans une prudente abstention. Le Maréchal, au fond, approuvait...

Ainsi l'aventure allait-elle être courue. Il fallait, cependant, et toujours aux yeux de l'opinion, justifier cet étrange « ressaisissement de la Cour ». Deux arguments bien minces furent mis en avant, que, par discipline et quoi qu'il lui en coûtât, Joseph Barthélémy tenta de faire prévaloir.

Le premier de ces arguments se résumait, à peu près, en ceci, que le domaine d'application de l'acte constitutionnel n° 7 — d'où la sentence du Maréchal était issue et paraissait tirer sa force — demeurait, au fond, très distinct (on aurait pu s'en apercevoir plus tôt) des domaines d'application de la loi du 30 juillet et du décret du 1^{er} août 1940, qui avaient institué la Haute Cour. La Cour ne pouvait, en effet, prononcer que des peines prévues au code d'instruction criminelle, tandis que le Maréchal, libre de toute référence à des textes précis, mais victime

— dans le même moment — de cette absence de « plafond », se voyait contraint de n'articuler que d'imprécises sanctions. La décision du Maréchal ne pouvait, dès lors, pas plus faire obstacle aux poursuites engagées par la Cour suprême, qu'une simple sanction, prononcée par une instance disciplinaire, n'eût interdit l'exercice de poursuites devant la juridiction répressive. L'on ne devait plus, en d'autres termes, parler de ressaisissement de la Cour puisqu'il n'y avait jamais eu dessaisissement effectif. Distinguo spécieux, thèse fragile, et qui réduisaient en fait à néant toute l'autorité de l'acte constitutionnel n° 7.

[387]

Le second argument semblait, encore, plus mince. Il était apparu que le réquisitoire de la Cour contenait des faits, que l'avis du Conseil de justice politique n'avait pas reproduits, des déclarations, notamment de deux des inculpés: le général Gamelin et Guy La Chambre, à la fameuse séance du Conseil permanent de la Défense nationale du 23 août 1939. Il semblait logique que ces faits oubliés réapparussent dans la pleine lumière d'assises publiques. Riom y pourvoirait...

*
* *

Je ne saurais dépeindre la désolation qui s'empara de l'« entourage » du Maréchal à l'annonce du « ressaisissement » de la Cour. Mes adjoints, les tout premiers, s'en montrèrent consternés. Je lus, même, dans leurs regards une désapprobation farouche de la décision prise et comme le regret que je ne m'y fusse point plus énergiquement opposé. Le pouvais-je, au cours d'un Conseil, auquel je n'assistais qu'en témoin muet et où l'humeur fléchissante, le ton désabusé du Maréchal frappèrent d'étonnement les membres du gouvernement ? Mais le sentiment que l'on s'engageait dans une terrible et décisive impasse, la certitude aussi que, loin d'être la « pierre de touche » de la solidité du nouveau régime, comme Alibert l'avait imprudemment annoncé, ce procès marquerait le tournant de son destin, s'imposèrent tellement à nos esprits, que nous n'assistâmes qu'en spectateurs paralysés à la suite des événements...

Ai-je besoin de les retracer ici ? Ils sont connus de tout le monde. D'excellents ouvrages — celui de James de Coquet notamment les ont illustrés. La Cour de Riom, contrairement à ce que nous pensions, ne s'insurgea pas contre une décision, qui la remettait sur le siège en

posture diminuée. Mais elle feignit de ne point attacher d'importance à l'intermède de la sentence. Et elle eut manifestement raison. Tout fut fait, d'ailleurs, pour lui rendre un prestige, que les empiétements du pouvoir politique semblaient lui avoir arraché. Le président Lagarde fut remplacé par M. Caous, procureur général de la Cour de cassation, et cette substitution n'eut pas, comme on le crut, son origine dans un scrupule de conscience de M. Lagarde, ou dans l'état de sa santé, mais dans le souci, nettement exposé [388] par Bouthillier, de faire présider les débats par un magistrat de grande autorité et de brillante élocution.

La Cour, animée d'un regain de jeunesse, s'acquitta, même, avec diligence de ses tâches préliminaires et le Garde des Sceaux put annoncer, à la fin d'octobre, que la première session s'ouvrirait le 15 janvier. En fait, les travaux d'aménagement du Palais de Riom imposèrent un délai supplémentaire de quelques semaines. Je me rendis à Riom, à la fin de janvier 1942, en compagnie de M. Jardel, secrétaire général de la Vice-présidence du Conseil, pour m'informer, sur place, de l'état d'avancement de ces travaux : boiseries neuves dans la salle d'audience, tapisseries, chauffage central, installation de « box » pour la presse. Nous décidâmes d'ailleurs, contre l'avis de Marion, que les journalistes français ou étrangers n'y seraient point confondus avec les journalistes allemands.

Mais, jamais, je n'oublierai l'impression que me laissa la prison de Riom. Nous la visitâmes en détail, pour nous faire une opinion du confort et de l'aération des cellules réservées aux inculpés. L'exiguïté des pièces, la moisissure des couloirs, la physionomie des garde-chiourmes m'écœurèrent à tel point, que j'obtins du Maréchal que les accusés resteraient à l'Hôtel de Châtel- Guyon et ne rejoindraient le Palais de justice qu'à l'heure des audiences. Je crois avoir commis, ce jour-là, une bonne action...

Le procès s'ouvrit le 19 février. Je n'assistai à aucune des audiences. Mais mes adjoints, qui s'y relayèrent, me firent le récit de la plupart d'entre elles. De celle du 27 février, notamment, où le président Caous lut le texte des arrêtés, par lesquels la Cour rejetait les conclusions présentées par M^{es} Ribet, Le Troquer et Spanien. De celle du 6 mars, où le huis clos fut prononcé, pour respecter le caractère confidentiel de la séance du Conseil permanent de la Défense nationale du 23 août. Je lus les dépositions des témoins, de ces généraux, trop nombreux, que le ministère de la Guerre s'évertuait à dépêcher aux débats, et qui

provoquèrent, par leur inexpérience, les saillies si cruelles des accusés et de leurs défenseurs. Seules les déclarations des généraux de La Porte du Theil, Hurault, Touchon, Gérodias, Préaud, Etcheberrigaray, Martin, et de l'intendant général Bernard me parurent de quelque intérêt. Je préfère ne pas parler des autres... [389] Je lus, aussi, ces « notes d'orientation » du Secrétariat général de l'information, où les services de Marion trouvèrent le moyen d'associer l'odieux au ridicule.

Mais à quoi bon s'étendre sur un tel sujet ? Le silence persistant du général Gamelin, les réponses cinglantes de Léon Blum, les apostrophes de Le Troquer, les invectives de Ribet, pénétrèrent, en dépit du sang-froid du Parquet, dans les œuvres vives d'un régime, dont la faiblesse et l'indécision se manifestaient jusqu'au seuil du prétoire. Procureurs et magistrats poursuivaient, courageusement, leur tâche. Mais Vichy, du revers d'une main lasse, esquivait la parade.

On sera plus curieux, peut-être, de connaître les raisons de ce « baisser de rideau », qui surprit l'opinion et blessa, par sa tardive révélation, les magistrats de la Cour. Ces raisons sont fort simples. C'est l'Allemagne qui mit fin à l'aventure. Le 21 mars 1942, M. Grimm, « conseiller juridique du *Führer* », auteur d'un ouvrage remarqué sur le *Testament politique de Richelieu et les Traités de Westphalie*, demanda audience au Maréchal. J'assistai à l'entretien, aux côtés de Joseph Barthélémy, de Lucien Romier et d'Henry Moysset.

M. Grimm, d'un ton courtois et modéré, fit savoir au Maréchal que son maître désirait la suspension du procès. Et comme le Maréchal le pressait de développer les raisons du Chancelier, M. Grimm fit allusion « au mauvais effet produit par le procès sur l'opinion française, au réveil des passions, à la crainte de désordres ». — « Mais tout cela nous regarde ! », interrompit brusquement le Maréchal. Ce qui le regardait moins — et M. Grimm ne se fit pas faute de le souligner — c'était le « regret qu'éprouvait le gouvernement allemand à voir mettre l'accent sur les raisons techniques de nos revers et non sur les origines politiques de la guerre ». C'était aussi, et M. Grimm nous le confia plus discrètement, la « déception que ressentirait l'État-Major de la *Wehrmacht*, au spectacle de tant de généraux français, défilant sous les huées de l'ancien personnel politique, et faisant l'aveu de leurs dotations insuffisantes en réserves ou en matériel ». La victoire allemande de juin 1940 apparaîtrait, vraiment, comme trop facile aux yeux du monde entier...

L'entretien se termina, sans que le Maréchal, visiblement agacé, eût laissé deviner à M. Grimm le sens de ses prochaines réactions. [390]

Mais le gouvernement s'inclina, trop heureux de mettre un point final à cette navrante histoire. Il ne s'inclina pas, d'ailleurs, expressément. Il eut même la coquetterie, la funèbre coquetterie, de prescrire un « complément d'information ». Mais nul ne fut dupe de l'artifice. L'ajournement *sine die* avait bien été décidé...

Tel fut l'épilogue de ce mauvais chapitre, de cette affaire manquée, d'un procès qui ne fut point engagé, comme on l'a dit plus tard, pour faire plaisir à l'Allemagne, pour compromettre la France, ou pour déshonorer la République, d'un procès qui laissa même hors d'atteinte les intérêts supérieurs du pays et que la noblesse d'âme de grands juges préserva des pires déviations. Mais d'un procès illogique, incohérent, mal bâti, qui se retourna, violemment, contre un gouvernement qui ne l'avait ouvert que par faiblesse et poursuivi que par scrupule. D'un procès qui, pour la première fois, peut-être, rompit, en France, le « charme du Maréchal ».

La nation doutait, désormais, de son Chef. Mais elle n'avait point rougi de sa justice...

[391]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre XV

LA NON-RÉSISTANCE

[Retour à la table des matières](#)

J'ai, toujours, pensé que le début du « drame du Maréchal » se situait dans les premiers jours de l'automne 1941. Quinze mois, à peine, après l'armistice. Les quinze premiers mois n'avaient pas été sans tache. Montoire, Berchtesgaden, la Syrie, laissaient aux lèvres un goût de cendre. Mais les sursauts équilibraient les défaillances. Le « 13 décembre », le refus de ratification des Protocoles africains avaient été des points de rebroussement. Une sorte d'énergie mâle, brûlante, courait à travers les veines du nouvel État. La force vive du réveil français nous faisait augurer de larges, de brillantes reprises.

Bientôt cette force vive s'essouffla. Des signes de relâchement se manifestaient un peu partout. « Trouble des esprits », dira le Maréchal, le 12 août. Oui, trouble des esprits, méfiance croissante à l'égard de l'Amiral, séquelles syriennes, vague espoir que l'Allemagne ne gagnerait pas, de l'année, sa partie dans l'Est, difficultés de ravitaillement, radio de Londres... La France, en fait, échappait au Maréchal. Elle lui échappait moins par « gaullisme », moins par désir réel de résistance, que par lassitude, par désœuvrement moral, par l'un de ces besoins de diversion, que les foules captives ressentent à certaines heures de leur longue épreuve...

Il fallait ressaisir la France. Comment la ressaisirait-on ? L'imagerie du moment ne fournissait guère de ponts d'Arcole... On tenta d'y

parvenir, au prix d'un resserrement de l'autorité gouvernementale, d'un durcissement de l'appareil punitif. Le Conseil des ministres approuva toute une série de mesures (suspension de l'activité des [392] partis, suppression de l'indemnité parlementaire, lutte accrue contre la maçonnerie, renforcement de la police, institution du Conseil de justice politique, serment de fidélité des fonctionnaires) dont l'ensemble constituait une sorte de « fascisme délavé », ou, pour mieux dire, une entreprise de réaction politique. Nous nous trouvions ramenés au temps de Polignac, de Persigny, de M. de Fourtou.

Le Maréchal, qui croyait découvrir, dans toutes les directions, des adversaires de son œuvre, ne se lança que de trop bon gré dans l'aventure. Il ne fut pas le seul. Nous eûmes notre part de responsabilité — active ou passive — dans certaines de ces initiatives (suppression de l'indemnité parlementaire, Commissaires du pouvoir et Conseil de justice politique, notamment). Dirais-je, même, qu'en refusant l'intérieur, qu'en y laissant pénétrer Pucheu, j'abandonnais à un homme, trop notoirement épris d'exhibitionnisme musculaire, les leviers d'un acier rembruni ?...

Mais nous avons quelques excuses. La plus forte était d'ordre extérieur. L'entrée de la *Wehrmacht* en Russie battait en brèche notre « attentisme ». Attendre quoi ? nous disait-on. L'invasion de la Crimée, la mise au pas de la Turquie, le défilé des chars de Rommel dans les oliveraies tunisiennes ? Nous attendions bien autre chose. Et l'on nous eût vus penchés sur les cartes de la Libye, sur les graphiques de la production de guerre américaine, sur les premiers effets du « Land-lease ». Mais, comme sœur Anne, nous ne voyions rien venir... Le fragile édifice de protection nord-africaine, auquel nous avons travaillé de si bon cœur, en refoulant, en juin, les Protocoles Darlan-Warlimont, demeurerait-il, lui-même, à l'abri des lézardes ? Il fallait que notre espoir en la libération de la France fût bien vif, notre confiance dans la victoire des Alliés bien tenace, pour que, frêle, moqué, discrédité, notre « attentisme » maintînt ses tièdes palpitations, sous les douches glacées de la *UFA Actualités*.

Sur qui, d'ailleurs, nous appuyer ? Le « pays légal » avait cessé de vivre. La Légion ne se souciait que de bannières lancéolées ou d'épuration cantonale. La synarchie marquait des points. L'armée guettait son heure, mais ne la guettait, encore, que des fichiers

« démographiques » de la statistique lyonnaise. À l'apollinisme du Maréchal ne s'opposait aucun dionysiasme des masses...

[393]

Romier, le seul, le vrai conseiller du Maréchal, que je tentais de dresser contre les ministres collaborationnistes, se déclarait impuissant. Sa tension montait, son nez saignait. « Vous êtes un personnage du XV^e siècle, me disait-il. Vous ne rêvez que plaies et bosses. Montluc vous eût offert une chance de surprendre Vérone ou de rançonner Mantoue. Mais la « conjoncture » n'y est plus. En poussant le Maréchal à bout, vous feriez le jeu des Allemands. Nous ne sommes pas, encore, au terme de nos épreuves et, personnellement, je n'en verrai pas la fin. Un peu de patience, un peu de sagesse. La synarchie, croyez-moi, n'est qu'un mythe. Ce qui compte, c'est la discipline des Français, en face des Allemands. Pas de romantisme. Pas de surenchère ! » Sincère, honnête, le bon Romier s'enlisait. Sur la face intelligente de l'humaniste, le sourire résigné du bonze creusait ses plis amers.

Ainsi demeurâmes-nous sans force devant le développement d'une politique de réaction. La « conjoncture », le cortège des événements extérieurs, le discrédit saisonnier de l'attentisme n'obligeaient, certes pas, à chausser le gantelet de fer. Mieux eût valu conserver l'arme au pied et regarder couler l'Allier. Mais entre Benoist-Méchin et Vincent Auriol, entre les cheminements ophidiens de la collaboration et les rodомontades du bélier démocratique, la partie n'était pas facile à jouer. Ah ! s'il ne s'était agi que de Charles de Gaulle et de Philippe Pétain !...

Encore le Maréchal n'accordait-il à la « répression » qu'une attention très secondaire. Sa vraie pensée n'était pas là. Elle flottait dans les régions indistinctes de la régénération intérieure et de la paix de compromis. Elle se nourrissait du rêve constituant, du rêve médiateur. Mais elle avait, toujours, besoin de prestige. Or, ce prestige déclinait. Le second voyage à Lyon (septembre 1941) fut, à cet égard, une révélation. Quel contraste avec l'enthousiasme de Limoges, trois mois plus tôt ! Une population clairsemée, presque indifférente. De maigres applaudissements. Lyon déjà s'enfonçait dans la brume. Et la suite du voyage — une excursion buissonnière à travers le Beaujolais — ne nous offrit, guère, plus d'agréments. Quelques cris de « Vive Darlan ! » fusèrent du vignoble. Le Maréchal s'irritait. « Il organise bien sa

claque ! — Laissez-lui cette modeste satisfaction, Monsieur le Maréchal. Il ne vous “aura” pas. — En attendant, l’on [394] m’escamote. — Non. Je regrette simplement que Villefanche se soit montré si froid. — C’est aussi mon avis. Mais que leur ai-je donc fait ? »

Il ne leur faisait pas grand’chose. Mais l’épuration s’accroissait. Bernier, Donon, Ulysse Fabre, Labroue, William Bertrand, d’assez grands noms de la Troisième République, se voyaient révoqués, ou déchus de leur mandat. Et la « collaboration » s’étalait. À Lyon, même, quelques heures après le passage du Maréchal, quatre Allemands, Schleier, Hoffmann, le Dr Ude et Wiederholt étaient accueillis avec déférence, dans le grand stand de la Foire. Ils dressaient, aux côtés de nos industriels, le calendrier des futures manifestations de la « solidarité européenne ». Pucheu trouvait le moyen de pénétrer en zone interdite et s’en vantait. Mais Caziot voyait ses voyages vers le Nord interrompus, au début d’octobre. Et l’anniversaire de Dakar était célébré avec maladresse. Le chanoine Moncelle trouvait, même, pour célébrer cette victoire de Français sur d’autres Français, les accents d’un enthousiasme béotien. Sans doute étions-nous heureux que Dakar eût tenu, car Dakar pris par les anglo-gaullistes, c’eût été les Allemands à Marseille. Mais c’était tout. Nous n’avions aucun goût pour les couplets orphiques...

*
* *

Toutes ces fautes, réaction intérieure, collaboration renaissante, maladroites d’expression, n’eussent été, pourtant, que secondaires, si de terribles drames n’avaient secoué, dans le même moment, la zone occupée.

Le mois d’août marque le début des premiers attentats, contre les Allemands, à Paris : le 21, si j’ai bonne mémoire. Sanction : vingt-neuf fusillés, dont nous ne connûmes, d’ailleurs, jamais les noms. Les généraux von Stulpnagel et Schaumbourg multiplient les appels à la population, les ordonnances sur les otages, les avis de détention d’armes, les arrêtés de couvre-feu. C’est un beau feu grégeois, d’où brasilleront, exaspérées, de nouvelles passions. Brinon, qui se manifeste, toujours, à contretemps, croit pouvoir calmer les esprits, en parlant de la « puissance d’attraction du national-socialisme », [395] de

l'ardeur des premiers contingents de la LVF. Il fait, littéralement, surgir les poignards des pavés. « Quand renverrez-vous cet homme-là ? dis-je au Maréchal, le 16 octobre. — Un de ces jours. Mais, pour le moment, je vais lui passer un savon ! » Il n'en fera rien...

Et les attentats se multiplient. Octobre et novembre sont, en France, des mois de sang. Le lieutenant-colonel Holtz est abattu, à Nantes, le 20 octobre. Le lendemain un intendant militaire tombe à Bordeaux. Quels sont les auteurs de ces attentats ? Des Tchèques, des Polonais, des juifs ? comme l'insinue Benoist-Méchin. Nous n'en saurons jamais rien. Les Allemands non plus, malgré les primes offertes aux dénonciateurs. Mais, pour Nantes, cinquante otages vont être fusillés à Châteaubriant. Cinquante autres le seront, à leur tour, dans les six jours, si les coupables ne sont pas découverts. Bordeaux, qui croit pouvoir s'en tirer avec une caution de dix millions, voit également tomber ses martyrs.

C'est au cours de ces journées tragiques, qu'excitant des « devoirs de sa charge », Brinon vient trouver Pétain. C'est au cours de ces journées de deuil, qu'en dépit de la surveillance assez stricte, que nous exerçons, le général Laure et moi, sur le vestibule du Maréchal, Brinon extorque la signature du Chef de l'État, au bas d'une lettre adressée au colonel Labonne, chef des Volontaires français contre le bolchévisme. Ce message fait l'effet d'une bombe. « À quoi donc avez-vous pensé, Monsieur le Maréchal », lui dit le général Laure. Je n'ai pas lu le papier. — Et comment avez-vous osé le signer ?

Brinon m'a dit qu'il y avait, là-bas, de braves gens, de bons Français, qui n'avaient aucun goût pour l'Allemagne, mais qui se battaient contre les soviets, par conviction. Fallait-il les décourager ? »

Laure a les larmes aux yeux. Je me tais. Les mots s'arrêtent dans ma gorge. « Allez-vous être aussi injuste que Laure, du Moulin ? — Injuste ou non, Monsieur le Maréchal, la chose n'a plus beaucoup d'importance. Mais je me demande ce que nous faisons, encore, auprès de vous. Puisque vous avez décidé de vous brûler à petit feu, nous n'avons plus qu'à vous passer le tisonnier. — Qu'avez-vous dans les mains ? — Le brouillon d'un discours pour la corporation paysanne. — Passez-le moi. — À quoi bon ? Au point où nous en sommes ! » Et [396] je déchire le brouillon. Le Maréchal se lève. Il est devenu rouge. « Vous osez faire cela, en ma présence ?... — Mais oui, Monsieur le

Maréchal. Si vous croyez qu'après ce que vous venez d'écrire, le moindre message de votre part ait encore la moindre influence sur le pays, vous vous trompez terriblement. — Allez-vous en tous les deux ! Je ne veux plus vous voir. »

Nous le revoyons, bien entendu, le lendemain matin, vers neuf heures. Le Maréchal nous demande si nous avons bien réfléchi. Nous sommes calmes : « Mais oui, Monsieur le Maréchal. — Eh bien, moi aussi, j'ai réfléchi. Je crois que je vais envoyer M. de Brinon en Suède — À quel titre ? — Comme ministre à Stockholm. »

Brinon ne partit jamais pour la Suède. Il se rendit tout simplement en Allemagne, auprès de Goering et de Ribbentrop et se félicita, quelques jours plus tard, rue de Grenelle, de la cordialité de leur accueil...

*
* * *

Mais, dans tout cela, que faisait Darlan ? Darlan faisait ceci qu'il complotait. Contre qui ? Contre l'Allemagne. Non. Contre Weygand. L'élimination de Weygand était devenue la grande pensée du règne. Weygand représentait la seule force extérieure à Darlan, la seule force, aussi, qui lui fût supérieure. Il fallait l'abattre.

J'avais, déjà, senti, chez Laval, la crainte de Weygand. Je sentais, chez Darlan, la hantise de Weygand. En quoi Weygand pouvait-il gêner Darlan ? En rien. Mais il le dominait. Pour Darlan, Weygand c'était l'homme de Rethondes, le chef d'état-major de Foch, le signataire du premier armistice, l'officier fringant et vif, qui étincelait, déjà, de ses trois étoiles, à l'heure où Darlan, fusilier-marin de Dixmude, n'arborait que ses cinq galons, dans les dunes des Flandres. Un homme qui avait allègrement franchi la légende, alors que Darlan s'offrait, laborieusement, au destin. Un homme du monde, au surplus. Un membre de l'Académie française. Un administrateur du Suez. L'auteur de plusieurs livres d'histoire. Un militaire, qui, dans le civil, portait, avec élégance, le tube gris et la jaquette, et dont le roi d'Angleterre serrait affectueusement la main, aux courses d'Ascot. Tous ces traits blessaient, en Darlan, le petit bourgeois gascon, [397] le marin mal arrimé, dont le ciré d'embruns s'ouvrait sur un veston de calicot. Cette statue lointaine, distante, nerveuse, de Weygand avait pris pied, trop fortement, sur le socle d'Alger. Il fallait la déboulonner. Il n'y aurait

plus de Dauphin d'Afrique. Et quelle «bonne manière» à l'égard des *Fritz*... Car, tout de même, Weygand exagérait. Il avait sa conception particulière de l'armistice. Il refusait aux Allemands des chalands, de l'essence, du blé. Il s'opposait à la réouverture des consulats de l'Axe. Mais il acceptait une douzaine de vice-consuls américains. Il négociait directement avec Murphy. Il en obtenait son sucre, son thé, ses cotonnades. Il couvrait Suffren et Navarre, ces officiers rebelles, avec lesquels la police — militaire ou civile — de l'Amiral avait eu, si souvent, maille à partir. Il fallait l'éliminer, et rondement...

Weygand vient à Vichy en septembre. Il y est rappelé, le 16 octobre, sous un prétexte quelconque. J'assiste avec Pierre de Leusse à l'atterrissage du Lockheed, sur le terrain d'aviation et je mets, en quelques mots le général au courant de la situation. Il s'entretient longuement avec le Maréchal, dans la matinée du 18. Qu'en sort-il ? Je l'ignore. Mais Weygand me dit, au déjeuner, que mes craintes lui paraissent exagérées. Abetz a voulu sa peau, en septembre, et ne l'a pas eue. Je ne partage pas cet optimisme. Car, par Chalvron, j'apprends que le cabinet de Benoist-Méchin annonce, déjà, le départ du général comme prochain. Plusieurs amis de Pucheu font chorus. Et la secrétaire de Marion, Mme Renaud, s'écrie dans les couloirs du quatrième étage : « Nous finirons bien par l'avoir ! »

L'offensive est bien montée. Mais le Maréchal reste muet. À deux ou trois questions, il me répond : « Occupez-vous, donc, de ce qui vous regarde ! » Le général Laure, lui, est évasif. Weygand l'a fait lever le 19, à onze heures du soir et lui a parlé durement. Pourquoi cette dureté ? Le bon Laure n'est évidemment pas du complot. Mais il poussera le « conformisme » jusqu'à s'interdire toute intervention dans le conflit. Il concentre ses foudres sur Pierre de Leusse — le représentant du général à Vichy — qu'il accuse d'indiscrétion et de provocation. Il me pose, à moi-même, toute une série de questions, auxquelles je puis d'autant moins répondre que mes sources d'information sont taries. Un paravent le long de chaque porte : un bœuf [398] sur chaque langue. Weygand quitte le Grand Sérail et repart pour l'Afrique... Sivre et Chalvron, qui s'offrent à jouer les limiers, ne me rapportent que des détails de seconde main. Pierre de Leusse s'agite fébrilement et se fait mettre à la porte de l'Hôtel du Parc. On l'enverra à Lugano. Le 15 novembre, une petite lueur. Au cours du déjeuner que l'Amiral offre aux deux chefs des Commissions d'armistice de Wiesbaden et de Turin,

les généraux Vogel et Vacca-Maggiolini, (venus à Vichy pour les obsèques du général Huntziger), je vois Vogel s'entretenir de l'Afrique du Nord avec Darlan. L'Amiral lui laisse entendre, qu'il lui en parlera plus longuement au fumoir. Délaissant un Italien de peu d'intérêt, je m'approche d'une console, où tiédissent les cafés des deux interlocuteurs. L'Amiral allume sa pipe. L'Allemand se fait plus pressant : « Nous voudrions bien une réponse. — Vous l'aurez dans trois jours... »

S'agit-il de Weygand ? J'en ai l'intuition. Le lendemain, visite révélatrice de l'amiral Fénard. L'amiral Fénard est un bon gros homme, que Darlan a placé, comme observateur, auprès du général Weygand. Il me donne l'impression d'un type honnête, sincère. Mais il est terriblement embarrassé. « Comment en sortir, Monsieur du Moulin ? » Je lui pose, brusquement, la question : « À qui êtes-vous fidèle, à l'amiral ou au général ? — Mais à tous les deux, naturellement. — Alors, je comprends que vous soyez déchiré. Car il vous faudra choisir. — Hélas ! il y a huit jours que je n'en dors plus. Mais ne pensez-vous que l'on puisse arranger les choses ? » Le pauvre Fénard est à la recherche d'une transaction. Il en formule les termes, en hésitant : « Ne pourrait-on pas retirer au général le Gouvernement de l'Algérie, ou le commandement des troupes, en lui laissant un rôle de supervision sur l'Afrique du Nord ? — Impossible ! — Ou bien lui laisser ses attributions militaires, en supprimant le poste de Délégué général en AFN ? — Weygand n'acceptera jamais. Et puis, pourquoi l'amputer ? Pourquoi lui chercher une mauvaise querelle ? Les Allemands ont-ils demandé sa tête ? — Non, pas encore. — Alors, à quels mobiles obéit l'amiral ? » Un silence...

Fénard vient me revoir le lendemain matin. Je commence à me sentir troublé par ses propos. Que veut, au juste, l'amiral Darlan ? [399] « Il n'en sait rien lui-même » me dit Fénard. « C'est Abetz et Benoist-Méchin qui mènent le jeu. — Croyez-vous ? » Tout cela est bien étrange. Abetz vient déjeuner. Déjeuner glacial. Il repart furieux. Le Maréchal aurait-il tenu le coup ?

Je vais interviewer Darlan. Je m'attendais à découvrir un sphinx. Je trouve un homme simple, affable. « Je comprends vos soucis, du Moulin. Mais il ne dépend plus, ni de vous, ni de moi, d'empêcher le

départ du général. L'Allemagne a décidé son renvoi. — Ah, ah ! Et qu'en pensez-vous, Amiral ? — Je pense qu'on a été trop vite. — Qui : on ? — Ne faites donc pas l'imbécile ! — Et qu'en pense le Maréchal ? N'y marque-il pas d'opposition ? — Non, pas que je sache. » L'Amiral a joué, supérieurement, son coup.

Je vais voir le Maréchal. « Vous lâchez Weygand ? — Lâcher lâcher, c'est un bien gros mot. Non, je ne lâche rien. Mais je crois, que la position de Weygand sera intenable, dans cinq ou six semaines. Il est trop impétueux, trop cassant. Il lance des fusées dans toutes les directions. Il ameute des cercles d'officiers en Afrique. Il a brimé, inutilement, Noguès. — Qu'allez-vous faire, Monsieur le Maréchal ? — Je vais réfléchir. »

La réflexion ne sera pas de longue durée. Le 18 novembre, à onze heures du matin, je suis appelé, au téléphone, par le général Weygand. Il est dans sa chambre, au quatrième étage, avec son officier d'ordonnance, le commandant Gasser. J'ouvre la porte. Le général vient au-devant de moi. « Tout est consommé, me dit-il en me serrant la main. Vous êtes le premier à connaître la nouvelle. Je sors à l'instant, de chez le Maréchal. L'Amiral y était. C'est Benoist-Méchin qui, de la part de Stulpnagel, s'est offert le luxe du coup de grâce. Je n'en suis pas autrement surpris. Il fallait que cette comédie où tout le monde s'évanouissait entre deux portes, eût, tout de même, son cinquième acte. »

Je suis atterré. Je demande au général la permission de m'asseoir. Je regarde cet homme, sec et décidé, qui supporte sa disgrâce avec calme. « L'Amiral a ce qu'il voulait, poursuit Weygand. Quant à Pucheu, à Marion, à Benoist-Méchin, ils n'ont perdu ni leur temps, ni l'argent des autres. — Mais le Maréchal ? — Il était entouré de ses deux « potiches » : Romier et Moysset. Il a lu et relu le texte de la [400] communication téléphonique de Benoist-Méchin. Il m'a paru sincèrement navré et m'a, même, dit quelques paroles fort aimables. — Mais que va-t-il devenir dans tout cela ? Il signe son arrêt de mort en vous abandonnant. C'est une abdication ! — Je n'en sais rien. Je ne le crois pas. Nous en reparlerons. En attendant, je m'en vais. — Vous repartez pour Alger ? — Non, ce serait un sixième acte. On ne me le laissera pas jouer. Et, d'ailleurs, je ne voudrais pas me prêter à des manifestations désobligeantes pour le Maréchal. Ma femme et ma

belle-fille me rejoindront, d'ici huit on dix jours, dans le Midi. J'y serai, je pense, en résidence surveillée. »

Je me lève. Ce « limogeage » de Weygand me paraît la décision la plus grave, à laquelle le Maréchal ait consenti, depuis Montoire. Car il semble bien y avoir consenti. Il n'a pas défendu son meilleur lieutenant. Que va devenir l'Afrique du Nord ?

Je roule, au début de l'après-midi, ces réflexions dans ma tête et téléphone à François Valentin, puis au général Bergeret. Ils me rejoignent, tous les deux, dans mon bureau, vers quatre heures. Ils sont aussi émus que moi. Nous faisons le tour du problème, le tour aussi des responsabilités, et décidons d'aller porter, sans plus tarder, nos démissions au Maréchal. Caziot, qui nous aperçoit dans un couloir, nous déclare qu'il suivra notre exemple.

Longue et orageuse entrevue avec le Maréchal. Bergeret est véhément. Il accuse le Chef de l'État de « s'être fait rouler pas des ministres indignes ». Valentin déclare qu'en sa double qualité de légionnaire et de lorrain, il ne peut consentir à ce nouveau « diktat ». Je vais, presque, plus loin : « Tout s'écroule autour de vous, Monsieur le Maréchal, et vous jetez, vous-même, à terre les moellons de votre État. Avez-vous songé au réveil du pays, à sa fureur ? Si vous continuez, vos meilleurs amis seront fusillés ; votre compte en banque sera nettoyé ; il ne restera plus pierre sur pierre de Villeneuve-Loubet. »

« Tout cela à la fois ? » me répond le Maréchal, la mâchoire tendue, l'œil dur. « Allons, taisez-vous ! Vous êtes tous des excités. C'est vous qui montez un complot. Je devrais vous faire mettre aux arrêts. Mais je n'accepte pas votre démission. Vous m'avez prêté serment. Vous devez faire comme moi, rester à votre poste, dans la mauvaise [401] comme dans la bonne fortune. — En attendant que nous soyons fichus à la porte par les boches, rétorque Bergeret. J'aimerais bien savoir sur qui vous pourrez vous appuyer, alors. — Oh ! la France est pleine d'hommes de qualité. Je vous remplacerai tous, sans difficulté. Mais, pour le moment, je vous donne un ordre. — Nous avons le regret d'y désobéir, Monsieur le Maréchal, répond François Valentin. Oui, nous avons la douleur de vous désobéir, pour la première fois. » Et nous nous retirons tous les trois...

Ménétreel, une heure plus tard, me dit que le Maréchal ne me pardonnera jamais cette scène. Il est persuadé que j'ai entraîné Bergeret et Valentin dans la « rébellion ».

Il ne s'agit pas de rébellion. Il s'agit de notre refus de suivre, plus longtemps, un gouvernement qui se déshonore, un gouvernement qui livre l'Afrique du Nord à l'Allemagne. Le général Laure, toujours bon, toujours conciliant, vient me voir et tente de me faire entendre raison. « Vous compromettez les meilleures attitudes par votre ton, par votre violence, cher ami. Si vous jetez, aujourd'hui, le manche après la cognée, vous ne pourrez plus freiner, dans quelques mois, les nouveaux abandons du Maréchal. Réfléchissez-y. Restez avec nous. » Je suis sensible à la demande du général Laure. Mais je maintiens ma démission. Je la maintiendrai toute la journée du lendemain...

Le 19, à vingt-deux heures, le général Weygand me fait appeler. « J'ai beaucoup apprécié votre attitude, du Moulin. Elle vous honore, comme elle honore le général Bergeret, comme elle honore François Valentin. Mais je vous demande de reprendre votre démission. Mon sort est réglé. Je n'ai plus que peu de choses à attendre de la vie. Mais le Maréchal n'en est, encore, qu'au début de ses épreuves. Il a besoin de bons Français autour de lui. Si vous partez, c'est le triomphe définitif de Benoist-Méchin et de sa clique. Il faut que vous restiez. Promettez-le moi ! »

Je le promets, quoique à regret. Valentin, Bergeret et Caziot en font autant. L'orage est apaisé. Mais Charles Rist, ancien Sous-gouverneur de la Banque de France, qui avait été pressenti par le Maréchal, pour remplacer Henry Haye à Washington et qui n'avait accepté de rejoindre l'ambassade, que si la situation de l'Afrique du Nord [402] demeurerait inchangée, se récuse. Il m'annonce qu'il ne partira pas pour les États-Unis...

Je me présente, le 20, vers dix heures, à la signature. Le Maréchal ne m'adresse pas la parole. Il signe, de son écriture calme et lente. Puis, au bout d'une demi-heure : « J'aurais voulu ne pas vous reparler de Weygand, mais je suis obligé de vous demander un dernier service. — Un dernier service, Monsieur le Maréchal ? — Oui, un dernier service, à son sujet. Il faut que vous alliez trouver, cet après-midi, l'amiral Leahy et que vous l'assuriez, de ma part, que notre attitude à

l'égard des États-Unis en Afrique du Nord ne sera pas changée d'un *iota* par le départ du général. »

Rochat se joint à moi. Il représentera Darlan, ministre des Affaires étrangères. L'amiral Leahy nous reçoit, tous deux, fort aimablement. Il me paraît moins troublé que je ne l'imaginai. « Je ne vous demande pas de me dire que l'Allemagne n'y est pour rien. Mais pourquoi le Maréchal a-t-il si rapidement cédé ? » J'articule, d'une voix grêle, quelques mots d'explication. Rochat, plus maître de lui, fait observer à l'ambassadeur qu'en la personne du gouverneur Châtel, de l'amiral Fénard (nommé, depuis la veille, chef du Secrétariat général permanent de l'Afrique du Nord) et du général Juin, choisi lui-même par Weygand, M. Murphy trouvera, en face de lui, des hommes qu'il connaît déjà, dont il apprécie la loyauté et qui sont, mieux que quiconque, au courant des problèmes africains. — « Sans doute. Mais le général Weygand était un chef. C'était un chef politique. J'ai peur qu'avec la suppression de l'éminente fonction qu'il assumait, l'Afrique du Nord ne soit très vite dissociée, que le Secrétariat général ne serve plus que de simple organe de liaison, administratif et économique. » Nous nous retirons...

L'amiral Leahy est ennuyé. Mais il ne semble pas ému à l'excès. Les *USA* s'accommoderaient-ils, plus facilement que nous ne le pensions, de la nouvelle situation africaine ? Ou l'ont-ils, déjà, devancée, réalisée ? Je confie mon étonnement à Rochat, qui reste songeur. Les États-Unis sont encore loin du débarquement de Sidi-Ferruch. Ils ne sont même pas en guerre. Mais l'Afrique du Nord est, pour eux, un tremplin commercial et politique de premier ordre. Ils y jouent une partie serrée. En juillet, un silence énigmatique de Saint-Hardouin, [403] conseiller diplomatique de Weygand, m'a laissé quelques doutes sur l'importance du rôle que les Américains attribueraient au général, dans l'hypothèse d'une sécession africaine. Ne le sentent-ils pas trop éloigné de l'esprit d'aventure ? Ne redoutent-ils pas sa trop grande soumission aux consignes du Maréchal ? Je n'ai pas, sur le moment, attaché beaucoup d'importance à ces réactions. Mais elles me reviennent à l'esprit, à la sortie de l'ambassade. Fénard, l'astucieux Fénard, héritier pour partie des dépouilles de Weygand, n'a-t-il pas trouvé le moyen de satisfaire, à la fois, son véritable patron Darlan et les cheveu-légers du «murphysme» d'Alger ? « Fénard tient la clé du mystère Darlan », dira Mme Gosset, dans son livre *Expédients provisoires*. Ne tient-il pas, également, la clé du mystère Weygand, du

mystère du départ du général ? Double jeu de Fénard ? Jeu bien subtil, bien complexe en tout cas. Jeu bien dangereux, aussi. Jeu qui a fait, déjà, trois victimes : Weygand, Darlan, le Maréchal. Car ni les uns ni les autres ne se relèveront de ces mauvaises journées ; Weygand de son obéissance, Darlan de sa présomption, Pétain de sa résignation...

Comment se fait-il, en tout cas, que le Maréchal, qui n'eût pas hésité à réunir vingt-cinq experts pour l'acclimatation d'un nouveau tubercule, se soit laissé arracher, entre deux portes, sans résistance, sur la seule pression de Darlan, sur la seule insistance de Benoist-Méchin, cette lamentable concession ? Peu d'événements m'ont, à ce point, confondu...

*
* *

Le Maréchal remontera-t-il la pente ? Il s'y prête, assez courageusement, dans les derniers jours de novembre, en adoptant les grandes lignes d'un mémoire que nous lui préparons, RoCHAT et moi, pour sa prochaine entrevue avec Goering. C'est Brinon qui a négocié cette entrevue. Elle n'aura pas, grâce à Dieu, l'importance de Montoire. Elle pouvait être différée. Mais, puisqu'elle doit avoir lieu, il faut qu'elle échoue. Nous introduisons, à cet effet, dans le texte même du mémorandum, un certain nombre de « torpilles ». Goering fixe, lui-même, la date et le lieu : 1^{er} décembre, Saint-Florentin-Vergigny, [404] dans l'Yonne. Je ne serai pas, cette fois-là, du voyage, comme à Montoire. Non que mes répugnances aient eu licence de se manifester, mais parce que l'Ambassade allemande a fait savoir au Maréchal que ma présence n'y serait pas agréée. Tant mieux ! Mais j'obtiens que Benoist-Méchin ne soit pas, lui non plus, de la partie. Un vautour de moins ! Le Maréchal se bornera à lire, sans témoins, son papier à Goering. Et Goering lui demandera : « Est-ce vous, ou est-ce nous qui avons gagné la guerre ? »

Le loup-cervier du *Reich* n'a pas de peine à comprendre que le Maréchal ne se sert plus de la « collaboration » que comme d'un artifice de langage. Aux avances débonnaires de son interlocuteur, Philippe Pétain répond comme un notaire de province, comme l'eussent fait M. Thiers, M. Delcassé, M. Poincaré. Il ergote, conteste, dispute. L'autre, l'obèse en tunique violette, montre les dents. Et le Maréchal revient tout

guilleret de son voyage. Je le félicite. On l'applaudira, dix jours plus tard, au Conseil national, lorsqu'il fera le récit de la journée.

Est-ce un retour de flamme, une reprise de résistance ? Je le crois, d'autant plus, qu'à Paris le sang coule à nouveau et que le Maréchal, très ému, se fait donner, heure par heure, des nouvelles de la capitale...

Les attentats se sont multipliés. Ils ont recommencé le 26 et le 28 novembre. Ils continuent au début de décembre. Un « avis de représailles », du 14, frappe les israélites de zone occupée d'une amende d'un milliard (à la charge de l'UGIF), annonce de nouvelles déportations et prescrit l'exécution de cent « juifs et anarchistes ». C'est un véritable bain de sang. Le Maréchal a eu le tort, en s'adressant à Hitler, de souligner le caractère odieux des attentats. Mais il proteste, aujourd'hui, contre leur répression massive. Il se fait le 15 décembre, l'interprète de l'émotion de tous les Français. La radio n'enregistrera pas sa protestation. Mais la presse de zone libre la reproduira sous la forme d'un communiqué du Cabinet civil. C'est peu de chose. C'est, déjà, quelque chose...

L'exécution de tant d'otages nous jette dans la consternation. Les noms des victimes commencent à filtrer. Le premier qui nous parvient est celui du capitaine Paul Keller, notaire à Toul, fusillé le [405] 27 octobre, au Cherche-Midi, pour avoir fait évader 1730 prisonniers de guerre.

Fraîchement libéré de prison, Étienne de Croy me fait le récit des dernières heures de son voisin de cellule, Honoré d'Estienne d'Orves. J'ai rencontré d'Estienne cinq ou six fois dans ma vie. C'était un ami d'enfance de ma femme, un marin plein d'esprit, d'originalité, de fantaisie. Tout le monde l'aimait. Mais il aimait d'abord son pays. Il a dressé pour le compte de la « France combattante » tout un réseau d'émissions clandestines. Il a fait, plusieurs fois, le voyage de Londres. Il s'est fait arrêter. Il a été magnifique devant ses juges. « Nous ne nous sommes jamais vus, me disait Croy. Mais nous pouvions nous parler de cellule à cellule. Je connaissais tout de sa vie, de son âme. Il était devenu mon meilleur ami. Nous faisons, tous les soirs, notre prière en commun. » La mort d'Honoré d'Estienne bouleverse l'Amiral. « Son

nom sera porté par l'une de nos plus grandes unités. Il aura sa rue, dans toutes les villes de France. »

Roger Nathan vient m'annoncer, un soir, les larmes aux yeux, la mort de son beau-frère, fusillé dans la cour de sa prison. Nous restons longtemps, côte à côte, immobiles, silencieux...

Les noms de Sampaix et de Péri éclatent en lettres vengeresses, dans les premières feuilles clandestines. Et ceux de Guy Mocquet, jeune élève du lycée Voltaire, de Timbault, le petit métallo qu'aima Léon Blum, fusillés, l'un et l'autre, dans la carrière de sable de Châteaubriant. Aux communistes se joignent, bientôt, d'ardents catholiques : Robert Busillet, exécuté le 10 décembre, et ce gosse dont j'ai oublié le nom, et qui criait à ses parents, une heure avant sa mort : « Vive le Maréchal ! Vive la France ! » La France entière se dresse contre l'occupant. Le Maréchal écoute la douleur de la France...

*
* *

Un vent nouveau d'espoir gonfle, d'ailleurs, l'opinion française. L'arrêt de l'offensive allemande en Russie, l'entrée des Américains dans la guerre transforment les données du problème stratégique. Notre « attentisme » va-t-il s'en trouver revigoré ? J'essaie, cette fois, de capter la « conjoncture », d'obliger le Maréchal à prendre position.

[406]

Le vrai moyen ? Un message. C'est là, le côté faible du Maréchal. Il résiste mal à l'attrait du micro. Mais ce peut-être, aussi, sa meilleure chance. S'il profitait des circonstances pour briser les vitres, pour dénoncer la captivité du gouvernement, pour faire connaître au monde, publiquement, ce qu'il a déjà dit à Gøering, dans l'intimité : que la collaboration n'existe plus, qu'elle ne peut plus exister, qu'elle n'a jamais été qu'un mythe. Ah ! la belle aventure !...

Mais il faut n'aborder le Maréchal que de biais, lui présenter les choses en douceur. Une ruade est si vite arrivée. Son désir — assez inattendu — est d'exalter, en cette veille du 1^{er} janvier, la position spirituelle de la France, de parler du Pape, de Barrés, de Mistral. « J'en ai déjà dit deux mots à Gillouin. Il me fera, sur ce thème, un papier magnifique. Mais si le cœur vous en dit, n'hésitez pas. Mettez-vous à l'ouvrage. Je récompenserai le meilleur devis ». La réponse m'ennuie.

Je n'ai aucune envie d'entrer en com pétition avec Gillouin. Le papier de Gillouin sera, d'ailleurs, parfait. Mais n'avons-nous pas, en ce moment, d'autres choses à dire ? Et le prochain message ne doit-il pas être, d'abord, un message politique ?

Je décide de prendre de l'avance et me jette, rapidement, sur ma plume. En deux heures je bâtis un projet, que je sou mets au Maréchal. Il n'est pas provocant. Mais il dit bien ce qu'il veut dire. Il ne dit surtout pas ce qu'il ne veut pas dire. Il ne souffle pas mot de la collaboration. À peine laisse-t-il espérer le « rapprochement des deux nations » (tout comme M. Champetier de Ribes le laissait espérer, en 1931, au chancelier Brunning). Il parle de la libération du territoire, des mirages de la fausse paix, du sort cruel de la zone interdite. Il se termine sur deux mots, auxquels je tiens par-dessus tout : « exil partiel, demi-liberté ».

Le Maréchal, à ma grande surprise, paraît s'y intéresser. « Il y a de bonnes choses. Mais vous ne parlez pas assez de ce qui nous ronge : l'individualisme, la haine des classes, le marché noir. Vous ne dites pas un mot des parlementaires, des syndicats, de la Syrie, de Djibouti. » Je mesure le péril. Allons-nous retomber dans le discours du 12 août ? Il vaut mieux, pour sauver l'essentiel, jeter du lest et, quitte à rendre hommage à quelques lieux communs, parler de tout cela. Et même de la presse parisienne, puisque le Maréchal s'insurge, [407] encore, contre la radio de Londres. Déat paiera pour Brossollette. Le discours manquera d'unité. Mais ses pointes resteront...

Ces pointes, le Maréchal les a, d'ailleurs, fort bien vues. « Nous risquons gros ; nous nous ferons taper sur les doigts. Mais tant pis ou tant mieux ! Je commence à en avoir assez. Et puis Leahy m'approuvera. — Vous aurez, là, Monsieur le Maréchal, une excellente occasion de remonter dans l'opinion. — Ce ne sera pas trop tôt. Refaites votre papier. Améliorez-le. Supprimez-moi, surtout, ce mot « malheureusement » que je ne puis pas sentir. Je vais dire à Gillouin que je le tiens en réserve pour une autre occasion. — Monsieur le Maréchal, si j'osais, je vous embrasserais. — Vous ne me feriez aucun plaisir ! »

Le projet de message est prêt le 28 décembre. Le Maréchal le retouche, longuement, heureusement parfois. Et le 31, nous pénétrons, en catimini, vers onze heures du matin, dans un petit salon de la radio,

où le commandant Duvivier, prévenu, a fait venir des opérateurs discrets. Deux ou trois verres d'eau éclairciront la voix du Maréchal. L'épreuve est bonne. Nous ne recommençons qu'un disque. La partie va pouvoir se jouer...

Mais le Maréchal est trop content de son morceau. Il fait monter l'amiral Darlan et le lui lit, tout à trac. J'arrive quelques minutes plus tard, assez inquiet. « Qu'a dit l'Amiral ? — Rien, à son habitude. Vous a-t-il félicité ? — Non, même pas. » Mon inquiétude augmente à vue d'œil...

La nuit se passe. L'Amiral, qui a présenté ses vœux au Maréchal, le 1^{er} janvier, vers onze heures, demande à ses ministres de le rejoindre dans son bureau. Il va, sans aucun doute, leur parler du discours. Il leur en parle. Car Belin remonte quelques minutes plus tard et me demande, avec insistance, de lui ménager un entretien avec le Maréchal. J'assiste à l'entretien. Belin est assez pâle. « Monsieur le Maréchal, l'amiral Darlan nous a résumé le texte de votre message. J'apprends que vous venez, une fois de plus, d'y attaquer les syndicats. Vous savez que je n'ai quitté la CGT que pour vous suivre, que je vous ai sacrifié mes meilleures amitiés. Mais, aujourd'hui, la mesure est comble. Je ne puis m'associer à des paroles, qui vont offenser, gratuitement, mes anciens camarades. Permettez-moi de vous offrir ma démission. »

[408]

Je tente d'apaiser Belin. « Le Maréchal n'a parlé que de certains professionnels de l'ancien syndicalisme. — C'est, déjà, beaucoup trop ! — Comment, interrompt le Maréchal, après ce qu'ils ont fait contre la Charte du travail ? — Vous ne pouvez les obliger à l'aimer ! » La discussion menace de tourner à l'aigre. Fort heureusement, Bouthillier intervient. Il a deviné le sens profond du message. Il est d'accord avec nous. Il fait comprendre à Belin que l'accent n'en est pas dirigé contre la CGT, mais contre la collaboration et que les ministres participeront de la popularité renaissante du Maréchal. Belin s'incline.

Quant à l'Amiral, fidèle à sa méthode, il évite de croiser le fer. Mais il agit. Il convoque vers deux heures le commandant Duvivier, chef de la Radio, et lui donne l'ordre d'effacer, sur les cires, les mots d'exil partiel et de demi-liberté. « C'est techniquement impossible, Amiral. Il

y aura des “blancs”. — Je m’en f... Je ne veux pas d’em... Faites ce que je vous dis. » Duvivier se précipite dans mon bureau. « L’Amiral va me révoquer. Mais tant pis ! Je tiendrai le coup. Le texte du Maréchal passera intégralement. »

Quel chic type ce Duvivier ! Et de quel cœur je lui prête deux de mes adjoints, qui vont renforcer, à la Radio, l’équipe de surveillance. Car il faut s’attendre à tout. Et l’émission ne commencera qu’à dix-huit heures...

Dix-sept heures, dix-sept heures trente. Nous sommes de plus en plus nerveux. Deux ou trois amis, Saivre, Chalvron, Amauld Wapler, me rejoignent dans mon bureau. Nous nous regardons avec émotion. Dix-huit heures... La voix du Maréchal s’élève claire et grave sur les ondes : « Français ! La guerre s’étend, aujourd’hui, aux cinq parties du monde... » Nous pleurons de joie.

Ce n’était qu’une petite victoire. Mais c’était, tout de même, une victoire. C’était, aussi, pour l’avenir, une indication précise. Il fallait affirmer que le gouvernement n’était pas libre, qu’il ne couvrait, ni les déclarations de Brinon, ni les livraisons de matériel à l’Axe, ni les fusillades d’otages, que lorsqu’il parlait de de mi-liberté il n’évoqua it qu’une demi-responsabilité et ne sollicitait qu’une demi-obéissance. La chose était dite et bien dite. Exaspérés, les Allemands interdirent la reproduction du message dans la presse [409] parisienne. Mais le papier parut à l’*Officiel*, le 4 janvier, et toutes les mairies de France le reçurent à leur tour. À Paris même, le texte s’en trouva tapé sur des milliers de ronéos. En Alsace, le discours eut un long retentissement. Le Maréchal devait à ce petit coup de force un regain de prestige inespéré. Il voulut bien m’en marquer sa satisfaction et me pria de préparer un second texte pour le début d’avril.

Dans ce nouveau sillage de fierté renaissante, les moindres protestations retrouvent leur véritable accent. Celles qui visent l’Alsace-Lorraine ne sont pas les moins nettes. Le 20 janvier, au lendemain de l’introduction, dans les deux provinces, de l’organisation judiciaire allemande, le général Beynet — qui a remplacé, brillamment, à Wiesbaden, le général Doyen — rappelle au général Vogel que les droits de la puissance occupante ne comportent aucunement l’exercice de la souveraineté législative. « Cette souveraineté demeure la prérogative de l’État occupé. »

Au ministre allemand Hemmen — une brute pleine de morgue — qui tentait de justifier la réquisition d'avoirs français en Alsace, Yves de Boisanger, Gouverneur de la Banque de France, va même jusqu'à répondre : « Ce n'est, sur le plan économique, qu'une nouvelle expression de la politique suivie, depuis l'armistice, par les autorités allemandes d'Alsace-Lorraine et qui tend à l'annexion pure et simple de ces territoires. Le gouvernement français n'a jamais accepté ces mesures et élève, contre elles, une protestation solennelle. » Le 29 janvier, Bouthillier fait connaître l'intention du gouvernement de suspendre, purement et simplement, le paiement des frais d'occupation. Il ne laisse aux Allemands qu'un court délai pour prendre position. Quelques jours plus tard, Berthelot fera donner l'ordre à la SNCF de refuser l'étude — exigée par l'*OKW* — d'une réduction de 15 % sur le trafic voyageurs et de 33 % sur le trafic marchandises. Nous sommes en pleine rébellion devant l'ennemi...

Il en est un, qui ne proteste plus, même contre son propre gouvernement. C'est Fernand de Brinon. Réunissant, le 27 janvier, les délégués de la presse parisienne, il évoque avec mélancolie les « traverses de la politique de collaboration ». Le mot nous fait bien rire. Mais la « presse repliée » dépasse nos espérances. Jean Rigault, rédacteur en chef du *Jour-Écho de Paris* (repris par Lemaigre-Dubreuil à Fernand [410] Laurent) soumet au visa du Cabinet civil la reproduction d'une lettre de Clemenceau à Poincaré, où le Tigre réclamait pour Pétain les sept étoiles et célébrait les fastes de la revanche. J'accorde, immédiatement, le visa. La lettre paraît. Mais les services de l'information suspendent le *Jour*. J'ai de violentes explications avec Marion sur la demi-liberté de la presse française. Marion s'obstine. Écœuré, le *Jour* se saborde, donnant à la presse repliée un exemple qu'elle ne suivra, *Figaro* en tête, que dix mois plus tard. Affranchi des servitudes journalistiques, Lemaigre-Dubreuil va pouvoir se livrer, corps et âme, à son grand rêve de la libération de l'Afrique du Nord. Il ne me le confie qu'à moitié. Mais je le comprends à demi-mot. Et le Maréchal approuve. « Une collaboration franco-américaine, à Alger, peut être le prélude du salut de la France. » Huit jours plus tard, lorsque Métral, de retour des États-Unis, l'entretiendra d'un projet d'intervention des Américains en Afrique du Nord, le Maréchal répondra simplement : « Qu'ils n'aillent pas trop vite ! »

Nous avons fait du chemin, depuis la lettre au colonel Labonne...

Mais nous n'en ferons pas beaucoup plus. Les deux mois de février et de mars 1942 vont être lourds pour le gouvernement.

*
* *

C'est au cours de ces deux mois que s'accrut ce que nous appelions, entre nous, l'« effilochage » de Darlan. Une véritable déliquescence. À l'extérieur comme à l'intérieur, son étoile, sa courte étoile, pâlisait. Benoist-Méchin regagnait, chaque jour, du terrain. L'échec de Riom éclatait à tous les yeux. D'inquiétantes nouvelles nous parvenaient sur la « soudure », sur l'évanouissement des stocks de vivres. Romier, le malheureux Romier, terrassé par l'artériosclérose, ne donnait presque plus signe de vie. Pucheu partait pour l'Afrique en matamore, mais frappé par la puissance, jusque dans les rangs de la Légion, de l'esprit d'anticollaboration, en revenait converti à l'attentisme. À mon retour d'un voyage en Espagne avec la Maréchale, le 18 février, je trouvais les préfets très préoccupés des transformations de l'esprit public dans leurs départements : « gaullisme et communisme en progrès ».

[411]

Le Maréchal perdait son temps en d'inutiles visites à l'institut de formation légionnaire. Il acceptait de poser devant des artistes de second ordre, de subir les interminables explications de Moeneclaey, le directeur de la Monnaie, sur la meilleure façon d'adapter son profil aux exigences de la numismatique. Il s'aigrissait des lenteurs de la Charte du travail. L'explosion de l'usine à gaz à Marseille, le 27 février l'affecta beaucoup et le bombardement de Billancourt, le 3 mars, lui donna le sentiment que la France allait être, tout entière, écrasée par les avions anglais. Il hésitait à se rendre à Paris pour les obsèques des victimes. Nous l'en détournâmes. Il y envoya ses ministres, porteurs d'un message, dont les pointes restaient dirigées contre l'Angleterre, mais qui laissait percer une trouble amertume. « Je sens, me disait-il, que nous nous enfonçons dans la brume. »

Son voyage à Clermont-Ferrand fut loin d'être un triomphe. Dans la foule, cinq ou six légionnaires s'évanouirent. Le Maréchal ne trouva pas les mots qu'il fallait, pour ranimer l'auditoire. Il renonça, même, à prononcer un fort joli discours, que Caziot lui avait préparé sur la Corporation paysanne, et se borna, après un interminable défilé de

porteurs de cadeaux, à recommander, d'une voix hésitante, les futures collectes du Secours national.

Nous demeurions, les uns et les autres, mal impressionnés...

Quant à Darlan, il n'ouvrait plus la bouche. Ou lorsqu'il l'ouvrait, c'était pour prononcer, comme au Conseil national, des propos incohérents, pour dénoncer la perfidie britannique « dont ses ancêtres avaient été les victimes » (nous ignorions que Nérac eût tant souffert, par la faute des Anglais) ou pour se plaindre de la gabegie des administrations. On ne devinait plus qu'assez mal ses pensées, sinon que la charge du ministère de la Guerre lui paraissait lourde et qu'il souhaitait la confier à quelque général. Mais quel général choisir ? Picquendar, La Font, Vemeaux, Caldayrou, éliminés pour diverses raisons, il restait Frère, un grand nom, un cœur de bronze. Nous nous rendîmes, l'Amiral et moi, à Gannat, pour offrir au général Frère le ministère de la Guerre. Il l'accepta. Mais, trois jours plus tard les Allemands s'opposaient à sa nomination. Je proposai le général Revers. L'Amiral le trouvant trop jeune, hésita...

[412]

Fallait-il remplacer Xavier Vallat — récusé, lui aussi, par les Allemands — à la tête du Commissariat aux questions juives, l'Amiral faisait appel à René Dommange, qui, discrètement, s'esquiva. Il fit alors pressentir Darquier de PelJepoix. Nous nous insurgéâmes contre la désignation de ce bohème, plus besogneux que fanatique, plus bagarreur que venimeux, mais dont le nom seul avait, déjà, la valeur d'un symbole. Je fis observer à l'Amiral que Darquier détenait une « ardoise » de 25 000 francs au Commissariat des questions juives et qu'il paraîtrait peu décent de mettre à la tête d'un service un homme, qui l'avait abordé en tapeur. Darlan n'insista pas. J'eus, avec lui, cinq ou six entretiens entre le 10 et le 20 mars. Je trouvais un homme, découragé. « Rien ne va plus. Les *Fritz* se réservent. Les Américains me boudent. J'ai perdu la confiance du Maréchal. — Vous exagérez, Amiral ! — Mais non, mais non ! Et d'ailleurs, c'est à vous que je le dois. — À moi ? — Oui, si vous m'aviez soutenu, au début, si vous n'aviez pas scié les pattes de mes ministres, si vous ne vous étiez pas lancé dans cette folle aventure du message du 1^{er} janvier, nous n'en serions, peut-être, pas là. Et pourtant, je ne vous ai jamais fait de mal. Nous sommes du même pays. Nous nous comprenons. Je vous ai

proposé l'Intérieur. Vous l'avez refusé. Le Travail ; vous vous êtes esclaffé. L'Instruction publique ; vous m'avez demandé si je n'étais pas fou. L'ambassade de France en Argentine ; vous ne vouliez faire à Peyrouton nulle peine, même légère. La légation de Lisbonne ; vous l'avez trouvée au-dessous de vos mérites. — Tout cela est très exact. Amiral. Mais, confiance pour confiance, vous me permettrez bien de vous dire que ces attentions m'inquiétaient. Vous m'en offriez trop ! J'avais quelques raisons de craindre que vous ne cherchiez à m'éloigner du Maréchal. Or je ne suis ici que pour l'aider. — Je ne sais pas si vous y avez réussi. — Moi non plus. Mais je crois que nous y aurions, tous, réussi, si vous n'aviez pas attaqué le président Roosevelt en mars, si vous n'aviez pas coupé les ponts avec l'Angleterre en juin, si vous n'aviez pas été voir Ciano en décembre. — Oh ! pour ce que nous nous sommes dit. — Le message du 1^{er} janvier vous ouvrait une voie, que vous n'avez pas voulu suivre. — La voie du camp de concentration ! — Non, la voie de la demi-indépendance. — Elle n'est pas encore possible. Si vous saviez ce que Fatou s'entend [413] reprocher, à mon sujet, par l'Ambassade, parce que je n'ai pas encore révoqué Boisson, un type qui n'admet, à Dakar, la présence d'aucun *Fritz*. — Il a bien raison ! — C'est à voir. Quant à vos amis anglais, ils continuent à me couler des chalutiers. Regardez la liste du mois. Un vrai massacre. Il n'y a que deux choses qui m'aient fait plaisir, depuis six semaines : le retour du *Dunkerque* et la mise à flot de la Corporation des pêches maritimes. — Vous revenez à la mer ! — C'est la preuve que la terre ne m'a rien valu. — En êtes-vous si sûr ? En tout cas votre isolement ne vous conduira à rien. Chassez votre cafard et venez voir le Maréchal plus souvent. — À quoi bon ? »

L'Amiral ne se trompait pas. Son intuition, presque animale, lui avait fait comprendre que son crédit baissait. Auprès des Allemands. Auprès du Maréchal. Mais, sans doute, s'attribuait-il, encore, quelque marge. Il n'avait pas compté sur les impondérables. L'impondérable se présenta sous la forme d'un gendre...

*
* *

Un beau matin, le 23 mars, je crois, tandis que j'attendais le Maréchal dans le bureau du docteur Ménétrel, René de Chambrun frappa à la porte. Ménétrel le fit entrer.

Chambrun, le mari de José Laval, ne nous était pas inconnu. Le Maréchal l'avait reçu, à plusieurs reprises, au cours de l'automne 1940. Trop souvent, à notre gré. Hâbleur, vaniteux, sûr de lui, Chambrun ne manquait, jamais, une occasion de faire son propre éloge, de rappeler sa citoyenneté virginienne, la confiance dont l'honorait Roosevelt, le succès, aux États-Unis, de son dernier livre *Comment fai vu tomber la France*, Il nous agaçait un peu par la désinvolture avec laquelle il s'emparait du fil de la conversation et ne le lâchait qu'au bout d'une heure, par un constant mélange du *Tout-Paris* et de l'*Annuaire Chaix*, par un goût mal dissimulé de l'intrigue et du bluff. Un véritable enfant gâté ! Quelques minutes après l'entrée de Chambrun, la porte du Maréchal s'ouvrit. « Tiens, c'est toi Bunnie ! Qu'est-ce que tu fais ici ? — J'étais venu voir Ménétreel et du Moulin, Monsieur le Maréchal. — Et que devient ton encombrant beau-père ? — Il va bien, Monsieur le [414] Maréchal. Il m'a chargé de beaucoup d'amitiés pour vous. Et je vous assure que s'il pouvait vous voir, ne serait-ce qu'une minute, il aurait des choses graves, confidentielles, à vous dire. — Tu les connais ? — J'en connais quelques-unes. — Eh bien, viens me les raconter. »

Chambrun avait touché le Maréchal au défaut de la cuirasse. Il avait adroitement spéculé sur ce goût de la confiance, qui portait le Chef de l'État à s'enfermer, pendant de longues heures, avec le premier venu, lorsque ce premier venu lui semblait détenir des secrets importants. Que se dirent-ils ? « Des banalités », m'affirma Ménétreel, le soir même. Je n'y prêtai guère d'attention. Mais deux jours plus tard, le Maréchal me prit à part, le soir, après le dîner : « Demain, pas de signature. Vous pourrez faire la grasse matinée. Je partirai, moi-même, assez tôt, pour m'offrir une longue promenade en forêt. »

La promenade se termina vers midi. Le général Laure m'appela dans son bureau, quelques minutes avant le déjeuner : « Savez-vous ce que c'était que cette promenade ? — Non. Le Maréchal vous l'a dit ? — Il s'en est bien gardé, mais je l'ai su par des indiscretions de chauffeur. Il est allé dans la forêt de Randan, pour y rencontrer Laval. — Diable ! — L'entrevue a duré plus d'une heure. — Quels témoins ? — Ménétreel, tout simplement. »

La nouvelle était d'importance. Le Maréchal n'avait pas revu Laval depuis quatorze mois, depuis La Ferté-Hauterive. Il s'était borné à faire prendre de ses nouvelles, de façon d'ailleurs assez molle, le jour où la

balle de Paul Collette faillit briser la vie du Président. L'entrevue du matin, suite directe de la visite de Chambrun, avait un sens politique incontestable. Nous allions au-devant de gros événements...

À trois heures, Darlan me prie de passer dans son bureau. Il a son regard des mauvais jours. « Alors, cette entrevue a été un succès ? » — Je n'en sais rien, Amiral. Je l'ignorais, encore, il y a trois heures. — Vous mentez fort bien. — Mais non, je vous en donne ma parole. Alors, je ne vous félicite pas, car votre premier devoir était de veiller au grain. Le Maréchal nous met, tous, dans de jolis draps. Mais je vous préviens que je ne me rendrai pas sans combattre. »

À quatre heures, à peine réveillé de sa sieste, le Maréchal me fait appeler. Je brûle mes vaisseaux : « Comment avez-vous trouvé Laval, [415] Monsieur le Maréchal ? — De quoi voulez-vous parler ? — Eh bien, de votre entrevue de ce matin, dans la forêt de Randan. — Vous m'avez fait suivre ? — Non, c'est l'Amiral, lui-même, qui vient de m'en dire deux mots. Toute la ville en parle. La presse américaine est sur les dents. » Le Maréchal garde le silence, quelques secondes, puis, soudain : « Au fond, vous êtes furieux. Vous auriez bien voulu vous trouver sur le coup. — Mais non, Monsieur le Maréchal. La nouvelle m'a fait de la peine, tout simplement. C'est la première fois que vous me refusez votre confiance. Pourquoi ne m'en avez-vous pas dit deux mots ? — À quoi bon ? Vous m'auriez demandé de m'accompagner et Laval ne peut pas vous souffrir. »

Je rentre dans mon bureau. La crise de succession est ouverte. Elle est trop connue, pour que j'en rappelle ici les détails. Elle fut, d'ailleurs, assez longue. Plusieurs choses, cependant, m'ont frappé. Le retour de Laval n'a pas été, au début, imposé par l'Allemagne. C'est Laval, et Laval seul, qui s'est lancé dans la partie, qui a réussi son coup. Il ne l'a réussi que parce que le Maréchal avait, déjà, mesuré le déclin de son Vice-Président, que parce que le docteur Ménétreel, personnellement hostile à l'Amiral, espérait restaurer l'influence de son chef à la faveur d'une combinaison Laval, que parce que Darlan lui-même crut devoir, par une inconcevable maladresse après avoir vainement offert à son rival l'Information, les Affaires étrangères, une demi Vice-présidence, saisir les États-Unis de l'incident et provoquer la riposte foudroyante d'Abetz.

Il ne l'a réussi, surtout, que parce qu'il trouva, dès le début, des silences complaisants. En la personne de nombreux ministres de l'Amiral : de Joseph Barthélémy, qui n'avait pas pardonné à Darlan les « 35 000 tonnes » ; de l'amiral Platon, que le goût de l'intrigue commençait d'animer ; de Romier, qui souhaitait un renouvellement de l'équipe. Mais, surtout, de Benoist-Méchin, de Pucheu, de Marion, de ces « synarques » qui n'avaient dû, pourtant, leur fortune qu'au bienveillant accueil de l'Amiral.

À Paris, Gabriel Leroy-Ladurie, s'employait avec ardeur au retour de l'« Oncle Pierre ». Des sacristies de la rive droite aux bureaux de la « France socialiste », Jacques Guérard mobilisait, en sa faveur, le ban et l'arrière-ban de consciences éprouvées. Canavaggio, [416] l'homme de confiance de Prouvost, servait de trait d'union entre Laval et Pucheu, tandis que les puissantes voitures de l'équipe Worms ronflaient sur la route de Châteldon. Laval, avant même d'accéder au pouvoir, disposait déjà des pouvoirs de l'arbitre... Il s'était, à vrai dire, servi d'un puissant chantage : le chantage allemand. Mais je ne l'appris que plus tard. Goering avait fait venir le Président au Quai-d'Orsay, à l'insu d'Abetz, et mal remis encore des suites de son récent dialogue avec le Maréchal, s'était lancé dans de sombres menaces contre la France. Hitler ne serait plus dupe des finasseries de Pétain, le vieux renard. Il jouerait, maintenant, le tout pour le tout et, bien décidé à arracher la victoire avant l'automne, traiterait les Français comme ils le méritaient. Pénétration de la *Gestapo*, arrestations, déportations, stérilisation de la zone interdite, rien ne manquerait au programme de la « mise au pas ». Au point que Goering, lui-même, conseillait à Laval de ne pas ambitionner la charge du pouvoir. « Un véritable ultimatum ! » dira, le 31 mars, le Maréchal au cardinal Liénard.

*
* *

Le 2 avril, pourtant j'eus l'espoir de faire avorter le coup. Tuck, le chargé d'affaires des États-Unis, avec qui Massigli m'avait demandé quelques jours plus tôt de le mettre en rapport, me confia, dans l'après-midi que « la menace Laval lui semblait écartée ». Le Maréchal, à qui je ne cessai de représenter les dangers de la nouvelle orientation, parut se ranger à mon avis. À René Gillouin, qui partait pour le Maroc, il déclara que l'éventualité d'un ministère Laval demeurerait des plus douteuses. Il n'accorda même le lendemain une entrevue à Laval qu'en

ma présence. Entrevue brève, d'ailleurs — dans un salon de Sévigné — où Laval laissa tomber du bout des lèvres, quelques sombres pronostics. L'absence d'autorité de l'Amiral compromettait les positions de la France à l'étranger. Le ton de la presse italienne montait chaque jour. Serrano Suner négociait, à Pise, auprès de Ciano, la cession de l'Oranie à l'Espagne. La Finlande rappellerait bientôt son ministre à Vichy. Il fallait en finir, au plus vite, avec cette politique à la petite semaine, indigne de notre renom. « Je ne suis, d'ailleurs, [417] pas pressé, Monsieur le Maréchal. Je ne viens pas en crocheteur. Je n'en veux pas à votre coffre-fort. J'ai le temps. Vous me rappellerez quand vous le jugerez utile. » Tout cela proféré sur un ton calme, avec assurance...

L'idée me vint alors, une idée, peut-être, un peu folle, d'utiliser ce répit, pour jeter les bases d'un nouveau ministère. J'en parlai à Moysset et à Bouthillier, qui ne m'encouragèrent que faiblement, tant le retour de Laval leur semblait inévitable. Je n'en persistai pas moins dans mon dessein, et soumis, le 7 au soir, au Maréchal le projet d'un nouveau Cabinet. J'en ai conservé le brouillon : Mistler aux Affaires étrangères, Léon Noël à l'intérieur, Hannotin à la Justice, Trochu aux Institutions nouvelles, Peyrecave aux Communications, Cournault à l'Agriculture, Terracher à l'Éducation nationale, Bernard de Plas à la Guerre, Pinelli à la Marine, Volpert à l'Air, Germain-Martin à l'Économie nationale, Taudière à la Production industrielle, Lamoureux aux Finances, Fraissinet à l'information, Pemot à la Famille, Berthaud au Ravitaillement, Candace aux Colonies, Thivrier au Travail, René Besse aux Anciens Combattants, Roger Lefèvre à la Jeunesse. Ministres d'État : Albert Paulin, Chichery et Lucien Romier. Ce n'était, évidemment, qu'un projet. Aucun des « ministrables » n'avait été pressenti. Beaucoup se seraient, sans doute, récusés. Mais, telle quelle, la liste me paraissait se tenir. Elle renouvelait l'atmosphère un peu confinée de Vichy. Elle faisait leur juste part aux talents, aux compétences, à l'esprit politique. Elle ne contenait aucun nom de collaborateur avoué ou de synarque virtuel. Mais elle présentait de nombreux inconvénients...

Elle ne pouvait pas ne pas apparaître, tout d'abord, comme l'amorce d'une manœuvre destinée à faire échec au retour de Laval. Elle ne comportait, en outre, aucune indication de Vice-présidence du Conseil. Non que le poste se révélât superflu, mais parce que je n'apercevais pas d'homme politique, qui pût l'occuper utilement. Je comptais, à vrai

dire, résoudre la difficulté en priant le Maréchal d'en offrir le titre à Romier. Je me proposais, aussi, de dresser, autour des trois Ministres d'État, la charpente d'un robuste secrétariat général de la Présidence du Conseil, dont j'aurais assumé la direction.

[418]

Mais la difficulté majeure ne se trouvait point éludée. Les Allemands auraient, vraisemblablement, fait le plus mauvais accueil à ce ministère bigarré, à cette réunion d'hommes politiques, sur lesquels ils ne disposaient d'aucune prise sérieuse. Darlan, sans doute, se serait vu prié de conserver la haute main sur la Défense nationale. Mais Darlan ne leur suffisait plus. Il les satisfaisait, même, de moins en moins...

Fallait-il s'arrêter devant l'obstacle ? Ne convenait-il pas, plutôt, de le sauter, de franchir, une fois de plus, le Rubicon, de placer le Maréchal en face de la situation qu'il avait connue le 14 décembre 1940 ? Mistler et Romier auraient, sans doute, servi, comme Flandin, de victimes expiatoires. Mais le taureau ne se fatigue qu'après avoir éventré plusieurs chevaux. Sur le chemin de la lente usure, ces relais hippophagiques s'imposaient. Et qui sait, si de combinaison en combinaison, d'improvisations en désaveux, la barque agitée du Maréchal ne se serait pas présentée, quelques mois plus tard, devant le bon chenal ? Nul d'entre nous ne prévoyait, alors, le 8 novembre. Mais la conception même de l'attentisme nous autorisait à faire durer le plaisir...

Telles étaient les réflexions que j'exposai au Maréchal, dans la soirée du 7 avril 1942, un samedi, si j'ai bonne mémoire. À ma grande surprise, le Maréchal parut les approuver, non sans « tiquer » un peu, sur le trop grand nombre de parlementaires. Mais l'idée d'une Vice-présidence pour Romier, l'ami de cœur, lui souriait et le choix de trois « civils », pour les départements militaires, le remplissait d'aise. « Votre conception des trois Ministres d'État est excellente. C'est le début de la pyramide. » Il fut même convenu — pour compléter la pyramide — que chacun de ces trois ministres aurait sa « petite troupe », que Romier grouperait sous sa houlette Mistler, Fraissinet et Candace, que Chichery disposerait d'une autorité directe sur Léon Noël. Hannotin, Pemot, Trochu, Terracher, Roger Lefèvre et René Besse, qu'Albert Paulin superviserait l'Économie nationale, la

Production Industrielle, les Finances, l'Agriculture, le Ravitaillement et le Travail. Nous fignolions... « Laissez-moi votre papier, conclut le Maréchal. Je le relirai avant de m'endormir et je vous proposerai, peut-être, demain, quelques petites corrections. » [419] Je dînai, ce soir-là, de fort bon appétit et m'offris, même, une séance de cinéma. N'allions-nous pas au-devant de journées radieuses, et le Dieu des batailles, qui nous avait si puissamment aidés le 13 décembre 1940 et le 1^{er} janvier 1942 ne nous conduirait-il pas, une fois de plus, à la victoire ?

Cet optimisme ne devait guère survivre à la nuit. Le lendemain, vers midi, le Maréchal m'appelait dans son bureau. « J'ai réfléchi à votre projet. Il a de bons côtés. Il peut nous rendre de grands services. Je me demande, même, si je ne vais pas en parler à Laval. » Je tombe des nues. « Mais ce projet a précisément pour objet d'éviter le retour de Laval. — L'éviterons-nous ? » Le Maréchal a sa double moue d'indifférence et de résignation. « Il ne tient encore qu'à vous de l'éviter, Monsieur le Maréchal. Mais si vous ne l'évitez pas, vous n'éviterez pas, non plus, les collaborateurs qu'il vous imposera. Car il fera sa liste. Il la fera tout seul. Elle n'aura, croyez-le bien, aucun rapport avec celle que je vous ai soumise. — Il me laissera, tout de même, Romier ? — Je n'en sais rien. Mais la question n'est pas là. Il s'agit pour vous, ou de pénétrer dans la voie que je vous suggère, avec les risques qu'elle comporte, ou de vous abandonner au destin. Les deux voies sont, en tout cas, inconciliables. Laval sourira si vous prétendez lui faciliter sa tâche, en lui fournissant des noms. Il verra le fil blanc dont la liste est cousue. — Je me défendrai ! — Mieux vaut, alors, vous défendre sur le principe que sur l'accessoire. L'essentiel c'est d'empêcher le retour de Laval, non de réserver tel ou tel portefeuille à tel ou tel personnage. Et si vous ne vous sentez pas, encore, le cœur assez sûr, laissez dormir ma liste. — Eh bien, n'en parlons plus. »

Il en parla, hélas, et le soir même, à Fonck, au colonel Fonck, dont nous connaissions, tous, les écarts de langage, mais qu'en raison de ses exploits de l'autre guerre le Maréchal continuait d'accueillir comme un fils. Que raconta-t-il à Fonck ? Que lui raconta Fonck ? Je n'en sais rien. Fonck dut se targuer de ses relations avec Goering. Et l'idée, la stupéfiante idée naquit, peut-être, dans l'esprit du Maréchal, de rechercher, contre Laval, auprès de certaines autorités allemandes, une « couverture » pour son projet. Fonck que l'idée d'un rôle à jouer stimulait toujours, dû se prêter de bonne grâce à la [420] négociation.

Et le Maréchal s'approcha de son classeur. Il en sortit un petit dossier jaune, que nous connaissions bien. Il exhuma de ce dossier (Ménétreel me l'avouera plus tard) une liste qu'il tendit à Fonck. Et Fonck partit. La liste n'était pas, d'ailleurs, celle que j'avais préparée. Dans sa précipitation, le Maréchal s'était trompé de papier. Il avait sorti huit ou dix noms: le Gouverneur général Cayla, Goussault, le professeur Blanchard, l'amiral de Laborde, Léon Daum, le syndicaliste René Bard, Georges Lebecq et Victor Constant, tenus en réserve pour d'autres objets...

Le lendemain, Abetz possédait la liste. Et le 11 avril, au matin, j'étais convoqué dans le bureau du Maréchal. L'amiral Darlan m'y donnait lecture d'un télégramme de M. de Rintelen, conseiller diplomatique au GQG allemand — celui-là, sans doute, que j'avais rencontré à Montoire — et d'un message téléphoné d'Abetz, transmis par Benoist-Méchin. Les deux documents, rédigés en termes presque identiques, réclamaient le départ du directeur du Cabinet civil du Maréchal, dont l'hostilité « perfide et systématique à l'œuvre de collaboration franco-allemande » n'avait plus besoin d'être démontrée.

J'accueillis la nouvelle sans sourciller. Elle était loin, d'ailleurs, de m'étonner. Depuis dix mois, les Allemands me refusaient tout *ausweis* pour la zone occupée (je n'y avais fait, au cours de mon séjour à Vichy, qu'un saut de 48 heures le 3 juillet 1941). Je me savais tenu, par Abetz et Schleier, pour l'auteur responsable du message du 1^{er} janvier. Je n'adressais plus, depuis septembre, la parole à Benoist-Méchin. Tout cela devait finir par un licenciement en règle. Et l'affaire des « listes » n'avait été — peut-être — que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Au terme d'un long combat, la liberté m'était rendue...

Je quittai Vichy, le surlendemain, pour Nice, accompagné jusqu'à la gare par les généraux Laure et Campet, et par les membres du Cabinet. La radio de Moscou, reprenant un article des *Isvestia*, parla, à mon grand étonnement, du « courageux du Moulin ». *La Marseillaise*, journal de la France libre à Londres, me consacra quelques lignes sympathiques. Quant à l'*ABC* de Madrid, qui n'avait cependant que de faibles attaches avec la Phalange, il tint à me [421] représenter comme « le seul survivant des préjugés démocratiques dans l'entourage du Maréchal ».

À Nice, je revis le général Weygand, Flandin, Paul Tirard. Nous assistâmes, le cœur serré, à l'apparition, sur les vitrines des grands journaux, de la liste du Ministère Laval. Une liste qui contenait, encore, le nom de Romier...

Je revins à Vichy le 21 avril, pour y prendre mes bagages, pour y quêter quelques bons d'essence, pour mettre en lieu sûr des dossiers délicats. Le Maréchal semblait m'y attendre, comme si nous allions reprendre nos habitudes d'autrefois. Il me proposa, même, son Secrétariat général, que la démission volontaire et courageuse du général Laure laissait vacant. Je n'eus pas de peine à lui faire comprendre que cette promotion n'apparaîtrait, aux yeux des Allemands, que comme une supercherie assez vaine. Il en convint et me manifesta, de la façon la plus touchante, son regret de me voir m'éloigner.

Je quittai Vichy le 24, au volant de ma « 11 légère ». J'allais retrouver le printemps, dans ma patrie landaise. J'y retrouvai aussi — c'était en zone libre — une France calme, presque heureuse, absorbée par les travaux de la terre. Quatre mois plus tard, une décision du ministre des Finances me nommait à Berne, où j'allais remplir ces mêmes fonctions d'attaché financier, que j'avais exercées, trois ans plus tôt, à Madrid, sous la Troisième République.

Je n'ai pas, depuis, revu la France.

[422]

[423]

Le temps des illusions.
Souvenirs (Juillet 1940-Avril 1942)

Chapitre XVI

CES VINGT-ET-UN MOIS

[Retour à la table des matières](#)

Vais-je conclure ? Ai-je le droit de distinguer ces vingt et un mois des vingt-huit mois qui leur ont fait suite ? Le retour de Laval marque-t-il, vraiment, une coupure, au sein de ces quatre années du gouvernement du Maréchal ? Et peut-on parler, avant comme après ce retour, de deux périodes très différentes ? Je le crois. Pour l'opinion commune, le vrai tournant, c'est celui du 11 novembre 1942. S'il avait été bien pris, la libération de la France aurait revêtu un autre aspect. Mais l'hésitation, tragique et vaine, du 11 novembre 1942 se trouvait préfigurée par l'erreur du 18 avril. En se livrant à Laval, en avril, le Maréchal rendait sa libération de novembre presque impossible.

Dès avril, il acceptait, ou subissait, le principe d'une collaboration beaucoup plus active, que celle à laquelle il s'était prêté jusque-là. Il rompait *nolens volens* — et les Américains l'ont bien vu — avec cette politique de réticences et de demi-mesures, qui avait été la sienne, depuis l'armistice. Il se donnait un maître.

Mais si la première période du gouvernement du Maréchal possède une couleur propre, si elle garde, encore, aux yeux de bien des Français, un sens particulier, elle n'en a pas moins vu se succéder des événements très différents. Elle commence dans l'enthousiasme et finit dans la déception. Son « allure » n'est pas celle d'une courbe uniformément descendante, orientée, dès le début, vers la chute. Elle offre, à certaines

heures, des hauts et des bas, des festons et des dentelles, et ces « dents de scie » auxquelles l'histoire s'attache si volontiers. Mais la faiblesse croissante des réactions, la dégradation [424] des efforts laissent présager, très vite, des remontées incertaines, des dépressions accentuées...

Ces vingt et un premiers mois sont, un peu, comme le microcosme de l'expérience du Maréchal. Ils en contiennent les bons et les mauvais principes, les premiers fruits, les premiers vers. Ils annoncent une suite, une suite effrayante, dont seule une énergie surhumaine eût pu faire dévier le cours. Ils méritent, presque, d'être jugés en eux-mêmes. Faut-il les juger ? Ce n'est pas mon rôle. Les « intimes » sont de mauvais juges. Mais ils ont, parfois, leur mot à dire. J'ai, jusqu'ici, brossé quelques tableaux ; je voudrais terminer sur une note un peu plus large.

*
* *

Au fond, que s'est-il passé ?

À l'une des heures les plus sombres de son histoire, alors que tout l'incite au désespoir, la France voit accourir, à son chevet, un homme au nom vénéré. Cet homme accède au pouvoir. Il n'y est porté ni par l'intrigue, ni par le complot, ni par la trahison. Il y parvient par une sorte d'exigence naturelle du destin, parce qu'il représente la seule réserve de gloire d'un pays en déroute, parce qu'entre la victoire d'hier et la défaite d'aujourd'hui il apparaît comme le seul trait d'union, comme le médiateur, comme le « compensateur ».

Il n'est pas là, seulement, pour faire accepter l'armistice : tous les Français, ou presque, s'y résignent. Il est là pour le rendre moins lourd, moins cruel, pour atténuer le malheur de la France, pour lui permettre de se ressaisir, de se racheter, d'espérer. Il est là, surtout, parce qu'il est pur...

L'assentiment de tout un peuple lui fait escorte. Le vote des représentants de la nation l'investit de la légitimité la plus haute. Un plébiscite des esprits et des cœurs fait monter à ses oreilles le délire des acclamations. Va-t-il céder à ce vertige ? Il n'y cédera que plus tard. Il ne s'abandonnera qu'au bout de quelques mois aux fumées de l'encens. Pour l'heure, il est tout à sa pensée, à sa méditation. L'armistice devait être signé, parce qu'il était inévitable, parce qu'il éludait une

capitulation déshonorante, parce qu'il arrêtait l'effusion [425] du sang, parce qu'il limitait le nombre des prisonniers, parce que le bon sens et la logique semblaient l'imposer. Militaire, et militaire de formation classique, le Maréchal n'est pas choqué par la notion traditionnelle de l'armistice. Terrien, continental, homme du « pré carré », il ne croit pas, davantage, aux miracles de la mer. Il n'imagine pas qu'après la défaite de nos armes la guerre puisse durer longtemps. Il ne le croira que plus tard, après l'entrée en guerre des États-Unis. Mais, d'instinct, il n'a pas senti la vertu du rempart atlantique. Il a cru au triomphe prolongé de l'Allemagne. Au fond de son cœur, il ne s'accommode pas de ce triomphe. Il ne s'y résigne pas. Mais il entend l'utiliser comme une « pause », comme un répit, pour redresser le pays — ce pays exsangue — pour lui refaire des os, un tissu, des forces.

Et lorsque l'Allemagne lui offre la collaboration, il l'accepte, à la hâte, entre deux portes, du bout des lèvres, sans trop savoir où la collaboration le conduira, sans mesurer l'effroyable abus qui sera fait de ce mot, simplement parce qu'avec la collaboration le délai de grâce lui paraît prolongé. Il est un peu comme ce lutteur, qui a déjà « touché des épaules » et qui prend la main de son adversaire, pour se relever. Un coup de pouce. Un coup de reins. Demain, peut-être, deux coups de poing. Mais le coup de reins n'est possible que sur la terre battue, sur le sol ferme. Il ne sert de rien sur la glaise. Or le lutteur est, déjà, dans la glaise. En dégageant l'épaule droite, il enfonce l'épaule gauche plus profondément dans la boue. Et la main tendue d'Hitler ne sera plus que le signe visible du déshonneur.

Ce drame, le Maréchal ne le pressent pas, encore, en octobre 1940. Il n'aperçoit pas dans le traquenard de Montoire une nouvelle menace d'asservissement ; la plus désastreuse, celle dont on dira, plus tard, qu'il y a consenti. Il n'y voit qu'un hommage, rendu par l'adversaire, au premier redressement de la France, un « certificat de maturité » et comme une promesse de libération. Non point la libération du territoire — il serait fou de l'envisager, déjà — mais la libération de l'étreinte, l'allègement de la tutelle : prisonniers rendus, frais d'occupation réduits, ligne de démarcation assouplie, ravitaillement plus facile. Puérités, dira-t-on. Et puérités sacrilèges... Mais le Maréchal, en cette heure, ne pense pas seulement à la France. Il pense aux [426] Français. Il ne se repaît pas de visions abstraites, de Marseillaises de

faubourg, d'allégories d'airain ou de sanie. Il songe aux foyers, aux berceaux...

A-t-il donc oublié les Allemands ? Moins que quiconque. Mais, pour lui, les Allemands n'ont pas changé. Ce ne sont pas les « nazis », cristallisation trouble et passagère. Ce sont, encore, les Prussiens, ces Prussiens qu'il a vu défiler dans son village, à l'âge de quinze ans, ces Prussiens qu'il a battus, devant Verdun, à l'âge de soixante ans. Une armée puissante, un peuple uni. Pas plus que les Prussiens d'Iéna, les Français de 1940 ne sauraient rompre. Mais ils peuvent plier, plier comme l'ont fait le baron de Stein, Schamhorst, Gneisenau, plier comme sut plier Frédéric Guillaume IV, lorsqu'il accepta de rencontrer, à Erfurt, Napoléon victorieux...

Le Maréchal a-t-il consenti, lors de Montoire, à l'asservissement durable de la France ? Y a-t-il, explicitement, acquiescé ? Non. La notion même d'asservissement, si précise dans les plans du vainqueur, lui est étrangère, indiscernable. Elle ferait horreur à son sens de l'intégrité physique, de la durée moléculaire, de l'infrangibilité de l'âme. Il n'y croit pas. Était-il sans espoir ? À- il péché contre l'espérance de la France ? Lui a-t-il soufflé la tentation mortelle du désespoir ? En 1943, a-t-on dit. C'est à voir. Mais ni en 40, ni en 41, ni dans les premiers mois de 42. Il était, seulement, sans espoir immédiat, sans espérance active. Il n'attendait la libération du territoire que de l'épuisement des deux camps, d'une paix de compromis, non de l'irruption des Alliés, de l'insurrection nationale. Il n'avait prévu ni Stalingrad, ni Bayeux, ni Toulon, ni le Vercors. Ce militaire croyait, surtout, aux armes de la diplomatie. Il a péché par immobilisme, par temporisation. Il n'a jamais péché par trahison, par servilité, par désespoir. Il comptait, même, si bien sur la libération du territoire qu'il la voyait réalisée par ses propres soins, qu'il l'associait à ses futures entreprises. « C'est de Paris libéré, disait-il, dans l'un de ses messages que sera datée la nouvelle Constitution. » Tant que Paris ne serait pas libéré, il se contenterait de l'affreux décor de Vichy...

*
* *

[427]

Au vrai, et ce fut là surtout son erreur, il donnait, dans le secret de son cœur, la priorité à la régénération sur la résistance. La résistance — ou ce qu'il appelait, d'un mot ancien, la « revanche » — il ne la verrait pas. Mais la régénération lui devrait son jaillissement. Il en respirerait les premiers bourgeons. Et, par la régénération, ne porterait-il pas l'honneur d'avoir su préparer la revanche ?

Une régénération profonde, totale. Non un prétexte à s'assurer de longues années de gouvernement. Cette défaite, dont il a, trop longuement, trop maladroitement, ressassé les causes, dont il a trop parlé comme d'une expiation nécessaire, il ne s'en est jamais réjoui. Jamais il n'a dit qu'il fallait qu'elle eût lieu, pour qu'il pût gouverner à sa guise. Jamais il ne l'a pensé. La « divine surprise » de Maurras n'exprimait que la joie de voir renaître un ordre pur, sur les ruines d'une politique criminelle. Non le sourire sardonique d'un démiurge aux aguets. Et « la France, la France seule », ce slogan, qui nous irritait par sa répétition, n'affirmait, que le désir de repousser toute intervention — et d'abord celle de l'Allemagne — dans la reconstruction du pays...

Mais de cette régénération, le Maréchal ne s'est pas, seulement, soucié d'indiquer les bases. Il a voulu la vivre. À la simple ébauche constitutionnelle, il a préféré le brassage quotidien de l'argile. Il a souhaité demeurer au pouvoir, non point pour hâter l'heure de la libération, mais pour voir mûrir les premiers fruits de la renaissance. Or, il ne savait pas gouverner. Il n'avait ni l'initiative du matin, ni la mémoire du soir. Il ne savait qu'orienter son pays sur des chemins de noblesse. Il trébuchait dans les sentiers ; il s'enfonçait dans les ornières. Il remplaça les vieux ponts de chez nous par d'aériennes passerelles, dont il négligea d'asseoir les piliers ; des passerelles qu'emporta le premier vent, et dont les débris jonchent, encore, le sol mouvant...

En fait, il ne sût pas dominer sa tâche. Aux Français, qui l'acclamaient il n'offrit qu'un bréviaire. Un bréviaire au milieu d'un manège, où tout le monde tournait en rond. Manierait-il le fouet ? Même pas. Il le laissera manier par des valets d'écurie, des valets dont les patenôtres l'abusaient. Un régime autoritaire ? Peut-être. Mais sans véritable autorité. Un régime débonnaire ? Aussi. Mais sans véritable [428] bonté. Au fond, et dans une lumière crépusculaire, une juxtaposition paradoxale des contraires. Je me demande si des

premières années des Carolingiens aux dernières années du Directoire — en passant par Charles VI et François II — la France a jamais connu tant de vertus associées à tant d'incertitudes.

À Vichy, chacun prétend diriger. Personne ne commande. Ni le Maréchal, ni Laval, ni Darlan. Il est, sans doute, difficile d'imposer sa volonté à un peuple aussi fier, aussi vieux, aussi divisé. Clemenceau n'y est parvenu qu'à la faveur du grand élan de la victoire. Poincaré n'y a réussi que par la dictature de la persuasion. Seuls, peut-être, André Tardieu et Léon Blum disposèrent, en temps de paix, d'assez d'ascendant, d'assez d'intuition, d'assez de culture, pour gouverner la France. Ils n'y ont que partiellement réussi. La France, d'ailleurs, peut-elle être encore gouvernée, à la façon d'une simple démocratie ? Proud'hon et Faguet en doutèrent...

Mais le Maréchal ? Le Maréchal qui prétend ignorer la politique et de qui la politique va cruellement se venger ? Le Maréchal qui s'imagine, selon Flaubert, que le gouvernement devrait être « une section de l'institut » ? Le Maréchal qui ne connaît que des hommes encadrés et que révolte la moindre morsure de l'esprit critique ? Le Maréchal, qui n'a même pas envie d'étrangler la République, et qui n'en a médité, depuis cinq ans, qu'entre deux assiettes de petits fours, à la sortie des grandes premières académiques ? Le Maréchal qui ne règne que sur les deux cinquièmes de la France, alors que le général von Stulpnagel tient sous sa coupe les trois autres. Le Maréchal, administrateur d'une faillite sans nom, et détenteur d'une autorité sans assises, peut-il vraiment reprendre en main les tronçons de son « royaume » ? Avec le concours de qui, de quoi ? À la faveur de quel appareil ? De l'État français ? Mais l'État français n'est plus, en ces jours sombres, qu'une absence d'État, qu'une charpente plus faible, encore, plus exposée, qu'elle ne le fut jamais sous la Troisième République. Des liaisons, des coordinations ? Sans doute. Et même jusqu'à l'abus. Mais de ces liaisons qui se diluent, qui s'estompent — comme au cours de la « drôle de guerre » — parce que les piliers majeurs, entre lesquels elles devaient s'instituer, disparaissent déjà dans la brume...

[429]

De l'opinion ? Mais l'opinion est femme et — comme l'a dit Léon Blum des grandes démocraties — elle a le droit d'être ingrate. Le Maréchal, grand ami des femmes, la courtisera. Il en recevra d'enivrantes réponses. Mais il se trompera sur le sens de ces réponses. Il croira qu'il est aimé pour lui-même, alors qu'il n'est aimé que pour l'espoir qu'il représente. Il croira qu'il peut bâtir sur sa popularité, alors que cette popularité n'est sensible qu'en zone libre — cette chausse-trappe de l'armistice — et qu'à peine effrangée elle se détruira par lambeaux. Il croira qu'il peut offrir des « otages » : les juifs, les francs-maçons, les étrangers, les fils d'étrangers, les hommes politiques, les inculpés de Riom, alors que l'opinion, toujours prête à la vindicte, discerne vite l'injustice et ne suit qu'un faible temps les « vengeurs ». Il ne verra pas, surtout, que l'opinion se lasse, que la France souffre, qu'elle se refuse à l'expiation collective, qu'elle n'admet de sacrifice qu'individuel et contre l'occupant...

Alors, que reste-t-il au Maréchal ? Une vieille administration, sans doute, solide au poste et bientôt résistante, l'honneur même de la France, au cours de ces années tragiques, mais dont les moindres activités sont soumises au contrôle de l'Allemagne. Une administration nouvelle, aussi, une administration de complément, mais celle-là, postiche, insolente, hurlant à la Révolution nationale, accablant de sa superbe des préfets trop timides, des « comitards » tapis dans l'ombre, une population affamée. Au fond, une sorte d'anarchie. Une révolution sans révolutionnaires. Une répression trop faible pour ce qu'elle a de dur. Cent féodalités reconstituées. L'argent triomphant. L'immoralité s'affichant. Une France sans frontières. Un régime sans nom. Un pays sans voix. D'anciennes institutions brisées; non point pour faire place à des institutions nouvelles, qui ne seraient, d'ailleurs, ni promptement réalisables (provinces), ni peut-être même souhaitables (corporations), mais pour éliminer les résidus d'un « ordre périmé ». Et l'Allemagne s'évertuant, par la voix de ses séides — hommes de gauche, pour la plupart — à ruiner dans cet État nouveau, si mal aligné sur le *Reich*, ce qu'elle croit être la promesse d'une résurrection prochaine...

Dans ce désordre, face à ce dérèglement, le Maréchal, au lieu de pétrir le concret, se transcende. Il se prend à sa légende. Il s'imprègne [430] de légitimité, d'intangibilité, d'inaffabilité. La colombe de l'Esprit saint l'élève au-dessus des nuages. Il ratiocine. Il vaticine. À

force de vouloir s'identifier à la France, à force de prétendre la résumer en lui, il se désincarne de sa propre chair. Et le peuple français, qui l'a vu défiler, sous les bannières en 1940, n'apercevra plus, en 1944, au fond d'un suaire, que de pauvres bandelettes, emprisonnant des membres desséchés. L'âme flotte dans l'éther, inaccessible. Le sortilège est rompu.

Ainsi se décompose un charme ; ainsi se dénouent des liens ; ainsi se dissout une œuvre, qui se voulait grande et rédemptrice...

*
* *

Il eût été si simple, disent, aujourd'hui, les bonnes gens, de s'en tenir à la raison, de gérer, de protester, de ne pas innover. Eh oui ! tout eût été meilleur que ces hésitations continuelles, ces résistances spasmodiques, ce double jeu incohérent, ce troisième jeu informulé, cette régénération à contre-flot. Mais l'histoire ne se satisfait pas de ces simplicités. Gérer, d'ailleurs, on l'a fait. Et, somme toute, pas si mal. Protester, l'on n'y a pas manqué. Trop rarement, il est vrai, trop timidement, sans ces hauts-parleurs, qui eussent fortifié l'accent, mais dont les Allemands auraient trop vite brisé la plaque. « Wiesbaden », d'ailleurs, protestait. Et Wiesbaden, quoiqu'en pût penser Doyen, ne tenait son autorité que de l'autorité du Maréchal. Ne pas innover ? C'est, aujourd'hui, facile à dire. Mais pouvait-on ne rien offrir à un peuple déçu, avide de changement ? Et d'une médecine mal administrée, a-t-on le droit de dire qu'elle ait été mal conçue, mal préparée ? En vérité, tous les principes d'un redressement de la France se trouvaient contenus dans les messages du Maréchal. On y a même fait, depuis, sous des noms de circonstance, d'assez curieux emprunts. Mais il fallait que ces principes fussent énoncés avec grâce, qu'ils respectassent les lois de la diversité française, qu'ils parussent accordés à la vie même du peuple. Il fallait, surtout, qu'ils germassent à l'air, qu'une main douce et ferme écartât la pierre du tombeau, que les « geôliers provisoires » se vissent refuser tout [431] sourire, qu'un trait de lumière, même furtif, annonçât une prochaine délivrance. Et tout eût été sauvé !

Tous les Français, ou presque, l'ont compris. Même les traîtres. Et c'est pourquoi leur trahison fut lucide. Mais les « égarés » ? les prisonniers du « mythe Pétain » ? Ah qu'on ne leur fasse pas l'injure

d'en avoir douté ! Plus que d'autres, mieux que d'autres, souvent, ils souffrirent de la douleur française. Et s'ils se confiaient au Maréchal c'est qu'ils en attendaient le terme de son miracle. Comment n'y eût-il pas eu, d'ailleurs, de « mythe Pétain » ? Comment cette admiration si naturelle pour un homme, qui se donnait à sa tâche avec tant de noblesse, n'eût-elle pas entraîné beaucoup d'âmes ? Les plus hautes autorités spirituelles du pays ne proclamaient-elles pas l'identité de la France et de Pétain ? Les nations amies ne le répétaient-elles pas à l'envie ? Comment cette masse énorme de croyants n'eût-elle pas produit ses exaltés, ses frénétiques ? Sans doute convenait-il de s'arrêter aux frontières de ce que le pasteur de Pury nommera, plus tard, d'un mot cruel, le « somnambulisme du Maréchal ». Mais ces frontières n'étaient pas aisément discernables. Il eût fallu que de bons guides se plaçassent au travers de la route, qu'ils donnassent l'ordre de rebrousser chemin. Seul, ou presque seul, François Valentin eut ce courage. Et sa voix s'éleva, en juillet 1943, ferme et pure, des halliers de France. Il confessa l'erreur. Il prêcha la résistance. Mais en 1942 ? Mais avant le retour de Laval, était-il possible, était-il permis de renverser la vapeur ? Ce n'est que petit à petit, lentement, progressivement, qu'au-delà de l'image pâissante du Maréchal se dégagea, pour la plupart des Français, l'image brûlante du pays. Ceux qui n'ont point parcouru ce périple, ceux qui n'ont pas monté ce calvaire se seront épargné bien des souffrances. Ont-ils le droit déjuger sans tendresse ?

Mais chez beaucoup d'hommes, jeunes encore, et que les fastes de la victoire — d'une victoire qu'ils portèrent jusqu'au Rhin, jusqu'au Danube — auraient pu dérober à ce désenchantement, ne subsiste-t-il pas, au fond du cœur, comme une ombre d'amertume, comme un regret de la foi perdue, comme la nostalgie des étoiles éteintes ? Ils s'interrogent, parfois. Se sont-ils trompés ?

[432]

Trompés, oui, si l'on admet que depuis l'armistice, la France, la France du Maréchal, la France de 99 % des Français, se fût volontairement engagée sur la pente de Terreur et de la trahison. Trompés, si le geste du 18 juin était le seul geste français possible à l'époque. Trompés, si la résistance intérieure s'était, vraiment, déployée aux premières heures de l'occupation, si ses appels avaient été assez clairs, pour que nul ne pût s'y soustraire. Trompés, s'ils ont fait confiance à un homme, qui les entraînait, à leur vu et à leur su, dans

la voie de la servitude. Mais, sinon, non. Moins adroitement orientés, peut-être, que leurs frères de Londres. Moins dociles aux leçons de l'histoire, moins sensibles aux monitions de l'instinct. Moins portés, aussi, par la détente du cœur ou par l'espoir de la revanche, à quitter le sol de France, pour lancer, au loin, de loin, le « non » tranchant, guttural, décisif. Moins heureux, au total. Mais nullement inférieurs à leur destin, nullement marqués des blêmissures du mauvais rêve, nullement contraints de recourir à l'eau lustrale, à la grâce amnistiante...

Que ne jettent-ils, d'ailleurs, un regard sur ce qui s'est fait de grand, de beau, au cours de ces quelques années ? De grand, mais d'effacé, dira-t-on. De beau, mais de compromis. Ce n'est pas si sûr ! Il y eut, sans doute, de la graine gaspillée. Et l'on parlera longtemps de « semailles en hiver », tant le gel brûla vite la semence. « Mauvais terrain », disait le Maréchal. Mauvaise saison, surtout. La semence n'a pas fructifié. Mais les sachets en sont connus, étiquetés. Ils pourront, un jour, resservir. Ils resserviront en d'autres mains. Certaines moissons, d'ailleurs, levèrent. Dans l'élan, dans l'enthousiasme du départ, de belles choses furent conçues, de grandes choses réalisées. En juin 1940, le gouvernement du Maréchal amortissait la détresse française. Il retenait la nation au bord du gouffre. Il couvrit son sol d'emblavures nouvelles. Il fit jaillir de son sous-sol les gemmes de nos plus vieux filons. Il maintint la vie en zone libre, foyer de la future résistance. Il maintint en place les vieux cadres administratifs, piliers de la future résistance. Il fit de l'Afrique du Nord, ouverte aux vents du large, une rade royale d'accueil. Il fit des Chantiers de Jeunesse — ces « maquisards » officiels — une rayonnante pépinière de chefs. Il fit de l'armée de l'armistice la matrice de l'armée secrète, de l'armée de la libération...

[433]

En avril 1942, à l'heure où nous quitions le Maréchal, nous pouvions, le général Laure et moi, nous confier que tout avait été tenté pour assurer le relèvement du pays, qu'à travers bien des illusions, bien des tribulations, bien des méprises, la France de 1942 présentait, tout de même, un autre visage que la France de 1940. Une natalité renaissante, des campagnes paisibles, une gestion financière exacte, pas de scandales d'argent, un grand effort de solidarité française. Et, surtout, pas de sang. Le sang français n'avait, au cours de ces vingt et

un mois, jamais coulé par la faute d'un Français. Aucun gaulliste fusillé, vingt-trois communistes graciés, beaucoup d'otages soustraits à la vindicte allemande, point de déportations massives. Des prisons, sans doute, trop remplies, mais dont les portes s'ouvraient, très vite, à de nouvelles aventures. Nous nous retirions le front haut, les mains nettes, le cœur inquiet...

*
* *

De ce qui suivit, je ne puis guère parler. Éloigné de France, empêché par l'Allemagne d'y rentrer, voué tout entier, dans l'admirable Suisse, à la sauvegarde de notre dernier or, au soutien de notre économie, au camouflage d'un matériel de guerre, dont les Allemands, quoi qu'ils entreprissent, ne parvinrent jamais à s'emparer, tout occupé d'aide aux réfugiés, d'accueil aux Alsaciens, de réconfort aux Français, je n'ai connu que par ouï-dire la succession des événements, qui marquèrent la seconde période de Vichy.

Le geste de suicide du 11 novembre m'a déchiré. Il ne m'a pas surpris. Aux appels angoissés de l'intérêt national, le Maréchal n'a su répondre que par l'acceptation d'un nouveau sacrifice. Lorsqu'il fallait partir, il n'a pensé qu'à se dévouer. D'un pays, tout entier submergé par l'Allemand, il n'a cherché — une fois de plus — qu'à diminuer les souffrances. L'arrestation de Weygand, dans sa propre voiture, lui démontrait pourtant, et plus qu'à l'évidence, qu'il ne pourrait être, désormais, d'aucun secours pour aucun Français. Mais il n'a pas compris. Il ne pouvait pas comprendre. Il était ainsi fait — physiquement et moralement — que le départ [434] de France lui fût apparu comme une désertion, comme un parjure, à l'heure même où ce départ sauvait son œuvre...

Borotra, Bouthillier, Gibrat, Lehideux tentèrent, m'a-t-on dit, de lui faire entendre raison. Il s'entêta. La terre de France collait à ses semelles. Il ne l'eût pas quittée pour un « Empire ». Il ne la quitta que le 28 août 1944, prisonnier, cette fois, des Allemands. Il se précipita vers elle le 23 avril 1945, menottes déliées, menottes toutes prêtes. Cet invincible attrait du sol natal ne peut surprendre chez le fils d'un paysan. Il s'ajoute à d'autres traits de noblesse. Mais il fut fatal à Philippe Pétain. À partir du 11 novembre 1942, une grande crise de conscience s'ouvrait dans l'âme de ses fidèles. Ils la résolurent d'un

cœur divers. Beaucoup partirent, rejoignirent le maquis, furent arrêtés, torturés, déportés.

D'autres demeurèrent auprès du vieux Chef, fidèles jusqu'à la dernière heure, jusqu'au dernier carré. M'arrogérai-je le droit de mettre en balance ces attitudes, alors que j'hésitai, moi-même, de longs mois, et ne rompis avec Vichy qu'en novembre 1943, à l'heure de la Milice, à l'heure de Déat — sans offrir d'ailleurs au gouvernement d'Alger l'hommage du moindre ralliement. Il ne s'agit pas, au sur plus, de départager des hommes, que l'œuvre de reconstruction a déjà réunis, mais de marquer les étapes, les tristes et dernières étapes d'une « voie déclinée »...

Cette voie s'ouvrait le 18 juin 1940. Le général de Gaulle en avait marqué la pente. Elle eût pu se fermer le 11 novembre 1942. C'est ce jour-là que fut commise la grande faute, la grande faute politique. En demeurant à Vichy, le Maréchal accentuait, jusqu'à l'absurde, cette minimisation du cadre, ce rétrécissement de l'audience, qui lui avaient été si funestes. Il ne gouvernait plus qu'un bosquet. Il s'enfermait dans le Vatican d'une indifférence apparente, d'une complicité présumée. Il usurpait, pour la première fois, son pouvoir. De l'impassible, de l'impossible indépendance, qu'il avait tenté de maintenir à l'égard des Allemands, à l'égard des Alliés, il laissait naître l'idée d'une inconcevable neutralité entre la résistance et l'occupant. Il allait « couvrir », à la face du monde, ceux qui se serviraient de son nom pour le mieux salir. Il découvrirait ceux qui n'avaient songé qu'à le servir. Aux Calabrais en fustanelle, aux buffles sanglants et couards que la résistance très vite répudia, il offrirait [435] le droit de prélever sur les meilleurs fils de France mille livres de chair humaine. À beaucoup de Français courageux, mais mal informés, il apparaîtrait comme la statue froide et sombre du déshonneur. Le sang des otages, le sang des martyrs, le sang des déportés, rejaillirait sur lui. Tous ses efforts, tous ses sursauts, toutes ses larmes se perdraient dans cette inhibition dernière. Malédiction sur ce 11 novembre !

*
* *

Mais cet homme a, déjà, connu les rigueurs de l'outrage. Il a été frappé, non pas pour ses véritables fautes, pour ces hésitations, pour ces contradictions, où nous le surprîmes tant de fois, mais pour des crimes

imaginaires, pour de prétendus complots. Il a servi de cible aux rancunes les plus sordides, aux appétits les plus ignobles. Son procès a soulevé les ondes de la sensibilité, les houles du mépris. Homme de marbre, Philippe Pétain a gardé le silence...

Faut-il rompre ce silence ? Faut-il, déjà, tenter d'amasser, autour du prisonnier, les suffrages d'une première révision ? Je ne le pense pas. Le Maréchal a payé d'un nouveau sacrifice une nouvelle injustice. Et son vœu, sans doute, est que ce sacrifice demeure, qu'il s'accomplisse. Il faut lui laisser cette dignité dernière, la « seule qu'on ne saurait lui ravir », a dit Gérard Bauër. Il ne faut ni troubler son repos, ni briser son message. Son message d'union, surtout.

Il faut s'en remettre à la sérénité de l'histoire du soin de replacer ce visage dans sa véritable lumière, d'ajouter à l'information précise l'équitable justice...

Les hommes d'aujourd'hui n'y parviendront pas. Ils y parviendraient, moins encore, s'ils érigeaient la seule fidélité personnelle en règle de conduite politique. Je ne sais ce que signifie le « pétainisme ». Mais je regretterais qu'on lui donnât, un jour, l'accent d'un légitimisme. Il n'y a pas, il ne peut y avoir, hors du sang de France, hors de la tradition capétienne, de véritable légitimisme. Il y eut une légitimité Pétain — une « pétaineté » si j'ose dire — une souveraineté, de fait et de droit, tissée par l'affection d'un peuple, autour d'un homme, qui fut, il y a cinq ans, l'une des grandes lueurs de l'espérance française. Cette légitimité-là, l'histoire ne la contestera pas. [436] Mais elle ne lui en ajoutera pas d'autres. Elle ne légitimera pas l'échec d'une expérience, fortifiée de tant de grâces, traversée de tant d'épreuves, inégale à ses promesses. Elle ne dira pas que le Maréchal a livré la France. Mais elle ne proclamera pas qu'il l'a délivrée.

Donnons au vieux Chef, injustement blessé, les marques de notre piété. Mais ne lui donnons pas ce qu'il n'exige pas de nous, un cœur raidi de dévotion, un esprit stérilement éloigné des tâches du présent... Demeurons fidèles à ses enseignements. Mais n'oublions pas la précarité de ses gestes. Gardons la mémoire de ces vertus civiques, de ces hautes images de désintéressement, auxquelles il nous rendit si familiers. Mais réservons, à côté de l'ascension spirituelle, la part des faiblesses humaines. Et quelque meurtris que nous ayons été nous-

mêmes, ne songeons qu'à la douceur des horizons de France. Notre terre retrouvera, pour ses prochains printemps, les semences de son dernier hiver...

Fin du texte